

SOCIÉTÉ DES NATIONS

*Recueil des Traités et des Engagements
Internationaux enregistrés par le Secrétariat
de la Société des Nations.*

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

*Publication of Treaties and International Engagements
Registered with the Secretariat of the
League of Nations.*

SOCIÉTÉ DES NATIONS

Recueil des Traités

*et des Engagements Internationaux enregistrés par le
Secrétariat de la Société des Nations.*

VOLUME 2

1920

NUMÉRO 1

TABLE DES MATIÈRES.

	Pages
No. 41. — Etats-Unis d'Amérique, Empire Britannique, Danemark, France, etc.	
Traité relatif à l'Archipel du Spitsberg. Signé à Paris, le 9 février 1920	7
No. 42. — Etats-Unis d'Amérique, Empire Britannique, Chine, Cuba, France, etc. :	
Arrangement entre les Puissances Alliées et Associées, relatif au compte des Réparations en ce qui concerne l'Italie. Signé à Saint-Germain-en-Laye, le 10 septembre 1919...	21
No. 43. — Etats-Unis d'Amérique, Belgique, Empire Britannique, Chine, Cuba, France, etc. :	
Déclaration portant modification de l'arrangement conclu le 10 septembre 1919, entre les Puissances Alliées et Associées, relatif au compte des Réparations en ce qui concerne l'Italie. Signé à Paris, le 8 décembre 1919.	29
No. 44. — Etats-Unis d'Amérique, Belgique, Empire Britannique, Chine, Cuba, France, etc. :	
Arrangement entre les Puissances Alliées et Associées concernant la contribution aux dépenses de libération des territoires de l'ancienne monarchie austro-hongroise. Signé à Saint-Germain-en-Laye, le 10 septembre 1919.	35
No. 45. — Etats-Unis d'Amérique, Belgique, Empire Britannique, Chine, Cuba, France, etc. :	
Déclaration portant modification de l'arrangement conclu le 10 septembre 1919, entre les Puissances Alliées et Associées, concernant la contribution aux dépenses de libération des territoires de l'ancienne monarchie austro-hongroise. Signée à Paris, le 8 décembre 1919	43
No. 46. — Etats-Unis d'Amérique, Empire Britannique, France, Italie et Japon :	
Décision de la Conférence des Ambassadeurs, relatives à Teschen, Spitz et Orava, en date, à Paris, du 5 août 1920	49

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

*Publication of Treaties and International Engagements
Registered with the Secretariat of the League of Nations.*

VOLUME 2

1920

NUMBER 1

TABLE OF CONTENTS.

	Page
No. 41. — United States of America, British Empire, Denmark, France, etc. :	
Treaty concerning the Archipelago of Spitsbergen. Signed at Paris, February, 9, 1920.	7
No. 42. — United States of America, British Empire, China, Cuba, France, etc. :	
Agreement between the Allied and Associated Powers with regard to the Italian reparation payments. Signed at Saint-Germain-en-Laye, September, 10, 1919	21
No. 43. — United States of America, Belgium, British Empire, China, Cuba, France, etc.	
Declaration modifying the agreement of September, 10, 1919, between the Allied and Associated Powers with regard to the Italian reparation payments. Signed at Paris, December, 8, 1919	29
No. 44. — United States of America, Belgium, British Empire, China, Cuba, France, etc.	
Agreement between the Allied and Associated Powers with regard to the contribution to the cost of liberation of the territories of the former Austro-Hungarian monarchy. Signed at Saint-Germain-en-Laye, September 10, 1919	35
No. 45. — United States of America, Belgium, British Empire, China, Cuba, France, etc.	
Declaration modifying the agreement of September 10, 1919, between the Allied and Associated Powers with regard to the contributions to the cost of liberation of the territories of the former Austro-Hungarian monarchy. Signed at Paris, December, 8, 1919	43
No. 46. — United States of America, British Empire, France, Italy and Japan :	
Decision of the Conference of Ambassadors with regard to Teschen, Spisz and Orava, dated Paris, August, 5, 1920	49

No. 47. — Allemagne et Suède :

Echange de notes en date du 31 mars 1920, entre l'Allemagne et la Suède, concernant la prolongation du Traité de Commerce et de Navigation du 2 mai 1911 59

No. 48. — Allemagne et Gouvernement des Soviets de Russie :

Arrangement relatif au rapatriement réciproque des prisonniers de guerre et des internés civils, signé à Berlin le 19 avril 1920 63

No. 49. — Allemagne et Latvie :

Arrangement conclu entre l'Allemagne et la Latvie concernant l'échange de leurs prisonniers de guerre respectifs, signé à Berlin le 20 avril 1920 71

No. 50. — Allemagne et Hongrie :

Arrangement conclu entre l'Allemagne et la Hongrie relatif au passage de leurs prisonniers de guerre respectifs, signé à Berlin le 8 mai 1920 79

No. 51. — Allemagne et Gouvernement des Soviets de Russie :

Dispositions concernant l'exécution de l'Arrangement conclu entre l'Allemagne et la République Socialiste Fédérale des Soviets de Russie, relative au rapatriement réciproque des prisonniers de guerre et des internés civils, signée à Berlin, le 7 juillet 1920 85

No. 52. — Allemagne et Latvie :

Convention provisoire relative à la reprise des relations entre l'Allemagne et la Latvie, signée à Berlin le 15 juillet 1920 91

No. 47. — Germany and Sweden :

Exchange of Notes of March 31, 1920, between Germany and Sweden, concerning the prolongation of the Treaty of Commerce and Navigation of May 2, 1911 59

No. 48. — Germany and Soviet Government of Russia :

Agreement with regard to the mutual repatriation of prisoners of war and interned civilians, signed at Berlin on April 19, 1920 63

No. 49. — Germany and Latvia :

Agreement between Germany and Latvia concerning the exchange of their respective prisoners, signed at Berlin on April 20, 1920 71

No. 50. — Germany and Hungary :

Agreement between Germany and Hungary with regard to the through transport of their respective prisoners of War, signed at Berlin on May, 8, 1920 79

No. 51. — Germany and Soviet Government of Russia :

Arrangement for carrying out the agreement between the German Reich and the Russian socialist federal Soviet Republic with regard to the mutual repatriation of prisoners of war and interned civilians, signed at Berlin on July 7, 1920 85

No. 52. — Germany and Latvia :

Preliminary Agreement as to the resumption of relations between Germany and Latvia, signed at Berlin on July 15, 1920 91

No. 41.

ÉTATS - UNIS D'AMÉRIQUE,
EMPIRE BRITANNIQUE,
DANEMARK, FRANCE, ETC.

Traité relatif à l'Archipel du Spits-
berg, signé à Paris, le 9 février
1920.

UNITED STATES OF
AMERICA, BRITISH EMPIRE,
DENMARK, FRANCE, ETC.

Treaty concerning the Archipelago
of Spitsbergen, signed at Paris,
February, 9, 1920.

No. 41. — TRAITÉ RELATIF A
L'ARCHIPEL DU SPITSBERG,
SIGNÉ A PARIS LE 9 FÉVRIER
1920.

Textes officiels français et anglais communiqués par la Conférence des Ambassadeurs au nom des Principales Puissances Alliées. L'enregistrement du Traité sus-mentionné a eu lieu le 21 octobre 1920.

LE PRÉSIDENT DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE, SA MAJESTÉ LE ROI DE GRANDE BRETAGNE ET D'IRLANDE ET DES TERRITOIRES BRITANNIQUES AU DELÀ DES MERS, EMPEREUR DES INDES, SA MAJESTÉ LE ROI DE DANEMARK, LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE, SA MAJESTÉ L'EMPEREUR DU JAPON, SA MAJESTÉ LE ROI DE NORVÈGE, SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS, SA MAJESTÉ LE ROI DE SUÈDE,

Désireux, en reconnaissant la souveraineté de la Norvège sur l'Archipel du Spitsberg, y compris l'île aux Ours, de voir ces régions pourvues d'un régime équitable propre à en assurer la mise en valeur et l'utilisation pacifique,

Ont désigné pour leurs plénipotentiaires respectifs en vue de conclure un Traité à cet effet :

LE PRÉSIDENT DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE :

M. Hugh CAMPBELL WALLACE, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire des Etats-Unis d'Amérique, à Paris ;

SA MAJESTÉ LE ROI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE ET DES TERRITOIRES BRITANNIQUES AU DELÀ DES MERS, EMPEREUR DES INDES :

¹ Au moment de la publication du présent numéro du « Recueil des Traités » seul le dépôt des instruments de ratification de Sa Majesté la Reine des Pays-Bas ayant eu lieu à Paris le 3 septembre 1920, a été communiqué au Secrétariat de la Société des Nations.

No. 41. — TREATY CONCERNING
THE ARCHIPELAGO OF SPITS-
BERGEN, SIGNED AT PARIS,
FEBRUARY 9, 1920.

French and English official texts forwarded by the Conference of Ambassadors on behalf of the Principal Allied Powers. The registration of the above mentioned Treaty took place on October 21, 1920.

THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA ; HIS MAJESTY THE KING OF GREAT BRITAIN AND IRELAND AND OF THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA ; HIS MAJESTY THE KING OF DENMARK ; THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC ; HIS MAJESTY THE KING OF ITALY ; HIS MAJESTY THE EMPEROR OF JAPAN ; HIS MAJESTY THE KING OF NORWAY ; HER MAJESTY THE QUEEN OF THE NETHERLANDS ; HIS MAJESTY THE KING OF SWEDEN,

Desirous, while recognising the sovereignty Norway of over the Archipelago of Spitsbergen, including Bear Island, of seeing these territories provided with an equitable regime, in order to assure their development and peaceful utilisation,

Have appointed as their respective Plenipotentiaries with a view to concluding a Treaty to this effect :

THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA :

Mr. Hugh CAMPBELL WALLACE, Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary of the United States of America at Paris ;

HIS MAJESTY THE KING OF GREAT BRITAIN AND IRELAND AND OF THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA :

¹ At the time of publication of this number of the "Treaty Series" only the deposit of the instruments of ratification of Her Majesty the Queen of the Netherlands which took place in Paris on September 3, 1920 had been communicated to the Secretariat of the League of Nations.

Le Très Honorable Comte de DERBY, K. G., G. C. V. O., C. B., Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de S. M. Britannique, à Paris ;

Et,

pour le Dominion du Canada :

L'Honorable Sir George HALSEY PERLEY, K. C. M. G., Haut Commissaire du Canada dans le Royaume-Uni ;

pour le Commonwealth d'Australie :

Le Très Honorable Andrew FISHER, Haut Commissaire de l'Australie dans le Royaume-Uni ;

pour le Dominion de la Nouvelle-Zélande :

Le Très Honorable Sir Thomas MACKENZIE, K. C. M. G., Haut Commissaire de la Nouvelle-Zélande dans le Royaume-Uni ;

pour l'Union Sud-Africaine :

M. Reginald Andrew BLANKENBERG, O. B. E., faisant fonction de Haut Commissaire de l'Union Sud-Africaine dans le Royaume-Uni ;

pour l'Inde :

Le Très Honorable Comte de DERBY, K. G., G. C. V. O., C. B. ;

SA MAJESTÉ LE ROI DE DANEMARK :

M. Hermann ANKER BERNHOFT, Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de S. M. le Roi de Danemark, à Paris ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE :

M. Alexandre MILLERAND, Président du Conseil, Ministre des Affaires Etrangères ;

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE :

L'Honorable Maggiorino FERRARIS, Sénateur du Royaume ;

SA MAJESTÉ L'EMPEREUR DU JAPON :

M. K. MATSUI, Ambassadeur extraordinaire et Plénipotentiaire de S. M. l'Empereur du Japon, à Paris ;

SA MAJESTÉ LE ROI DE NORVÈGE :

M. le Baron de WEDEL JARLSBERG, Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de S. M. le Roi de Norvège, à Paris ;

The Right Honourable the Earl of DERBY, K. G., G. C. V. O., C. B., His Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary at Paris ;

And :

for the Dominion of Canada :

The Right Honourable Sir George HALSEY PERLEY, K. C. M. G., High Commissioner for Canada in the United Kingdom ;

for the Commonwealth of Australia :

The Right Honourable Andrew FISHER, High Commissioner for Australia in the United Kingdom ;

for the Dominion of New Zealand :

The Right Honourable Sir Thomas MACKENZIE, K. C. M. G., High Commissioner for New Zealand in the United Kingdom ;

for the Union of South Africa :

Mr. Reginald Andrew BLANKENBERG, O. B. E., Acting High Commissioner for South Africa in the United Kingdom ;

for India :

The Right Honourable the Earl of DERBY, K. G., G. C. V. O., C. B. ;

HIS MAJESTY THE KING OF DENMARK :

Mr. Hermann ANKER BERNHOFT, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of H. M. the King of Denmark at Paris ;

THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC :

Mr. Alexandre MILLERAND, President of the Council, Minister for Foreign Affairs ;

HIS MAJESTY THE KING OF ITALY :

The Honourable Maggiorino FERRARIS, Senator of the Kingdom ;

HIS MAJESTY THE EMPEROR OF JAPAN :

Mr. K. MATSUI, Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary of H. M. the Emperor of Japan at Paris ;

HIS MAJESTY THE KING OF NORWAY :

Baron WEDEL JARLSBERG, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of H. M. the King of Norway at Paris ;

SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS :

M. John LOUDON, Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de S. M. la Reine des Pays-Bas, à Paris ;

SA MAJESTÉ LE ROI DE SUÈDE :

M. le Comte J.-J.-A. EHRENSVÄRD, Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de S. M. le Roi de Suède, à Paris ;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des stipulations ci-après :

Article 1.

Les Hautes Parties Contractantes sont d'accord pour reconnaître, dans les conditions stipulées par le présent Traité, la pleine et entière souveraineté de la Norvège sur l'Archipel du Spitsberg comprenant, avec l'île aux Ours ou Beeren-Eiland, toutes les îles situées entre les 10° et 35° de longitude Est de Greenwich et entre les 74° et 81° de latitude Nord, notamment : le Spitsberg occidental, la Terre du Nord-Est, l'île de Barents, l'île d'Edge, les îles Wiche, l'île d'Espérance ou Hopen-Eiland, et la Terre du Prince-Charles, ensemble les îles, îlots et rochers qui en dépendent.

Article 2.

Les navires et ressortissants de toutes les Hautes Parties contractantes seront également admis à l'exercice du droit de pêche et de chasse dans les régions visées à l'article 1^{er} et leurs eaux territoriales.

Il appartiendra à la Norvège de maintenir, prendre ou édicter les mesures propres à assurer la conservation et, s'il y a lieu, la reconstitution de la faune et de la flore dans lesdites régions et leurs eaux territoriales, étant entendu que ces mesures devront toujours être également applicables aux ressortissants de toutes les Hautes Parties contractantes, sans exemption, privilèges et faveurs quelconques, directs ou indirects, au profit de l'une quelconque d'entre elles.

Les occupants dont les droits seront reconnus selon les termes des articles 6 et 7 jouiront du droit exclusif de chasse sur leurs fonds de terre : 1° à proximité des habitations, des maisons, des magasins, des usines, des installa-

HER MAJESTY THE QUEEN OF THE NETHERLANDS :

Mr. John LOUDON, Envoy Extraordinary and Plenipotentiary of H. M. the Queen of the Netherlands at Paris ;

HIS MAJESTY THE KING OF SWEDEN :

Count J.-J.-A. EHRENSVÄRD, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of H. M. the King of Sweden at Paris ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed as follows :

Article 1.

The High Contracting Parties undertake to recognise, subject to the stipulations of the present Treaty, the full and absolute sovereignty of Norway over the Archipelago of Spitsbergen, comprising, with Bear Island or Beeren-Eiland, all the islands situated between 10° and 35° longitude East of Greenwich and between 74° and 81° latitude North, especially West Spitsbergen, North-East Land, Barents Island, Edge Island, Wiche Islands, Hope Island or Hopen-Eiland, and Prince Charles Foreland, together with all islands great or small and rocks appertaining thereto.

Article 2.

Ships and nationals of all the High Contracting Parties shall enjoy equally the rights of fishing and hunting in the territories specified in article I and in their territorial waters.

Norway shall be free to maintain, take or decree suitable measures to ensure the preservation and, if necessary, the re-constitution of the fauna and flora of the said regions, and their territorial waters ; it being clearly understood that these measures shall always be applicable equally to the nationals of all the High Contracting Parties without any exemption, privilege or favour whatsoever, direct or indirect to the advantage of any one of them.

Occupiers of land whose rights have been recognised in accordance with the terms of Articles 6 and 7 will enjoy the exclusive right of hunting on their own land : (1) in the neighbourhood of their habitations, houses, stores,

tions aménagées aux fins de l'exploitation du fonds de terre, dans les conditions fixées par les règlements de la police locale ; 2^o dans un rayon de 10 kilomètres autour du siège principal des entreprises ou exploitations ; et dans les deux cas, sous réserve de l'observation des règlements édictés par le Gouvernement norvégien dans les conditions énoncées au présent article.

Article 3.

Les ressortissants de toutes les Hautes Parties Contractantes auront une égale liberté d'accès et de relâche pour quelque cause et objet que ce soit, dans les eaux, fjords et ports des régions visées à l'article 1^{er} ; ils pourront s'y livrer, sans aucune entrave, sous réserve de l'observation des lois et règlements locaux, à toutes opérations maritimes, industrielles, minières et commerciales sur un pied de parfaite égalité.

Ils seront admis dans les mêmes conditions d'égalité à l'exercice et à l'exploitation de toutes entreprises maritimes, industrielles, minières ou commerciales, tant à terre que dans les eaux territoriales, sans qu'aucun monopole, à aucun égard et pour quelque entreprise que ce soit, puisse être établi.

Nonobstant les règles qui seraient en vigueur en Norvège relativement au cabotage, les navires des Hautes Parties contractantes en provenance ou à destination des régions visées à l'article 1^{er}, auront le droit de relâcher, tant à l'aller qu'au retour, dans les ports norvégiens, pour embarquer ou débarquer des voyageurs ou des marchandises en provenance ou à destination desdites régions, ou pour toute autre cause.

Il est entendu qu'à tous égards, et notamment en tout ce qui concerne l'exportation, l'importation et le transit, les ressortissants de toutes les Hautes Parties Contractantes, leurs navires et leurs marchandises, ne seront soumis à aucune charge ni restriction quelconque, qui ne sera pas appliquée aux ressortissants, aux navires ou aux marchandises jouissant en Norvège du traitement de la nation la plus favorisée, les ressortissants norvégiens, leurs navires et leurs marchandises étant dans ce but assimilés à ceux des autres Hautes Parties Contractantes, et ne jouissant d'un traitement plus favorable à aucun égard.

L'exportation de toutes marchandises destinées au territoire d'une quelconque des Puis-

factories and installations, constructed for the purpose of developing their property, under conditions laid down by the local police regulations ; (2) within a radius of 10 kilometres round the head-quarters of their place of business or works ; and in both cases, subject always to the observance of regulations made by the Norwegian Government in accordance with the conditions laid down in the present Article.

Article 3.

The nationals of all the High Contracting Parties shall have equal liberty of access and entry for any reason or object whatever to the waters, fjords and ports of the territories specified in Article 1 ; subject to the observance of local laws and regulations, they may carry on there without impediment all maritime, industrial, mining and commercial operations on a footing of absolute equality.

They shall be admitted under the same conditions of equality to the exercise and practice of all maritime, industrial, mining or commercial enterprises both on land and in the territorial waters, and no monopoly shall be established on any account or for any enterprise whatever.

Notwithstanding any rules relating to coasting trade which may be in force in Norway, ships of the High Contracting Parties going to or coming from the territories specified in Article 1 shall have the right to put into Norwegian ports on their outward or homeward voyage for the purpose of taking on board or disembarking passengers or cargo going to or coming from the said territories, or for any other purpose.

It is agreed that in every respect and especially with regard to exports, imports and transit traffic, the nationals of all the High Contracting Parties, their ships and goods shall not be subject to any charges or restrictions whatever which are not borne by the nationals, ships or goods which enjoy in Norway the treatment of the most favoured nation ; Norwegian nationals, ships or goods being for this purpose assimilated to those of the other High Contracting Parties, and not treated more favourably in any respect.

No charge or restriction shall be imposed on the exportation of any goods to the territories

sances Contractantes ne devra être frappée d'aucune charge ni restriction qui puissent être différentes ou plus onéreuses que celles prévues à l'exportation de marchandises de la même espèce à destination du territoire d'une autre Puissance contractante (y compris la Norvège) ou de tout autre pays.

Article 4.

Toute station publique de télégraphie sans fil établie ou à établir, avec l'autorisation ou par les soins du Gouvernement norvégien, dans les régions visées à l'article 1^{er}, devra toujours être ouverte sur un pied de parfaite égalité aux communications des navires de tous pavillons et des ressortissants des Hautes Parties contractantes dans les conditions prévues par la Convention radio-télégraphique du 5 juillet 1912 ou de la Convention internationale qui serait conclue pour être substituée à celle-ci.

Sous réserve des obligations internationales résultant d'un état de guerre, les propriétaires d'un bien-fonds pourront toujours établir et utiliser pour leurs propres affaires des installations de télégraphie sans fil qui auront la liberté de communiquer pour affaires privées avec des stations fixes ou mobiles, y compris les stations établies sur les navires et les aéronefs.

Article 5.

Les Hautes Parties Contractantes reconnaissent l'utilité d'établir dans les régions visées à l'article 1^{er} une station internationale de météorologie, dont l'organisation fera l'objet d'une Convention ultérieure.

Il sera pourvu également, par voie de convention, aux conditions dans lesquelles les recherches d'ordre scientifique pourront être effectuées dans lesdites régions.

Article 6.

Sous réserve des dispositions du présent article, les droits acquis appartenant aux ressortissants des Hautes Parties Contractantes seront reconnus valables.

Les réclamations relativement aux droits résultant de prises de possession ou d'occupation antérieures à la signature du présent Traité seront réglées d'après les dispositions de l'Annexe ci-jointe, qui aura même force et valeur que le présent Traité.

of any of the Contracting Powers other or more onerous than on the exportation of similar goods to the territory of any other Contracting Power (including Norway) or to any other destination.

Article 4.

All public wireless telegraphy stations established or to be established by or with the authorisation of, the Norwegian Government within the territories referred to in Article 1 shall always be open on a footing of absolute equality to communications from ships of all flags and from nationals of the High Contracting Parties, under the conditions laid down in the Wireless Telegraphy Convention of July 5th, 1912, or in the subsequent International Convention which may be concluded to replace it.

Subject to international obligations arising out of a state of war, owners of landed property shall always be at liberty to establish and use for their own purposes wireless telegraphy installations, which shall be free to communicate on private business with fixed or moving wireless stations, including those on board ships and aircraft.

Article 5.

The High Contracting Parties recognise the utility of establishing an international meteorological station in the territories specified in Article 1, the organisation of which shall form the subject of a subsequent Convention.

Conventions shall also be concluded laying down the conditions under which scientific investigations may be conducted in the said territories.

Article 6.

Subject to the provisions of the present Article, acquired rights of nationals of the High Contracting Parties shall be recognised.

Claims arising from taking possession or from occupation of land before the signature of the present Treaty shall be dealt with in accordance with the Annex hereto, which will have the same force and effect as the present Treaty.

Article 7.

Dans les régions visées à l'article 1^{er}, la Norvège s'engage à accorder à tous les ressortissants des Hautes Parties Contractantes, en ce qui concerne les modes d'acquisition, la jouissance et l'exercice du droit de propriété y compris les droits miniers, un traitement basé sur une parfaite égalité et conforme aux stipulations du présent Traité.

Il ne pourra être effectué d'expropriation que pour cause d'utilité publique et contre le versement d'une juste indemnité.

Article 8.

La Norvège s'engage à pourvoir les régions visées à l'article 1^{er} d'un régime minier qui, notamment au point de vue des impôts, taxes ou redevances de toute nature, des conditions générales et particulières du travail, devra exclure tout privilèges, monopoles ou faveurs, tant au profit de l'Etat qu'au profit des ressortissants d'une des Hautes Parties Contractantes, y compris la Norvège, et assurer au personnel salarié de toute catégorie les garanties de salaire et de protection nécessaires à leur bien-être physique, moral et intellectuel.

Les impôts, taxes et droits qui seront perçus devront être exclusivement consacrés aux dites régions et ne pourront être établis que dans la mesure où ils seront justifiés par leur objet.

En ce qui concerne spécialement l'exportation des minerais, le Gouvernement norvégien aura la faculté d'établir une taxe à l'exportation, toutefois cette taxe ne pourra être supérieure à 1 pour 100 de la valeur maxima des minerais exportés jusqu'à concurrence de 100,000 tonnes, et au-dessus de cette quantité, la taxe suivra une proportion décroissante. La valeur sera déterminée à la fin de la saison navigable en calculant le prix moyen franco-bord.

Trois mois avant la date prévue pour sa mise en vigueur, le projet de régime minier devra être communiqué par le gouvernement norvégien aux autres Puissances contractantes. Si, dans ce délai, une ou plusieurs desdites Puissances proposaient d'apporter des modifications à cette réglementation avant qu'elle soit appliquée, ces propositions seraient communiquées par le Gouvernement norvégien aux autres Puissances contractantes, pour être soumises à l'examen et à la décision d'une Commis-

Article 7.

With regard to methods of acquisition, enjoyment and exercise of the right of ownership of property, including mineral rights, in the territories specified in Article 1, Norway undertakes to grant to all nationals of the High Contracting Parties treatment based on complete equality and in conformity with the stipulations of the present Treaty.

Expropriation may be resorted to only on grounds of public utility and on payment of proper compensation.

Article 8.

Norway undertakes to provide for the territories specified in Article 1 mining regulations which, especially from the point of view of imposts, taxes or charges of any kind, and of general or particular labour conditions, shall exclude all privileges, monopolies or favours for the benefit of the State or of the nationals of any one of the High Contracting Parties, including Norway, and shall guarantee to the paid staff of all categories the remuneration and protection necessary for their physical, moral and intellectual welfare.

Taxes, dues and duties levied shall be devoted exclusively to the said territories and shall not exceed what is required for the object in view.

So far, particularly, as the exportation of minerals is concerned, the Norwegian Government shall have the right to levy an export duty which shall not exceed 1% of the maximum value of the minerals exported up to 100,000 tons, and beyond that quantity the duty will be proportionately diminished. The value shall be fixed at the end of the navigation season by calculating the average free on board price obtained.

Three months before the date fixed for their coming into force, the draft mining regulations shall be communicated by the Norwegian Government to the other Contracting Powers. If during this period one or more of the said Powers propose to modify these regulations before they are applied, such proposals shall be communicated by the Norwegian Government to the other Contracting Powers in order that they may be submitted to examination and the decision of a

sion composée d'un représentant de chacune desdites Puissances. Cette Commission sera réunie par le Gouvernement norvégien et devra statuer dans un délai de trois mois à dater de sa réunion. Ses décisions seront prises à la majorité des voix.

Article 9.

Sous réserve des droits et devoirs pouvant résulter pour la Norvège de son adhésion à la Société des Nations, la Norvège s'engage à ne créer et à ne laisser s'établir aucune base navale dans les régions visées à l'article 1^{er}, à ne construire aucune fortification dans lesdites régions, qui ne devront jamais être utilisées dans un but de guerre.

Article 10.

En attendant que la reconnaissance par les Hautes Parties contractantes d'un gouvernement russe permette à la Russie d'adhérer au présent Traité, les nationaux et sociétés russes jouiront des mêmes droits que les ressortissants des Hautes Parties Contractantes.

Les réclamations qu'ils auraient à faire valoir dans les régions visées à l'article 1^{er} seront présentées, dans les conditions stipulées par l'article 6 et l'Annexe du présent Traité, par les soins du gouvernement Danois, qui consent à prêter, dans ce but, ses bons offices.

Le PRÉSENT TRAITÉ, dont les textes français et anglais feront foi, sera ratifié.

Le dépôt des ratifications sera effectué à Paris, le plus tôt qu'il sera possible.

Les Puissances dont le Gouvernement a son siège hors d'Europe auront la faculté de se borner à faire connaître au Gouvernement de la République française, par leur représentant diplomatique à Paris, que leur ratification a été donnée et, dans ce cas, elles devront en transmettre l'instrument aussitôt que faire se pourra.

Le présent Traité entrera en vigueur, en ce qui concerne les stipulations de l'article 8, dès qu'il aura été ratifié par chacune des Puissances signataires, et, à tous autres égards, en même temps que le régime minier prévu au dit article.

Les tierces Puissances seront invitées par le

Commission composed of one representative of each of the said Powers. This Commission shall meet at the invitation of the Norwegian Government and shall come to a decision within a period of three months from the date of its first meeting. Its decisions shall be taken by a majority.

Article 9.

Subject to the rights and duties resulting from the admission of Norway to the League of Nations, Norway undertakes not to create nor to allow the establishment of any naval base in the territories specified in Article 1 and not to construct any fortification in the said territories, which may never be used for warlike purposes.

Article 10.

Until the recognition by the High Contracting Parties of a Russian Government shall permit Russia to adhere to the present Treaty, Russian nationals and companies shall enjoy the same rights as nationals of the High Contracting Parties.

Claims in the territories specified in Article 1 which they may have to put forward shall be presented under the conditions laid down in the present Treaty (Article 6 and Annex) through the intermediary of the Danish Government, who declare their willingness to lend their good offices for this purpose.

The PRESENT TREATY, of which the French and English texts are both authentic, shall be ratified.

Ratifications shall be deposited at Paris as soon as possible.

Powers of which the seat of the Government is outside Europe may confine their action to informing the Government of the French Republic, through their diplomatic representative at Paris, that their ratification has been given, and in this case they shall transmit the instrument as soon as possible.

The present Treaty will come into force, in so far as the stipulations of Article 8 are concerned, from the date of its ratification by all the signatory Powers; and in all other respects on the same date as the mining regulations provided for in that Article.

Third Powers will be invited by the Govern-

Gouvernement de la République française à adhérer au présent Traité dûment ratifié. Cette adhésion sera effectuée par voie de notification adressée au Gouvernement français, à qui il appartiendra d'en aviser les autres Parties contractantes.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires sus-nommés ont signé le présent Traité.

Fait à Paris, le neuf février 1920 en deux exemplaires, dont un sera remis au Gouvernement de Sa Majesté le Roi de Norvège et un restera déposé dans les archives du Gouvernement de la République française, et dont les expéditions authentiques seront remises aux autres Puissances signataires.

ment of the French Republic to adhere to the present Treaty duly ratified. This adhesion shall be effected by a communication addressed to the French Government, which will undertake to notify the other Contracting Parties.

In witness whereof the above named Plenipotentiaries have signed the present Treaty.

Done at Paris, the ninth day of February, 1920, in duplicate, one copy to be transmitted to the Government of His Majesty the King of Norway, and one deposited in the archives of the French Republic; authenticated copies will be transmitted to the other Signatory Powers.

(L. S.) HUGH C. WALLACE.
 (L. S.) DERBY.
 (L. S.) GEORGE H. PERLEY.
 (L. S.) ANDREW FISHER.
 (L. S.) TH. MACKENZIE.
 (L. S.) R. A. BLANKENBERG.
 (L. S.) DERBY.
 (L. S.) H. A. BERNHOFT
 (L. S.) A. MILLERAND.
 (L. S.) MAGGIORINO FERRARIS.
 (L. S.) K. MATSUI.
 (L. S.) WEDEL JARLSBERG.
 (L. S.) J. LOUDON.
 (L. S.) J. EHRENSVÄRD.

ANNEXE.

§ I.

¹⁰ Dans un délai de trois mois à dater de la mise en vigueur du présent Traité, toutes les revendications territoriales qui auraient déjà été formulées auprès des Gouvernements des diverses Puissances antérieurement à la signature du présent Traité devront être notifiées par le Gouvernement du réclamant à un Commissaire chargé d'examiner ces revendications. Ce Commissaire sera un juge ou un jurisconsulte de nationalité danoise possédant les qualités nécessaires et désigné par le Gouvernement danois.

ANNEX.

I.

(1) Within three months from the coming into force of the present Treaty, notification of all claims to land which had been made to any Government before the signature of the present Treaty must be sent by the Government of the claimant to a Commissioner charged to examine such claims. The Commissioner will be a judge or jurisconsult of Danish nationality possessing the necessary qualifications for the task, and shall be nominated by the Danish Government.

2° Cette notification devra comprendre une délimitation exacte de l'étendue du terrain revendiqué, et être accompagnée d'une carte, qui sera établie à l'échelle d'au moins 1/1,000,000, et sur laquelle sera indiqué clairement le terrain revendiqué.

3° La notification devra être accompagnée du dépôt de la somme d'un penny (1 d.) par acre (40 ares) de terrain revendiqué, pour couvrir les frais occasionnés par l'examen des revendications.

4° Le Commissaire pourra requérir des réclamants la production de tous autres documents, actes ou informations qu'il jugerait nécessaires.

5° Le Commissaire examinera les revendications ainsi notifiées. A cette fin, il pourra recourir à telle assistance technique qu'il jugerait nécessaire et, le cas échéant, faire procéder à une enquête sur place.

6° La rémunération du Commissaire sera fixée d'un commun accord par le Gouvernement danois et les autres Gouvernements intéressés. Le Commissaire fixera lui-même la rémunération des adjoints qu'il jugera nécessaire d'employer.

7° Après examen des réclamations, le Commissaire préparera un rapport indiquant avec précision les réclamations qui, d'après lui, doivent être immédiatement reconnues fondées et celles qui, par suite de contestation ou pour toute autre cause, devraient, à son avis, être soumises à l'arbitrage comme il est dit ci-après. Des copies de ce rapport seront transmises par le Commissaire aux Gouvernements intéressés.

8° Si le chiffre des sommes déposées en vertu de l'alinéa 3° ne suffit pas à couvrir les frais occasionnés par l'examen des revendications, le Commissaire, si la revendication lui paraît fondée, indiquera immédiatement le supplément à verser par le réclamant. Le montant de cette somme sera fixé d'après l'étendue du terrain sur lequel les titres du réclamant auront été reconnus justifiés.

Si le montant des sommes déposées en vertu de l'alinéa 3° venait à dépasser celui desdits frais, le solde en serait affecté au paiement des frais de l'arbitrage prévu ci-après.

9° Dans un délai de trois mois à dater du rapport prévu à l'alinéa 7° du présent paragraphe, le Gouvernement norvégien prendra les mesures nécessaires pour conférer au réclamant dont le Commissaire aura reconnu la réclamation justifiée, un titre valable lui assurant la

(2) The notification must include a precise delimitation of the land claimed and be accompanied by a map on a scale of not less than 1 : 1,000,000 on which the land claimed is clearly marked.

(3) The notification must be accompanied by the deposit of a sum of one penny for each acre (40 ares) of land claimed, to defray the expenses of the examination of the claims.

(4) The Commissioner will be entitled to require from the claimants any further documents or information which he may consider necessary.

(5) The Commissioner will examine the claims so notified. For this purpose he will be entitled to avail himself of such expert assistance as he may consider necessary, and in case of need to cause investigations to be carried out on the spot.

(6) The remuneration of the Commissioner will be fixed by agreement between the Danish Government and the other Governments concerned. The Commissioner will fix the remuneration of such assistants as he considers it necessary to employ.

(7) The Commissioner, after examining the claims, will prepare a report showing precisely the claims which he is of opinion should be recognised at once and those which, either because they are disputed or for any other reason, he is of opinion should be submitted to arbitration as hereinafter provided. Copies of this report will be forwarded by the Commissioner to the Governments concerned.

(8) If the amount of the sums deposited in accordance with clause (3) is insufficient to cover the expenses of the examination of the claims, the Commissioner will, in every case where he is of opinion that a claim should be recognised, at once state what further sum the claimant should be required to pay. This sum will be based on the amount of the land to which the claimant's title is recognised.

If the sums deposited in accordance with clause (3) exceed the expenses of the examination the balance will be devoted to the cost of arbitration hereinafter provided for.

(9) Within three months from the date of the report referred to in clause (7) of this paragraph, the Norwegian Government shall take the necessary steps to confer upon claimants whose claims have been recognised by the Commissioner a valid title securing to them

propriété exclusive sur le terrain en question, d'accord avec les lois et les règlements qui sont ou seront en vigueur dans les régions visées à l'article 1^{er} du présent Traité, et sous réserve des règlements miniers visés à l'article 8 dudit Traité.

Toutefois, dans le cas où un versement complémentaire serait nécessaire en vertu de l'alinéa 8^o ci-dessus, il ne sera délivré qu'un titre provisoire, qui deviendra définitif dès que le réclamant aura effectué ledit versement dans tel délai convenable, que pourra fixer le Gouvernement norvégien.

§ 2.

Les réclamations que, pour une raison quelconque, le Commissaire, prévu au paragraphe 1^{er}, n'aura pas reconnues fondées, seront réglées d'après les dispositions suivantes :

1^o Dans un délai de trois mois à dater du rapport prévu à l'alinéa 7 du paragraphe précédent, chacun des gouvernements auxquels ressortissent les réclamants dont les réclamations n'ont pas été admises, désignera un arbitre.

Le Commissaire présidera le tribunal ainsi constitué. Il aura voix prépondérante en cas de partage. Il désignera un secrétaire chargé de recevoir les documents visés à l'alinéa 2^o du présent paragraphe et de prendre les mesures nécessaires pour la réunion du tribunal.

2^o Dans le délai d'un mois à dater de la nomination du secrétaire prévu à l'alinéa 1^o, les réclamants feront parvenir à ce dernier, par l'intermédiaire de leurs Gouvernements respectifs, un mémoire indiquant avec précision leurs revendications, accompagné de tous documents et argumentations qu'ils pourraient désirer faire valoir à l'appui.

3^o Dans le délai de deux mois à dater de la nomination du secrétaire prévu à l'alinéa 1^o, le Tribunal se réunira à Copenhague à l'effet d'examiner les revendications qui lui auront été soumises.

4^o La langue employée par le tribunal sera l'anglais. Tous documents ou arguments pourront lui être présentés par les parties intéressées dans leur propre langue, mais devront être accompagnés en tout cas d'une traduction en anglais.

5^o Les réclamants auront le droit, s'ils en expriment le désir, d'être entendus par le

the exclusive property in the land in question, in accordance with the laws and regulations in force or to be enforced in the territories specified in Article 1 of the present Treaty, and subject to the mining regulations referred to in Article 8 of the present Treaty.

In the event, however, of a further payment being required in accordance with clause (8) of this paragraph, a provisional title only will be delivered, which title will become definitive on payment by the claimant, within such reasonable period as the Norwegian Government may fix, of the further sum required of him.

2.

Claims which for any reason the Commissioner referred to in clause (1) of the preceding paragraph has not recognised as valid will be settled in accordance with the following provisions :

(1) Within three months from the date of the report referred to in clause (7) of the preceding paragraph, each of the Governments whose nationals have been found to possess claims which have not been recognised will appoint an arbitrator.

The Commissioner will be the President of the Tribunal so constituted. In cases of equal division of opinion, he shall have the deciding vote. He will nominate a Secretary to receive the documents referred to in clause (2) of this paragraph and to make the necessary arrangements for the meeting of the Tribunal.

(2) Within one month from the appointment of the Secretary referred to in clause (1) the claimants concerned will send to him through the intermediary of their respective Governments statements indicating precisely their claims and accompanied by such documents and arguments as they may wish to submit in support thereof.

(3) Within two months from the appointment of the Secretary referred to in clause (1) the Tribunal shall meet at Copenhagen for the purpose of dealing with the claims which have been submitted to it.

(4) The language of the Tribunal shall be English. Documents or arguments may be submitted to it by the interested parties in their own language, but in that case must be accompanied by an English translation.

(5) The claimants shall be entitled, if they so desire, to be heard by the Tribunal either

Tribunal, soit personnellement, soit par des conseils, et le Tribunal aura le droit de demander au réclamant toutes explications et tous documents ou argumentation complémentaires qu'il jugerait nécessaires.

6° Avant d'entendre la cause, le Tribunal devra requérir des parties un dépôt ou une garantie de toute somme qu'il pourra juger nécessaire pour payer la part de chaque réclamant dans les dépenses du Tribunal. Pour en fixer le montant, le Tribunal se basera principalement sur l'étendue du terrain revendiqué. Il pourra aussi demander aux parties un complément de dépôt dans les affaires impliquant des dépenses spéciales.

7° Le chiffre des honoraires des arbitres sera déterminé par mois, et fixé par les Gouvernements intéressés. Le Président fixera les appointements du secrétaire et de toutes autres personnes employées par le Tribunal.

8° Sous réserve des stipulations de la présente Annexe, le Tribunal aura plein pouvoir pour régler sa propre procédure.

9° Dans l'examen des revendications, le Tribunal devra prendre en considération :

a) Toutes règles applicables du droit des gens ;

b) les principes généraux de justice et d'équité ;

c) les circonstances suivantes :

1. la date à laquelle le terrain revendiqué a été occupé pour la première fois par le réclamant ou ses auteurs ;

2. la date à laquelle la revendication a été notifiée au Gouvernement du réclamant ;

3. la mesure dans laquelle le réclamant ou ses auteurs ont développé et exploité le terrain revendiqué par le réclamant. A cet égard, le Tribunal devra tenir compte des circonstances ou des entraves qui, par suite de l'existence de l'état de guerre de 1914 à 1919 ont pu empêcher les réclamants de poursuivre leur réclamation.

10° Toutes les dépenses du tribunal seront partagées entre les réclamants dans la proportion fixée par le Tribunal. Dans le cas où le montant des sommes déposées selon les stipulations de l'alinéa 6° viendrait à dépasser celui des frais du Tribunal, le solde en serait remboursé aux personnes dont les réclamations ont été admises, et cela dans la proportion jugée équitable par le Tribunal.

in person or by counsel, and the Tribunal shall be entitled to call upon the claimants to present such additional explanations, documents or arguments as it may think necessary.

(6) Before the hearing of any case the Tribunal shall require from the parties a deposit or security for such sum as it may think necessary to cover the share of each party in the expenses of the Tribunal. In fixing the amount of such sum the Tribunal shall base itself principally on the extent of the land claimed. The Tribunal shall also have power to demand a further deposit from the parties in cases where special expense is involved.

(7) The honorarium of the arbitrators shall be calculated per month, and fixed by the Governments concerned. The salary of the Secretary and any other persons employed by the Tribunal shall be fixed by the President.

(8) Subject to the provisions of this Annex the Tribunal shall have full power to regulate its own procedure.

(9) In dealing with the claims the Tribunal shall take into consideration :

(a) any applicable rules of International Law ;

(b) the general principles of justice and equity ;

(c) the following circumstances :

(i) the date on which the land claimed was first occupied by the claimant or his predecessors in title ;

(ii) the date on which the claim was notified to the Government of the claimant ;

(iii) the extent to which the claimant or his predecessors in title have developed and exploited the land claimed. In this connection the Tribunal shall take into account the extent to which the claimants may have been prevented from developing their undertakings by conditions or restrictions resulting from the war of 1914-1919.

(10) All the expenses of the Tribunal shall be divided among the claimants in such proportion as the Tribunal shall decide. If the amount of the sums paid in accordance with clause (6) is larger than the expenses of the Tribunal, the balance shall be returned to the parties whose claims have been recognised in such proportion as the Tribunal shall think fit.

11° Les décisions du Tribunal seront communiquées par ce dernier aux Gouvernements intéressés, et dans tous les cas au Gouvernement norvégien.

Le Gouvernement norvégien, dans un délai de trois mois après qu'il aura reçu une décision, prendra les mesures nécessaires pour conférer aux réclamants, dont les revendications auront été admises par le Tribunal, des titres valables conformément aux lois et règlements qui sont ou seront en vigueur dans les régions visées à l'article 1^{er} du présent Traité et sous réserve des règlements miniers, dont il est parlé à l'article 8 dudit Traité. Toutefois les titres ne deviendront définitifs que lorsque le demandeur aura versé sa quote-part des frais du Tribunal, dans tel délai convenable que pourra fixer le Gouvernement norvégien.

§ 3.

Toute réclamation qui n'aura pas été notifiée au Commissaire conformément à l'alinéa 1^{er} du paragraphe 1^{er}, ou qui, n'ayant pas été admise par lui, n'aura pas été soumise au Tribunal conformément au paragraphe 2, sera considérée comme définitivement éteinte.

Copie certifiée conforme :

*Le Président du Conseil,
Ministre des Affaires Etrangères,*

A. MILLERAND.

(11) The decisions of the Tribunal shall be communicated by it to the Governments concerned, including in every case the Norwegian Government.

The Norwegian Government shall within three months from the receipt of each decision take the necessary steps to confer upon the claimants whose claims have been recognised by the Tribunal a valid title to the land in question, in accordance with the laws and regulations in force or to be enforced in the territories specified in Article 1, and subject to the mining regulations referred to in Article 8 of the present Treaty. Nevertheless, the titles so conferred will only become definitive on the payment by the claimant concerned, within such reasonable period as the Norwegian Government may fix, of his share of the expenses of the Tribunal.

3.

Any claims which are not notified to the Commissioner in accordance with clause (1) of paragraph 1, or which not having been recognised by him are not submitted to the Tribunal in accordance with paragraph 2, will be finally extinguished.

Certified true Copy :

*The President of the Council,
Minister for Foreign Affairs,*

No. 42.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE,
EMPIRE BRITANNIQUE,
CHINE, CUBA, FRANCE, ETC.

Arrangement entre les Puissances
Alliées et Associées relatif au
compte des réparations en ce qui
concerne l'Italie, signé à Saint-
Germain-en-Laye, le 10 septem-
bre 1919.

UNITED STATES OF
AMERICA, BRITISH EMPIRE,
CHINA, CUBA, FRANCE, ETC.

Agreement between the Allied and
Associated Powers with regard to
the Italian reparation payments,
signed at Saint-Germain-en-Laye,
September, 10, 1919.

No. 42. — ARRANGEMENT ENTRE LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE, LA BELGIQUE, L'EMPIRE BRITANNIQUE, LA CHINE, CUBA, LA FRANCE, LA GRÈCE, L'ITALIE, LE JAPON, LE NICARAGUA, LE PANAMA, LA POLOGNE, LE PORTUGAL, LA ROUMANIE, L'ÉTAT SERBE-CROATE-SLOVÈNE, LE SIAM ET L'ÉTAT TCHÉCO-SLOVAQUE, RELATIF AU COMPTE DES RÉPARATIONS EN CE QUI CONCERNE L'ITALIE, SIGNÉ A SAINT-GERMAIN-EN-LAYE LE 10 SEPTEMBRE 1919.

Textes officiels français, anglais et italien, communiqués par la Conférence des Ambassadeurs au nom des Principales Puissances Alliées. L'enregistrement de l'arrangement susmentionné a eu lieu le 21 octobre 1920.

Les soussignés, dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, ont pris acte de la déclaration faite par l'Italie dans l'article 1^{er} du présent arrangement, et sont convenus des dispositions qui suivent :

Article premier.

L'Italie déclare qu'elle a supporté les plus grands sacrifices et les plus lourdes charges financières dans la guerre conduite pour la libération du territoire italien resté soumis à l'ancienne monarchie austro-hongroise, et pour les autres buts élevés poursuivis par les Puissances alliées et associées ;

Qu'en outre, et par l'effort même du Traité de paix avec l'Autriche, les territoires cédés à l'Italie ont, dans une large mesure, sacrifié leur richesse, et qu'ils ont déjà contribué, sous d'autres formes, à la réparation de dommages de guerre, dont eux-mêmes ont eu si cruellement à souffrir ;

No. 42. — AGREEMENT BETWEEN THE UNITED STATES OF AMERICA, BELGIUM, THE BRITISH EMPIRE, CHINA, CUBA, FRANCE, GREECE, ITALY, JAPAN, NICARAGUA, PANAMA, POLAND, PORTUGAL, ROUMANIA, THE SERB-CROAT-SLOVENE STATE, SIAM, AND THE CZECHO-SLOVAK STATE, WITH REGARD TO THE ITALIAN REPARATION PAYMENTS, SIGNED AT SAINT-GERMAIN-EN-LAYE, SEPTEMBER 10, 1919.

French, English and Italian official texts, forwarded by the Conference of Ambassadors on behalf of the Principal Allied Powers. The registration of the above mentioned agreement took place on October, 21, 1920.

The Undersigned, duly authorized by their respective Governments, have taken note of the declaration made by Italy in Article I of the present Agreement, and have agreed on the subsequent provisions :

Article 1.

Italy declares that she has made the greatest sacrifices and borne the heaviest financial burdens in the war waged for the liberation of Italian territory remaining subject to the former Austro-Hungarian Monarchy, and for the other lofty aims of the Allied and Associated Powers ;

That, in addition, the territories ceded to Italy have sacrificed as a result of the Treaty of Peace with Austria a large proportion of their wealth, and that they have already contributed in other ways to the reparation of the damage caused by the war in which they have so cruelly suffered ;

Que cependant, l'Italie, dans le but de rendre possible entre les Etats qui sont nés du démembrement de l'Autriche ou auxquels des territoires de l'ancienne monarchie ont été transférés, un accord concernant la contribution aux dépenses de libération des territoires de l'ancienne monarchie austro-hongroise et le compte des réparations, accepte d'y participer dans les conditions prévues dans le présent Arrangement.

Article 2.

L'Italie, en tant qu'Etat auquel sont transférés des territoires faisant partie de l'ancienne monarchie austro-hongroise, accepte à ce titre que son compte de réparations, en vertu des Traités de paix conclus avec l'Allemagne, l'Autriche et les Puissances qui ont combattu à leurs côtés, soit, après l'approbation prévue auxdits Traités, débité d'une somme de francs or, qui sera calculée comme il est dit à l'article 3 ci-dessous. Le franc or sera pris au poids d'or fin légalement établi au 1^{er} janvier 1914.

Article 3.

La proportion entre la somme à porter au débit de l'Italie, conformément à l'article 2, et celle de 1.500.000.000 francs or, — ou entre ladite somme et le montant total des contributions dues par la Pologne, la Roumanie, l'Etat serbe-croate-slovène et l'Etat tchéco-slovaque, si ce montant n'atteint pas le chiffre de 1.500.000.000 francs or, ainsi qu'il est prévu dans l'arrangement conclu, en date de ce jour, entre les mêmes Hautes Parties Contractantes, — sera la même que la proportion existant entre les revenus moyens, pour les trois années financières 1911-1912-1913, des territoires transférés à l'Italie et les revenus moyens pour les mêmes années de l'ensemble des territoires de l'ancienne monarchie austro-hongroise transférés soit à l'Italie soit aux autres Puissances susdites, en vertu des Traités de paix avec l'Autriche et la Hongrie ; il est entendu, toutefois, que les revenus des provinces de Bosnie et d'Herzégovine seront exclus de ces calculs.

Les revenus servant de base à ces calculs seront ceux que la Commission des réparations conformément aux dispositions de l'article 203, Partie IX (Clauses financières), du Traité de paix avec l'Autriche, aura retenus comme représentant le mieux la capacité des territoires respectivement envisagés.

That, nevertheless, with the object of facilitating an agreement between the States arising from the dismemberment of Austria-Hungary, or acquiring territories of the former Monarchy, as to the contribution to be made by them towards the cost of liberating the territories of the former Austro-Hungarian Monarchy and of reparation, Italy agrees to contribute to these expenses in the manner provided in the present Agreement.

Article 2.

Italy, as a State acquiring territory formerly part of the Austro-Hungarian Monarchy, agrees, on account of such acquisition, to be debited against her approved claims for reparation under the Treaties of Peace concluded with Germany, Austria, and the Powers which fought upon their side, with a sum in gold francs (the gold franc being taken as of the weight and fineness of gold as enacted by law on January 1, 1914) to be calculated as set out in Article 3 below.

Article 3.

The ratio between the sum to be debited to Italy in accordance with Article 2 and the sum of 1,500,000,000 francs gold (or between such sum and the total amount of the contributions to be made by Poland, Roumania, the Serb-Croat Slovene State and the Czecho-Slovak State, if this amount is less than 1,500,000,000 francs gold, as provided in the Agreement of even date between the same High Contracting Parties) shall be the same as the ratio between the average revenues for the three financial years 1911, 1912, 1913 of the territory transferred to Italy and the average revenues for the same years of the whole of the territories of the former Austro-Hungarian Monarchy transferred, whether to Italy or to the other Powers mentioned above, under the Treaties of Peace with Austria and Hungary. It is understood however that the revenues of the provinces of Bosnia and Herzegovina shall be excluded from this calculation.

The revenues serving as the basis of this calculation shall be those accepted by the Reparation Commission, in accordance with the provisions of Article 203, Part IX (Financial Clauses) of the Treaty of Peace with Austria, as best representing the financial capacity of the respective territories.

Article 4.

La somme ainsi calculée, ainsi que la somme représentant la valeur des biens et propriétés de l'ancienne monarchie austro-hongroise transférés à l'Italie, ces biens et propriétés étant évalués conformément à l'article 207, Partie IX (Clauses financières), du Traité de paix avec l'Autriche, seront portées en compensation du montant des réparations demandé par l'Italie et approuvé. Le total de ces deux sommes sera accepté comme acompte à titre de réparations, et aucun paiement à titre de réparations ne sera fait à l'Italie, tant que les autres Etats, à qui des réparations sont dues, n'auront pas reçu un acompte proportionnel sur le montant approuvé de leurs réparations.

FAIT en français, en anglais et en italien, le texte français faisant foi en cas de divergence, à Saint-Germain-en-Laye, le dix septembre mil neuf cent dix-neuf.

Article 4.

The sum so calculated, together with the value of the property and possessions of the former Austro-Hungarian Monarchy transferred to Italy, assessed in accordance with Article 207, Part IX (Financial Clauses) of the Treaty of Peace with Austria, shall be set off against the approved claims of Italy for reparation. The total of these two sums shall be reckoned as payments by way of reparation, and no further payments shall be made to Italy on account of reparation until the other States to which reparation is due shall have received payments on account of a like proportion of their approved claims for reparation.

DONE in French, in English and in Italian, of which in case of divergence the French text shall prevail, at Saint-Germain-en-Laye, the tenth day of September 1919, one thousand nine hundred and nineteen.

FRANK L. POLK.
HENRY WHITE.
TASKER H. BLISS.
HYMANS.
J. VAN DEN HEUVEL.
E. VANDERVELDE.
ARTHUR JAMES BALFOUR.

MILNER.
GEO. N. BARNES.
A. E. KEMP.
G. F. PEARCE.
MILNER.
THOS. MACKENZIE.
SINHA OF RAIPUR.
J. R. LOUTSENGTSIANG.
CHENGTING THOMAS WANG.
ANTONIO S. DE BUSTAMANTE.
G. CLEMENCEAU.
S. PICHON.
L. L. KLOTZ.
ANDRÉ TARDIEU.
JULES CAMBON.

N. POLITIS.
A. ROMANOS.
TOM. TITTONI.
VITTORIO SCIALOJA.
MAGGIORINO FERRARIS.
GUGLIELMO MARCONI.
S. CHINDA.
K. MATSUI.
H. IJUIN.
SALVADOR CHAMORRO.
ANTONIO BURGOS.
I. J. PADEREWSKI.
ROMAN DMOWSKI.
AFFONSO COSTA.

CHAROON.
TRAIDOS PRABANDHU.
D. KAREL KRAMAR.
DR. EDUARD BENES.

TEXTE ITALIEN — ITALIAN TEXT.

No. 42. — ACCORDO FRA GLI STATI UNITI D'AMERICA, IL BELGIO, L'IMPERO BRITANNICO, LA CINA, CUBA, LA FRANCIA, LA GRECIA, L'ITALIA, IL GIAPPONE, IL NICARAGUA, IL PANAMA, LA POLONIA, IL PORTOGALLO, LA ROMANIA, LO STATO SERBO-CROATO-SLOVENO, IL SIAM E LO STATO CZECO-SLOVACCO, RELATIVO AL CONTO DELLE RIPARAZIONI, PER QUANTO CONCERNE L'ITALIA. FIRMATO IN SAINT-GERMAIN-EN-LAYE IL 10 SETTEMBRE 1919.

I sottoscritti, debitamente autorizzati dai rispettivi Governi, hanno preso atto della dichiarazione fatta dall'Italia con l'articolo 1° del presente accordo, e sono convenuti delle disposizioni che seguono :

Articolo primo.

L'Italia dichiara di aver sopportato i più grandi sacrifici e i più gravi oneri finanziari, durante la guerra per la liberazione del territorio italiano rimasto soggetto all'antica Monarchia austro-ungarica e per gli altri elevati fini perseguiti dalle Potenze alleate e associate ;

Che oltre a ciò, e per effetto del trattato stesso di pace con l'Austria, i territori trasferiti all'Italia hanno sacrificato in larga misura le proprie ricchezze, e hanno già contribuito sotto altre forme alle riparazioni di danni di guerra che anch'essi hanno crudelmente sofferto ;

Che ciò nonostante, per rendere possibile fra gli Stati sorti dallo smembramento della Monarchia austro-ungarica, o a cui è stata trasferita parte dei territori di essa, un accordo circa il concorso nelle spese di liberazione dei detti territori e circa il conto delle riparazioni, l'Italia consente a parteciparvi alle condizioni stabilite in questo atto.

Articolo 2.

L'Italia, come Stato cui sono trasferiti territori che appartenevano all'antica Monarchia austro-ungarica, consente a questo titolo che il conto delle sue domande di riparazione ammesse, a norma dei trattati di pace, conchiusi con la Germania, con l'Austria e con le Potenze che hanno combattuto al loro fianco sia addebitato di una somma in franchi-oro, del peso e titolo legali al 1° gennaio 1914, calcolata come all'articolo seguente.

Articolo 3.

Il rapporto fra la somma da addebitare all'Italia, in conformità dell'articolo 2, e quella di 1,500,000,000 franchi-oro, — o fra la somma predetta e l'importo totale dei contributi dovuti dalla Polonia, dalla Romania, dallo Stato serbo-croato-sloveno e dallo Stato ceco-slovacco, se questo importo fosse inferiore a 1,500,000,000 franchi-oro, secondo l'accordo conchiuso in data di oggi fra le stesse alte Parti contraenti, — sarà eguale al rapporto fra la media dei redditi, per i tre anni finanziari 1911-1912-1913, dei territori trasferiti all'Italia, e la media dei redditi, per gli stessi anni, di tutti i territori dell'antica Monarchia austro-ungarica trasferiti all'Italia e alle altre Potenze predette, in virtù dei trattati di pace con l'Austria e con l'Ungheria, esclusi i redditi della Bosnia e della Erzegovina.

Serviranno di base a questo rapporto i redditi che la Commissione delle riparazioni, a norma dell'articolo 203, parte IX (Clausole finanziarie) del trattato di pace con l'Austria, avrà stimato più idonei a rappresentare la capacità finanziaria dei rispettivi territori.

Articolo 4.

La somma così calcolata e quella che rappresenta il valore dei beni dell'antica Monarchia austro-ungarica trasferiti all'Italia, determinato secondo l'articolo 207, parte IX (Clausole finanziarie), del trattato di pace con l'Austria, saranno compensate con l'importo delle domande di riparazione ammesse per l'Italia. L'importo totale delle due somme predette sarà conteggiato in pagamento di riparazioni ; nessun altro pagamento sarà fatto all'Italia per questo titolo, finchè gli altri Stati ai quali una riparazione è dovuta non abbiano ricevuto acconti proporzionali sull'importo delle loro domande ammesse.

FATTO in tre testi, francese, inglese e italiano, di cui il francese prevarrà in caso di divergenza, a Saint-Germain-en-Laye, il dieci settembre mille novecento diciannove.

FRANK L. POLK.
HENRY WHITE.
TASKER H. BLISS.
HYMANS.

J. VAN DEN HEUVEL.
E. VANDERVELDE.
ARTHUR JAMES BALFOUR.

MILNER.
GEO. N. BARNES.
A. E. KEMP.
G. F. PEARCE.
MILNER.
THOS. MACKENZIE.
SINHA OF RAIPUR.
J. R. LOUTSENGTSIANG.
CHENGTING THOMAS WANG.
ANTONIO S. DE BUSTAMANTE.
G. CLEMENCEAU.
S. PICHON.
L. L. KLOTZ.
ANDRÉ TARDIEU.
JULES CAMBON.
N. POLITIS.
A. ROMANOS.
TOM. TITTONI.

VITTORIO SCIALOJA.
MAGGIORINO FERRARIS.
GUGLIELMO MARCONI.

S. CHINDA.
K. MATSUI.
H. IJUIN.
SALVADOR CHAMORRO.
ANTONIO BURGOS.
I. J. PADEREWSKI.
ROMAN DMOWSKI.
AFFONSO COSTA.

CHAROON.
TRAIDOS PRABANDHU.
D. KAREL KRAMAR.
DR. EDUARD BENES.

Pour copie certifiée conforme

Le Ministre des Affaires Etrangères

Certified true copy

The Minister for Foreign Affairs

PICHON

No. 43.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE,
BELGIQUE,
EMPIRE BRITANNIQUE,
CHINE, CUBA, FRANCE, ETC.

Déclaration portant modification de l'arrangement conclu le 10 septembre 1919, entre les Puissances Alliées et Associées, relatif au compte des réparations en ce qui concerne l'Italie, signé à Paris le 8 décembre 1919.

UNITED STATES OF
AMERICA, BELGIUM, BRITISH
EMPIRE, CHINA, CUBA,
FRANCE, ETC.

Declaration modifying the agreement of September, 10, 1919, between the Allied and Associated Powers with regard to the Italian reparation payments, signed at Paris, December, 8, 1919.

No. 43. — DÉCLARATION PORTANT MODIFICATION DE L'ARRANGEMENT CONCLU LE 10 SEPTEMBRE 1919 ENTRE LES PUISSANCES ALLIÉES ET ASSOCIÉES, RELATIF AU COMPTE DES RÉPARATIONS EN CE QUI CONCERNE L'ITALIE, SIGNÉE A PARIS, LE 8 DÉCEMBRE 1919.

Textes officiels français, anglais et italien, communiqués par la Conférence des Ambassadeurs au nom des Principales Puissances Alliées. L'enregistrement de la déclaration susmentionnée a eu lieu le 21 octobre 1920.

LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE, LA BELGIQUE, L'EMPIRE BRITANNIQUE, LA CHINE, CUBA, LA FRANCE, LA GRÈCE, L'ITALIE, LE JAPON, LE NICARAGUA, LE PANAMA, LA POLOGNE, LE PORTUGAL, LE SIAM ET L'ÉTAT TCHÉCO-SLOVAQUE, Puissances signataires de l'arrangement conclu le 10 septembre 1919 à Saint-Germain-en-Laye, relatif au compte des réparations en ce qui concerne l'Italie et l'Etat Serbe-Croate-Slovène, Puissance ayant, par Acte en date du 5 décembre 1919, accédé audit Arrangement sous réserve des modifications faisant l'objet de la présente déclaration,

Sont tombés d'accord pour apporter à l'Arrangement ci-dessus visé les modifications suivantes :

L'article 4 est remplacé par la disposition ci-après :

Article 4.

La somme ainsi calculée, ainsi que la somme représentant la valeur des biens et propriétés de l'ancienne monarchie austro-hongroise transférés à l'Italie, ces biens et propriétés étant évalués conformément à l'article 208, Partie IX

No. 43. — DECLARATION MODIFYING THE AGREEMENT OF SEPTEMBER 10, 1919, BETWEEN THE ALLIED AND ASSOCIATED POWERS WITH REGARD TO THE ITALIAN REPARATION PAYMENTS, SIGNED AT PARIS, DECEMBER 8, 1919.

French, English and Italian official texts, forwarded by the Conference of Ambassadors on behalf of the Principal Allied Powers. The registration of the above-mentioned declaration took place on October, 21, 1920.

THE UNITED STATES OF AMERICA, BELGIUM, THE BRITISH EMPIRE, CHINA, CUBA, FRANCE, GREECE, ITALY, JAPAN, NICARAGUA, PANAMA, POLAND, PORTUGAL, SIAM AND THE CZECHOSLOVAK STATE, Powers who have signed the Agreement concluded on September 10, 1919, at Saint-Germain-en-Laye with regard to the Italian reparation payments, and the Serb-Croat-Slovene State, which by an Act dated December 5, 1919, has acceded to the said Agreement subject to the modifications which are the subject of the present Declaration,

Have agreed to modify the Agreement referred to above as follows :

Article 4 is replaced by the following provision :

Article 4.

The sum so calculated, together with the value of the property and possessions of the former Austro-Hungarian Monarchy transferred to Italy, assessed in accordance with Article 208, Part IX (Financial Clauses) of the Treaty of

(Clauses financières), du Traité avec l'Autriche, seront portées en compensation du montant des réparations demandé par l'Italie et approuvé.

L'Italie émettra, dans un délai de trois mois après que la demande lui en aura été faite par la Commission des réparations, des bons pour un montant égal au total de ces deux sommes et les délivrera à toute personne ou à tout organisme que pourront désigner les Gouvernements des États-Unis d'Amérique, de l'Empire britannique, de la France et de l'Italie.

Ces bons seront au porteur et payables en principal et intérêts, par l'Italie, sans déduction d'aucune taxe ou charge imposée par elle ou sous son autorité. Ces bons porteront intérêt au taux de cinq pour cent (5 %) par an, payable semestriellement à partir du 1^{er} janvier 1926. Ils seront remboursés en vingt-cinq tirages annuels, de montants égaux, à partir du 1^{er} janvier 1931. L'Italie pourra toutefois, à son choix, rembourser à toute époque tout ou partie de ces bons au pair et avec tous intérêts correspondants, en avisant de son intention, quatre-vingt-dix jours à l'avance, les Gouvernements des États-Unis d'Amérique, de l'Empire britannique et de la France.

Au fur et à mesure des échéances, la Commission des réparations retiendra, sur les sommes dues à l'Italie, au titre « Réparations », les sommes nécessaires au service des intérêts et à l'amortissement des bons visés ci-dessus.

Les Plénipotentiaires qui, par suite de leur éloignement momentané de Paris, n'ont pu apposer leur signature sur la présente Déclaration, seront admis à le faire jusqu'au 20 décembre.

Fait en français, en anglais et en italien, le texte français faisant foi en cas de divergence, à Paris le huit décembre mil neuf cent dix-neuf.

Peace with Austria, shall be set off against the approved claims of Italy for reparation.

Italy shall, within three months after being requested by the Reparation Commission so to do, issue bonds to the amount of these two sums, and shall deliver them to such person or body as the Governments of the United States of America, the British Empire, France and Italy may designate.

The above bonds shall be to bearer, principal and interest being payable by Italy without deduction for any tax or charge imposed by her or under her authority. The bonds shall bear interest at the rate of five per cent. per annum payable half yearly, beginning on January 1, 1926. They shall be repaid in twenty-five equal annual drawings, beginning on January 1, 1931. Italy may, however, at her option, redeem all or part of the bonds issued by her at par and accrued interest at any time, provided ninety days' notice of her intention so to do is given to the Governments of the United States of America, the British Empire and France.

As and when payments on such bonds fall due, the Reparation Commission shall retain against the sums due to Italy for reparation, the sums required for interest and amortization.

Plenipotentiaries who in consequence of their temporary absence from Paris have not signed the present Declaration may do so up to December 20, 1919.

Made in French, in English, and in Italian, of which in case of divergence the French text shall prevail, at Paris, the eighth day of December one thousand nine hundred and nineteen.

FRANK L. POLK.
 ROLIN-JAEQUEMYS.
 EYRE A. CROWE.
 GEORGE H. PERLEY.
 ANDREW FISHER.
 THOMAS MACKENZIE.
 R. A. BLANKENBERG.
 EYRE A. CROWE.
 VIKYUIN WELLINGTON KOO.

RAFAEL MARTINEZ ORTIZ.
G. CLEMENCEAU.
S. PICHON.
L. L. KLOTZ.
ANDRÉ TARDIEU.
JULES CAMBON.
A. ROMANOS.
G. DE MARTINO.
K. MATSUI.

R. A. AMADOR.

AFFONSO COSTA.
CHAROON.

NIK. P. PACHITCH.
DR. ANTE TRUMBIC.
DR. IVAN ZOLGER.

TEXTE ITALIEN. — ITALIAN TEXT.

No. 43. — DICHIARAZIONE CHE MODIFICA L'ACCORDO CONCHIUSO IL 10 SETTEMBRE 1919 FRA LE POTENZE ALLEATE E ASSOCIATE, RELATIVO AL CONTO DELLE RIPARAZIONI PER QUANTO CONCERNE L'ITALIA, FIRMATO IN PARIGI L'8 DICEMBRE 1919.

GLI STATI UNITI D'AMERICA, IL BELGIO, L'IMPERO BRITANNICO, LA CINA, CUBA, LA FRANCIA, LA GRECIA, L'ITALIA, IL GIAPPONE, IL NICARAGUA, IL PANAMA, LA POLONIA, IL PORTOGALLO, IL SIAM E LO STATO CZECO-SLOVACCO, Potenze firmatarie dell'accordo conchiuso a Saint-Germain-en-Laye il 10 settembre 1919, relativo al conto delle riparazioni per quanto concerne l'Italia, e LO STATO SERBO-CROATO-SLOVENO, che, per atto del 5 dicembre 1919, ha acceduto al detto accordo con riserva delle modificazioni che sono oggetto della presente dichiarazione,

Hanno convenuto di modificare l'accordo predetto nel modo che segue :

L'articolo 4 è sostituito dalle seguenti disposizioni :

Articolo 4.

La somma così calcolata e quella che rappresenta il valore dei beni dell'antica Monarchia austro-ungarica trasferiti all'Italia, determinato secondo l'articolo 208, parte IX (Clausole finanziarie), del trattato di pace con l'Austria, saranno compensate con l'importo delle domande di riparazione ammesse per l'Italia.

L'Italia emetterà, entro tre mesi dalla domanda che gliene sia fatta dalla Commissione delle riparazioni, buoni per un importo eguale al totale delle due somme predette, e li rilascerà alle persone od agli enti che saranno designati dai Governi degli Stati Uniti d'America, dell'Impero britannico, della Francia et dell'Italia.

I buoni saranno al portatore, pagabili in capitale e interessi all'Italia, al netto da qualsiasi tassa od onere imposto da lei o sotto la sua autorità. Produrranno interessi al saggio del cinque per cento (5%) annuo, pagabili semestralmente a datare dal 1° gennaio 1926. Saranno rimborsabili in venticinque estrazioni annue, di eguale importo, a datare dal 1° gennaio 1931. L'Italia potrà tuttavia, a suo arbitrio, rimborsare in qualunque tempo alla pari, coi relativi interessi, in tutto o in parte, i buoni emessi, salvo preavviso di novanta giorni ai Governi degli Stati Uniti d'America, dell'Impero britannico, e della Francia.

Di mano in mano che si verificheranno le relative scadenze, la Commissione delle riparazioni tratterà sulle somme dovute all'Italia a titolo di riparazioni, le somme necessarie al pagamento degli interessi e all'ammortamento dei buoni suddetti.

I Plenipotenziari che, a causa della loro momentanea assenza da Parigi, non hanno potuto apporre la propria firma alla presente dichiarazione, saranno ammessi a farlo fino al 20 dicembre 1919.

Fatto in francese, in inglese e in italiano (il testo francese farà fede in caso di divergenza) a Parigi, l'otto dicembre mille novecento diciannove.

FRANK L. POLK.
 ROLIN-JAEQUEMYS.
 EYRE A. CROWE.
 GEORGE H. PERLEY.
 ANDREW FISCHER.
 THOMAS MACKENZIE.
 R. A. BLANKENBERG.
 EYRE A. CROWE.
 VIKYUIN WELLINGTON KOO.
 RAFAEL MARTINEZ ORTIS.
 G. CLEMENCEAU.
 S. PICHON.
 L. L. KLOTZ.
 ANDRÉ TARDIEU.

JULES CAMBON.
 A. ROMANOS.
 G. DE MARTINO.
 K. MATSUI.

R. A. AMADOR.

AFFONSO COSTA.
 CHAROON.

NIK. P. PACHITCH.
 DR. ANTE TRUMBIC.
 DR. IVAN ZOLGER.

Copie certifiée conforme
 Le Ministre des Affaires Etrangères :

PICHON.

Certified true copy
 The Minister for Foreign Affairs :

No. 44.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE,
BELGIQUE,
EMPIRE BRITANNIQUE,
CHINE, CUBA, FRANCE, ETC.

Arrangement entre les Puissances
Alliées et Associées concernant
la contribution aux dépenses de
libération des territoires de l'an-
cienne monarchie austro-hongroise,
signé à Saint-Germain-en-Laye,
le 10 septembre 1919.

UNITED STATES OF
AMERICA, BELGIUM, BRITISH
EMPIRE, CHINA, CUBA,
FRANCE, ETC.

Agreement between the Allied and
Associated Powers with regard to
the contribution to the cost of
liberation of the territories of the
former Austro-Hungarian Monar-
chy, signed at Saint-Germain-en-
Laye, September, 10, 1919.

No. 44. — ARRANGEMENT ENTRE LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE, LA BELGIQUE, L'EMPIRE BRITANNIQUE, LA CHINE, CUBA, LA FRANCE, LA GRÈCE, L'ITALIE, LE JAPON, LE NICARAGUA, LE PANAMA, LA POLOGNE, LE PORTUGAL, LA ROUMANIE, L'ÉTAT SERBE-CROATE SLOVÈNE, LE SIAM, ET L'ÉTAT TCHÉCO-SLOVAQUE, CONCERNANT LA CONTRIBUTION AUX DÉPENSES DE LIBÉRATION DES TERRITOIRES DE L'ANCIENNE MONARCHIE AUSTRO-HONGROISE, SIGNÉ à SAINT-GERMAIN-EN-LAYE, le 10 SEPTEMBRE 1919.

Textes officiels français, anglais et italien, communiqués par la Conférence des Ambassadeurs, au nom des Principales Puissances Alliées. L'enregistrement de cet arrangement a eu lieu le 21 octobre 1920.

Les soussignés, dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, sont convenus des stipulations suivantes :

Article premier.

La Pologne, la Roumanie, l'Etat Serbe-Croate-Slovène et l'Etat Tchéco-Slovaque, en tant qu'Etats auxquels sont transférés des territoires de l'ancienne monarchie austro-hongroise ou qui sont nés du démembrement de ladite monarchie, acceptent, chacun en ce qui le concerne, de verser, à titre de contribution aux charges et dépenses qu'a entraînées la libération desdits territoires, des sommes dont le montant ne dépassera pas 1,500,000,000 francs or, le franc or étant pris au poids d'or fin légalement établi au 1^{er} janvier 1914.

No. 44. — AGREEMENT BETWEEN THE UNITED STATES OF AMERICA, BELGIUM, THE BRITISH EMPIRE, CHINA, CUBA, FRANCE GREECE, ITALY, JAPAN, NICARAGUA, PANAMA, POLAND, PORTUGAL, ROUMANIA, THE SERB-CROAT-SLOVENE STATE, SIAM AND THE CZECHO-SLOVAK STATE, WITH REGARD TO THE CONTRIBUTIONS TO THE COST OF LIBERATION OF THE TERRITORIES OF THE FORMER AUSTRO-HUNGARIAN MONARCHY, SIGNED AT SAINT-GERMAIN-EN-LAYE, SEPTEMBER 10, 1919.

French, English and Italian official texts, forwarded by the Conference of Ambassadors on behalf of the Principal Allied and Associated Powers. The registration of this agreement took place on October, 21, 1920.

The Undersigned, duly authorized by their respective Governments, have agreed on the following provisions :

Article 1.

Poland, Roumania, the Serb-Croat-Slovene State and the Czecho-Slovak State, as States to which territory of the former Austro-Hungarian Monarchy is transferred or States arising from the dismemberment of that Monarchy, severally agree to pay, as a contribution towards the expenses of liberating the said territories, sums not exceeding in the aggregate the equivalent of 1,500,000,000 francs gold, the gold franc being taken as of the weight and fineness of gold as enacted by law on January 1, 1914.

Article 2.

Le montant total des contributions visées à l'article 1^{er} sera réparti entre lesdits Etats suivant la proportion existant entre les revenus moyens, pour les trois années financières 1911, 1912 et 1913, des territoires acquis de l'ancienne monarchie austro-hongroise, les revenus des provinces de Bosnie et d'Herzégovine étant exclus de ce calcul.

Les revenus servant de base à ce calcul seront ceux que la Commission des réparations, conformément aux dispositions de l'article 203, Partie IX (Clauses financières), du Traité de Paix avec l'Autriche, aura retenus comme représentant le mieux la capacité financière des territoires respectivement envisagés. Néanmoins, la somme payée par l'Etat Tchéco-Slovaque ne devra en aucun cas excéder 750,000,000 francs. Si la contribution assignée à l'Etat Tchéco-Slovaque devait excéder cette somme de 750,000,000 francs, la différence entre ladite contribution et 750,000,000 francs sera déduite du montant total de 1,500,000,000 francs et ne pourra pas être attribuée aux autres Etats.

Article 3.

Les sommes dues par chacun des Etats, comme il est dit ci-dessus, du chef de leur libération, ainsi que la valeur des biens et propriétés de l'ancienne monarchie austro-hongroise qui leur sont transférés, évaluée conformément à l'article 207, Partie IX (Clauses financières), du Traité de paix avec l'Autriche, seront compensées, le cas échéant, avec les réclamations présentées par ces Etats à titre de réparations et vérifiées.

Article 4.

Si la somme due par l'un quelconque desdits Etats, du chef de sa libération, et la valeur des biens et propriétés transférées excèdent le montant de ses réclamations vérifiées au titre des réparations, cet Etat émettra, dans un délai de trois mois après la notification, qui lui aura été faite le cas échéant par la Commission des réparations, du montant de ses réclamations vérifiées, des bons pour un montant égal à cet excédent et les délivrera à toute personne ou à tout organisme que pourront désigner les Gouvernements des Etats-Unis d'Amérique, de l'Empire britannique, de la France et de l'Italie.

Article 2.

The total amount of the contribution referred to in Article 1 shall be divided between the said States on the basis of the ratio between the average for the three financial years 1911, 1912 and 1913 of the revenues of the territories acquired by them from the former Austro-Hungarian Monarchy, the revenues of the provinces of Bosnia and Herzegovina being excluded from this calculation.

The revenues forming the basis for this calculation shall be those adopted by the Reparation Commission, in accordance with Article 203, Part IX (Financial Clauses) of the Treaty of Peace with Austria, as best calculated to represent the financial capacity of the respective territories. Nevertheless, in no case shall the sum paid by the Czecho-Slovak State exceed the sum of 750,000,000 francs. Should the contribution attributable to the Czecho-Slovak State exceed the sum of 750,000,000 francs, the difference between that sum and the sum of 750,000,000 francs shall be in diminution of the aggregate sum of 1,500,000,000 francs and shall not be attributable to the other States.

Article 3.

The amount due as above by each State for liberation, together with the value of the property and possessions of the former Austro-Hungarian Monarchy transferred to each of them assessed in accordance with Article 207, Part IX (Financial Clauses) of the Treaty of Peace with Austria, shall be set off against the approved claims, if any, of these States for reparation.

Article 4.

If in the case of any of the above States the amount due for liberation and the value of property transferred is in excess of the approved reparation claims, that State shall, within three months of the notification to it by the Reparation Commission of the amount, if any, of its approved claims for reparation, issue bonds to the amount of this excess and shall deliver them to such person or body as the Governments of the United States of America, the British Empire, France and Italy may designate.

Ces bons seront au porteur et payables en principal et intérêts, par l'Etat émetteur, sans déduction d'aucune taxe ou charge imposée par lui ou sous son autorité. Ces bons porteront intérêt au taux de 5 % par an, payable semestriellement à partir du 1^{er} janvier 1926. Ils seront remboursés en vingt-cinq tirages annuels, de montant égaux, à partir du 1^{er} janvier 1931. L'Etat émetteur pourra toutefois, à son choix, rembourser à toute époque tout ou partie de ces bons au pair et avec tous intérêts correspondants, en avisant de son intention, quatre-vingt-dix jours à l'avance, les Gouvernements des Etats-Unis d'Amérique, de l'Empire britannique, de la France et de l'Italie.

Article 5.

Dans le cas où, après approbation, les réclamations de ces Etats, à titre de réparation, excéderaient les sommes dues par eux du chef de leur libération et la valeur des biens et propriétés transférés, le montant à porter au débit de ces Etats, conformément à l'article 3 ci-dessus, sera accepté en acompte sur les paiements de réparation, et ces Etats ne recevront aucun versement, à titre de réparations, tant que les autres Etats, auxquels sont dues des réparations, n'auront pas reçu des acomptes proportionnels sur le montant approuvé de leurs réclamations.

FAIT en français, en anglais et en italien, le texte français faisant foi en cas de divergence, à Saint-Germain-en-Laye, le dix septembre mil neuf cent dix-neuf.

The above bonds shall be to bearer, principal and interest being payable by the issuing State without deduction for any tax or charge imposed by it or under its authority. The bonds shall bear interest at the rate of five per cent. per annum payable half yearly, beginning on January 1, 1926. They shall be repaid in twenty-five equal annual drawings, beginning on January 1, 1931. The issuing State, however, may, at its option, redeem all or part of the bonds issued by it at par and accrued interest at any time, provided ninety days' notice of its intention so to do is given to the Governments of the United States of America, the British Empire, France and Italy.

Article 5.

In the case of those States whose approved claims for reparation are in excess of the amount due for liberation and the value of property transferred, the amount chargeable to these States in accordance with Article 3 shall be reckoned as payments by way of reparation, and no further payments on account of reparation shall be made to them until the other States to which reparation is due shall have received payments on account of a like proportion of their approved claims for reparation.

DONE in French, in English and in Italian, of which in case of divergence the French text shall prevail, at Saint-Germain-en-Laye, the tenth day of September, one thousand nine hundred and nineteen.

FRANK L. POLK.
HENRY WHITE.
TASKER H. BLISS.
HYMANS.
J. VAN DEN HEUVEL.
E. VANDERVELDE.
ARTHUR JAMES BALFOUR.
MILNER.
GEO. N. BARNES.
A. E. KEMP.
G. F. PEARCE.
MILNER.
THOS. MACKENZIE.

SINHA OF RAIPUR.
J. R. LOUTSENGTSIANG.
CHENGTING THOMAS WANG.
ANTONIO S. DE BUSTAMANTE.
G. CLEMENCEAU.
S. PICHON.
L. L. KLOTZ.
ANDRÉ TARDIEU.
JULES CAMBON.
N. POLITIS.
A. ROMANOS.
TOM. TITTONI.
VITTORIO SCIALOJA.
MAGGIORINO FERRARIS.
GUGLIELMO MARCONI.

S. CHINDA.
K. MATSUI.
H. IJUIN.
SALVADOR CHAMORRO.
ANTONIO BURGOS.
I. J. PADEREWSKI.
ROMAN DMOWSKI.
AFFONSO COSTA.
AUGUSTO SOARES.

CHAROON.
TRAIDOS PRABANDHU.
D. KAREL KRAMAR.
DR. EDUARD BENES.

TEXTE ITALIEN — ITALIAN TEXT

No. 44. — ACCORDO FRÀ GLI STATI UNITI D'AMERICA, IL BELGIO, L'IMPERO BRITANNICO, LA CINA, CUBA, LA FRANCIA, LA GRECIA, L'ITALIA, IL GIAPPONE, IL NICARAGUA, IL PANAMA, LA POLONIA, IL PORTOGALLO, LA ROMANIA, LO STATO SERBO-CROATO-SLOVENO, IL SIAM E LO STATO CZECSLOVACCO, CIRCA IL CONCORSO NELLE SPESE PER LA LIBERAZIONE DEI TERRITORI DELL'ANTICA MONARCHIA AUSTRO-UNGARICA, FIRMATO IN SAINT-GERMAIN-EN-LAYE, IL 10 SETTEMBRE 1919.

I sottoscritti, debitamente autorizzati dai rispettivi Governi, sono convenuti di quanto segue :

Articolo primo.

La Polonia, la Romania, lo Stato serbo-croato-sloveno e lo Stato czecho-slovacco, come Stati cui è trasferita parte del territorio dell'antica Monarchia austro-ungarica o che sono sorti dallo smembramento di essa, consentono, ciascuno per quanto lo concerne, a pagare determinate somme, per un importo complessivo non eccedente 1,500,000,000 franchi-oro, del peso e titolo legali al 1° gennaio 1914, come contributo alle spese ed agli oneri per la liberazione dei rispettivi territori.

Articolo 2.

L'importo complessivo del contributo di cui all'articolo 1° sarà diviso fra i detti Stati proporzionalmente alla media dei redditi, per i tre anni finanziari 1911-1912-1913, dei territori acquistati da ciascuno, già appartenenti all'antica Monarchia austro-ungarica, esclusi i redditi della Bosnia e della Erzegovina.

Serviranno di base a questo rapporto i redditi che la Commissione delle riparazioni, a norma dell'articolo 203, parte IX (Clausole finanziarie) del trattato di pace con l'Austria, avrà stimato più idonei a rappresentare la capacità finanziaria dei rispettivi territori. La somma dovuta dallo Stato czecho-slovacco non potrà, in ogni modo, eccedere l'importo di 750,000,000 franchi; se il contributo assegnatogli eccedesse questa somma, la differenza sarà dedotta dalla somma complessiva di 1500 milioni franchi e non sarà assegnata agli altri Stati.

Articolo 3.

Le somme dovute da ciascuno Stato, a norma degli articoli precedenti, per la liberazione del territorio e il valore dei beni trasferiti al medesimo, già appartenenti all'antica Monarchia austro-ungarica, determinato secondo l'articolo 208, parte IX (Clausole finanziarie) del trattato di pace con l'Austria, saranno compensati, eventualmente, con l'importo delle domande di riparazione presentate dal detto Stato ed ammesse.

Articolo 4.

Se la somma dovuta da uno dei detti Stati per la liberazione del territorio e il valore dei beni trasferiti al medesimo eccedono l'importo delle sue domande di riparazione ammesse, il detto Stato dovrà, entro tre mesi dalla notificazione dell'importo delle sue domande ammesse, che gli sarà

fatta eventualmente dalla Commissione delle riparazioni, emettere buoni per l'importo di questa eccedenza e rilasciarli alle persone od agli enti che saranno designati dai Governi degli Stati Uniti d'America, dell'Impero Britannico, della Francia e dell'Italia.

I buoni saranno al portatore, pagabili in capitali e interessi dallo Stato emittente, al netto da qualsiasi tassa od onere imposto dallo Stato medesimo o sotto la sua autorità. Produrranno interessi al saggio del 5% annuo, pagabili semestralmente a datare dal 1° gennaio 1926. Saranno rimborsabili in 25 estrazioni annue, di eguale importo, a datare dal 1° gennaio 1931; lo Stato emittente potrà tuttavia, a suo arbitrio, rimborsare in qualunque tempo alla pari, coi relativi interessi, in tutto o in parte, i buoni emessi, salvo preavviso di novanta giorni ai Governi degli Stati Uniti d'America, dell'Impero britannico, della Francia e dell'Italia.

Articolo 5.

Le somme che a norma dell'articolo 3° devono essere poste a debito degli Stati le cui domande di riparazione ammesse eccedono l'importo dovuto dai medesimi per la liberazione del territorio e il valore dei beni loro trasferiti, saranno conteggiate in pagamento di riparazioni; nessun'altra somma sarà versata ai detti Stati per questo titolo, finchè gli altri Stati ai quali una riparazione è dovuta non abbiano ricevuto acconti proporzionali sull'importo delle loro domande ammesse.

FATTO in tre testi, — francese, inglese e italiano, — di cui il francese prevarrà in caso di divergenza, a Saint-Germain-en-Laye, il dieci settembre mille novecento diciannove.

FRANK L. POLK.
HENRY WHITE.
TASKER H. BLISS.
HYMANS.
J. VAN DEN HEUVEL.
E. VANDERVELDE.
ARTHUR JAMES BALFOUR.
MILNER.
GEO. N. BARNES.
A. E. KEMP.
G. F. PEARCE.
MILNER.
THOS. MACKENZIE.
SINHA OF RAIPUR.
J. R. LOUTSENGTSIANG.
CHENGTING THOMAS WANG.
ANTONIO S. DE BUSTAMANTE.
G. CLEMENCEAU.
S. PICHON.
L. L. KLOTZ.
ANDRÉ TARDIEU.

JULES CAMBON.
N. POLITIS.
A. ROMANOS.
TOM. TITTONI.
VITTORIO SCIALOJA.
MAGGIORINO FERRARIS.
GUGLIELMO MARCONI.
S. CHINDA.
K. MATSUI.
H. IJUIN.
SALVADOR CHAMORRO.
ANTONIO BURGOS.
I. J. PADEREWSKI.
ROMAN DMOWSKI.
AFFONSO COSTA.
AUGUSTO SOARES.
CHAROON.
TRAIDOS PRABANDHU.
D. KAREL KRAMAR.
DR. EDUARD BENES.

Pour copie certifiée conforme

Le Ministre des Affaires Etrangères :

Certified true copy

The Minister for Foreign Affairs :

PICHON.

No. 45.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE,
BELGIQUE,
EMPIRE BRITANNIQUE,
CHINE, CUBA, FRANCE, ETC.

Déclaration portant modification de l'arrangement conclu le 10 septembre 1919, entre les Puissances Alliées et Associées, concernant la contribution aux dépenses de libération des territoires de l'ancienne monarchie austro-hongroise, signée à Paris, le 8 décembre 1919.

UNITED STATES OF
AMERICA, BELGIUM, BRITISH
EMPIRE, CHINA, CUBA,
FRANCE, ETC.

Declaration modifying the agreement of September 10, 1919, between the Allied and Associated Powers with regard to the contributions to the cost of liberation of the territories of the former Austro-Hungarian Monarchy, signed at Paris, December, 8, 1919.

No. 45. — DÉCLARATION PORTANT MODIFICATION DE L'ARRANGEMENT CONCLU LE 10 SEPTEMBRE 1919, ENTRE LES PUISSANCES ALLIÉES ET ASSOCIÉES CONCERNANT LA CONTRIBUTION AUX DÉPENSES DE LIBÉRATION DES TERRITOIRES DE L'ANCIENNE MONARCHIE AUSTRO-HONGROISE, SIGNÉE A PARIS LE 8 DÉCEMBRE 1919.

Textes officiels français, anglais et italien communiqués par la Conférence des Ambassadeurs au nom des Principales Puissances Alliées. L'enregistrement de cette déclaration a eu lieu le 21 octobre 1920.

LES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE, LA BELGIQUE, L'EMPIRE BRITANNIQUE, LA CHINE, CUBA, LA FRANCE, LA GRÈCE, L'ITALIE, LE JAPON, LE NICARAGUA, LE PANAMA, LA POLOGNE, LE PORTUGAL, LE SIAM, ET L'ÉTAT TCHÉCO-SLOVAQUE, Puissances signataires de l'arrangement conclu le 10 septembre 1919, à Saint-Germain-en-Laye, concernant la contribution aux dépenses de libération des territoires de l'ancienne monarchie austro-hongroise et l'Etat Serbe-Croate-Slovène, Puissance ayant par Acte, en date du 5 décembre 1919, accédé audit arrangement sous réserve des modifications faisant l'objet de la présente déclaration,

Sont tombés d'accord pour apporter à l'Arrangement ci-dessus visé les modifications suivantes :

Les articles 4 et 5 sont remplacés par les dispositions ci-après :

Article 4.

Chacun desdits Etats émettra, dans un délai de trois mois après que la demande lui en aura été faite, par la Commission des réparations, des bons pour un montant égal à la

No. 45. — DECLARATION MODIFYING THE AGREEMENT OF SEPTEMBER 10, 1919, BETWEEN THE ALLIED AND ASSOCIATED POWERS WITH REGARD TO THE CONTRIBUTIONS TO THE COST OF LIBERATION OF TERRITORIES OF THE FORMER AUSTRO-HUNGARIAN MONARCHY, SIGNED AT PARIS, DECEMBER 8, 1919.

French, English and Italian official texts forwarded by the Conference of Ambassadors on behalf of the Principal Allied and Associated Powers. The registration of this declaration took place on October, 21, 1920.

THE UNITED STATES OF AMERICA, BELGIUM, THE BRITISH EMPIRE, CHINA, CUBA, FRANCE, GREECE, ITALY, JAPAN, NICARAGUA, PANAMA, POLAND, PORTUGAL, SIAM AND THE CZECHOSLOVAK STATE, Powers who have signed the Agreement concluded on September 10, 1919, at Saint-Germain-en-Laye, with regard to the contributions to the cost of liberation of the territories of the former Austro-Hungarian Monarchy, and the Serb-Croat-Slovene State, which by an Act dated December 5, 1919, has acceded to the said Agreement subject to the modifications which are the subject of the present Declaration.

Have agreed to modify the Agreement referred to above as follows :

Articles 4 and 5 are replaced by the following provisions :

Article 4.

Each of the said States shall, within three months after being requested by the Reparation Commission so to do, issue bonds to the amount of the sum due by such State for liberation

somme due par cet Etat du chef de sa libération, augmentée de la valeur des biens et propriétés transférés, et les délivrera à toute personne ou à tout organisme que pourront désigner les Gouvernements des États-Unis d'Amérique, de l'Empire Britannique, de la France et de l'Italie.

Ces bons seront au porteur et payables en principal et intérêts, par l'Etat émetteur, sans déduction d'aucune taxe ou charge imposée par lui ou sous son autorité. Ces bons porteront intérêt au taux de cinq pour cent (5 %) par an, payable semestriellement à partir du 1^{er} janvier 1926. Ils seront remboursés en vingt-cinq tirages annuels, de montants égaux, à partir du 1^{er} janvier 1931. L'Etat émetteur pourra toutefois, à son choix, rembourser à toute époque tout ou partie de ces bons au pair et avec tous intérêts correspondants, en avisant de son intention, quatre-vingt-dix jours à l'avance, les Gouvernements des États-Unis d'Amérique, de l'Empire Britannique, de la France et de l'Italie.

Au fur et à mesure des échéances, la Commission des réparations retiendra, sur les sommes dues à chacun des Etats intéressés, au titre « Réparations », les sommes nécessaires au service des intérêts et à l'amortissement des bons visés ci-dessus.

Les Plénipotentiaires qui, par suite de leur éloignement momentané de Paris, n'ont pas pu apposer leur signature sur la présente Déclaration, seront admis à le faire jusqu'au 20 décembre 1919.

Fait en français, en anglais et en italien, le texte français faisant foi en cas de divergence, à Paris, le huit décembre mil-neuf-cent-dix-neuf.

and the value of property transferred, and shall deliver them to such person or body as the Governments of the United States of America, the British Empire, France and Italy may designate.

The above bonds shall be to bearer, principal and interest being payable by the issuing State without deduction for any tax or charge imposed by it or under its authority. The bonds shall bear interest at the rate of five per cent. per annum payable half yearly, beginning on January 1, 1926. They shall be repaid in twenty-five equal annual drawings, beginning on January 1, 1931. The issuing State, however, may, at its option, redeem all or part of the bonds issued by it at par and accrued interest at any time, provided ninety days' notice of its intention so to do is given to the Governments of the United States of America, the British Empire, France and Italy.

As and when payments on such bonds fall due, the Reparation Commission shall retain against the sums due to each of the States concerned for reparation, the sums required for interest and amortization.

Plenipotentiaries who in consequence of their temporary absence from Paris have not signed the present Declaration may do so up to December 20, 1919.

Made in French, in English and in Italian, of which in case of divergence the French text shall prevail, at Paris, the eighth day of December one thousand nine hundred and nineteen.

FRANK L. POLK.
 ROLIN JAEQUEMYNS.
 EYRE A CROWE.
 GEORGE H. PERLEY.
 ANDREW FISHER.
 THOMAS MACKENZIE.
 R. A. BLANKENBERG.
 EYRE A. CROWE.
 VIKYUIN WELLINGTON KOO.
 RAFAEL MARTINEZ ORTIZ.

G. CLEMENCEAU.
S. PICHON.
L. L. KLOTZ,
ANDRÉ TARDIEU.
JULES CAMBON.
A. ROMANOS.
G. DE MARTINO.
K. MATSUI.

R. A. AMADOR.

AFFONSO COSTA.
CHAROON.

NIK P. PACHITCH.
D^r ANTE TRUMBIC.
D^r IVAN ZOLGER.

TEXTE ITALIEN — ITALIAN TEXT

No. 45. — DICHIARAZIONE CHE MODIFICA L'ACCORDO CONCHIUSO IL 10 SETTEMBRE 1919 FRA LE POTENZE ALLEATE E ASSOCIATE, CIRCA IL CONCORSO NELLE SPESE PER LA LIBERAZIONE DEI TERRITORI DELL' ANTICA MONARCHIA AUSTRO-UNGARICA. FIRMATO IN PARIGI L'8 DICEMBRE 1919.

GLI STATI UNITI D'AMERICA, IL BELGIO, L'IMPERO BRITANNICO, LA CINA, CUBA, LA FRANCIA, LA GRECIA, L'ITALIA, IL GIAPPONE, IL NICARAGUA, IL PANAMA, LA POLONIA, IL PORTOGALLO, IL SIAM E LO STATO CZECO-SLOVACCO, Potenze firmatarie dell'accordo conchiuso il 10 settembre 1919 a Saint-Germain-en-Laye, circa il concorso nelle spese per la liberazione dei territori dell'antica Monarchia austro-ungarica, e LO STATO SERBO-CROATO-SLOVENO, che, per atto del 5 dicembre 1919, ha acceduto al detto accordo, con riserva delle modificazioni che sono oggetto della presente dichiarazione,

Hanno convenuto di modificare l'accordo predetto nel modo che segue :

Gli articoli 4 e 5 sono sostituiti dalle disposizioni seguenti :

Articolo 4.

Ciascuno dei detti Stati emetterà, entro tre mesi dalla domanda che gliene sia fatta dalla Commissione delle riparazioni, buoni per un importo eguale alla somma da esso dovuta per la

liberazione del territorio, e al valore dei beni trasferitigli, e li rilascerà alle persone od agli enti che saranno designati dai Governi degli Stati Uniti d'America, dell'Impero britannico, della Francia e dell'Italia.

I buoni saranno al portatore, pagabili in capitali e interessi dallo Stato emittente, al netto da qualsiasi tassa od onere imposto dallo Stato medesimo o sotto la sua autorità. Produrranno interessi al saggio del cinque per cento (5%) annuo, pagabili semestralmente a datare dal 1° gennaio 1926. Saranno rimborsabili in venticinque estrazioni annue, di eguale importo, a datare dal 1° gennaio 1931. Lo Stato emittente potrà tuttavia, a suo arbitrio, rimborsare in qualunque tempo alla pari, coi relativi interessi, in tutto o in parte, i buoni emessi, salvo preavviso di novanta giorni ai Governi degli Stati Uniti d'America, dell'Impero britannico, della Francia e dell'Italia.

Di mano in mano che si verificheranno le relative scadenze, la Commissione delle riparazioni tratterà, sulle somme dovute a ciascuno degli Stati interessati a titolo di riparazioni, le somme necessarie al pagamento degli interessi e all'ammortamento dei buoni suddetti.

I Plenipotenziari che, a causa della loro momentanea assenza da Parigi, non hanno potuto apporre la propria firma alla presente dichiarazione, saranno ammessi a farlo fino al 20 dicembre 1919.

Fatto in francese, in inglese e in italiano (il testo francese farà fede in caso di divergenza) a Parigi l'otto dicembre mille novecento diciannove.

FRANK L. POLK.
 ROLIN JAEQUEMYS.
 EYRE A. CROWE.
 GEORGE H. PERLEY.
 ANDREW FISHER.
 THOMAS MACKENZIE.
 R. A. BLANKENBERG.
 EYRE A. CROWE.
 VIKYUIN WELLINGTON KOO.
 RAFAEL MARTINEZ ORTIZ.
 G. CLEMENCEAU.
 S. PICHON.
 L. L. KLOTZ.
 ANDRÉ TARDIEU.

JULES CAMBON.
 A. ROMANOS.
 G. DE MARTINO.
 K. MATSUI.

R. A. AMADOR.

AFFONSO COSTA.
 CHAROON.

NIK P. PACHITCH.
 DR. ANTE TRUMBIC.
 DR. IVAN ZOLGER.

Copie certifiée conforme

Le Ministre des Affaires Etrangères

Certified true copy

The Minister for Foreign Affairs

PICHON

No. 46.

ÉTATS - UNIS D'AMÉRIQUE,
EMPIRE BRITANNIQUE
FRANCE, ITALIE ET JAPON.

Décisions de la Conférence des Am-
bassadeurs relatives à Teschen,
Spisz et Orava, en date, à Paris,
du 5 août 1920.

UNITED STATES OF
AMERICA,
BRITISH EMPIRE, FRANCE
ITALY AND JAPAN.

Decree of the Conference of Am-
bassadors with regard to Teschen,
Spisz and Orava, dated Paris,
August, 5, 1920.

¹TRADUCTION—TRANSLATION.

No. 46. — DÉCISION DE LA CONFÉRENCE DES AMBASSADEURS RELATIVE A TESCHEN, SPISZ ET ORAVA, EN DATE, A PARIS, DU 5 AOUT 1920.

No. 46. — DECREE OF THE CONFERENCE OF AMBASSADORS WITH REGARD TO TESCHEN, SPISZ AND ORAVA, DATED PARIS, AUGUST 5, 1920.

Texte officiel français, communiqué par la Conférence des Ambassadeurs au nom des Principales Puissances Alliées. L'enregistrement de cette décision a eu lieu le 21 octobre 1920.

French official text, forwarded by the Conference of Ambassadors, on behalf of the Principal Allied Powers. The registration of this decision took place on October, 21, 1920.

LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE, L'EMPIRE BRITANNIQUE, LA FRANCE, L'ITALIE ET LE JAPON, Principales Puissances Alliées et Associées,

THE UNITED STATES OF AMERICA, THE BRITISH EMPIRE, FRANCE, ITALY AND JAPAN, being the Principal Allied and Associated Powers,

Ayant, par une Décision en date, à Paris, du 27 septembre 1919, résolu de pourvoir au statut politique de l'ancien duché de Teschen et des territoires d'Orava et de Spisz, en y faisant procéder à une consultation populaire présentant toutes les garanties nécessaires de loyauté et de sincérité.

Having resolved, by a decree dated Paris, September 27th, 1919, to fix the political status of the former Duchy of Teschen and of the territories of Orava and Spisz by causing a popular expression of opinion to be taken, in such a way as to offer every guarantee of loyalty and sincerity ;

Mais, considérant que les mesures prises en exécution de cette Décision pour permettre de réaliser cette consultation populaire dans les conditions ci-dessus rappelées, sont restées sans résultat.

But considering that the measures adopted, in fulfilment of this Decree, with the object of enabling this popular expression of opinion to be taken, under the aforesaid conditions, were productive of no result ;

Considérant qu'il y a, dans l'intérêt de la paix générale, une nécessité urgente à régler le sort de ces territoires ;

And considering that it is imperative, in the interests of universal peace, to determine the status of these territories ;

Considérant que les Gouvernements de la Pologne et de la Tchéco-Slovaquie ont déclaré, par acte en date, à Spa, du 10 juillet 1920, accepter que leurs frontières respectives dans les dits territoires soient déterminées par les Principales Puissances Alliées et associées ;

And considering that the Governments of Poland and Czecho-Slovakia have agreed under the terms of the convention signed at Spa on July 10th, 1920, that their respective frontiers should be determined by the Principal Allied and Associated Powers ;

Ont chargé la Conférence des Ambassadeurs du règlement de cette question.

Have accordingly entrusted the settlement of this question to the Conference of Ambassadors.

En conséquence, la Conférence des Ambassadeurs a décidé ce qui suit :

Wherefore, the Conference of Ambassadors has decreed as follows :

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

I.

Les limites de la souveraineté respective de la Pologne et de la Tchéco-Slovaquie sur l'ancien duché de Teschen et sur les territoires d'Orava et de Spisz seront fixées, par une ligne frontière, déterminée comme il suit :

1^o Dans la région de Teschen :

A partir du point où la limite orientale de la commune de Piersna rencontre l'ancienne frontière entre l'Allemagne et l'Autriche ; vers le sud et jusqu'à la cote 268, située à 2 kilomètres environ au Nord-Est de Freistadt :

une ligne à déterminer sur le terrain laissant le village de Nd. Marklowitz et les maisons de Miserau à l'Etat tchéco-slovaque ;

de là, vers le Sud, et jusqu'au point où la limite Sud-Est de la commune de Roy coupe la rivière Olsa :

les limites orientales des communes de Freistadt et de Roy ;

de là vers le Sud-Sud-Est et jusqu'au point à déterminer à environ 500 mètres au Nord-Nord-Ouest du pont situé à 1500 mètres au Sud-Est de Schibitz :

le cours vers l'amont de la rivière Olsa

de là, vers l'Est-Sud-Est et jusqu'au point où la limite entre les communes d'Ob. Lischna et de Niedek rencontre la limite occidentale du district de Bielitz ;

une ligne à déterminer sur le terrain, suivant autant que possible les lignes de crêtes, passant par les cotes 405 (Osowka B.), 514 (Wrurna), 708 (Ostry), et laissant à la Pologne les villages de Punzau et de Ob. Lischna, et à l'Etat tchéco-slovaque ceux de Koikowitz et de Nd. Lischna.

de là, vers le Sud-Sud-Est et jusqu'à la cote 989 (Kiczory), la limite occidentale du district de Bielitz ;

de là, vers le Sud et jusqu'au point où la limite entre les communes de Bukowetz et de Jaworzynka rencontre l'ancienne frontière entre la Hongrie et la Silésie :

les limites occidentales des communes de Istebna et de Jaworzynka.

2^o Dans la région d'Orava :

A partir du point situé à environ 1 kilomètre et demi à l'Est de la cote 1725 (Babia Gora) sur l'ancienne frontière entre la Hongrie et

I.

The limits of the sovereignty of Poland and of Czecho-Slovakia over the former Duchy of Teschen and the territories of Orava and Spisz shall be fixed by a frontier line, determined as follows :

(1) In the district of Teschen :

Starting from the point where the eastern boundary of the Commune of Piersna joins the former frontier with Germany and Austria, thence in a southerly direction as far as hill 268, situated about 2 km. to the north east of Freistadt ;

A line to be fixed on the ground leaving the village of Nd. Marklowitz and the houses at Miserau within the Czecho-Slovak State ;

Thence southwards to the point where the south eastern boundary of the Commune of Roy crosses the river Olsa :

the eastern boundaries of the Communes of Freistadt and Roy ;

Thence south-east-by-south to a point to be fixed on the ground about 500 metres north-west-by-north of the bridge situated 1500 metres south-east of Schibitz :

the course of the river Olsa, upstream ;

Thence in a south-east-by-easterly direction to the point where the boundary between the Communes of Ob. Lischna and Niedek joins the western boundary of the district of Bielitz :

a line to be fixed on the ground following, as far as possible, the lines of the ridge, passing hills 405 (Osowka B.), 514 (Wrurna), 708 (Ostry), and leaving to Poland the villages of Punzau and Ob. Lischna, and to Czecho-Slovakia the villages of Koikowitz and Nd. Lischna,

Thence south-east by south to hill 989 (Kiczory) : the western boundary of the district of Bielitz ;

Thence southwards to the point where the boundary between the Communes of Bukowetz and Jaworzynka joins the former frontier between Hungary and Silesia :

the western boundaries of the Communes of Istebna and Jaworzynka—

(2) In the district of Orava :

Starting from a point situated about 1 1/2 km. east of hill 1725 (Babia Gora) on the former frontier between Hungary and Galicia, to a

la Galicie et jusqu'à un point sur le cours supérieur de la Lipnicza, immédiatement à l'Ouest de la cote 843 :

une ligne à déterminer sur le terrain, passant par la cote 924,

de là, jusqu'à un point situé à 200 mètres environ au Sud-Est du confluent de la Lipnicza et de la rivière venant de Privarowca,

le cours de la Lipnicza ;

de là, jusqu'au confluent de la rivière Chizne et de la Fekete Arva (Schwarze Arva) :

une ligne à déterminer sur le terrain passant par les cotes 758 (1 kilomètre environ à l'Ouest de la Lipnicza), 798, 766, 617 (à proximité de la route Nameszto-Jablonka) ;

de là, vers le Sud-Est et jusqu'à un point à déterminer sur la Chizne, à 2 kilomètres environ du Nord-Ouest du pont de Chizne, sur la route de Trsztena à Jablonka :

le cours de la Chizne vers l'amont ;

de là, vers le Sud-Sud-Ouest et jusqu'à un point à choisir sur la Jelesna Voda, à 1 kilomètre et demi environ au Nord de la cote 654 :

une ligne à déterminer sur le terrain passant par la cote 659 :

de là, vers le Sud-Est et jusqu'à un point sur la Jelesna Voda, situé à environ 1 kilomètre à l'Ouest de Hladovka (approximativement sur la ligne joignant les cotes 754 et 740) :

le cours de la Jelesna Voda vers l'amont :

de là, vers le Sud-Sud-Est et jusqu'à un point sur l'ancienne frontière entre la Galicie et la Hongrie situé à 1 kilomètre environ au nord de la cote 1230 (Magura),

une ligne à déterminer sur le terrain passant par les cotes 862, 919 (Bucinka) 955, 967 (Bucnik).

3° Dans la région de Spisz :

A partir d'un point de l'ancienne frontière entre la Galicie et la Hongrie situé sur la rivière de Bialka à 500 mètres environ à l'Est du village de Brzegi, dans la direction générale Est-Nord-Est jusqu'au point de la même frontière situé à proximité de la cote 487 sur la route de Czorsztyń à Szepesofalu :

une ligne à déterminer sur le terrain passant par la cote 1011 (Bria-Vrch), 909, 956 (Malorowka), 607 (sur la rivière passant à Szentmindszent à deux kilomètres environ au Sud de cette localité), 873 (2 kilomètres Nord-Est de Nagyfrankvagas), et vers le Nord par les cotes 751, 540.

En conséquence, les Etats-Unis d'Amérique,

point situated on the upper reaches of the Lipnicza, immediately to the west of hill 843 :

a line to be fixed on the ground passing hill 924 ;

Thence to a point about 200 metres to the south-east of the confluence of the Lipnicza with the river coming from Privarowka :

the course of the Lipnicza ;

Thence to the confluence of the river Chizne with the Fekete Arva (Schwarze Arva) :

a line to be fixed on the ground passing hills 758 (about 1 km. west of the Lipnicza), 798, 766, 617 (near the Nameszto-Jablonka road) ;

Thence south-eastwards to a point to be fixed on the Chizne about 2 km. to the north-west of the bridge over the Chizne on the Trsztena-Jablonka road :

the course of the Chizne up-stream ;

Thence south-west-by-south to a point to be chosen on the Jelesna Voda about 1½ km. to the north of hill 654 :

a line to be fixed on the ground passing hill 659 ;

Thence in a south-easterly direction to a point on the Jelesna Voda situated about 1 km. to the west of Hladovka (approximately on a line connecting hills 754 and 740) ;

The course of the Jelesna Voda, upstream ;

Thence south-east-by-south to a point on the former frontier between Galicia and Hungary situated about 1 km. to the north of hill 1230 (Magura) :

a line to be fixed on the ground passing hills 862, 919 (Bucinka), 955, 967 (Bucnik).

(3) In the district of Spisz :

Starting from a point on the former frontier between Galicia and Hungary situated on the river Bialka about 500 metres to the east of the village of Brzegi, in a general north-east-by-easterly direction as far as a point on the same frontier situated near hill 487 on the Czorsztyń-Szepesofalu road :

a line to be fixed on the ground passing hill 1011 (Bria-Vrch), 909, 956 (Malorowka), 607 (on the stream which flows about 2 km. to the south of Szentmindszent), 873 (2 km. to the north-east of Nagyfrankvagas), and, in a northerly direction, by hills 751, 540.

Wherefore the United States of America,

l'Empire Britannique, la France, l'Italie et le Japon, décident et déclarent par les présentes, qu'à dater de ce jour, la souveraineté de la Pologne et la souveraineté de la Tchéco-Slovaquie, respectivement, s'étendront sur les territoires situés de part et d'autre de la ligne frontière ci-dessus décrite.

II

Une Commission de délimitation composée d'un représentant de chacune des principales Puissances alliées et associées, ainsi que de la Pologne et de la Tchéco-Slovaquie, sera constituée dans le mois qui suivra la présente Décision pour tracer sur place la ligne frontière ci-dessus décrite.

Les décisions de cette Commission, obligatoires pour les parties intéressées, seront prises à la majorité des voix, la voix du président étant prépondérante en cas de partage.

La Commission aura tout pouvoir pour proposer à la Conférence des Ambassadeurs les modifications qui lui paraîtraient justifiées par les intérêts des particuliers ou des communautés dans le voisinage de la ligne frontière, et en tenant compte des circonstances locales spéciales.

Les frais de ladite Commission seront supportés moitié par la Pologne et moitié par la Tchéco-Slovaquie.

III

1^o Les personnes ayant antérieurement au 1^{er} janvier 1914 l'indigénat (*pertinenza*, *Heimatsrecht*) dans l'ancien duché de Teschen, ou dans les territoires d'Orava ou de Spisz, sur lesquels la souveraineté de la Pologne ou de la Tchéco-Slovaquie respectivement a été reconnue, acquerront de plein droit la nationalité polonaise ou tchéco-slovaque respectivement. Il en sera de même des personnes qui, sans avoir l'indigénat, seraient domiciliées dans lesdits territoires depuis une date antérieure au 1^{er} janvier 1908.

Les personnes ayant acquis l'indigénat dans lesdits territoires postérieurement au 1^{er} janvier 1914, n'acquerront, suivant les cas, la nationalité polonaise ou tchéco-slovaque, qu'à la condition d'en obtenir l'autorisation de la Pologne ou de l'Etat Tchéco-slovaque ; si cette autorisation n'est pas demandée ou est refusée, ces personnes conserveront la nationalité autrichienne ou hongroise, suivant le cas. Il en sera

the British Empire, France, Italy and Japan hereby declare and decree that, dating from to-day, the sovereignty of Poland and of Czecho-Slovakia respectively shall extend to the territories situated on either side of the frontier line as determined above.

II.

The boundary Commission, composed of a representative of each of the Principal Allied and Associated Powers, as well as of Poland and Czecho-Slovakia, shall be constituted in the month following the present Decree in order to trace, on the spot, the frontier line as determined above.

The decisions of this Commission shall be binding upon both parties and shall be given by a majority of votes ; in the event of the votes being equally divided, the President shall have the casting vote.

The Commission shall have full powers to propose to the Conference of Ambassadors such modifications as it may deem justified by the interests of individuals or communities living in the neighbourhood of the frontier line, and bearing in mind special local conditions.

The expenses of this Commission shall be borne in equal proportions by Poland and Czecho-Slovakia.

III.

(1) Those persons who, previous to January 1st, 1914 had had denizenship (*pertinenza*, *Heimatsrecht*) in the former Duchy of Teschen, or in the territories of Orava or Spisz, over which the sovereignty of Poland or Czecho-Slovakia respectively has been recognised, shall acquire a full legal right to Polish or Czecho-Slovak nationality, as the case may be. The same shall apply to persons who, though not possessing denizenship, have been domiciled in the aforesaid territories since a date previous to January 1st, 1908.

Persons who have acquired denizenship in the aforesaid territories since January 1st, 1914, shall not acquire Polish or Czecho-Slovak nationality, as the case may be, unless they have obtained the authorisation of Poland or of the Czecho-Slovak State ; should this authorisation not be applied for, or if it is refused, these persons shall retain their Austrian or Hungarian nationality as the case may be. The

de même des personnes qui, sans avoir l'indigénat, seraient domiciliées dans lesdits territoires depuis une date postérieure au 1^{er} janvier 1908.

2^o Les personnes âgées de plus de 18 ans, acquérant de plein droit la nationalité polonaise ou tchéco-slovaque, suivant les cas, en vertu de l'article 1^{er}, auront la faculté, pendant une période d'un an à dater de ce jour, d'opter pour la nationalité tchéco-slovaque ou polonaise respectivement.

En ce qui concerne les personnes, dont l'indigénat sur les territoires de Teschen, d'Orava et de Spisz est postérieur au 1^{er} janvier 1914, ou qui, sans y avoir l'indigénat, y ont leur domicile depuis une date postérieure au 1^{er} janvier 1908, l'acquisition de la nationalité polonaise ou tchéco-slovaque par voie d'option sera subordonnée à l'autorisation du Gouvernement polonais ou tchéco-slovaque, suivant le cas. Si cette autorisation est refusée, ces personnes resteront régies par l'alinéa 2 du paragraphe 1^o du présent article.

L'option du mari entraînera celle de la femme, et l'option des parents entraînera celle de leurs enfants âgés de moins de 18 ans.

Les personnes ayant exercé le droit d'option ci-dessus prévu, devront, dans les 12 mois qui suivront, transporter leur domicile dans l'État en faveur duquel elles auront opté.

Elles seront libres de conserver les biens immobiliers qu'elles possèdent sur le territoire de l'autre État où elles auraient eu leur domicile antérieurement à leur option.

Elles pourront emporter leurs biens meubles de toute nature. Il ne leur sera imposé de ce fait, aucun droit ou taxe soit de sortie, soit d'entrée.

3^o Les personnes qui ont l'indigénat dans un territoire attribué à la Pologne ou à l'État Tchéco-Slovaque, en vertu de la présente Décision, et qui y diffèrent, par la race et la langue, de la majorité de la population, pourront, dans le délai de 6 mois à dater de ce jour, opter pour celui des pays ayant fait partie de l'ancienne monarchie austro-hongroise, ou cessionnaire de territoires de ladite monarchie dans lequel la majorité de la population est composée de personnes parlant la même langue et ayant la même race qu'elles. Les dispositions de l'article II concernant l'exercice du droit d'option, seront applicables à l'exercice du droit reconnu par le présent article.

same shall apply to persons who, though not possessing denizenship, have been domiciled in the aforesaid territories since any date later than January 1st, 1908.

(2) Persons of more than eighteen years of age, who have acquired, under the terms of Article 1, a full legal right to Polish or Czecho-Slovak nationality, as the case may be, shall be entitled during the period of one year dating from to-day, to opt for Czecho-Slovak or Polish nationality.

With regard to persons whose denizenship in the territories of Teschen or Orava or Spisz is of more recent date than January 1st, 1914, or who, without possessing denizenship, have been domiciled there since any date later than January 1st, 1908, their right to acquire by option Polish or Czecho-Slovakian nationality shall be subject to the authorisation of the Polish or Czecho-Slovakian Government as the case may be. Should this authorisation be refused, the status of these persons shall be determined in accordance with paragraph 2 of Section 1 of the present Article.

A husband's option shall be taken to include that of his wife, and the option of parents that of their children under eighteen years of age.

Persons who have exercised the right of option as laid down above must, within the following twelve months, take up their residence in the State in favour of which they have opted.

They will have the right to keep real property which they possess within the territory of the other State where they were previously domiciled.

They will be entitled to take with them all their personal effects of every description, and such effects shall not be subject to any tax or duty either on leaving or entering a country.

(3) Persons having denizenship in territory allocated to Poland, or to the Czecho-Slovak State, under the terms of the present Decree, and differing in race or language from the majority of the population, shall be entitled, within six months from this date, to opt for any one of the countries which form part of the former Austro-Hungarian Monarchy, or which has succeeded to the territories of the said Monarchy, in which the majority of the population is composed of persons speaking the same language and belonging to the same race as themselves. The provisions of Article 2 with regard to the exercise of the right of option shall apply to the exercise of the right conferred under the terms of the present Article.

4° Aucune entrave ne sera apportée à l'exercice du droit d'option prévu par la présente Décision et permettant aux intéressés d'acquérir toute autre nationalité qui leur serait ouverte.

5° Les femmes mariées suivront la condition de leur mari, et les enfants âgés de moins de 18 ans suivront la condition de leurs parents, pour tout ce qui concerne l'application des dispositions qui précèdent.

IV

Aucun des habitants de l'ancien duché de Teschen ou des territoires d'Orava ou de Spisz ne pourra être inquiété ou molesté, soit en raison de son attitude politique depuis le 28 juillet 1914 jusqu'à la prise de possession desdits territoires par la Pologne et respectivement par la Tchéco-Slovaquie, notamment pour des faits connexes au règlement des droits de souveraineté, soit en raison du règlement de sa nationalité en vertu de la présente Décision.

V

La proportion et la nature des charges financières de l'ancienne monarchie austro-hongroise et, selon les cas, de l'ancien Empire d'Autriche ou de l'ancien royaume de Hongrie, que la Pologne et la Tchéco-Slovaquie auront à supporter en raison de l'acquisition desdits territoires, seront réglées suivant les cas, conformément aux articles 203, Partie IX (clauses financières), du Traité de paix avec l'Autriche, ou 186, Partie IX (clauses financières), du Traité de paix avec la Hongrie.

VI

La Pologne et la Tchéco-Slovaquie devront respectivement reconnaître les droits et intérêts de toute nature, notamment les droits réels, concessions et privilèges, acquis par des particuliers ou des sociétés, notamment par des sociétés minières ou industrielles dans l'ancien duché de Teschen ou dans les territoires d'Orava ou de Spisz. Pendant 25 ans, aucune mesure législative, en matière minière, industrielle ou commerciale, ne sera mise en vigueur dans lesdits territoires, qui ne serait pas également applicable dans l'ensemble du territoire de la Pologne et respectivement de la Tchéco-Slovaquie.

(4) The exercise of the right of option as laid down by the present Decree enabling persons concerned to acquire any other nationality open to them, shall be carried out freely and without hindrance.

(5) Married women shall assume the status of their husbands, and children of less than eighteen years of age that of their parents, in all matters concerning the application of the foregoing provisions.

IV.

No person inhabiting the former Duchy of Teschen, or the districts of Orava or Spisz, may be annoyed or molested, whether on account of his political attitude between July 28, 1914, and the date on which the said districts came into the possession of Poland and Czecho-Slovakia respectively (and in particular on account of incidents arising out of the settlement of the rights of sovereignty), or on account of decisions affecting his nationality, in accordance with the provisions of the present Decree.

V.

The proportion and nature of the financial obligations of the former Austro-Hungarian Monarchy, or, as the case may be, of the former Austrian Empire, or of the former Kingdom of Hungary, to be incurred by Poland and Czecho-Slovakia, owing to their acquisition of the aforesaid territories, shall be determined according to circumstances, in conformity with Article 203, Part IX (Financial Clauses), of the Treaty of Peace with Austria, or article 186, Part IX (Financial Clauses), of the Treaty of Peace with Hungary.

VI.

Poland and Czecho-Slovakia must respectively recognise all rights and interests, especially real rights, concessions, and privileges acquired by private persons or associations—for example by the mining or industrial associations—in the former Duchy of Teschen, or in the districts of Orava or Spisz. For a period of 25 years no legislative measures relating to mining, industrial or commercial undertakings shall be put into force in the said districts, unless it be made equally applicable throughout the territories of Poland and Czecho-Slovakia respectively.

VII

Une convention particulière entre la Pologne et la Tchéco-Slovaquie devra intervenir dans le délai de deux mois à l'effet de régler, sur les bases ci-après, les fournitures réciproques de ces deux pays en charbon et en naphthé.

La Tchéco-Slovaquie devra s'obliger à assurer à la Pologne des fournitures annuelles de charbon qui, en quantité et qualité, ne devront pas être inférieures à celles livrées pendant l'année 1913 au territoire aujourd'hui polonais par les districts charbonniers de l'ancien duché de Teschen, sur lesquels la souveraineté de la Tchéco-Slovaquie est dorénavant reconnue. Toutefois, si dans une année, la production de ces districts était inférieure à celle de l'année 1913, lesdites fournitures, dans cette même année, pourraient être réduites proportionnellement à la diminution ainsi présentée par la production. Dans les mêmes conditions, la Pologne devra s'obliger, dans la mesure du possible, à fournir annuellement, à titre de paiement à la Tchéco-Slovaquie, si celle-ci le requiert, une quantité et une qualité de naphthé correspondant à une équitable contre-partie du charbon reçu. Si, à l'expiration dudit délai de deux mois, ladite convention n'était pas conclue, les questions ci-dessus seraient réglées par les Principales Puissances Alliées et Associées, dont la décision sera obligatoire pour la Pologne et la Tchéco-Slovaquie. Cette Convention restera en vigueur jusqu'au moment où le plébiscite de Haute-Silésie aura eu lieu. Les Principales Puissances alliées et associées se réservent le droit de réexaminer alors la question en tenant compte de la situation nouvelle qui en résultera.

Sous réserve des dispositions des articles 224 du Traité de Paix avec l'Autriche, et 207 du Traité de Paix avec la Hongrie, et pour tenir compte de la situation générale du charbon en Europe, une entente interviendra entre les Principales Puissances alliées et associées et la Tchéco-Slovaquie pour la répartition du charbon du Bassin de Teschen, conformément à la politique générale des Principales puissances alliées et associées en cette matière. Provisoirement, et jusqu'à ce que cette entente soit conclue, la Tchéco-Slovaquie satisfera à toute demande de fourniture de charbon qui lui serait adressée par la Commission des réparations, agissant au nom des Principales Puissances alliées et

VII.

A private agreement between Poland and Czecho-Slovakia with the object of regulating, in accordance with the following principles, the exchange of coal and naphtha between these two countries, shall come into force within the next two months.

Czecho-Slovakia shall undertake to assure to Poland an annual supply of coal which, both as regards quantity and quality, shall not be inferior to the coal supplied during 1913 to the territory (now belonging to Poland) by the mining areas of the former Duchy of Teschen over which the sovereignty of Czecho-Slovakia shall henceforward be recognised. Nevertheless, if in any year the production of these areas should be inferior to that of the year 1913, the aforesaid supplies may be reduced for that year in proportion to the decrease thus caused in the production. Under the same conditions, Poland must undertake, as far as she is able, to supply annually to Czecho-Slovakia, as a form of payment, if the latter should so desire, such an amount of naphtha as shall be considered to be a fair return, both as regards quantity and quality, for the coal received. If, at the expiration of the aforesaid period of two months, the said Convention should not have been concluded, the above questions shall be regulated by the Principal Allied and Associated Powers, whose decision shall be binding both on Poland and on Czecho-Slovakia. This Convention will remain in force until the plebiscite in Upper Silesia shall have taken place. The principal Allied and Associated Powers reserve the right of then re-considering the question, taking into consideration the new situation resulting from the plebiscite.

Subject to due observance of Article 224 of the Treaty of Peace with Austria, and Article 207 of the Treaty of Peace with Hungary, and bearing in mind the general coal situation in Europe, an agreement shall be entered into between the Principal Allied and Associated Powers and Czecho-Slovakia with a view to allotting the coal of the Basin of Teschen in conformity with the general policy of the Principal Allied and Associated Powers with regard to this question. In the meantime, and until this agreement shall have been concluded, Czecho-Slovakia shall comply with any request to furnish coal which may be addressed to it by the Reparations Commission, acting in the

associées, en faveur d'une Puissance ou d'un territoire qui recevait en 1913 du charbon desdits districts charbonniers. Toutefois, la Tchéco-Slovaquie ne sera pas tenue d'y satisfaire dans des quantités et qualités supérieures à celles des fournitures faites pendant l'année 1913, telles qu'elles sont déterminées par la Commission des réparations.

Jusqu'à la conclusion de ladite convention, ou à défaut jusqu'à la décision des Principales Puissances alliées et associées, les accords et marchés existant actuellement resteront en vigueur.

VIII

Dans le même délai de deux mois prévu à l'article VII, la Pologne et la Tchéco-Slovaquie devront s'entendre pour assurer toutes facilités de transit au trafic polonais d'une manière générale, et en particulier sur la voie ferrée Oderberg-Pietrowitz, ainsi que pour faciliter de même le transit et l'accès de la gare de Teschen ; faute d'entente dans ledit délai, ces questions seront réglées, comme il est dit à l'article VII, par les Principales Puissances alliées et associées, dont la décision sera obligatoire pour la Pologne et la Tchéco-Slovaquie.

IX

Toutes autres questions, financières, judiciaires ou administratives, feront l'objet d'arrangements particuliers entre la Pologne et la Tchéco-Slovaquie, suivant les principes adoptés dans les traités de paix avec l'Autriche et la Hongrie, les Principales Puissances alliées et associées se réservant d'intervenir s'il y a lieu, en cas de désaccord pour en faciliter le règlement.

Fait à Paris, le vingt-huit juillet mil neuf cent vingt.

DERBY.
JULES CAMBON.
BONIN.
K. MATSUI.

Les Représentants soussignés, dûment autorisés, du Gouvernement Polonais et du Gouver-

name of the Principal Allied and Associated Powers on behalf of a power or a territory which, in 1913, was receiving coal from the above mentioned mining districts. Nevertheless, Czecho-Slovakia shall not be called upon to furnish coal, in compliance with such requests in either greater quantities or of superior quality than was supplied during 1913, according to estimates made by the Reparations Commission.

Until the conclusion of the said Convention, or failing that, until a decision shall have been taken by the Principal Allied and Associated Powers, the existing agreements and tariffs shall be maintained.

VIII.

Within the same period of two months provided for under Article 7, Poland and Czecho-Slovakia shall agree to accord every facility for communication and transit to Polish traffic in general, and especially upon the Oderberg-Pietrowitz Railway, and similarly to facilitate transit through the station of Teschen and access to that station ; should an agreement not be arrived at within the said period, these questions shall be regulated, as laid down in Article 7, by the Principal Allied and Associated Powers whose decisions shall be binding upon Poland and Czecho-Slovakia.

IX.

All other questions of a financial, judicial or administrative nature shall form the subject of private agreements to be concluded between Poland and Czecho-Slovakia, in conformity with the principles adopted in the Treaties of Peace with Austria and Hungary, the Principal Allied and Associated Powers reserving themselves the right to intervene, if necessary, in order to facilitate the settlement of these questions in case a dispute should arise.

Done in Paris on the twenty-eighth of July, one thousand nine hundred and twenty.

The under-signed duly accredited representatives of the Polish and Czecho-Slovakian

nement Tchéco-Slovaque, expriment par les présentes, conformément à leur déclaration du 10 juillet 1920, la complète acceptation par leurs Gouvernements respectifs des dispositions qui précèdent.

Fait à Paris, le vingt-huit juillet mil neuf cent vingt.

Governments hereby record, in conformity with their declaration of July 10th, 1920, the entire acceptance on the part of their respective Governments of the foregoing provisions.

Done in Paris on the twenty-eighth of July, one thousand nine hundred and twenty.

I. J. PADEREWSKI.
D^r EDUARD BENES.

Copie certifiée conforme :

Le Président
de la Conférence des Ambassadeurs,

Certified true copy :

The President
of the Conference of Ambassadors,

JULES CAMBON.

No. 47.

ALLEMAGNE ET SUÈDE

Echange de notes en date du 31 mars 1920, entre l'Allemagne et la Suède, concernant la prolongation du Traité de Commerce et de Navigation du 2 mai 1911.

GERMANY AND SWEDEN

Exchange of Notes of March 31, 1920, between Germany and Sweden, concerning the prolongation of the Treaty of Commerce and Navigation of May 2, 1911.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

No. 47. — DEUTSCH-SCHWEDISCHER NOTENWECHSEL VOM 31. MÄRZ 1920 BETREFFEND DEN DEUTSCH-SCHWEDISCHEN HANDELSVERTRAG VOM 2. MAI 1911.

Texte officiel allemand communiqué par l'Ambassadeur d'Allemagne à Londres¹ et par le Ministre de Suède à Berne. L'enregistrement de l'échange de notes susmentionné a eu lieu le 22 octobre 1920.

German official text forwarded by the German Ambassador at London¹ and by the Minister for Sweden at Berne. The registration of this exchange of notes took place on October 22, 1920.

BERLIN, den 31. März 1920.

HERR REICHSKANZLER,

Mit Beziehung auf die stattgehabte Vorbesprechung beehre ich mich, erhaltenem Auftrage entsprechend, hierdurch ganz ergebenst mitzuteilen, dass die Schwedische Regierung bereit ist, das am 31. März d. J. erfolgende Ausserkrafttreten des deutsch-schwedischen Handelsvertrages vom 2. Mai 1911 durch Vereinbarung mit der Deutschen Regierung hinauszuschieben. Dies erfolgt mit der Massgabe, dass, falls der Vertrag nicht von einem der Hohen vertragschliessenden Teile bis zum 30. April d. J. auf den 30. Juni d. J. gekündigt sein sollte, er solange in Kraft bleiben wird, als er nicht von einem der beiden Teile unter Innehaltung einer Frist von drei Monaten gekündigt worden sein wird.

Wenn die Deutsche Regierung hiermit einverstanden ist, wird die Königlich Schwedische Regierung diese Verlängerung des Handelsvertrages als durch den zwischen dem Auswärtigen Amt und dem Unterzeichneten stattgehabten Notenwechsel vereinbart ansehen.

Der Unterzeichnete benutzt auch diesen Anlass, um dem Herrn Reichskanzler die Versicherung seiner ausgezeichneten Hochachtung und Ergebenheit zu erneuern.

(Gez.) VON ESSEN.

An den Reichskanzler und
Deutschen Reichsminister des Aeussern,
Herrn H. MÜLLER,
Hochwohlgebornen,
BERLIN.

Pour copie conforme :
Stockholm, au Ministère des Affaires Etrangères,
le 18 octobre 1920.

Le Secrétaire Général,
(Signé) W. BOSTRÖM.

AUSWÄRTIGES AMT.

BERLIN, den 31. März 1920.

Der Unterzeichnete beehrt sich, dem Königlich Schwedischen Gesandten, Herrn Baron von Essen, in Beantwortung seiner heutigen Note ergebenst mitzuteilen, dass die Deutsche Regierung auch ihrerseits damit einverstanden ist, dass das am 31. März d. J. erfolgende Ausserkrafttreten des deutsch-schwedischen Handelsvertrages vom 2. Mai 1911 herausgeschoben wird. Die deutsche Regierung ist weiter damit einverstanden, dass dies mit der Massgabe erfolgen wird, dass, falls

¹ D'après une note adressée au Secrétaire Général de la Société des Nations par le Chargé d'affaires d'Allemagne à Londres, en date du 11 août 1920, l'Allemagne n'étant pas Membre de la Société des Nations ne se considère pas liée par les dispositions de l'Article 18 du Pacte.

¹ In accordance with a note sent to the Secretary-General of the League of Nations by the German Chargé d'Affaires at London on August 11, 1920, Germany not being a Member of the League of Nations does not consider herself bound by the provisions of Article 18 of the Covenant.

der Vertrag nicht von einem der beiden Hohen vertragschliessenden Teile bis zum 30. April d. J. auf den 30. Juni d. J. gekündigt sein sollte, er so lange in Kraft bleiben wird, als er nicht von einem der beiden Teile unter Innehaltung einer Frist von 3 Monaten gekündigt worden ist.

Der Unterzeichnete stimmt mit dem Herrn Gesandten darin überein, dass diese Verlängerung des Handelsvertrages durch den heutigen Notenwechsel zustande gekommen ist.

Der Unterzeichnete benutzt zugleich diesen Anlass, um dem Königlich Schwedischen Gesandten, Herrn Baron von Essen, seine ausgezeichnete Hochachtung ganz ergebenst zu erneuern.

(Gez.) BOYÉ.

Seiner Exzellenz
dem Königlich Schwedischen Gesandten
Herrn Baron VON ESSEN.

Pour copie conforme :
Stockholm, au Ministère des Affaires Etrangères,
le 18 octobre 1920.

Le Secrétaire Général,
(Signé) W. BOSTRÖM.

¹ TRADUCTIONS. — TRANSLATIONS.

No. 47. — ÉCHANGE DE NOTES
EN DATE DU 31 MARS 1920,
ENTRE L'ALLEMAGNE ET LA
SUÈDE, CONCERNANT LA PRO-
LONGATION DU TRAITÉ DE
COMMERCE ET DE NAVIGA-
TION DU 2 MAI 1911.

No. 47. — GERMANO - SWEDISH
EXCHANGE OF NOTES DATED
MARCH 31ST 1920 CONCERNING
THE PROLONGATION OF THE
TREATY OF COMMERCE AND
NAVIGATION OF MAY 2ND 1911.

BERLIN, le 31 mars, 1920.

BERLIN, March 31, 1920.

MONSIEUR LE CHANCELIER D'EMPIRE,

HERR REICHSKANZLER,

Me référant aux conversations préliminaires qui ont eu lieu, et conformément aux instructions reçues, j'ai l'honneur de porter à Votre connaissance que le Gouvernement suédois est prêt, d'accord avec le Gouvernement allemand, à ajourner la dénonciation prévue pour le 31 mars de cette année, du Traité de Commerce germano-suédois du 2 mai 1911,² et ceci, sous la condition suivante : si à la date du 30 avril 1920, aucune des Hautes Parties Contractantes n'a déclaré le Traité caduc à partir du 30 juin 1920, il restera en vigueur tant qu'il n'aura pas été dénoncé par l'une des deux Parties avec un préavis de trois mois.

With reference to the preliminary discussion which has taken place, I have the honour, in accordance with orders received, hereby to inform your Excellency that the Swedish Government is prepared, in agreement with the German Government, to postpone the abrogation of the German-Swedish Commercial Treaty of May 2nd, 1911,² which should have ceased to take effect on March 31st, 1920. This will take place on condition that, should neither of the High Contracting Parties give notice before April 30, 1920, of the expiry of the Treaty on June 30, 1920, it will remain in force until either of the Parties gives three months' notice of its lapse.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

² De Martens, Nouveau Recueil Général de Traités, 3^{me} Série, Tome VIII, page 435.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

² British and Foreign State Papers 1912. Volume 105, Page 659.

Dans le cas où le Gouvernement allemand se déclarerait d'accord, le Gouvernement Royal de Suède considérera la prolongation du dit Traité de Commerce comme réglée par l'échange de notes entre le Ministère des Affaires Etrangères et le soussigné.

Le soussigné saisit cette occasion, etc.

(Signé) H. VON ESSEN.

Au Chancelier et
Ministre des Affaires Etrangères,
Monsieur H. MÜLLER,
BERLIN.

Pour copie conforme :

Stockholm, au Ministère des Affaires Etrangères,
le 18 octobre 1920.

Le Secrétaire Général,
(Signé) W. BOSTRÖM.

MINISTÈRE DES AFFAIRES
ETRANGÈRES.

BERLIN, le 31 mars, 1920.

En réponse à la note d'aujourd'hui émanant de M. le Baron d'Essen, Ministre Royal de Suède, le soussigné a l'honneur de déclarer que le Gouvernement allemand, de son côté, accepte d'ajourner la dénonciation prévue pour le 31 mars de cette année, du Traité de Commerce germano-suédois du 2 mai 1911. Le Gouvernement allemand convient de plus que, si aucune des parties contractantes ne notifie avant le 30 avril 1920 que le Traité expirera le 30 juin 1920, le Traité restera en vigueur jusqu'à ce qu'une des deux Parties notifie son expiration avec un préavis de trois mois.

Le soussigné est d'accord avec M. le Ministre pour considérer les notes d'aujourd'hui comme constituant une prolongation de l'accord commercial.

Le soussigné saisit cette occasion, etc.

(Signé) BOYÉ.

A Son Excellence
l'Ambassadeur Royal de Suède,
Baron d'ESSEN.

Pour copie conforme :

Stockholm, au Ministère des Affaires Etrangères,
le 18 octobre 1920.

Le Secrétaire Général,
(Signé) W. BOSTRÖM.

Should the German Government agree to this, the Royal Swedish Government will consider this extension of the Commercial Treaty as settled by the present exchange of notes between the Foreign Office and the undersigned.

The undersigned avails himself of this opportunity etc.

(Signed) VON ESSEN.

To the Chancellor of the German Reich,
and Minister for Foreign Affairs,
Herr H. MÜLLER,
BERLIN.

Certified true copy :

Stockholm, Ministry for Foreign Affairs,
October 18, 1920.

The Secretary-General,
(Signed) W. BOSTRÖM.

FOREIGN OFFICE.

BERLIN, March 31, 1920.

The Undersigned begs to inform the Royal Swedish Minister, Baron von Essen, in reply to his note of today's date, that for its part the German Government also agrees to the postponement of the abrogation of the German-Swedish Commercial Treaty of May 2nd 1911 which should have ceased to take effect on March 31, 1920. The German Government further agrees that—subject to the condition that should neither of the High Contracting Parties, before April 30, 1920, give notice of expiry on June 30, 1920—the Treaty shall remain in force until either of the two Parties give three months' notice of its expiry.

The Undersigned agrees with His Excellency the Minister in regarding today's exchange of notes as constituting the extension of the Commercial Treaty.

The Undersigned avails himself of this opportunity, etc.

(Signed) BOYÉ.

His Excellency
The Royal Swedish Minister
Baron VON ESSEN.

Certified true copy :

Stockholm, Ministry for Foreign Affairs,
October 18, 1920.

The Secretary-General,
(Signed) W. BOSTRÖM.

No. 48.

**ALLEMAGNE
ET GOUVERNEMENT DES
SOVIETS DE RUSSIE**

Arrangement relatif au rapatriement
réciproque des prisonniers de
guerre et des internés civils, signé
à Berlin le 19 avril 1920.

**GERMANY AND SOVIET
GOVERNMENT OF RUSSIA**

Agreement with regard to the mutual
repatriation of prisoners of war
and interned civilians, signed at
Berlin on April 19, 1920.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

No. 48. — ABKOMMEN ZWISCHEN DEM DEUTSCHEN REICHE UND DER RUSSISCHEN SOZIALISTISCHEN FOEDERATIVEN SOWJET-REPUBLIK UEBER DIE HEIMSCHAFFUNG DER BEIDERSEITIGEN KRIEGSGEFANGENEN UND ZIVILINTERNIERTEN, UNTERZEICHNET IN BERLIN, DEN 19. APRIL 1920.

Texte officiel allemand communiqué par l'Ambassadeur d'Allemagne à Londres¹. L'enregistrement de l'arrangement sus-mentionné a eu lieu le 22 octobre 1920.

German official text forwarded by the German Ambassador in London¹. The registration of the above-mentioned agreement took place on October 22, 1920.

DIE DEUTSCHE REICHSREGIERUNG,

vertreten durch den Reichskommissar für Kriegs- und Zivilgefangene, Mitglied der Deutschen Nationalversammlung, Herrn Daniel STÜCKLEN,

und

die Regierung der Russischen Sowjetrepublik, vertreten durch Herrn Victor KOPP,

sind nach gegenseitiger Mitteilung ihrer in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten über nachstehende Bestimmungen übereingekommen :

Artikel 1.

Die beiderseitigen Kriegsgefangenen und Zivilinternierten sind, soweit sie dies wünschen, heimzubefördern. Die Heimschaffung hat ohne Verzug zu beginnen und ist mit grösster Beschleunigung durchzuführen.

Beide Teile verpflichten sich, die Heimbeförderung auf allen zur Verfügung stehenden Wegen beschleunigt vorzunehmen und die dafür erforderlichen Beförderungsmittel zu stellen.

Der Austausch erfolgt Transport um Transport. Jeder der beiden vertragschliessenden Teile verpflichtet sich, sobald der andere ihm Nachricht von dem Abgang eines Transportes gibt, seinerseits bis zur Durchführung der von ihm zu bewirkenden Heimschaffung einen Transport bereitzustellen.

Artikel 2.

Jeder der beiden Teile verpflichtet sich :

1. — allen in seiner Gewalt befindlichen Kriegsgefangenen und Zivilinternierten des anderen Teiles, sowie den Staatsangehörigen des anderen Teiles, die aus der Kriegs- oder Zivilgefangenschaft beurlaubt oder entlassen sind, bis zur Uebergabe an den Heimatstaat oder dessen Beauftragten ausreichenden Unterhalt oder die Möglichkeit entsprechenden Verdienstes zu gewähren ;

2. — die Personen, denen nach Artikel 1 das Recht auf Heimbeförderung zusteht, hiervon unverzüglich durch amtliche Bekanntmachung in Kenntnis zu setzen.

¹ Voir la note page 60.

¹ See note page 60.

Artikel 3.

Als russische Kriegsgefangene im Sinne dieses Abkommens gelten alle Russen oder ehemals russische Reichsangehörige, die im Kampfe für das ehemalige Russische Reich oder für die Russische Sowjetrepublik oder im Kampfe gegen die Russische Sowjetrepublik in deutsche Gewalt gekommen sind.

Artikel 4.

Als deutsche Kriegsgefangene im Sinne dieses Abkommens gelten alle Deutschen oder ehemals deutsche Reichsangehörige, die im Kampfe für das Deutsche Reich oder im Kampfe gegen die Russische Sowjetrepublik in russische Gewalt gekommen sind.

ANMERKUNG ZU ARTIKEL 3 UND 4.

Die beiderseitigen Geiseln gelten als Kriegsgefangene im Sinne dieses Abkommens und sind sofort in die Heimat zu entlassen.

Artikel 5.

Die Heimbeförderung darf nicht dadurch verzögert werden, dass der dazu Berechtigte sich in einem Dienstverhältnisse befindet oder sonstige privatrechtliche Verbindlichkeiten auf dem Gebiete des andern vertragschliessenden Teiles noch zu erfüllen hat. Ersatzforderungen aus derartigen Verpflichtungen können von keiner Seite gestellt werden.

Artikel 6.

Eine Zurückhaltung auf Grund von Untersuchungen oder Verurteilungen wegen Verstöße gegen die Disziplin und wegen politischer Verbrechen und Vergehen, insbesondere auch wegen Spionage, findet nicht statt. Dagegen dürfen Personen, bei denen die Voraussetzung für die Heimbeförderung vorliegt, auf Grund von Untersuchungen und Verurteilungen wegen gemeiner Verbrechen bis zur vollendeten Strafverbüßung oder bis zu einer anderweitigen Verständigung zwischen den beiden Teilen zurückgehalten werden.

Artikel 7.

Jeder der beiden Teile gewährt volle Straffreiheit denjenigen Heimgeschafften, die durch politische Tätigkeit oder mit der Waffe die Verfassung ihres Heimatstaats bekämpft haben.

Artikel 8.

Bis zur Durchführung dieses Abkommens ist jeder der beiden Teile berechtigt auf dem Gebiete des anderen Teiles eine Fürsorgestelle zur Vorbereitung der Heimbeförderung und zur Gewährung materieller Hilfe an die nach seinem Gebiete Heimkehrenden zu unterhalten. Der Umfang und die Befugnisse solcher Fürsorgestellen werden durch besondere Vereinbarungen geregelt.

Artikel 9.

Beide Teile übertragen die Führung der Verhandlungen mit den Staaten, die für den Durchtransport in Frage kommen, dem Internationalen Roten Kreuz in Genf, das gleichzeitig die Leitung

und die Sicherung der Transporte durch diese Gebiete übernimmt. Ueber die Art der Verrechnung der daraus entstehenden Kosten wird von jedem der vertragschliessenden Teile ein besonderes Abkommen mit dem Internationalen Roten Kreuz getroffen.

Artikel 10.

Die Verrechnung aller durch die Ausführung dieses Abkommens entstehenden Kosten sowie die Erledigung aller Fragen, die das Eigentum der Heimkehrenden, die Nachlässe von Verstorbenen, den Austausch der Totenlisten, die Mitteilung über Grabstätten und ähnliches betreffen, sind durch eine besondere Vereinbarung zu regeln.

Artikel 11.

Dieses Abkommen tritt in Kraft, sobald es von den beiden Regierungen genehmigt ist.

Zu Urkund dessen haben die beiderseitigen Bevollmächtigten das gegenwärtige Abkommen unterzeichnet und ihre Siegel begedrückt.

Ausgefertigt in doppelter Urschrift in Berlin am 19. April 1920.

STÜCKLEN, }
V. KOPP.

¹ TRADUCTIONS. — TRANSLATIONS.

No. 48. — ²ARRANGEMENT CONCLU ENTRE L'ALLEMAGNE ET LA RÉPUBLIQUE RUSSE SOCIALISTE ET FÉDÉRALE DES SOVIETS, RELATIF AU RAPATRIEMENT RÉCIPROQUE DES PRISONNIERS DE GUERRE ET DES INTERNÉS CIVILS, SIGNÉ A BERLIN LE 19 AVRIL 1920.

No. 48. — ²AGREEMENT BETWEEN GERMANY AND THE RUSSIAN SOCIALIST FEDERAL SOVIET REPUBLIC WITH REGARD TO THE MUTUAL REPATRIATION OF PRISONERS OF WAR AND INTERNED CIVILIANS, SIGNED AT BERLIN, APRIL 19, 1920.

Le Gouvernement Allemand, représenté par M. Daniel STÜCKLEN, Commissaire du Reich pour les Prisonniers de guerre et Civils, Membre de l'Assemblée Nationale Allemande, et

The German Government, represented by Herr Daniel STÜCKLEN, State Commissioner for Prisoners of War and Civilian Prisoners, Member of the German National Assembly,

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

² L'échange de ratifications et l'entrée en vigueur de cet arrangement ont eu lieu aux termes de l'Article 11, le 21 mai 1920.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

² The exchange of ratifications and the coming into force of this agreement took place, in accordance with Art. 11, on May 31, 1920.

le Gouvernement de la République des Soviets, représenté par M. Victor KOPP, après échange des pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, ont convenu ce qui suit :

and the Government of the Russian Soviet Republic represented by Herr Victor KOPP, after exchanging their full powers, which were found to be in good and due form, agreed on the following :

Article 1.

Les Prisonniers de Guerre et les Internés Civils des deux pays devront être rapatriés chaque fois qu'ils en exprimeront le désir. Le rapatriement commencera sans délai et sera poursuivi avec la plus grande rapidité.

Les deux parties s'engagent à faire les préparatifs nécessaires et à procéder au rapatriement par tous les moyens dont elles disposeront.

L'échange sera effectué convoi par convoi. Chacune des parties contractantes s'engage à prendre toutes les dispositions nécessaires dès qu'elle aura été avisée du départ d'un convoi, pour procéder au rapatriement d'un convoi, de son côté.

Article 1.

Prisoners of war and interned civilians of both sides are to be repatriated in all cases where they themselves desire it. The repatriation shall begin without delay, and shall be carried out with the utmost despatch.

Both parties undertake to proceed rapidly with the repatriation by all the means at their disposal, and to make the necessary arrangements therefore.

The exchange shall be carried out convoy for convoy. Each of the two contracting parties undertakes, as soon as the other party gives notice of the despatch of a convoy, to make all preparations to repatriate a convoy from its own side.

Article 2.

Chacune des deux parties s'engage à exécuter ce qui suit :

1^o Tous les Prisonniers de Guerre, ou les Internés Civils détenus par l'autre partie, qui auront été relâchés par les autorités militaires et civiles, provisoirement ou définitivement, devront être assurés de la subsistance nécessaire ou de facilités pour la gagner, jusqu'à ce qu'ils soient remis à leur pays respectif ou à ses représentants.

2^o Les personnes auxquelles, d'après l'Article 1^{er}, s'applique le droit de rapatriement, recevront sans retard notification officielle de l'information qui précède.

Article 2.

Each of the two parties undertakes the following :

(1) All prisoners of war and interned civilians of the other party who are in their hands, and also such nationals of the other party as may have been granted furlough or released from military or civil detention, shall be granted adequate subsistence or facilities for earning the same till they are handed over to their own country or its representatives.

(2) That it will forthwith officially notify any persons who are entitled to repatriation under the terms of Article 1 of this agreement.

Article 3.

Seront compris comme Prisonniers de Guerre Russes suivant le sens de cet accord tous les Russes, ou anciens sujets russes, tombés au pouvoir de l'Empire Allemand, soit en combattant pour l'Ex-Empire de Russie, pour la République Russe Socialiste et Fédérale des Soviets ou contre celle-ci.

Article 3.

" Russian Prisoners of War " within the meaning of this Agreement shall be held to include all Russians or former Russian subjects who have come into German hands, whether fighting for the former Russian Empire or for the Russian Soviet Republic, or against the Russian Soviet Republic.

Article 4.

Seront compris comme Prisonniers de Guerre Allemands, suivant le sens de cet accord, tous les Allemands ou ex-sujets de l'Empire Allemand tombés au pouvoir des Russes en combattant soit pour l'Empire Allemand, soit contre la République Fédérative Russe des Soviets.

NOTE CONCERNANT LES ARTICLES 3 ET 4.

Les otages des deux parties seront considérés comme Prisonniers de Guerre, suivant le sens de cet accord, et immédiatement rapatriés.

Article 5.

Le rapatriement ne pourra être retardé par le fait que l'individu désigné aura accepté un emploi ou devra remplir quelque engagement ou obligation de droit privé sur le territoire de l'autre partie contractante. Des compensations pour engagements de cette nature ne pourront être réclamées par aucune des parties.

Article 6.

Personne ne pourra être retenu en vue d'une enquête ayant pour objet une infraction à la discipline, un crime ou un délit politique, et spécialement un délit d'espionnage. Mais, par contre, les personnes susceptibles d'être rapatriées pourront être retenues si elles sont en instance de jugement ou condamnées pour crimes de droit commun, jusqu'à expiration de leur peine ou jusqu'à ce qu'une entente intervienne entre les parties contractantes.

Article 7.

Chacune des parties contractantes garantira l'immunité de toutes les personnes rapatriées qui auraient agi contre la Constitution de leur patrie, soit par les armes, soit par toute forme d'activité politique.

Article 8.

Jusqu'à l'exécution de cet arrangement chacune des parties contractantes sera autorisée

Article 4.

" German Prisoners of War " within the meaning of this Agreement shall be held to include all Germans or former subjects of the German Reich who have come into Russian hands fighting for the German Reich or against the Russian Soviet Republic.

NOTE TO ARTICLES 3 AND 4.

Hostages on both sides shall be regarded as Prisoners of War within the meaning of this Agreement, and immediately repatriated.

Article 5.

Repatriation shall not be delayed by the fact that the individual entitled to it has accepted employment or has to fulfil some other legal engagement in the territory of the other contracting party. Compensation for engagements of this nature cannot be provided by either side.

Article 6.

No one shall be detained for the purpose of enquiry into or by reason of having been sentenced for any infraction of discipline or any political crimes and offences, in particular espionage. On the other hand persons presumably entitled to repatriation may be detained for trial and punishment for ordinary crimes until they have undergone all punishment to which they may be liable or until some further agreement shall have been entered into by the contracting parties.

Article 7.

Each of the two contracting parties guarantees indemnity from punishment to those repatriated persons who may have taken action against the constitution of their state either by political agitation or by arms.

Article 8.

Until the carrying out of this Agreement each of the two parties shall be entitled to

à maintenir sur le territoire de l'autre partie un centre de secours destiné à préparer le rapatriement, et à garantir l'assistance matérielle de ses ressortissants à rapatrier. L'étendue des attributions de ces centres de secours sera réglée par des accords spéciaux.

Article 9.

Les deux parties confieront à la Croix-Rouge de Genève la conduite des négociations avec les Etats que les convois devront traverser. Cette institution sera également responsable de l'organisation et de la sauvegarde des convois pendant leur passage à travers le territoire de ces Etats. Chaque partie conclura un accord spécial avec la Croix-Rouge Internationale, relatif aux dépenses qui en résulteront.

Article 10.

Le calcul des frais occasionnés par l'exécution de cet Accord et le règlement de toutes les questions concernant la propriété privée des personnes rapatriées, la succession des décédés, l'échange des listes de ces derniers, l'indication du lieu de leur inhumation et toutes autres de même nature, seront réglés par un accord spécial.

Article 11.

Cet arrangement entrera en vigueur dès qu'il sera ratifié par les deux Gouvernements.

En foi de quoi les Plénipotentiaires des deux Parties ont signé le présent arrangement et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double expédition à Berlin, le 19 avril 1920.

maintain in the territory of the other a welfare-centre for the purpose of preparing for repatriation and granting material assistance to those of its nationals who are returning. The extent of the duties of such welfare-centre shall be regulated by special agreements.

Article 9.

Both parties entrust the conduct of negotiations with such states as may be concerned in the passage of convoys to the International Red Cross at Geneva, which body shall also be responsible for the management and safety of the convoys during their passage through the territory of such states. Each of the contracting parties shall conclude a special agreement with the International Red Cross with regard to the expenses arising out of these proceedings.

Article 10.

The calculation of all expenses arising from the carrying out of this Agreement and the settlement of all questions concerning the property of persons repatriated, the estates of those deceased, the exchange of lists of such persons, the notification of their place of burial and similar matters, shall be settled by a special agreement.

Article 11.

This Agreement shall come into force as soon as it shall have been ratified by both Governments.

In testimony whereof the plenipotentiaries of the two parties have hereto set their hand and seal.

Done in duplicate at Berlin, April 19, 1920.

STÜCKLEN.
V. KOPP

No. 49.

ALLEMAGNE ET LATVIE

Arrangement conclu entre l'Allemagne et la Latvie concernant l'échange de leurs prisonniers respectifs, signé à Berlin le 20 avril 1920

GERMANY AND LATVIA

Agreement between Germany and Latvia concerning the exchange of their respective prisoners, signed at Berlin on April 20, 1920.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

No. 49. — ABKOMMEN ZWISCHEN DEM DEUTSCHEN REICHE UND DER LETTLÄNDISCHEN REPUBLIK UEBER DEN GEGENSEITIGEN GEFANGENENAUSTAUSCH, UNTERZEICHNET IN BERLIN DEN 20. APRIL 1920.

Texte officiel allemand communiqué par l'Ambassadeur d'Allemagne à Londres¹. L'enregistrement de l'arrangement sus-mentionné a eu lieu le 22 octobre 1920.

German official text forwarded by the German Ambassador in London¹. The registration of the above-mentioned agreement took place on October 22, 1920.

DIE DEUTSCHE REICHSREGIERUNG,

vertreten durch den Reichskommissar für Kriegs- und Zivilgefangene, Mitglied der Deutschen Nationalversammlung, Herrn Daniel STÜCKLEN,

und

DIE REGIERUNG DER LETTLÄNDISCHEN REPUBLIK,

vertreten durch :

1. — Herrn Dr. med. Jahnis JANKOWSKIS, Vorsitzender des Lettländischen Roten Kreuzes,
2. — Herrn Hermann ALBAT, Juriskonsult des Lettländischen Ministeriums für Auswärtige Angelegenheiten,
3. — Frau Austra OSOLIN-KRAUSE, Legationsrat der Lettländischen Gesandtschaft in Berlin,
4. — Herrn Baron Eduard ROSENBERG, Mitglied der Lettländischen Rotkreuz-Kommission,

sind nach gegenseitiger Mitteilung ihrer in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten über nachstehende Bestimmung übereingekommen :

Artikel 1.

Die beiderseitigen Kriegs- und Zivilgefangenen sind, soweit sie dies wünschen, heimzubefördern. Die Heimschaffung hat sofort zu beginnen und ist mit grösster Beschleunigung durchzuführen.

Artikel 2.

Das Abkommen betreffs Heimschaffung der deutschen Kriegs- und Zivilgefangenen erstreckt sich auf alle Personen, die die deutsche Reichsangehörigkeit besitzen und nach Deutschland heimzukehren wünschen. Dazu gehören :

¹ Voir la note, page 60.

¹ See note page 60.

1. — Reichsdeutsche, die während irgendwelcher kriegerischer Handlungen in lettländische Gefangenschaft geraten sind,
2. — deutsche Kriegsgefangene, die in russischer Gefangenschaft waren und auf der Heimreise nach Lettland geraten sind,
3. — reichsdeutsche Zivilpersonen, die in Lettland ansässig waren und nach Deutschland zurückzukehren wünschen.

Artikel 3.

In gleicher Weise erstreckt sich dieses Abkommen auf die Heimbeförderung der lettländischen Kriegs- und Zivilgefangenen, die aus Deutschland nach Lettland heimzukehren wünschen.

Zu den lettländischen Kriegsgefangenen werden gerechnet die Angehörigen der früheren russischen Armee, die lettländischer Nationalität sind oder auf Grund der bestehenden Gesetze ein Anrecht auf die lettländische Staatsangehörigkeit haben und während des Weltkrieges und bei späteren kriegerischen Handlungen in deutsche Gefangenschaft geraten sind.

Artikel 4.

Zivilpersonen und Flüchtlinge, die nach den bestehenden Gesetzen ein Anrecht auf die lettländische Staatsangehörigkeit haben und augenblicklich innerhalb der Grenzen Deutschlands wohnen, haben das Recht, nach Lettland zurückzukehren, wobei jedoch in jedem einzelnen Falle die Einwilligung der Lettländischen Regierung durch den Gesuchsteller einzuholen ist.

Artikel 5.

Der Abtransport erfolgt vorzugsweise auf dem Seeweg von Stettin nach Riga und umgekehrt. Die Zuleitung der abzutransportierenden Personen zu den Häfen erfolgt durch den jeweiligen Nehmestaat.

Der Nehmestaat versorgt die heimkehrenden Gefangenen mit Verpflegung bis zum Hafentort ihres Heimatstaats.

Artikel 6.

Die vertragschliessenden Teile verpflichten sich, in ihren Ländern den Abschluss dieses Abkommens bekanntzugeben und die daran interessierten Personen aufzufordern sich zum Abtransporte zu melden.

Artikel 7.

Die vertragschliessenden Teile werden besondere Bevollmächtigte entsenden, welche im Einvernehmen mit der Regierung des anderen Staates sowie nach Möglichkeit unter Hinzuziehung eines Vertreters des Internationalen Roten Kreuzes alle Fragen über die Durchführung des Abtransportes regeln und die entsprechenden Massnahmen treffen werden.

Artikel 8.

Eine Zurückhaltung der Kriegs- und Zivilgefangenen auf Grund von Untersuchungen wegen Verstössen gegen die Disziplin und wegen politischer Verbrechen oder Vergehen findet nicht statt, dagegen dürfen Personen, bei denen die Voraussetzung für die Heimkehr vorliegt, auf Grund von Untersuchungen und Verurteilungen wegen gemeiner Verbrechen bis zur vollendeten Strafverbüssung oder bis zu einer anderweitigen Verständigung zwischen den beiden Teilen zurückgehalten werden.

Artikel 9.

Die Verrechnung aller durch die Ausführung dieses Abkommens entstehenden Kosten, sowie die Erledigung aller Fragen, die den Abtransport, das Eigentum der Heimkehrenden, den Nachlass der Verstorbenen, den Austausch der Totenlisten, die Mitteilung über Grabstätten und ähnliches betreffen, sind durch besondere Vereinbarungen zu regeln.

Artikel 10.

Dieses Abkommen tritt in Kraft, sobald es von den beiden Regierungen ratifiziert ist.

Zu Urkund dessen haben die beiderseitigen Bevollmächtigten das gegenwärtige Abkommen unterzeichnet und ihre Siegel beigedrückt.

Ausgefertigt in doppelter Urschrift in Berlin am 20. April 1920.

STÜCKLEN.

Dr. Med. JANKOWSKIS.

H. ALBAT.

AUSTRA OSOLIN-KRAUSE.

ED. BARON ROSENBERG. ?

¹TRADUCTIONS. — TRANSLATIONS.

No. 49. — ² ARRANGEMENT CONCLU ENTRE L'ALLEMAGNE ET LA LATVIE, CONCERNANT L'ÉCHANGE DE LEURS PRISONNIERS RESPECTIFS, SIGNÉ A BERLIN LE 20 AVRIL 1920.

No. 49. — ² AGREEMENT BETWEEN GERMANY AND LATVIA CONCERNING THE EXCHANGE OF THEIR RESPECTIVE PRISONERS, SIGNED AT BERLIN, APRIL 20, 1920.

Le Gouvernement Allemand, représenté par M. Daniel STÜCKLEN, Commissaire du Reich pour les Prisonniers Militaires et Civils, Membre de l'Assemblée Nationale Allemande, et

The Government of the German Reich represented by : Herr Daniel STÜCKLEN, State Commissioner for Military and Civil Prisoners, Member of the German National Assembly, and

le Gouvernement de la République Latvienne, représenté par :

The Government of the Latvian Republic represented by :

1^o Dr. Jahnis JANKOWSKIS, Président de la Croix-Rouge Latvienne,

(1) Dr. Med. Jahnis JANKOWSKIS, President of the Latvian Red Cross,

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

² L'échange de ratifications et l'entrée en vigueur de cet arrangement a eu lieu, aux termes de l'Article 10, le 31 mai 1920.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

² The exchange of ratifications and the coming into force of this agreement took place, in accordance with Article 10, on May 31, 1920.

2° M. Hermann ALBAT, Jurisconsulte attaché au Ministère Latvien des Affaires Etrangères,

3° M^{me} Austra OSOLIN-KRAUSE, Conseiller de la Légation Latvienne à Berlin,

4° Baron Edouard ROSENBERG, Membre de la Commission de la Croix-Rouge Latvienne,

lesquels, après échange de leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, ont convenu des stipulations suivantes :

Article 1.

Les Prisonniers Militaires et Civils des deux Parties seront rapatriés s'ils en expriment le désir. Le rapatriement commencera immédiatement et sera exécuté en toute diligence.

Article 2.

L'arrangement relatif au rapatriement des prisonniers de guerre et civils de nationalité allemande s'étend à tout ressortissant du « Reich » désirant retourner en Allemagne, soit :

1° Les sujets allemands se trouvant prisonniers en Latvie, à la suite d'entreprises militaires quelconques.

2° Les prisonniers de guerre allemands faits prisonniers en Russie et ayant atteint la Latvie en retournant dans leur pays.

3° Les civils de nationalité allemande résidant précédemment en Latvie et désireux de retourner en Allemagne.

Article 3.

Cet Arrangement pourvoit également au rapatriement des prisonniers de guerre et civils désirant quitter l'Allemagne pour retourner en Latvie.

Seront compris parmi les prisonniers de guerre Latviens, les membres de l'ancienne armée russe, de nationalité latvienne, ou pouvant revendiquer la nationalité latvienne suivant les lois en vigueur, et qui auraient été internés en Allemagne pendant la guerre mondiale ou pendant les opérations militaires subséquentes.

(2) M. Hermann ALBAT, Legal expert of the Latvian Ministry for Foreign Affairs,

(3) Madame Austra OSOLIN-KRAUSE, Councillor of the Latvian Legation in Berlin,

(4) Baron Eduard ROSENBERG, Member of the Latvian Red Cross Commission,

after exchange of their full powers which were found to be in good and due form, agreed to the following conditions :

Article 1.

Military and civil prisoners on both sides are to be repatriated in all cases where they so desire. The repatriation shall begin immediately and be carried out with the utmost speed.

Article 2.

The Agreement with regard to repatriation of German military and civilian prisoners includes all persons of German nationality who are desirous of returning to Germany. This comprises :

(1) German subjects who have been interned in Latvia as the result of military activities of any kind whatsoever.

(2) German prisoners of war who were imprisoned in Russia and who had reached Latvia on their way home.

(3) Civilians of German nationality formerly resident in Latvia and now desirous of returning to Germany.

Article 3.

This Agreement likewise provides for the repatriation of those Latvian military and civilian prisoners who desire to return from Germany to Latvia.

Among Latvian military prisoners there shall be included members of the former Russian Army who are of Latvian nationality, or are entitled under the existing laws to Latvian citizenship, and who have been interned in Germany during the world-war or during subsequent military operations.

Article 4.

Les civils et les réfugiés déclarés de nationalité latvienne, d'après les lois existantes, et vivant actuellement sur territoire allemand, auront le droit de retourner en Latvie. Toutefois, dans chaque cas individuel l'autorisation du Gouvernement Latvien devra être obtenue par la personne désirant retourner en Latvie.

Article 5.

Le transport sera effectué de préférence par mer, de Stettin à Riga, et vice versa. Dans chaque cas, il appartiendra à l'Etat détenteur de pourvoir aux moyens de transport jusqu'aux ports d'embarquement des prisonniers qu'il détient.

L'Etat détenteur pourvoira, au cours du rapatriement, et jusqu'au port de débarquement, à la nourriture des prisonniers.

Article 6.

Les parties contractantes rendront publique la conclusion de cet Arrangement, dans leurs pays respectifs, et demanderont aux personnes intéressées de se présenter elles-mêmes pour être transportées.

Article 7.

Les Parties contractantes enverront des Plénipotentiaires spéciaux qui, de concert avec le Gouvernement de chaque Etat, et s'il est possible sous la direction d'un représentant de la Croix-Rouge Internationale, régleront les questions soulevées par le transport des prisonniers et prendront toutes les mesures utiles à cet effet.

Article 8.

Nul prisonnier de guerre ou civil ne pourra être retenu pour raison d'enquête au sujet d'infractions à la discipline ou de crimes et offensés politiques. Par contre, pourront être retenues les personnes désignées pour le rapatriement qui tomberont sous le coup d'enquête ou de condamnation pour des délits non politiques jusqu'à expiration de la peine, ou jusqu'à ce qu'une entente soit intervenue entre les parties contractantes.

Article 4.

Civilians and refugees, who are entitled to Latvian nationality under the existing laws, and are at present living in German territory, shall have the right to return to Latvia, but in every individual case the permission of the Latvian Government must be obtained by the person desirous of returning.

Article 5.

Transportation shall be provided, preferably by sea, from Stettin to Riga and vice-versa. In each case, the State whose prisoners they are, shall provide means of transport to the Ports for the persons to be repatriated.

The States whose prisoners they are shall provide for the feeding of the prisoners in course of repatriation until they reach a port in their own country.

Article 6.

The contracting parties undertake to make known the conclusion of this Agreement in their respective countries and to notify the persons concerned to present themselves for repatriation.

Article 7.

The contracting parties shall depute special plenipotentiaries who, acting in concert with the Government of the other State, and if possible under direction of a representative of the International Red Cross, shall settle all questions arising out of the transportation and take such measures as may be necessary.

Article 8.

No military or civilian prisoner shall be detained on account of investigations with regard to infractions of discipline or for political crimes or offences; on the other hand, persons entitled to repatriation may be detained on account of investigation into, or condemnation for, ordinary misdemeanours, until they shall have completed any punishment to which they may have been sentenced, or until some further understanding shall have been arrived at between the contracting parties.

Article 9.

Le calcul des frais occasionnés par l'exécution de cet Arrangement, ainsi que le règlement de toutes questions concernant le transport, la propriété privée des rapatriés, et les successions des personnes décédées, l'échange des listes de ces derniers, l'indication du lieu de leur inhumation et toutes autres de même nature, seront réglées par cet Arrangement.

Article 10.

Cet Arrangement entrera en vigueur dès sa ratification par les deux Gouvernements.

En foi de quoi les Plénipotentiaires des deux parties contractantes ont signé le présent Arrangement et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en double expédition, à BERLIN, le 20 avril 1920.

STÜCKLEN.

Article 9.

The calculation of all expenses arising from the carrying out of this Agreement and also the settlement of all questions concerning transportation, property of those repatriated, the estates of those deceased, the exchange of lists of such persons, the notification of their place of burial, and similar matters shall be settled by special Agreement.

Article 10.

This Agreement shall come into force as soon as it shall have been ratified by both Governments.

In testimony whereof the Plenipotentiaries of the two parties have signed the present Agreement and have affixed thereto their seal.

Done in duplicate in Berlin on April 20th, 1920.

Dr. Med. JANKOWSKIS.
H. ALBAT.
AUSTRA OSOLIN-KRAUSE.
ED. Baron ROSENBERG.

No. 50.

ALLEMAGNE ET HONGRIE

Arrangement conclu entre l'Allemagne et la Hongrie relatif au passage de leurs prisonniers de guerre respectifs, signé à Berlin le 8 mai 1920.

GERMANY AND HUNGARY

Agreement between Germany and Hungary with regard to the through transport of their respective prisoners of War, signed at Berlin on May 8, 1920.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

No. 50. — ABKOMMEN ZWISCHEN DEM DEUTSCHEN REICH UND DER KÖNIGLICH UNGARISCHEN REGIERUNG UEBER DEN DURCHTRANSPORT DER BEIDERSEITIGEN KRIEGSGEFANGENEN, UNTERZEICHNET IN BERLIN, DEN 8. MAI 1920.

Texte officiel allemand communiqué par l'Ambassadeur d'Allemagne à Londres¹. L'enregistrement de l'arrangement sus-mentionné a eu lieu le 22 octobre 1920.

German official text forwarded by the German Ambassador in London¹. The registration of the above-mentioned agreement took place on October 22, 1920.

DIE DEUTSCHE REICHSREGIERUNG,

vertreten durch den Reichskommissar für Kriegs- und Zivilgefangene, Mitglied der Deutschen Nationalversammlung, Herrn Daniel STÜCKLEN

und

die KÖNIGLICH UNGARISCHE REGIERUNG,

vertreten durch Herrn Dr. Michael JUNGERTH, Sectionsrat im Königlich Ungarischen Ministerium des Aeussern, sind über nachstehende Bestimmungen uebereingekommen :

Unter der Voraussetzung, dass die russische Sowjetregierung dem Abtransport der ungarischen Kriegsgefangenen aus Russland zustimmt, haben die deutsche Reichsregierung und die Königlich Ungarische Regierung folgendes Abkommen geschlossen :

Artikel 1.

Die Deutsche Regierung ist, soweit es den Abtransport der deutschen Gefangenen nicht beeinträchtigt, bereit, bei der Uebernahme deutscher Kriegsgefangener von Russland auch ungarische Gefangene zu übernehmen und diese auf Kosten der Königlich Ungarischen Regierung über das deutsche Reichsgebiet nach Passau a/D. oder in eine nach Massgabe der Verkehrsverhältnisse später zu bestimmende andere Austrittsstation zu befördern ; vereinzelte ungarische Heimkehrer, die Deutschland betreten, werden nach obigen Grundsätzen behandelt.

Artikel 2.

Die Verpflegung der ungarischen Heimkehrer während des Durchtransportes durch Deutschland erfolgt durch das Internationale Rote Kreuz.

Artikel 3.

Die Königlich Ungarische Regierung verpflichtet sich, sämtliche Auslagen, die infolge des Transportes und der Verpflegung ungarischer Heimkehrer entstehen, im Verrechnungswege dem Internationalen Roten Kreuz zu vergüten. Die Transporttarife werden in derselben Höhe berechnet, wie bei den deutschen Heimkehrern.

¹ Voir la note page 60.

¹ See note page 60.

Artikel 4.

Zur Sicherstellung der Auslagen der deutschen Regierung hinterlegt die Königlich Ungarische Regierung bei dem Bankhaus MENDELSSOHN & CO. für das Genfer Bankhaus PICTET & Co. einen Betrag zur Verfügung des Internationalen Roten Kreuzes.

Artikel 5.

Für die Bekleidung der von der deutschen Regierung übernommenen ungarischen Heimkehrer hat die Königlich Ungarische Regierung zu sorgen.

Artikel 6.

Die Königlich Ungarische Regierung erklärt sich bereit, sämtliche deutsche Heimkehrer, die das ungarische Gebiet betreten, gegen Verrechnung an eine von Deutschland bezeichnete Grenzstation zu befördern und auf dem Gebiete Ungarns zu verpflegen.

Artikel 7.

Für die Bekleidung deutscher Heimkehrer in Ungarn hat die deutsche Regierung zu sorgen.

Artikel 8.

Dieses Abkommen tritt in Kraft, sobald es von den beiden Regierungen genehmigt ist.

BERLIN, den 8. Mai 1920.

(Gez.) STÜCKLEN.

(Gez.) Dr. JUNGERTH.

¹ TRADUCTIONS. — TRANSLATIONS.

No. 50. — ARRANGEMENT CONCLU
ENTRE L'ALLEMAGNE ET LA
HONGRIE RELATIF AU PAS-
SAGE DE LEURS PRISONNIERS
DE GUERRE RESPECTIFS, SI-
GNÉ A BERLIN LE 8 MAI 1920.

No. 50. — AGREEMENT BETWEEN
GERMANY AND HUNGARY,
WITH REGARD TO THE
THROUGH TRANSPORT OF
THEIR RESPECTIVE PRISO-
NERS OF WAR, SIGNED AT
BERLIN ON MAY 8, 1920.

Le Gouvernement Allemand représenté par le Commissaire du Reich pour les prisonniers de guerre et civils, membre de l'Assemblée nationale allemande : M. Daniel STÜCKLEN,

The German Government represented by the Commissioner for Prisoners of War and Civilian Prisoners, Herr Daniel STÜCKLEN, Member of the German National Assembly,

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

et le Gouvernement Royal Hongrois, représenté par M. le Dr Michael JUNGERTH, Chef de Section au Ministère Royal des Affaires Étrangères Hongrois,

ont convenu des dispositions suivantes :

Sous condition d'agrément par le Gouvernement Russe des Soviets au transport des prisonniers de guerre hongrois hors de Russie, le Gouvernement Allemand et le Gouvernement Royal Hongrois ont conclu la présente convention.

Article 1.

Le Gouvernement Allemand est disposé, pour autant que le transport des prisonniers allemands n'en sera pas affecté, à prendre livraison des prisonniers hongrois en même temps que des prisonniers de guerre allemands de Russie. Il les dirigera aux frais du Gouvernement Royal Hongrois, à travers le territoire allemand, sur Passau (sur le Danube), ou une autre place de sortie à déterminer ultérieurement, suivant les conditions du trafic. Les isolés hongrois qui traverseront l'Allemagne seront traités conformément au même principe.

Article 2.

L'entretien des rapatriés hongrois, pendant la traversée par l'Allemagne, sera confié aux soins de la Croix-Rouge Internationale.

Article 3.

Le Gouvernement Royal Hongrois s'engage à verser au crédit du compte de la Croix-Rouge Internationale, tous les frais entraînés par le transport et l'entretien des rapatriés hongrois. Ces frais de transport seront calculés au même taux que ceux des rapatriés allemands.

Article 4.

En garantie des frais du Gouvernement Allemand, le Gouvernement Royal Hongrois déposera à la Banque MENDELSSOHN & C^{ie}, pour la Banque Genevoise PICTET & C^{ie}, une somme mise à la disposition de la Croix-Rouge Internationale.

and the Royal Hungarian Government, represented by Herr Dr. Michael JUNGERTH, Head of Department in the Royal Hungarian Ministry for Foreign Affairs,

Have agreed on the following terms :

On condition that the Russian Soviet Government agrees to evacuate Hungarian Prisoners of War from Russia, the Government of the German Reich and the Royal Hungarian Government have concluded the following Convention :

Article 1.

In so far as the evacuation of German Prisoners of War is not thereby prejudiced, the German Government is prepared to take over from Russia Hungarian as well as German Prisoners of War, and to transport them, at the expense of the Royal Hungarian Government, across the territory of the German Reich to Passau on the Danube or to such other Despatching Station as may be later determined according as traffic conditions may permit ; individual Hungarian prisoners of war who are returning home shall be dealt with according to the above terms.

Article 2.

The International Red Cross shall take care of the returning Hungarian prisoners during their period of transportation through Germany.

Article 3.

The Royal Hungarian Government undertakes to refund to the account of the International Red Cross all disbursements arising from the transport and maintenance of returning Hungarian Prisoners. The Transport-rates shall be reckoned on the same scale as for German prisoners.

Article 4.

To guarantee the expenditure incurred by the German Government, the Royal Hungarian Government is placing a sum at the disposal of the International Red Cross with the Bank of MENDELSSOHN & Co., for the Geneva Bank of PICTET & Co.

Article 5.

Le gouvernement Royal Hongrois prend à sa charge l'habillement de tous les rapatriés hongrois livrés au Gouvernement Allemand.

Article 6.

Le Gouvernement Royal Hongrois s'engage à livrer à une station frontière désignée par l'Allemagne, contre remboursement, tous les rapatriés allemands passant sur territoire hongrois, et à veiller à leur entretien pendant leur assage.

Article 7.

Le Gouvernement Allemand prend à sa charge l'habillement des rapatriés allemands en Hongrie.

Article 8.

Cette convention entrera en vigueur dès sa ratification par les deux Gouvernements.

BERLIN, le 8 mai 1920.

(Signé) DANIEL STÜCKLEN. (Signed)
(Signé) Dr MICHAEL JUNGERTH. (Signed)

Article 5.

The Royal Hungarian Government shall provide for the clothing of the returning Hungarian Prisoners taken over from the German Government.

Article 6.

The Royal Hungarian Government declares itself prepared, in consideration of payment, to transport all returning German prisoners who enter Hungarian Territory to a frontier station indicated by Germany, and to maintain them while in Hungarian territory.

Article 7.

The German Government shall provide for the clothing of returning German prisoners in Hungary.

Article 8.

This Agreement shall come into force immediately on ratification by both parties.

BERLIN, May 8, 1920.

No. 51.

**ALLEMAGNE
ET GOUVERNEMENT DES
SOVIETS DE RUSSIE**

Dispositions concernant l'exécution de l'arrangement conclu entre l'Allemagne et la République Socialiste Fédérale des Soviets de Russie, relatif au rapatriement réciproque des prisonniers de guerre et des internés civils, signées à Berlin le 7 juillet 1920.

**GERMANY AND SOVIET
GOVERNMENT OF RUSSIA**

Arrangements for carrying out the agreement between the German Reich and the Russian socialist federal Soviet Republic with regard to the mutual repatriation of prisoners of war and interned civilians, signed at Berlin on July 7, 1920.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

No. 51. — AUSFÜHRUNGSBESTIMMUNGEN ZU DEM ABKOMMEN ZWISCHEN DEM DEUTSCHEN REICH UND DER RUSSISCHEN SOZIALISTISCHEN FÖDERATIVEN SOWJET-REPUBLIK ÜBER DIE HEIMSCHAFFUNG DER BEIDERSEITIGEN KRIEGSGEFANGENEN UND ZIVILINTERNIERTEN¹. UNTERZEICHNET IN BERLIN DEN 7. JULI 1920.

Texte officiel allemand communiqué par l'Ambassadeur d'Allemagne à Londres². L'enregistrement des dispositions sus-visées a eu lieu le 22 octobre 1920.

German official text forwarded by the German Ambassador in London². The registration of the above mentioned arrangement took place on October 22, 1920.

In Bezug auf den Umfang und die Befugnisse der Fürsorgestellen zur Vorbereitung der Heimförderung und zur Gewährung materieller Hilfe wird Nachfolgendes vereinbart :

§ 1.

Auf Grund des Artikels 8 des Abkommens über den gegenseitigen Gefangenaustausch werden in Moskau eine deutsche und in Berlin eine russische Fürsorgestelle für Kriegs- und Zivilgefangene errichtet.

Diese Fürsorgestellen sind als Interessenvertretungen für Kriegs- und Zivilgefangene im weitesten Sinne anzusehen. Die Behörden und amtlichen Stellen des Landes, in dem sie sich befinden, haben ihnen im Rahmen der gesetzlichen Bestimmungen Beistand zu leisten.

§ 2.

Die beiderseitigen Fürsorgestellen können Unterstellen errichten, wenn es sich für die Durchführung ihrer Aufgabe als notwendig erweist. Die Errichtung der Unterstellen erfolgt nur mit Genehmigung der zuständigen Stelle des Nehmestaates.

§ 3.

Die Fürsorgestellen haben folgende Aufgaben zu erfüllen :

- a) Ausübung der Fürsorgetätigkeit und der allgemeinen Interessenvertretung für Kriegs- und Zivilgefangene ;

¹ Voir arrangement N° 48, page 63 de ce volume.

² Voir la note page 60.

¹ See agreement N° 48, page 63 of this volume,

² See note page 60.

- b) ferner Fürsorge für Invaliden, Greise, Frauen und Kinder,
- c) Mitwirkung bei der Zusammenstellung und bei der Begleitung der Transporte bis an die Grenze des Nehmestaates.

§ 4.

Um die genannten Aufgaben zu erfüllen, sind die Fürsorgestellen berechtigt :

- a) mit den Kriegs- und Zivilgefangenen, insbesondere mit den Lagerkomites, in Verkehr zu treten und zu diesem Zwecke Lager und Arbeitskommandos durch besondere Bevollmächtigte besuchen zu lassen ;
- b) auf Misstände jeglicher Art in den Lagern, Lazaretten, sowie bei den Transporten die zuständigen Stellen des Nehmestaates aufmerksam zu machen.
- c) ein Nachrichtenblatt für die Kriegsgefangenen unter Berücksichtigung der landesgesetzlichen Bestimmungen herauszugeben, das keinen propagandistischen Charakter tragen darf und nur den Zwecken der Gefangenenheimführung, sowie den damit verbundenen Informationen dient. Das seitens der russischen Fürsorgestelle herausgebende Nachrichtenblatt muss in russischer Sprache erscheinen.
- d) den Briefkurierdienst mit den entsprechenden Stellen in der Heimat zu unterhalten.

§ 5.

Die beiderseitigen Fürsorgestellen stehen unter der Leitung von namentlich bezeichneten, von ihrer Regierung ernannten und von der Regierung des anderen Landes amtlich anerkannten Personen. Die verantwortlichen Leiter sind berechtigt, mit ihrer Regierung ungehindert telegraphisch und drahtlos zu verkehren in offener sowie chiffrierter Sprache. Sie sind ferner berechtigt, ein Amtssiegel zu führen. Die mit diesem Siegel versehenen und an die amtlichen Stellen des Heimatstaates gerichteten Sendungen gemäss § 4 dürfen weder zensiert noch geöffnet werden.

§ 6.

Die Einrichtung eines brieflichen Verkehrs zwischen den Kriegsgefangenen und ihren Angehörigen werden sich die beiden vertragschliessenden Teile durch ihre Fürsorgestellen angelegen sein lassen. Vereinbarungen über ein Kriegsgefangenen-Postabkommen sollen mit tunlichster Beschleunigung getroffen werden.

Berlin, den 7. Juli 1920.

(Gez.) STÜCKLEN.

(Siegel.)

(Gez.) V. KOPP.

(Siegel.)

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 51. — DISPOSITIONS CONCERNANT L'EXÉCUTION DE L'ARRANGEMENT CONCLU ENTRE L'ALLEMAGNE ET LA RÉPUBLIQUE RUSSE SOCIALISTE FÉDÉRALE DES SOVIETS, RELATIF AU RAPATRIEMENT RÉCIPROQUE DES PRISONNIERS DE GUERRE ET DES INTERNÉS CIVILS ², SIGNÉES A BERLIN LE 7 JUILLET 1920.

No. 51. — ARRANGEMENTS FOR CARRYING OUT THE AGREEMENT BETWEEN THE GERMAN REICH AND THE RUSSIAN SOCIALIST FEDERAL SOVIET REPUBLIC, WITH REGARD TO THE MUTUAL REPATRIATION OF PRISONERS OF WAR AND INTERNED CIVILIANS, SIGNED AT BERLIN JULY 7, 1920.

En vue de régler l'objet et les attributions des « Centres de secours » destinés à assurer le rapatriement et l'assistance matérielle des prisonniers, les dispositions suivantes ont été prises d'un commun accord.

With regard to the scope and duties of the welfare centres provided for repatriation and material relief, the following arrangements have been made :—

§ 1.

Conformément à l'article 8 de l'arrangement concernant l'échange réciproque des prisonniers il sera établi un centre allemand de secours pour militaires et civils à Moscou et un autre semblable pour les ressortissants russes à Berlin.

Ces « Centres de secours » doivent être considérés comme défenseurs des intérêts des prisonniers de guerre et civils dans le sens le plus large ; les autorités et les institutions sociales du pays dans lequel ils se trouvent leur porteront assistance, dans la mesure où cette assistance sera compatible avec les lois du pays.

§ 2.

Les « Centres de secours » pourront, de part et d'autre, s'ils le jugent nécessaire, pour faci-

§ 1.

In pursuance of Article 8 of the Agreement regarding the mutual Exchange of Prisoners, a German welfare centre shall be established for military and civilian prisoners in Moscow and a similar Russian centre in Berlin.

These welfare centres shall be regarded as representing in the widest sense the interests of military and civilian prisoners. The authorities and official institutions of the country in which they are situated shall render them assistance within the limits of the law.

§ 2.

The welfare centres on both sides may establish sub-centres if this is found necessary

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

² Voir arrangement N^o 48, page 63 de ce volume.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

² See agreement N^o 48, page 63 of this volume.

liter leur tâche, créer des centres auxiliaires. Ces centres auxiliaires ne pourront s'installer qu'avec l'assentiment des autorités compétentes de l'Etat détenteur.

§ 3.

Les Centres de secours auront à remplir la mission suivante :

- a)* assurer le bien-être et sauvegarder les intérêts des prisonniers militaires et civils ;
- b)* protéger les invalides, les vieillards, les femmes et les enfants ;
- c)* aider au rassemblement des prisonniers à rapatrier et veiller à l'accompagnement des convois jusqu'à la frontière de l'Etat détenteur.

§ 4.

Afin d'assurer l'exécution de la mission rapportée ci-dessus, les Centres de secours sont autorisés :

- a)* à entrer en relations avec les prisonniers tant de guerre que civils, particulièrement avec les Commissaires des camps et à faire visiter par des représentants dûment autorisés les camps des prisonniers et des travailleurs.
- b)* à attirer l'attention des autorités compétentes des Etats détenteurs sur les abus de tous genres qui pourraient se produire dans les camps, lazarets ou convois.
- c)* à publier une feuille pour les prisonniers de guerre sous condition d'observer les lois des pays intéressés, de ne faire aucune propagande, et de ne s'occuper que du rapatriement et des informations s'y rapportant. La feuille publiée par les centres de secours russes paraîtra en russe.
- d)* à entretenir une correspondance directe avec les centres de secours nationaux.

§ 5.

Les Centres de secours des deux parties contractantes seront dirigés par un personnel engagé spécialement à cet effet, désigné par leur Gouvernement respectif et dont le choix

for the fulfilment of their objects. The establishment of sub-centres shall take place only with the sanction of the competent authorities of the captor State.

§ 3.

The welfare centres shall carry out the following duties :—

- (a)* Activities connected with the welfare of prisoners of war and civilians and steps to promote their general interests.
- (b)* Care of invalids, old people, women and children.
- (c)* Co-operation in the assembling and escorting of prisoner convoys as far as the frontier of the captor State.

§ 4.

In order to carry out the above-mentioned duties, the welfare centres are authorised :—

- (a)* To enter into communication with the prisoners of war and civilians, in particular with the camp-committees and to arrange for fully authorised representatives to visit the prisoner of war camps and labour units.
- (b)* To call the attention of the proper authorities of the Captor State to abuses of any kind in the camps, lazarets and convoys.
- (c)* To issue a news-sheet for the prisoners of war, due observance being paid to the laws of the country concerned ; such news-sheets shall not be of a propagandist nature and shall only serve purposes of repatriation and notices connected therewith. The news-sheet published for the Russian welfare centre shall only appear in Russian.
- (d)* To maintain a letter service by courier with the corresponding welfare centres at home.

§ 5.

The welfare centres on both sides shall be under the direction of persons specially appointed for that purpose, to be nominated by their own Government and officially approved by

aura été officiellement approuvé par le Gouvernement de l'autre pays. Les directeurs responsables des centres seront autorisés à communiquer sans entraves, avec leur Gouvernement, par télégraphie sans fil ou télégraphe, soit en langage ordinaire, soit en langage chiffré. Ils seront également autorisés à se servir d'un sceau officiel.

Conformément au paragraphe 4*d*, les plis munis de ce sceau et envoyés aux centres officiels de leur pays respectif ne seront ni ouverts ni censurés.

§ 6.

Les parties contractantes assureront l'établissement, par l'entremise des Centres de secours, des communications postales entre les prisonniers et leurs familles. Un accord sur une convention postale au bénéfice des prisonniers de guerre sera conclu dans le plus bref délai possible.

Berlin, le 7 juillet 1920.

(Signé) STÜCKLEN. (Signed)
(L. S.)

(Signé) V. KOPP. (Signed)
(L. S.)

the government of the other country. The responsible directors shall be authorised to communicate without hindrance with their Government both by telegraph and by wireless in clear and in cipher. They are also authorised to use an official seal. In accordance with Paragraph 4*d* communications to which this seal has been affixed and which are sent to the official centres in their Home State shall not be censored or opened.

§ 6.

Both contracting parties shall provide through the welfare centres for the establishment of postal communication between prisoners of war and their relations. Agreements regarding a Postal Convention for prisoners of war shall be concluded with the utmost possible despatch.

Berlin, July 7, 1920.

No. 52.

ALLEMAGNE ET LATVIE

Convention provisoire relative à la reprise des relations entre l'Allemagne et la Latvie, signée à Berlin le 15 juillet 1920.

GERMANY AND LATVIA

Preliminary Agreement as to the resumption of relations between Germany and Latvia, signed at Berlin on July 15, 1920.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT. TEXTE LATVIEN. — LATVIAN TEXT.

No. 52. — ¹VORLÄUFIGES ABKOMMEN ÜBER DIE WIEDERAUFNAHME DER BEZIEHUNGEN ZWISCHEN DEM DEUTSCHEN REICH UND LETTLAND. UNTERZEICHNET IN BERLIN DEN 15. JULI 1920.

No. 52. — PAGAIDU LIHGUMS PAR SAKARU ATJAUNOSCHANU STARP LATWIJU UN WAHZIJU. BERLINĒ 15 JULIJA 1920. G.

Textes officiels allemand et latvien, communiqués par l'Ambassadeur d'Allemagne à Londres et par le Ministre des Affaires Étrangères de Latvie. L'enregistrement de la Convention provisoire susmentionnée a eu lieu le 22 octobre 1920.

German and Latvian official texts forwarded by the German Ambassador in London¹ and by the Minister for Foreign Affairs of Latvia. The registration of the above-mentioned preliminary agreement took place on October 22, 1920.

Das DEUTSCHE REICH und die LETTLÄNDISCHE REPUBLIK, von dem Wunsche geleitet, die normalen Beziehungen miteinander wiederherzustellen, haben beschlossen, zu diesem Zweck ein vorläufiges Abkommen zu schliessen. Demzufolge sind die beiderseitigen Bevollmächtigten, nämlich :

Für das Deutsche Reich :

Der Ministerialdirektor im Auswärtigen Amte Herr BEHRENDT ;
Der Wirkliche Legationsrat im Auswärtigen Amte Herr Freiherr A. VON MALTZAN ;
Der Wirkliche Legationsrat im Auswärtigen Amte Herr GAUS ;

Für die Lettländische Republik :

Der Juriskonsult des Ministeriums für Auswärtige Angelegenheiten, Herr ALBAT ;
Das Mitglied der verfassunggebenden Versammlung, Vorsitzender der Kommission für Auswärtige Angelegenheiten Herr MENDERS ;
Das Mitglied der verfassunggebenden Versammlung Kerr KWEESIS,

Latwijas Republika un Wahzu Walsts, abas wehledamàs atjaunot normalas sawstarpejas atteezibas, nolehma schai noluhkà noslehgt pagaidu lihgumu. Ar scho nodomu abu walstu pilnwarotee.

no Latwijas Republikas :

Ahrleetu Ministrijas juriskonsults
ALBATS,
Satwersmes Sapulzes lozeklis un Ahrleetu Komisijas preekschsehdetajs
MENDERS,
Satwersmes Sapulzes lozeklis KWEESIS,

no Wahzu Walsts :

Ministerialdirektors BEHRENDTS,

Ihstenais lagazijas padomneeks VON MALTZANS,

Ihstenais legazijas padomneeks GAUSS,

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Berlin le 8 octobre 1920.

² Voir la note page 60.

¹ Ratifications exchanged at Berlin, October 8, 1920.

² See note page 60.

in Berlin zusammengetreten und haben sich nach Vorlegung ihrer in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten über nachstehende Bestimmungen geeinigt :

§ 1.

Deutschland und Lettland nehmen alsbald durch Entsendung gehörig bevollmächtigter Vertreter die Beziehungen auf.

§ 2.

Deutschland erklärt sich bereit, Lettland auch *de jure* anzuerkennen, sobald eine der im Friedensvertrage von Versailles genannten alliierten Hauptmächte die Anerkennung ausgesprochen hat.

§ 3.

Jeder Vertragsteil verpflichtet sich, keinerlei Bestrebungen zu unterstützen oder auf seinem Gebiete zuzulassen, die gegen die verfassungsmässige Regierung des anderen Teiles gerichtet sind.

Insbesondere wird keiner der beiden Vertragsteile auf seinem Gebiete den Durchzug oder die Organisation von Streitkräften zulassen, die dem anderen Staate feindlich sind.

§ 4.

Die Angehörigen jedes Vertragsteils werden im Gebiete des anderen Teiles in Ansehung des gesetzlichen und gerichtlichen Schutzes ihrer Person, ihres Eigentums und ihres Besitzes sowie in Ansehung der steuerlichen Belastung nicht schlechter behandelt als die Angehörigen der meistbegünstigten Nation. Auch sichern sich beide Vertragsteile für den gegenseitigen Handelsverkehr, für industrielle Unternehmungen sowie für die Schifffahrt das Recht der Meistbegünstigung zu.

Jeder Vertragsteil wird sofort alle etwa in Ansehung der Privatrechte der Angehörigen des anderen Teiles aus Anlass ihrer Staatsangehörigkeit getroffenen Ausnahmemaassnahmen aufheben.

sanahza kopā Berlinē un pehz sawu peenahzigā formā sastahdīto un abpuseji atsihto pilnwaru preekschā stahdischanas weenojās par sekoscheem noteikumeem :

§ 1.

Latwija un Wahzija wisā drihsumā ussahk sawstarpejas atteezibas, nosuhtot peenahzigā kahrtā pilnwarotus preekschstahwjus.

§ 2.

Wahzija apņemas Latwiju atsiht ari *de jure*, tiklihds weena no Wersajas meera lihgumā minētām galwenām allietām walstīm buhs pasiņojuse schahdu atsihschanu.

§ 3.

Abas Lihguma slehdsejas puses apņemas napabalstīt un sawās robeschās nepeelaist nekahdus zenteenus, kuņi buhtu wehrsti pret otras walsts likumigo waldibu.

It sewischķi abas lihguma slehdsejas puses nepeelaidīs, ka wiņū semēs organisejas waj eet zauri otrai walstij naidigs karaspehks.

§ 4.

Abu lihguma slehdseju walstu pilsoņi baudi otras walsts robeschās atteezibā us wiņū personas, ihpaschuma un waldneezibas aissard-sibu likuma un teesas preekschā, kā ari atteezibā us nodokļeem ne masakās teesibas kā zitu draugsigo walstu pilsoņi. Tapat abas puses sawstarpeji nodroschina tirdsneezibā, ruhpnēezibā, kā ari kuņneezibā weenlihdsigas teesibas ar zitu draudsigo walstu pilsoņeem.

Abas puses nekawejoschi atzels wisus tos isņehmuma rihkojumus, kuņi atteezas us otras walsts pilsoņu priwatteesibām un kuņi wehrsti pret otras walsts pilsoņeem wiņū walsts peederibas dehļ.

§ 5.

Beide Regierungen werden alsbald zu einer Feststellung ihrer gegenseitigen Ersatzansprüche schreiten und zu diesem Zweck eine besondere Kommission einsetzen. Dabei verpflichtet sich Deutschland, Lettland den von deutschen oder unter deutschem Befehle stehenden Truppenteilen auf lettländischem Gebiet angerichteten Schaden nach Massgabe der Beschlüsse dieser Kommission zu ersetzen.

Die Kommission hat insbesondere die Zeiträume, für die eine Ersatzpflicht hinsichtlich der von deutschen oder unter deutschem Befehle stehenden Truppenteilen angerichteten Schäden in Frage kommt, sowie die Höhe der Schäden festzusetzen. Sie hat ferner den Wert der von Lettland zu ersetzenden Aufwendungen festzustellen, die mit deutschen Mitteln für öffentliche Anlagen auf lettländischem Gebiete gemacht worden sind.

Von der Erörterung in den Kommissionen sollen alle Ersatzansprüche ausgeschlossen bleiben, auf die bereits eine Entschädigung unmittelbar geleistet oder über deren Erledigung bereits mit allen Beteiligten eine grundsätzliche Verständigung erzielt worden ist.

§ 6.

Die Deutsche Regierung, die jede Verantwortung für das Bermond-Unternehmen nach wie vor ablehnt, ist ihrerseits damit einverstanden, dass das Kriegsmaterial und Heeresgut der Bermond-Truppen zur Deckung der von diesen Truppen angerichteten Schäden herangezogen wird, und wird der Regierung Lettlands bei der Erfassung dieses Materials und Heeresguts nach Kräften behilflich sein.

§ 7.

Die deutsche Regierung wird sich dafür einsetzen, dass Lettland nach Massgabe der von einer besonderen Kommission festzusetzenden Bedingungen ein Warenkredit gewährt wird.

§ 8.

Lettland ist damit einverstanden, dass Waren, die aus Deutschland durch Lettland oder aus anderen Ländern im Transit durch Lettland

§ 5.

Abas waldibas wisâ drihsumâ stahsees pee sawstarpejo atlihdsibas prasibu noteikšanas un schim noluhkam eezels sewischķu komisiju. Pee tam Wahzija apņemas atlihdsinat Latwijai saudejumus, ķurus Latwijas robeschās nodarijuschas wahzu waj sem wahzu pawehlneežibas stahwoschas ķaŗa pulku daŗas ; saudejumu atlihdsiba notiks saskaņâ ar augschâ minetâs komisijas spreedumeem.

Komisija noteiks laikmetus, us ķureem atteezas Wahzijas peenahkums atlihdsinat saudejumus, ķurus nodarijuschas wahzu waj sem wahzu pawehlneežibas stahwoschas ķaŗaspehku daŗas ; tâpat komisija noteiks saudejumu leelumu. Tahlak komisija noteiks to eebuhwejumu wehrtibu, kas wispahribas noluhkeem isdariti Latwijas robeschās ar Wahzijas lihdsķeem un par ķureem Wahzijai peenahkas atlihdsiba.

Komisijas apspreedēs neetilps tahdi atlihdsibas prasijumi, kuŗi jau atlihdsinati, waj par kuŗu atlihdsinaschanu jau panahkta weenoschanâs starp wiseem dalibneekeem.

§ 6.

Wahzijas waldiba, ķuŗa wehlreis atsakas no katras atbildibas par Bermondta usņehmumu, no sawas puses peekriht tam, ka Bermondta pulku ķaŗa materials un ķaŗaspehka manta aridsan isleetojami to saudejumu atmaksai, ķurus nodarijis schis ķaŗaspehks, un apsolas wiseem spehkeem palihdset Latwijas waldibai sadabut mineto ķaŗa materialu lihds ar ķaŗaspehka mantu.

§ 7.

Wahzijas waldiba apņemas ghadat par to, ka Latwijai doŗ pretschu kreditu, ķuŗa noteikumus isstrahdâs sewischķa komisija.

§ 8.

Latwija peekriht tam, ka prezes, ķuŗas wed transitâ no Wahzijâs zaur Latwiju, waj ari suhta no zitâm semêm transitâ zaur Latwiju

nach Deutschland durchgeführt werden, keinen besonderen Erschwerungen oder besonderen Abgaben unterworfen werden.

Die Einzelheiten des Transitverkehrs werden durch eine besondere Kommission geregelt.

§ 9.

Die Regelung der sonstigen Wirtschafts-Finanz- und Verkehrsfragen wird gleichfalls in besonderen Kommissionen erfolgen.

§ 10.

Die in den §§ 5, 7, 8 und 9 vorgesehenen besonderen Kommissionen setzen sich aus einer gleichen Anzahl von Vertretern der beiden Vertragsteile zusammen.

Die Verhandlungen der im § 5 vorgesehenen Kommission sollen in Riga, die Verhandlungen der übrigen Kommissionen je nach Bedarf in Riga oder Berlin stattfinden.

§ 11.

Das vorläufige Abkommen soll mit möglichster Beschleunigung ratifiziert werden und soll mit dem Austausch der Ratifikationsurkunden in Kraft treten.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten diesen Vertrag eigenhändig unterzeichnet.

Ausgefertigt in doppelter Urschrift in deutscher und lettischer Sprache.

Berlin, am 15. Juli 1920.

Gez. : BEHRENDT.
Frhr. A. v. MALTZAN.
GAUS.

us Wahziju, neapleek ar ahrkahrtejam nastam un ahrkahrtejam nodewam.

Transita satiksmes tuwakos noteikumus iss-trahdās sewischķa komisija.

§ 9.

Ari wisus zitus saimneeziskos, finansu un satiksmes jautajumus nokahrtošos sewischķās komisijās.

§ 10.

5, 7, 8, un 9. pantos minētās komisijas sastahdas no abu walstu preekschstahwjeem weenlihdsgā skaitā.

Peektā pantā minētās komisijas darbiba norisinasees Rigā, turpretim zitu komisiju darbiba pehz wajadsibas Rigā waj Berlinē.

§ 11.

Pagaidu lihgums ratifizejams pehz eespehjas drihsā laikā un nahk spehkā lihds ar ratifikazijas dokumentu ismaiņū.

To apleezinadami pilnwarotee paschrozigi parakstija scho lihgumu.

Pagatawots diwos pirmrakstos latweeschu un wahzu walodās.

Berlinē, 15 juliā 1920. g.

Paraksti : H. ALBATS.
MENDERS.
A. KWEESIS.

Pour copie et traduction conforme :

(Signé) SEYA

Directeur des Affaires Politiques et Economiques.

¹ TRADUCTION.

No. 52. — CONVENTION PROVI-
SOIRE RELATIVE A LA RE-
PRISE DES RELATIONS ENTRE
LA LATVIE ET L'ALLEMA-
GNE, SIGNÉE A BERLIN LE
15 JUILLET 1920.

La République de Latvie et l'Allemagne, guidées par le désir de rétablir les relations normales entre les deux pays, ont décidé dans ce but de conclure ensemble une Convention provisoire. Les fondés de pouvoirs des deux Etats sont :

Pour la République de Latvie :

- M. ALBAT, Jurisconsulte du Ministère des Affaires Etrangères.
- M. MENDERS, Membre de l'Assemblée Constituante, Président de la Commission des Affaires Etrangères.
- M. KWEESES, Membre de l'Assemblée Constituante.

Pour l'Allemagne :

- M. BEHRENDT, Directeur au Ministère des Affaires Etrangères.
- M. le Baron A. VON MALTZAHN, Conseiller de Légation au Ministère des Affaires Etrangères.
- M. GAUS, Conseiller de Légation au Ministère des Affaires Etrangères.

qui, réunis à Berlin, après avoir présenté leurs pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, se sont mis d'accord sur les dispositions suivantes :

§ I.

La Latvie et l'Allemagne reprendront le plus tôt possible leurs relations par l'envoi de plénipotentiaires dûment accrédités.

¹ Traduction communiquée par le Ministre des Affaires Etrangères de Latvie.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

² TRANSLATION.

No. 52. — PRELIMINARY AGREE-
MENT AS TO THE RESUMPTION
OF RELATIONS BETWEEN
GERMANY AND LATVIA,
SIGNED AT BERLIN, JULY 15,
1920.

Being desirous of resuming normal relations, the German Reich and the Latvian Republic have decided to conclude a preliminary Agreement with this end in view. Accordingly, the Plenipotentiaries of both parties, being :

for the German State :

- Herr BEHRENDT, Director at the Ministry for Foreign Affairs ;
- Baron A. von MALTZAHN, Councillor of Legation in the Foreign Office ;
- Herr GAUS, Councillor of Legation in the Foreign Office ;

and for the Latvian Republic :

- Herr ALBAT, legal adviser of the Foreign Office ;
- Herr MENDERS, member of the Constituent Assembly and Chairman of the Commission on Foreign Affairs ;
- Herr KWEESES, member of the Constituent Assembly ;

and having met together in Berlin, and duly communicated their full powers, found in good and due form, have agreed to the following :

§ I.

Relations shall be resumed immediately between Germany and Latvia by the despatch of duly accredited plenipotentiaries.

¹ Translation forwarded by the Latvian Minister for Foreign Affairs.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations.

§ 2.

L'Allemagne se déclare prête à reconnaître la Latvie *de jure* aussitôt que cette reconnaissance aura été faite par l'une des Grandes Puissances Alliées, signataires du Traité de Paix de Versailles.

§ 2.

Germany declares her readiness, further, to recognise Latvia *de jure*, as soon as one of the Great Allied Powers named in the Treaty of Peace of Versailles, shall have announced its recognition.

§ 3.

Chacune des parties contractantes s'engage à ne soutenir ou tolérer sur son territoire aucune tentative dirigée contre le Gouvernement légitime de l'autre Partie.

En particulier, aucune des deux Parties contractantes n'autorisera sur son territoire le passage et l'organisation de forces armées hostiles à l'autre Etat.

§ 3.

The Contracting Parties mutually bind themselves not to support or permit in their territory any agitation of any kind whatsoever, which may be directed against the legally established Government of the other party. In particular neither of the contracting parties shall permit in its territory the passage or organisation of military forces hostile to the other state.

§ 4.

Les ressortissants de chacune des Parties contractantes jouiront sur le territoire de l'autre Etat des mêmes avantages que les ressortissants de la nation la plus favorisée en ce qui concerne la protection légale et judiciaire de leur personne, de leur avoir, de leurs possessions et en ce qui concerne les impôts. Les deux Etats se garantissent aussi réciproquement le droit de la nation la plus favorisée quant aux relations commerciales, aux entreprises industrielles et à la navigation.

Chacune des deux Parties contractantes s'engage à lever immédiatement toutes les mesures d'exception visant, du fait de leur nationalité, le droit privé des ressortissants de l'autre Etat.

§ 4.

The nationals of each contracting party within the territories of the other party shall not receive worse treatment than the nationals of the most favoured nation, whether in respect to the legal protection of their persons, possessions or property, or in respect to their taxation. Both contracting parties also guarantee each other such privileges under the most favoured nation clause as apply to mutual trade, industrial undertakings and navigation.

Each contracting party shall immediately revoke all measures already in force which accord differential treatment to the private liberties of nationals of the other party on the ground of their nationality.

§ 5.

Les deux Gouvernements procéderont immédiatement à la fixation réciproque des indemnités. Une Commission spéciale sera nommée à cet effet. L'Allemagne s'engage à dédommager la Latvie de toutes les pertes causées sur son territoire par les troupes allemandes, ou par les troupes soumises au commandement allemand. Ces pertes seront indemnisées conformément aux décisions de la dite Commission.

La Commission fixera particulièrement les délais au sujet du versement par l'Allemagne des indemnités dues pour les dommages qu'ont

§ 5.

Both Governments shall immediately proceed to determine their mutual claims for compensation, and shall appoint a special Commission for this purpose. At the same time Germany binds herself to indemnify Latvia, according to a scale to be determined by this Commission, for all damage done on Latvian territory by German troops or under German command.

The Commission shall especially determine the period of time within which there is a liability for compensation in cases where

causés les troupes allemandes ou placées sous le commandement allemand. Elle fixera de même le montant des indemnités et, enfin, la valeur des constructions d'intérêt public édifiées aux frais de l'Allemagne sur le territoire de la Latvie et pour lesquelles celle-ci a droit à une compensation de la part de la Latvie.

Ces conférences n'auront pas à discuter les réclamations des indemnités déjà réglées ou sur lesquelles les participants sont déjà tombés d'accord.

§ 6.

Le Gouvernement allemand, qui repousse aujourd'hui comme autrefois toute responsabilité dans l'affaire Bermond, consent à abandonner à la Latvie le matériel de guerre et l'équipement des troupes de Bermond pour couvrir les dommages causés par ces troupes.

Il promet de prêter son concours au Gouvernement latvien pour aider celui-ci à entrer en possession du matériel et de l'équipement.

§ 7.

Le Gouvernement allemand promet son intervention pour faire obtenir à la Latvie des marchandises à crédit dans des proportions qui seront fixées par une Commission spéciale.

§ 8.

La Latvie consent à ce que les marchandises livrées à l'Allemagne par la Latvie ou venant d'une autre contrée et transitant à travers la Latvie à destination de l'Allemagne, ne soient soumises à aucune difficulté ni à aucune taxe spéciale. Les particularités relatives au transit seront réglées par une Commission spéciale.

§ 9.

Le règlement des questions économiques, financières et relatives aux communications sera aussi confié à des Commissions spéciales.

§ 10

Les Commissions spéciales prévues par les §§ 5, 7, 8 et 9 seront formées d'un nombre égal

damage was done by German troops or troops under German command and' also the amount of such compensation. It shall further determine the amount to be repaid by Latvia for such public works as have been undertaken at Germany's expense on Latvian territory.

The Commission shall not take cognisance of any claims for compensation where immediate reparation has been made, or for settlement of which an agreement in principle has already been attained between all parties concerned.

§ 6.

The German Government which, now as hitherto, repudiates all responsibility for the Bermond enterprise, agrees, for its part, that the war material and army property of the Bermond troops be used to defray the damage done by these troops, and will render the Latvian Government every possible assistance in collecting the said war material and army property.

§ 7.

The German Government shall guarantee its intervention in order to obtain for Latvia a goods-credit on a scale of conditions to be defined by a special commission.

§ 8.

Latvia agrees that no special difficulties shall be placed in the way of, nor shall special dues be imposed on, goods passing through Latvia from Germany, or through Latvia from other countries to Germany. Details of this through-traffic shall be settled by special Commission.

§ 9.

Other economic, financial and traffic questions shall also be settled by special Commission.

§ 10.

The special Commission as provided for in paragraphs. 5, 7, 8 and 9, shall consist of an

de représentants des deux Parties contractantes.

Les travaux de la Commission visée par l'article 5 auront lieu à Riga. Les autres Commissions se réuniront, selon les besoins, à Riga ou à Berlin.

§ II.

Cette Convention provisoire sera ratifiée le plus tôt possible et entrera en vigueur aussitôt après sa ratification.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé de leur main ce traité.

Etabli en double exemplaire en langue latvienne et en langue allemande.

Berlin, le 15 juillet 1920.

(Signé) H. ALBAT.
MENDERS.
A. KWEESIS.

Pour copie et traduction conforme :

(Signé) SEYA

*Directeur des Affaires
Politiques et Economiques.*

equal number of representatives of both contracting parties.

The negotiations of the Commission provided for in paragraph 5 shall take place at Riga, those of the others in Riga or Berlin as may be necessary.

§ II.

This preliminary Agreement shall be ratified with all possible despatch and shall come into force on the exchange of the ratifications.

In testimony whereof the plenipotentiaries of the two parties have signed the present Agreement and have affixed thereto their seal.

Done in duplicate in German and Latvian.

Berlin, July 15, 1920.

BEHRENDT.
Baron A. VON MALTZAHN.
GAUS.

Certified true copy and translation :

(Signed) SEYA

*Director of Political and
Economic Affairs.*

Printed
for the " LEAGUE OF NATIONS "
by
IMPRIMERIES RÉUNIES S. A.
Lausanne. (Switzerland)

Imprimé
pour la " SOCIÉTÉ DES NATIONS "
par les
IMPRIMERIES RÉUNIES S. A.
Lausanne (Suisse).

SOCIÉTÉ DES NATIONS

*Recueil des Traités et des Engagements
Internationaux enregistrés par le Secrétariat
de la Société des Nations.*

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

*Publication of Treaties and International Engagements
Registered with the Secretariat of the
League of Nations.*

SOCIÉTÉ DES NATIONS

Recueil des Traités

*et des Engagements Internationaux enregistrés par le
Secrétariat de la Société des Nations.*

VOLUME 2

1920

NUMERO 2

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
No. 53. — Allemagne et Grèce :	
Règlement concernant la reconnaissance des lettres de jauge des navires de commerce. Athènes, 8/20 janvier 1897	107
No. 54. — Allemagne et Grèce :	
Traité d'extradition, signé à Athènes le 27 février 12 mars 1907.	111
No. 55. — Allemagne et Grèce :	
Convention sur les droits de succession mobilière, signée à Athènes, 18 novembre/1 décembre 1910	123
No. 56. — Belgique et France :	
Echange de lettres des 10 et 15 septembre 1920, entre les Gouvernements belge et français, donnant leur approbation à l'accord militaire franco-belge du 7 septembre 1920	127
No. 57. — Allemagne et Autriche :	
Arrangement et protocole conclus entre l'Allemagne et l'Autriche concernant le règlement de certaines questions financières, signés à Munich le 1 septembre 1920	131
No. 58. — Finlande et Suède :	
Echange de notes entre les Gouvernements finlandais et suédois, concernant la validité de la déclaration convenue entre la Suède et la Russie le 3 juillet/20 juin 1917, pour régulariser le service du flottage de bois dans les fleuves de Torneå et Muonio, en date à Helsingfors du 10 mai 1920... ..	141
No. 59. — Etats-Unis d'Amérique et Suède :	
Accord conclu entre les Etats-Unis et la Suède pour la protection des oeuvres littéraires et artistiques, selon documents signés à Stockholm le 30 janvier 1920 et à Washington le 27 février 1920	147

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

*Publication of Treaties and International Engagements
Registered with the Secretariat of the League of Nations.*

VOLUME 2

1920

NUMBER 2

TABLE OF CONTENTS

	Page
No. 53. — Germany and Greece :	
Regulations concerning the mutual recognition of tonnage certificates of trading vessels. Athens, 8/20 January, 1897	107
No. 54. — Germany and Greece :	
Extradition Treaty, signed at Athens, February 27/March 12, 1907	111
No. 55. — Germany and Greece :	
Convention concerning the succession rights of movable property, signed at Athens, November 18/December 1, 1920	123
No. 56. — Belgium and France :	
Exchange of letters of 10 and 15 September, 1920, between the Belgian and French Govern- ments concerning the approval of the Franco-Belgian military understanding of Sep- tember 7, 1920	127
No. 57. — Germany and Austria :	
Agreement and protocol concluded between Germany and Austria for the settlement of certain financial questions, signed at Munich, on September 1, 1920... ..	131
No. 58. — Finland and Sweden :	
Exchange of Notes between the Finnish and Swedish Governemnts concerning the validity of the declaration agreed to between Russia and Sweden on July 3/June 20, 1917, to regulate the floating of timber down the Torneå and Muonio rivers, signed at Hel- singfors on May 10, 1920... ..	141
No. 59. — United States of America and Sweden :	
Agreement between Sweden and the United States of America for the protection of literary and artistic works as set forth in documents signed at Stockholm on January 30, 1920 and at Washington on February 27, 1920	147

No. 60. — Etats-Unis d'Amérique et Suède :

Echange de notes entre les Gouvernements des Etats-Unis d'Amérique et de Suède, concernant la dénonciation des dispositions 11 et 12 de la Convention consulaire du 1^{er} juin 1910. Stockholm les 18 et 29 juin 1920 153

No. 61. — Autriche et Grèce :

Convention relative aux successions mobilières de sujets grecs décédés en Autriche, ou de sujets autrichiens décédés en Grèce, signée à Athènes le 31 mai/12 juin 1856 157

No. 62. — Autriche et Grèce :

Déclarations concernant l'exemption d'impôts sur les successions mobilières. Athènes, 12 août/30 juillet 1902, 5/18 août 1902, 9 septembre 1904, 3/16 septembre 1904 161

No. 63. — Autriche et Grèce :

Convention concernant l'extradition réciproque des matelots déserteurs, signée à Athènes, le 16/28 mars 1874. 169

No. 64. — Autriche-Hongrie et Grèce :

Traité d'extradition entre l'Autriche-Hongrie et la Grèce, signé à Athènes le 8/21 décembre 1904 173

No. 65. — France et Suède :

Echange de Notes entre les Gouvernements Français et Suédois portant renouvellement de la Convention Internationale sur le transport des marchandises par chemin de fer, signée à Berne le 14 octobre 1890, ainsi que des actes qui la complètent. Stockholm, les 22 et 25 novembre 1920 183

No. 66. — Esthonie et Latvie :

Convention d'arbitrage signée à Walk le 22 mars 1920 187

No. 60. — United States of America and Sweden :

Exchange of notes between the Governments of the United States of America and Sweden concerning the denunciation of provisions No. 11 and 12 of the Consular Convention of June 1, 1910. Stockholm, June 18 and 29, 1920. 153

No. 61. — Austria and Greece :

Convention with regard to succession of movable property of Greek subjects deceased in Austria, or of Austrian subjects deceased in Greece, signed at Athens on May 31st/June 12, 1856 157

No. 62. — Austria and Greece :

Declarations with regard to exemption from duties on successions to movable property. Athens, August 12/July 30, 1902, August 5/18, 1902, September 9, 1904, September 3/16, 1904 161

No. 63. — Austria and Greece :

Convention with regard to the mutual extradition of deserters from the Navy and Mercantile Marine. Signed at Athens, March 16/28, 1874 169

No. 64. — Austria-Hungary and Greece :

Extradition Treaty between Austria-Hungary and Greece signed at Athens, December 8/21, 1904 173

No. 65. — France and Sweden :

Exchange of Notes between the French and Swedish Governments renewing the International Convention for the transport of goods by rail, signed at Berne, October 14, 1890, together with all the relevant acts. Stockholm, November 22 and 25, 1920... .. 183

No. 66. — Esthonia and Latvia :

Arbitration Convention signed at Walk, March 22, 1920... .. 187

No. 53.

ALLEMAGNE ET GRÈCE

Règlement concernant la reconnaissance des lettres de jauge des navires de commerce. Athènes, 8/20 janvier 1897.

GERMANY AND GREECE

Regulations concerning the mutual recognition of the tonnage certificates of trading vessels. Athens 8/20 January 1897.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 53. — RÈGLEMENT CONCERNANT LA RECONNAISSANCE RÉCIPROQUE DES LETTRES DE JAUGE DES NAVIRES DE COMMERCE, EN DATE A ATHÈNES DU 8/20 JANVIER 1897².

No. 53. — REGULATIONS CONCERNING THE MUTUAL RECOGNITION OF THE TONNAGE CERTIFICATES OF TRADING VESSELS. ATHENS JANUARY 8/20, 1897².

Texte officiel français communiqué par le Ministre de Grèce à Londres. L'enregistrement du règlement sus-mentionné a eu lieu le 2 novembre 1920.

French Official text forwarded by the Minister for Greece in London. The registration of the above mentioned regulations took place on November 2, 1920.

La conclusion d'un nouvel arrangement étant devenue nécessaire par suite de la mise en vigueur du règlement allemand du 1^{er} mars 1895, entre la Grèce et l'Empire Allemand, concernant la reconnaissance réciproque des lettres de jauge, les navires des deux marines marchandes seront traités de la manière suivante :

1) Seront reconnues dans les ports allemands sans qu'il soit procédé à un remesurage, les lettres de jauge nationales des voiliers et des bateaux à vapeur helléniques délivrées d'après le règlement grec du 12 février 1878. Toutefois, les bateaux à vapeur helléniques auront la faculté d'exiger qu'il soit constaté quelles déductions pour les espaces réservés aux machines, aux chaudières et aux soutes à charbon seraient à faire d'après les §§ 14b et 15 du règlement de jaugeage allemand du 1^{er} mars

It having become necessary, owing to the coming into force of the German Regulation of March 1st, 1895, to draw up a fresh agreement between Greece and the German Empire concerning the mutual recognition of tonnage certificates, vessels belonging to the Merchant Marine of either nation are now be treated in the following manner :—

(1) National Tonnage Certificates of Greek sailing vessels and steamers, issued in accordance with the Greek Regulation of February 12, 1878, shall be accepted in German ports, and such vessels need not be re-measured. Greek steamers, however, are entitled to demand that the deductions to be made for engine-space, boilers and coal-bunkers (in accordance with section 14b and section 15 of the German Tonnage Regulation of March 1st, 1895) shall be recorded in order to determine

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

² a) Le Gouvernement Hellénique, par une notification adressée au Gouvernement allemand le 30 juin 1920, a demandé, conformément à l'article 289 du Traité de Versailles, la remise en vigueur de ce Règlement.

b) Conclu en vertu de la loi XII⁰ du 12 février 1878 et du décret royal du 20 janvier 1879, et publié dans le Journal Officiel N^o 14 du 20 janvier 1897, page 35.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

² a) By means of a communication of June 30, 1920, addressed to the German Government, the Greek Government has asked for the present Regulations to be put into operation again in accordance with Article 289 of the Peace Treaty of Versailles.

b) Concluded in virtue of the Bill XII⁰ of February 12, 1878 and of the Royal Decree of January 20, 1879, and published in the Official Journal No. 14 of January 20, 1897, page 35.

1895, à fin de déterminer le cubage net sur lequel les droits devront être payés. Dans le cas où des difficultés s'opposeraient à ce que cette constatation se fasse au moyen d'un remesurage des espaces indiqués, les autorités des ports pourront satisfaire à la demande, en faisant une réduction de 5 pour cent sur le cubage net tel qu'il se trouve indiqué dans la lettre de jauge hellénique.

2) Seront reconnues dans les ports grecs sans remesurage :

- a) Les lettres de jauge des voiliers et bateaux à vapeur allemands délivrées à partir du 1^{er} juillet 1895.
- b) Les lettres de jauge des voiliers et bateaux à vapeur allemands délivrées avant la date indiquée, y compris les lettres de jauge spéciales délivrées d'après le § 17 du règlement de jaugeage allemand du 30 juin 1888, c'est-à-dire application faite de la règle dite anglaise pour les déductions des espaces destinés aux machines, aux chaudières et aux soutes à charbon. Les bateaux à vapeur allemands qui ne seraient pas munis d'une lettre de jauge spéciale du genre indiqué, mais simplement d'une lettre de jauge ordinaire délivrée avant le 1^{er} juillet 1895, auront le droit d'exiger qu'il soit constaté quelles déductions seraient à faire pour les espaces réservés aux machines, aux chaudières et aux soutes à charbon d'après les dispositions du règlement hellénique du 12 février 1878 à fin de déterminer le cubage net sur lequel les droits doivent être prélevés.

3) Dans les cas où, d'après ce qui précède, un remesurage partiel deviendrait nécessaire, celui-ci sera limité au strict nécessaire ; les taxes à percevoir pour ce remesurage ne seront comptées que pour les espaces réellement remesurés.

Athènes, le 8/20 janvier 1897.

(Signé) AL. G. SCOUZÈS.

the net cubic space liable to duty. When it is found impossible to re-measure these spaces in order to make the deductions, the Port Authorities can meet the request by making a reduction of 5 % on the net cubic measurements as specified in the Greek tonnage certificate.

(2) The following shall be accepted in Greek ports without re-measurement :—

- (a) Tonnage certificates issued to German sailing vessels and steamers since July 1st, 1895.
- (b) Tonnage certificates issued to German sailing vessels and steamers prior to this date, including special certificates issued in accordance with Section 17 of the German Tonnage Regulation of June 30, 1888 making provision for the application of the so called "English" regulation concerning the deductions to be made for engine-space, boilers, and coal-bunkers. German steamers not in possession of a special tonnage certificate of this nature, but merely holding an ordinary certificate issued before July 1st, 1895, will be entitled to demand that the deductions to be made for engine-space, boilers, and coal bunkers (in accordance with the terms of the Greek Regulation of February 12th, 1878) shall be recorded, in order to determine the net cubic space liable to duty.

(3) In case a partial re-measurement should be found necessary, in conformity with the foregoing regulations, it shall be reduced to strictly necessary limits, and the tolls entailed by such re-measurement shall only be reckoned according to the space actually re-measured.

Athens, 8/20 January, 1897.

(Signed) AL. G. SCOUZÈS.

No. 54.

ALLEMAGNE ET GRÈCE

Traité d'extradition, signé à Athènes
le 27 février/12 mars 1907.

GERMANY AND GREECE

Extradition Treaty, signed at
Athens, February 27/March 12,
1907.

¹TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 54. — TRAITÉ D'EXTRADITION ENTRE LA GRÈCE ET L'ALLEMAGNE, SIGNÉ A ATHÈNES LE 27 FÉVRIER/12 MARS 1907².

Texte officiel français communiqué par le Ministre de Grèce à Londres. L'enregistrement du Traité sus-mentionné a eu lieu le 2 novembre 1920.

SA MAJESTÉ LE ROI DES HELLÈNES ET SA MAJESTÉ L'EMPEREUR D'ALLEMAGNE, ROI DE PRUSSE, au nom de l'Empire d'Allemagne, étant convenus de conclure un Traité pour l'extradition réciproque des malfaiteurs, ont muni dans ce but de leurs pleins pouvoirs³ savoir :

Sa Majesté le Roi des Hellènes :

Le Sieur Alexandre G. SKOUZÈS, Son Ministre des Affaires Etrangères.

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse :

Le Comte Emmerich DE ARCO-VALLEY, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près la Cour d'Athènes ;

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

² a) Voir renvoi N° 2 du Traité N° 53, page 108.

b) Sanctionné par la loi ΓΣΚΓ du 10 juin 1907 et publié dans le Journal Officiel N° 131 du 10 juillet 1907.

c) Les ratifications furent échangées le 10/23 juillet 1907.

No. 54. — EXTRADITION TREATY BETWEEN GREECE AND GERMANY, SIGNED AT ATHENS, FEBRUARY 27/MARCH 12, 1907².

French official text forwarded by the Greek Minister in London. The registration of the above-mentioned Treaty took place on November 2, 1920.

HIS MAJESTY THE KING OF THE HELLENES AND HIS MAJESTY THE GERMAN EMPEROR, KING OF PRUSSIA, on behalf of the German Empire, having agreed to conclude a Treaty for the reciprocal extradition of criminals, have for this purpose appointed the following as Plenipotentiaries, viz :—

His Majesty the King of the Hellenes :

His Excellency le Sieur Alexandre G. SKOUZÈS, His Minister for Foreign Affairs.

His Majesty the German Emperor, King of Prussia :

Count Emmerich DE ARCO VALLEY, his Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the Court of Athens,

who, after having communicated to each other their full powers found in good and due form, have agreed upon the following Articles :

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

² a) See note N° 2 of Treaty N° 53, page 108.

b) Ratified by the Law ΓΣΚΓ of June 10, 1907, and published in the Official Journal N° 131 of July 10, 1907.

c) Ratifications were exchanged on July 10, 23, 1907.

Article 1.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à se livrer réciproquement, dans les circonstances et les conditions établies par le présent Traité, les individus qui, étant poursuivis ou condamnés comme auteurs ou complices par les tribunaux de la Partie requérante pour les crimes et délits énumérés dans l'article ci-après, se réfugieraient sur le territoire de l'autre Partie.

Article 2.

Les crimes et délits pour lesquels il y aura lieu à extradition, sont :

- 1^o Assassinat, empoisonnement, parricide, infanticide, meurtre ;
- 2^o Coups portés ou blessures faites volontairement ayant causé soit la mort sans l'intention de la donner, soit une maladie ou incapacité de travail personnel, pendant plus de trois mois, soit une mutilation grave, la perte ou la privation de l'usage d'un membre ou d'un organe, soit d'autres infirmités permanentes ;
- 3^o Avortement ;
- 4^o Bigamie ;
- 5^o Rapt de personnes au-dessous de l'âge de quatorze ans, enlèvement de mineurs ;
- 6^o Exposition et délaissement d'enfant ;
- 7^o Viol ;
- 8^o Vol commis à l'aide de violence ou sans violence, abus de confiance¹, escroquerie, extorsion ;

1

A

N^o 16,337.

ATHÈNES, le 31/13 juin 1912.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Votre Excellence a bien voulu attirer mon attention sur le malentendu auquel pourrait donner lieu la traduction littérale en grec du terme « abus de confiance » inséré dans l'article 2 N^o 8 du Traité d'extradition entre l'Allemagne et la Grèce.

Je m'empresse de vous confirmer ce que j'ai déjà eu l'honneur de vous faire connaître de vive voix, que conformément à ce qui a été arrêté par les deux Gouvernements, lors des négociations de ce Traité, les mots « abus de confiance » ont été choisis dans la rédaction du texte français pour dénommer, faute d'une terme plus approprié, le crime ou délit prévu par l'article 385 du Code criminel hellénique sous le nom de « Ὑπεξαίρεσις » et les articles 246-248 du Code criminel allemand sous la dénomination de « Unterschlagung ». C'est

Article 1.

The High Contracting Parties undertake to surrender reciprocally in the circumstances and under the conditions laid down by the present Treaty, any person who, being accused or convicted before or by the Courts of the claimant Party as principals or accomplices in any crime or delict enumerated in the following Article, have taken refuge in the territories of the other Party.

Article 2.

The crimes and delicts which will be recognised as grounds for extradition are : —

- (1) Assassination, poisoning, parricide, infanticide, murder ;
- (2) Blows struck or wounds inflicted wilfully resulting in death, without intention to cause death, or illness, or incapacity for personal labour, lasting more than three months, or serious mutilation, or the loss or loss of the use of a limb or organ, or any permanent injury.
- (3) Abortion ;
- (4) Bigamy ;
- (5) Kidnapping of persons under fourteen years of age, abduction of minors ;
- (6) Exposing or abandoning a child ;
- (7) Rape ;
- (8) Theft with or without violence, embezzlement¹, false pretences, exaction by force or duress ;

1

A

N^o 16,337.

ATHENS, 31/13 June 1920.

SIR,

Your Excellency has been good enough to draw my attention to the misunderstanding which might arise from the literal translation in Greek of the term "abus de confiance" inserted in Article 2 No. 8 of the Extradition Treaty between Germany and Greece.

I hasten to confirm what I have already had the honour of bringing verbally to your notice, namely that, in conformity with what has been agreed upon by the two Governments in the course of the negotiations with regard to this Treaty, the words "abus de confiance" have been chosen in the wording of the French text, failing a more appropriate term, to apply to the crime or delict provided for in Article 385 of the Greek Criminal Code under the name of "Ὑπεξαίρεσις" (*sic*) and in Articles 246-248

9° Privation volontaire et illégale de la liberté individuelle commise par des particuliers ;

10° Fausse monnaie comprenant la contrefaçon et l'altération de la monnaie, l'émission et la mise en circulation avec connaissance de la monnaie contrefaite ou altérée ;

11° Contrefaçon ou falsification d'effets publics ou de billets de banque, de titres publics ou privés ; émission ou mise en circulation, avec connaissance de ces effets, billets ou titres contrefaits ou falsifiés ; faux en écritures ou dans les dépêches télégraphiques et usage avec connaissance de ces dépêches, effets, billets ou titres contrefaits fabriqués ou falsifiés ;

12° Contrefaçon ou falsification de sceaux, timbres, poinçons, timbres-poste ou autres timbres adhésifs ; usage avec connaissance de ces objets contrefaits ou falsifiés ; usage préjudi-

(9) False imprisonment committed by private individuals ;

(10) Coining, including the counterfeiting and altering of coinage, the wilful uttering or circulation of counterfeit or altered coin ;

(11) Counterfeiting or forging of public securities or bank notes, or of public or private bills or bonds ; the wilful uttering or circulation of such counterfeit or forged securities, notes, bills, or bonds ; forgery of documents or telegrams and the wilful use of such counterfeit fabricated or forged telegrams, securities, notes bills or bonds ;

(12) Counterfeiting or forging of seals, stamps, dies, postage and other adhesive stamps ; the wilful use of such counterfeit or forged objects ; the use, with intent to defraud

ainsi qu'une récente ordonnance de la Chambre des mises en accusation de la Cour d'Appel d'Athènes (N° 59 en date du 21 mars 1912) décida que le délit dont il s'agit, imputé à la personne dont le Gouvernement Impérial allemand demandait l'extradition, était compris sous la dénomination d'abus de confiance parmi ceux énumérés dans l'article précité du Traité. Je suis donc persuadé que malgré la traduction trop littérale de ce terme en grec, aucune équivoque n'est possible à ce sujet, et bien que les tribunaux aient toute liberté dans l'interprétation des textes, j'aime à espérer que la jurisprudence continuera de rester constante sur la matière.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) COROMILAS.

B

N° 562.

ATHÈNES, le 19/6 juin 1912.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser à Votre Excellence réception de la lettre N° 16,337 qu'Elle a bien voulu adresser à cette Légation en date du 31 mai-13 juin 1912, au sujet de la traduction grecque du terme « abus de confiance », inséré dans l'article 2 N° 8 du Traité d'extradition entre l'Allemagne et la Grèce.

Quant à la traduction allemande du traité sus-mentionné, et qui a été publiée dans le N° 38 du Journal Officiel de l'Empire d'Allemagne de 1907 (pages 545-557), je m'empresse de vous informer, Monsieur le Ministre, que le terme « abus de confiance » a été rendu par le mot « Unterschlagung ».

Veuillez agréer..., etc...

(Signé) BIEL.

of the German Criminal Code under the name of "Unterschlagung". Thus a recent order of the Indictments Section of the Court of Appeal of Athens (No. 59 of March 21st 1912) decided that the delict in question, imputed to a person whose extradition was demanded by the Imperial German Government, was included among those enumerated in the Article of the Treaty cited above under the term "abus de confiance." I am, therefore, persuaded that, in spite of the too literal translation of this term in Greek, no doubt is possible on this point, and although the Courts have complete freedom in the interpretation of texts, I venture to hope that jurisprudence on this subject will be consistent.

I have, etc.

(Signed) COROMILAS.

B

No. 562.

ATHENS, 19/6 June 1912.

SIR,

I have the honour to acknowledge receipt of your letter No. 16,337 addressed to this Legation, and dated 31 May-13 June 1912 with regard to the Greek translation of the term "embezzlement" (abus de confiance), inserted in Article 2 No. 8 of the Treaty of Extradition between Germany and Greece.

As regards the German translation of the above-mentioned treaty which was published in No. 38 of the German Imperial Gazette, 1907, (pages 545-557), I have the honour to inform you that the term "abus de confiance" has been translated by the word "Unterschlagung".

I have, etc.

(Signed) BIEL.

ciable et avec une intention frauduleuse de vrais sceaux, timbres et poinçons ;

13° Faux témoignage ;

14° Faux serment ;

15° Concussion, détournement, commis par les fonctionnaires publics ; corruption de fonctionnaires publics ;

16° Banqueroute frauduleuse, et fraudes comises dans les faillites ;

17° Incendie volontaire ;

18° Destruction, dégradation ou suppression volontaire et illégale d'un titre public ou privé, commise dans le but de causer du dommage à autrui ;

19° Résistance et voies de fait des gens de l'équipage envers le capitaine ou ses remplaçants ;

20° Recèlement des objets obtenus à l'aide d'un des crimes ou délits prévus par la présente convention.

Sont comprises dans les qualifications précédentes, les tentatives, lorsqu'elles sont punies par les législations des deux pays.

En matière de délits, l'extradition aura lieu :

1° Pour les condamnés, lorsque la peine prononcée sera au moins d'un an d'emprisonnement.

2° Pour les prévenus, lorsque le maximum de la peine applicable au fait incriminé sera, d'après les législations des deux pays, au moins de deux ans d'emprisonnement.

Article 3.

Aucun sujet Allemand ne sera extradé à la Grèce et aucun sujet Hellène ne sera extradé à l'Allemagne.

Si le prévenu ou le condamné n'est pas sujet de celui des deux pays qui le réclame, le Gouvernement saisi de la demande d'extradition restera libre de donner à cette demande la suite qui lui paraîtra convenable et de livrer l'individu réclamé, soit à son propre pays, soit au pays où le crime aura été commis.

Article 4.

L'extradition n'aura pas lieu :

1° Si la prescription de l'action ou de la peine est acquise, d'après les lois du pays requis, au moment où la demande est faite ;

of genuine seals, stamps and dies to the injury of another person ;

(13) False testimony ;

(14) Perjury ;

(15) Corrupt practices and embezzlement committed by public officials ; corruption of public officials ;

(16) Fraudulent bankruptcy and frauds committed in bankruptcy ;

(17) Arson ;

(18) Wilful and illegal destruction, falsification or suppression of public or private instruments with intent to injure another person ;

(19) Resistance or acts of violence by members of the crew of a vessel towards the captain or his substitute ;

(20) Receiving of objects obtained by means of one of the crimes or delicts referred to in the present Convention.

Attempts to commit any of these crimes or delicts are included in the above provisions when such attempts are punishable under the laws of the two countries.

Extradition shall be granted for delicts :—

(1) In the case of convicted persons, when the sentence is not less than one year's imprisonment.

(2) In the case of persons under summons, when the maximum punishment for the offence in question, under the laws of the two countries, is not less than 2 years imprisonment.

Article 3.

No German subject shall be extradited to Greece and no Greek subject shall be extradited to Germany.

If a person summonsed or under sentence is not a subject of that one of the two countries which claims him, the Government to which the request for extradition has been made shall remain at liberty to act as it may think fit with regard to such demand, and to give up the person claimed either to his own country or to the country in which the crime was committed.

Article 4.

Extradition shall not be granted :

(1) If at the time when the request is made exemption from prosecution or punishment has already been acquired by lapse of time under the laws of the country to which the request is made.

2° Lorsque la demande d'extradition sera motivée par le même fait pour lequel l'individu réclamé a été poursuivi et mis hors de cause, ou est encore poursuivi ou a déjà été jugé dans le pays auquel l'extradition est demandée.

Article 5.

Si l'individu réclamé est poursuivi ou condamné dans le pays requis, pour une infraction autre que celle qui a donné lieu à la demande d'extradition, son extradition pourra être différée jusqu'à la fin de la poursuite, et en cas de condamnation, jusqu'au moment où il aura subi sa peine.

Dans le cas où il serait poursuivi ou détenu dans le même pays à raison d'obligations contractées envers des particuliers, son extradition aura lieu néanmoins, sous réserve pour ceux-ci de faire valoir ensuite leurs droits devant l'autorité compétente.

Article 6.

L'extradition ne sera pas accordée si l'infraction pour laquelle elle est demandée est considérée par la partie requise comme un délit politique ou un fait connexe à un semblable délit, ou si l'individu réclamé prouve que la demande d'extradition a été faite, en réalité, dans le but de le poursuivre pour une infraction de cette nature.

L'individu extradé ne pourra être poursuivi ou puni pour aucune infraction autre que celle qui a motivé l'extradition. Cela ne s'applique pas aux infractions commises après l'extradition.

L'extradé ne pourra être réextradé à un Etat tiers sans le consentement du Gouvernement qui l'a livré. Le consentement sera demandé et donné conformément au mode de procédure établi par les articles 7 et 8.

Article 7.

La demande d'extradition devra toujours être faite par la voie diplomatique.

(2) When the request for extradition is based on an act for which the person claimed has already been proceeded against and exculpated, or is still under process or has already been tried in the country to which the request for extradition is made.

Article 5.

If the person claimed is under process or has been convicted in the country to which the request is made, for some offence other than that which has given rise to the request for extradition, his extradition may be postponed until the end of the proceedings and, in the event of conviction, until the sentence has been carried out.

If the person claimed is being proceeded against or detained in such country by reason of obligations contracted towards private individuals, his extradition shall none the less take place; provided always that such individuals may thereupon prosecute their claims before the competent authority.

Article 6.

Extradition shall not be granted if the offence for which it is requested is considered by the Party to which the request is addressed to be a political offence or an act connected with such an offence; or if the person claimed proves that the request for extradition has in reality been made for the purpose of proceeding against him for an offence of such a nature.

The person extradited shall not be proceeded against or punished for any offence other than that for which he has been extradited. This does not apply to offences committed after the extradition.

The person extradited shall not be re-extradited to a third State without the consent of the Government which surrendered him. Consent will be asked and granted in conformity with the procedure laid down in Articles 7 and 8.

Article 7.

Request for extradition shall always be made through diplomatic channels.

Article 8.

La procédure d'extradition sera déterminée par la législation du pays requis ou par l'usage y établi.

Article 9.

L'extradition sera accordée sur la production de l'original ou de l'expédition authentique soit du jugement ou de l'arrêt de condamnation, soit de l'acte de procédure criminelle émané du juge compétent, décrétant formellement ou opérant de plein droit le renvoi du prévenu ou de l'accusé devant la juridiction répressive, soit d'une décision formelle du tribunal compétent pour la mise en état d'accusation ou l'ouverture de la poursuite principale. Elle pourra être également accordée sur la production du mandat d'arrêt ou de tout autre acte ayant la même force, décerné par l'autorité étrangère judiciaire compétente, pourvu que ces actes renferment l'indication précise du fait pour lequel ils ont été délivrés.

Ces pièces seront accompagnées d'une copie du texte de la loi applicable au fait incriminé, d'une traduction authentique dans la langue du pays requis et autant que possible du signalement de l'individu réclamé ou de toute autre indication de nature à constater son identité.

Dans le cas où il y aurait doute sur la question de savoir si le crime ou délit, objet de la poursuite, rentre dans les prévisions de la présente convention, le Gouvernement requis pourra demander toutes les explications qu'il considérerait nécessaires ou utiles pour éclairer sa conviction, après quoi il statuera sur la suite à donner à la demande d'extradition.

Le Gouvernement requérant, en fournissant au Gouvernement requis ces explications, mettra en même temps à la disposition de ce dernier tous les documents nécessaires ou utiles pour éclairer sa conviction.

Article 10.

En cas d'urgence, l'arrestation provisoire pourra être effectuée sur avis, transmis par la

Article 8.

The procedure in matters of extradition shall be governed by the law of the country to which the request is addressed or by its established usage.

Article 9.

Extradition will be granted on production of the original, or a certified true copy, of the judgment or sentence, or of any order in the course of criminal proceedings issued by the competent judge, formally decreeing or necessarily effecting the taking of criminal proceedings against the person summonsed or accused, or of the original, or a certified true copy, of a formal decision of the competent tribunal for the drawing up of the charge or the commencement of the prosecution itself. It may also be granted on the production of a warrant of arrest or any other document having the same effect, issued by the competent judicial authority in the foreign country concerned, providing the documents contain a precise statement of the act in respect of which they have been issued.

The documents will be accompanied by a copy of the text of the law applicable to the act charged, an authentic translation into the language of the country to which the request for extradition is addressed, and, so far as possible, a description of the person claimed or any other information serving to establish his identity.

In case of doubt as to whether the crime or delict for which the prosecution is instituted, is covered by the provisions of the present Convention, the Government to which the request is made may demand any explanatory details which it may consider necessary or desirable in order to arrive at a decision, after which it will decide upon the effect to be given to the request for extradition.

The Government making the request, in furnishing these details, will, at the same time place at the disposal of the Government to whom the request is addressed, any documents necessary or desirable for the purpose of arriving at a decision.

Article 10.

In case of urgency, a provisional arrest may be made on the receipt by post or telegraph,

poste ou le télégraphe et toujours par voie diplomatique, de l'existence d'un des documents mentionnés à l'article 9, à la condition toutefois que cet avis sera régulièrement donné au Ministre des Affaires Etrangères du pays requis.

L'arrestation provisoire aura lieu dans les formes et suivant les règles établies par la législation du pays requis ou en usage dans ce pays. Elle cessera d'être maintenue si, dans le délai d'un mois à partir du moment où elle aura été effectuée, le Gouvernement requis n'a pas reçu par voie diplomatique une demande d'extradition accompagnée de l'un des documents mentionnés à l'article 9 de la présente convention.

Article 11.

Quand il y aura lieu à extradition, tous les objets provenant du crime ou du délit, ou pouvant servir de pièces à conviction, qui seront trouvés en la possession de l'individu réclamé au moment de son arrestation ou qui seront découverts ultérieurement, seront remis à l'Etat requérant.

Cette remise se fera même si l'extradition ne peut s'accomplir par suite de l'évasion ou de la mort de l'individu réclamé.

Sont cependant réservés les droits que des tiers auraient pu acquérir sur les dits objets qui devront, le cas échéant, leur être rendus, sans frais, à la fin du procès.

Article 12.

Les frais d'arrestation, d'entretien et de transport de l'individu dont l'extradition aura été accordée, ainsi que ceux de consignation et de transport des objets qui, aux termes de l'article précédent, doivent être restitués ou remis, resteront à la charge des deux pays dans les limites de leurs territoires respectifs.

Les frais de transport ou autres sur les territoires des Etats intermédiaires sont à la charge de l'Etat réclamant.

Les frais de transport ou autres par mer resteront également à la charge de l'Etat réclamant.

L'individu à extraditer sera conduit au port du pays requis, ou au point de la frontière que désignera le Gouvernement réclamant.

but always through diplomatic channels, of notice of existence of one of the documents mentioned in Article 9; provided always that such notice shall be duly given to the Ministry for Foreign Affairs of the Country to which the request is addressed.

A provisional arrest shall be made in conformity with the rules established by legislation or usage in the State to which the request for extradition is addressed. It will become void if, within one month from the arrest, the government to which the request is addressed, has not received through diplomatic channels a request for extradition accompanied by one of the documents mentioned in article 9 of the present Convention.

Article 11.

When extradition is granted, any objects connected with the crime, or delict, or serving as evidence for conviction, found in the possession of the person claimed at the moment of his arrest, or discovered later, will be sent to the State claiming extradition.

These objects will be sent even if the extradition cannot be carried out on account of the escape or death of the person claimed.

Rights acquired by third persons over such objects are not prejudiced and the objects shall in proper cases be returned to such persons free of cost, at the end of the proceedings.

Article 12.

The costs of arrest, maintenance and transport of an extradited person, as well as the costs of the safekeeping and transport of objects which, under the terms of the preceding Article must be delivered or restored, will be defrayed by the two countries concerned within the limits of their respective territories.

Transport or other expenses within the territories of intermediate States shall be defrayed by the State requesting extradition.

Transport or other costs at sea will be defrayed by the State requesting extradition.

The person extradited will be conducted to such port of the country to which the claim is addressed, or to such point of its frontier, as may be specified by the Government making the claim.

Article 13.

Si l'individu réclamé et arrêté dans les conditions de la présente convention n'est pas emmené dans les trois mois après son arrestation, il sera mis en liberté et ne pourra plus être réclamé pour la même cause.

N'est pas compris dans ce délai de trois mois le temps pendant lequel, après l'arrestation, l'individu réclamé a dû satisfaire à la justice du pays requis.

Article 14.

L'extradition, par voie de transit sur les territoires respectifs des Etats contractants, d'un individu n'appartenant pas au pays de transit, sera accordée sur la simple production, en original ou en expédition authentique, de l'un des documents mentionnés dans l'article 9, pourvu que le fait, servant de base à l'extradition, soit compris dans la présente convention et ne rentre pas dans les prévisions des articles 4 et 6.

Les frais de transit seront à la charge du pays requérant.

Article 15.

Lorsque, dans la poursuite d'une affaire pénale non politique, l'audition de personnes se trouvant dans l'un des deux pays, ou tout autre acte d'instruction seront jugés nécessaires, une commission rogatoire, accompagnée d'une traduction authentique dans la langue du pays requis, sera adressée à cet effet par la voie diplomatique, et il y sera donné suite en observant les lois du pays dans lequel l'audition ou l'acte d'instruction devra avoir lieu.

Toutefois, les commissions rogatoires tendant à faire opérer soit une visite domiciliaire, soit la saisie du corps du délit ou de pièces à conviction, ne pourront être exécutées que pour un des faits énumérés à l'article 2 et sous la réserve exprimée au dernier paragraphe de l'article 11 ci-dessus.

Les Gouvernements respectifs renoncent au remboursement des frais résultant de l'exécution des commissions rogatoires en matière pénale, même dans le cas où il s'agirait d'expertise, pourvu toutefois que cette expertise n'ait pas entraîné plus d'une vacation.

Article 13.

If the person claimed and arrested is not taken away within 3 months after his arrest, he shall be set at liberty and cannot be claimed again for the same offence.

The time required, after the arrest, for satisfaction by the accused person of any requirements of the law of the country to which the request for extradition is made, shall not be included in this period of three months.

Article 14.

Extradition, by way of transit over the respective territories of the contracting States, of an individual not belonging to the country of transit will be granted on the mere production, in the original or a certified true copy, of one of the documents mentioned in Article 9, providing that the act in respect of which extradition is requested, is covered by the present Convention and is not included under the provisions of Articles 4 and 6.

The cost of transit will be defrayed by the Country requesting the extradition.

Article 15.

When, in the course of a criminal process of a non-political nature, it is found necessary to examine persons in one of the two countries, or to make any other preliminary investigation, letters rogatory, together with a translation thereof into the language of the country to which the request is made, shall be delivered for this purpose through diplomatic channels and shall be executed in accordance with the laws of the country in which the examination or investigation is to take place.

Notwithstanding the above provision, letters rogatory involving either a domiciliary visit or the seizure of the subject matter or evidence of the offence may only be executed in the case of an act referred to in Article 2 and subject to the restriction contained in the last paragraph of Article 11 above.

The respective Governments renounce all claim to reimbursement of costs resulting from the execution of letters rogatory in criminal cases, even where the assistance of experts is involved, provided that such expert assistance has not extended to more than a single investigation.

Article 16.

En matière pénale non politique, lorsque le Gouvernement de l'un des deux pays jugera nécessaire la notification d'un acte de procédure ou d'un jugement à un individu résidant sur le territoire de l'autre pays, la pièce transmise diplomatiquement et accompagnée d'une traduction authentique dans la langue du pays requis, sera, en tant que les lois du pays requis ne s'y opposent pas, signifiée à la personne à la requête du ministère public du lieu de la résidence par les soins d'un officier compétent et l'original constatant la notification sera envoyée par la même voie au Gouvernement requérant sans restitution des frais.

Article 17.

Lorsque, dans une cause pénale non politique, la comparution personnelle d'un témoin sera jugée nécessaire, le Gouvernement du pays où réside le témoin l'engagera à se rendre à l'assignation qui lui sera adressée à cet effet, par voie diplomatique, de la part des autorités de l'autre pays.

En cas de consentement du témoin, les frais de voyage et de séjour lui seront accordés d'après les tarifs et règlements en vigueur dans le pays où l'audition devra avoir lieu, à son choix, d'après les tarifs et règlements de l'Etat requis. L'Etat requérant indiquera le montant de l'avance que l'Etat requis pourra, sauf remboursement de l'Etat requérant, faire au témoin sur la somme intégrale.

Aucun témoin, quelle que soit sa nationalité, qui, cité dans l'un des deux pays, comparaitra volontairement devant les juges de l'autre pays, ne pourra y être poursuivi ni détenu pour des faits ou condamnations antérieurs, civils ou criminels, ni sous prétexte de complicité dans les faits, objets du procès où il figurera comme témoin.

Article 18.

Lorsque, dans une cause pénale non politique, instruite dans l'un des deux pays, la communication de pièces de conviction ou de documents

Article 16.

In criminal cases of a non-political nature when the Government of one of the two countries considers it necessary to communicate any order or judgment to any person living in the territory of the other country, the communication shall be forwarded through diplomatic channels, together with an authentic translation thereof into the language of the country to which the request is made, and shall, so far as it is not forbidden by the laws of such country, be notified to the person in question by a competent official at the request of the public authority of the place of his residence; and the original document certifying such notification shall be forwarded, free of cost, through diplomatic channels to the Government making the request.

Article 17.

In a criminal case of a non-political nature when the appearance of a witness is deemed necessary, the Government of the State in which the witness resides shall call upon him to comply with the notice which will be served upon him through diplomatic channels on behalf of the authorities of the other country.

If the witness consents to appear, the expenses of the journey and subsistence shall be granted him in accordance with the rates and regulations in force in the country where the hearing is to take place, or, if he prefers it, in accordance with the rates and regulations of the country in which he resides. The State making the request shall inform the State to which the request is made of the advance which the latter may make to the witness upon the total sum, subject to reimbursement by the former State.

No witness, whatever his nationality, cited in one of the two countries and voluntarily appearing before the judges of the other country, may be proceeded against or detained on the ground of previous acts or judgments, whether criminal or civil, or on the ground of complicity in the acts forming the subject of the process in which he so appears as witness.

Article 18.

When in the case of criminal proceedings of a non-political nature instituted in one of the two countries the communication of evidence

se trouvant entre les mains des autorités de l'autre pays, sera jugée nécessaire ou utile, la demande en sera faite par la voie diplomatique et on y donnera suite, à moins que des considérations particulières ne s'y opposent et sous l'obligation de renvoyer, dans le plus bref délai possible, les pièces et documents.

Les Gouvernements contractants renoncent au remboursement des frais occasionnés, dans les limites de leurs territoires respectifs, par l'envoi et la restitution des pièces de conviction et documents.

Article 19.

Les deux Gouvernements s'engagent à se communiquer réciproquement, sans restitution des frais, les condamnations pour crimes ou délits de toute espèce qui auront été prononcés par les tribunaux de l'un des deux Etats contre les sujets de l'autre.

Cette communication sera effectuée moyennant l'envoi par la voie diplomatique d'un bulletin ou extrait de la décision définitive, au Gouvernement du pays auquel appartient le condamné.

Article 20.

Le présent traité entrera en vigueur dix jours après sa publication dans les formes prescrites par les lois des deux pays.

Les faits antérieurs à la mise en vigueur du Traité ne pourront être l'objet d'une demande d'extradition que dans le cas où les personnes réclamées se seraient réfugiées sur le territoire de l'Etat requis après la signature.

Chacune des Parties contractantes pourra en tout temps dénoncer le présent Traité en prévenant l'autre Partie de son intention six mois à l'avance.

Il sera ratifié, et les ratifications en seront échangées à Athènes dans un délai de six mois au plus tôt si faire se peut.

EN FOI DE QUOI, les Plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double expédition à Athènes, le 27 février/12 mars 1907.

(Signé) A. SKOUSÈS.
(Signé) ARCO VALLEY.

or documents in the hands of the authorities of the other country is considered necessary or desirable, a request to that effect will be made through diplomatic channels, and shall be complied with unless special circumstances render such communication objectionable and subject to the return at the earliest possible date of such evidence and documents.

The respective Governments renounce all claim to reimbursement of costs resulting within the limits of their respective territories from the forwarding and return of such evidence and documents.

Article 19.

The two Governments mutually undertake to inform each other, free of cost, of all convictions for crimes or delicts of any kind pronounced by the Courts of the one against subjects of the other.

This notification shall take the form of a report or extract of the final judgment sent through diplomatic channels to the Government of the State to which the person convicted belongs.

Article 20.

The present Treaty shall come into force ten days after its publication in the forms prescribed by the laws of the two countries.

Acts done before the coming into force of the Treaty shall not form the subject of requests for extradition, except in cases where the persons claimed have taken refuge in the territory of the State to which the request is made after the exchange of ratifications.

Each of the Contracting Parties may at any time denounce the present Treaty by giving the other Party six months' notice of its intention.

The Treaty shall be ratified and ratifications shall be exchanged at Athens, if possible, within six months.

IN WITNESS whereof the respective Plenipotentiaries have signed and sealed the present Treaty.

Done in duplicate at Athens, the 27 February/12 March 1907.

(Signed) A. SKOUSÈS.
(Signed) ARCO VALLEY.

No. 55.

ALLEMAGNE ET GRÈCE

Convention sur les droits de succession mobilière, signée à Athènes, 18 novembre/1^{er} décembre 1910.

GERMANY AND GREECE

Convention concerning the succession rights on movable property, signed at Athens, November 18/December 1, 1910.

No. 55. — CONVENTION SUR
LES DROITS DES SUCCES-
SIONS MOBILIÈRES ENTRE LA
GRÈCE ET L'ALLEMAGNE².
SIGNÉE A ATHÈNES LE 18 NO-
VEMBRE/1 DÉCEMBRE 1910.

*Texte officiel français communiqué par le Mi-
nistre de Grèce à Londres. L'enregistrement de
la Convention sus-mentionnée a eu lieu le 2 no-
vembre 1920.*

SA MAJESTÉ LE ROI DES HELLÈNES ET SA
MAJESTÉ L'EMPEREUR D'ALLEMAGNE, ROI DE
PRUSSE, au nom de l'Empire Allemand, dési-
rant s'entendre sur les droits auxquels seront
soumises les successions mobilières des sujets
Hellènes en Allemagne et des sujets Allemands
en Grèce, ont résolu de conclure dans ce but
une Convention et ont, à cet effet, nommé
pour Leurs Plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté le Roi des Hellènes :

Son Excellence Monsieur Jean GRYPARIS,
Son Ministre des Affaires Etrangères.

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de
Prusse :

Monsieur le Baron DE WANGENHEIM,
Son Envoyé Extraordinaire et Mi-
nistre Plénipotentiaire,

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins
pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due
forme, sont convenus des dispositions suivantes :

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

² a) Voir renvoi N° 2 du Traité N° 53, page 108.

b) Sanctionnée par la loi „ΔΔΓ” du 19 janvier 1912 et publiée ainsi que cette loi dans le « Journal Officiel » N° 43, du 4 février 1912.

c) Les ratifications furent échangées à Athènes le 9/22 janvier 1912.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 55. — CONVENTION BET-
WEEN GREECE AND GERMANY
CONCERNING SUCCESSION
RIGHTS ON MOVABLE PRO-
PERTY². SIGNED AT ATHENS
NOVEMBER 18/DECEMBER 1st,
1920.

*French official text forwarded by the Minister
for Greece in London. The registration of the
above-mentioned Convention took place on No-
vember 2, 1920.*

HIS MAJESTY THE KING OF THE HELLENES,
AND HIS MAJESTY THE EMPEROR OF GERMANY,
KING OF PRUSSIA, on behalf of the German
Empire, desiring to come to an agreement
concerning Succession rights on movable
property held by Greek subjects in Germany
and by German subjects in Greece, have
decided to this end to draw up a convention,
and have for this purpose appointed as their
Plenipotentiaries :

For His Majesty The King of the Hellenes :

His Excellency M. Jean GRYPARIS,
Minister of Foreign Affairs.

For His Majesty The Emperor of Germany,
King of Prussia :

Baron WANGENHEIM, Envoy Extraor-
dinary, and Minister Plenipoten-
tiary,

who, having communicated their full powers,
found in good and due form, have agreed as
follows :—

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

² a) See note N° 2 of the Treaty N° 53, page 108.

b) Sanctioned by the Law „ΔΔΓ” of January 19th, 1912, and published, together with this Law, in the “Journal Officiel” N° 43, of February 4th, 1912.

c) The ratifications were exchanged at Athens on January 9/22, 1912.

Article 1.

Les biens meubles se trouvant en Grèce d'un sujet Allemand qui n'a eu, au moment de sa mort, ni son domicile ni sa résidence habituelle en Grèce seront soumis aux droits de succession du Royaume de Grèce seulement dans le cas où l'héritier aura eu, au moment du décès, soit son domicile soit sa résidence habituelle en Grèce, et de même les biens meubles se trouvant en Allemagne d'un sujet Hellène qui n'a eu au moment de sa mort ni son domicile ni sa résidence habituelle dans un des Etats Fédéraux allemands, seront soumis aux droits de succession de l'Empire seulement dans le cas où l'héritier aura eu, au moment du décès, soit son domicile soit sa résidence habituelle dans un des Etats Fédéraux.

Article 2.

Dans le cas où ni le sujet Hellène qui laisse des biens meubles en Allemagne, ni l'héritier lui-même n'ont eu au moment du décès leur domicile ou leur résidence habituelle dans un des Etats Fédéraux Allemands, le Gouvernement Impérial Allemand, agissant au nom des Etats Fédéraux intéressés, donne la garantie que ces biens seront également exempts des droits de succession actuels ou futurs perçus dans les Etats fédéraux.

Article 3.

La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Athènes, aussitôt que faire se pourra.

Elle entrera en vigueur deux mois après l'échange des ratifications.

Chacune des deux Parties contractantes pourra en tout temps dénoncer la présente Convention en prévenant l'autre Partie de son intention six mois à l'avance.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Athènes, en double expédition, le dix-huit novembre/premier décembre mil neuf cent dix.

(Signé) J. GRYPARIS.

(L. S.)

(Signé) WANGENHEIM.

Article 1.

The movable property held in Greece by a German subject who, at the time of his death, was neither domiciled in, nor resided habitually in Greece, will be subject to the Succession Duties of the Kingdom of Greece only in cases where the heir at the time of the death shall have been either domiciled in, or have resided habitually in Greece; and similarly the movable property held in Germany by a Greek subject, who at the time of his death was neither domiciled in, nor resided habitually in one of the German Federal States, shall be subject to the Succession Duties of the Empire, only in cases where the heir at the time of the death shall have been either domiciled in or have resided habitually in one of the Federal States.

Article 2.

In cases where neither the Greek subject bequeathing movable property in Germany, nor the heir himself, have been at the time of the death domiciled in, or have resided habitually in one of the German Federal States, the Imperial German Government, acting on behalf of the interested Federal States, guarantees that such property shall also be exempt both from present and future Succession Duties levied in the Federal States.

Article 3.

The present Convention shall be ratified and the ratifications exchanged at Athens with the least possible delay.

It will come into force 2 months after the exchange of ratifications.

Each of the two contracting parties will be able at any time to repudiate the present Convention by notifying the other party of its intentions six months beforehand. In confirmation whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Convention and have apposed their seals thereto.

Done in duplicate at Athens on November eighteenth/December first Nineteen hundred and ten.

(Signed) J. GRYPARIS.

(L. S.)

(Signed) WANGENHEIM.

No. 56.

BELGIQUE ET FRANCE

Echange de lettres des 10 et 15 septembre 1920, entre les Gouvernements belge et français, donnant leur approbation à l'accord militaire franco-belge du 7 septembre 1920.

BELGIUM AND FRANCE

Exchange of letters of 10 and 15 September, 1920, between the Belgian and French Governments, concerning the approval of the franco-belgian military understanding of September 7, 1920.

¹TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 56. — ECHANGE DE LETTRES DES 10 ET 15 SEPTEMBRE 1920 ENTRE LES GOUVERNEMENTS BELGE ET FRANÇAIS, DONNANT LEUR APPROBATION A L'ACCORD MILITAIRE FRANCO-BELGE DU 7 SEPTEMBRE 1920.

No. 56. — EXCHANGE OF LETTERS OF 10 AND 15 SEPTEMBER, 1920, BETWEEN THE BELGIAN AND FRENCH GOVERNMENTS, CONCERNING THE APPROVAL OF THE FRANCO-BELGIAN MILITARY UNDERSTANDING OF SEPTEMBER 7, 1920.

Texte officiel français communiqué par les Gouvernements belge et français. L'enregistrement de l'échange de lettres sus-mentionné a eu lieu le 4 novembre 1920.

French official text forwarded by the Belgian and French Governments. The registration of the above-mentioned exchange of letters took place on November 4, 1920.

MINISTRE
DES
AFFAIRES ETRANGÈRES.

MINISTRY
OF
FOREIGN AFFAIRS.

BRUXELLES, le 10 septembre 1920.

BRUSSELS, September 10, 1920.

EXCELLENCE,

EXCELLENCY,

Nous avons l'honneur de faire savoir à Votre Excellence que le Gouvernement belge donne son approbation à l'accord militaire dont le texte a été signé le 7 septembre 1920 par M. le Maréchal FOCH, M. le Général MAGLINSE, chef d'Etat-Major de l'Armée belge, et M. le Général BUAT, chef d'Etat-Major de l'Armée française, désignés à cet effet par leurs Gouvernements respectifs.

We have the honour to inform your Excellency that the Belgian Government gives its approval to the Military Understanding, the text of which was signed September 7, 1920, by Marshal FOCH, General MAGLINSE, Chief of Staff of the Belgian Army, and General BUAT, Chief of Staff of the French Army, designated for this purpose by their respective Governments.

Le but de cet accord est de renforcer les garanties de paix et de sûreté résultant du Pacte de la Société des Nations.

The object of this understanding is to reinforce the guarantees of peace and security resulting from the Covenant of the League of Nations.

Il va de soi que la souveraineté des deux Etats demeure intacte quant aux charges militaires qu'ils imposeront à leurs pays respectifs et quant à l'appréciation, dans chaque cas,

It is recognised as a matter of course that the two States retain undiminished their rights of sovereignty in respect of the imposition of military burdens upon their respective countries

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

de la réalisation de l'éventualité en vue de laquelle le présent accord est conclu.

Nous saisissons cette occasion, Monsieur le Président, de renouveler à Votre Excellence les assurances de notre très haute considération.

Le Ministre de la Défense Nationale,
(Signé) PAUL-EMILE JANSON.

Le Premier Ministre,
Ministre des Finances,
Ministre des Affaires Etrangères, a. i.,
(Signé) DELACROIX.

Son Excellence

Monsieur MILLERAND,
Président du Conseil,
Ministre des Affaires Etrangères,
PARIS.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
DES
AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

DIRECTION
DES AFFAIRES POLITIQUES
ET COMMERCIALES.

PARIS, le 15 septembre 1920.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Par une lettre en date du 10 de ce mois qui portait également la signature de M. le Ministre de la Défense Nationale de Belgique, Votre Excellence a bien voulu me faire savoir que le Gouvernement belge donnait son approbation à l'accord militaire dont le texte a été signé le 7 septembre 1920 par M. le Maréchal FOCH, M. le général MAGLINSE, Chef d'Etat-Major de l'Armée belge, et M. le Général BUAT, Chef d'Etat-Major de l'Armée française, désignés à cet effet par leurs Gouvernements respectifs.

and in regard to determining in each case whether the eventuality contemplated by the present understanding has in fact arisen.

We take this opportunity, Mr. President, to renew to your Excellency, the assurance of our very highest consideration.

(Signed) PAUL EMILE JANSON,
Minister of National Defence.

(Signed) DELACROIX,
Prime Minister,
Minister of Finance,
Minister of Foreign Affairs.

His Excellency

Monsieur MILLERAND,
President of the Council,
Minister of Foreign Affairs.
PARIS.

FRENCH REPUBLIC

MINISTRY
OF
FOREIGN AFFAIRS.

DIRECTORATE OF
POLITICAL AND COMMERCIAL
AFFAIRS.

PARIS, September 15, 1920.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

By a letter dated the 10th of this month and bearing the signature of the Belgian Minister of National Defence, as well as your Excellency's signature, your Excellency had the kindness to inform me that the Belgian Government gave its approval to the Military Understanding, the text of which was signed on September 7, 1920, by Marshal FOCH, General MAGLINSE, Chief of Staff of the Belgian Army, and General BUAT, Chief of Staff of the French Army, designated for this purpose by their respective Governments.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que le Gouvernement de la République donne également son approbation à cet accord militaire.

Le but de cet accord est de renforcer les garanties de paix et de sûreté résultant du Pacte de la Société des Nations.

Il va de soi que la souveraineté des deux Etats demeure intacte quant aux charges militaires qu'ils imposeront à leurs pays respectifs et quant à l'appréciation, dans chaque cas, de la réalisation de l'éventualité en vue de laquelle le présent accord est conclu.

Je saisis cette occasion, Monsieur le Président, pour renouveler à votre Excellence les assurances de ma très haute considération.

(Signé) MILLERAND.

Son Excellence

Monsieur DELACROIX,
Président du Conseil des Ministres,
Ministre des Affaires Etrangères,
BRUXELLES.

I have the honour to inform you that the Government of the Republic likewise gives its approval to this Military Understanding.

The object of this understanding is to reinforce the guarantees of peace and security resulting from the Covenant of the League of Nations.

It is recognised as a matter of course that the two States retain undiminished their rights of sovereignty in respect of the imposition of military burdens upon their respective countries and in regard to determining in each case whether the eventuality contemplated by the present understanding has in fact arisen.

I avail myself of this opportunity to renew to your Excellency the assurance of my very high consideration.

(Signed) MILLERAND.

His Excellency

Monsieur DELACROIX,
President of the Council of Ministers,
Minister of Foreign Affairs,
BRUSSELS.

No. 57.

ALLEMAGNE ET AUTRICHE

Arrangement et protocole conclus
entre l'Allemagne et l'Autriche
concernant le règlement de cer-
taines questions financières, signés
à Munich le 1^{er} septembre 1920.

GERMANY AND AUSTRIA

Agreement and protocol concluded
between Germany and Austria for
the settlement of certain financial
questions, signed at Munich, on
September 1, 1920.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

No. 57. — DEUTSCH - ÖSTERREICHISCHES ÜBEREINKOMMEN
ZUR REGELUNG GEWISSER FINANZIELLER FRAGEN. UNTER-
ZEICHNET IN MÜNCHEN DEN 1. SEPTEMBER 1920¹.

*Texte officiel allemand communiqué par le Mi-
nistre des Affaires Etrangères d'Allemagne.
L'enregistrement de l'arrangement et protocole
susmentionnés a eu lieu le 20 novembre 1920.*

*German official text forwarded by the German
Minister for Foreign Affairs. The registration
of the above-mentioned arrangement and proto-
col took place on November 20, 1920.*

Zwischen Vertretern der Deutschen und Österreichischen Regierung ist zur Regelung ge-
wisser finanzieller Fragen folgendes vereinbart worden :

I.

Die Österreichische Regierung erklärt, dass sie die in ihrem Staatsgebiete bestehenden Sperren
über bewegliche Vermögenswerte deutschen Reichsangehörigen gegenüber nach folgenden Grund-
sätzen aufheben wird :

1. Die Freigabe wird allen deutschen Reichsangehörigen, die am 16. Oktober 1920 keinen
Wohnsitz in Österreich haben und bis zu diesem Zeitpunkt einen dahingehenden Antrag gestellt
haben, gewährt werden. Der Antrag kann durch die Depotstelle eingereicht werden. Die Voraus-
setzungen für die Freigabe (Deutsche Reichsangehörigkeit, mangelnder Wohnsitz in Österreich)
sowie das Eigentumsverhältnis hinsichtlich der in Frage stehenden Vermögenswerte sind darzu-
tun. Für die Erledigung dieser Anträge wird tunlichste Beschleunigung zugesichert. Sie soll in
der Regel innerhalb eines Monats erfolgen. Das Vorliegen der Voraussetzungen kann auch durch
eine vor einer deutschen Behörde abgegebene eidesstattliche Erklärung dargetan werden. Für
diese Fälle wird die Österreichische Regierung ein besonderes beschleunigtes Freigabeverfahren
vorsehen.

Der Freigabeantrag wird, wenn die Anmeldung der Vermögenswerte im Sinne der bestehenden
Vorschriften noch nicht erfolgt ist, ohne die mit dieser Versäumnis verbundenen Nachteile als
rechtmässige Anmeldung behandelt werden.

2. Im übrigen werden alle zur Sicherung der Vermögensabgabe noch etwa bestehenden Sperren
bereits ordnungsgemäss angemeldeter Vermögenswerte aufgehoben werden, sobald die Behörde
Kenntnis davon erlangt, dass der Eigentümer nach seinen persönlichen Verhältnissen im Sinne
der §§ 9 und 11 des Gesetzes vom 21. Juli 1920 über die einmalige grosse Vermögensabgabe (Staats-
gesetzbl. Nr. 371) der Abgabe nicht unterliegt.

3. Gegenüber Reichsdeutschen, die nicht unter die Bestimmungen der Ziffern 1 und 2 fallen,
wird die österreichische Regierung die Sperre zur Sicherung der Vermögensabgabe auf das durch

¹ a) Voir renvoi Traité 47, page 60, vol. 2, N° 1.

b) Jusqu'au moment de la publication de ce
numéro du « Recueil des Traités » aucune notifica-
tion relative à l'échange des ratifications sur cet
arrangement n'est parvenue au Secrétariat.

¹ a) See note Treaty 47, page 60, vol. 2, N° 1.

b) Up to the moment of publication of this
number of the "Treaty Series" the Secretariat
of the League of Nations has not received any
notification of the exchange of ratifications of this
agreement.

den Einzelfall gebotene Mass beschränken, insbesondere sie dort aufheben, wo nach der Person oder nach dem sonstigen inländischen Vermögen des Abgabepflichtigen eine Gefährdung der Vermögensabgabe nicht zu besorgen ist.

4. Die in Österreich freizugebenden Wertpapiere werden vor der Freigabe unbeschadet der unter II, Ziffer 2 und 3 aufgeführten Bestimmungen mit der österreichischen Kontrollbezeichnung versehen. Auf Wunsch des Eigentümers kann diese Kontrollbezeichnung unterbleiben, doch sind die Wertpapiere in diesem Falle in Österreich nicht verkehrsfähig.

5. Die in Österreich bestehenden Vorschriften über die Behandlung der auf alte österreichisch-ungarische Kronen lautenden Geldforderungen werden durch die vorstehenden Bestimmungen nicht berührt. Die Abhebung, Verwertung und Ausfuhr ungestempelter österreichisch-ungarischer Kronen kann jederzeit ohne irgendeine Beschränkung erfolgen.

6. Unberührt von den vorstehenden Bestimmungen bleiben ferner die Massnahmen auf Grund des österreichischen Gesetzes vom 4. Juli 1919 (Staatsgesetzbl., Nr. 353) über die Sicherstellung ausländischer Lebensmittel und Rohstoffkredite durch Inanspruchnahme von in privatem Besitz befindlichen Goldmünzen und ausländischen Wertpapieren. Soweit anderen als Angehörigen des ehemaligen österreichischen Staates allgemeine Erleichterungen in dieser Hinsicht gewährt werden, kommen diese in gleicher Weise den deutschen Reichsangehörigen zugute.

II.

Die österreichische Regierung wird hinsichtlich der Freigabe von Schuldverschreibungen einschliesslich der Krieganleihen des ehemaligen österreichischen Staates, die sich im Eigentum von deutschen Reichsangehörigen befinden und in Oesterreich der Sperre unterliegen, wie folgt verfahren :

1. Die Schuldtitel der hypothekarischsichergestellten Vorkriegsschulden des ehemaligen österreichischen Staates werden mit der österreichischen Kontrollbezeichnung versehen und freigegeben. Hinsichtlich des Verzichts auf die Kontrollbezeichnung finden die Bestimmungen unter 1, Ziffer 4, Anwendung.

2. Die hypothekarisch nicht sichergestellten und gesperrten Schuldverschreibungen des ehemaligen österreichischen Staates (Art. 203, Ziffer 2 des Vertrags von St-Germain) unterliegen nicht der Kontrollbezeichnung, sondern werden nach Vornahme der in der Anlage zu Art. 203 des Vertrages von St. Germain vorgesehenen Abstempelung freigegeben. Die österreichische Regierung ist bereit, auch vor der Abstempelung diese Schuldverschreibungen freizugeben, jedoch ausschliesslich zur unmittelbaren bankmässigen Ueberweisung nach Deutschland.

3. Die österreichische Regierung ist bereit, Krieganleihen, die sich in Oesterreich befinden, von der Sperre freizugeben und mit der Kontrollbezeichnung zu versehen, sofern sie bereits am 9. September 1919 im Eigentum eines Reichsdeutschen Angehörigen standen. Dem vorbezeichneten Eigentumsverhältnisse am 9. September 1919 steht gleich der nach diesem Termin erfolgte Erwerb seitens eines Reichsangehörigen im Erbgang von einem Reichsangehörigen oder Österreicher, bei denen die Voraussetzungen für die Anerkennung der Krieganleihe vorlagen. Die österreichische Regierung behält sich vor, den deutschen Krieganleihebesitz als altausländischen zu kennzeichnen.

Die Kontrollbezeichnung hinsichtlich des Krieganleihebesitzes jener Reichsangehörigen, welche im Gebiete eines Sukzessionsstaates ihren Wohnsitz oder dort Niederlassungen haben, kann solange aufgeschoben werden, als die Möglichkeit besteht, dass der Krieganleihebesitz auf Grund besonderer Abmachungen zwischen dem Deutschen Reiche und dem betreffenden Sukzessionsstaate von diesem übernommen wird. Die deutsche Regierung wird der österreichischen Regierung Mitteilung zukommen lassen, wenn die vorstehende Möglichkeit von ihr nicht mehr als bestehend angesehen wird. Die Ausnahme bezieht sich bei den ausserhalb Oesterreichs befindlichen Niederlassungen jedoch nur auf den auf diese Niederlassung entfallenden Anteil des gesamten Krieganleihebesitzes.

III

Die Freigabe gemäss I und II berechtigt auch zur Ausfuhr der freigegebenen Papiere.

IV

Die mit der Kontrollbezeichnung versehenen und als altausländischer Besitz gekennzeichneten Krieganleihen der deutschen Reichsangehörigen können zur Entrichtung der Kriegssteuer (Kriegsgewinnsteuer) und zur Anschaffung von Sach-Demobilisierungsgütern nach Massgabe der bestehenden Bestimmungen verwendet werden. Sie können, wenn der Eigentümer in Österreich vermögensabgabepflichtig ist, bei der Vermögensabgabe in jenem Umfange als Zahlung angenommen werden, indem der Eigentümer nach dem Gesetze zur Entrichtung in Krieganleihe berechtigt ist.

Insoweit Niederlassungen oder Tochtergesellschaften reichsdeutscher Gesellschaften nicht den erforderlichen Bestand an gekennzeichneten österreichischen Krieganleihen besitzen, können sie den Krieganleihebestand der Muttergesellschaft in Deutschland in dem in Ziffer I erwähnten Umfange als Zahlungsmittel verwenden.

V

1. Für die Einlösung der Zins- und Dividendenscheine von Wertpapieren ist bis auf weiteres die Kontrollbezeichnung nicht erforderlich.

2. Zur Auszahlung von Prämien und Treffern, zur Ausfuhr neuer Kuponbogen und zur Ausübung von Aktienbezugsrechten auf Wertpapiere, sofern diese sich am 13. März 1919 in Österreich befanden, ist die Kontrollbezeichnung erforderlich. Soweit die Wertpapiere sich am 13. März 1919 ausserhalb Oesterreichs befanden, können diese Rechte ausgeübt werden, wenn durch eine vor einer reichsdeutschen Behörde abzugebende eidesstattliche Erklärung oder durch die Bestätigung eines von der österreichischen Regierung eigens dazu bevollmächtigten Kreditinstituts dargetan wird, dass sich das betreffende Wertpapier bereits am 13. März 1919 ausserhalb Österreichs befunden hat.

VI

Die österreichische Regierung sagt zu, dass Beschränkungen hinsichtlich der Verwertung oder Ausfuhr des Gegenwertes für eingeführte Waren deutschen Reichsangehörigen gegenüber nur insoweit zulässig sind, als sie bei der Erteilung der Einfuhrbewilligung den Interessenten vorgeschrieben wurden.

VII

1. Soweit in vorstehendem Uebereinkommen von deutschen Reichsangehörigen die Rede ist, sind darunter auch juristische Personen, die im deutschen Reiche ihren Sitz haben, zu verstehen.

2. Soweit bis 16. Oktober 1920 eidesstattliche Erklärungen noch nicht in rechtsverbindlicher Form vorgelegt werden können, können sie nachgeliefert werden.

Dieses Abkommen tritt mit dem Tage des Austauschs der Noten über die Genehmigung durch die beiderseitigen Regierungen in Kraft. Der Notenaustausch soll möglichst bald in Wien erfolgen.

So geschehen zu München am 1. September eintausendneuhundertzwanzig.

Gez. VON STOCKHAMMERN.

Gez. WILDNER.

Gez. Dr. RUDOLF EGGER.

PROTOKOLL

Bei Unterzeichnung des am 1. September 1920 abgeschlossenen österreichisch-deutschen Uebereinkommens zur Regelung gewisser finanzieller Fragen bestand zwischen den vertragschließenden Teilen Einverständnis darüber, dass die Bestimmung in Abschnitt IV dahin zu verstehen ist, dass, soweit Einfuhrbewilligungen überhaupt nicht erforderlich sind, die allgemeinen Bestimmungen über den Zahlungsverkehr mit dem Auslande massgebend bleiben.

In doppelter Ausfertigung.

Geschehen zu München, am 1. September 1920.

Gez. VON STOCKHAMMERN.

Gez. WILDNER.

Gez. Dr. RUDOLF EGGER.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 57. — ARRANGEMENT ET PROTOCOLE ENTRE L'ALLEMAGNE ET L'AUTRICHE POUR LE RÈGLEMENT DE CERTAINES QUESTIONS FINANCIÈRES, SIGNÉS A MUNICH LE 1^{er} SEPTEMBRE 1920.

No. 57. — AGREEMENT AND PROTOCOL CONCLUDED BETWEEN GERMANY AND AUSTRIA FOR THE SETTLEMENT OF CERTAIN FINANCIAL QUESTIONS, SIGNED AT MUNICH SEPTEMBER 1st, 1920.

Il a été convenu ce qui suit entre les représentants des Gouvernements Allemand et Autrichien pour le règlement de certaines questions financières.

With a view to settling certain financial questions, the Representatives of the German and Austrian Governments have agreed as follows :

I

Le Gouvernement autrichien déclare lever, en s'inspirant des principes suivants, les restrictions actuellement existantes dans ses territoires relatives aux valeurs mobilières qui s'appliquent aux ressortissants allemands.

1. Mainlevée sera accordée à tous les ressortissants allemands qui, à la date du 16 octobre 1920, ne possédaient pas de domicile en Autriche et qui ont déposé une demande de main-

I

The Austrian Government declares that it will raise such embargoes on securities as are at present in force within its territories, in respect of nationals of the German Reich, on the following principles :

(1) This embargo shall be raised for all nationals of the German Reich who on October 16, 1920, have no domicile in Austria, and who before that date have proffered claims to

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

levée avant cette date. La demande peut être adressée par l'intermédiaire des institutions où le dépôt des valeurs a été effectué. Il faudra présenter, avec l'exposé des raisons invoquées (nationalité allemande, absence de domicile en Autriche), une justification de propriété des valeurs en question. La liquidation des demandes sera assurée avec toute la diligence possible. Régulièrement, elle ne dépassera pas la date d'un mois. L'exposé des motifs pourra prendre également la forme d'une déclaration sous serment faite devant les autorités allemandes, auquel cas le Gouvernement autrichien procédera à la mainlevée avec une diligence particulière.

Lorsque le signalement des valeurs, conformément aux prescriptions existantes, n'aura pas encore été présenté, la demande de mainlevée sera traitée comme si le signalement avait été fait régulièrement sans qu'il puisse résulter de cette omission des conséquences dommageables.

2. En outre, toutes les restrictions destinées à assurer la perception de l'impôt sur la fortune qui subsisteraient encore seront rapportées en faveur des valeurs régulièrement signalées, dès que les autorités auront été avisées que, vu ses conditions particulières de fortune, le propriétaire n'est pas soumis à l'impôt, conformément aux paragraphes 9 et 11 de la loi du 21 juillet 1920 sur la contribution extraordinaire sur la fortune (Bulletin des Lois N° 371).

3) In ce qui concerne les Allemands du Reich qui ne tombent pas sous le coup des dispositions des N°s 1 et 2, le Gouvernement autrichien réduira les restrictions destinées à assurer la rentrée de la contribution sur la fortune, dans la mesure résultant de l'examen de chaque cas particulier; lorsque spécialement, soit en raison de la personnalité de l'intéressé, soit en raison des biens qu'il peut posséder par ailleurs en Autriche, le Gouvernement autrichien n'aura pas à redouter que la rentrée de l'impôt soit compromise.

4. Les valeurs susceptibles de mainlevée en Autriche seront, avant que celle-ci ne soit effectuée, pourvues de l'estampille autrichienne, sans préjudice des dispositions établies au paragraphe II, N°s 2 et 3. Sur demande du propriétaire, cette estampille peut être omise mais dans ce cas, les valeurs ne seront pas négociables en Autriche.

5. Les prescriptions existantes en Autriche,

this effect, such claims may be proffered through the place where the securities are deposited (Depotstelle). Proof must be furnished that the necessary conditions for this, the granting of release (German nationality, no domicile in Austria) have been fulfilled, as well as the conditions of ownership of the securities in question. These claims shall be assured of as speedy a settlement as possible,—usually within a period of one month. The fulfilment of the conditions may also be proved by a declaration made on oath in presence of a German competent authority. In such cases, the Austrian Government shall provide a specially accelerated procedure for the release of the securities.

If the notification of the securities, in accordance with the existing regulations, has not yet been made, the claim for release of the securities shall be treated as a declaration in proper form without the penalties attached to such an omission.

(2) Moreover all existing embargoes imposed on securities which have been already notified according to regulation, for the purpose of guaranteeing the Property Tax, shall be repealed as soon as the Authorities receive information that the owner, by reason of his personal circumstances, in accordance with paragraphs 9 and 11 of the Law of July 21, 1920, on the Capital Levy (State Legal Gazette No. 371) is not liable to this tax.

(3) In the case of nationals of the German Reich not included in numbers 1 and 2, the Austrian Government shall limit the application of the embargoes guaranteeing the Property Tax to such a degree as may be demanded by each individual case, and shall, in particular, raise such embargoes in cases where, having regard to the individual liable to taxation or to such other property as he possesses in the country, there is no occasion for anxiety in regard to the property tax.

(4) All bonds redeemable in Austria shall before being released be stamped with the Austrian Control Stamp without prejudice to the terms laid down in II, numbers 2 and 3. If the owner so desires, this Control Stamp may be omitted, but in this case the bonds are not negotiable in Austria.

(5) The terms above laid down shall in

concernant le régime imposé aux créances libellées en couronnes de l'ancien Etat austro-hongrois ne sont pas affectées par les dispositions précédentes. Le retrait, l'emploi ou l'exportation de couronnes austro-hongroises non-estampillées, sont libres en tout temps, sans aucune restriction.

6. En outre, ne sont pas affectées par les dispositions précédentes, les mesures prises aux termes de la Loi autrichienne du 4 juillet 1919 (Bulletin des Lois N° 353) et relatives aux garanties de crédits pour vivres et matières premières, constituées au moyen de la réquisition de monnaies d'or et de valeurs étrangères détenues par des particuliers. Sous ce rapport, les ressortissants de l'Empire allemand bénéficient des mesures d'allègement générales, accordées aux ressortissants de l'ancien Etat autrichien, dans la même mesure et de la même manière.

II

Le Gouvernement autrichien procédera de la façon suivante en ce qui concerne la mainlevée des titres de dettes y compris les titres d'emprunts de guerre de l'ancien Etat autrichien, qui sont propriété de ressortissants de l'Empire allemand se trouvant sous séquestre en Autriche.

1. Les titres des obligations hypothécaires d'avant-guerre garanties de l'ancien Etat austro-hongrois seront pourvues de l'estampille autrichienne de contrôle et mainlevée en sera donnée. Ce sont les dispositions du paragraphe I, N° 4, qui sont applicables en cas de renonciation à l'estampillage.

2. Les titres de dettes non garantis par hypothèque et non séquestrés de l'ancien Etat autrichien (article 203, par. 2 du Traité de Saint-Germain) ne sont pas soumis à l'estampille, mais il en sera donné mainlevée, après mise à exécution du timbrage prévu dans l'annexe, à l'article 203 du Traité de Saint-Germain.

Le Gouvernement autrichien est prêt à donner mainlevée de ces titres de dettes, même avant le timbrage, mais exclusivement dans le cas d'envoi immédiat en Allemagne par l'entremise des banques.

3. Le Gouvernement autrichien est prêt à donner mainlevée des titres d'emprunt de guerre qui se trouvent en Autriche et à les

no way affect the regulations existing in Austria with regard to the treatment of pecuniary claims reckoned in the old Austro-Hungarian Kronen. Unstamped Austro-Hungarian crowns may be withdrawn, realised, or exported at any time without restriction of any kind.

(6) The following shall also be excluded from the above terms : All measures based on the Austrian Law of July 4, 1919 (State Legal Gazette No. 353) safeguarding foreign credits for food and raw materials by laying claim to all privately owned gold coin and all foreign bonds. General relief in this respect shall be granted to Nationals of the German Reich to the same extent as to others who are not subjects of the former Austrian State.

II

In respect of the release of such bonds, including war loans of the former Austrian State, as are possessed by subjects of the German Reich and are under embargo in Austria, the Austrian Government shall make the following provisions : §

(1) The title-deeds of such pre-war debts pertaining to the former Austrian State as were secured by mortgage, shall receive the Austrian Control Stamp and be released. If not so stamped the terms as laid down in I, No. 4, shall take effect.

(2) Bonds pertaining to the former Austrian State which are not secured by mortgage and embargoed (Art. 203, No. 2 of the Treaty of Saint-Germain) shall not be liable to the Control Stamp, but shall be released after being stamped in the manner provided for in the annex to Article 203 of the Treaty of Saint-Germain.

The Austrian Government is prepared to release these bonds even before they are stamped, but only for direct assignment through banking channels to Germany.

(3) The Austrian Government is prepared to release War Loan Bonds which are in Austria, and to mark them as registered provided that

estampiller, à condition qu'ils aient déjà appartenu, à la date du 9 septembre 1919, à des ressortissants allemands. A cet état de possession à la date du 9 septembre, est assimilée la transmission par héritage consécutivement à cette date, de tels titres, au bénéfice d'un ressortissant allemand et provenant d'un ressortissant allemand ou autrichien, dans le cas duquel on peut constater que les conditions imposées à la reconnaissance de l'emprunt ont été remplies. Le Gouvernement autrichien se réserve d'assimiler la possession de titres de l'emprunt de guerre allemand à celle d'anciens emprunts étrangers.

En ce qui concerne les titres d'emprunt de guerre possédés par des ressortissants du Reich dont le domicile ou certains établissements se trouvent sur le territoire de l'ancien Etat autrichien, l'estampillage pourra être différé, tant que subsistera la possibilité que ces emprunts de guerre soient pris en charge par l'un de ces Etats en exécution de conventions conclues entre le dit Etat et le Reich allemand. Le Gouvernement allemand informera le Gouvernement autrichien quand il jugera que cette possibilité aura disparu. Toutefois, dans le cas d'établissements situés hors d'Autriche, cette exception ne s'applique qu'à la fraction de l'emprunt de guerre qui est détenue par ces établissements.

III

La mainlevée, conformément aux paragraphes I et II, comprend également l'autorisation d'exporter ces titres une fois rendus à la circulation.

IV

Les titres d'emprunt de guerre estampillés, propriété de ressortissants allemands regardés comme propriété d'anciens étrangers, peuvent être employés au paiement des impôts de guerre (impôts sur les bénéfices de guerre) et à l'achat des stocks de liquidation, conformément aux dispositions existantes. Ils peuvent, au cas où le propriétaire est assujéti en Autriche à l'impôt sur la fortune, être acceptés en paiement dans la mesure où le propriétaire est autorisé par la loi à se libérer en emprunt de guerre.

they were the property of German Nationals on September 9, 1919. The condition as to ownership on September 9, 1919, referred to above, also applies in cases where the bonds were acquired after this date by a German National, by inheritance from a German or Austrian National, provided that evidence is forthcoming that the loan has been acknowledged. The Austrian Government reserves its right to treat property consisting of German War Loan as former alien securities.

As regards War Loan Bonds possessed by German subjects, who are domiciled within the territory of a "Succession-State" (Sukzession Staat) registration may be postponed until such time as there is a possibility that War Loan will be taken over by the Succession State in question on the basis of a special arrangement between it and the German Reich. The German Government will inform the Austrian Government, when such a possibility appears no longer to exist. In the case of branch establishments (Niederlassungen) outside Austria, this exception only applies to the proportion of the whole War Loan capital which falls to the share of the branch establishments in question.

III

Release granted under the conditions laid down in I and II also covers export of the released certificates.

IV

The War Loan Bonds belonging to German nationals, which are registered and considered as former alien property, may be used for the liquidation of the War tax (War Profits tax) and for purchase of demobilisation stocks (Sachdemobilisierungsgüter) to the extent allowed by existing regulations.

When the owner is liable to the capital levy in Austria, these bonds may be accepted as payment to the extent to which the owner is entitled, according to the law, to pay his tax in War Loan.

2. Dans le cas où les établissements ou les succursales de Sociétés allemandes ne possèdent pas la quantité exigible de titres d'emprunt de guerre autrichiens reconnus, ils peuvent employer comme moyen de paiement dans la proportion indiquée au N^o 1, le montant en emprunt de guerre détenu par le Siège Central en Allemagne.

V

1. Pour le service des intérêts et dividendes des valeurs et jusqu'à nouvel ordre, l'estampillage n'est pas exigible.

2. L'estampillage est au contraire exigible pour le paiement de primes et de lots pour la délivrance de nouvelles feuilles de coupons, pour l'exercice du droit de libération des actions, pourvu que les titres se trouvent en Autriche à la date du 13 mars 1919.

Si les valeurs ne se trouvaient pas en Autriche à la date du 13 mars 1919, ces droits pourront être exercés à la condition de fournir la preuve que ces valeurs se trouvaient être déjà, à la date du 13 mars 1919, déposées hors d'Autriche, par déclaration sous serment faite devant une autorité allemande ou confirmée par un établissement de crédit autrichien, ayant spécialement, et à cet effet, reçu pleins pouvoirs du Gouvernement.

VI

Le Gouvernement autrichien consent à ce que les restrictions, relatives à la conversion ou l'exportation de la contre-valeur de marchandises importées par des ressortissants allemands ne soient applicables que dans la mesure où elles seront établies lors de la communication aux intéressés de leur licence d'importation.

VII

1) Chaque fois que, dans cette convention, il est question de ressortissants allemands, le terme comprend également les personnes juridiques qui ont leur siège dans le Reich allemand.

2) Les déclarations sous serment qui n'auront pu être faites dans la forme régulière à la date du 16 octobre 1920, pourront être transmises ultérieurement.

(2) In cases where the branches or affiliated branches of German Companies do not possess the required amount of registered War Loan, they may make use of the War Loan in possession of the parent Company in Germany for payments, to the extent mentioned in No. 1.

V

(1.) Registration is not at present required for the redemption of interest and dividend certificates.

(2) Registration is necessary in connection with the payment of premiums and bonuses, the issue of new coupons and in the exercise of rights relating to securities, provided that the latter were in Austria on March 13, 1919.

In cases where the securities were outside Austria on March 13, 1919, these rights may be exercised if it has been shown by means of a declaration on oath, taken before an official of the German Reich, or by means of a letter of confirmation from one of the Loan Banks duly authorised by the Austrian Government for that purpose, that the securities in question were outside Austria before March 13, 1919.

VI

The Austrian Government agrees that restrictions in regard to the realization or export of the equivalents for goods imported by German Nationals may only be imposed, in so far as they were prescribed at the time of the granting of the import license to the persons concerned.

VII

(1) In so far as the above agreement affects German Nationals, it is to be understood to include legal personalities established in Germany.

(2) In cases where it has not been possible for declarations on oath to have been produced in a legally binding form before October 16, 1920, they may be bonded in at a later date.

Cette convention entre en vigueur le jour de l'échange de notes de ratifications par les Gouvernements respectifs. Les notes seront échangées à Vienne, le plus tôt possible.

This agreement comes into force on the date of the exchange of notes conveying the approval of the respective Governments. The exchange of notes is to take place in Vienna at the earliest possible date.

Fait à Munich, le 1^{er} septembre 1920.

Done at Munich, 1st September, 1920.

(Signé) VON STOCKHAMMERN.
(Signé) WILDNER.
(Signé) Dr. RUDOLF EGGER.

(Signed) VON STOCKHAMMERN.
(Signed) WILDNER.
(Signed) Dr. RUDOLF EGGER.

PROTOCOLE

PROTOCOL

En signant l'accord intervenu le 1^{er} septembre 1920 entre l'Autriche et l'Allemagne pour régler certaines questions financières, les parties intéressées ont convenu de donner à la disposition du paragraphe IV le sens suivant :

Sauf dans les cas où des licences d'importation peuvent être exigées, les dispositions générales relatives aux opérations de paiement avec l'étranger restent en vigueur.

Fait en double, à Munich, le 1^{er} septembre 1920.

(Signé) VON STOCKHAMMERN.
(Signé) WILDNER.
(Signé) Dr. RUDOLF EGGER.

On signing the Convention concluded on September 1st, 1920, between Germany and Austria, for the purpose of settling certain financial questions, the two signatory parties agreed that the terms of Section IV were to be understood in the sense that, in cases where licenses to import are not required, the general regulations regarding cash transactions with foreign countries shall remain in force.

Done in duplicate, at Munich, September 1st, 1920.

(Signed) VON STOCKHAMMERN.
(Signed) WILDNER.
(Signed) Dr. RUDOLF EGGER.

No. 58.

FINLANDE ET SUÈDE

Échange de notes entre les Gouvernements finlandais et suédois, concernant la validité de la déclaration convenue entre la Suède et la Russie le 3 juillet|20 juin 1917, pour régulariser le service du flottage de bois dans les fleuves de Torneå et Muonio, en date à Helsingfors du 10 mai 1920.

FINLAND AND SWEDEN

Exchange of notes between the Finnish and Swedish Governments concerning the validity of the declaration agreed to between Russia and Sweden on July 3| June 20, 1917, to regulate the floating of timber down the Torneå and Muonio rivers, dated Helsingfors on May 10, 1920.

No. 58. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS FINLANDAIS ET SUÉDOIS, CONCERNANT LA VALIDITÉ DE LA DÉCLARATION CONVENUE ENTRE LA SUÈDE ET LA RUSSIE LE 3 JUILLET/20 JUIN 1917 POUR RÉGULARISER LE SERVICE DU FLOTTAGE DE BOIS DANS LES FLEUVES DE TORNEÅ ET MUONIO, EN DATE A HELSINGFORS DU 10 MAI 1920.

No. 58. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE FINNISH AND SWEDISH GOVERNMENTS CONCERNING THE VALIDITY OF THE DECLARATION AGREED TO BETWEEN RUSSIA AND SWEDEN ON JULY 3/JUNE 20, 1917, TO REGULATE THE FLOATING OF TIMBER DOWN THE TORNEÅ AND MUONIO RIVERS, DATED HELSINGFORS MAY 10, 1920.

Texte officiel suédois communiqué par le Ministre de Suède à Berne. L'enregistrement de l'échange de notes sus-mentionné a eu lieu le 23 novembre 1920.

Swedish official text forwarded by the Minister for Sweden in Berne. The registration of the above exchange of notes took place on November 23, 1920.

TEXTE SUÉDOIS. — SWEDISH TEXT.

HELSINGFORS, den 10 maj 1920.

HERR STATSMINISTER,

I enlighet med från Kungl. Svenska regeringen erhållen instruktion har jag äran bringa till Eders Excellens kännedom, att Kungl. Svenska regeringen, under förutsättning av att den från finska regeringen får mottaga en motsvarande förklaring, för sin del är villig förklara att den mellan Sverige och Ryssland den 3 juli/20 juni 1917¹ avslutade deklARATIONEN angående ordnandet av timmerflottningen i Torneå och Muonio älvar med dithörande stadga angående flottning av skogsalster i gränsfloderna Torneå och Muonio skall anses hava ägt och alltjämt äga giltighet för förhållandet mellan Sverige och Finland, intill dess den må bliva ersatt genom ny överenskommelse, med förbehåll för den rätt till uppsägning, varom i sagda deklARATION närmare stadgas.

Mottag, Herr Statsminister, försäkran om min utmärkta högaktning.

(Sign.) WESTMAN.

Herr Statsminister ERICH
t. f. Chef för Utrikesministeriet.

Pour copie conforme :
Stockholm, au Ministère des Affaires Etrangères,
le 18 octobre 1920.

Le Secrétaire Général,
(Sign.) W. BOSTRÖM.

¹ De Martens : Nouveau Recueil Général des Traités. Troisième série. Tome IX, page 743.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ETRANGÈRES.

HELSINGFORS, *den 10 maj 1920.*

Nº 5120.

HERR MINISTER,

Jag har äran härmed erkänna mottagandet av Herr Ministerns note den 10 maj 1920. Jag har äran meddela, att finska regeringen, under förutsättning av att den från Kungl. Svenska regeringen får mottaga en motsvarande förklaring, för sin del är villig förklara, att den mellan Sverige och Ryssland den 3 juli/20 juni 1917 avslutade deklARATIONEN angående ordnandet av timmerflottningen i Torneå och Muonio älvar med till densamma hörande stadga angående flottning av skogsälster i gränsfloderna Torneå och Muonio skall anses hava ägt och alltjämt äga giltighet för förhållandet mellan Finland och Sverige, intill dess den må bli ersatt genom ny överenskommelse, med förbehåll för den rätt till uppsägning, varom i sagda deklARATION närmare stadgas. §

Mottag, Herr Minister, försäkran om min mest utmärkta högaktning.

(Sign.) ERICH.

Till H. M. Konungens av Sverige Utomordentliga Sändebud och
befullmäktigade Minister, etc., etc., etc. C. G. WESTMAN, Helsingfors.

Pour copie conforme :
Stockholm, au Ministère des Affaires Etrangères,
le 18 Octobre 1920.

Le Secrétaire Général,

(Sign.) W. BOSTRÖM.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

HELSINGFORS, *le 10 Mai 1920.*

HELSINGFORS, *May 10th, 1920.*

MONSIEUR LE MINISTRE D'ETAT,

SIR,

Me conformant aux instructions du Gouvernement Royal Suédois, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement Royal Suédois sous réserve de recevoir du Gouvernement Finlandais une déclaration correspondante, est, pour sa part, disposé à reconnaître que la Déclaration conclue entre la Suède et la Russie, le 3 juillet/20 juin 1917, touchant le flottage des bois sur les rivières Torneå et Muonio, ainsi que le Règlement y

In accordance with instructions received from the Royal Swedish Government, I have the honour to inform your Excellency that the Royal Swedish Government is prepared, for its part, provided that it receives a similar declaration from the Finnish Government, to recognize that the Declaration concluded between Sweden and Russia, July 3rd/June 20th 1917, regulating the floating of timber in the rivers Torneå and Muonio, together with the Re-

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

annexé concernant le flottage des produits forestiers sur les fleuves frontières, Torneå et Muonio, devront être considérés comme ayant été et étant en vigueur pour les rapports entre la Suède et la Finlande, jusqu'à ce qu'un nouvel accord soit intervenu, sous réserve du droit de dénonciation par les parties, ainsi qu'il est fixé dans la Déclaration.

Recevez, Monsieur le Ministre d'Etat, l'assurance de ma haute considération.

(Signé) WESTMAN.

Monsieur le Ministre d'Etat ERICH,
Chef p. i. du Ministère des Affaires
Etrangères.

Pour copie conforme :

Stockholm
au Ministère des Affaires Etrangères,
le 18 octobre 1920.

Le Secrétaire Général,

(Signé) W. BOSTRÖM.

MINISTÈRE DES
AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

HELSINGFORS, le 10 Mai 1920.

N° 5120.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre note du 20 mai 1920, et de porter à votre connaissance que le Gouvernement Finlandais, sous réserve de recevoir du Gouvernement Royal Suédois une déclaration correspondante, est, pour sa part, disposé à reconnaître que la déclaration conclue entre la Suède et la Russie, le 3 juillet-20 juin 1917, touchant le flottage des bois sur les rivières Torneå et Muonio, ainsi que le Règlement y annexé concernant le flottage des produits forestiers sur les fleuves frontières, Torneå et Muonio, devront être considérés comme ayant été et étant en vigueur pour les rapports entre la Suède et la Finlande,

gulation attached thereto concerning the floating of forest produce in the boundary rivers Torneå and Muonio, shall be considered as having been and being in force as regards relations between Sweden and Finland, until a new agreement be substituted, subject to the right of denunciation, provided for in the said Declaration.

I have the honour, etc.,

(Signed) WESTMAN.

To the Minister of State ERICH,
acting Head of the Ministry of Foreign
Affairs.

Certified true copy:

Stockholm.
At the Ministry for Foreign Affairs.
October 18, 1920.

The Secretary-General,

(Signed) W. BOSTRÖM.

MINISTRY
FOR FOREIGN AFFAIRS.

HELSINGFORS, May 10th, 1920.

No. 5120.

SIR,

I have hereby the honour to acknowledge the receipt of your Note dated May 10th, 1920, and to inform you that the Finnish Government is prepared for its part, provided it receives a similar declaration from the Royal Swedish Government, to recognize that the Declaration concluded between Sweden and Russia, July 3rd-June 20th, 1917, regulating the floating of timber in the rivers Torneå and Muonio, together with the Regulation attached thereto concerning the floating of forest produce in the boundary rivers of Torneå and Muonio, shall be considered as having been and being in force as regards relations between

jusqu'à ce qu'un nouvel accord soit intervenu, sous réserve du droit de dénonciation par les parties, ainsi qu'il est fixé dans la Déclaration.

Recevez, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma plus haute considération.

(Signé) ERICH.

A M. G. A. WESTMAN,
Envoyé extraordinaire et Ministre
Plénipotentiaire
de S. M. le Roi de Suède,
etc., etc., etc.
HELSINGFORS.

Pour copie conforme :
Stockholm
au Ministère des Affaires Etrangères,
le 18 octobre 1920.

Le Secrétaire Général,
(Signé) W. BOSTRÖM.

Sweden and Finland, until a new agreement be substituted subject to the right of denunciation provided for in the said Declaration.

I have the honour, etc.,

(Signed) ERICH.

M. C. G. WESTMAN,
Envoy Extraordinary and
Minister Plenipotentiary
of H. M. the King of Sweden,
HELSINGFORS.

Certified true copy :
Stockholm, at the
Ministry for Foreign Affairs.
October 18, 1920.

The Secretary-General,
(Signed) W. BOSTRÖM.

No. 59.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
ET SUÈDE

Accord conclu entre les États-Unis
et la Suède pour la protection des
œuvres littéraires et artistiques
selon documents signés à Stock-
holm le 30 janvier 1920 et à
Washington le 27 février 1920.

UNITED STATES
OF AMERICA AND SWEDEN

Agreement between Sweden and the
United States of America for the
protection of literary and artistic
works as set forth in documents
signed at Stockholm on January
30, 1920 and at Washington on
February 27, 1920.

No. 59. — ACCORD CONCLU ENTRE LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LA SUÈDE POUR LA PROTECTION DES ŒUVRES LITTÉRAIRES ET ARTISTIQUES, SELON DOCUMENTS SIGNÉS A STOCKHOLM LE 30 JANVIER 1920 ET A WASHINGTON LE 27 FÉVRIER 1920.

No. 59. — AGREEMENT BETWEEN THE UNITED STATES OF AMERICA AND SWEDEN FOR THE PROTECTION OF LITERARY AND ARTISTIC WORKS, AS SET FORTH IN DOCUMENTS SIGNED AT STOCKHOLM ON JANUARY 30, 1920, AND AT WASHINGTON ON FEBRUARY 27, 1920.

Textes officiels anglais et suédois communiqués par le Ministre de Suède à Berne. L'enregistrement de l'accord sus-mentionné a eu lieu le 23 novembre 1920.

English and Swedish official texts forwarded by the Minister for Sweden in Berne. The registration of the above-mentioned agreement took place on November 23, 1920.

TEXTE SUÉDOIS. — SWEDISH TEXT.

Sedan Kungl. Maj:t den 30 januari 1920 genom kungörelse lämnat föreskrifter om tillämpning av lagarna den 30 maj 1919 om rätt till litterära och musikaliska verk, rätt till verk av bildande konst och rätt till fotografiska bilder å arbeten, vilka först utgivits i Amerikas Förenta Stater, ävensom å utgivna arbeten av Förenta Staternas undersåtar, har Presidenten i Amerikas Förenta Stater den 27 februari 1920 utfärdat kungörelse rörande tillämpningen av de amerikanska lagarna om rätt till litterära och konstnärliga verk jämväl å arbeten, som utgivits i Sverige den 1 februari 1920 eller därefter och som blivit vederbörligen registrerade i Förenta Staterna.

Kungl. Maj:ts kungörelse om tillämpning av lagarna den 30 maj 1919 (Sv. F. S. n:ris 381-383) om rätt till litterära och musikaliska verk, rätt till verk av bildande konst och rätt till fotografiska bilder å arbeten, vilka först utgivits i Amerikas förenta stater, ävensom å utgivna arbeten av Förenta staternas undersåtar.

Given Stockholms slott den 30 januari 1920.

Vi GUSTAF, med Guds nåde, Sveriges, Götas och Vendes Konung, göra veterligt, att Vi, med stöd av 30 § i lagen den 30 maj 1919 om rätt till litterära och musikaliska verk, 23 § i lagen den 30 maj 1919 om rätt till verk av bildande konst och 13 § i lagen den 30 maj 1919 om rätt till fotografiska bilder, funnit gott förklara, att bestämmelserna i nyssnämnda lag om rätt till litterära och musikaliska verk och sålunda jämväl stadgandet om uteslutande rätt för författare och tonsättare att mångfaldiga sitt verk genom detsamma överförande på mekaniskt tal- och musikinstrument eller på vals, platta, band eller annan till dylikt instrument hörande inrättning, så och bestämmelserna i förenämnda lagar om rätt till verk av bildande konst och om rätt till fotografiska bilder, skola gälla även utländska undersåtars skrifter, verk av bildande konst och fotografiska bilder, vilka först utgivits i Amerikas förenta stater, ävensom utgivna sådana arbeten

av Förenta staternas undersåtar, dock att skydd enligt svensk lag ej åtnjutes med mindre arbetet åtnjuter skydd enligt Förenta staternas lag.

Denna kungörelse träder i kraft den 1 februari 1920.

Det alla, som vederbör, hava sig hörsamligen att efterrätta. Till yttermera visso hava Vi detta med egen hand underskrivit och med Vårt kungl. sigill bekräfta låtit.

Stockholms slott des 30 januari 1920.

(Undert.) GUSTAF.

(L. S.)

(Kontras.) ELIEL LÖFGREN.

Pour copie conforme :

Stockholm, au Ministère des Affaires Etrangères,
le 18 octobre 1920.

Le Secrétaire Général,

(Signé) W. BOSTRÖM.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

Le 30 janvier 1920, Sa Majesté le Roi a pris par proclamation des dispositions relatives à l'application des lois du 30 mai 1919 sur la propriété littéraire, musicale, artistique (arts plastiques) et photographique, concernant les œuvres publiées ou produites pour la première fois aux Etats-Unis d'Amérique, ainsi que les œuvres de citoyens américains non encore éditées ou produites. Depuis cette date, le Président des Etats-Unis d'Amérique a fait le 27 février 1920 une proclamation touchant l'application des lois américaines sur la propriété des œuvres littéraires et artistiques qui seraient publiées ou produites en Suède, à partir du 1^{er} février 1920 inclus, et qui seraient dûment enregistrées aux Etats-Unis.

Proclamation Royale sur l'application des lois du 30 mai 1919 (Sv. F. S. n : ris 381-383) touchant les droits de propriété des œuvres littéraires, musicales, artistiques (arts plastiques) et photographiques, publiées ou produites pour la pre-

The King having, on January 30th, 1920, made provision by Proclamation, concerning "rights to literary and musical and artistic (plastic) works, and rights to photographic reproductions of works which were originally brought out in the United States of America as well as of works, as yet unpublished, of American nationals."

The President of the United States of America issued a Proclamation on February 27th 1920 with regard to the application of American Laws to rights of literary and artistic works brought out in Sweden on or after February 1st 1920 and which have been duly registered in the United States.

With regard to the application of the Laws of May 30th 1919 (Sv. F. S. n : ris 381-383) concerning rights to literary and musical and artistic (plastic) works, and rights to photographic reproductions of works which were originally

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

mière fois aux Etats-Unis, ainsi que des œuvres de citoyens américains non encore éditées ou produites.

Faite au Château de Stockholm, le 30 janvier 1920.

Nous GUSTAVE, par la grâce de Dieu, Roi de Suède, des Goths et des Vendes, faisons savoir :

Conformément au § 30 de la loi du 30 mai 1919 sur les droits de propriété littéraire et musicale, au § 23 de la loi du 30 mai 1919 sur les droits de propriété artistique (arts plastiques) et au § 13 de la loi du 30 mai 1919 sur les droits de propriété photographique, Nous déclarons : les dispositions de la susdite loi sur les droits de propriété littéraire et musicale ainsi que l'application du droit exclusif pour les écrivains ou compositeurs de reproduire leurs œuvres sur les gramophones ou phonographes, ou au moyen de disques, plaques et rouleaux ou de tout autre appareil s'appliquant à des instruments de ce genre, les dispositions dans les lois sus-indiquées, qui touchent aux droits de propriété artistique (arts plastiques) et photographique, seront applicables même aux œuvres littéraires, artistiques (arts plastiques) et photographiques des sujets ou citoyens étrangers qui seront publiés ou produites pour la première fois aux Etats-Unis d'Amérique, ainsi qu'aux œuvres de citoyens américains non encore publiées ou produites, avec cette restriction que la protection ne sera accordée par la loi suédoise que dans les cas où l'œuvre jouira de la protection des lois américaines.

Cette proclamation entre en vigueur le 1^{er} février 1920. Tous les intéressés devront scrupuleusement s'y conformer.

Pour plus grande sûreté, nous avons signé de notre propre main, et fait apposer notre Sceau Royal.

Château Royal de Stockholm,
le 30 janvier 1920.

(Signé) GUSTAVE.

(L. S.)

(Contresigné) ELIEL LÖFGREN.

Pour copie conforme :

Stockholm, au Ministère des
Affaires Etrangères,

le 18 octobre 1920.

Le Secrétaire Général,
(Signé) W. BOSTRÖM.

brought out in the United States of America, as well as of works, as yet unpublished, of American nationals.

Given at the Palace of Stockholm, January 30th 1920.

We, GUSTAF, by the Grace of God King of Sweden, the Goths and the Wends, hereby proclaim : that, in accordance with para. 30 of the Law of May 30th concerning rights to literary and musical works, with para. 23 of the Law of May 30th concerning artistic (plastic) works, and with para. 13 of the Law of May 30th concerning photographic reproductions, We declare that the above-mentioned Law on the rights to literary and musical works and therefore also the enactment concerning the exclusive right of authors and composers to multiply their productions by means of gramophones or phonographs or by cylinders, disks or scrolls or by any other appliance used in connection with such instruments, as also all regulations contained in the above Laws with regard to artistic (plastic) works and the right to photographic reproductions, shall apply also to the writings, artistic (plastic) works and photographic reproductions of foreign subjects when these works have been originally brought out in the United States of America, as well as to works, as yet unpublished of American nationals, with the proviso that this protection by Swedish Law be only enjoyed if the works are protected according to American Law.

This Proclamation shall come into force on February 1st 1920.

To all whom it may concern, under Our Hand and Seal,

The Palace of Stockholm,
January 30th 1920.

(Signed) GUSTAF.

(L. S.)

(Countersigned) ELIEL LÖFGREN.

Certified true copy.

Stockholm, at the Ministry
for Foreign Affairs.

October 18th 1920.

The Secretary General,
(Signed) W. BOSTRÖM.

BY THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA.

A PROCLAMATION.

Whereas, it is provided by the Act of Congress of March, 4 1909, entitled "An Act to amend and consolidate the Acts respecting copyright", that the benefits of said Acts shall extend to the work of an author or proprietor who is a citizen or subject of a foreign state or nation, only upon certain conditions set forth in Section 8 of said Act, to-wit :

(a) When an alien author or proprietor shall be domiciled within the United States at the time of the first publication of his work ; or

(b) When the foreign state or nation of which such author or proprietor is a citizen or subject grants either by treaty, convention, agreement, or law, to citizens of the United States the benefit of copyright on substantially the same basis as to its own citizens, or copyright protection substantially equal to the protection secured to such foreign author under this Act or by treaty ; or when such foreign state or nation is a party to an international agreement which provides for reciprocity in the granting of copyright, by the terms of which agreement the United States may, at its pleasure, become a party thereto ;

And, Whereas, it is also provided by said Section that "The existence of the reciprocal conditions aforesaid shall be determined by the President of the United States, by proclamation made from time to time, as the purposes of this act may require ;"

And, Whereas, the King of Sweden has declared, under authority of law, that on and after February 1, 1920, citizens of the United States shall be entitled to all the benefits conferred by the new copyright laws of Sweden, including the exclusive right to reproduce their works by means of records or perforated rolls or any other appliances for mechanical reproduction ;

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

PROCLAMATION
DU PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS
D'AMÉRIQUE.

Attendu qu'il est prévu par la Loi du Congrès du 4 mars 1909, intitulée « Loi en vue d'amender et de codifier les lois sur les droits de propriété littéraire et artistique », que les bénéfices des dites lois devront s'étendre aux œuvres de tout auteur ou propriétaire, sujet ou ressortissant d'un Etat ou d'une nation étrangère, mais seulement selon certaines conditions exposées à la Section 8 de ladite Loi, à savoir :

a) Lorsqu'un auteur ou propriétaire étranger aura élu domicile aux Etats-Unis, à l'époque de la première édition de ses œuvres ; ou

b) Lorsque l'Etat ou la nation étrangère dont cet auteur ou propriétaire est sujet ou ressortissant, accorde par traité, convention arrangement ou loi, aux citoyens des Etats-Unis, les avantages du droit de propriété littéraire et artistique, à des conditions équivalentes, dans l'ensemble, à celles accordées à ses propres ressortissants ou une protection substantiellement équivalents à celle accordée à un auteur étranger par la Loi présente ou par Traité. De même, lorsque cet Etat étranger ou cette nation est partie à un accord international qui prévoit la réciprocité de la propriété littéraire et artistique, accord aux termes duquel il est loisible aux Etats-Unis d'accéder.

Attendu qu'il est aussi prévu à ladite section que les conditions de réciprocité susdites seront définies par le Président des Etats-Unis dans des proclamations répétées en temps opportun, et pour obéir aux intentions de la présente loi, et

Attendu que le Roi de Suède, par déclaration ayant force de loi, a fait savoir que, dès le 1^{er} février 1920, les citoyens des Etats-Unis seront admis à bénéficier des avantages conférés par les nouvelles lois suédoises sur la propriété littéraire et artistique, y compris le droit exclusif de faire reproduire leurs œuvres au moyen des disques, des rouleaux perforés ou autres moyens mécaniques de reproduction.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

Now, Therefore, I, Woodrow Wilson, President of the United States of America, do declare and proclaim that one of the alternative conditions specified in Section 8 of the Act of March 4, 1909, was fulfilled in respect to the subjects of Sweden on February 1, 1920, and that the subjects of Sweden from and after that date shall be entitled to all the benefits of the said Act, and the acts amendatory thereof to and including the Act of Congress of March 28, 1914, including copyright controlling the parts of instruments serving to reproduce mechanically a musical work, as provided in Section I (e) of the said Act, in the case of all works by Swedish authors which have been published on or after February 1, 1920, and have been deposited and registered for copyright in the United States.

In Testimony whereof, I have hereunto set my hand and caused the Seal of the United States to be affixed.

Done at the City of Washington this 27th day of February, in the Year of our Lord, One Thousand Nine Hundred and Twenty and of the Independence of the United States of America the One Hundred and Forty-fourth.

(Signed) WOODROW WILSON.

By the President :

FRANK L. POLK.,
Acting Secretary of State.

Pour copie conforme :

Stockholm, au Ministère
des Affaires Etrangères,
le 18 octobre 1920.

Le Secrétaire Général,
(Signed) W. BOSTRÖM.

Par ces motifs,

Je, Woodrow Wilson, Président des Etats-Unis d'Amérique, déclare et proclame que l'une des conditions spécifiées à la Section 8 de la loi du 4 mars 1909 a été remplie, en ce qui concerne les sujets suédois, à la date du 1^{er} février 1920, et que les sujets suédois, dès cette date, auront droit à tous les avantages qui dérivent de ladite Loi, et des lois qui l'amendent, y compris la loi du Congrès du 28 mars 1914, y compris également le droit de contrôler les parties d'instruments servant à reproduire mécaniquement une œuvre de musique, ainsi qu'il est prévu à la Section I (e) de ladite loi. Ce droit s'applique à toutes les œuvres d'auteurs suédois, publiées dès le 1^{er} février 1920, dûment déposées et enregistrées comme propriété littéraire et artistique aux Etats-Unis.

En foi de quoi, j'ai signé la présente et fait apposer le sceau des Etats-Unis.

Fait à Washington, le 27 février de l'An de Grâce mil neuf cent vingt et la cent-quarante quatrième année de l'Indépendance des Etats-Unis d'Amérique.

(Signé) WOODROW WILSON.

By the President.

FRANK L. POLK.
Secrétaire d'Etat p. i.

Certified true Copy :

Stockholm, at the Ministry
for Foreign Affairs,
October 18, 1920.

The Secretary General,
(Signed) W. BOSTRÖM.

No. 60.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
ET SUÈDE

Echange de notes entre les Gouvernements des États-Unis d'Amérique et de Suède, concernant la dénonciation des dispositions 11 et 12 de la Convention consulaire du 1^{er} juin 1910. Stockholm, les 18 et 29 juin 1920.

UNITED STATES
OF AMERICA AND SWEDEN

Exchange of notes between the Governments of the United States of America and Sweden, concerning the denunciation of provisions No. 11 and 12 of the Consular Convention of June 1, 1910. Stockholm, June 18 and 29, 1920.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 60. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE GOVERNMENTS OF THE UNITED STATES OF AMERICA AND SWEDEN, CONCERNING THE DENUNCIATION OF PROVISIONS No. 11 and 12 OF THE CONSULAR CONVENTION OF JUNE 1, 1910. STOCKHOLM, JUNE 18-29 1920.

No. 60. — ECHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET DE SUÈDE, CONCERNANT LA DÉNONCIATION DES DISPOSITIONS 11 ET 12 DE LA CONVENTION CONSULAIRE DU 1^{er} JUIN 1910. STOCKHOLM LES 18-29 JUIN 1920.

Texte officiel anglais communiqué par le Ministre de Suède à Berne. L'enregistrement de l'échange de notes susmentionné a eu lieu le 23 novembre 1920.

English official text forwarded by the Minister for Sweden in Berne. The registration of the above exchange of notes took place on November 23, 1920.

STOCKHOLM, June 18, 1920.

STOCKHOLM, le 18 juin 1920.

EXCELLENCY,

I have the honor to inform Your Excellency that in accordance with the Act of Congress approved March 4, 1915 (Volume 38, United States Statutes at Large, Page 1164) it is incumbent upon my Government to express to your Excellency's Government the desire that Articles 11 and 12 of the Consular Convention of June 1, 1910², between the Kingdom of Sweden and the United States of America, should be terminated as of March 18, 1921, and to suggest, if satisfactory to the Royal Government, that this should be accomplished by an interchange of notes.

Therefore I have the honor to propose to Your Excellency's Government that Articles 11 and 12 of the aforesaid Consular Convention shall be terminated as of March 18, 1921, by mutual agreement of the two Governments,

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'informer Votre Excellence que, conformément à la Loi votée par le Congrès et approuvée le 4 mars 1915 (Volume 38, United States Statutes at Large, page 1164), le devoir incombe à mon Gouvernement d'exprimer au Gouvernement de Votre Excellence son désir que les Articles 11 et 12 de la Convention Consulaire conclue le 1^{er} juin 1910 entre le Royaume de Suède et les Etats-Unis d'Amérique arrivent à caducité le 18 mars 1921. Il propose, en outre, en cas d'agrément du Gouvernement Royal, de réaliser cet accord par un échange de notes.

J'ai donc l'honneur de soumettre au Gouvernement de Votre Excellence la proposition suivante : les Articles 11 et 12 de la dite Convention Consulaire devront expirer le 18 mars 1921, d'un commun accord de la part des deux

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

² De Martens : Nouveau Recueil Général de Traités. Troisième série. Tome 7, page 516.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

² British and Foreign State Papers, vol. 103, page 1004.

parties to the Convention above-mentioned. Upon receipt of the Royal Swedish Government's reply agreeing to this proposal the modifications of the Convention as set forth herein shall be considered effective upon the date stipulated.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurances of my highest consideration.

(Signed) POST WHEELER.

His Excellency

Baron ERIK PALMSTIERNA,
Minister for Foreign Affairs.
etc., etc., etc...

Pour copie conforme :

Stockholm,
au Ministère des Affaires Etrangères,
le 18 octobre 1920.

Le Secrétaire Général,
(Signé) W. BOSTRÖM.

STOCKHOLM, 29th of June, 1920.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

In a note of the 18th of this month You were good enough to inform me that in accordance with the act of Congress approved March 4, 1915, it was incumbent upon Your Government to express to the Swedish Government the desire that Articles 11 and 12 of the Consular Convention of June 1, 1910, between the Kingdom of Sweden and the United States of America should be terminated as of March 18, 1921, and to suggest, if satisfactory to the Royal Government, that this should be accomplished by an interchange of notes. You therefore proposed to the Swedish Government that articles 11 and 12 of the aforesaid Consular Convention should be terminated as of March 18, 1921, by mutual agreement of the two Governments, parties to the Convention above-mentioned, and that upon receipt of the Swedish Government's reply agreeing to this proposal the modifications of the Convention as set forth in Your note should be considered effective upon the date stipulated.

Gouvernements, parties à la Convention précitée. Au reçu de la réponse du Gouvernement Royal de Suède accédant à cette proposition, les modifications de la Convention exposées par la présente seront considérées comme effectives à la date spécifiée.

Je profite de cette occasion pour renouveler à Votre Excellence les assurances de ma plus haute considération.

(Signé) POST WHEELER.

Son Excellence

Le Baron PALMSTIERNA,
Ministre des Affaires Etrangères,
etc., etc., etc.

Certified true copy.

Stockholm,
at the Ministry for Foreign Affairs,
October 18th, 1920.

The Secretary-General.
(Signed) W. BOSTRÖM.

STOCKHOLM, le 29 juin 1920.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

Vous avez bien voulu m'informer, dans votre note du 18 de ce mois, que, conformément à la loi du Congrès approuvée le 4 mars 1915, il appartenait à votre Gouvernement d'exprimer au Gouvernement Suédois son désir de voir les articles 11 et 12 de la Convention Consulaire du 1^{er} juin 1910 conclue entre le Royaume de Suède et les États-Unis d'Amérique expirer le 18 mars 1921 et de proposer en cas d'agrément du Gouvernement Royal de réaliser cet accord par un échange de notes. Vous avez proposé, en conséquence, au Gouvernement Suédois, que les Articles 11 et 12 de la Convention Consulaire susmentionnée devront expirer le 18 mars 1921, d'un commun accord de la part des deux Gouvernements, parties à la Convention précitée et qu'au reçu de Sa réponse d'accord avec cette proposition, les modifications de la Convention, aux termes de votre note, seraient considérées comme effectives à la date spécifiée.

I have the honour to state that the Royal Swedish Government agree with the proposal put forward in Your note under reply and consequently consider the articles 11 and 12 of the Consular Convention of June 1st, 1910, between the Kingdom of Sweden and the United States of America, terminated as of March 18th, 1921.

I avail myself of the opportunity to renew to You, Monsieur le Chargé d'Affaires, the assurances of my high consideration.

(Signed) PALMSTIERNA.

Dr. POST WHEELER,
American Chargé d'Affaires,

Pour copie conforme :
Stockholm,
au Ministère des Affaires Etrangères,
le 18 octobre 1920.

Le Secrétaire Général,
(Signé) W. BOSTRÖM.

J'ai l'honneur, en réponse, de vous faire savoir que le Gouvernement Royal de Suède accepte l'offre que vous lui avez faite dans la note dont il s'agit et que, par suite, il considère les articles 11 et 12 de la Convention Consulaire du 1^{er} juin 1910 entre le Royaume de Suède et les Etats-Unis d'Amérique comme caducs à la date du 18 mars 1921.

Je saisis l'occasion, Monsieur le Chargé d'Affaires, pour vous renouveler les assurances de ma haute considération.

(Signé) PALMSTIERNA.

Dr. POST WHEELER,
Chargé d'Affaires
des Etats-Unis d'Amérique.

Certified true copy.
Stockholm,
at the Ministry for Foreign Affairs.
October 18, 1920.

The Secretary General.
(Signed) W. BOSTRÖM.

No. 61.

AUTRICHE ET GRÈCE

Convention relative aux successions mobilières des sujets grecs décédés en Autriche, ou des sujets autrichiens décédés en Grèce, signée à Athènes le 31 mai/12 juin 1856.

AUSTRIA AND GREECE

Convention with regard to succession of movable property of Greek subjects deceased in Austria, or of Austrian subjects deceased in Greece, signed at Athens on May 31st/June 12, 1856.

No. 61. — CONVENTION RELATIVE AUX SUCCESSIONS MOBILIÈRES DES SUJETS GRECS DÉCÉDÉS EN AUTRICHE OU DES SUJETS AUTRICHIENS DÉCÉDÉS EN GRÈCE², SIGNÉE A ATHÈNES LE 31 MAI/12 JUIN 1856.

Texte officiel français communiqué par le Ministre des Affaires Étrangères de Grèce. L'enregistrement de cette Convention a eu lieu le 25 novembre 1920.

Monsieur ALEXANDRE RIZO-RANGABÉ, Ministre de la Maison Royale et des Relations Extérieures de sa Majesté le Roi de Grèce, d'une part, et Monsieur le Baron DE WALTER, Ministre Résident de Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohême, etc., etc., d'autre part, spécialement autorisés par leurs Gouvernements à l'effet de s'entendre sur les attributions des autorités judiciaires respectives des deux Etats par rapport aux successions mobilières des sujets Grecs décédés

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

² a) Publiée dans le Journal Officiel N° 57 du 11 octobre 1856, ainsi que le Décret Royal en date du 10 août 1856 qui l'a sanctionnée.

b) Les ratifications furent échangées à Athènes le 22 août 3 septembre 1856.

c) D'après une note en date à Athènes du 22 octobre 1920, adressée au Secrétaire Général de la Société des Nations par le Ministre des Affaires Étrangères de Grèce. Le Gouvernement Hellénique, faisant usage de la faculté, qui lui est reconnue par l'art. 241 du Traité de Saint-Germain, a notifié au Gouvernement Autrichien le 13 26 octobre 1920 que ce Traité, de même que les trois suivants, seront remis en vigueur à partir de cette date.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 61. — CONVENTION WITH REGARD TO SUCCESSION OF MOVABLE PROPERTY OF GREEK SUBJECTS DECEASED IN AUSTRIA OR AUSTRIAN SUBJECTS DECEASED IN GREECE², SIGNED AT ATHENS ON MAY 31/JUNE 12, 1856.

French official text forwarded by the Greek Ministry for Foreign Affairs. The registration of this convention took place on November 25, 1920.

M. ALEXANDRE RIZO-RANGABÉ, Minister of the Royal Household and Foreign Affairs of His Majesty the King of Greece on the one part, and Baron DE WALTER, Resident Minister of His Majesty the Emperor of Austria, King of Hungary and Bohemia, etc., etc., on the other part, having special authority from their Governments for the purpose of coming to an agreement with regard to the functions of the respective judicial authorities of the two States with regard to the inheritance of

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

² (a) Published in the Official Journal No. 57 of October 11, 1856, along with the Royal Decree dated August 10, 1856 which sanctioned it.

(b) Ratifications were exchanged at Athens August 22nd September 3rd, 1856.

(c) According to a note, dated Athens, October 22, 1920, from the Greek Minister for Foreign Affairs to the Secretary General of the League of Nations: The Greek Government, availing itself of the right conferred upon it under the provisions of Article 241 of the Treaty of Saint-Germain, notified the Austrian Government on October 13/26, 1920 that this Treaty and the three following Treaties will come again into force as from that date.

en Autriche, ou des sujets Autrichiens décédés en Grèce, ont arrêté ce qui suit :

Article unique.

Le Gouvernement Royal de Grèce et le Gouvernement Impérial d'Autriche sont convenus que les actes de procédure en matière de succession mobilière et la décision de toutes les contestations ayant pour objet des réclamations de droit de succession sur les effets mobiliers laissés dans l'un des deux Etats par des sujets de l'autre, soit qu'à l'époque de leur décès ils y fussent établis ou simplement de passage, seront déferés aux tribunaux de l'Etat dont le défunt avait été le sujet.

En conséquence, les autorités judiciaires de celui des deux Etats où se trouve la succession auront seulement le droit :

1^o De procéder aux mesures prescrites par les lois de leur pays pour la conservation et l'administration de la succession. Dans le cas cependant, où il y aurait, au lieu du décès, ou assez près pour pouvoir prendre part à l'apposition et à la levée des scellés, ainsi qu'à la confection de l'inventaire, un Consulat du pays dont le défunt était le sujet, elles devront appeler, pour participer à ces actes comme témoin, un délégué de ce consulat ;

2^o De prendre toutes les mesures conservatoires autorisées par les lois du pays dans l'intérêt de ceux des héritiers ou légataires qui sont sujets ou habitants du pays, jusqu'à la décision de leurs réclamations par les tribunaux compétents de l'Etat dont le défunt avait été le sujet. Elles ne pourront, par conséquent, prononcer sur la validité de ces réclamations, et devront les renvoyer aux dits tribunaux qui seront seuls compétents pour statuer ;

3^o De faire droit, conformément aux lois du pays, à toutes les demandes intentées contre la succession à d'autres titres que celui d'héritier ou légataire, par des sujets du pays ou par des étrangers qui y résideraient, et à satisfaire les créanciers, s'il y a lieu, conformément aux lois du pays.

Après avoir satisfait à ces demandes, et pourvu à la conservation des droits des héritiers, légataires ou créanciers ci-dessus, la succession mobilière, c'est-à-dire ce qui en restera, déduction faite de la partie applicable

movable property of Greek subjects deceased in Austria or Austrian subjects deceased in Greece, have decided as follows :—

First and Only Article.

The Royal Government of Greece and the Imperial Government of Austria have agreed that the procedure with regard to the succession of movable property and the decision of all litigation with regard to claims to rights of succession to movable property left in one of the two States by the subjects of the other, whether at the time of their death they were permanent residents in the State concerned or simply passing through it, shall be referred to the courts of the State of which the deceased had been a subject.

In consequence the judicial authorities of that one of the two States in which the property is situated shall only be entitled :

(1) To take the measures enjoined by the laws of their country for the preservation and administration of the Estate. Should there be, however, a Consulate of the country of which the deceased was a subject, either at the place of the decease, or near enough to be able to take part in the fixing and removal of seals, and in drawing up the inventory, a representative of this Consulate should be summoned to take part in these measures as a witness.

(2) To take all steps for protection authorised by the laws of the Country, in the interest of any of the heirs or legatees who may be subjects or inhabitants of the country, until the competent Courts of the State of which the deceased had been a subject shall have decided as to their claims. These authorities cannot therefore decide as to the validity of these claims, and must refer them to the aforesaid Courts, who alone shall be competent to pass judgment.

(3) To deal in accordance with the laws of the country, with all claims brought forward against the estate on other grounds than those of inheritance or succession by the subjects of the country or by foreigners residing in it, and to satisfy creditors if necessary, in accordance with the laws of the country.

After having satisfied these claims, and provided for the protection of the rights of heirs, legatees or creditors as above stated, the Personal Estate, that is to say the residue thereof less the part affected by the said claims,

aux susdites réclamations, sera envoyée par l'entremise, soit du Consulat le plus voisin, soit de la Légation de l'Etat dont le défunt avait été le sujet, à l'autorité compétente de cet Etat.

La présente Convention aura, à dater de sa publication, la même force que si elle se trouvait insérée textuellement dans le ¹Traité de commerce et de navigation entre la Grèce et l'Autriche du 20 février/4 mars 1835. Elle sera ratifiée, et les ratifications seront échangées à Athènes, dans l'espace d'un mois, ou plus tôt si faire se peut.

Fait et signé en double, à Athènes, le trente-et-un mai/douze juin mil huit cent cinquante-six.

(L. S.) (Signé) A. R. RANGABÉ.
(L. S.) (Signé) WALTER.

shall be sent either through the nearest Consulate or through the Legation of the State of which the deceased had been a subject to the competent authority of that State.

The present Convention shall have from the date of its publication the same force as if it had been inserted verbatim in the ¹Treaty of Commerce and Navigation between Greece and Austria dated February 20/March 4, 1835. It shall be ratified, and ratification shall be exchanged at Athens within a month, or sooner if possible.

Done and signed in duplicate at Athens on the thirty first day of May, twelfth day of June, 1856.

(L. S.) (Signed) A. R. RANGABÉ.
(L. S.) (Signed) WALTER.

¹ De Martens, nouveau Recueil des Traités, Tome XII, page 744, et Tome XIV, page 92.

¹ British and Foreign State Papers, Volume 23, 1834-1835, page 335.

No 62.

AUTRICHE ET GRÈCE

Déclarations concernant l'exemption d'impôts sur les successions mobilières. Athènes, 12 août/30 juillet 1902, 5/18 août 1902, 9 septembre 1904, 3/16 septembre 1904

AUSTRIA AND GREECE

Declarations with regard to exemption from duties on successions to movable property. Athens, August 12/July 30, 1902, August 5/18, 1902, September 9, 1904, September 3/16, 1904.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 62. — DÉCLARATIONS CONCERNANT L'EXEMPTION D'IMPÔTS SUR LES SUCCESSIONS MOBILIÈRES ², ATHÈNES, 12 AOÛT/30 JUILLET 1902, 5/18 AOÛT 1902, 9 SEPTEMBRE 1904, 3/16 SEPTEMBER 1904.

Texte officiel français communiqué par le Ministre des Affaires Étrangères de Grèce. L'enregistrement de ces déclarations a eu lieu le 25 novembre 1920.

A.

Le Comte HADIK,
Chargé d'Affaires d'Autriche-Hongrie,
à M ALEXANDRE ZAIMIS,
Ministre des Affaires Étrangères de Grèce

N^o 297.

ATHÈNES, le 12 août/30 juillet 1902.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Le Consul Général Royal de Grèce à Budapest a envoyé une note le 25 août/7 septembre de l'année passée, sous le N^o 66/1901, au Ministère Royal des Finances en Hongrie, dans laquelle il se réfère à la réciprocité existante depuis la Convention de 1856 entre les deux pays pour l'indemnité d'impôts sur les successions mobilières et prie le Gouvernement Hongrois de s'y conformer dans le cas spécial de la succession du sujet hellénique Grégoire Gogos, décédé à Budapest.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

² Voir renvoi 2 c) Traité N^o 61, page 158, volume 2, N^o 2.

No. 62. — DECLARATIONS WITH REGARD TO EXEMPTION FROM DUTIES ON SUCCESSIONS TO MOVABLE PROPERTY ², ATHENS, AUGUST 12/JULY 30, 1902, AUGUST 5/18, 1902, SEPTEMBER 9, 1904, SEPTEMBER 3/16, 1904.

French official text forwarded by the Greek Minister for Foreign Affairs. The registration of these declarations took place on November 25th, 1920.

A.

Count HADIK,
Austro-Hungarian Chargé d'Affaires,
to M. ALEXANDRE ZAIMIS,
Greek Minister for Foreign Affairs.

N^o 297.

ATHENS, August 12/July 30, 1902.

SIR,

The Greek Royal Consul General at Budapest sent a note August 25/September 7th last year, number 66/1901, to the Royal Minister of Finance of Hungary, in which he referred to the reciprocity in force since the Convention of 1856 between the two countries as regards exemption from taxation on legacies of personal estate, and requested the Hungarian Government to abide by this agreement in the special case of the legacy of the Greek subject, Gregoire Gogos, who died at Budapest.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

² See Note 2 c) Treaty N^o 61, page 158, volume 2, N^o 2.

D'ordre de mon Gouvernement, je me suis rendu, au mois de novembre de l'an dernier, personnellement chez M. Romanos, afin d'éclaircir l'affaire en question; M. Romanos, alors Ministre des Affaires Etrangères, m'a affirmé ce que le Consul Général Royal avait écrit au Ministère des Finances à Budapest. Il m'avait même cité un précédent, dans le cas du nommé Sulcz, que le Gouvernement Hellénique avait, même contre une décision judiciaire, exempté des impôts concernant une succession mobilière.

Je me suis empressé dans son temps de communiquer ce point de vue au Gouvernement Royal Hellénique au Ministère Impérial et Royal à Vienne.

Je viens de recevoir la réponse, dans laquelle mon Gouvernement me fait savoir que, comme l'existence de la réciprocité est hors de doute, il demeure d'accord avec le Gouvernement Royal Hellénique sur tous les points se référant à la question des successions mobilières. J'ai par conséquent l'honneur de vous annoncer, Monsieur le Ministre, que le Ministère Royal des Finances à Budapest, en se basant sur le paragraphe 84 des Règlements sur les taxes et timbres en général qui sont en vigueur en Hongrie, et que je me permets de vous transmettre, ci-joint, tant en original qu'en traduction, a décidé de dispenser complètement l'héritier de M. Grégoire Gogos de l'impôt de succession.

Cet impôt, au montant de 6444 couronnes, a été, d'ordre du Ministère Royal Hongrois des Finances, simplement rayé par les autorités compétentes.

En vous priant, Monsieur le Ministre, de vouloir bien faire connaître à l'héritier la décision susmentionnée du Ministère Royal Hongrois en question, j'ai l'honneur de porter encore à la connaissance de Votre Excellence que le Ministère Impérial et Royal des Affaires Etrangères à Vienne a appelé l'attention même du Ministère Impérial et Royal des Finances en Autriche à cette Convention existant entre la Grèce et la Hongrie; dès que la réponse de ce Ministère me sera connue, je ne manquerai pas de vous la communiquer.

Veillez agréer, etc...

(Signé) M. HADIK.

Under instructions from my Government I went myself in November of last year to M. Romanos in order to investigate this matter; M. Romanos who was then Minister for Foreign Affairs confirmed the letter of the Royal Consul General to the Minister of Finance at Budapest. He even quoted a precedent to me, the case of a certain Sulcz, who had been exempted by the Greek Government from Succession Duty on personal estate, in spite of a judicial decision to the contrary.

I hastened to communicate the views of the Royal Greek Government to the Imperial and Royal Ministry at Vienna.

I have just received an answer in which my Government informs me that, as the existence of the reciprocity agreement is incontestable, it agrees with the Royal Greek Government on all points referring to the question of Succession Duties on personal estate. I have in consequence the honour to inform you, Sir, that the Royal Ministry of Finance at Budapest, by virtue of paragraph 84 of the regulations governing taxation and stamp duties now in force in Hungary, and which I have the honour to send you herewith, both in the original and in translation, has decided to exempt completely the heir of M. Gregoire Gogos from the legacy duty.

This tax amounting to 6444 Kronen has been cancelled by the competent authorities on the order of the Royal Hungarian Ministry of Finance.

Requesting you, Sir, to be good enough to acquaint the heir of the afore-mentioned decision of the Royal Hungarian Ministry, I have the honour to inform Your Excellency again that the Imperial and Royal Ministry for Foreign Affairs, in Vienna, has drawn the attention of the Imperial and Royal Ministry of Finance in Austria to this Convention, which exists between Greece and Hungary. When the answer from this Ministry has reached me, I will not fail to communicate it to you at once.

I have the honour, Sir, etc...

(Signed) M. HADIK.

1^o TRADUCTION

DU DÉCRET DU MINISTÈRE ROYAL HONGROIS
DES FINANCES EN DATE DU 19 JUIN 1902.
N^o 104.477/1901 ET PUBLIÉ DANS LE « PÉN-
ZÜGYI KÖZLÖNY » (MONITEUR FINANCIER).

(Sur le territoire du Royaume de la Hongrie,
il n'existe pas d'impôt sur la succession
mobilière d'un sujet hellénique.)

Vu la réciprocité établie en cette matière et
en vertu du § 84 des règlements concernant
les timbres et taxes en général, les sujets hellé-
niques sont exempts de tout impôt pour les
successions mobilières se trouvant en Hongrie.
La circulaire qui a été insérée dans le 4^{me}
numéro du « Pénzügyi Közlöny » de l'année
1878 sous le numéro 5702 (1878) est par ceci
mise hors de vigueur.

(signé) TOEPKE, m. p.
Secrétaire d'Etat.

B.

M. AL. ZAIMIS,
*Président du Conseil,
Ministre des Affaires Etrangères,*
à M. le Comte HADIK,
Chargé d'Affaires d'Autriche-Hongrie.

N^o 11.030.
2416.

ATHÈNES, le 5/18 août 1902.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de
la note que vous avez bien voulu m'adresser le
12 de ce mois pour me transmettre une copie
authentique, ainsi que la traduction du décret
du Ministère Royal des Finances Hongrois,
par lequel les successions mobilières des sujets
Hellènes ont été exemptées dans le Royaume

¹ Traduction communiquée par le Ministère
des Affaires Etrangères de Grèce.

² Traduit, par le Secrétariat de la Société des
Nations, de la version française communiquée
par le Ministère des Affaires Etrangères de Grèce.

2^o TRANSLATION

OF THE DECREE OF THE ROYAL HUNGARIAN
MINISTRY OF FINANCE DATED JUNE 19, 1902.
No. 104,477/1901 AND PUBLISHED IN THE
« PÉNZUGYI KÖZLÖNY » (MONITEUR FINAN-
CIER).

On the territory of the Kingdom of Hun-
gary, there is no succession duty upon personal
estate inherited by a Greek subject.

In view of the reciprocity established in
this matter, and by virtue of paragraph 84
of the regulations governing stamp duties and
taxes, Greek subjects are exempt from all
Succession Duties on personal property in
Hungary. The notice which was inserted in
the fourth number of the "Pénzügyi Köz-
löny" of the year 1878, under the number
5702 (1878) is hereby cancelled.

(Signed) TOEPKE, m. p.
Secretary of State.

B.

Monsieur A. L. ZAIMIS,
*President for the Council,
Minister for Foreign Affairs,*
to Count HADIK,
Austro-Hungarian Chargé d'Affaires.

11,030.
2416.

ATHENS, August 5/18, 1902.

SIR,

I have the honour to acknowledge receipt of
the Note which you were good enough to send me
on the 12th of this month, handing me an
authentic copy together with a translation,
of the decree of the Royal Hungarian Minister
of Finance, by which personal estate inherited
by Greek subjects has been exempted in the

¹ Translation forwarded by the Greek Ministry
for Foreign Affairs.

² Translated by the Secretariat of the League
of Nations from the French version forwarded
by the Greek Ministry for Foreign Affairs.

de la Hongrie du paiement de tout droit de succession.

S. E. M. Toepke, par son office N^o 104.477 du 19 juin dernier, avait également bien voulu porter à la connaissance du Consulat Général du Roi à Budapest le contenu du décret ministériel paru dans le « *Moniteur Financier* » du même jour.

Par ma Note 3909/820 et en date du 21 mars-3 avril 1902, j'avais eu l'honneur d'attirer l'attention de S. E. M. Burian sur la question des droits de succession et de développer les raisons pour lesquelles les successions mobilières tant des sujets Hongrois que des sujets Autrichiens avaient été de tout temps exemptées en Grèce du paiement de tout droit de succession ou taxe de quelque nature que ce soit.

En effet, Monsieur le Chargé d'Affaires, en vertu de l'alinéa 3 de notre Convention de 1856, les successions mobilières des sujets de S. M. Impériale et Royale n'ont jamais été soumises en Grèce à aucune taxe ou droit quelconque, ainsi que la Légation Impériale et Royale a été à même de le constater en maintes reprises.

Par ma note susmentionnée, je n'avais pas manqué de demander en même temps que la parité de traitement fût établie tant en Autriche qu'en Hongrie.

Le Gouvernement Impérial et Royal étant tombé d'accord avec le Gouvernement Hellénique pour établir que les successions des sujets Hellènes, vu l'existence de la réciprocité, étaient exemptées de tout impôt dans le Royaume de la Hongrie, je n'ai aucun doute, Monsieur le Chargé d'Affaires, que la parité de traitement ne soit également accordée aux dites successions des sujets Hellènes dans l'Empire Autrichien, aucune distinction n'ayant jamais été faite en Grèce entre les successions mobilières des sujets de S. M. Impériale et Royale, qu'ils fussent d'origine Hongroise ou d'origine Autrichienne.

C'est pourquoi je vous prie, Monsieur le Chargé d'Affaires, de vouloir bien intervenir auprès de qui de droit, ainsi que vous avez bien voulu le faire jusqu'à présent, pour que la réciprocité demandée par le Gouvernement du Roi soit établie par le Ministère Impérial et Royal des Finances en Autriche, comme cette réciprocité a déjà été sanctionnée par le Ministère des Finances en Hongrie.

Veuillez agréer, etc...

(Signé) ALEXANDRE ZAIMIS.

Kingdom of Hungary from the payment of all Succession Duties.

H. E. M. Toepke, by his note number 104,477 of June 19th last, wished also to bring to the notice of the Royal Consulate General at Budapest the contents of a ministerial decree which appeared in the " *Moniteur Financier* " of the same date.

By my note 3909/820 dated March 21st/3rd April 1902, I had the honour to draw the attention of H. E. M. Burian to the question of Succession Duties, and to state the reasons for which personal estate inherited by Hungarian and Austrian subjects had always been exempted in Greece from the payment of all succession duties or taxes of any nature whatsoever.

In fact, Sir, by virtue of paragraph 3 of our Convention of 1856 personal estate inherited by subjects of his Imperial and Royal Majesty have never been liable to any tax or duty whatever in Greece, as the Imperial and Royal Legation could have testified on many occasions.

In my Note referred to above I had not omitted to request at the same time that equality of treatment should be established both in Austria and in Hungary.

The Imperial and Royal Government having arrived at an agreement with the Greek Government, under the terms of which (the principle of reciprocity being admitted), property inherited by Greek subjects was exempted from all taxation in the Kingdom of Hungary, I do not doubt, Sir, that equality of treatment will also be granted in similar cases to Greek subjects succeeding to property in the Austrian Empire, since no distinction has ever been made in Greece between successions to personal estate by subjects of His Imperial and Royal Majesty, of Hungarian or Austrian origin.

I, therefore, beg you Sir, to be good enough to approach the competent authorities, as you have done hitherto, in order that reciprocal treatment requested by the Government of the King may be accorded by the Imperial and Royal Ministry of Finance of Austria, in the same way as this principle has already been sanctioned by the Ministry of Finance in Hungary.

I have the honour, etc...

(Signed) ALEXANDRE ZAIMIS.

C.

Monsieur le Baron GUDENUS,
Chargé d'Affaires d'Autriche-Hongrie,
 à Monsieur A. ROMANOS,
*Ministre des Affaires Etrangères
 de Grèce.*

N° 311.

ATHÈNES, le 9 septembre 1904.

MONSIEUR LE MINISTRE,

En me référant à la note qui m'avait été adressée par le prédécesseur de Votre Excellence, M. Rhallys, en date du 21 août/3 septembre de l'année passée, sub. N° 10.509/10.989, j'ai l'honneur de porter, en ce qui suit, à la connaissance de Votre Excellence, les décisions prises par mon Gouvernement au sujet de l'exemption de taxes accordée aux successions mobilières des sujets Hellènes en Autriche.

Une ordonnance publiée par le Ministère Impérial et Royal des Finances, le 3 août dr. sub. N° 70.680, et dont j'ai l'honneur de transmettre ci-joint à Votre Excellence le texte authentique, décrète que les successions mobilières des sujets Hellènes en Autriche seront — en vertu du principe de réciprocité matérielle — affranchies de toute taxe ou droit prélevé sur la transmission de la propriété.

Le Ministère Impérial et Royal des Finances croit tout de même devoir renouveler en cette occasion sa déclaration que cette franchise ou exemption pourra de tout temps être mise hors vigueur par une modification ultérieure des dispositions légales relatives au traitement applicable aux successions étrangères en général, et que l'exemption en question ne doit pas être considérée comme basée sur la Convention du 12 juin 1856, mais plutôt et exclusivement sur la réciprocité matérielle (comparez ma note du 18 mai 1903, N° 211) dont le principe avait été, en son temps, adopté et proclamé par le Gouvernement Royal.

Faute de tout fondement légal, l'exemption de taxes ne saurait être étendue aux taxes dites « Fondsgebühren ».

Je saisis, etc....

(Signé) GUDENUS.

C.

From M. le Baron GUDENUS,
Austro-Hungarian Chargé d'Affaires,
 To M. A. ROMANOS,
Greek Minister for Foreign Affairs.

No. 311.

ATHENS, September 9, 1904.

SIR,

With reference to the Note, dated August 21-September 3rd, No. 10.509/10.989, which was addressed to me by Your Excellency's predecessor, Mr. Rhallys, I have the honour to inform your Excellency of the decisions taken by my Government with regard to exemption from taxation granted to successions to personal estate by Greek subjects in Austria.

A decree published by the Imperial and Royal Ministry of Finance, dated August 3rd last, No. 70.680, the text of which I have the honour to forward to your Excellency herewith, lays down that successions to personal estate by Greek subjects in Austria (by virtue of the principle of complete reciprocity) shall be exempted from all taxes or duties levied upon the transfer of property.

The Imperial and Royal Ministry of Finance feels bound, nevertheless, to take this opportunity of repeating its declaration that this exemption may at any time be cancelled by a subsequent amendment of the general Regulations relating to the treatment accorded to foreign successions; and also that the exemption in question must not be considered as based upon the Convention of June 12th 1856, but rather as based exclusively upon the principle of complete reciprocity (see my note of May 18, 1903, No. 211) which had been already adopted and proclaimed by the Royal Government.

In view of the absence of any legal basis, this exemption from taxation cannot be extended to the taxes known as the "Fondsgebühren".

I have the honour, etc....

(Signed) GUDENUS.

ANNEXE

A LA NOTE N° 311, EN DATE DU 9 SEPTEMBRE 1904, DE LA LÉGATION
D'AUTRICHE-HONGRIE.

« Ad No. 61.428/7 Abschrift eines Erlasses des K. K. Finanz-Ministeriums dd. 3. August 1904.
No. 70.680 ex 1903. »

In Abänderung des h. o. Erlasses vom 6. Jänner 1878 : 178 vdg. Bl. N° 2, wird im Sinne der Verordnung vom 8. April 1854, R. G. Bl. N° 84, angeordnet, dass das in den im Reichsrat vertretenen Königreichen und Ländern befindliche bewegliche Nachlassvermögen griechischer Staatsangehöriger nach dem Grundsätze der Reciprocität von der staatlichen Uebertragungsgebühr freizulassen ist.

ATHÈNES, le 9 septembre 1904.

Pour copie conforme :

Le Chargé d'Affaires d'Autriche-Hongrie,

(Signé) GUDENUS.

¹ TRADUCTION — TRANSLATION.

ANNEXE

A LA NOTE N° 311,
EN DATE DU 9 SEPTEMBRE 1904.
DE LA LÉGATION D'AUTRICHE-HONGRIE.

« Annexe N° 61.428/7. — Copie d'une Ordonnance du Ministère des Finances Impérial et Royal en date du 3 août 1904, N° 70.680 ex 1903. »

En modification de l'ordonnance du 6 janvier 1878 : 178 vdg. Bl. N° 2, ci-dessus indiquée, il est décrété, conformément à la Loi du 8 avril 1854 R. G. Bl. N° 84, que les biens mobiliers provenant de successions des ressortissants hellènes se trouvant dans les royaumes et pays représentés au Reichsrat, seront affranchis de tout droit de succession d'Etat, sous condition de réciprocité.

ATHÈNES, le 9 septembre 1904.

Pour copie conforme :

Le Chargé d'Affaires d'Autriche-Hongrie

(Signé) GUDENUS.

ANNEX

TO NOTE NO. 311 DATED SEPTEMBER 9TH 1904,
OF THE AUSTRO-HUNGARIAN LEGATION.

“ Ad. No. 61.428/7. — Copy of a Decree of the Imperial and Royal Finance Ministry of the 3rd August 1904, No. 70.680 ex 1903.”

In amendment of a decree of the 6th January 1878 : 178 vdg. Bl. No. 2, it is decreed, in accordance with the Regulation of the 8th of April 1854, R. G. Bl. No. 84, that personal estate left by Greek nationals in the territories and countries represented in the Imperial Parliament should, in accordance with the principle of reciprocity, be exempt from the State death duties.

ATHENS, September 9th, 1904.

Certified true copy :

Austrian Chargé d'Affaires.

(Signed) GUDENUS.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

D.

Monsieur A. ROMANOS,
Ministre des Affaires Etrangères,
 à Monsieur le Baron GUDENUS,
Chargé d'Affaires d'Autriche-Hongrie.

N° 13.685.

ATHÈNES, le 3-16 septembre 1904.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

J'ai pris acte de la Note N° 311 que vous avez bien voulu m'adresser le 9 de ce mois pour me faire connaître que le Ministère Impérial et Royal des Finances avait, par une ordonnance du 3 août 1903, dont vous transmettez le texte authentique, décrété que les successions mobilières des sujets Hellènes en Autriche étaient — en vertu du principe de réciprocité matérielle — affranchies de toute taxe ou droit prélevé sur la transmission de la propriété.

J'ai également pris note de la déclaration du Ministère Impérial et Royal Autrichien des Finances, d'après laquelle cette franchise ou cette exemption pourra de tout temps être mise hors vigueur par une modification ultérieure des dispositions légales relatives au traitement applicable aux successions étrangères en général, et que faute de tout fondement légal, l'exemption de taxes ne saurait être étendue aux taxes dites « Fondsgebühren ».

.....
 Veuillez agréer, etc....

(Signé) A. ROMANOS.

D.

From M. A. ROMANOS,
Minister for Foreign Affairs
 to M. le Baron GUDENUS,
Austro-Hungarian Chargé d'Affaires.

No. 13.685.

ATHENS, 3/16 September, 1904.

SIR,

I have duly received your Note, No. 311, which you were good enough to forward to me on the 9th instant, informing me that the Imperial and Royal Finance Ministry had, by a decree dated August 3rd, 1903 (the official text of which you forwarded to me), laid down that successions to personal estate by Greek subjects in Austria were, by virtue of the principle of complete reciprocity, exempted from all taxes or duties levied upon transfer of property.

I have also duly noted the declaration of the Imperial and Royal Austrian Ministry of Finance, to the effect that this exemption may at any time be cancelled by a subsequent amendment of the general Regulations relating to the treatment to be applied to foreign successions, and that in view of the absence of any legal basis this exemption from taxation cannot be extended to taxes known as "Fondsgebühren".

.....
 I have the honour, etc....

(Signed) A. ROMANOS.

No. 63.

AUTRICHE ET GRÈCE

Convention concernant l'extradition
réciproque des matelots déserteurs,
signée à Athènes le 16/28 mars
1874.

AUSTRIA AND GREECE

Convention with regard to the mu-
tual extradition of deserters from
the Navy and Mercantile Marine,
signed at Athens, March 16/28,
1874.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 63. — CONVENTION CONCERNANT L'EXTRADITION RÉCIPROQUE DES MATELOTS DÉSERTEURS², SIGNÉE A ATHÈNES LE 16/28 MARS 1874.

Texte officiel français communiqué par le Ministre des Affaires Etrangères de Grèce. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 25 novembre 1920.

SA MAJESTÉ LE ROI DES HELLÈNES ET SA MAJESTÉ L'EMPEREUR D'AUTRICHE, ROI DE BOHÈME, etc., etc., ROI APOSTOLIQUE DE HONGRIE, désirant régler d'un commun accord l'extradition réciproque des matelots déserteurs de Leurs Marines marchande et de guerre, ont nommé, à cet effet, pour Leurs Plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté le Roi des Hellènes :

Monsieur JEAN DÉLYANNI, Commandeur de l'Ordre Royal du Sauveur, Grand Commandeur et Commandeur de plusieurs autres Ordres, Membre de la Chambre des Députés, etc., etc., Son Ministre des Affaires Etrangères ;

Sa Majesté l'Empereur et Roi d'Autriche-Hongrie :

Monsieur le Baron NICOLAS DE POTTENBURG, Commandeur de l'Ordre Impérial et Royal de la Couronne de Fer,

No. 63. — CONVENTION. WITH REGARD TO THE MUTUAL EXTRADITION OF DESERTERS FROM THE NAVY OR MERCANTILE MARINE², SIGNED AT ATHENS MARCH 16/28, 1874.

French official text forwarded by the Greek Minister for Foreign Affairs. The registration of this Convention took place on November 25th, 1920.

WHEREAS HIS MAJESTIC THE KING OF THE HELLENES AND HIS MAJESTY THE EMPEROR OF AUSTRIA, KING OF BOHEMIA, etc., etc., AND APOSTOLIC KING OF HUNGARY, are desirous of regulating by a mutual agreement the reciprocal extradition of deserters from their Navies and from their Mercantile Marines, they have delegated their full powers to the following :

His Majesty the King of the Hellenes to :

Monsieur JEAN DÉLYANNI, Commander of the Royal Order of the Saviour, Grand Commander and Commander of various other Orders, Member of the Chamber of Deputies, etc., etc., His Minister for Foreign Affairs ;

His Majesty the Emperor and King of Austria-Hungary to :

Baron NICOLAS DE POTTENBURG, Commander of the Imperial and Royal Order of the Iron Crown, Chevalier

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

² a) Publiée avec la loi ΦΣΤ' qui l'a sanctionnée dans le Journal officiel N° 14 du 14 mars 1875.

b) Les ratifications furent échangées à Athènes le 13/25 mars 1875.

c) Voir renvoi 2 c) Traité N° 61, page 158, volume 2, N° 2.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

² a) Made public together with the law ΦΣΤ', which confirmed it in the Official Gazette No. 14 dated March 14, 1875.

b) The Ratifications were exchanged at Athens on 13th/25th March, 1875.

c) See note 2 c) Treaty N° 61, page 158, volume 2, N° 2.

Chevalier de celui de Léopold, etc., etc., Son Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire ;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs respectifs, sont convenus des articles suivants :

Article I.

Les Consuls et autres Agents Consulaires des Hautes Parties Contractantes pourront faire arrêter et renvoyer, soit à bord, soit dans leur pays, les marins et toutes autres personnes faisant, à quelque titre que ce soit, partie de l'équipage d'un bâtiment marchand ou de guerre de leur nation qui auraient déserté sur l'un des territoires des Hautes Parties Contractantes.

A cet effet, ils devront s'adresser par écrit aux autorités locales compétentes et justifier, moyennant la présentation des registres du bâtiment ou du rôle de l'équipage, ou bien, si le navire était parti, en produisant une copie authentique de ces documents, que les personnes réclamées faisaient réellement partie de l'équipage.

Sur cette demande, ainsi justifiée, la remise des déserteurs ne pourra être refusée.

On donnera en outre aux Consuls Généraux, Consuls, Vice-Consuls et Agents Consulaires tout secours et toute assistance pour la recherche et l'arrestation de ces déserteurs qui seront conduits dans les prisons du pays et y seront détenus, à la demande et aux frais de l'autorité consulaire, jusqu'à ce que celle-ci trouve une occasion de les faire partir.

Cet emprisonnement ne pourra durer plus de trois mois, après lesquels et moyennant un avis donné au fonctionnaire consulaire, trois jours à l'avance, la liberté sera rendue au prisonnier qui ne pourra être arrêté de nouveau pour la même cause.

Toutefois, si le déserteur avait commis quelque délit à terre, l'autorité locale pourrait surseoir à l'extradition jusqu'à ce que le tribunal eût rendu sa sentence et que celle-ci eût reçu pleine et entière exécution.

Les Hautes Parties Contractantes conviennent que les marins et autres individus de l'équipage, sujets du pays dans lequel s'effectuera la désertion sont exceptés des stipulations du présent article.

of the Order of Leopold, etc., etc., His Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary ;

Who, having communicated to each other their respective full powers, have agreed to the following Articles :

Article I.

The Consuls and other Consular Agents of the High Contracting Parties shall be empowered to have arrested and to send back either on board ship or to their own country sailors or any other persons who form part in any capacity whatever of the crew or a Merchant vessel or Warship of their nationality, and who have deserted in the territory of one of the High Contracting Parties.

They shall, for this purpose, apply in writing to the competent local authorities, furnishing proof that the persons whose extradition is demanded really formed part of the crew by submitting the ship's register and the muster-roll of the crew or, should the vessel have already left, by furnishing a certified true copy of these documents.

On presentation of such a request, accompanied by the requisite evidence, the surrender of the deserters shall not be refused.

Every possible assistance shall, moreover, be given to Consuls General, Consuls, Vice-Consuls, and Consular Agents, in the pursuit and arrest of these deserters, who shall be confined in the prisons of the country and shall be detained there, on the request and at the expense of the Consular Authorities, until the latter have found an opportunity of sending them away.

This imprisonment shall not last longer than three months, at the expiration of which, and after due notification to the Consular Authorities three days beforehand, the prisoner shall be released and he may not be arrested again for the same offence.

Should, however, the deserter have committed any offence on shore, the local authorities may defer the extradition until the tribunal has passed sentence and this has been fully carried out.

The High Contracting Parties agree that the provisions of the present Article shall not apply to sailors and other members of the crew, who are nationals of the country in which they desert.

Article 2.

La présente Convention aura la durée de dix ans, à partir du jour de l'échange des ratifications.

Si elle n'est pas dénoncée un an avant l'expiration de ce terme, elle continuera d'être en vigueur, jusqu'à ce que l'une des Hautes Parties Contractantes ait annoncé à l'autre son intention d'en faire cesser les effets, et pendant une année encore, à partir du jour où cette notification aura été faite.

Article 3.

Les ratifications de la présente Convention seront échangées à Athènes, aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Athènes, en double expédition, le seize (16/28) Mars mil huit cent soixante-quatorze.

(L. S.) JEAN DÉLYANNI.
(L. S.) NICOLAS DE POTTENBURG

Article 2.

The present Convention shall remain in force for ten years from the day on which the ratifications are exchanged.

If it is not denounced one year before the expiration of this period, it shall remain in force until one of the High Contracting Parties has informed the other of its intention to denounce it, and in addition, for one year after the date on which this notice has been given.

Article 3.

The ratifications of the present agreement shall be exchanged at Athens, with the least possible delay.

In witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed their names and affixed their seals.

Done in duplicate at Athens, on March sixteenth (16/28) one thousand eight hundred seventy-four.

(L. S.) JEAN DÉLYANNI.
(L. S.) NICHOLAS DE POTTENBURG.

No. 64.

AUTRICHE-HONGRIE
ET GRÈCE

Traité d'extradition entre l'Autriche-
Hongrie et la Grèce, signé à
Athènes le 8/21 décembre 1904.

AUSTRIA-HUNGARY
AND GREECE

Extradition Treaty between Austria-
Hungary and Greece, signed at
Athens, December 8/21, 1904.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 64. — TRAITÉ D'EXTRADITION ENTRE LA GRÈCE ET L'AUTRICHE-HONGRIE², SIGNÉ A ATHÈNES LE 8/21 DÉCEMBRE 1904.

Texte officiel français communiqué par le Ministère des Affaires Étrangères hellénique. L'enregistrement du Traité ci-dessus a eu lieu le 25 novembre 1920.

SA MAJESTÉ LE ROI DES HELLÈNES ET SA MAJESTÉ L'EMPEREUR D'AUTRICHE, ROI DE BOHÈME, etc., et Roi Apostolique de Hongrie, étant convenus de conclure un traité pour l'extradition réciproque des malfaiteurs, ont muni dans ce but de leurs pleins pouvoirs, savoir :

Sa Majesté le Roi des Hellènes :

Monsieur ATHOS ROMANOS, Commandeur de l'Ordre du Sauveur, Son Ministre des Affaires Étrangères ;

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême, etc., et roi Apostolique de Hongrie :

Monsieur le Baron CHARLES DE MACCHIO, Grand' Croix de l'Ordre de François-Joseph, Chevalier de l'Ordre de Léopold, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près la Cour d'Athènes,

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

² a) Sanctionné par la Loi, Γ P' du 5 août 1905, insérée dans le N° 12 du 18 janvier 1907 du Journal Officiel.

b) Les ratifications ont été échangées à Athènes le 15/28 janvier 1907.

c) Voir renvoi 2 c) Traité N° 61, page 158, volume 2, N° 2.

No. 64. — EXTRADITION TREATY BETWEEN GREECE AND AUSTRIA-HUNGARY², SIGNED AT ATHENS, DECEMBER 8/21, 1904.

French official text forwarded by the Greek Ministry for Foreign Affairs. The registration of the above mentioned Treaty took place on November 25, 1920.

HIS MAJESTY THE KING OF THE HELLENES, AND HIS MAJESTY THE EMPEROR OF AUSTRIA, KING OF BOHEMIA, ETC., AND APOSTOLIC KING OF HUNGARY, having agreed to conclude a Treaty for the reciprocal extradition of criminals, have for this purpose appointed the following as Plenipotentiaries, viz :

His Majesty the King of the Hellenes :

M. ATHOS ROMANOS, Commander of the Order of the Saviour, His Minister for Foreign Affairs ;

His Majesty the Emperor of Austria, King of Bohemia, etc., and Apostolic King of Hungary :

Baron CHARLES DE MACCHIO, Grand Cross of the Order of Francis Joseph, Chevalier of the Order of Leopold, His Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at the Court of Athens.

who, after having communicated to each other their full powers found in good and true form, have agreed upon the following Articles :

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

² (a) Sanctioned by the Law, Γ P' of the 5th August, 1905, inserted in No. 12, January 18th, 1907, of the Official Gazette.

(b) The ratifications were exchanged at Athens 15/28 January, 1907.

(c) See note 2 c) Treaty N° 61, page 158, volume 2, N° 2.

Article 1.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à se livrer, réciproquement, dans les circonstances et les conditions établies par le présent Traité, les individus qui, étant poursuivis ou condamnés pour un crime ou un délit commis sur le territoire de l'Etat requérant, se réfugierait sur le territoire de l'Etat requis.

Article 2.

L'extradition ne sera accordée que pour les infractions aux lois pénales indiquées ci-après lorsqu'elles seront prévues par les législations de l'Etat requérant et de l'Etat requis :

1° Assassinat, empoisonnement, parricide, infanticide, meurtre.

2° Coups portés ou blessures faites volontairement avec préméditation, ayant causé une maladie paraissant incurable, une incapacité permanente de travail personnel, la perte de l'usage absolu d'un organe, une mutilation grave ou la mort sans intention de la donner.

3° Bigamie.

4° Enlèvement de mineurs.

5° Exposition ou délaissement d'un enfant au-dessous de l'âge de 7 ans.

6° Vol, soustraction, abus de confiance, tromperie, escroquerie, extorsion.

7° Privation volontaire et illégale de la liberté individuelle commise par des particuliers.

8° Fausse monnaie comprenant la contrefaçon et l'altération de la monnaie, l'émission et la mise en circulation avec connaissance de la monnaie contrefaite ou altérée.

9° Contrefaçon ou falsification d'effets publics ou de billets de banque, de titres publics ou privés ; émission ou mise en circulation avec connaissance de ces effets, billets ou titres contrefaits ou falsifiés ; faux en écritures ou dans les dépêches télégraphiques et usage avec connaissance de ces dépêches, effets, billets ou titres contrefaits, fabriqués ou falsifiés.

10° Contrefaçon ou falsification de sceaux, timbres, poinçons, timbres-poste ou autres timbres adhésifs ; usage avec connaissance de ces objets contrefaits ou falsifiés ; usage préjudiciable et avec une intention frauduleuse de vrais sceaux, timbres et poinçons.

11° Faux témoignage.

Article 1.

The High Contracting Parties undertake to surrender reciprocally in the circumstances and under the conditions laid down by the present Treaty, any persons who, being accused or convicted of a crime or delict committed on the territory of the claimant State, take refuge in the territory of the State on which the claim is made.

Article 2.

Extradition shall only be granted for the following offences against penal laws, where such offences are punishable under the legislation both of the claimant State and the State on which the claim is made :

(1) Assassination, poisoning, parricide, infanticide, murder.

(2) Blows struck or wounds inflicted wilfully with premeditation, which have caused an illness apparently incurable, a permanent incapacity for personal labour, the loss of the entire use of an organ, a grave mutilation, or death without intention of causing death.

(3) Bigamy.

(4) Abduction of minors.

(5) Exposure or desertion of a child below the age of 7 years.

(6) Theft, fraudulent appropriation, embezzlement, deceit, false pretences, exaction by force or duress.

(7) False imprisonment committed by private individuals.

(8) Coining, including the counterfeiting and altering of coinage ; the wilful uttering or circulation of counterfeit or altered coin.

(9) Counterfeiting or forging of public securities or banknotes, of public or private bills or bonds ; the wilful uttering or circulation of such counterfeit or forged securities, notes, bills or bonds ; forging of documents or telegrams and the wilful use of such counterfeit fabricated or forged telegrams, securities, notes, bills or bonds.

(10) Counterfeiting or forging of seals, stamps, dies, postage-stamps or other adhesive stamps ; the wilful use of such counterfeit or forged objects ; the use with intent to defraud of genuine seals, stamps and dies to the injury of another person.

(11) False testimony.

12° Faux serment.

13° Concussion, détournement, commis par des fonctionnaires publics ; corruption de fonctionnaires publics.

14° Banqueroute frauduleuse et fraudes commises dans les faillites.

15° Incendie volontaire.

16° Destruction, dégradation ou suppression volontaire et illégale d'un titre public ou privé commise dans le but de causer du dommage à autrui.

17° Recèlement des objets obtenus à l'aide d'un des crimes ou délits prévus par la présente convention.

Sont comprises dans les qualifications précédentes, la complicité et la tentative, lorsqu'elles sont punies par les législations de l'Etat requérant et de l'Etat requis.

En matière correctionnelle, lorsqu'il s'agit d'une infraction prévue par un des paragraphes ci-dessus, l'extradition aura lieu :

1° Pour les condamnés, contradictoirement ou par défaut, lorsque la peine prononcée sera au moins d'un an d'emprisonnement.

2° Pour les prévenus, lorsque le maximum de la peine applicable au fait incriminé, sera, d'après les législations de l'Etat requérant et de l'Etat requis, au moins de deux ans d'emprisonnement.

Article 3.

Dans aucun cas, les Parties contractantes ne seront tenues à se livrer leurs sujets.

Si le prévenu ou le condamné n'est pas sujet d'une des parties contractantes, le Gouvernement saisi de la demande d'extradition restera libre de donner à cette demande la suite qui lui paraîtra convenable et de livrer le prévenu pour être jugé, soit à son propre pays, soit au pays où le crime ou le délit aura été commis.

Article 4.

L'extradition n'aura pas lieu :

1° Si, depuis les faits imputés, depuis la poursuite ou la condamnation, la prescription de l'action ou de la peine est acquise, d'après les lois du pays requis, au moment où la demande est faite.

(12) Perjury.

(13) Corrupt practices, embezzlement committed by public officials ; corruption of public officials.

(14) Fraudulent bankruptcy and fraud committed in bankruptcy.

(15) Arson.

(16) The wilful and unlawful destruction, falsification or suppression of public or private instruments with intent to injure another person.

(17) Receiving objects obtained by means of one of the crimes or delicts referred to in the present Convention.

The afore-going provisions apply also to complicity in and attempts to commit the crimes in question when such complicity or attempt is punishable by the laws both of the claimant State and the State on which the claim is made.

In matters of summary jurisdiction, in the case of any offence enumerated in one of the above paragraphs, extradition shall take place :

(1) For persons convicted after hearing, or by default, when the penalty inflicted amounts to at least one year's imprisonment.

(2) For persons under summons, when the maximum penalty incurred by the offence amounts to at least two years' imprisonment by the laws both of the claimant State and the State on which the claim is made.

Article 3.

In no case shall the Contracting Parties be bound to deliver up their own subjects.

If the accused or convicted person is not a subject of one of the Contracting Parties, the Government to whom the demand for extradition is addressed shall remain free to take such action thereon as it thinks fit, and to deliver up the accused for trial, either to his own country or to the country in which the crime or delict has been committed.

Article 4.

Extradition shall not take place :

(1) If at the time when the demand is made, exemption from prosecution or punishment has already been acquired by lapse of time since the date of the acts charged, the proceedings or the conviction, under the laws of the country on which the demand is made.

20 Lorsque la demande d'extradition sera motivée par le même fait pour lequel l'individu réclamé a été poursuivi et mis hors de cause, ou est encore poursuivi, ou a déjà été jugé dans le pays auquel l'extradition est demandée.

Article 5.

Si l'individu réclamé est poursuivi ou condamné dans le pays requis, pour une infraction autre que celle qui a donné lieu à la demande d'extradition, son extradition pourra être différée jusqu'à la fin de la poursuite, et en cas de condamnation, jusqu'au moment où il aura subi sa peine.

Dans le cas où il serait poursuivi ou détenu dans le même pays à raison d'obligations contractées envers des particuliers, son extradition aura lieu néanmoins sous réserve, pour ceux-ci, de faire valoir ensuite leurs droits devant l'autorité compétente.

Article 6.

L'extradition ne sera pas accordée si l'infraction pour laquelle elle est demandée, est considérée par la partie requise comme un délit politique ou un fait connexe à un semblable délit, ou si l'individu réclamé prouve que la demande d'extradition a été faite, en réalité, dans le but de la poursuivre pour une infraction de cette nature.

L'étranger dont l'extradition aura été accordée ne pourra être poursuivi ou puni pour aucun délit politique antérieur à l'extradition, ni pour aucun fait connexe à un semblable délit, ni pour aucun des crimes ou délits non prévus par la présente Convention.

L'individu extradé ne pourra être poursuivi ou jugé pour aucune infraction autre que celle qui a motivé l'extradition ; cela ne s'applique pas aux infractions commises après l'extradition.

Article 7.

La demande d'extradition devra toujours être faite par la voie diplomatique.

(2) When the demand for extradition is based on an act for which the person claimed has already been proceeded against and exculpated, or is still under process, or has already been tried in the country on which the demand for extradition is made.

Article 5.

If the person claimed is under process, or has been convicted, in the country on which the demand is made, for an offence other than that which has given rise to the demand for extradition, his extradition may be postponed until the end of the proceedings, and, in case of conviction, until the sentence has been carried out.

If the person claimed is being proceeded against or detained in such country by reason of obligations contracted towards private individuals, his extradition shall nevertheless take place ; provided always that such individuals may thereupon prosecute their claims before the competent authority.

Article 6.

Extradition shall not be granted if the offence for which it is demanded is considered by the Party on which the demand is made to be a political offence, or an act connected with such an offence, or if the person claimed proves that the demand for extradition has in reality been made for the purpose of proceeding against him for an offence of such a nature.

An alien whose extradition has been granted may not be proceeded against or punished for any political offence prior to extradition, nor for any act connected with such an offence nor for any crime or delict not provided for by the present Convention.

The person extradited shall not be proceeded against or tried for any offence other than the one in respect of which the claim for extradition was made. This does not apply to offences committed after extradition.

Article 7.

The demand for extradition shall always be made through diplomatic channels.

Article 8.

L'extradition sera accordée conformément aux règles prescrites par la loi du pays requis.

Article 9.

L'extradition sera accordée sur la production de l'original ou de l'expédition authentique soit du jugement ou de l'arrêt de condamnation, soit de l'ordonnance de la Chambre du Conseil, de l'arrêt de la Chambre des mises en accusation ou de l'acte de procédure criminelle émané du juge compétent, décrétant formellement ou opérant de plein droit le renvoi du prévenu ou de l'accusé devant la juridiction répressive.

Elle pourra être également accordée sur la production du mandat d'arrêt ou de tout autre acte ayant la même force, décerné par l'autorité étrangère judiciaire compétente, pourvu que ces actes renferment l'indication précise du fait pour lequel ils ont été délivrés.

Ces pièces seront accompagnées d'une copie du texte de la loi applicable au fait incriminé et d'une traduction en langue française et autant que possible du signalement de l'individu réclamé ou de toute autre indication de nature à constater son identité.

Dans le cas où il y aurait doute sur la question de savoir si le crime ou délit, objet de la poursuite, rentre dans les prévisions de la présente Convention, le Gouvernement requis pourra demander toutes les explications qu'il considérerait nécessaires ou utiles pour éclairer sa conviction, après quoi il statuera sur la suite à donner à la demande d'extradition.

Le Gouvernement requérant en fournissant au Gouvernement requis ces explications, mettra en même temps à la disposition de ce dernier tous les documents nécessaires ou utiles pour éclairer sa conviction.

Article 10.

En cas d'urgence, l'arrestation provisoire pourra être effectuée sur avis, transmis par la poste ou le télégraphe, et toujours par voie diplo-

Article 8.

Extradition shall be granted in accordance with the rules prescribed by the law of the country on which the demand is made.

Article 9.

Extradition will be granted on production of the original, or a certified true copy, of the judgment or sentence, or of the order of the Chambre du Conseil, or of the decree of the Chambre des Mises en accusation, or of any order in the course of criminal proceedings issued by a competent judge, formally decreeing or necessarily effecting the taking of criminal proceedings against the person summoned or accused.

It may also be granted on production of the warrant of arrest, or any document having the same effect, issued by the competent foreign judicial authority, provided that such documents contain a precise statement of the act in respect of which they have been delivered.

The documents shall be accompanied by a copy of the text of the law applicable to the act with which the accused is charged, and by a translation thereof into French, and, as far as possible, by a description of the person demanded or other information serving to establish his identity.

If there should be any doubt whether the crime or delict, which is the subject of the proceedings, is comprised within the provisions of the present Convention, the Government on which the demand is made may ask for any explanations which it may consider necessary or desirable for the purpose of forming its opinion, and shall thereafter decide what action shall be taken upon the demand for extradition.

The claimant Government, in supplying such explanations to the Government on which the demand is made, shall at the same time place at the disposal of the latter all documents necessary or desirable for the purpose of forming its opinion.

Article 10.

In case of urgency, a provisional arrest may be made on the receipt by post or telegraph, but always through diplomatic channels, of

matique, de l'existence d'un des documents mentionnés à l'article 9, à la condition toutefois que cet avis sera régulièrement donné au Ministre des Affaires Étrangères du pays requis.

L'arrestation provisoire aura lieu dans les formes et suivant les règles établies par la législation du Gouvernement requis. Elle cessera d'être maintenue si, dans le délai de trois semaines à partir du moment où elle aura été effectuée, le Gouvernement requis n'a pas reçu communication de l'un des documents mentionnés à l'article 9 de la présente Convention.

Article 11.

Quand il y aura lieu à extradition, tous les objets provenant du crime ou du délit ou pouvant servir de pièces à conviction qui seront trouvés en la possession de l'individu réclamé au moment de son arrestation ou qui seront découverts ultérieurement, seront, si l'autorité compétente de l'Etat requis en ordonne ainsi, saisis et soumis à l'Etat requérant.

Cette remise se fera même si l'extradition ne peut s'accomplir par suite de l'évasion ou de la mort de l'individu réclamé.

Sont cependant réservés les droits que des tiers auraient pu acquérir sur les dits objets qui devront, le cas échéant, leur être rendus, sans frais, à la fin du procès.

Article 12.

Les frais d'arrestation, d'entretien et de transport de l'individu dont l'extradition aura été accordée, ainsi que ceux de consignation et de transport des objets qui, aux termes de l'article précédent, doivent être restitués ou remis, resteront à la charge de l'Etat requérant et de l'Etat requis dans les limites des leurs territoires respectifs.

Les frais de transport ou autres sur les territoires des Etats intermédiaires sont à la charge de l'Etat réclamant.

Les frais de transport ou autres par mer resteront également à la charge de l'Etat réclamant.

L'individu à extraditer sera conduit au port

notice of the existence of one of the documents mentioned in Article 9; provided always that such notice shall be duly given to the Ministry for Foreign Affairs of the country on which the demand is made.

A provisional arrest shall be effected in the forms, and according to the rules, laid down by the legislation of the Government on which the demand is made. A person so arrested shall be released if within three weeks from the date of the arrest the Government on which the demand is made has not received one of the documents mentioned in Article 9 of the present Convention.

Article 11.

When an extradition takes place, all objects connected with the crime or delict, or which may serve as evidence for conviction, which are found in the possession of the person claimed, at the moment of his arrest, or which may subsequently be discovered, shall, if the competent authority of the State on which the demand is made so order, be seized and forwarded to the claimant State.

This course shall also be taken where extradition is impossible owing to the escape or death of the person claimed.

The rights which third parties may have acquired over such objects are not prejudiced, and the objects shall in proper cases be returned to such persons, free of cost at the end of the proceedings.

Article 12.

The costs of arrest, maintenance and transport of a person whose extradition has been granted, together with those of the safe-keeping and transporting of objects which, in accordance with the terms of the preceding Article, are to be restored or delivered, shall be borne by the claimant State and by the State on which the demand is made within the limits of their respective territories.

All costs whether of transport or otherwise incurred in the territories of intermediate States shall be borne by the claimant State.

All costs whether of transport or otherwise incurred by sea shall likewise be borne by the claimant State.

The person to be extradited shall be brought

du pays requis, ou au point de la frontière que désignera le Gouvernement réclamant.

Article 13.

Si l'individu réclamé et arrêté dans les conditions de la présente convention, n'est pas livré et emmené dans les trois mois après son arrestation, il sera mis en liberté et ne pourra plus être réclamé pour la même cause.

Article 14.

L'extradition, par voie de transit sur les territoires respectifs des Etats contractants, d'un individu n'appartenant pas au pays de transit, sera accordée sur la simple production, en original ou en expédition authentique, de l'un des documents mentionnés dans l'article 9, pourvu que le fait, servant de base à l'extradition, soit compris dans la présente convention et ne rentre pas dans les prévisions des articles 4 et 6.

Les frais de transit seront à la charge de la partie requérante.

Article 15.

Lorsque, dans la poursuite d'une affaire pénale non politique, l'audition de personnes se trouvant dans l'un des pays des Parties contractantes, ou tout autre acte d'instruction seront jugés nécessaires, une commission rogatoire accompagnée d'une traduction en langue française, sera adressée à cet effet par la voie diplomatique, et il y sera donné suite en observant les lois du pays dans lequel l'audition ou l'acte d'instruction devra avoir lieu.

Toutefois, les commissions rogatoires tendant à faire opérer soit une visite domiciliaire, soit la saisie du corps du délit ou de pièces à conviction, ne pourront être exécutées que pour un des faits énumérés à l'article 2 et sous la réserve exprimée au dernier paragraphe de l'article 11 si-dessus.

Les Gouvernements respectifs renoncent au remboursement des frais résultant de l'exécution des commissions rogatoires en matière pénale, même dans le cas où il s'agirait d'expertise, pourvu toutefois que cette expertise n'ait pas entraîné plus d'une vacation.

to such port in the country on which the demand is made, or to such place on its frontier, as may be indicated by the claimant Government.

Article 13.

If the person claimed and arrested under the terms of the present Convention is not surrendered and removed within three months from his arrest, he shall be set at liberty and may not again be claimed on the same grounds.

Article 14.

Extradition by transit through the respective territories of the contracting States shall be allowed, in the case of any person not belonging to the country of transit, on the mere production of the original, or a certified true copy, of one of the documents mentioned in Article 9, provided that the act which forms the ground for extradition is covered by the present Convention and does not come within the terms of Articles 4 and 6.

The costs of transit shall be borne by the claimant Party.

Article 15.

When in the course of a criminal process of a non-political nature it is found necessary to examine persons in one of the countries of the Contracting Parties, or to make any other preliminary investigation, letters rogatory, together with a translation thereof into French, shall be delivered for this purpose through diplomatic channels, and shall be executed in accordance with the laws of the country in which the examination or preliminary investigation is to take place.

Notwithstanding the above provision, letters rogatory involving either a domiciliary visit or the seizure of the subject matter or evidence of the offence may only be executed in the case of an act referred to in Article 2 and subject to the restriction contained in the last paragraph of Article 11 above.

The respective Governments renounce all claim to repayment of costs resulting from the execution of letters rogatory in criminal cases, even where the assistance of experts is involved, provided that such expert assistance has not extended to more than a single investigation.

Article 16.

En matière pénale non politique, lorsque le Gouvernement de l'une des Parties Contractantes jugera nécessaire la notification d'un acte de procédure ou d'un jugement à un individu résidant sur le territoire de l'autre pays, la pièce transmise diplomatiquement et accompagnée d'une traduction en langue française, sera signifiée à la personne par l'autorité compétente, et le document constatant la notification sera envoyé par la même voie au Gouvernement requérant sans restitution des frais.

Article 17.

Lorsque, dans une cause pénale non politique, instruite dans l'un des pays des Parties Contractantes, la communication de pièces de conviction ou de documents, se trouvant entre les mains des autorités de l'autre pays, sera jugée nécessaire ou utile, la demande en sera faite par la voie diplomatique et on y donnera suite, à moins que des considérations particulières ne s'y opposent et sous l'obligation de renvoyer les pièces et documents.

Les Gouvernements respectifs renoncent au remboursement des frais résultant, dans les limites de leurs territoires respectifs, de l'envoi et de la restitution des pièces de conviction en documents.

Article 18.

Les Gouvernements respectifs s'engagent à se communiquer réciproquement, sans restitution des frais, les condamnations pour crimes ou délits de toute espèce qui auront été prononcés par les Tribunaux de l'une des Parties contractantes contre les sujets de l'autre.

Cette communication sera effectuée moyennant l'envoi par la voie diplomatique d'un bulletin ou extrait accompagné d'une traduction en langue française, de la décision définitive, au Gouvernement du pays auquel appartient le condamné.

Article 19.

Le présent traité entrera en vigueur trois mois après l'échange des ratifications.

Article 16.

In criminal cases of a non-political nature, when the Government of one of the Contracting Parties considers it necessary to communicate any order or judgment to any person living in the territory of the other country, the communication shall be forwarded through diplomatic channels, together with a translation thereof into French, and shall be notified to such person by the competent authority; and the document certifying such notification shall be forwarded through the same channels to the claimant Government free of cost.

Article 17.

When in the course of criminal proceedings of a non-political nature, instituted in one of the countries of the Contracting Parties, the communication of evidence or documents in the hands of the authorities of the other country is considered necessary or desirable, a request to that effect will be made through diplomatic channels, and shall be complied with, unless special circumstances render such communication objectionable, and subject to the return of such evidence and documents.

The respective Governments renounce all claim to repayment of costs resulting within the limits of their respective territories from the forwarding and return of documentary evidence.

Article 18.

The respective Governments undertake to inform each other, free of cost, of all sentences for crimes or offences of whatever nature passed by the Tribunals of one of the Contracting Parties upon subjects of the other Party.

Such information shall be communicated by the forwarding to the Government of the country to which the condemned person belongs, through diplomatic channels, of a report or extract of the final decision, accompanied by a translation thereof into French.

Article 19.

The present Treaty shall come into force three months after the exchange of ratifications.

Les faits antérieurs à la mise en vigueur du traité ne pourront être l'objet d'une demande d'extradition que dans le cas où les personnes réclamées se seraient réfugiées sur le territoire de l'Etat requis après l'échange des ratifications.

Chacune des Parties Contractantes pourra en tout temps dénoncer le présent Traité en prévenant l'autre Partie de son intention six mois à l'avance.

Il sera ratifié, et les ratifications en seront échangées à Athènes aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double expédition à Athènes, le 8-21 décembre 1904.

(L. S.) (Signé) A. ROMANOS.

(L. S.) (Signé) Le baron CH. DE MACCHIO.

Acts done before the coming into force of the Treaty shall not form the subject of a demand for extradition, except in cases where the persons claimed have taken refuge in the territory of the State on which the demand is made after the exchange of ratifications.

Each of the Contracting Parties may at any time denounce the present Treaty by giving the other Party six months' notice of its intention.

The Treaty shall be ratified, and ratifications shall be exchanged at Athens as soon as possible.

In witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed and sealed the present Treaty.

Done in duplicate at Athens, December 8/21, 1904.

(L. S.) (Signed) A. ROMANOS.

(L. S.) (Signed) Baron CH. DE MACCHIO.

No. 65.

FRANCE ET SUÈDE

Échange de notes entre les Gouvernements Français et Suédois portant renouvellement de la convention internationale sur le transport des marchandises par chemin de fer, signée à Berne le 14 octobre 1890, ainsi que des actes qui la complètent. Stockholm, les 22 et 25 novembre 1920.

FRANCE AND SWEDEN

Exchange of notes between the French and Swedish Governments renewing the international Convention for the transport of goods by rail, signed at Berne, October 14, 1890, together with all the relevant acts. Stockholm, November 22 and 25, 1920.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 65. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS FRANÇAIS ET SUÉDOIS PORTANT RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION INTERNATIONALE SUR LE TRANSPORT DES MARCHANDISES PAR CHEMIN DE FER, SIGNÉE A BERNE LE 14 OCTOBRE 1890, AINSI QUE DES ACTES QUI LA COMPLÈTENT. STOCKHOLM LES 22 ET 25 NOVEMBRE 1920.

Texte officiel français communiqué par le Ministre de Suède à Berne. L'enregistrement de l'Échange de Notes ci-dessus a eu lieu le 11 décembre 1920.

LÉGATION
DE LA
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
EN SUÈDE.

STOCKHOLM, le 22 novembre 1920.

MONSIEUR LE COMTE,

La lettre que Votre Excellence a bien voulu m'adresser le 19 de ce mois m'a fait connaître que le Gouvernement Royal suédois serait disposé à accepter, ainsi que le lui avait proposé le Gouvernement de la République, de constater par un échange de lettres le renouvellement pur et simple de la ²Convention internationale

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

² De Martens : Nouveau Recueil Général des Traités. Deuxième série : vol. XIX, page 289 ; vol. XXIV, page 562 ; vol. XXX, page 184. Troisième série : vol. III, page 920.

No. 65. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE FRENCH AND THE SWEDISH GOVERNMENTS RENEWING THE INTERNATIONAL CONVENTION FOR THE TRANSPORT OF GOODS BY RAIL SIGNED AT BERNE, OCTOBER 14, 1890, TOGETHER WITH ALL THE RELEVANT ACTS. STOCKHOLM, NOVEMBER 22 AND 25, 1920.

French official text forwarded by the Swedish Minister at Berne. The registration of the above-mentioned Exchange of Notes took place on December 11, 1920.

LÉGATION
DE LA
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
EN SUÈDE.

STOCKHOLM, November 22nd, 1920.

MONSIEUR LE COMTE,

The letter which you were good enough to send to me on the 19th of this month informed me that the Royal Swedish Government would be prepared as the Government of the Republic had proposed, to confirm by an exchange of letters the unconditional renewal of the ²International Convention concerning the transport

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

² British and Foreign State Papers : vol 82, page 771, 1889-90 ; vol. 87, page 806, 1894-95 ; vol. 92, page 433, 1899-1900.

sur le transport des marchandises par chemin de fer, signée à Berne le 14 octobre 1890, ainsi que tous les actes qui la complètent.

J'ai l'honneur, pour constater l'accord entre nos deux Gouvernements, ainsi qu'il avait été convenu dans nos précédentes communications, de déclarer officiellement à Votre excellence que le Gouvernement de la République est d'accord avec le Gouvernement du Roi pour renouveler purement et simplement la Convention de Berne du 14 octobre 1890 et les actes qui la complètent. Cet accord pourra être dénoncé chaque année ; le délai de dénonciation sera fixé à trois mois ; celle-ci étant faite au plus tard le 30 septembre pour avoir son effet le 1^{er} janvier suivant.

Veuillez agréer, Monsieur le Comte, les assurances de ma haute considération.

(Signé) DELAUAUD.

Son Excellence

Monsieur le Comte WRANGEL,
Ministre des Affaires Etrangères,
STOCKHOLM.

Pour copie conforme :
Stockholm,
au Ministère des Affaires Etrangères,
le 2 décembre 1920.

Le Secrétaire Général :
(Signé) W. BOSTRÖM.

MINISTÈRE
DES
AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

STOCKHOLM, le 25 novembre 1920.

MONSIEUR LE MINISTRE,

En me référant à la lettre que Vous avez bien voulu adresser au Comte Wrangel, sous la date du 22 de ce mois, j'ai l'honneur, pour constater l'accord entre nos deux Gouvernements, ainsi qu'il avait été convenu dans les

of goods by rail, which was signed at Berne on October 14, 1890, together with all the relevant Acts.

In order to put on record the agreement between our two Governments, I have the honour, in accordance with the understanding reached in our previous communications, to declare officially to Your Excellency that the Government of the Republic and the Government of the King mutually agree unconditionally to renew the Berne Convention of October 14, 1890, and all the relevant Acts. This agreement may be denounced in any year ; the period of notice required shall be fixed at 3 months ; such notice shall be given not later than September 30, so that it may take effect on the following January the 1st.

I have the honour to be, etc....

(Signed) DELAUAUD.

To His Excellency

the Count WRANGEL,
Minister for Foreign Affairs.
STOCKHOLM.

Certified true Copy :
Stockholm,
at the Ministry for Foreign Affairs,
December 2, 1920.

The Secretary-General,
(Signed) W. BOSTRÖM.

MINISTÈRE
DES
AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

STOCKHOLM, November 25, 1920.

YOUR EXCELLENCY,

With reference to the letter which you were good enough to address to Count Wrangel, under date of the 22nd of this month, and in order to put on record the agreement reached by our two Governments, in accordance with

précédentes communications, de déclarer officiellement que le Gouvernement du Roi est d'accord avec le Gouvernement de la République Française pour renouveler purement et simplement la Convention de Berne du 14 octobre 1890 et les actes qui la complètent. Cet accord pourra être dénoncé chaque année ; le délai de dénonciation sera fixé à trois mois, celle-ci étant faite au plus tard le 30 septembre pour avoir son effet le 1^{er} janvier suivant.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

(Signé) DE GEER.

Monsieur DELAUAUD,
Envoyé Extraordinaire et
Ministre Plénipotentiaire de la
République Française,
etc., etc., etc....

Pour copie conforme :
Stockholm,
au Ministère des Affaires Etrangères,
le 2 décembre 1920.

Le Secrétaire Général,
(Signé) W. BOSTRÖM.

previous communications, I have the honour officially to declare that the Government of the King and the Government of the French Republic agree to the unconditional renewal of the Berne Convention of October 14, 1890, together with all the relevant Acts. This Convention may be denounced in any year : the period of notice required shall be fixed at 3 months ; such notice shall be given not later than September 30, so that it may take effect on the following January the 1st.

I have the honour to be, etc....

(Signed) DE GEER.

To :
Monsieur DELAUAUD,
Envoy Extraordinary
and Minister Plenipotentiary
of the French Republic.
etc., etc., etc....

Certified Copy :
Stockholm,
at the Ministry for Foreign Affairs,
December 2nd, 1920

The Secretary-General,
(Signed) W. BOSTRÖM.

No. 66.

ESTHONIE ET LATVIE

Convention d'arbitrage entre les
Gouvernements d'Esthonie et de
Latvie, signée à Walk le 22 mars
1920.

ESTHONIA AND LATVIA

Arbitration convention between the
Esthonian and Latvian Govern-
ments, signed at Walk, March
22, 1920

No. 66. — ARBITRATION CONVENTION BETWEEN THE ESTHONIAN AND LATVIAN GOVERNMENTS, SIGNED AT WALK, MARCH 22, 1920.

Texte officiel anglais communiqué par le Ministère des Affaires Étrangères de Latvie. L'enregistrement de la Convention ci-dessus a eu lieu le 16 décembre 1920.

Convention made between representatives of the Esthonian and Latvian Governments at a meeting held in Walk on March 22, under the chairmanship of Mr. TALLENTS, the British Commissioner.

(This Convention was ratified by the Esthonian Constituent Assembly and by the National Council of Latvia and on its base has been fixed the frontier-line between Latvia and Esthonia.)

(1) Both Governments agree to entrust the final determination of the frontier between their territories and the settlement of any questions arising directly out of that determination to a joint Commission consisting of two members appointed by each Government together with a chairman who shall be the British Commissioner or, if he is unable to act, a British subject mutually agreed upon by both parties.

(2) This Commission shall also be the Commission to determine any questions arising out of the application of paragraph 7 of the agreement made between the two Governments on July 21st, 1919.

(3) So far as possible all questions to be determined by this Commission under this Convention, shall be settled by agreement between the representatives of the two countries; but in default of agreement upon any point the decision of the chairman shall be final and will be loyally accepted by both Governments.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 66. — CONVENTION D'ARBITRAGE ENTRE LES GOUVERNEMENTS D'ESTHONIE ET DE LATVIE, SIGNÉE A WALK LE 22 MARS 1920.

English official text forwarded by the Latvian Ministry for Foreign Affairs. The registration of the above-mentioned Convention took place on December 16, 1920.

Convention conclue entre les représentants des Gouvernements de l'Esthonie et de la Latvie à leur réunion à Walk, le 22 mars, sous la présidence de M. TALLENTS, Commissaire britannique.

(Cette Convention a été ratifiée par l'Assemblée constituante de l'Esthonie et par le Conseil National de la Latvie, et c'est par application de ses clauses qu'a été fixée la ligne frontière entre la Latvie et l'Esthonie.)

1^o Les deux Gouvernements sont d'accord pour confier la détermination finale de la frontière entre leurs territoires, et le règlement de toute question se greffant sur cette détermination à une Commission mixte, composée de deux membres nommés par chaque Gouvernement, et d'un Président qui sera le Commissaire britannique ou, en son absence, un sujet britannique sur le nom duquel les deux Parties se seront mises d'accord.

2^o Cette Commission sera également chargée de régler toutes les questions qui pourraient être soulevées au sujet de l'application du paragraphe 7 de la Convention, conclue entre les deux Gouvernements, le 21 juillet 1919.

3^o Autant que possible, toutes les questions à régler par cette Commission, d'après la présente Convention, seront résolues par voie d'accord entre les Représentants des deux pays; à défaut d'accord sur un point quelconque, la décision du Président sera définitive et sera loyalement acceptée par les deux Gouvernements.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

(4) In arriving at their decision the Commission will take into account ethnographical and historical principles and the state-political interests of each party (military, strategical, economical and communicational) and the interests of the local population. They may take such steps as they think necessary to obtain the evidence required to enable them to arrive at a just decision. Provided that, in any district in which it is decided to hold a plebiscite, steps shall be taken on lines approved by the Commission to neutralize the administration in such a manner as will prevent any undue influence being exercised by the authorities of either party upon the population taking part.

(5) This agreement requires the ratification of the two Governments to be given within fourteen days of this signature.

(6) The expenses of the Commission will be borne in equal parts by the two Governments.

Note : In default of agreement in the matter of Walk, it is ruled by the British Chairman of the meeting after a careful review of the case presented by both sides that, during any plebiscite held in Walk :

(1) a British Officer shall be posted by the Chairman of the Commission in the Walk station number one to secure that its administration is not used for political purposes during the time of the plebiscite.

(2) the present administration of the station of Walk No. 1 shall not be changed during the plebiscite.

(Signed) S. G. TALLENTS.
(Chairman)

(Signed) BIRK.

(Signed) KINDRAL MAJOR LAIDONER.

(Signed) Z. A. MEIEROVICS.

(Signed) J. BALODIS.

Pour copie conforme :

le Chef du Cabinet du Ministre
des Affaires Etrangères
de Latvie

4° Dans sa décision, la Commission tiendra compte des principes ethnographiques et historiques et des intérêts politiques de chaque pays (au point de vue militaire, stratégique, économique et des communications) ainsi que des intérêts de la population locale. La Commission prendra les mesures qui lui sembleront nécessaires pour obtenir les renseignements propres à lui permettre de prendre une décision juste. A condition que dans tout territoire dans lequel il sera décidé de procéder à un plébiscite, des mesures seront prises conformément à certains principes approuvés par la Commission, afin de neutraliser l'administration, de telle sorte que les autorités de l'une et l'autre partie soient empêchées d'exercer une influence répréhensible sur les populations prenant part au vote.

5° La présente Convention devra être soumise à la ratification des deux Gouvernements dans les 14 jours de la signature.

6° Les frais de la Commission seront supportés à part égale par les deux Gouvernements.

Nota. — A défaut d'accord au sujet de Walk, le Président britannique de la réunion, après avoir examiné soigneusement les arguments présentés par les deux Parties, a décidé qu'au cours des opérations du plébiscite dans la Ville de Walk :

1° un officier britannique sera placé par le Président de la Commission à la station de Walk N° 1 en vue de s'assurer que l'administration de cette station ne sera pas employée à des fins politiques, durant les opérations du plébiscite.

2° l'administration actuelle de la station de Walk N° 1 ne subira pas de changement au cours des opérations de plébiscite.

(Signé) S. G. TALLENTS.
(Président.)

(Signé) BIRK.

(Signé) KINDRAL MAJOR LAIDONER

(Signé) Z. A. MEIEROVICS.

(Signé) J. BALODIS.

Certified true Copy :

the Chief of the Cabinet
of the Latvian Minister for
Foreign Affairs.

SOCIÉTÉ DES NATIONS

*Recueil des Traités et des Engagements
Internationaux enregistrés par le Secrétariat
de la Société des Nations.*

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

*Publication of Treaties and International Engagements
Registered with the Secretariat of the
League of Nations.*

SOCIÉTÉ DES NATIONS

Recueil des Traités

*et des Engagements Internationaux enregistrés par le
Secrétariat de la Société des Nations.*

VOLUME 2

1920-1921

NUMÉRO 3

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
No. 67. — Latvie et Russie :	
Traité de Paix, fait à Moscou, achevé et signé à Riga, le 11 août 1920.	195
No. 68. — Latvie et Lithuanie :	
Convention d'arbitrage, signée à Riga, le 28 septembre 1920	233
No. 69. — Norvège et Portugal :	
Echange de notes concernant le traitement du commerce et de la navigation du Portugal en Norvège et le traitement du commerce et de la navigation norvégienne en Portugal. Lisbonne, 14 octobre 1920	237
No. 70. — Empire Britannique, France, Italie, etc. :	
Traité entre les Principales Puissances alliées et le Danemark relatif au Sleswig, signé à Paris le 5 juillet 1920	241
No. 71. — Grande-Bretagne et Danemark :	
Arrangement provisoire concernant la navigation aérienne entre la Grande-Bretagne et le Danemark, signé à Copenhague le 23 décembre 1920	249
No. 72. — Allemagne et Suède :	
Echange de notes entre les Gouvernements allemand et suédois concernant la dénonciation du traité de commerce et de navigation du 2 mai 1911. Berlin, les 15 et 16 décembre 1920	263
No. 73. — Espagne et Suède :	
Echange de notes entre les Gouvernements espagnol et suédois concernant la dénonciation de la convention du 27 juin 1892, réglant les relations commerciales, en date à Stockholm du 17 et 18 décembre 1920	267

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

*Publication of Treaties and International Engagements
Registered with the Secretariat of the League.*

VOLUME 2

1920-1921

NUMBER 3

TABLE OF CONTENTS

No. 67. — Latvia and Russia :	Page
Treaty of Peace, done at Moscow and finished and signed at Riga, August 11, 1920.	195
No. 68. — Latvia and Lithuania :	
Arbitration Convention, signed at Riga, September 28, 1920	233
No. 69. — Norway and Portugal :	
Exchange of Notes concerning the treatment of Portuguese commerce and navigation in Norway and the treatment of Norwegian commerce and navigation in Portugal. Lisbon, October 14, 1920.	237
No. 70. — British Empire, France, Italy, etc. :	
Treaty between the Principal Allied Powers and Denmark with regard to Sleswig, signed in Paris, July 5, 1920	241
No. 71. — Great Britain and Denmark :	
Provisional Agreement relating to Air Navigation between Great Britain and Denmark, signed at Copenhagen on December 23, 1920	249
No. 72. — Germany and Sweden :	
Exchange of Notes between the German and Swedish Governments concerning the denunciation of the Treaty of Commerce and Navigation of May 2, 1911. Berlin, December 15 and 16, 1920	263
No. 73. — Spain and Sweden :	
Exchange of Notes between the Spanish and Swedish Governments concerning the denunciation of the Convention of June 27, 1892, regulating the commercial relations. Stockholm, December 17 and 18, 1920	267

No. 67.

LATVIE ET RUSSIE

**Traité de Paix, fait à Moscou, achevé
et signé à Riga, le 11 août 1920.**

LATVIA AND RUSSIA

**Treaty of Peace, Done at Moscow,
and completed and signed at Riga,
August 11, 1920.**

TEXTE LATVIEN — LATVIAN TEXT.

No. 67. — MEERA LIHGUMS
STARP LATWIJU UN KREE-
WIJU.

Textes officiels latvien et russe et traduction française communiqués par le Ministre des Affaires Etrangères de Latvie. L'enregistrement de ce Traité de Paix a eu lieu le 16 décembre 1920.

LATWIJA, no weenas puses, un KREEWIJA, no otras, nopeetni wehledamās isbeigt starp wiņām iszehluschos kaŗu, nolehma ussahkt meera sarunas, pehz eespehjas drihsak noslehgt paleekoschu, zeenigu un taisnigu meeru un galigi isschķirt wisus jautajumus, kuŗi zeļas no Latwijas agrakās peederibas pee Kreewijas, un schai noluhkā eezehla par saweem pilnwaroteem :

Latwijas Demokratiskās Republikas Waldiba :

Jahni Jahņa dehlu WESSMANI,
Peteri Remberta dehlu BERGI,
Ansi Kŗistapa dehlu BUSCHEWITSCHU,
Eduardu Andreja dehlu KALNINU, un
Karli Jekaba delhu PAULUKU ;

Kreewijas Sozialistiskās Federatiwās Padoņju Republikas Waldiba :

Adolfu Abrama dehlu JOFFE, un
Jakowu Stanislawā dehlu HANEZKI.

Minetee pilnwarotee, sanahkuschi Maskawā un sawstarpeji usrahdijuschi sawas pilnwaras, kuŗas atsihtas par peenahzigā formā sastahditām un pilnigā kahrtibā esoschām, weenojās par sekoscho :

I. pants.

No schi meera lihguma spehkā nahkschanas deenas kaŗa stahwoklis starp lihdsejām pusēm top isbeigts.

TEXTE RusSE — RUSSIAN TEXT.

№ 67. — МИРНЫЙ ДОГОВОР МЕЖДУ
РОССИЕЙ И ЛАТВИЕЙ.

Latvian and Russian Official texts and French translation forwarded by the Latvian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Treaty of Peace took place on December 16, 1920.

РОССИЯ с одной стороны и ЛАТВИЯ с другой, руководимые твердым желанием прекратить возникшую между ними войну и окончательно разрешить все вопросы, вытекающие из прежней принадлежности Латвии к России, решили вступить в мирные переговоры и возможно скорее заключить прочный, почетный и справедливый мир и для сего назначили своими уполномоченными :

Правительство Российской Социалистической
Федеративной Советской Республики :

Адолфа Абрамовича ИОФФЕ и
Якова Станиславовича ГАНЕЦКОГО,

Правительство Латвийской Демократической
Республики :

Ивана Ивановича ВЕСМАНА,
Петра Рембертовича БЕРГИС,
Анса Христофоровича БУШЕВИЧА,
Эдуарда Андреевича КАЛЬНИНА и
Карла Яковлевича ПАУЛУКА.

Означенные уполномоченные, с'ехавшись в Москве, по взаимном пред'явлении своих полномочий, признанных составленными в надлежащей форме и полном порядке, согласились в нижеследующем :

Статья 1.

Со дня вступления в силу настоящего мирного договора состояние войны между договаривающимися сторонами прекращается.

II. pants.

Isejot no Kreewijas Sozialistiskās Federatīvās Padomju Republikas pasludinātām wisu tautu teesibām us brihwu paschnoteikschanos, neisņemot pat pilnigu atdalischanos no walsts, kuŗas sastahwā wiņas eetilpst, un eewehrojot Latwijas tautas noteikti issazito gribu us patstahwigu walsts dsihwi, Kreewija bes eerunām atsihst Latwijas walsts neatkaribu, patstahwibu un suwerenitati un labprahtigi un us muhschgeem laikeem atsakas no wisām suwerenām teesibām, kuŗas peedereja Kreewijai atteezibā us Latwijas tautu un semi, kā us bijuschās walsts-teesiskās eekahrtas, tā ari us starptautisko lihgumu pamata, kuŗi sche aprahditā nosihmē saudē sawu spehku us nahkoscheem laikeem. No agrakās peederibas pee Kreewijas Latwijas tautai un semei neiszeļas nekahdas saistibas atteezibā us Kreewiju.

III. pants.

Walsts robescha starp Latwiju un Kreewiju eet :

No Igaunijas robeschas starp Babinas un Wimorskas zeemeem, zaur Wimorskas zeemu, pa Glubizas upi, zaur Waschkowu, tahļak pa Opotschnas upiti un Opotschkas un Wjadas upēm lihds Dubiņinai, no tureenes wisihsakā taisnā linijā pahreet us Kuchwas upi, tahļak pa Kuchwas upi un wiņas peeteku Pelegas upi lihds Umernischeem, no tureenes taisnā linijā us Utrojas upi lihds Kailowas usraksta „w“ burtam, pa Utrojaš upi lihds wiņas lihukumam pee Masās Melņizas, no tureenes taisnā linijā us Lšchas upes lihkumu, kuŗsch atrodas diwas werstes us seemeļeem no usraksta „Starina“, tahļak pa Lšchas upi un Ludses, Reseknes un Daugawpils apriņķu administratiwo robeschu at Opotschkas, Sebeschas un Drisas apriņķeem lihds Pasinai us Osupizas upes, tahļak taisnā linijā zaur Beloje eseru, Tschernoje eseru, zaur eseru, kas atrodas starp Wasilewu un Mosischkeem, zaur f. Saweikeem us upites grihwu, kuŗa eetek Daugawā starp Koskowzeem un f. un z. Nowoje Selo, tahļak pa Daugawu lihds f. Schafranowai.

Us 14-to deenu pehz meeŗa lihguma ratifizeschanas abas lihdsējas puses apņemas atwilkt sawu karaspehku lihds walsts robeschai us sawas teritorijas.

Статья II.

Исходя из провозглашенного Российской Социалистической Федеративной Советской Республикой права всех народов на свободное самоопределение вплоть до полного отделения от государства, в состав которого они входят, и ввиду определенно выраженной воли латвийского народа к самостоятельному государственному существованию, — Россия признает безоговорочно независимость, самостоятельность и суверенность Латвийского Государства и отказывается добровольно и на вечные времена от всяких суверенных прав, кои принадлежали России в отношении к латвийскому народу и земле в силу существовавшего государственно-правового порядка, а равно и на основании международных договоров, которые в указанном здесь смысле теряют силу на будущие времена. Из прежней принадлежности к России для латвийского народа и земли не возникает никаких обязательств в отношении к России.

Статья III.

Государственная граница между Россией и Латвией проходит :

От Эстонской границы на створе деревень Бабина и Выморск, через Выморск, по р. Глубоца через Вашкова, далее по речке Опочна, р. Опочна и р. Вяда до Дубинина, где кратчайшей прямой переходит на р. Кухва, далее по р. Кухва и ее притоку р. Пелаг до Умерниши, откуда прямой линией к р. Утроя у буквы «в» надписи Каилова, по р. Утроя до изгиба ее у Мал. Мельница, откуда прямой линией к впадине р. Лъжа, что в двух верстах севернее надписи Старина, далее по р. Лъжа и административной границе Люцинского, Режицкого и Двинского уездов с Опочецким, Себежским и Дриссенскими уездами до Пазина на реке Осуница, далее прямыми линиями через оз. Белое, оз. Черное, озеро, что между Василева и Мосишки, через ф. Савейки к устью речки, впадающей в Западную Двину между Косьюковцы и Ф. и Д. Новое Село, далее по реке Западной Двине до ф. Шафраново.

К 14-му дню по ратификации мирного договора обе договаривающиеся стороны обязуются отвести свои войска к государственной границе на свои территории.

PEESIHME 1. Schaif pantâ aprakstītās robeschas apsihmetas ar sarkanu krahsu us kartes (3 werstes 1 zollâ), kuŗa schim pantam peelikta. Ja rastos nesaskaņa starp tekstu un karti, isschķiposchâ nosihme peeder tekstam.

PEESIHME 2. Latwijas un Kreewijas walstu robeschu nowilkschanu un robeschu sihmju nos-tahdischanu isdara sewischķa jaukta robeschu komisija ar weenlihdSIGU lozekļu skaitu no abām pusēm. Welkot robeschu dabâ zaur apdsihwoteem punkteem, scho punktu peederibu pee weenas waj otras lihdsejas puses teritorijas minetâ robeschu komisija nosaka us etnografisku un ekonomisku pasihmju pamata. Taiš gadījumos, kad rehķinotees ar etnografiskām un ekonomiskām pasihmēm, minetâ jauktâ kimosija welk robeschu pa upēm waj esereem, robescha eet pa upes waj esera widu, neewehrojot to, ka wezâ administratiwâ robescha gahjusi pa schīs upes waj esera weenu waj otru krastu.

PEESIHME 3. Mahksliga uhdens nowilkschana no robeschu upēm un esereem, ja tai seko wiŗu wideja uhdens lihmeņa krischana, — naw atļauta.

Kuŗoschanas un swejas kahrtiba un noteikumi schaifs upēs un eseros nosakami sewischķas weenoschansâ zeļâ; swejai war isleetot tikai tahdus lihdsekļus, kuŗi neisposta siwju bagatibu.

PEELIKUMS (Karte).

IV. pants.

Abas lihdsejas puses arņemas :

1) Aisleegt usturetees sawâ teritorijâ jebkahdam karaspēkam, isņemot waldības waj tahdu draudSIGU walstu karaspēku, ar kuŗām weena no lihdsejām pusēm noslehgusi kaŗa konwenziju, bet kuŗas neatrodas faktiskâ kaŗa stahwokļi ar otru lihdseju pusi, kâ ari aisleegt sawas teritorijas robeschâs lihgt un mobiliset personigo sastahwu tahdu walstu, organizaziju un grupu armijām, kuŗu noluhks ir brupota zihņa ar otru lihdseju pusi.

ПРИМЕЧАНИЕ 1. Описанные в этой статье границы нанесены красной краской на карте (3 версты в 1 дюйме), составляющей приложение к сей статье. В случае разногласия между текстом и картой решающее значение придается тексту.

ПРИМЕЧАНИЕ 2. Проведение государственной границы между Россией и Латвией и установка пограничных знаков производятся особой смешанной пограничной комиссией с одинаковым числом членов от обеих сторон. При проведении границы в натуре принадлежность населенных пунктов, через которые проходит эта граница, к территории той или другой из договаривающихся сторон, означенная пограничная комиссия определяет на основании признаков этнографических и экономических. В тех случаях, когда, считаясь с экономическими и этнографическими признаками, означенная смешанная комиссия проводит границу по рекам или озерам, граница проходит по середине реки или озера, не считаясь с тем, что старая административная граница проходила по тому или иному берегу этой реки или озера.

ПРИМЕЧАНИЕ 3. Искусственный отвод воды на пограничных реках и озерах, влекущий за собой понижение среднего уровня воды в них, — не допускается.

Порядок и условия судоходства и рыболовства на этих реках и озерах устанавливаются особым соглашением, причем рыболовство может производиться только способами, не истощающими рыбных богатств.

ПРИЛОЖЕНИЕ. (Карта.)

Статья IV.

Обе договаривающиеся стороны обязуются :

1. Воспретить пребывание на своей территории каких-либо войск, за исключением правительственных или войск дружественных государств, с которыми одной из договаривающихся сторон заключена военная конвенция, но которые не находятся в фактическом состоянии войны с другой из договаривающихся сторон, а равно воспретить в пределах своей территории вербовку и мобилизацию личного состава в ряды армий государств, организаций и групп, ставящих своей целью вооруженную борьбу с другой договаривающейся стороной.

PEESIEME : Kreewijas armijā schimbrihscham pastahwoschos nosaukumus atsewischkām karaspēhka daļām, kuŗas eetilpst "Latwijas Strehlneeku diwisijas" sastahwā, abas puses atsihst kā tahdus, kam ir tikai wehsturiska nosihme. Schais daļās naw un nebuhs parhswarā nazionali latwisks sastahws, un, neraugoties us nosaukumeem, wiņām newar buht atteezibas ne us latweeschu tautu, ne us Latwijas walsti.

Tadeļ wiņu wehsturisko nosaukumu patureshanu Latwija neusskatis par schi punkta pahrkaphschanu.

Abas puses sawām karaspēhka daļām neradis jaunus nosaukumus, kuŗi atwasinati no otras puses ģeografiskeem waj nazionaleem nosaukumeem.

2) Nepeeļaut us sawas teritorijas sastahditees un ustureetes jabhkhdām organizazijām un grupām, kuŗas pretendē us waldibas lomu wisā otras lihdsējas puses teritorijā waj tās daļā, kā ari preekschstawibām un ainata personām no organizazijām un grupām, kuŗu noluhks ir gahst otras lihdsējas puses waldibu.

3) Aisleegt walstīm, kuŗas atrodas faktiskā kara stahwokļī ar otru pusi, un organizazijām un grupām, kuŗu noluhks ir bruņota zihņa ar otru lihdsēju pusi, west zaur sawām ostām un pahr sawu teritoriju wisu, ko war isleetot usbrukumam otrai lihdsējai pusei, t. i. : tahdām walstīm, organizazijām un grupām peederoschu bruņotu spēhku, kara ihpaschumu, kara tehniskus lihdsēkļus un artilerijas, intendanturas, inscheneeru un gaiskuģneezibas materialus.

4) Isņemot starptautiskās teesibās paredsetos gadījumus, aisleegt eebraukt un braukt sawas teritorijas uhdeņos jebkahdeem karakuģeem, leelgabalu un minu laiwām u. t. t., kas peeder waj nu organosazijām un grupām, kuŗu noluhks ir bruņota zihņa ar otru lihdsēju pusi, waj ari walstīm, kuŗas atrodas ar otru lihdsēju pusi kara stahwokļī un kuŗu noluhks ir otrai lihdsējai pusei usbrukt, ja schee noluhki top sinami tai lihdsējai pusei, pee kuŗas teritorijas peeder schee teritorialee uhdeņi un ostas.

ПРИМЕЧАНИЕ : Существующие ныне в Российской армии наименования отдельных войсковых частей, входящих в состав «Латышской Стрелковой Дивизии», признаются обоими сторонами только имеющими историческое значение. Эти части не имеют и не будут иметь преобладающего национального латышского состава и, несмотря на свои наименования, не могут иметь отношения к латышскому народу, ни к Латвийскому государству.

Поэтому сохранение за ними их исторических наименований не будет рассматриваться Латвией как нарушение сего пункта.

Обе стороны не будут создавать для своих войсковых частей новых наименований, производимых от географических или национальных наименований другой стороны.

2. Не допускать образования и пребывания на своей территории каких бы то ни было организаций и групп, претендующих на роль правительства всей территории другой договаривающейся стороны или части ее, а равно представительств и должностных лиц организаций и групп, имеющих своей целью низвержение правительства другой договаривающейся стороны.

3. Воспретить государствам, находящимся в фактическом состоянии войны с другой стороной, и организациям и группам, ставящим своей целью вооруженную борьбу с другой договаривающейся стороной перевозку через свои порты и по своей территории всего того, что может быть использовано для нападения на другую договаривающуюся сторону, а именно : принадлежащих таковым государствам, организациям и группам вооруженных сил, военного имущества, военнотехнических средств и материалов артиллерийских, интендантских, инженерных и ввоздухоплавательных.

4. За исключением случаев, предусмотренных международным правом, воспретить пропуск и плавание в своих территориальных водах каких-либо военных судов, канонерок, миноносцев и т. д. принадлежащих или организациям и группам, ставящим своей целью вооруженную борьбу с другой договаривающейся стороной, или же государствам, находящимся с другой договаривающейся стороной в состоянии войны и имеющих своей целью нападение на другую договаривающуюся сторону, буде таковые цели становятся известными той из договаривающихся сторон, к территории которой относятся эти территориальные воды и порты.

V. pants.

Abas puses sawstarpeji atsakas no prasibas, lai preteja puse atlihdsinatu wipu kara isdewumus, t. i. walsts isdewumus kara weschanai, ka ari atlihdsinatu kara saudejumus, t. i. tos saudejumus, kuři nodariti wipam waj wipu pilsopeem ar kara darbeem, to starpa ari ar wisada weida rekwisizijam, kuřas preteja puse isdarijusi us wipu teritorijam.

VI. pants.

Atsihtstot par nepeezeeschamu taisnigi sadalit us wisam pasaules walstim peznahkumu segt saudejumus, kuřus 1914.—1917. g. g. pasaules karsch nodarijis ispostitam walstim waj walstu daļam, us kuři teritorijas norisinajusēs kara darbiba, abas lihdsejas puses arņemas zenstees panahkt wisu walstu weenoschanos, lai raditu starptautisku wispasaules fondu, no kuřa buhtu smejami lihdsekji augscha mineto saudejumu segschanai.

Neatkarigi no tahda starptautiska fonda radischanas, lihdsejas puses usskata par nepeezeeschamu, zik tas wipu spehkos stahw, sawstarpeju ispalihdseschanos, ka Kreewijai, ta ari wisam us bijuschas Kreewijas ķeisarwalsts teritorijas raditam patstahwigam republikam ar paschu lihdsekļeem peedalotees, lai segtu pasaules kara nodaritos saudejumus, un arņemas zenstees panahkt tahdu weenoschanos starp minetam republikam.

VII. pants.

Abu lihdseju walstu karaguhstekpi wisdrihsaka laikā nosuhtami atpakaļ us dsimteni. Guhstekpu armainas kahrtiba nosazita peelikumā pee schi panta.

PEESIHME. Par karaguhstekpeem usskatamas personas, kuřas saņemas guhstā un nekalpolabprahtigi tās walsts karaspehkā, kuřa wiņas saguhstijusi.

PEELIKUMS.

1) Abu walstu karaguhstekni taps atlaisti us dsimteni, ja wipi ar tās walsts peekrischanu, us karus teritorijas atrodas, newehlas palikt wiņas robeschās waj ari isbraukt us kahdu trescho walsti.

Статья V.

Обе стороны взаимно отказываются от возмещения противной стороной их военных расходов, то-есть государственных издержек на ведение войны, равно как от возмещения военных убытков, то-есть тех убытков, которые были причинены им или их гражданам военными мероприятиями, в том числе и всеми видами реквизиций, произведенных противной стороной на их территориях.

Статья VI.

Признавая необходимым справедливое распределение среди всех государств мира обязанности по возмещению ущерба, причиненного мировой войной 1914—1917 гг. разоренным государствам или частям государств, на территории которых развертывались военные действия, обе договаривающиеся стороны обязуются добиваться соглашения всех государств в целях создания международного мирового фонда, из которого должны черпаться средства для возмещения вышеуказанного ущерба.

Независимо от создания такого международного фонда договаривающиеся стороны считают необходимым сильное взаимное содействие друг другу как России, так и всех создавшихся на территории бывшей Российской Империи самостоятельных республик, в целях возмещения из собственных средств ущерба, причиненного им мировой войной, и обязуются добиваться такого соглашения означенных республик.

Статья VII.

Военнопленные обеих сторон в наикратчайший срок подлежат возвращению на родину. Порядок обмена военнопленными устанавливается в приложении к настоящей статье.

ПРИМЕЧАНИЕ : Военнопленными считаются лица взятые в плен и не служащие добровольно в войсках государства, взявшего их в плен.

ПРИЛОЖЕНИЕ.

1. Военнопленные обеих сторон будут отпущены на родину, поскольку они не пожелают с согласия того государства, на территории которого они находятся, оставаться в его пределах или выехать в какую-либо третью страну.

2) Atswabinot karaguhstekņus, teem isdodami us guhstā pehmejas walsts organu rihkojumu wiņeem atņemtee dokumenti un personigais ihpaschums, kā ari wehl neismaksatā waj neerehķinatā daļa no wipu darba algas.

3) Katra lihdseja puse apņemas atlihdsinat tos isdewumus sawu karaguhstā kritischo pilsoņu ustureschanai, kuŗus isdarijuse pretejā puse un kuŗi wehl naw.segti ar karaguhstekņu darbu walsts un priwatos uspehmumos. Ismaksā notiks guhstā pehmejas walsts walutā.

РЕШИМЕ. Par karaguhstekņu ustureschanu atlihdsinamee isdewumi sastahdas no guhstekņeem isdotās pahrtikas, apģehriba un naudas apghades.

4) Karaguhstekņi top nosuhtiti escheloneem us walsts robeschām us guhstā pehmejas walsts rehķina; nodoschanu isdara pehz saraksteem, kuŗos jaapsihmē karaguhstekņa wahrds, tehwa wahrds un uswahrds, saguhstischanas laiks, kā ari karaspehka daļa, kuŗā kara guhsteknis kalpojīs saguhstischanas laikā.

5) Tuhlit pehz meera lihguma ratifizeschanas nodibinajas jaukta komisija karaguhstekņu apmaiņai no trim preekschstahwjeem no katras lihdsejas puses. Schīs komisijas peenahkums ir usraudsit schi peelikuma noteikumu ispidischanu, nosazit termiņus, weidu un kahrtibu nosuhtischanai us dsimteni, kā ari noteikt isdewumus par karaguhstekņeem pehz teem dateem, kuŗus pee nodoschanas eesneeds atteezīgā puse.

6) Us tahdeem pat pamateem, kahdi noteikti par karaguhstekņeem, noteek us pretejās puses peeprasijumu abu lihdseju interneto ziwilu un militaru personu, kā ari ķihlneeku isdoschana.

VIII. pants.

Personas, kuŗas schi lihguma ratifikazijas deenā dsihwo Latwijas robeschās, kā ari Kreewijā dsihwojoschee behģļi, kuŗi paschi waj kuru wezaki lihds 1914. g. 1. augustam bijuschi peerakstīti pee pilsehtu, lauku waj kahrtu

2. При освобождении военнопленных им возвращаются отнятые у них распоряжением властей того государства, которое взяло их в плен, их документы и личное имущество, а также еще не выплаченная или не засчитанная часть их заработка.

3. Каждая из договаривающихся сторон обязуется возместить те издержки на содержание своих попавших в военный плен граждан, которые были произведены противной стороной, поскольку эти издержки не погашены работой военнопленных в государственных и частных предприятиях. Расплата будет производиться в валюте государства взявшего в плен.

ПРИМЕЧАНИЕ: Подлежащие воамещению издержки на содержание военнопленного слагаются из стоимости израсходованных на него пайка, вещевого и денежного довольствия.

4. Военнопленные отправляются эшелонами к государственной границе за счет государства взявшего их в плен; сдача производится согласно составленным именным спискам, в которых должны быть указаны имя, отчество и фамилия военнопленного, время взятия в плен, а также часть, где служил военнопленный при пленении.

5. Немедленно по ратификации мирного договора учреждается смешанная комиссия по обмену военнопленными из трех представителей от каждой договаривающейся стороны. На обязанности этой комиссии лежит наблюдение за выполнением условий настоящего приложения, установление сроков, способа и порядка отправления на родину, а также определение издержек на военнопленных по данным, представляемым при сдаче соответствующей стороной.

6. На одинаковых с установленными для военнопленных основаниях производится по требованию противной стороны выдача интернированных гражданских и военных лиц договаривающихся сторон, равно и заложников.

Статья VIII.

Лица, ко дню ратификации сего договора проживающие в пределах Латвии, равно и беженцы, проживающие в России, коим сами или их родители были до 1-го августа 1914 года приписаны к городским, сельским или сословным обще-

sabeedribām us teritorijas, kuŗa tagad istaisa Latwijas walsti, top atsihti par Latwijas pilsoņeem.

Tās paschas kategorijas personas, kuŗas schi lihguma ratifikācijas momentā dsihwo Kreewijas robeschās, isņemot augschā mineto behglu kategoriju, top atsihtas par Kreewijas pilsoņeem.

Tomehr, wisām personām, kas sasneeguschas 18 gadu wezumu un dsihwo us Latwijas teritorijas, ir teesiba weena gada laikā no schi lihguma ratifikācijas deenas pasinot, ka wiņas wehlas istahtees no Latwijas pawalstneezibas un optet Kreewijas pawalstneezibu; wiņu pawalstneezibai seko behrni, jaunaki par 18 gadeem, un seewa, ja laulatee naw zitadi weenojuschees.

Tāpat personas, kuŗas pehz schi panta otrās daļas noteikumeem ir atsihtamas par Kreewijas pilsoņeem, war taī paschā termiņā un us teem pascheem noteikumeem optet Latwijas pawalstneezibu.

Personas, kas eesneeguschas pasiņojumu par optaziju, kā ari tās, kas seko wiņu pawalstneezibai, patur sawas teesibas us kustamu un nekustamu ihpaschumu saskaņā ar likumeem, kahdi pastahw walstī, kur wiņas dsihwo, bet isbraukschanas gadījumā wiņām ir teesiba wisu sawu ihpaschumu likwidet waj iswest sew lihds.

PEESIEME 1. Personas, kuŗas schi lihguma ratifikācijas momentā dsihwo us kahdas treschās walsts teritorijas, bet naw tur naturalisetas un ispilda schi panta pirmās daļas noteikumus, tāpat top atsihtas par Latwijas pilsoņeem, bet sem aprahditeem noteikumeem wiņām ir teesiba optet Kreewijas pawalstneezibu.

PEESIEME 2. Schai pantā aprahditās optantu teesibas peeder ari teem pilsoņeem, kuŗi lihds 1914.—1917. g. g. pasaules karām un pehdejā laikā dsihwojuschi us weenas lihdsijas puses teritorijas, bet schi lihguma ratifizeschanas momentā dsihwo us otras puses teritorijas.

Behgleem, atteezibā us wiņu ihpaschumu, kuŗu wipi newareja iswest us 1920. g. 12. junija behglu reewakuazijas lihguma pamata, peeder tās paschas teesibas, kas schai pantā paredsetas optanteem, bet tikai tahdā mēhrā, kahdā wiņi peerahdis, ka schis ihpaschums wiņeem peeder un reewakuazijas laikā atradees wiņu faktiskā waldischanā.

PEESIEME 3. Abas lihdsijas puses dod kā pretejšās puses pilsoņeem, tā ari optanteem

stvam na teritoriji, sastāvajošei nyne Latwiskoe Gosudarstwo, priznajuťs graždani Latwii.

Liца той же категории, проживающие к моменту ратификации сего договора в пределах России, за исключением беженцев вышеуказанной категории, признаются гражданами России.

Однако, все лица, достигшие 18-летнего возраста и проживающие на территории Латвии вправе в течение одного года со дня ратификации сего договора заявить о своем желании выйти из гражданства Латвийского и оптировать гражданство Российское, причем их гражданству следуют дети моложе 18-ти лет и жена, если между супругами не состоялось иного соглашения.

Равным образом лица, являющиеся Российскими гражданами согласно второго абзаца сей статьи в течение того же срока и на тех же условиях могут оптировать Латвийское гражданство.

Сделавшие заявление об оптации, а также те, кто следуют их гражданству, сохраняют свои права на движимое и недвижимое имущество в пределах законов, существующих в том государстве, где они проживают, а в случае выезда вправе все свое имущество ликвидировать или вывезить его с собой.

ПРИМЕЧАНИЕ 1. Лица, проживающие к моменту ратификации сего договора на территории третьего государства, но не натурализованные там, и подходящие под условия первого абзаца сей статьи одинаково признаются Латвийскими гражданами, но на указанных условиях вправе оптировать гражданство Российское.

ПРИМЕЧАНИЕ 2. Правами оптантов, указанными в сей статье, пользуются и те граждане, которые до и во время мировой войны 1914—1917 г. г. проживали на территории одной стороны, а к моменту ратификации сего договора проживают на территории другой.

Беженцы по отношению своего имущества, которого они не могли вывести на основании договора о реэвакуации беженцев от 12 июня 1920 года, пользуются теми же правами, но предусмотрены сей статьей для оптантов, но лишь постольку, поскольку они докажут, что это имущество принадлежит им и ко времени реэвакуации находилось в их фактическом владении.

ПРИМЕЧАНИЕ 3. Обе договаривающиеся стороны представляют как гражданам против-

teesibu un eespehju brihwi isbraukt us sawu dsimteni un wispahr atstaht pretejās puses walsts robeschas. Tāpat abas līhdsejas puses apņemas tuhli pehz schi līhguma ratifikazijas demobiliset kā pretejās puses pilsoņus, tā ari personas, kas optē pretejās puses labā.

IX. pants.

Schi gada 12. junijā starp Latwijū un Kree-wiju par behģu reewakuaziju noslehģtais līhgums paleek spehkā, ar papildinajumu, ka behģleem, kuri ir otras puses pilsoņi, bes minētā līhgumā aprahditām teesibām peeder ari teesibas, kahdas schis meera līhgums peesch-ķir atteezigās puses optanteem un pilsoņeem.

X. pants.

Abas līhdsejas puses sawstarpeji atsakas no jebkahdeem norehķineem, kuri isreet no Lat-wijas agrakās peederibas pee Kreewijas, un atsihst, ka daschadais walsts ihpaschums, kas atrodas us katras atteezigas walsts teritorijas, ir schis walsts neatņemams ihpaschums. Prasibu teesiba us kreewu walsts ihpaschumu, kursch pehz 1914. g. 1. augusta iswests no Latwijas teritorijas us kahdu trescho walsti, pahreet us Latwijas walsti.

Tāpat us Latwijas walsti pahreet Kreewijas prasibu teesiba pret juridiskām personām un treschām walstīm, ziktahj schi teesiba atteezas us Latwijas teritoriju.

Us Latwijas walsti pahreet wisas Kreewijas kroņa prasibas, kuņas guļ us Latwijas walsts robeschās esoscheem ihpaschumeem, kā ari wisas prasibas pret Latwijas pilsoņeem, bet tikai tai apmehrā, kahdā tās netop dsehstas ar norehķinā eeskaitamām pretprasibām.

ПРИМЕР. Prasibu teesiba pret massemnee-keem atteezibā us wiģu paradeem bijuschai Kreewijas Semneeku agrarbankai waj zitām tagad nazionalisetām kreewu agrarbankām un nokaweteem maksajumeem, kā ari prasibu teesiba atteezibā us paradeem bijuschai Kree-wijas Muischneeķu Agrarbankai waj zitām tagad nazionalisetām kreewu agrarbankām,

ной стороны, так и оптантам право и возможность свободно выехать на свою родину и вообще покинуть пределы государства противной стороны. Равно обе договаривающиеся стороны обязуются немедленно по ратификации сего договора произвести демобилизацию как граждан противной стороны, так и лиц, опти-рующих в пользу противной стороны.

Статья IX.

Договор о реэвакуации беженцев, заключенный между Россией и Латвией 12 июня сего года, остается в силе, с тем дополнением, что беженцы, являющиеся гражданами другой стороны, имеют, кроме прав, указанных в означенном договоре, также и права, присвоенные настоящим мирным договором оптантам и гражданам соответствующей стороны.

Статья X.

Обе договаривающиеся стороны взаимно отказываются от каких бы то ни было расчетов, вытекающих из прежней принадлежности Латвии к России, и признают, что государственное имущество разных наименований, находящееся на территории каждой из них, составляет неотъемлемую собственность соответственного государства. Право требования на Российское государственное имущество, которое после 1 августа 1914 года было вывезено с территории Латвии в пределы третьего государства переходит к Латвийскому Государству.

Равным образом к Латвийскому Государству переходит право требования России на юридических лиц и третьи государства, поскольку эти права касаются Латвийской территории.

К Латвийскому Государству переходят все требования Российской казны, лежащие на имуществах, находящихся в пределах Латвийского Государства, а равно и все требования на Латвийских граждан, но лишь в размере, не погашаемом встречными требованиями, подлежащими зачету.

ПРИМЕЧАНИЕ. Право требования с мало-земельных крестьянских долгов бывшему Российскому Крестьянскому Земельному Банку или другим, ныне национализированным российским земельным банкам, и недоимок, равно как и право требования долгов бывшему Российскому Дворянскому Земельному Банку или другим, ныне национализированным россий-

kupi guļ us muischneeku semēm, ja schis semes pahreet massemneekem waj bessemneekem — us Latwijas walsti nepahreet, bet usskatamas par isnihzinatām.

Dokumentus un aktus, kupi apleezina schai pantā aprahditās teesibas, Kreewijas waldiba nodod Latwijas waldibai, zik wīpu atrodas pirmās faktiskā waldischānā. Ja gada laikā no schi lihguma ratifikācijas deenas to naw eespehjams ispildit, tad schee dokumenti un atki top atsihti par pasuduschem.

XI. pants.

1) Kreewijas waldiba us sawa rehķina atwed atpakaļ us Latwiju un nodod Latwijas waldibai bibliotekas, archiwus, musejus, mahkslas raschojumus, mahzibas lihdsēķus, dokumentus un zitu tamlihsigu mahzibu, mahzitu, walstu, religisku sabeedrisku un kahrtu eestahschu ihpaschumu, zik no mineteem preekschmeteem iswesti no Latwijas robeschām 1914.—1917. g. g. pasaules kara laikā un faktiski atrodas waj israhdisees Kreewijas walsts waj sabeedrisku eestahschu pahrsinā.

Kas atteezas us archiweem, bibliotekām, musejeem, mahkslas raschojumeem un dokumenteem, kupeem preeksch Latwijas ir swariga sinatniska, mahkslas waj wehsturiska nosihme un kupi iswesti no Latwijas us Kreewiju pirms 1914.—1917. g. g. pasaules kara, tad Kreewijas waldiba ir ar meeru atdot wīpus atpakaļ Latwijai, ziktahļ wīpu isņemschana nedaris eewehrojamus saudejumus Kreewijas archiweem, bibliotekām, musejeem un glesnu galerijām, kuŗos tee glabajas.

Us scho isņemschanu atteezoschos jautajumus isschķir sewischķa jaukta komisija ar weenadu skaitu lozekļu no abām lihdsēķām pusēm.

2) Kreewijas waldiba atwed atpakaļ us sawa rehķina un nodod Latwijas waldibai wisas 1914.—1917. g. g. pasaules kara laikā no Latwijas robeschām us Kreewiju iswestās teesu un administratiwās leetas, teesu un administratiwos archiwus, to starpā ari wezako un jaunako notaru archiwus, krepostnodāju archiwus, wisu tizibu garigo resoru archiwus, robeschu, semes eerihzibas, meschu, dselsszeju, schoseju, pasta-telegrafa un zitu eestahschu

skim zemelnyim bankam, lezajich na pomeshchich zemljach, pri perehode etich zemelj k malowemelnyim ili bezawemelnyim krestyjanam, — k Latwiskomu Pravitelstwu ne perehodit, no schitaetsja unichtozhenным.

Документы и акты, удовлетворяющие указанные в сей статье права, передаются Российским Правительством Латвийскому Правительству, поскольку они находятся в фактическом владении первого. В случае невозможности исполнения этого в годичный со дня ратификации настоящего договора срок, таковые документы и акты признаются утраченными.

Статья XI.

1. Российское Правительство возвращает за свой счет в Латвию и передает Латвийскому Правительству библиотеки, архивы, музеи, художественные произведения, учебные пособия, документы, и прочее тому подобное имущество учебных заведений, ученых, правительственных, религиозных, общественных и сословных учреждений, поскольку указанные предметы были вывезены из пределов Латвии во время мировой войны 1914—1917 г. г. и фактически находятся или окажутся в ведении правительственных или общественных учреждений России.

Что касается архивов, библиотек, музеев, художественных произведений и документов, имеющих для Латвии существенное научное, художественное или историческое значение и вывезенных из пределов Латвии в Россию до мировой войны 1914—1917 г. г., то Российское Правительство соглашается возвратить таковые в Латвию постольку, поскольку выдел их не причинит существенного ущерба Российским архивам, библиотекам, музеям, картинным галереям, в коих они хранятся.

Вопросы, относящиеся к этому выделу, подлежат разрешению особой смешанной комиссии с равным числом членов от обоих договаривающихся сторон.

2. Российское Правительство возвращает за свой счет и передает Латвийскому Правительству все вывезенные во время мировой войны 1914—1917 г. г. из пределов Латвии в Россию судебные и правительственные дела, судебные и правительственные архивы, в том числе и архивы старших и младших нотариусов, архивы крепостных отделений, архивы духовных ведомств всех вероисповеданий, архивы и планы межевых, землеустроительных, лесных, железнодорожных

archiwus un planus, Wiļņas kara apgabala topografiskās nodaļas planus, sihmejūmus, kartes un wispahr wisu materialu, ziktahj tas atteezas us Latwijas walsts teritoriju; Muischneeku un Semneeku bankas weetejo nodaļu, Walsts Bankas weetejo nodaļu un wisu zitu kredita, kooperatiwo un sawstarpejas apdrošchinaschanas eestahschu archiwus; tāpat Latwijas priwato eestahschu archiwus un darbwedibu, zik no wiseem mineteem preekschmeteem faktiski atrodas waj israhdisees Kreewijas walsts waj sabeedrisko eestahschu pahrsiņā.

3) Kreewijas waldiba atwed atpakaļ us sawa rehķina un nodod Latwijas waldibai nodoschanai pehz peederibas daschadus mantiskus dokumentus, kā: pirkschanas lihgumus un obligazijas, nomas lihgumus daschadas naudas peenahzibu sihmes u. t. t., to starpā grahmatas, papirus un dokumentus, kas nepeezeeschami norehķinu isdarischanai un wispahr dokumentus, kuŗeem ir nosihme Latwijas pilsoņu mantiskiteesisko attcezibu noteikschanai, kas ir iswesti is Latwijas robeschām us Kreewiju 1914.—1917. g. g. pasaules kara laikā, zik no teem faktiski atrodas waj israhdisees kreewu walsts waj sabeedrisko eestahschu pahrsiņā. Ja diwu gadu laikā no schi lihguma ratifikazijas deenas schee dokumenti nebuhs atdoti, tad wipi usskatami par pasuduscheem.

4) Kreewija isdod no sawu zentralo un weetejo eestahschu leetu archiweem un darbwedibām to wuņu daļu, kuŗa teeschi atteezas us Latwijas sastahwā eetilpstoscheem apgabaleem.

XII. pants.

1) Kreewijas waldiba atdod Latwijai 1914.—1917. g. g. pasaules kara laikā us Kreewiju iswahkto sabeedrisko, labdaribaš, kulturasiġlihtibas eestahschu ihpaschumu, kā ari wisu tizibu basnizu un luhgschanas namu swanus un peederumus, zik no mineteem preekschmeteem faktiski atrodas waj israhdisees Kreewijas walsts waj sabeedrisko eestahschu pahrsiņā.

2) Kreewijas waldiba atdod Latwijai no daschadām Latwijas tirdsneeziskām, agrarām un sihkkredita eestahdēm, kā bankām, sawstarpigām kreditbeedribām, krahj- un krahjaisdewu kasēm un sabeedribām, kā ari pilsehtu

шоссейных, почтово-телеграфных и других учреждений; планы, чертежи, карты и вообще все материалы топографического отдела Виленского Военного Округа, поскольку они относятся к территории Латвийского Государства; архивы местных отделений Дворянского и Крестьянского Банков, отделений Государственного Банка и всех других кредитных, кооперативных и взаимного страхования учреждений; равным образом архивы и делопроизводство частных учреждений Латвии, поскольку все означенные предметы фактически находятся или окажутся в ведении правительственных или общественных учреждений России.

3. Российское Правительство возвращает за свой счет и передает Латвийскому Правительству для передачи по принадлежности всякого рода имущественные документы, как-то: купчие и закладные крепости, арендные договоры, всякого рода денежные обязательства и т. д., в том числе книги, бумаги и документы, необходимые для производства расчетов, и вообще документы, имеющие значение для определения имущественно-правовых отношений латвийских граждан, вывезенные из пределов Латвии в Россию во время мировой войны 1914—1917 г. г., поскольку таковые фактически находятся или окажутся в ведении правительственных или общественных учреждений России. В случае невозвращения в течение двух лет со дня ратификации сего договора, таковые документы считаются утерянными.

4. Россия выделяет из деловых архивов и делопроизводств своих центральных и местных учреждений ту часть их, которая имеет прямое отношение к областям, входящим в состав Латвии.

Статья XII.

1. Российское Правительство возвращает в Латвию эвакуированное в Россию во время мировой войны 1914—1917 г. г. имущество общественных, благотворительных, культурно-просветительных учреждений, а также колокола и утварь церквей и молитвенных домов всех вероисповеданий, поскольку означенные предметы фактически находятся или окажутся в ведении правительственных или общественных учреждений России.

2. Российское Правительство возвращает в Латвию эвакуированные в Россию после 1 августа 1914 года из Латвийских учреждений коммерческого, земельного и мелкого кредита разных наименований, как-то: банков, обществ взаимного

un sabeedrisku eestahschu kasēm un lombardeem, kas darbojuschees Latwijas robeschās, minetām bankām peederoschās waj wiņas eekihlatās, pehz 1914. g. 1. augusta us Kreewiju iswahktās wehrtibas, isņemot seltu, dahrgakmeņus un papira naudu, zik no schīm wehrtibām atrodas waj faktiski israhdisees Kreewijas walsts un sabeedrisku eestahschu waldischanā.

3) Kas atteezas us samaksu par Latwijas robeschās apgroisibā esoscheem waldibas, waldibas garanteteem, kā ari priwateem wehrtpapireem, ko islaiduschas beedribas un eestahdes, kuŗu usņehmumus Kreewijas waldiba nazionalisejusi, kā ari us Latwijas pilsoņu prasībām pret Kreewijas walsts un nazionalisetām eestahdēm, — tad Kreewija appemas atsiht Latwijai, Latwijas pilsoņeem un eestahdēm wisus tos atweeglinajumus, teesibas un preekschrozibas, kahdus ta teeschi waj neteeschi dewusi waj dos jebkuŗai zitai semei waj wiņas pilsoņeem, beedribām un eestahdēm. Ja wehrtpapirus waj mantiskus dokumentus newarēs usrahdit, tad Kreewijas waldiba ir ar meeru, peemehrojot scho XII. panta punktu, atsiht par wehrtpapiru u. t. t. turetajeem tās personas, kuŗas eesneeds peerahdijumus, ka wiņām peederoschee papiri kara laikā ewakueti.

4) Kas atteezas us noguldijumeem krahjaksēs, depositu, salogu un zitām bijuschās walsts un teesas eestahdēs eemaksatām sumām, zik schahdi noguldijumi un sumas peeder Latwijas pilsoņeem, tāpat kas atteezas us noguldijumeem un daschadi nosauktām sumām, kas eemaksatas bijuschās Walsts bankas nodalās waj nazionalisetās waj likwidetās kredita eestahdēs, zik schahdi noguldijumi un sumas peeder Latwijas pilsoņeem, — tad Kreewijas waldiba appemas atsiht Latwijas pilsoņeem wisas teesibas, kuŗas sawā laikā tika atsihtas wiseem Kreewijas pilsoņeem, un atļauj tadeļ Latwijas pilsoņeem, kuŗi okupazijas deļ toreis nespehja isleetot sawas teesibas, isleetot wiņas tagad. Apmeeirinot schīs pretensijas, wiņa eerehķinās Latwijas pilsoņeem par labu to daļu, ko Kreewijas naudas weeniba saudejusi no sawas pirkschanas spehjas, skaitot no Latwijas galigās okupazijas momenta — 1917. g. 3. septembra — lihds atdodamo sumu ismaksas momentam.

кредита, сберегательных и ссудосберегательных касс и товариществ, равно городских и общественных касс и ломбардов, действовавших в пределах Латвии, принадлежащие означенным банкам или заложенные в них ценности, за исключением золота, драгоценных камней и бумажных денег, поскольку таковые ценности находятся или окажутся фактически во владении Российских правительственных и общественных учреждений.

3. В отношении оплаты находящихся в обращении в пределах Латвии российских ценных бумаг правительственных, гарантированных правительством, а равно и частных, выпущенных обществами и учреждениями, предприятия которых национализированы Российским Правительством, а также в отношении удовлетворения требования Латвийских граждан к Российской казне и к национализированным учреждениям, — Россия обязуется признавать за Латвийскими гражданами и учреждениями все те льготы, права и преимущества, которые прямо или косвенно предоставлены ею или будут предоставлены какой-либо третьей стране или ее гражданам, обществам и учреждениям. Если ценные бумаги или имущественные документы не окажутся налицо, то Российское Правительство извъяет согласие при применении сего пункта сей статьи признавать держателями ценных бумаг и пр. тех, кто представит доказательство о произведенной во время войны эвакуации принадлежащих им бумаг.

4. В отношении вкладов в сберегательные кассы, депозитных, залоговых и других сумм, внесенных в бывшие правительственные и судебные учреждения, поскольку таковые вклады и суммы принадлежат гражданам Латвии, равно в отношении вкладов или сумм разных наименований, внесенных в отделения бывшего государственного Банка и национализированные или ликвидированные кредитные учреждения и их отделения, поскольку таковые вклады и суммы принадлежат гражданам Латвии, — Российское Правительство обязуется признавать за Латвийскими гражданами все те права, которые в свое время были признаны за всеми Российскими гражданами и разрешает поэтому Латвийским гражданам, не имевшим возможности, ввиду оккупации, тогда воспользоваться этими своими правами, воспользоваться ими теперь. При возмещении этих претензий оно будет учитывать в пользу граждан Латвии утрату Российской денежною единицею части своей покупательной силы с момента окончательной оккупации Латвии — 3 сентября 1917 года — к моменту выплаты возвращенных сумм.

5) Kas atteezas us wehrtibām un mantām, kuŗas glabajas waj ir glabajuschās banku telpās waj wīņu seifos, zik no schīm wehrtibām un mantām peeder Latwijas pilsoņem un atrodas waj faktiski israhdisees Kreewijas walsts waj sabeedrisku eestahschu waldischanā, tad japeemehro schi panta 4. punktā isteiktee nolikumi. Tee paschi nolikumi peemehrojami ari atteezibā us Latwijas pilsoņu wehrtibām un mantu, kas glabajuschees pehz 1914. g. 1. augusta awakuetās Latwijas krediteestahdēs un wīņu seifos.

PEESIEME. Schaī pantā minetās sumas, wehrtibas un manta top nodotas Latwijas waldibai nodoschanai pehz peederibas.

XIII. pants.

Kreewijas waldiba atdod Latwijas waldibai nodoschanai pehz peederibas 1914.—1917. g. g. pasaules kara laikā us Kreewiju ewakueto Latwijas pilsehtu, sabeedribu un tiklab juridisko kā fisisko priwato personu ihpaschumu, zik no ta faktiski atrodas waj israhdisees Kreewijas walsts waj sabeedrisku eestahschu waldischanā.

PEESIEME 1. Schaubu gadījumā par Latwijas akziju beedribām un sabeedribām top atsihtas tās, kuŗas wairums akziju waj dalibas naudu peederejis Latwijas pilsoņem lihds atteezīgā Kreewijas waldibas dekreta isdoschanai par ruhpeeēzibas nazonalisaziju.

PEESIEME 2. Schis pants neatteezas us kapitaleem, noguldijumeem un wehrtibām, kas atraduschees Walsts bankas nodajās waj priwatās bankās, krediteestahdēs un krahjkasēs us Latwijas teritorijas.

XIV. pants.

1) Kas atteezas us 1914.—1917. g. g. pasaules kara laikā no Latwijas us Kreewiju ewakueeteem pasta-telegrafa un telefona ihpaschumeem, tad Kreewija appemas atwest atpakaļ us Latwiju un nodot Latwijas waldibai tahdu daudzumu no wīņem, kahds saskan ar Latwijas, kā patstahwigas walsts, patesām ekonomiskām

5. В отношении ценностей и имуществ, хранящихся или хранившихся в помещении банков или их сейфах, поскольку таковые ценности и имущества принадлежат гражданам Латвии и находятся или окажутся фактически во владении Российских правительственных или общественных учреждений, соблюдаются положения, изложенные в пункте 4 настоящей статьи. Эти же положения применяются к ценностям и имуществам Латвийских граждан, хранившимся в Латвийских кредитных учреждениях и их сейфах, эвакуированных после 1 августа 1914 года.

ПРИМЕЧАНИЕ. Означенные в сей статье суммы, ценности и имущество передаются Латвийскому Правительству для передачи по принадлежности.

Статья XIII.

Российское Правительство возвращает Латвийскому Правительству для передачи по принадлежности эвакуированное во время мировой войны 1914—1917 г. г. в Россию имущество Латвийских городов, обществ и частных лиц как юридических, так и физических, поскольку таковое фактически находится или окажется во владении Российских правительственных или общественных учреждений.

ПРИМЕЧАНИЕ 1. В случае возникновения сомнений, Латвийскими акционерными обществами или товариществами признаются те, большинство акций или паев которых принадлежало Латвийским гражданам до издания Российским Правительством соответствующего декрета о национализации промышленности.

ПРИМЕЧАНИЕ 2. Настоящая статья не относится к капиталам, вкладам и ценностям, находившимся в отделениях государственного банка или в частных банках, кредитных учреждениях и сберегательных кассах на территории Латвии.

Статья XIV.

1. В отношении эвакуированного в период мировой войны 1914—1917 гг. из Латвии в Россию почтово-телеграфного и телефонного имущества Россия обязуется вернуть в Латвию и передать Латвийскому Правительству такое количество его, какое соответствует действительной экономической и культурной потребности Латвии, как

un kulturelām wajadsibām, zik no schahdeem ewakueteem ihpaschumeem atrodas waj israh-disees Kreewijas walsts waj sabeedrisko eestah-schu faktiskā waldischanā.

2) Kas atteezas us 1914.—1917. g. g. pasaules kara laikā no Latwijas us Kreewiju ewakueteem peldoscheem lihdsēkleem un eetaisēm, kā ari Latwijas ostas apkalpōjoschām bahkām, tad Kreewija apņemas atwest atpakaļ us Latwijū un nodot Latwijas waldibai tikdauds no wiņeem, zik saskan ar Latwijas, kā patstahwigas walsts pateeso wajadsibu pehz ostām un wiņu pee-derumeem, un zik no scheem ihpaschumeem atrodas waj israh-disees Kreewijas walsts waj sabeedrisko eestah-schu faktiskā waldischanā.

3) Kas atteezas us 1914.—1917. g. g. pasaules kara laikā no Latwijas us Kreewiju ewakueteem dselsszeļu satiksmes lihdsēkleem un dselsszeļu darbnizu eerihkojumeem, — tad Kreewija apņemas atwest atpakaļ us Latwijū un nodot Latwijas waldibai tikdauds no wiņeem, zik saskan ar Latwijas, kā patstahwigas walsts, pateesām ekonomiskām wajadsibām, un zik no scheem ihpaschumeem atrodas waj israh-disees Kreewijas walsts waj sabeedrisko eestah-schu faktiskā waldischanā.

Lai sihki noteiktu schai pantā mineto reewakuejamo ihpaschumu daudsumu, kā ari nosazitu wiņu nodoschanas terminus, tuhlit pehz schi lihguma ratifizeschanas nodibinama jaukta Latwijas-Kreewijas komisija us weenlihdsibas pamateem. Schai komisijai, nosakot reewakuejamo ihpaschumu daudsumu, jaiseet no ekonomiskā stahwokļa, kahdā pirms 1914.—1917. g. g. pasaules kara atraduschees apgabali, kuri pehz schi lihguma istaisa Latwijū, un atņemot wisu to, kas kalpojīs Kreewijas wispahrejās walsts ruhņeezibas un Kreewijas wispahrejā walsts transita wajadsibām, tahdā kahrtā sihki janosaka tagadejās Latwijas, kā patstahwigas walsts, pateesās wajadsibas, eewehrojot tomehr ekonomiskās dsihwes lihmeņa wispahrejo noslihdeschanu.

XV. pants.

Lai ispilditu schi lihguma X., XI., XII., XIII. un XIV. p. p. minetos noteikumus, Kreewijas waldiba apņemas dot Latwijas waldibai wisas us to atteezoschās atsihmes un siņas un sneegt wisadu palihdsību pee atdo-

самостоятельного государства, поскольку таковое эвакуированное имущество находится или окажется в фактическом владении правительственных или общественных учреждений России.

2. В отношении эвакуированных в период мировой войны 1914—1917 гг. из Латвии в Россию плавучих средств и сооружений, а также и маяков, обслуживавших Латвийские порты, — Россия обязуется вернуть в Латвию и передать Латвийскому Правительству такое количество их, какое соответствует действительной потребности Латвии как самостоятельного государства в портах и их оборудовании, поскольку таковое имущество находится или окажется в фактическом владении правительственных или общественных учреждений России.

3. В отношении эвакуированных в период мировой войны 1914—1917 гг. из Латвии в Россию железнодорожных средств сообщения и оборудования железнодорожных мастерских, — Россия обязуется вернуть в Латвию и передать Латвийскому Правительству такое количество их, какое соответствует действительной экономической потребности Латвии, как самостоятельного государства, поскольку таковые имущества находятся или окажутся в фактическом владении правительственных или общественных учреждений России.

Для точного установления количества подлежащих реэвакуации вышепоименованных в сей статье имуществ, а также установления сроков их передачи, немедленно по ратификации настоящего договора создается смешанная Российско-Латвийская Комиссия на паритетных началах. Означенная Комиссия при определении подлежащего реэвакуации количества должна исходить из экономического положения до мировой войны 1914—1917 гг. областей, составляющих по настоящему договору Латвию и, выделив все то, что приходилось на обслуживание Российской общегосударственной промышленности и Российского общегосударственного транзита, должна таким образом точно установить действительную потребность внешней Латвии, как самостоятельного государства, считаясь, однако, с общим понижением тонаса экономической жизни.

Статья XV.

Для выполнения указанных в ст. ст. X, XI, XII, XIII, и XIV настоящего договора условий Российское Правительство обязуется давать Правительству Латвии все относящиеся сюда справки и сведения и оказывать всякого рода содействие

damo ihpaschumu, archiwu, dokumentu u. t. t. usmekleschanas.

Us schi lihguma augschâ mineto pantu pamata us Latwiju reewakuejamos ihpaschumus Kree-wija, weenojotees ar Latwiju, war atdot kâ preekschmetos (graudâ), tâ ari atteezigâ ekwi-walentâ.

Us tahdâ kahrtâ Latwijai atdodamo wehr-tibu rehķina Kreeewija eemaksâ Latwijai kâ awansu diwu mehneschu laikâ no schi lihguma ratifizeschanas tschetrus miljonus rubķu seltâ.

XVI. pants.

Eewehrojot Latwijas ispostischanu 1914.— 1917. g. g. pasaules kaķa laikâ, — Kreeewija :
1) Atswabina Latwiju no atbildibas par Kreeewijas parahdu un daschadâm zitâm saisti-bâm, to starpâ no tâm, kuķas zehluschâs no papira naudas, rentejas sihmķu, Kreeewijas rentejas parahdu sihmķu, seriju un apleezību islaidumeem, nu Kreewu walsts ahrejeem un eekschejeem aispehmumeem, no garantijâm dâschadâm eestahdêm un uspehmumeem un par pehķejo garanteteem aispehmumeem u. t. t. Wisas schahdas Kreeewijas kreditoru pretensijas tai daķâ, kuķa atteezas us Latwiju, weherschamas tikai pret Kreeewiju.

2) Lai palihdsetu Latwijas semneezibai atjau-not schi kaķa laikâ nopostitâs ehkas, dod Latwijai preekschteesibu zirst meschu 100.000 desetiķu leelâ platibâ, peķ eespeķjas tuwak pee Latwijas robeschas, dselsszejeem un plosto-jamâm upêm, pee kam schis konzesijas notei-kumi jaisstrahdâ sewischķai us weenlihd-sibas prinzipeem nodibinatai Latwijas-Kreeewijas jau-ktai komisijai, kuķa sasauzama tuhliķ peķz schi lihguma ratifizeschanas.

XVII. pants.

1) Lihdsejas puses tuhliķ peķz schi lihguma ratifikazijas ir ar meeru nosleķgt tirdsneezibas un transita lihgumus, konsularo un pasta-telegrafa konwenzijas un konwenziju par Dau-gawas padsijinaschanu.

2) Lihds tirdsneezibas un transita lihguma nosleķgschanai lihdsejas puses weenojas, ka wiķu sawstarpeķâs ekonomiskâs atteezibas no-ķahrtojamas peķz sekoscheem prinzipeem :

при розыске возвращаемого имущества, архивов, документов и пр.

Подлежащее на основании указанных статей настоящего договора реэвакуации в Латвию имущество, Россия по соглашению с Латвией может возвращать как в натуре, так и в соответственном эквиваленте.

В счет имеющих быть возвращенными Латвии при таком расчете ценностей Россия уплачивает Латвии авансом в двухмесячный по ратификации сего договора срок четыре миллиона рублей золотом.

Статья XVI.

Принимая во внимание разорение, причиненное Латвии мировой войной 1914—1917 гг. — Россия:

1. Освобождает Латвию от ответственности по долговым и всякого рода иным обязательствам России, в том числе возникшим из выпуска бумажных денег, казначейских знаков, обязательств, серий и свидетельств Российского казначейства, по внешним и внутренним займам Российского Государства, по гарантиям разным учреждениям и предприятиям и по гарантированным займам таковых и проч. Все подобные претензии кредиторов России в доле, касающейся Латвии, должны быть направлены только против России.

2. В целях содействия Латвийскому крестьянству в восстановлении им разрушенных во время этой войны зданий, предоставляет Латвии преимущественное право рубки леса на площади в 100.000 десятин, по возможности близко к Латвийской границе, железным дорогам и сплавающим рекам, причем условия этой концессии должны быть разработаны специальной Российско-Латвийской смешанной комиссией на паритетных началах, созываемой немедленно по ратификации сего договора.

Статья XVII.

1. Договаривающиеся стороны немедленно по ратификации настоящего договора согласны заключить торговый и транзитный договоры, консульскую и почтово-телеграфную конвенции и конвенцию относительно углубления реки Зап. Двины.

2. До заключения торгового и транзитного договора договаривающиеся стороны соглашаются, что экономические взаимоотношения между ними регулируются следующими принципами:

a) abas puses peeschķir weena otrai wisleelako labwehlibu baudoschas nazijas teesibas ;

b) prezes, kuŗas eet transita zeļā zaur lihdseju walstu teritorijām, netop apliktas ne ar kahdeem nodokļeem waj poschļinām ;

c) frakts tarifi par transita prezēm nedrihkt buht augstaki kā frakts tarifi par tahdām pat prezēm weetejos suhtijumos.

3) Ja weenas lihdsejas puses pilsonis nomirst us otras puses teritorijas, tad wiss wiŗa ihpashums top nodots tās walsts konsularajam waj atteezģigajam preekschstahwim, pee kuŗas peedereja mantojuma atstahģejs, lai tas ar wiŗu rihkotos pehz tehwijas likumeem.

XVIII. pants.

Abas lihdsejas puses apņemas isleetot wisus eespehjamos lihdsekļus, lai pasargatu sawos uhdeņos brauzoscho tirdsneezibas kuŗu droshību, dodot preeksch tam wajadsigos lotschus, atjaunojot uguņus, usstahdot aissardsibassihmes un, lihdš galigai juhŗas istihrischanai no minām, leetojot sewischķuŗš lihdsekļus minu laukn eebeschoschanai.

Abas puses issaka sawu gatawibu peedalitees Baltijas juhŗas istihrischanā no minām, par ko starp abām eeinteresetām pusēm panahkama sewischķa weenoschanās ; gadījumā, ja tahda nenotiktu, katras puseš dalibas daļu nosaka schķihreju teesa.

XIX. pants.

Diplomatiskee un konsularee sakari starp lihdsejām pusēm nodibinami tuhliť pehz schi lihģuma ratifikazijas.

XX. pants.

Pehz schi lihģuma ratifikazijas Kreewijas Waldiba atswabina Latwijas pilsoņus un Latwijas pilsonibas optantus, bet Latwijas Waldiba — Kreewijas pilsoņus un Kreewijas optantus, kā militaras, tā ziwilas kahrtas, no sodeem par wisām politiskām un disziplinārām leetām. Bet ja spreedumi schašs leetās wehl naw taisiti, tad wiŗu isteesaschana isbeidsama.

a) обе стороны взаимно представляют друг другу права наиболее благоприятствуемой нации,

b) товары, идущие транзитом через территории договаривающихся сторон, не облагаются никакими пошлинами и налогами,

v) фрахтовые тарифы на транзитные товары не могут быть выше фрахтовых тарифов на однородные товары местного назначения.

3. Оставшееся после смерти граждан одной из договаривающихся сторон на территории другой имущество передается полностью в ведение консульского или соответствующего представителя государства, которому принадлежал наследодатель, для поступления с оным согласно отечественным законам.

Статья XVIII.

Обе договаривающиеся стороны взаимно обязуются принимать возможные меры для ограждения безопасности следования торговых судов в своих водах путем предоставления необходимых для проводки лоцманов, восстановления огней, установки знаков ограждения и, до окончательного очищения моря от мин, принятия специальных мер для ограждения минных полей.

Обе стороны из'являют согласие на принятие участия в очищении Балтийского моря от мин, о чем имеет последовать между заинтересованными сторонами особое соглашение ; в случае, если таковое не состоится, доля участия каждой стороны определяется третейским судом.

Статья XIX.

Дипломатические и консульские сношения между договаривающимися сторонами устанавливаются немедленно после ратификации настоящего договора.

Статья XX.

После ратификации сего договора Российское Правительство освобождает Латвийских граждан и оптирующих Латвийское гражданство, а Латвийское Правительство — Российских граждан и оптирующих Российское гражданство, военного и гражданского званий, от наказаний по всем политическим и дисциплинарным делам. Если же приговоры по этим делам еще не состоялись, то производство по ним прекращается.

Amnestija neatteezas us personām, kuŗas augschā minetos darbus isdarijuschas pehz schi lihguma parakstischanas.

Personas, kuŗas atrodas ismekleschanā waj sem teesas, waj kuŗas apzeetinatas kā apwainotas lihds schi lihguma ratifikacijai isdaritos kriminalos noseegumos un pahrkahpumos, kā ari tās, kuŗas par teem iszeesch sodu, us wiŗu waldibas peeprasijumu nekawejotees isdodamas. Wiŗas isdodot, isdodami lihds ari atteezigeē ismekleschanas waj teesas materiali.

Reisē ar to abas lihdejas puses atswabina ari sawus paschu pilsoņus no sodeem par noseedsigeem darbeem, kuŗus wiŗi lihds schi lihguma parakstischanai isdarijuschi otras puses labā.

РЕШИМЪ 1. Ziktahl pehz schi panta noteikumeem sinamas personas amnestejamas waj isdodamas, tiktahl jau no schi lihguma parakstischanas momenta par scheem noseegumeem un pahrkahpumeem peespreestee sodi atteezibā us wiŗam naw ispidami.

РЕШИМЪ 2. Schis pants neatteezas us Kreewijas pilsoņeem un Kreewijas pilsonibas optanteem, kuŗi peedalijuschees 1919. g. 16. aprīļa saswehrestibā un Bermondta usbrukumā.

XXI. pants.

Publiski-teesiska un priwatteesiska rakstura jautajumus, kuŗi iszeltos starp abām lihdsējām pusēm, kā ari atsewischķus jautajumus starp abām walstīm waj starp walstīm un otras walsts pilsoņeem, isschķiŗ sewischķa jaukta komisija, ar weenadu skaitu lozekļu no abām pusēm, kuŗa nodibinama tuhlit pehz schi lihguma ratifikācijas, un kuŗas sastahws, teesibas un peenahkumi nosaziti instrukcijā pehz abu lihdsēju walstu weenoschanās.

XXII. pants.

Schis lihgums sastahdits latweeschu un kreeuwalodās.

Wiŗu istulkojot abi teksti usskatami kā autentiski.

Не пользуются амнистией лица, совершившие вышеуказанные деяния после подписания сего договора.

Лица, находящиеся под следствием или судом, либо задержанные по обвинению в совершенных до ратификации сего договора уголовных преступлениях и проступках, а равно отбывающие наказание по таковым, выдаются немедленно по требованию их правительства. При их выдаче одновременно выдаются соответствующие следственные или судебные материалы.

Вместе с тем обе договаривающиеся стороны освобождают и собственных граждан от наказаний за деяния, совершенные ими до подписания настоящего договора в пользу другой стороны.

ПРИМЕЧАНИЕ 1. Поскольку постановлениями означенной статьи лица подпадают под амнистию или подлежат выдаче, постольку уже с момента подписания настоящего договора присужденные наказания по отношению к ним не приводятся в исполнение.

ПРИМЕЧАНИЕ 2. Под действие сей статьи не подпадают Российские граждане и оптирующие Российское гражданство, участвовавшие в заговоре 16 апреля 1919 г. и в Бермондтовском нападении.

Статья XXI.

Разрешение вопросов публично-правового и частно-правового характера, возникающих между гражданами договаривающихся сторон, а равно регулирование отдельных вопросов между обоими государствами или между государствами и гражданами другой стороны, производится особой смешанной комиссией с равным числом членов от обеих сторон, учреждаемой немедленно по ратификации настоящего договора, состав, права и обязанности которой устанавливаются инструкцией по соглашению обеих договаривающихся сторон.

Статья XXII.

Настоящий договор составлен на русском и латышском языках.

При толковании его оба текста считаются аутентичными.

XXIII. pants.

Статья XXIII.

Schis lihgums ir ratifizejams un stahjas spehkā no ratifikācijas momenta, ja lihgamā paschā naw teikts kas zits.

Ratifikācijas grahmatu apmaiņai janoteek Maskawā.

Wisur, kur schaf lihgamā kā termipsch minets lihguma ratifikācijas moments, sem ta saprotams ratifikācijas grahmatu apmaiņas moments.

To apleezinot, abu walstu pilnwarneeki paschrozigi parakstija scho lihgumu un apstiprinaja wiņu ar saweem sihmogeem.

Originals diwos eksemplaros.

Sastahdits Maskawā, pabeigts un parakstits Rigā, 11. augustā tuhkstots dewipi simti diwdesmitā gadā.

Настоящий договор подлежит ратификации и вступает в силу с момента ратификации, поскольку в самом договоре не сказано другое.

Обмен ратификационными грамотами должен произойти в Москве.

Повсюду, где в настоящем договоре в качестве срока упоминается момент ратификации договора, под этим понимается момент обмена ратификационными грамотами.

В удостоверение сего уполномоченные обеих сторон собственноручно подписали настоящий договор скрепили его своими печатями.

Подлинный в двух экземплярах.

Состав в Москве, закончен и подписан в Риге, августа 11-го дня тысяча девятьсот двадцатого года.

¹TRADUCTION¹TRANSLATION

No. 67. — TRAITÉ DE PAIX ENTRE LA LATVIE ET LA RUSSIE, FAIT A MOSCOU, ACHEVÉ ET SIGNÉ A RIGA LE 11 AOUT 1920.

No. 67. — TREATY OF PEACE BETWEEN LATVIA AND RUSSIA, DONE AT MOSCOW, COMPLETED AND SIGNED AT RIGA, AUGUST 11, 1920.

La RUSSIE d'une part et la LATVIE de l'autre, s'inspirant du ferme désir de mettre fin à l'état de guerre existant entre elles et de régler de façon définitive toutes les questions qui découlent de l'ancienne sujétion de la Latvie vis-à-vis de la Russie, ont résolu d'engager des négociations de paix et de conclure le plus tôt possible une paix durable, honorable et juste. A ces fins elles ont nommé pour les représenter :

RUSSIA on the one hand and LATVIA on the other, being strongly desirous of bringing to an end the present state of war between them, and of bringing about a final settlement of all the questions arising from the former subjection of Latvia to Russia, have decided to commence negotiations for peace and to conclude as soon as possible a lasting, honourable and just peace. For this purpose they have appointed as their representatives :

Le Gouvernement de la République socialiste fédérative des Soviets de Russie :

The Government of the Federal Socialist Republic of Russian Soviets :

Adolphe Abramovitch JOFFE et
Jacob Stanislavovitch HANETSKI.

Adolphe Abramovitch JOFFE, and
Jacob Stanislavovitch HANETSKI.

¹Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹Translated by the Secretariat of the League of Nations.

Le Gouvernement de la République démocratique de Latvie :

Jean WESSMAN,
Pierre BERGIS,
Ans BUSCHEWITZS,
Edouard KALNIN,
Charles PAULUK.

Ces représentants, réunis à Moscou, après avoir examiné réciproquement les pouvoirs dont ils étaient munis et qui ont été reconnus en bonne et due forme, se sont mis d'accord sur les points suivants :

Article 1.

Du jour de l'entrée en vigueur du présent traité l'état de guerre cesse entre les parties contractantes.

Article 2.

En vertu du principe proclamé par la République socialiste fédérative des Soviets de Russie, qui établit le droit de tous les peuples à la libre disposition d'eux-mêmes, allant jusqu'à la séparation totale des Etats auxquels ils se trouvaient incorporés, et vu la volonté exprimée par le peuple latvien de posséder une existence nationale indépendante, la Russie reconnaît sans réserve aucune l'indépendance et la souveraineté de l'Etat latvien et renonce volontairement et irrévocablement à tous les droits souverains qui ont appartenu à la Russie sur le peuple et le sol latviens en raison du droit constitutionnel qui existait, aussi bien que des tractations internationales, lesquelles, dans le sens indiqué ici, perdent leur force pour l'avenir. De l'état antérieur de sujétion à la Russie, il ne découle pour le peuple et le sol latviens aucune obligation vis-à-vis de la Russie.

Article 3.

La frontière gouvernementale entre la Russie et la Latvie passe : en partant de la frontière esthonienne entre les villages de Babina et de Vuimorsk, par Vuimorsk, le long de la rivière Cloubotsa par Vachkova, plus loin le long de la petite rivière Opotchna, des rivières Opotchka et Viada jusqu'à Doubinina, où par la voie la plus courte elle atteint la rivière Koukhva, puis le long de la rivière Koukhva et de son affluent la rivière Pelega jusqu'à

The Government of the Democratic Republic of Latvia :

Jean WESSMAN,
Pierre BERGIS,
Ans BUSCHEWITZS,
Edouard KALNIN,
Charles PAULUK.

These representatives being assembled at Moscow and having mutually examined the powers with which they were furnished, which were recognised to be in good and due form, agreed on the following terms :

Article 1.

The state of war between the Contracting Parties shall cease from the date of the coming into force of the present Treaty.

Article 2.

By virtue of the principle proclaimed by the Federal Socialist Republic of the Russian Soviets, which establishes the right of self-determination for all nations, even to the point of total separation from the States with which they have been incorporated, and in view of the desire expressed by the Latvian people to possess an independent national existence. Russia unreservedly recognises the independence and sovereignty of the Latvian State and voluntarily and irrevocably renounces all sovereign rights over the Latvian people and territory which formerly belonged to Russia under the then existing constitutional law as well as under international Treaties, which, in the sense here indicated, shall in future cease to be valid. The previous status of subjection of Latvia to Russia shall not entail any obligation towards Russia on the part of the Latvian people or territory.

Article 3.

The state frontier between Russia and Latvia shall be fixed as follows : Starting from the Esthonian frontier between the villages of Babina and Vuimorsk, through Vuimorsk, along the river Cloubotsa through Vachkova, then along the little river Opotchna and the rivers Opotchka and Viada as far as Doubinina. Here by the shortest route it reaches the river Koukhva, then along the river Koukhva, and along its tributary the river Pelega, as far as

Oumernichi, de là en ligne droite vers la rivière Outroïa jusqu'à la lettre « V » du mot « Kaïlov », le long de la rivière Outroïa jusqu'au coude qu'elle forme à Malaja Melnitsa, de là en ligne droite à la courbe de la rivière Lja qui se trouve à deux verstes au nord du mot « Starina » plus loin le long de la rivière Lja et de la frontière administrative des districts de Lutsin, Réjitsa, et Dvinsk avec ceux d'Opotchesk, de Sebej et de Drissa jusqu'à Pazina sur la rivière Ossounitsa, plus loin en ligne droite à travers le lac blanc, le lac noir et le lac qui se trouve entre Vassilieva et Mossichki, par la ferme Saveiki jusqu'à l'embouchure de l'étroite rivière qui se jette dans la Dvina occidentale entre Koskovtsi et la ferme et le village de Novoje Sélo, puis le long de la Dvina occidentale jusqu'à la ferme de Chafranovo.

14 jours après la ratification du traité les deux parties contractantes s'engagent à ramener chacune leurs troupes jusqu'à la frontière d'Etat sur leur propre territoire.

REMARQUE 1. — Les frontières indiquées dans cet article sont tracées en rouge sur la carte (à l'échelle de 3 verstes par inch) annexée au présent article. En cas de divergence entre le texte et la carte, le texte aura force décisive.

REMARQUE 2. — Le tracé de la frontière d'Etat entre la Russie et la Latvie et la pose des poteaux frontières seront effectués par une Commission spéciale mixte de frontières composée en nombre égal de délégués des deux parties. Pour le tracé sur place de la frontière et l'attribution des points habités à travers lesquels passe la frontière, au territoire de l'une ou l'autre des parties contractantes, les décisions de ladite Commission de frontière s'inspireront des considérations ethnographiques et économiques. Dans les cas où, en s'appuyant sur les conditions ethnographiques et économiques, ladite Commission mixte fera passer la frontière par des rivières ou des lacs, la ligne frontière suivra le milieu de la rivière ou du lac, sans prendre en considération si l'ancienne frontière administrative passait sur l'une ou l'autre rive de cette rivière ou de ce lac.

REMARQUE 3. — Dans les rivières et lacs formant frontière le retrait artificiel

Oumernichi. From there in a straight line towards the river Outroïa as far as the letter " V " of the word " Kailov "; along the river Outroïa as far as the bend which it forms at Malaja Melnitsa; from there in a straight line to the curve of the river Lja, 2 verstes to the North of the word " Starina." Then along the river Lja and the administrative frontier of the districts of Lutsin, Rejitsa and Dvinsk with those of Opotchesk, Sebej and Drissa as far as Pazina on the river Ossounitsa: then in a straight line across the White Lake, the Black Lake and the lake between Vassilieva and Mossichki; through the farm of Saveiki as far as the mouth of the narrow river which runs into the Western Dvina between Koskovtsi and the farm and village of Novoje Selo, then along the Western Dvina as far as the farm of Chafranovo.

Fourteen days after the ratification of the Treaty the Contracting Parties each undertake to withdraw their troops as far as the state frontier of their own territory.

NOTE (1). The frontiers indicated in this article are marked in red on the map (Scale 3 verstes to the inch) annexed to this article. In case of difference between the text and the map, the text shall be considered valid.

NOTE (2). The fixing of the State frontier between Russia and Latvia and the placing of frontier posts shall be carried out by a special Mixed Frontier Commission composed of an equal number of delegates from both Parties. As regards the actual marking of the frontier and the allocation of inhabited points, across which the frontier passes, to the territory of one or other of the Contracting Parties, the decisions of this Frontier Commission shall be based on ethnographic and economic considerations. In cases when basing its decisions on ethnographic and economic conditions this Mixed Commission shall fix a frontier on rivers or lakes; the frontier shall follow the central line of the river or lake without taking into consideration whether the former administrative frontier passed on either bank of such river or lake.

NOTE (3). In rivers and lakes forming part of the frontier the artificial with-

des eaux susceptible d'entraîner un abaissement du niveau moyen, est défendu. Pour ces rivières et ces lacs la navigation et la pêche feront l'objet d'une réglementation établie d'un commun accord ; sera seule autorisée la pêche au moyen d'instruments ne risquant pas d'épuiser la richesse en poissons de ces eaux.

Article 4.

Les deux parties contractantes s'engagent :
1^o à interdire le séjour sur leur territoire à toute armée, à l'exclusion de leur armée nationale ou de celles des Etats amis avec lesquels l'une des parties contractantes a conclu une convention militaire, mais qui ne se trouveront pas de fait en état de guerre avec l'autre partie contractante ; et à interdire également dans les limites de leurs territoires respectifs, la mobilisation et le recrutement d'un personnel destiné aux armées d'Etats, d'organisations et de groupes dont l'objectif serait la lutte armée contre l'autre partie contractante.

REMARQUE : Les noms donnés à certaines unités composant la « division de Chasseurs lettons », qui fait maintenant partie de l'armée russe, sont reconnus par les deux parties comme n'ayant qu'une signification historique. Ces unités n'ont pas et n'auront pas dans l'avenir un contingent national letton prédominant et, malgré leur nom, ne peuvent avoir aucun rapport ni avec le peuple, ni avec l'Etat latviens.

En conséquence, le fait de conserver à ces détachements leur nom historique ne sera pas considéré par la Latvie comme une infraction à la présente clause.

Les deux parties renoncent à donner à leurs unités militaires de nouvelles appellations tirées de noms géographiques ou nationaux de l'autre partie.

2^o à ne pas admettre la formation et le séjour sur leur territoire d'organisations ou de groupes quels qu'ils soient qui prétendraient représenter le Gouvernement de tout ou partie du territoire de l'autre partie contractante, ainsi que de représentants ou de fonctionnaires d'organisations ou de groupes ayant pour but de renverser le Gouvernement de l'autre partie contractante.

drawal, from rivers and lakes forming part of the frontier, of waters liable to cause a lowering of the average level is forbidden. In the case of such rivers and lakes navigation and fishing shall form the subject of regulations established by mutual agreement ; in fishing, only such instruments shall be sanctioned as do not cause any risk of exhausting the supply of fishes in these waters.

Article 4.

The two Contracting Parties undertake :

(1) To forbid any army to remain on either territory except their own army or that of friendly States with which one of the Contracting Parties has concluded a military Convention, but which are not in a *de facto* state of war with either Contracting Party ; and also to forbid, within the limits of their respective territory the mobilisation and recruiting of any personnel intended for the armies of States, organisations, or groups, for purposes of armed conflict against the other Contracting Party.

NOTE : The names given to certain units forming the " Division of Latvian Chasseurs " which at present forms part of the Russian Army, shall be recognised by the two Parties as having only an historic significance. These units have not and shall not have in the future a predominance of Latvian national element, and in spite of their name shall have no connexion either with the people or with the State of Latvia.

Consequently the fact that these detachments preserve their historic name shall not be considered by Latvia as any infringement of this clause.

Both parties undertake not to give to their military units new titles derived from geographical or national names of the other party.

(2) Not to permit the formation or residence in their territory of organisations or groups of any kind claiming to represent the Government of all or part of the territory of the other Contracting Party ; or of representatives or officials of organisations or groups having as their object the overthrow of the Government of the other Contracting Party.

3° à interdire aux Gouvernements se trouvant de fait en état de guerre avec l'autre partie et aux organisations et groupes dont le but serait la lutte armée contre l'autre partie contractante, le transport par leurs ports ou par leur territoire de tout ce qui pourrait servir à attaquer l'autre partie contractante, notamment : forces militaires, appartenant aux dits Etats, organisations, ou groupes, matériel de guerre, matériel militaire technique d'artillerie, d'intendance, de génie et d'aéronautique ;

4° à interdire, à l'exception des cas prévus par le droit international, le passage et la navigation dans leurs eaux territoriales de tous vaisseaux de guerre, canonnières, torpilleurs, etc., appartenant soit à des organisations et groupes ayant pour but la lutte armée avec l'autre partie contractante, soit aux Gouvernements se trouvant en état de guerre avec l'autre partie contractante et ayant pour but d'attaquer l'autre partie contractante : et cela, dès que de tels buts seront connus de la partie contractante à laquelle appartiennent ces eaux territoriales et ces ports.

Article 5.

Les deux parties renoncent réciproquement à réclamer de l'autre partie les dépenses de guerre, c'est-à-dire les dépenses faites par l'Etat en vue de la conduite de la guerre, ainsi que de toute compensation des pertes de guerre, c'est-à-dire des pertes occasionnées à elles-mêmes ou à leurs sujets par des opérations de guerre, y compris toutes sortes de réquisitions opérées par l'une des parties contractantes sur le territoire de l'autre.

Article 6.

Reconnaissant qu'il est nécessaire de répartir de façon équitable entre tous les Etats du monde l'obligation de réparer les dommages causés par la guerre mondiale de 1914-1917 aux Etats ruinés ou aux parties des Etats sur le territoire desquels les opérations militaires ont eu lieu, les deux parties contractantes s'engagent à s'efforcer d'obtenir un accord entre tous les Etats en vue d'établir une caisse internationale qui servirait à couvrir les sommes destinées à la réparation des dommages de guerre.

(3) To forbid Governments in a *de facto* state of war with the other Party, and organisations and groups having as their object military action against the other Contracting Party, to transport through their ports or their territory, anything which might be used for military purposes against the other Contracting Party, in particular, military forces belonging to these States, organisations or groups ; material of war ; technical military stores belonging to artillery, supply services, engineers, or air services.

(4) To forbid, except in cases provided for by International Law, passage through or navigation in their territorial waters of all war-ships, gun-boats, torpedo-boats, etc., belonging either to organisations and groups whose object is military action against the other Contracting Party, or to Governments which are in state of war with the other Contracting Party and which aim at military action against the other Contracting Party. This provision shall come into force as soon as such intentions are known to the Contracting Party to whom the said territorial waters and ports belong.

Article 5.

The two parties mutually undertake not to claim the expenses of the war from each other. By this is understood the expenses incurred by the State for the conduct of the war, and likewise any compensations for losses occasioned by the war, that is losses occasioned to themselves or to their subjects by military operations, including all kinds of requisitions made by one of the Contracting Parties in the territory of the other.

Article 6.

In view of the fact that it is necessary to apportion in an equitable manner among the States of the world, the obligation to make good the damages caused by the world-war of 1914-1917 to States that have been ruined, or to portions of States on whose territory military operations have taken place, the two Contracting Parties undertake to do all in their power to secure an agreement among all States in order to establish an International Fund, which would be used to cover the sums intended for the reparation of damages due to the war.

Indépendamment de la création de cette caisse internationale, les parties contractantes jugent nécessaire que la Russie et tous les nouveaux Etats formant des Républiques indépendantes sur le territoire de l'ancienne Russie se prêtent dans la mesure du possible un mutuel appui pour réparer par leurs propres moyens les dommages causés par la guerre mondiale et s'engagent à s'efforcer d'obtenir cet accord entre les Républiques ci-dessus mentionnées.

Article 7.

Les prisonniers de guerre des deux parties seront, dans le plus bref délai, renvoyés dans leur patrie. L'ordre dans lequel se fera l'échange des prisonniers est établi dans l'annexe au présent article.

REMARQUE : Sont considérés comme prisonniers de guerre, les captifs qui ne servent pas volontairement dans l'armée du gouvernement qui les a faits prisonniers.

ANNEXE. — 1^o Les prisonniers des deux parties contractantes seront renvoyés dans leur patrie, à moins qu'avec l'assentiment du Gouvernement sur le territoire duquel ils se trouvent, ils n'expriment le désir de demeurer dans le pays où ils sont ou de se rendre dans un autre pays quelconque.

2^o Au moment de leur mise en liberté, les papiers et effets leur appartenant qui leur auraient été enlevés par ordre des autorités du Gouvernement qui les a faits prisonniers, leur seront rendus. L'argent gagné par leur travail qui ne leur aurait pas encore été payé ou dont ils n'auraient pas été crédités, leur sera également versé.

3^o Chacune des parties contractantes s'engage à rembourser les dépenses effectuées de part et d'autre pour l'entretien de ses citoyens prisonniers de guerre pour autant que ces dépenses n'auront pas été amorties par le travail desdits prisonniers de guerre dans les entreprises d'ordre gouvernemental ou privé. Ce remboursement s'effectuera dans la monnaie du pays qui a fait les prisonniers.

REMARQUE : L'indemnité due pour les frais d'entretien des prisonniers de

Independently of the creation of this International Fund, the Contracting Parties consider it necessary that Russia and all new States constituting independent Republics in what was formerly Russian territory, should render each other, as far as possible, mutual support to make good from their own resources the damage caused by the world-war, and undertake to do all in their power to secure this agreement between the above-mentioned Republics.

Article 7.

Prisoners of war of both parties shall be repatriated as soon as possible. The method of exchange of prisoners is laid down in the Annex to this present Article.

NOTE : All captives who are not serving voluntarily in the Army of the Government which has made them prisoners shall be considered as prisoners of war.

ANNEX. — (1) Prisoners of the two contracting Parties shall be repatriated unless, with the consent of the Government on whose territory they are, they express the desire to remain in the country in which they are or to proceed to any other country.

(2) At the time of their liberation, their papers and belongings, which may have been taken from them by order of the authorities of the Government which made them prisoner, shall be returned to them. Likewise, money earned by their work and not yet paid or credited to them shall be paid to them.

(3) Each of the contracting parties undertakes to repay expenses which it has incurred for the maintenance of its citizens who have been prisoners of war, so far as these expenses have not been made good by the work of the said prisoners of war on Government or private undertakings. This repayment shall be made in the currency of the country which captured the prisoners.

NOTE : The indemnity due for the expenses of maintenance of prisoners of

guerre comprend le montant du prix de leur nourriture, de leur équipement et de leur solde.

4° Les prisonniers seront dirigés par échelon vers leur frontière gouvernementale au compte du Gouvernement qui les a fait prisonniers ; leur remise se fera d'après une liste dans laquelle devront être indiqués les prénoms, prénom du père et nom de famille du prisonnier, la date où il a été fait prisonnier et l'endroit où il a travaillé pendant sa captivité.

5° Aussitôt après la ratification du traité de paix, est instituée, pour l'échange des prisonniers de guerre, une commission mixte composée de trois représentants de chacune des parties contractantes. Elle aura pour attributions, de surveiller l'exécution des conditions énoncées dans la présente annexe, de fixer les délais, les modalités et l'ordre du renvoi des prisonniers dans leur pays, ainsi que les dépenses conformément aux données présentées lors de la remise des prisonniers de guerre par la partie correspondante.

6° Sur les mêmes bases que celles qui ont été établies, s'effectue, sur la demande de la partie adverse, la remise des civils et militaires internés, citoyens des parties contractantes ainsi que des otages.

Article 8.

Les personnes résidant le jour de la ratification du traité dans les limites de la Latvie, ainsi que les réfugiés demeurant en Russie qui étaient inscrits ou dont les parents étaient inscrits avant le 1^{er} août 1914 dans les sociétés urbaines, rurales ou corporatives sur le territoire formant maintenant l'Etat de Latvie, sont reconnues comme étant citoyens latviens.

Les personnes de la même catégorie, demeurant, au moment de la ratification du présent traité, dans les limites de la Russie, à l'exclusion des réfugiés dont il est parlé ci-dessus, sont reconnues comme citoyens russes.

Cependant toute personne depuis l'âge de 18 ans et au-dessus résidant sur le territoire de la Latvie a le droit durant un an, à dater du jour de la ratification du présent traité, de

war includes the cost of their food, their clothing and their pay.

(4) Prisoners shall be despatched by detachments towards the frontiers of their State at the expense of the Government which made them prisoners ; when handed over they shall be accompanied by a list on which shall be noted the Christian name, father's Christian name, and family name of the prisoner, the date on which he was made prisoner, and the place at which he worked during his captivity.

(5) Immediately after the ratification of the Treaty of Peace there shall be established, for exchange of prisoners of war, a Mixed Commission composed of three representatives of each of the Contracting Parties. Its duties shall be to supervise the carrying out of the conditions stated in the present Annex, to settle the periods, the methods and the order of repatriation of prisoners, and the expenses in accordance with the data given at the moment of the handing over of prisoners of war by the party concerned.

(6) The return of civilian and military interned persons, being nationals of the Contracting Parties, and also of hostages, shall be carried out at the request of the other Party on the basis already laid down.

Article 8.

Persons residing, on the day of the ratification of the Treaty within the frontiers of Latvia, and likewise refugees residing in Russia who were registered, or whose parents were registered, before August 1st, 1914, in urban, rural or corporate societies, in the territory now forming the State of Latvia, are recognised as Latvian citizens.

Persons of the same category residing at the moment of ratification of this present Treaty within the frontiers of Russia, with the exception of the refugees above-mentioned, are recognised as Russian subjects.

Nevertheless, any person of the age of 18 years and above, residing in Latvian territory, has the right during one year, dating from the day of the ratification of the present Treaty,

déclarer ne pas vouloir garder la nationalité latvienne pour opter en faveur de la Russie, et, dans ce cas, les enfants âgés de moins de 18 ans et la femme mariée suivent cette dernière nationalité à moins qu'entre les époux une convention contraire n'ait été passée.

De même les citoyens russes peuvent, d'accord avec le second alinéa de cette clause, durant le même laps de temps et aux mêmes conditions, opter pour la qualité de citoyens latviens.

Ceux qui ont fait une déclaration d'option ainsi que ceux des leurs auxquels la nationalité est transmise, conservent leurs droits sur leurs biens, meubles et immeubles, dans les limites des lois existantes dans l'Etat où ils habitent, et en cas de départ, ils ont le droit de liquider ou d'emporter ce qui leur appartient.

REMARQUE 1. — Les individus demeurant au moment de la ratification du présent Traité sur le territoire d'un troisième Etat, mais qui n'y sont pas naturalisés et qui tombent sous les conditions du premier alinéa de cet article, sont également reconnus comme citoyens de Latvie, tout en conservant le droit d'opter aux conditions indiquées pour la qualité de citoyens Russes.

REMARQUE 2. — Les citoyens qui, avant ou pendant la guerre mondiale de 1914-1917, vivaient sur le territoire de l'une des parties et qui vivent au moment de la ratification du présent Traité sur le territoire de l'autre partie, bénéficient aussi des droits réservés aux optants par le présent article.

Les réfugiés qui n'auraient pas pu emporter leurs biens en raison de l'accord sur la réévacuation des réfugiés du 12 juin 1920, bénéficient des droits envisagés par l'article relatif aux optants, mais à la condition de prouver que ces biens leur appartiennent et, au moment de la réévacuation, se trouvaient de fait en leur possession.

REMARQUE 3. — Les deux parties contractantes laissent aux citoyens de la partie adverse, de même qu'aux optants, le droit et la possibilité de revenir librement dans leur pays et d'une façon générale de quitter les limites de l'Etat de la partie adverse.

to declare that he does not desire to retain his Latvian nationality and to opt in favour of Russia; and in this case children of less than 18 years of age and wives acquire the latter nationality, unless an agreement to the contrary has been concluded between the married couple.

Likewise, Russian citizens can, under the terms of the second paragraph of this clause, during the same period of time and under the same conditions, opt for the status of Latvian citizens.

Those who have made a declaration of option, and likewise those of their family to whom the nationality is transmitted, retain their rights to their movable property and real estate within the limits of the laws in force in the State which they inhabit, and in case of departure they have the right to liquidate or carry away whatever belongs to them.

NOTE (1). Persons living at the time of the ratification of this Treaty in the territory of a third State, who are not naturalised and who fall within the provisions of the first paragraph of this article, are also recognised as citizens of Latvia, but preserve the right, under the conditions laid down, of opting for Russian nationality.

NOTE (2). Persons who, before or during the world-war of 1914-1917, were living in the territory of one of the Parties, and who at the time of the ratification of this Treaty are living in the territory of the other Party, shall also enjoy the rights granted under this Article to persons exercising the right of option.

Refugees who may have been able to remove their property in virtue of the Agreement of June 12, 1920, regarding the repatriation of refugees, shall enjoy the rights laid down in the Article dealing with optants, subject to proof that such property belongs to them, and was actually in their possession at the time of repatriation.

NOTE (3). Each of the two Contracting Parties shall grant to citizens of the other Party, in the same way as to optants, permission and facilities for returning freely to their own country, and generally for leaving the territory of the State of

De même les deux parties contractantes s'engagent à démobiliser immédiatement après la ratification du présent Traité les citoyens de la partie adverse.

Article 9.

L'accord sur la réévacuation des réfugiés conclu entre la Russie et la Latvie le 12 juin de l'année courante, reste en vigueur, avec l'addition suivante : de part et d'autre les réfugiés jouissent, en sus des droits qui leur sont acquis par l'accord mentionné ci-dessus, des droits conférés par le présent Traité de Paix aux citoyens et aux optants de la partie correspondante.

Article 10.

Les deux parties contractantes renoncent mutuellement à toute réclamation provenant du fait que la Latvie faisait partie de la Russie et reconnaissent que les biens nationaux de toutes sortes, se trouvant sur le territoire de chacune d'elles, sont la propriété indiscutable de l'Etat correspondant. Le droit de revendiquer les biens de l'Etat Russe qui auraient été, après le 1^{er} août 1914, transportés hors du territoire latvien sur le territoire d'un tiers Etat, passe au Gouvernement latvien.

De même les droits que pourrait revendiquer la Russie contre des personnalités juridiques ou contre d'autres Etats sont également transmis à l'Etat latvien dans la mesure où ces droits concernent le territoire latvien.

L'Etat latvien hérite ensuite de toutes les créances du trésor russe sur les biens situés dans les limites du territoire latvien, de même que de toutes sortes de créances sur des citoyens latviens, mais seulement dans la mesure où elles n'auraient pas été compensées par des paiements faits en acompte.

REMARQUE : Le droit de réclamer aux petits propriétaires paysans leurs dettes envers l'ancienne Banque foncière paysanne russe ou envers d'autres banques foncières russes aujourd'hui nationalisées, ainsi que le droit de réclamer les dettes envers l'ancienne banque foncière russe de la Noblesse ou envers d'autres banques foncières russes aujourd'hui nationalisées,

the other Party. In the same way, each of the two Contracting Parties undertakes to demobilise the citizens of the other Party immediately after the ratification of the present Treaty.

Article 9.

The Agreement as to the repatriation of refugees, concluded between Russia and Latvia on June 12th of the current year, shall remain in force with the following addition : refugees of both Parties shall, in addition to the rights granted to them under the above-mentioned Agreement, enjoy the rights conferred by the present Treaty of Peace on citizens and optants of the Party concerned.

Article 10.

The two Contracting Parties mutually abandon all claims arising from the fact that Latvia once formed part of Russia, and recognise that national property of every kind in the territory of each of the Parties shall be the indisputable property of the State concerned. The right to claim Russian State property transported since August 1st, 1914, out of Latvian territory to the territory of a third State shall rest with the Latvian Government.

In the same way rights which may be claimed by Russia over legal entities or over other States are also transferred to the Latvian State, in so far as such rights concern Latvian territory.

The Latvian State takes over all claims of the Russian Treasury against property situated within Latvian territory, as well as credits of every kind against Latvian citizens, but only in so far as they have not been met by payments on account.

NOTE : The right to claim from small peasant proprietors their debts towards the former Russian Peasant Land Bank or towards other Russian Land Banks which have now been nationalised, as well as the right to claim debts contracted towards the former Russian Nobility Land Bank or towards other Russian Land Banks which to-day have been nationalised

dettes pesant sur les terres des propriétaires, vu que ces terres passent à des paysans ayant peu ou pas du tout de terres, ne passe pas au Gouvernement latvien, mais ces dettes sont purement et simplement annulées.

Tous actes et documents constituant la preuve des droits ci-dessus envisagés seront transmis au Gouvernement latvien par le Gouvernement russe autant que celui-ci les possède. Au cas où la transmission en aurait été impossible dans le délai d'un an après la ratification du présent Traité, les documents et actes non transmis seront considérés comme perdus.

Article II.

1^o Le Gouvernement russe restitue à ses frais à la Latvie et remet au Gouvernement latvien les bibliothèques, les archives, les musées, les œuvres d'art, le matériel scolaire, les documents et autres biens des établissements scolaires et scientifiques, les biens gouvernementaux, religieux, communaux et ceux des institutions corporatives, autant que ces objets ont été évacués des limites de la Latvie pendant la guerre mondiale de 1914-1917 et se trouvent ou se trouveront de fait en la possession des administrations gouvernementales ou publiques de Russie.

En ce qui concerne les archives, les bibliothèques, les musées, les œuvres d'art et les documents ayant pour la Latvie une importance essentielle au point de vue scientifique, artistique ou historique et évacués des limites de la Latvie en Russie avant la guerre mondiale de 1914-1917, le Gouvernement russe consent à les restituer à la Latvie dans la mesure où cette restitution ne causerait pas une perte essentielle aux archives, bibliothèques, musées, galeries de tableaux russes dans lesquels ils sont conservés.

Les questions se rapportant à cette restitution seront soumises à la décision d'une Commission mixte formée d'un nombre égal de membres pour chacune des parties contractantes.

2^o Le Gouvernement russe restitue à ses frais et remet au Gouvernement latvien tous les dossiers, concernant les affaires de justice et d'Etat, toutes les archives juridiques et gouvernementales et dans ce nombre les archives

—debts which are a burden on the lands of these proprietors, in view of the fact that such lands have passed to peasants possessing little or no land—shall not pass to the Latvian Government; such debts shall be simply cancelled.

All deeds and documents forming proofs of the above-mentioned rights shall be transmitted to the Latvian Government by the Russian Government as soon as the latter obtains possession of them. In cases where such transmission cannot be effected within the period of one year after the ratification of this Treaty, such documents and deeds not transmitted shall be considered as lost.

Article II.

(1) The Russian Government shall at its own expense restore to Latvia and return to the Latvian Government all libraries, records, museums, works of art, educational material, documents and other property of educational and scientific establishments, Government, religious and communal property and property of incorporated institutions, in so far as such objects were removed from Latvian territory during the world-war of 1914-1917, and in so far as they are or may be actually in the possession of the Governmental or Public administrative bodies of Russia.

In respect of records, libraries, museums, works of art and documents which are of supreme importance for Latvia from a scientific, artistic or historical point of view, and which were removed from Latvia into Russia before the world-war of 1914-1917, the Russian Government consents to restore such property to Latvia in so far as such restoration shall not cause serious loss to the Russian records, libraries, museums, and picture galleries in which they are kept.

Questions concerning such restoration shall be submitted to the decision of a Mixed Commission formed of an equal number of members for each of the contracting parties.

(2) The Russian Government shall restore at its own expense and return to the Latvian Government all files concerning affairs of justice and of the State, all legal and governmental records including records of notaries of the

des notaires de 1^{re} et de 2^{me} classe, les archives des Sections hypothécaires, celles des Départements religieux de tous les cultes, archives et plans d'arpentage, d'aménagement des terres, des voies ferrées, des forêts, des chaussées, des postes et télégraphes et autres administrations, les plans, les devis, les cartes et en général tous les matériaux topographiques de l'arrondissement militaire de Vilna, pour autant qu'ils se rapportent au territoire de l'Etat latvien : les archives des succursales locales des Banques de la Noblesse et des Paysans, des succursales de la Banque de l'Etat, et de tous les autres établissements de crédit, d'assurance mutuelle et de coopératives, ainsi que les archives et les dossiers des administrations privées de la Latvie pour autant que les objets désignés se trouvent de fait ou se trouveront en la possession des institutions gouvernementales ou publiques de Russie.

3° Le Gouvernement russe rend à ses frais et remet au Gouvernement latvien pour attribution à qui de droit toute espèce de titres de propriétés comme : contrats d'acquisition, hypothèques, contrats de fermage et toutes sortes de traités, etc., et dans ce nombre les livres, les papiers et documents nécessaires pour l'établissement des comptes, et en général tous les documents, ayant une importance pour déterminer les droits de propriété des citoyens latviens, évacués des limites de la Latvie en Russie pendant la guerre mondiale de 1914-1917 pour autant que ces documents se trouvent ou se trouveront de fait en la possession d'institutions russes gouvernementales ou publiques.

Au cas où ces documents ne seraient pas restitués dans le délai de deux ans, à compter du jour de la ratification du présent Traité, ils seraient considérés comme perdus.

4° La Russie s'engage à extraire des archives de ses administrations centrales et locales ceux des documents qui ont un rapport direct avec les provinces faisant partie de la Latvie.

Article 12.

1° Le Gouvernement russe restitue à la Latvie tous les biens évacués en Russie pendant la guerre mondiale de 1914-1917, et appartenant à des administrations religieuses, civiles, de bienfaisance, d'instruction, ainsi que les cloches et les objets de culte des églises et des couvents de tous les cultes, dans la mesure où

first and second class, records of mortgage departments, records of religious departments of all sects, survey records and plans, records of administration of land, railways, forests, highroads, posts and telegraphs, and other administrations : the plans, estimates, maps, and, in general, all topographical materials of the Military district of Vilna in so far as they concern the territory of the Latvian State : records of local branches of the Nobility and Peasant Banks, of the branches of the State Bank and of all other establishments for credit for mutual insurance and for co-operative purposes, as well as the records and files of private administrations of Latvia, in so far as such objects are or will be actually in possession of the Governmental or Public institutions of Russia.

(3) The Russian Government shall give up at its own expense and send to the Latvian Government to be allocated to those concerned titles to property of every kind, such as : deeds of purchase, mortgages, farm leases contracts and contracts of all kinds, etc. ; also all books, papers and documents necessary for making up accounts, and in general all documents of any value in determining rights of property of Latvian citizens who have been evacuated from Latvia into Russia during the world-war of 1914-1917, in so far as such documents are or will be actually in the possession of Governmental or Public institutions of Russia.

Should these documents not be restored within two years from the date of the ratification of the present Treaty, they will be considered as lost.

(4) Russia undertakes to withdraw from the archives of its central and local administrations such of the documents as directly concern the provinces forming part of Latvia.

Article 12.

(1) The Russian Government restores to Latvia all property which was evacuated to Russia during the world-war of 1914-1917, belonging to religious, civil, charitable or educational administrations, together with the bells and objects used for purposes of worship in churches and convents of all denominations,

les objets désignés se trouvent ou se trouveraient de fait en la possession des administrations gouvernementales et publiques de Russie.

2° Le Gouvernement russe restitue à la Latvie les valeurs évacuées en Russie après le 1^{er} août 1914 et qui avaient été placées en dépôt ou appartenait aux institutions de commerce, de crédit, tels que : banques, sociétés de crédit mutuel, caisses d'épargne et institutions hypothécaires, caisses publiques des villes et monts de piété qui fonctionnaient dans les limites de la Latvie, à l'exclusion de l'or, des pierres précieuses et des billets de banque, pour autant que ces valeurs se trouvent ou se trouveront de fait en la possession des institutions gouvernementales ou publiques de Russie.

3° En ce qui concerne le paiement des fonds d'Etat russes, garantis par le Gouvernement et qui sont en circulation dans les limites de la Latvie ainsi que de ceux émis par des sociétés et administrations privées, dont les entreprises ont été nationalisées par le Gouvernement russe, comme en ce qui concerne la satisfaction des prétentions des citoyens latviens envers le trésor russe et envers les établissements nationalisés, la Russie s'engage à reconnaître à la Latvie, aux citoyens latviens et aux administrations tous les droits, avantages et priorités, qui sont assurés directement ou indirectement à la Latvie ou bien qui seraient cédés à un tiers Etat quelconque ou bien à des citoyens ou à des institutions de ce tiers Etat. S'il manquait des valeurs ou des titres de propriété le Gouvernement russe se déclare, conformément au point de ce paragraphe, prêt à reconnaître comme détenteurs des valeurs désignées ci-dessus ceux qui seront en mesure de faire la preuve que les valeurs leur appartenant ont été évacuées pendant la guerre.

4° En ce qui concerne les versements dans les caisses d'épargne, les dépôts en banque et les garanties sur prêts et autres sommes déposées dans les ci-devant institutions de justice ou d'Etat, dans la mesure où ces sommes déposées sont la possession de citoyens latviens et aussi en ce qui concerne les versements ou les sommes ci-dessus énumérées qui auraient été déposées dans les succursales de la ci-devant Banque d'Etat ou bien dans les institutions de crédit privées ou leurs succursales liquidées ou nationalisées, en tant que ces sommes et dépôts appartiennent à des citoyens latviens, le Gouvernement russe s'engage à reconnaître à ces

in so far as such objects are, or may be, actually in the possession of the Governmental or Public administrations of Russia.

(2) The Russian Government restores to Latvie the securities evacuated to Russia after the 1st August, 1914, which had been deposited with or belonged to commercial or credit institutions, such as Banks, Mutual Loan Societies, Savings Banks and Mortgage Institutions, Municipal Public Banks and Pawnbrokers' Establishments, which were in operation within the territory of Latvie, with the exception of gold, precious stones and banknotes, in so far as these securities are, or may be, actually in the possession of the Governmental or Public institutions of Russia.

(3) As far as concerns the payment of Russian State Loans, guaranteed by the Government, which are in circulation within the territory of Latvie, and also all loans issued by Companies and private administrations, whose undertakings have been nationalised by the Russian Government, and also as far as concerns the settlement of the claims of Latvie nationals upon the Russian Treasury, and upon the undertakings which have been nationalised, Russia undertakes to grant to Latvie, to Latvie nationals and administrations, all rights, advantages and preferences which are directly or indirectly assured to Latvie, or which may be granted to any third State, or to nationals or institutions of such third State. If any securities or titles to property are missing, the Russian Government declares itself prepared in accordance with this paragraph to recognise as holders of the securities above referred to, those persons who shall be in a position to prove that the securities which belong to them were evacuated during the war.

(4) As far as concerns Savings Bank Deposits, Bank balances, and guarantees for loans and other sums deposited in the former institutions of Justice or of Government, in so far as such sums are the property of Latvie nationals, and also as far as concerns payments or sums above mentioned, which may have been deposited in the branches of the former State Bank, or in private credit institutions, or their branches, which have been liquidated or nationalised in so far as such sums or deposits belong to Latvie nationals, the Russian Government undertakes to accord to such Latvie nationals all the rights which were formerly

citoyens latviens tous les droits qui étaient en leur temps reconnus à tous les citoyens russes et par suite autorise les citoyens latviens, qui, en raison de l'occupation, n'auraient pas eu la possibilité de faire valoir leurs droits, à faire valoir ces droits maintenant.

Le Gouvernement russe tiendra compte aux citoyens latviens, dans le règlement de l'indemnité attribuée à leurs revendications, de la diminution de valeur de l'argent russe depuis le 3 septembre 1917, date de l'occupation définitive de la Latvie, jusqu'à la date du paiement des sommes remboursées.

5° Les dispositions énumérées au point 4 du présent article seront observées pour les valeurs et l'avoir qui se trouvent ou se trouveraient en dépôt dans les banques ou les coffres-forts, si ces valeurs ou cet avoir sont la propriété de citoyens latviens et se trouvent ou se trouveront de fait en la possession d'institutions gouvernementales ou publiques. Ces dispositions sont aussi applicables aux valeurs et aux biens des citoyens latviens en dépôt dans les institutions de crédit ou dans les coffres-forts de ces institutions évacuées après le 1^{er} août 1914.

REMARQUE : Les sommes, valeurs et possessions, dont il est question dans ce paragraphe seront transmises au Gouvernement latvien qui se chargera de les attribuer aux ayants droits.

Article 13.

Le Gouvernement russe restitue au Gouvernement latvien pour attribution aux ayants droits les biens appartenant au point de vue juridique ou matériel aux villes latviennes, aux sociétés et aux individus et qui ont été évacués pendant la guerre mondiale de 1914-1917 en tant que ces biens se trouvent ou se trouveront être en possession des institutions gouvernementales ou publiques.

REMARQUE 1. — En cas de doute il sera reconnu aux sociétés d'actionnaires et aux associations latviennes la majorité des actions ou des parts qui étaient la propriété des citoyens latviens avant la mise en vigueur du décret du Gouvernement russe sur la nationalisation de l'industrie.

accorded to all Russian nationals, and, accordingly, authorises Latvian nationals, who, by reason of the occupation, may not have been able to assert their claims, to assert such claims now.

In the payment of the indemnity for claims of Latvian nationals, the Russian Government will take account of the depreciation in the value of Russian money since the 3rd September, 1917, the date of the actual occupation of Latvia, up to the date of the payment of the sums refunded.

(5) The provisions of Sub-Paragraph 4 of the present Article shall be observed as regards securities and credit balances which are, or were deposited, in banks or strong-rooms, if such securities or balances are the property of Latvian nationals, and are, or may be, actually in the possession of Governmental or Public institutions. These provisions are also applicable to securities and property of Latvian nationals deposited in credit institutions or in the strong-rooms of such institutions, which have been evacuated since 1st August, 1914.

NOTE : The sums, securities and property referred to in this paragraph will be transmitted to the Latvian Government, which will undertake to deliver them to the rightful owners.

Article 13.

The Russian Government restores to the Latvian Government for delivery to the rightful owners the property belonging from a legal or material point of view, to Latvian towns, corporations or individuals which was evacuated during the world-war, 1914-1917, in so far as such property is, or may be, in the possession of Governmental or Public institutions.

NOTE (1). In case of doubt, the majority of the shares which were the property of Latvian nationals before the coming into force of the Decree of the Russian Government as to the nationalisation of industry, shall be recognised as belonging to Latvian Joint Stock Companies and Associations.

REMARQUE 2. — Le présent article ne se rapporte pas aux capitaux, dépôts et valeurs qui se trouvent dans les succursales de la Banque d'Etat ; ou dans les banques privées, institutions de crédit ou caisses d'épargne situées en territoire latvien.

Article 14.

1° En ce qui concerne le matériel des postes, télégraphes et téléphones évacués de Latvie en Russie pendant la guerre mondiale de 1914-1917, la Russie s'engage à restituer à la Latvie et à remettre au Gouvernement latvien une quantité égale à celle qui correspond réellement aux nécessités économiques de la Latvie et à la vie intellectuelle de cet Etat indépendant et ce dans la mesure où le matériel susdit se trouve ou se trouvera en la possession des institutions gouvernementales et publiques de Russie.

2° En ce qui concerne le matériel de navigation et d'affrètement ainsi qu'en ce qui concerne les phares desservant les ports latviens et qui auraient été évacués pendant le courant de la guerre, la Russie s'engage à rendre à la Latvie et à restituer au Gouvernement latvien une quantité de matériel correspondant exactement aux besoins de la Latvie en tant que Gouvernement indépendant pour le service de ses ports et ce dans la mesure où ce matériel se trouve ou se trouvera de fait en possession des institutions gouvernementales ou publiques de Russie.

3° En ce qui concerne le matériel des chemins de fer tant roulant que fixe y compris les ateliers évacués de la Latvie en Russie pendant la guerre mondiale de 1914-1917, la Russie s'engage à restituer à la Latvie et à remettre au Gouvernement latvien une quantité de matériel égale à celle qui correspond réellement aux nécessités économiques de la Latvie en tant que Gouvernement indépendant et en tant que ce matériel se trouve ou se trouvera de fait en la possession des institutions gouvernementales ou publiques de Russie.

Afin d'établir exactement la quantité de matériel ci-dessus énuméré qui sera à réévacuer et de fixer également les délais dans lesquels ce matériel sera livré, une Commission mixte russo-latvienne sera constituée sur base paritaire aussitôt après la ratification du présent Traité de Paix. Cette commission devra se baser pour l'évaluation du matériel à resti-

NOTE (2). The present Article does not refer to capital, deposits or securities which are in the branches of the State Bank, or in private banks, credit institutions or savings banks situated in Latvian territory.

Article 14.

(1) As far as concerns postal, telegraphic and telephonic material evacuated from Latvia into Russia during the world-war of 1914-1917, Russia undertakes to restore to Latvia and to transfer to the Latvian Government an amount equal to that which really represents the economic needs of Latvia and the intellectual life of this independent State, in so far as the said material is, or may be in the possession of the Governmental and Public institutions of Russia.

(2) As far as concerns the material for purposes of navigation and water transport, and as far as concerns the light-houses in service in Latvian ports, which may have been evacuated during the war, Russia undertakes to return to Latvia and to restore to the Latvian Government, an amount of material exactly corresponding to the needs of Latvia as an independent Government for the working of its ports, in so far as this material is, or may be, actually in the possession of the Governmental or Public institutions of Russia.

(3) As far as concerns the rolling-stock of fixed railway material, including work-shops evacuated from Latvia into Russia during the world-war of 1914-1917, Russia undertakes to restore to Latvia and to transmit to the Latvian Government an amount of material equal to that which actually corresponds to the economic needs of Latvia as an independent Government, in so far as such material is, or may be, actually in the possession of the Governmental or Public institutions of Russia.

In order to determine exactly the quantity of material referred to above which is to be restored, and also to determine the periods within which such material shall be delivered, a mixed Commission, composed of Russian and Latvian Representatives in equal proportions, shall be set up immediately after the ratification of the present Treaty of Peace. This

tuer sur la situation économique d'avant la guerre de 1914-1917, dans les régions qui, conformément au présent Traité, constituent la Latvie. Après avoir retranché et séparé le matériel qui assurait le commerce et le transit national de la Russie entière, elle devra fixer de façon précise les besoins de la Latvie actuelle, en tant que Gouvernement indépendant, en tenant compte de l'abaissement général de l'intensité de la vie économique.

Article 15.

En vue de faciliter l'exécution des articles 10, 11, 12, 13 et 14 du présent Traité, le Gouvernement russe s'engage à fournir au Gouvernement latvien tous renseignements et toutes informations concernant lesdits articles et à lui prêter son concours de toute façon pour lui faciliter les recherches des biens, des archives, des documents, etc., à restituer.

Les biens réévacués en Latvie en conformité avec les articles ci-dessus pourront être rendus après accord entre la Russie et la Latvie, soit en nature soit en valeur équivalente.

Au compte des valeurs qui pourront être ainsi rendues à la Latvie, la Russie paiera à la Latvie et cela dans un délai de deux mois après la ratification du Traité, la somme de 4 000 000 de roubles or.

Article 16.

Prenant en considération les dommages causés à la Latvie par la Guerre mondiale de 1914-1917, la Russie :

1^o exempte la Latvie de toutes responsabilités quant aux dettes et obligations de toutes sortes de la Russie et dans ce nombre sont comprises celles de l'émission de papier monnaie bons de la Trésorerie, qui résultent des obligations ou reçus du Trésor ; quant aux emprunts intérieurs et extérieurs de l'Empire Russe, quant à la garantie donnée ou aux emprunts faits par diverses institutions ou entreprises, etc. Toutes réclamations de ce genre venant de créanciers de la Russie ne devront être adressées qu'à la seule Russie.

2^o dans le but de venir en aide aux paysans

Commission shall base its estimate of the material to be restored upon the economic situation of the districts which, under the present Treaty, constitute the country of Latvia as it was before the war of 1914-1917. After having set apart and deducted the material which ensured the maintenance of trade and national transport for the whole of (former) Russia, the Commission shall definitely decide what are the requirements of Latvia, as at present constituted, as an independent State, while taking into consideration the general decrease in economic activity.

Article 15.

In order to facilitate the carrying-out of Articles 10, 11, 12, 13 and 14 of the present Treaty, the Russian Government undertakes to furnish the Latvian Government with full and complete information with regard to these Articles, and to afford it every kind of assistance in its task of determining the property, documents and archives to be restored.

Property which has to be given back to Latvia in accordance with the foregoing Articles may be restored, by agreement between Russia and Latvia, either in kind or in its equivalent money-value.

On account of the sums which may be due to Latvia in this way, Russia shall pay Latvia, within two months of the ratification of the Treaty, the sum of 4,000,000 gold roubles.

Article 16.

Taking into consideration the damage suffered by Latvia owing to the world-war of 1914-1917, Russia :—

(1) Exempts Latvia from all responsibility with regard to all the debts and obligations of Russia, including the issue of paper-money Treasury Bonds resulting from Treasury obligations or receipts. With regard to the domestic and foreign loans of the Russian Empire, guarantees, or loans contracted by various institutions and undertakings, etc. All claims of this nature, lodged by creditors of Russia must be exclusively addressed to Russia.

(2) With a view to assisting the Latvian

latviens pour la restauration des bâtiments détruits au cours de la guerre, le droit lui est réservé d'abattre du bois sur une étendue de cent mille deciatines, autant que possible près de la frontière latvienne, de voies de chemin de fer et de rivières navigables ; les modalités de cette concession seront établies par une Commission mixte russo-latvienne composée d'un nombre égal de représentants des deux parties. Cette Commission sera nommée immédiatement après la ratification du Traité.

Article 17.

1° Les parties contractantes ont convenu de conclure, aussitôt après la ratification du présent Traité, des accords commerciaux et de transit, des conventions consulaires, postales et télégraphiques et une convention relative à l'approfondissement de la Dvina occidentale.

2° En attendant la conclusion de ces Traités de commerce et de transit, les parties contractantes sont d'accord pour que les rapports économiques soient réglés entre elles d'après les principes suivants :

a) les deux parties se réservent l'une à l'autre le traitement de la nation la plus favorisée.

b) les marchandises passant en transit par le territoire des parties contractantes ne sont soumises à aucun impôt ni droit de douane.

c) les tarifs de frêt appliqués aux marchandises en transit ne peuvent être supérieurs à ceux que supportent les marchandises nationales de même nature.

3° Les biens provenant de la succession d'un citoyen de l'une des parties contractantes et se trouvant sur le territoire de l'autre partie seront remis en entier au Consul ou au Représentant du Gouvernement dont dépendait le défunt, pour en être disposé selon les lois du pays d'origine du défunt.

Article 18.

Les parties contractantes s'engagent simultanément à prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la sécurité de la navigation des bateaux de commerce dans leurs eaux en établissant les services indispensables de pilo-

peasants in the restoration of buildings destroyed in the course of the war, the latter is accorded the right to cut down wood over an area of one hundred thousand deciatines, in as close proximity as possible to the Latvian frontier and also to railways and navigable rivers ; the procedure for giving effect to this concession shall be decided by a mixed Russo-Latvian Commission composed of an equal number of representatives of both countries. This Commission shall be set up immediately after the ratification of the Treaty.

Article 17.

(1) The contracting parties have agreed to conclude, immediately after the ratification of the present Treaty, commercial and transit agreements, consular, postal and telegraphic conventions, and a convention relating to the deepening of the bed of the western reaches of the Dvina.

(2) Pending the conclusion of these commercial and transit agreements, the Contracting Parties are agreed that their economic relations shall be governed according to the following principles :—

(a) The two parties guarantee to each other the " most-favoured-nation " treatment.

(b) Goods in transit through the territory of the Contracting Parties are exempt from all taxes and customs-duties.

(c) Freight-rates applied to goods in transit must not be higher than the rates applied to goods of the same nature of national origin.

(3) Property bequeathed by a national of one of the Contracting Parties, but situated in the territory of the other, shall be transferred in its entirety to the Consul or Representative of the Government of the country to which the deceased belonged, to be disposed of according to the laws of the country of origin of the deceased.

Article 18.

The Contracting Parties bind themselves simultaneously to take the necessary steps to ensure the safe navigation of trading vessels in their waters by organising the necessary pilot services, and by re-establishing light-

tage, en rétablissant les feux, le balisage des zones interdites et s'engagent à prendre toutes les dispositions nécessaires pour la détermination des champs de mines jusqu'à leur complet enlèvement.

Les deux parties contractantes ont convenu de participer au repêchage des mines dans la mer Baltique. A cet effet une convention sera conclue entre les deux parties. Un tribunal d'arbitrage fixerait la participation attribuée à chacune des parties dans le cas où elles ne parviendraient pas à un accord sur ce point.

Article 19.

Les rapports diplomatiques et consulaires entre les parties contractantes seront rétablis immédiatement après la ratification du présent Traité.

Article 20.

Après la ratification du présent Traité le Gouvernement russe, d'une part, libère les citoyens latviens et les optants pour la nationalité latvienne et le Gouvernement latvien, d'autre part, les citoyens russes et les optants pour la nationalité russe, militaires et civils, de toute punition pour délits politiques et disciplinaires. Si les jugements concernant ces délits n'ont pas encore été prononcés, l'instruction cesse.

Ne bénéficient pas de l'amnistie les individus qui commettraient les délits ci-dessus désignés après la ratification du présent Traité.

Les individus se trouvant sous le coup d'une instruction judiciaire ou d'une condamnation ou arrêts pour crimes et délits de droit commun, commis avant la ratification du présent Traité, de même que ceux qui purgent une peine pour les mêmes délits, sont immédiatement livrés à leur Gouvernement, s'il en fait la demande; les dossiers qui les concernent sont également remis au moment de l'extradition.

Les deux parties contractantes libèrent en même temps leurs propres citoyens des punitions pour les délits commis avant la signature du présent Traité et au profit de l'autre partie.

REMARQUE I. — Les dispositions du paragraphe ci-dessus relatives à l'amnistie

houses and buoys in dangerous zones; and they bind themselves to do all that is necessary with a view to the location of mine-fields until they have been completely swept.

The two Contracting Parties have agreed to take part in the work of sweeping for mines in the Baltic. With this object an agreement will be concluded between the two parties. An arbitration tribunal will assign to each party its share in this work in the event of their failing to agree upon this point.

Article 19.

Diplomatic and consular relations between the Contracting Parties will be renewed immediately after the ratification of the present Treaty.

Article 20.

After the ratification of the present Treaty Latvian citizens, and those who opt for Latvian nationality, on the one hand, and Russian citizens and those who opt for Russian nationality, on the other hand, military and civilians alike, shall be amnestied by the Russian and Latvian Governments respectively from all penalties for political or disciplinary offences. If judgment in respect of such offences has not yet been pronounced the case shall be dismissed.

Persons committing any of the above-mentioned offences after the ratification of the present Treaty shall not benefit by this amnesty.

Persons undergoing trial, or who have been convicted or arrested for crimes and offences against common law committed before the ratification of the present Treaty, as well as those who are undergoing sentences for the same offences, shall be immediately handed over to their Government, if the latter should so desire; all documents connected with their cases shall also be handed over at the time of extradition.

The two Contracting Parties shall, at the same time, amnesty their own nationals from penalties for offences committed to the advantage of the other party before the signature of the present Treaty.

NOTE (1). The provisions of the foregoing paragraph relating to amnesty and

ou à l'extradition ne sont applicables qu'aux individus dont la condamnation n'est pas en cours d'exécution au moment de la signature du présent Traité.

REMARQUE 2. — Les citoyens russes et les optants pour la nationalité russe qui ont pris part au complot du 16 avril 1919 et à l'attaque de Bermondts, ne bénéficient pas des dispositions de ce paragraphe.

Article 21.

La solution des questions relevant du droit public et du droit privé surgissant entre les Gouvernements et les citoyens de l'autre partie, est confiée à une commission mixte, formée d'un nombre égal de membres pour les deux parties, et nommée immédiatement après la ratification du présent Traité. La composition, les droits et les obligations de cette commission seront fixés par des instructions établies d'après un accord entre les deux parties contractantes.

Article 22.

Le présent Traité est rédigé en langue russe et en langue lettone.

A l'interprétation les deux textes sont considérés comme authentiques.

Article 23.

Le présent Traité est soumis à la ratification et entre en vigueur depuis le moment de la ratification, à moins que le Traité n'en décide autrement.

L'échange des lettres de ratification devra se faire à Moscou.

Partout où, dans le présent Traité, on donne pour date le moment de la ratification du Traité, il faut entendre le moment de l'échange des lettres de ratification.

EN FOI DE QUOI les représentants des deux parties ont signé de leur propre main le présent Traité et y ont apposé leurs cachets.

L'original est en deux exemplaires.

FAIT à Moscou, achevé et signé à Riga le 11 août 1920.

extradition are only applicable to persons upon whom sentence has not been passed at the time of the signature of the present Treaty.

NOTE (2). Russian subjects, and persons opting for Russian nationality, who took part in the conspiracy of April 16, 1919 and in Bermondts's attack, shall not benefit under the provisions of this paragraph.

Article 21.

The solution of questions relating to public or domestic legislation which may arise between the Government of one country and the citizens of the other country, shall be entrusted to a Mixed Commission consisting of an equal number from both sides to be appointed immediately after the ratification of the present Treaty. The composition, rights, and obligations of this Commission shall be laid down in instructions which are to be drawn up by agreement between the two contracting parties.

Article 22.

The present Treaty is drawn up in Russian and Lettish.

For purposes of interpretation both texts are to be regarded as official.

Article 23.

The present Treaty is to be submitted for ratification and shall come into force from the moment of ratification, except as otherwise provided in the Treaty.

The exchange of letters of ratification shall take place at Moscow.

In all cases, in the present Treaty, in which reference is made to the time of ratification of the Treaty, this is to be understood to mean the time of the exchange of letters of ratification.

IN WITNESS WHEREOF the representatives of the two Contracting Parties have signed the present Treaty and have affixed their seals thereto.

The original text is in duplicate.

DONE at Moscow, completed and signed at Riga on the 11th August, 1920.

ACTE DE CONFIRMATION

DU TRAITÉ DE PAIX ENTRE LA LATVIE ET LA
RUSSIE.

Etant donné que les Plénipotentiaires de Latvie et les Plénipotentiaires de la Russie, le 11 août 1920, ont signé entre la Latvie et la Russie le traité de paix suivant :

(Texte du Traité)

et qu'il a été approuvé par l'Assemblée Constituante de Latvie le 2 septembre 1920, je confirme cette convention provisoire et je permets de la faire exécuter.

RIGA, le 25 septembre 1920.

(Signé) J. TSCHAKSTE,
*Le Président de l'Assemblée Constituante
de Latvie.*

(Contresigné) MEIEROVICS,
Ministre des Affaires Etrangères de Latvie.

TRADUCTION.

LE COMITÉ CENTRAL EXÉCUTIF DES
CONSEILS DES DÉPUTÉS OUVRIERS,
PAYSANS, COSAQUES, ET SOLDATS DE
L'ARMÉE ROUGE DE LA RÉPUBLIQUE
SOCIALISTE FÉDÉRATIVE DES SO-
VIETS DE RUSSIE

DÉCLARE QUE

les représentants plénipotentiaires de la République Socialiste Fédérative des Soviets de Russie et les représentants plénipotentiaires de la République Démocratique de Latvie ont établi à Moscou, achevé et signé à Riga, le 11 août 1920, le Traité de Paix entre la Russie d'une part et la Latvie de l'autre, dont la teneur littérale suit :

(Texte du Traité de Paix avec les signatures.)

Après examen de ce Traité, le Comité Panrusse Central Exécutif des Conseils des Députés ouvriers, paysans, cosaques et soldats de l'Armée Rouge de la 7^{me} réunion en ont approuvé et ratifié, le 9 septembre 1920, tout le contenu

RATIFICATION

OF THE TREATY OF PEACE BETWEEN
LATVIA AND RUSSIA.

Whereas the Plenipotentiaries of Latvia and the Plenipotentiaries of Russia signed the following Treaty of Peace between Latvia and Russia on the 11th August, 1920.

(Here follows the text of the Treaty.)

and Whereas this Treaty has been approved by the Latvian Constituent Assembly on the 2nd of September 1920, I hereby confirm this Provisional Convention and authorise its execution.

RIGA, September 25, 1920.

(Signed) J. TSCHAKSTE,
*President of the Latvian Constituent
Assembly.*

(Countersigned) MEIEROVICS,
Minister of Foreign Affairs for Latvia.

¹ TRANSLATION.

THE CENTRAL EXECUTIVE COMMITTEE
OF DEPUTIES OF THE WORKMEN,
PEASANTS, COSSACKS, AND SOLDIERS
OF THE RED ARMY OF THE RUSSIAN
FEDERAL SOCIALIST REPUBLIC OF
THE SOVIETS,

ANNOUNCES THAT :

The Plenipotentiary Representatives of the Russian Federal Socialist Republic of the Soviets and the Plenipotentiary Representatives of the Democratic Republic of Latvia have drawn up at Moscow, and have completed and signed at Riga on August 11th, 1920, the Treaty of Peace between Russia, on the one hand, and Latvia on the other, of which Treaty the exact wording is as follows :

(Here follows the text of the Treaty of Peace with the signatures.)

After examining this Treaty, the Pan Russian Central Executive Committee of the Councils of Deputies for the workmen, peasants, cossacks, and soldiers of the Red Army at their Seventh Meeting on September 9th, 1920, have approved

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

et ont promis que tout ce qui a été exposé dans les actes susindiqués sera strictement observé.

EN FOI DE QUOI le Président du Comité Panrusse Central Exécutif, ayant signé les présentes lettres de ratification, les a confirmées, en les revêtant du sceau de l'Etat.

Moscou, le 9 septembre 1920.

Pour le Président du Comité Panrusse Central Exécutif des Conseils des Députés ouvriers, paysans, cosaques et soldats de l'Armée Rouge :

(Signé) J. LOUTCHNOVINOF.

(Signé) *Le Secrétaire* : IENOUKIDZE.

TRADUCTION.

PROTOCOLE

Les soussignés se sont réunis le 4 octobre 1920 à Moscou au Commissariat du Peuple pour les Affaires Etrangères afin d'échanger les lettres de ratification du Traité de Paix conclu le 11 août 1920 à Riga entre la Russie d'une part et la Latvie de l'autre, conformément à l'article 23 du susdit Traité de Paix.

Après quoi, vu que les lettres ont été présentées et trouvées par les deux parties en bonne et due forme et que l'identité de leur contenu a été constatée, l'échange des lettres de ratification a été effectué, en foi de quoi les soussignés ont établi le présent protocole qu'ils ont signé et revêtu de leurs cachets.

L'original a été établi en deux exemplaires et signé le 4 octobre 1920 à 6 heures 30 minutes de l'après-midi.

(Signé)

G. ALBAT. GEORGES TCHITCHERINE.
W. GREWIN. L. KARAKHAN.

Pour copie et traduction conforme :

(L. S.) L. SEYA.

*Directeur des Affaires Politiques
et Economiques.*

and ratified all its provisions and have undertaken that all the provisions set forth in the above-mentioned documents shall be strictly observed.

IN WITNESS WHEREOF the President of the Pan Rusisan Central Executive Committee, after having signed these Letters of Ratification, has now confirmed them and has affixed thereto the State seal.

Moscow, September 9, 1920.

For the President of the Central Pan Russian Executive Committee of the Council of Deputies for the workmen, peasants, cossacks and soldiers of the Red Army.

(Signed) J. LOUTCHNOVINOF.

(Signed) IENOUKIDZE, *Secretary.*

¹ TRANSLATION.

PROTOCOL

The undersigned met on October 4th 1920 at Moscow, at the Office of the Peoples Commissary for Foreign Affairs in order to exchange Letters of Ratification of the Treaty of Peace concluded at Riga on the 11th August 1920 between Russia on the one hand and Latvia on the other, in conformity with Article 23 of the aforementioned Treaty of Peace.

After which, seeing that the Letters had been presented and found by both parties to be in good and due form, and that their contents were found to be identical, the exchange of letters of Ratification took place.

In witness whereof the undersigned have drawn up the present Protocol and have thereto affixed their signatures and seals.

The original has been done in duplicate and signed on the 4th of October 1920 at 6.30 p. m.

(Signed)

G. ALBAT. GEORGES TCHITCHERIN.
W. GREWIN. L. KARAKHAN.

Certified true copy :

(L. S.) L. SEYA,

*Director of Political and
Economic Affairs.*

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

No. 68.

LATVIE ET LITHUANIE

Convention d'arbitrage signée à Riga
le 28 septembre 1920.

LATVIA AND LITHUANIA

Arbitration Convention, signed at
Riga, September 28, 1920.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 68. — CONVENTION D'ARBITRAGE SIGNÉE A RIGA, LE 28 SEPTEMBRE 1920.

No. 68. — ARBITRATION CONVENTION SIGNED AT RIGA, SEPTEMBER 28, 1920.

Texte officiel français communiqué par le Ministre des Affaires Etrangères de Latvie. L'enregistrement de cette Convention a eu lieu le 16 décembre 1920.

French Official text forwarded by the Latvian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Convention took place on December 16, 1920.

CONVENTION
CONCLUE ENTRE
LES GOUVERNEMENTS DE LATVIE
ET DE LITHUANIE

CONVENTION
CONCLUDED BETWEEN
THE GOVERNMENTS OF LATVIA
AND LITHUANIA

SUR L'ARBITRAGE DES QUESTIONS DE FRONTIÈRES, RATIFIÉE LE 12 OCTOBRE 1920 PAR L'ASSEMBLÉE CONSTITUANTE DE LATVIE ET LE 8 OCTOBRE 1920 PAR L'ASSEMBLÉE CONSTITUANTE DE LITUANIE.

IN RESPECT OF ARBITRATION ON QUESTIONS CONCERNING THE FRONTIERS, WHICH WAS RATIFIED ON OCTOBER 12, 1920, BY THE CONSTITUENT ASSEMBLY OF LATVIA, AND ON OCTOBER 8, 1920, BY THE CONSTITUENT ASSEMBLY OF LITHUANIA.

1^o Les deux Gouvernements sont d'accord pour confier la détermination finale des parties litigieuses de la frontière entre leurs territoires, ainsi que la résolution des questions découlant de cette détermination à une commission mixte composée de deux membres nommés par chaque Gouvernement et d'un président qui sera le Commissaire britannique, ou en cas d'impossibilité pour ce dernier, un sujet britannique agréé par les deux parties.

(1) The two Governments concerned have agreed to entrust the final decision respecting the disputed portions of the frontier-line between their respective territories, as well as the settlement of all questions arising from this decision, to a Mixed Commission consisting of two members appointed by each of the two Governments, and of a President. The latter shall be the British Commissioner, or if he is unable to act, a British subject approved of by both Parties.

2^o Autant que possible, toutes les questions qui doivent être déterminées par cette Commission en conformité avec la Convention mentionnée, seront décidées par l'accord mutuel des représentants des deux pays. Mais à défaut d'accord sur un point, le président décidera et sa décision devra être loyalement acceptée par les deux Gouvernements.

(2) As far as possible, all matters which, in conformity with the terms of the aforementioned Convention are to be decided by this Commission, shall be settled by mutual agreement between the representatives of the two countries. But, if an agreement cannot be reached on any point, it shall be decided by the President, whose decision shall be loyally accepted by the two Governments concerned.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

3° En prenant sa résolution, la Commission doit tenir compte des principes ethnographiques, historiques, des intérêts politiques et des intérêts d'Etat de chaque pays (militaires, stratégiques, économiques et de communications), de même que des intérêts de la population locale. Elle peut faire les démarches qu'elle juge nécessaires pour obtenir l'évidence qui la rende capable de se prononcer en tout état de cause, à condition que dans tous les districts où il a été décidé de recourir à un plébiscite, les démarches seront faites d'après les principes approuvés par la Commission pour neutraliser l'administration de manière à prévenir toute influence illégale exercée par les autorités d'une des parties sur la population prenant part au plébiscite.

4° Les dépenses de la Commission seront réparties d'une façon égale entre les deux Gouvernements.

5° La ratification de cette Convention par les deux Gouvernements est exigée dans un délai de 15 jours à dater de la signature de la Convention.

RIGA, le 28 septembre 1920.

*Le Représentant
du Gouvernement de Lithuanie,*

*Le Représentant
du Gouvernement de Latvie,*

Pour copie conforme :

(L. S.) (Signé) L. SEYA.
*Directeur des Affaires Politiques
et Economiques.*

(3) In determining questions the Commission shall take into consideration ethnological and historical principles, the political and State interests of each country (such as military, strategic, economic and transit interests), as well as the interests of the local population. The Commission is empowered to take such steps as may be considered necessary to obtain the evidence required to enable it to pronounce judgment on any point. A condition to be observed is that in any district in which it has been decided to hold a plebiscite, steps shall be taken, on lines to be approved of by the Commission, to neutralise the local administration in such a way as to prevent any illegal pressure from being brought to bear by the authorities of either of the Contracting Parties on the population taking part in the plebiscite.

(4) The expenditure incurred by the Commission will be shared equally between the two Governments.

(5) This agreement shall be ratified by the two Governments concerned within 15 days after the date of signature.

RIGA, September 28, 1920.

*The Representative
of the Lithuanian Government.*

*The Representative
of the Latvian Government.*

Certified true copy :

(L. S.) (Signed) L. SEYA.
*Head of Political and Economic
Affairs.*

No. 69.

NORVÈGE ET PORTUGAL

Echange de notes concernant le traitement du commerce et de la navigation du Portugal en Norvège et le traitement du commerce et de la navigation norvégienne en Portugal. Lisbonne, 14 octobre 1920

NORWAY AND PORTUGAL

Exchange of Notes concerning the treatment of Portuguese Commerce and Navigation in Norway and the treatment of Norwegian Commerce and Navigation in Portugal. Lisbon, October 14, 1920.

¹TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 69. — ÉCHANGE DE NOTES CONCERNANT LE TRAITEMENT DU COMMERCE ET DE LA NAVIGATION DU PORTUGAL EN NORVÈGE ET LE TRAITEMENT DU COMMERCE ET DE LA NAVIGATION NORVÉGIENNE EN PORTUGAL. LISBONNE, 14 OCTOBRE 1920.

Texte officiel français communiqué par le Ministre des Affaires Étrangères de Norvège pour l'enregistrement. L'enregistrement de cet échange des notes a eu lieu le 23 décembre 1920.

LISBONNE, le 14 octobre 1920.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai eu l'honneur de recevoir la note de ce jour par laquelle Votre Excellence a bien voulu me faire savoir que le Gouvernement Portugais est d'accord avec le Gouvernement Norvégien au sujet de l'avis préalable qu'il y aura lieu de donner après l'expiration du traité de commerce et de navigation le 13 décembre prochain, au cas où un des deux pays appliquera un traitement différentiel au commerce et à la navigation de l'autre.

En me référant à cette communication, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement du Roi — pour satisfaire au désir exprimé par le Gouvernement Portugais de prendre des mesures contre la falsification des marques des vins portugais et contre l'attribution des noms de ces marques à des produits qui n'ont pas le droit à ces noms, s'engage volontiers à déposer un projet de loi afin d'assurer aux marques tant régionales que nationales des

No. 69. — EXCHANGE OF NOTES CONCERNING THE TREATMENT OF PORTUGUESE COMMERCE AND NAVIGATION IN NORWAY AND THE TREATMENT OF NORWEGIAN COMMERCE AND NAVIGATION IN PORTUGAL. LISBON, OCTOBER 14, 1920.

French Official text forwarded by the Norwegian Minister for Foreign Affairs. The registration of this exchange of Notes took place on December 23, 1920.

LISBON, October 14, 1920.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge receipt of the note of to-day's date, in which Your Excellency is good enough to inform me that the Portuguese Government is in agreement with the Norwegian Government with regard to the preliminary notice to be given after the expiration on December 13th next, of the Commerce and Navigation Treaty, in case one of the two countries should decide to apply differential treatment to the commerce and shipping of the other.

With reference to this communication, I have the honour to inform Your Excellency that, in accordance with the desire expressed by the Portuguese Government, and to prevent the falsification of the trade marks of Portuguese wines, and the use of their names in respect to products which have no right to them, the Government of the King is prepared to introduce a Bill to secure adequate protection in Norway for the trade marks, both local and national, of Portuguese wines, always provided that our

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

vins portugais une protection efficace en Norvège aussi longtemps que notre commerce et navigation ne seront pas soumis à un traitement différentiel en Portugal.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

(Signé) F. WEDEL JARLSBERG.

Son Excellence

Monsieur de MELO BARRETO,
Ministre des Affaires Etrangères,
etc., etc., etc....

Pour copie conforme :

(L. S.) (Signé) G. VON TANGEN,
Secrétaire Général.

LISBONNE, le 14 octobre 1920.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Le Traité de commerce et de navigation entre la Norvège et le Portugal expirant le 13 décembre prochain et les circonstances ne permettant pas de conclure un nouvel arrangement avant cette date, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence qu'en attendant la conclusion d'un tel arrangement, et sous réserve de réciprocité, le Gouvernement norvégien se fera un devoir de ne pas appliquer un traitement différentiel au commerce et à la navigation du Portugal en Norvège sans en avoir donné un avis préalable de trois mois.

Je serais heureux de savoir que le Gouvernement Portugais procédera de la même manière pour ce qui regarde le traitement du commerce et de la navigation de la Norvège en Portugal et profite de cette occasion pour exprimer à Votre Excellence les assurances de ma haute considération.

(Signé) F. WEDEL JARLSBERG.

Son Excellence

Monsieur de MELO BARRETO,
Ministre des Affaires Etrangères,
etc., etc., etc....

Pour copie conforme :

(L. S.) (Signé) G. VON TANGEN,
Secrétaire Général.

trade and shipping are not submitted to differential treatment in Portugal.

I have the honour, etc...

(Signed) F. WEDEL JARLSBERG.

His Excellency

Monsieur de MELO BARRETO,
Minister for Foreign Affairs.
etc., etc., etc....

Certified true copy :

(L. S.) (Signed) G. VON TANGEN,
Secretary-General.

LISBON, October 14, 1920.

YOUR EXCELLENCY,

As the Commerce and Navigation Treaty between Norway and Portugal expires on December 13th next, and as circumstances do not permit the conclusion of a new arrangement before this date, I have the honour to inform Your Excellency that, until such an arrangement has been concluded, and conditionally upon reciprocal treatment, the Norwegian Government will undertake not to apply differential treatment to Portuguese commerce and shipping in Norway without three months' previous notice.

I should be glad to know that the Portuguese Government will act in the same way as regards the treatment of Norway's commerce and shipping in Portugal.

I have the honour, etc...

(Signed) F. WEDEL JARLSBERG.

His Excellency

Monsieur de MELO BARRETO,
Minister for Foreign Affairs.
etc., etc., etc....

Certified true copy :

(L. S.) (Signed) G. VON TANGEN,
Secretary-General.

MINISTERIO
DOS
NEGÓCIOS ESTRANGEIROS.

LISBONNE, le 14 octobre 1920.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai eu l'honneur de recevoir la note de Votre Excellence en date du 14 de ce mois par laquelle Elle a bien voulu me faire savoir qu'en attendant la conclusion d'un nouvel arrangement remplaçant le traité de commerce et de navigation qui expire le 13 décembre prochain, le Gouvernement Norvégien se fera un devoir, sous réserve de réciprocité, de ne pas appliquer un traitement différentiel au commerce et à la navigation du Portugal en Norvège sans en avoir donné un avis préalable de trois mois.

En prenant acte de cette déclaration, je m'empresse de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement Portugais adoptera de son côté la même manière de procéder et profite de l'occasion pour Lui Exprimer les assurances de ma haute considération.

(Signé)

JOÃO CARLOS DE MELO BARRETO.

Son Excellence

Monsieur le Baron DE WEDEL JARLSBERG,
Ministre de Norvège,
etc., etc., etc....

Pour copie conforme :

(L. S.) (Signé) G. VON TANGEN.
Secrétaire Général.

MINISTRY
OF
FOREIGN AFFAIRS.

LISBON, October 14, 1920.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge receipt of Your Excellency's Note, dated October 14th, in which you were good enough to inform me that, pending the conclusion of a new arrangement to replace the Treaty of Commerce and Navigation, which expires on December 13th next, the Norwegian Government will, on condition of reciprocal treatment, consider itself bound not to apply differential treatment to Portugal's commerce and shipping in Norway, without giving three months' notice.

In taking note of this declaration, I hasten to inform Your Excellency that the Portuguese Government will act in the same way. I have the honour to be, Sir, etc....

(Signed)

JOÃO CARLOS DE MELO BARRETO.

His Excellency

Monsieur le Baron DE WEDEL JARLSBERG,
Norwegian Minister,
etc., etc., etc....

Certified true copy :

(L. S.) (Signed) G. VON TANGEN,
Secretary-General.

No. 70.

**EMPIRE BRITANNIQUE,
FRANCE, ITALIE, ETC.**

Traité entre les principales Puissances alliées et le Danemark relatif au Slesvig, signé à Paris le 5 juillet 1920.

**BRITISH EMPIRE, FRANCE,
ITALY, ETC.**

Treaty between the Principal Allied Powers and Denmark with regard to Slesvig, signed in Paris, July 5, 1920.

No. 70. — TRAITÉ ENTRE LES PRINCIPALES PUISSANCES ALLIÉES ET LE DANEMARK, RELATIF AU SLESVIG¹, SIGNÉ A PARIS, LE 5 JUILLET 1920.

No. 70. — TREATY BETWEEN THE PRINCIPAL ALLIED POWERS AND DENMARK WITH REGARD TO SLESVIG¹ SIGNED AT PARIS, JULY 5, 1920.

Textes officiels anglais et français communiqués par le Service Français de la Société des Nations. L'enregistrement de ce Traité a eu lieu le 29 décembre 1920.

English and French Official Texts forwarded by the Service Français de la Société des Nations. The registration of this Treaty took place on December 29, 1920.

L'EMPIRE BRITANNIQUE, LA FRANCE, L'ITALIE ET LE JAPON, signataires avec les ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE, comme PRINCIPALES PUISSANCES ALLIÉES ET ASSOCIÉES du Traité de Paix de Versailles, ET LE DANEMARK ;

THE BRITISH EMPIRE, FRANCE, ITALY AND JAPAN, signatories with the UNITED STATES OF AMERICA, as the PRINCIPAL ALLIED AND ASSOCIATED POWERS, of the Treaty of Peace of Versailles, and DENMARK ;

Considérant que par l'article 109 du Traité de Paix conclu à Versailles le 28 juin 1919, il a été stipulé que la frontière entre l'Allemagne et le Danemark sera déterminée en conformité des aspirations des populations ;

Whereas by Article 109 of the Treaty of Peace concluded at Versailles on June 28, 1919, it was provided that the frontier between Germany and Denmark should be fixed in conformity with the wishes of the population,

Considérant que ledit Traité a prévu et organisé un plébiscite parmi les populations intéressées et stipulé qu'une ligne frontière serait fixée par les Principales Puissances alliées et associées, d'après un tracé basé sur les résultats du vote et proposé par la Commission internationale de plébiscite, et en tenant compte des conditions géographiques et économiques particulières des localités ;

And whereas by the said Treaty provision was made for holding a plebiscite of the population concerned, and it was provided that a frontier line should be fixed by the Principal Allied and Associated Powers according to a line based on the result of the voting and proposed by the International Plebiscite Commission, and taking into account the particular geographical and economic conditions of the localities in question,

Considérant que par l'article 110 dudit Traité, l'Allemagne a déclaré renoncer définitivement en faveur des Principales Puissances alliées et associées, à tout droit de souveraineté sur les territoires du Slesvig situés au Nord de la ligne frontière fixée comme il est dit ci-dessus ;

And whereas by Article 110 of the said Treaty Germany renounced definitely in favour of the Principal Allied and Associated Powers all rights of sovereignty over the territories of Slesvig to the north of the line so fixed,

Considérant que ledit plébiscite a eu lieu et que les Principales Puissances alliées et

And whereas the said plebiscite has been held, and the Principal Allied and Associated Powers,

¹ Les instruments de ratification de l'Empire Britannique, du Danemark, de la France et de l'Italie ont été déposés à Paris le 15 décembre 1920.

L'Ambassadeur du Japon à Paris a signé le procès-verbal de dépôt, ayant notifié précédemment au Gouvernement de la République Française que le Japon a également ratifié le Traité relatif au Slesvig.

¹ The instruments of ratification by the British Empire, Denmark, France and Italy have been deposited in Paris on December 15, 1920.

The Japanese Ambassador at Paris has signed the Protocol of Deposition, after previously notifying the Government of the French Republic that Japan has also ratified the Treaty relating to Slesvig.

associées, ayant à la suite de ce plébiscite décidé la frontière entre l'Allemagne et le Danemark ainsi que la notification en a été faite à ces Puissances le 15 juin 1920, sont également désireuses de transférer, dès à présent, au Danemark la souveraineté sur lesdits territoires, sans préjudice des stipulations particulières par lesquelles elles se réservent de régler l'accord avec l'Allemagne et le Danemark, les questions naissant dudit transfert, ainsi qu'il est prévu à l'article 114, alinéa 2, du Traité de Versailles ;

A cet effet, les Hautes Parties Contractantes ont désigné pour leurs Plénipotentiaires, sous réserve de la faculté de pourvoir à leur remplacement pour la signature, savoir :

S. M. le ROI DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE ET DES TERRITOIRES BRITANNIQUES AU DELA DES MERS, EMPEREUR DES INDES.

Le Très Honorable Edward George VILLIERS, Comte de Derby, K. G., P. C., K. C. V. O., C. B., Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de Sa Majesté britannique à Paris ;

Et,

pour le DOMINION DU CANADA :

L'Honorable Sir George Halsey PERLEY, K. C. M. G., Haut Commissaire pour le Canada dans le Royaume-Uni ;

pour le COMMONWEALTH D'AUSTRALIE :

Le Très Honorable Andrew FISHER, Haut Commissaire pour l'Australie dans le Royaume-Uni ;

pour le DOMINION DE LA NOUVELLE-ZÉLANDE :

L'Honorable Sir Thomas MACKENZIE, K. C. M. G., Haut Commissaire pour la Nouvelle-Zélande dans le Royaume-Uni ;

pour l'UNION SUD-AFRICAINE :

M. Reginald Andrew BLANKENBERG, O. B. E., faisant fonctions de Haut Commissaire pour l'Union Sud-Africaine dans le Royaume-Uni ;

pour l'INDE :

Le Très Honorable Edward George VILLIERS, Comte de Derby, K. G.,

having in consequence fixed the frontier between Germany and Denmark and notified the same to those Powers on June 15, 1920, desire to transfer immediately to Denmark the sovereignty over the said territories, without prejudice to the further stipulations by which they reserve the right to regulate, in agreement with Germany and Denmark, the questions arising out of the said transfer, as provided under the second paragraph of Article 114 of the Treaty of Versailles,

For this purpose the High Contracting Parties have appointed as their Plenipotentiaries the following reserving the right of substituting others to sign the same Treaty :

HIS MAJESTY THE KING OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND IRELAND AND OF THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEA, EMPEROR OF INDIA :

The Right Honourable Edward George VILLIERS, Earl of Derby, K. G., P. C., K. C. V. O., C. B., Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary of His Britannic Majesty at Paris ;

And,

for the DOMINION OF CANADA :

The Honourable Sir George Halsey PERLEY, K. C. M. G., High Commissioner for Canada in the United Kingdom ;

for the COMMONWEALTH OF AUSTRALIA :

The Right Honourable Andrew FISHER, High Commissioner for Australia in the United Kingdom ;

for the DOMINION OF NEW ZEALAND :

The Honourable Sir Thomas MACKENZIE, K. C. M. G., High Commissioner for New Zealand in the United Kingdom ;

for the UNION OF SOUTH AFRICA :

Mr. Reginald Andrew BLANKENBERG, O. B. E., Acting High Commissioner for the Union of South Africa in the United Kingdom ;

for INDIA :

The Right Honourable Edward George VILLIERS, Earl of Derby, K. G.,

P. C., K. C. V. O., C. B., Ambassadeur
extraordinaire et plénipotentiaire de
Sa Majesté britannique à Paris.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE:

M. Jules CAMBON, Ambassadeur de
France ;

M. Georges Maurice PALÉOLOGUE, Am-
bassadeur de France, Secrétaire Gé-
néral du Ministère des Affaires
Etrangères ;

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE :

Le Comte Lelio BONIN LONGARE, Sénat-
teur du Royaume, Ambassadeur
extraordinaire et plénipotentiaire de
S. M. le Roi d'Italie à Paris ;

SA MAJESTÉ L'EMPEREUR DU JAPON :

Le Vicomte CHINDA, Ambassadeur extra-
ordinaire et plénipotentiaire de S. M.
l'Empereur du Japon à Londres ;

SA MAJESTÉ LE ROI DE DANEMARK ET D'IS-
LANDE :

M. Hermann Anker BERNHOFT, Envoyé
extraordinaire et Ministre plénipo-
tentiaire de S. M. le Roi de Dane-
mark et d'Islande à Paris ;

Lesquels ont convenu des dispositions sui-
vantes :

Article 1^{er}.

Les Principales Puissances alliées et associées
déclarent transférer, franc et quitte de toutes
charges et obligations, sous réserve des dispo-
sitions du présent Traité, au Danemark, qui
accepte, tout droit de souveraineté qu'Elles
tiennent de l'article 110, alinéa 3, du Traité
de Paix avec l'Allemagne, en date à Versailles
du 28 juin 1919, sur les territoires, îles et flots
du Sleswig situés au Nord de la ligne frontière
ci-après décrite. Ce transfert prendra date du
15 juin 1920, jour où la fixation de la frontière
a été officiellement notifiée à l'Allemagne et au
Danemark.

A partir de la mer Baltique, vers l'Ouest,
et jusqu'à l'entrée du fjord de Flensburg :

le chenal principal de navigation ;

de là, et jusqu'au point de latitude 54° 50'
Nord et de longitude 9° 28' Est de Green-
wich :

le chenal principal de navigation ;

P. C., K. C. V. O., C. B., Ambassador
Extraordinary and Plenipotentiary
of His Britannic Majesty at Paris ;

THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC :

M. Jules CAMBON, Ambassador of France ;

M. Georges Maurice PALÉOLOGUE, Am-
bassador of France, General Secre-
tary of the Foreign Office ;

HIS MAJESTY THE KING OF ITALY :

Count Lelio BONIN LONGARE, Senator
of the Kingdom, Ambassador Extra-
ordinary and Plenipotentiary of
H. M. the King of Italy at Paris ;

HIS MAJESTY THE EMPEROR OF JAPAN :

Viscount CHINDA, Ambassador Extra-
ordinary and Plenipotentiary of H. M.
the Emperor of Japan at London ;

HIS MAJESTY THE KING OF DENMARK AND
ICELAND :

Mr. Hermann Anker BERNHOFT, Envoy
Extraordinary and Minister Pleni-
potentiary of H. M. The King of
Denmark and Iceland at Paris ;

Who have agreed as follows :

Article 1.

The Principal Allied and Associated Powers
hereby transfer to Denmark, who accepts the
transfer, free and quit of all charges and
obligations, subject to the provisions of the
present Treaty, all rights of sovereignty which
they hold, under the third paragraph of Article
110 of the Treaty of Peace with Germany
signed at Versailles on June 28, 1919, over the
territories, islands and islets of Slesvig situated
to the north of the frontier line hereafter
described. This transfer will date from June 15,
1920, the day on which the fixing of the frontier
was officially notified to Germany and Denmark

From the Baltic Sea westwards to the entrance
of the Flensburger Föhrde,

the principal channel of navigation ;

thence to the intersection of longitude
9° 28' east of Greenwich with the parallel of
latitude 54° 50' north,

the principal channel of navigation of the
Flensburger Föhrde ;

de là, dans une direction de 315° (à compter du Nord vers l'Est), et jusqu'à 400 mètres de la ligne de trois brasses de la rive Nord du fjord :

une ligne droite ;

de là, vers l'Ouest, et jusqu'à l'embouchure de la rivière Krusau, sur la rive Ouest du fjord de Flensburg :

une ligne courant, d'une manière générale, parallèlement à la côte Nord du fjord ;

de là, vers le Nord, jusqu'au point où la rivière Krusau coupe la limite Sud de l'usine de Kupfermühle :

le cours de cette rivière vers l'amont ;

de là, vers le Nord, et jusqu'à l'extrémité plus occidentale du réservoir de Kupfermühle, à environ 400 mètres au Sud-Est de Krusau :

une ligne suivant les limites Sud et Est de l'usine de Kupfermühle, puis les rives Nord-Est et Nord-Ouest de son réservoir ;

de là, vers l'Ouest, et jusqu'au point où la rivière Krusau rencontre la limite entre les communes de Norderschmedeby et de Bau :

une ligne à déterminer sur le terrain, coupant la route de Flensburg à Apenrade en un point situé à environ 400 mètres au Sud de Krusau ;

de là vers le Sud-Sud-Ouest, et jusqu'au point où la route de Bau à Niehuus traverse la rivière Krusau,

le cours de cette rivière vers l'amont ;

de là, vers le Sud-Ouest, et jusqu'au point de jonction de la limite Sud de la commune de Bau et de la limite Est de la commune de Fröslee ;

une ligne à déterminer sur le terrain passant à l'Est de la ferme de Waldemarstoff et au Sud de Pattburg et de sa gare ;

de là, dans une direction générale Ouest, et jusqu'au point où la limite Sud de la commune de Eggebeck rencontre le Scheidebeck ; les limites Sud des communes de Fröslee, de Kracklund et de Eggebeck ;

de là, et jusqu'à un point à déterminer sur la Süder Au, à environ 500 mètres à l'Est du confluent de cette rivière et de la Wied Au :

le cours, vers l'aval, du Scheidebeck, puis de l'Alte Au, puis de la Süder Au ;

de là, vers l'Ouest, et jusqu'à un point à choisir sur la rive Nord du lac de Ruttebüll, près de Ringswarf ;

une ligne, à déterminer sur le terrain, courant parallèlement à la Wied Au, à une distance de

thence at a bearing of 315° east from true north to a point 400 metres from the 3 fathom line, from the northern bank of the Föhrde,

a straight line ;

thence westwards to the mouth of the Krusau River on the western shore of Flensburger Föhrde,

a line generally parallel to the north coast of this Föhrde ;

thence northwards to the point where the southern boundary of the Kupfermühle factory joins the Krusau River,

the course of this river upstream ;

thence northwards to the most western point of the Kupfermühle reservoir about 400 metres southeast of Krusau,

the southern and eastern boundaries of the factory, then the northeastern and northwestern banks of this reservoir ;

thence westwards to the point where the Krusau River meets the boundary between the communes of Norderschmedeby and Bau,

a line to be fixed on the ground, cutting the Flensburg-Apenrade road at a point about 400 metres south of Krusau ;

thence south-southwestwards to the point where the Bau-Niehuus road crosses the Krusau River,

the course of this river upstream ;

thence southwestwards to the point where the southern boundary of the commune of Bau meets the eastern boundary of the commune of Fröslee,

a line to be fixed on the ground passing east of the farm of Waldemarstoff and south of Pattburg and its railway station ;

thence in a general westerly direction to the point where the southern boundary of the commune of Eggebeck meets the Scheidebeck, the southern boundaries of the communes of Fröslee, Kracklund and Eggebeck ;

thence to a point to be chosen on the Süder Au about 500 metres east of its confluence with the Wied Au,

the courses of the Scheidebeck, Alte Au, and Süder Au, downstream ;

thence westwards to a point to be chosen on the northern shore of Ruttebüll Lake near Ringswarf,

a line to be fixed on the ground running approximately parallel to, and not more than

400 mètres au plus au Sud de cette rivière et passant au Nord d'Aventoft ;

de là, vers l'Ouest, et jusqu'au point où le Kjårdeich atteint le lac de Ruttebüll, à environ 500 mètres au Sud de Ruttebüll :

la ligne médiane de ce lac ;

de là, vers l'Ouest et jusqu'à Sieltoft, sur la mer du Nord :

une ligne suivant le Kjårdeich, puis les limites Sud de Ruttebüller Koog, Alter Friedrichen Koog et Neuer Friedrichen Koog ;

de là, une ligne de direction générale Nord-Ouest, laissant l'île de Sylt à l'Allemagne et l'île de Röm au Danemark.

La frontière ci-dessus décrite sera tracée sur le terrain par la Commission prévue à l'article III du Traité de Paix avec l'Allemagne, en date à Versailles du 28 juin 1919.

Article 2.

Les territoires visés à l'alinéa 1^{er} de l'article 1^{er} resteront désormais inaliénables, si ce n'est avec l'assentiment du Conseil de la Société des Nations.

Article 3.

Les Principales Puissances alliées et associées se réservent de pourvoir ultérieurement par des stipulations particulières, auxquelles l'Allemagne et le Danemark seront parties, au règlement des questions, notamment des questions de nationalités, des questions financières ou économiques, naissant de l'acquisition par le Danemark de la souveraineté sur les territoires visés à l'article 1^{er}, ainsi qu'il est prévu à l'article 114, alinéa 2, du Traité de Versailles.

Le présent traité, rédigé en français et en anglais, sera ratifié.

Le dépôt des ratifications sera effectué à Paris, le plus tôt qu'il sera possible.

Les Puissances, dont le Gouvernement a son siège hors d'Europe, auront la faculté de se borner à faire connaître au Gouvernement de la République française, par leur représentant diplomatique à Paris, que leur ratification a été

400 metres south, of the Wied Au and passing north of Aventoft ;

thence westwards to the point where the Kjårdeich meets Lake Ruttebüll, about 500 metres south of Ruttebüll,

the median line of this lake ;

thence westwards to the North Sea at Sieltoft,

a line following the Kjårdeich, then the southern boundaries of Ruttebüller Koog, Alter Friedrichen Koog and Neuer Friedrichen Koog ;

thence a line in a general north-westerly direction leaving the Island of Sylt to Germany, and the Island of Röm to Denmark.

The frontier line described above will be traced on the spot by the Commission provided for in Article III of the Treaty of Peace with Germany signed at Versailles on June 28, 1919.

Article 2.

The territories referred to in the first paragraph of Article 1 will remain henceforth inalienable except with the consent of the Council of the League of Nations.

Article 3.

The Principal Allied and Associated Powers reserve the right to provide subsequently, in accordance with the second paragraph of Article 114 of the Treaty of Versailles, by further stipulations to which Germany and Denmark will be parties, for the settlement of the questions, particularly those relating to nationality and financial and economic questions, arising out of the acquisition by Denmark of the sovereignty over the territories referred to in Article 1.

The present Treaty, in French and English, shall be ratified.

The deposit of ratifications shall be made at Paris as soon as possible.

Powers of which the seat of the Government is outside Europe will be entitled merely to inform the Government of the French Republic through their diplomatic representative at Paris that their ratification has been given ;

donnée, et, dans ce cas, elles devront en transmettre l'instrument aussitôt que faire se pourra.

Un procès-verbal de dépôt des ratifications sera dressé dès que toutes les Puissances signataires auront ratifié, et dès ce moment le Traité entrera en vigueur.

Le Gouvernement français remettra à toutes les Puissances signataires une copie certifiée conforme du procès-verbal de dépôt des ratifications.

En ratifiant le Traité de Paix de Versailles, les Etats-Unis acquerront de plein droit la faculté d'accéder au présent Traité.

EN FOI DE QUOI, les Plénipotentiaires ci-après, dont les pouvoirs ont été reconnus en bonne et due forme, ont signé le présent Traité.

FAIT à Paris, le cinq juillet mil neuf cent vingt, en un seul exemplaire qui restera déposé dans les archives du Gouvernement de la République française et dont les expéditions authentiques seront remises à chacune des Puissances signataires.

in that case they must transmit the instrument of ratification as soon as possible.

A procès-verbal of the deposit of the ratifications shall be drawn up as soon as all the signatory Powers have ratified, and at that moment the Treaty will come into force.

The French Government will transmit to all the signatory Powers a certified copy of the procès-verbal of the deposit of ratifications.

On ratifying the Treaty of Versailles, the United States will ipso facto be entitled to adhere to the present Treaty.

IN FAITH WHEREOF the hereinafter-named Plenipotentiaries whose powers have been found in good and due form have signed the present Treaty.

DONE at Paris, the fifth day of July one thousand nine hundred and twenty, in a single copy which will remain deposited in the archives of the French Republic, and of which authenticated copies will be transmitted to each of the Signatory Powers.

(L. S.) DERBY.
 (L. S.) George H. PERLEY.
 (L. S.) Andrew FISHER.
 (L. S.) James ALLEN.
 (L. S.) R. A. BLANKENBERG.
 (L. S.) DERBY.
 (L. S.) Jules CAMBON.
 (L. S.) PALÉOLOGUE.
 (L. S.) BONIN.
 (L. S.) K. MATSUI.
 (L. S.) H. A. BERNHOFT.

Copie certifiée conforme :

*Le Président du Conseil,
 Ministre des Affaires Etrangères,*

*Pour le Président du Conseil,
 Ministre des Affaires Etrangères et P. O.
 L'Ambassadeur de France,
 Secrétaire Général,*

PALÉOLOGUE.

No. 71.

**GRANDE-BRETAGNE
ET DANEMARK**

Arrangement provisoire concernant
la navigation aérienne entre la
Grande-Bretagne et le Danemark,
signé à Copenhague, le 23 décembre
1920.

**GREAT BRITAIN
AND DENMARK**

Provisional Agreement relating to Air
Navigation between Great Britain
and Denmark, signed at Copen-
hagen on December 23, 1920.

No. 71. — MIDLERTIDIG OVERENSKOMST MELLEM DANMARK OG STORBRIANNIEN ANGAAENDE LUFTFART, UNDERSKREVET I KOEBENHAVN DEN 23 DECEMBER 1920¹.

Textes officiels anglais et danois communiqués par le Ministre de Danemark à Berne. L'enregistrement de cette Convention provisoire a eu lieu le 8 janvier 1920.

OVERENSKOMST.

DA HANS MAJESTAET KONGEN AF DANMARKS REGERING OG HANS BRITISKE MAJESTAETS REGERING har til Hensigt at afslutte en midlertidig Overenskomst angaaende Luftfart mellem Danmark og Storbritannien, er de Undertegnede med behørig Bemyndigelse dertil af deres respektive Regeringer blevet enige om følgende :

Artikel 1.

Naervaerende overenskomst angaar alene private og Handelsluftfartøjer, der paa behørig Maade er registreret som saadanne henholdsvis af den danske og af den britiske Regering. Hver af de to kontraherende Stater gaar ind paa i Fredstid at tilstaa private og Handelsluftfartøjer fra den anden Stat fri Adgang til uskadelig Fart over dens Landomraade og Söterritorium, dog under Forudsætning af, at de i naervaerende Overenskomst fremsatte Betingelser iagttages.

Enhver af de to kontraherende Stater skal have Ret til at forbeholde de i den hjemmehørende Luftfartøjer den erhvervsmaessige Befordring af Personer og Gods mellem to Punkter indenfor Statens Omraade.

¹ D'après une lettre du Ministre de Danemark à Berne en date du 5 janvier 1921, cette Convention ne comporte pas d'échange de ratifications.

No. 71. — PROVISIONAL AGREEMENT RELATING TO AIR NAVIGATION BETWEEN GREAT BRITAIN AND DENMARK, SIGNED AT COPENHAGEN ON DECEMBER 23, 1920¹.

English and Danish official texts forwarded by the Minister for Denmark in Berne. The registration of this provisional Convention took place on January 8, 1920.

AGREEMENT.

HIS BRITANNIC MAJESTY'S GOVERNMENT AND THE GOVERNMENT OF HIS MAJESTY THE KING OF DENMARK, being desirous of entering into a provisional agreement relating to air navigation between Great Britain and Denmark :

The Undersigned, duly authorised thereto by their respective Governments, have agreed as follows :

Article 1.

This agreement applies only to private and commercial aircraft, duly registered as such by the British and Danish Governments respectively. Each of the two contracting States undertakes in time of peace to allow the private and commercial aircraft of the other State liberty of innocent passage above its territory and territorial waters provided that the conditions set forth in the present agreement are observed.

Each of the two contracting States shall have the right to reserve to its national aircraft the carriage of persons and goods for hire between two points within its own territory.

¹ According to a letter from the Danish Minister at Berne, of January 5, 1921, this Convention does not require an exchange of ratifications.

Artikel 2.

Den danske Regering og Storbritanniens Regering skal have Ret til af militære Grunde eller af Hensyn til den offentlige Sikkerhed at forbyde Flyvning over visse Omraader af deres Territorium under det i deres Lovgivning foreskrevne Strafansvar, men med den Begraensning, at der i denne Henseende ikke maa gøres nogen Forskel mellem de to Staters private og Handelsluftfartøjer. De Omraader, over hvilke Flyvning saaledes er forbudt, vil blive vedkommende Stat meddelt.

Artikel 3.

Ethvert Luftfartøj, som bemærker, at det er kommet ind over et Omraade, over hvilket Flyvning er forbudt, skal ufortøvet afgive det Nødsignal, som er foreskrevet i Bestemmelserne med Hensyn til Luftfart i den Stat, over hvilken Flyvningen finder Sted, og skal saasnart som muligt gaa ned paa en af Flyvepladserne i denne Stat og udenfor det forbudte Omraade.

Artikel 4.

Ethvert Luftfartøj skal vaere forsynet med et Registreringsbevis og et Luftdygtighedsbevis, som er udstedt af de paagaeldende Myndigheder i vedkommende Land eller med deres Bemyndigelse, og ligeledes med en Flyvejournal. Det skal have tydelige og synlige Maerker, som tillader dets Identificering under Flyvningen.

Artikel 5.

Førerne skal vaere forsynet med Førerbevis, udstedt af de paagaeldende Myndigheder i vedkommende Stat, eller af en af denne Stat anerkendt Forening. Enhver Fører skal endvidere vaere forsynet med Dokumenter, som godtgør hans Statsborgerforhold, hans Identitet, hans militære Grad (forsaavidt han har en saadan), og skal, hvis det forlanges, vaere i Besiddelse af et Pas. Passagererne skal vaere forsynet med alle Identitetspapirer og Pas, som kraeves ifølge de gældende Love og Bestemmelser.

Artikel 6.

Ingen Radioinstallation maa have paa noget Luftfartøj uden saerlig Tilladelse, udfaerdiget

Article 2.

The Government of Great Britain and the Danish Government shall have the right, for military reasons or for the public security, to forbid flight over certain areas of their territory under the penalties provided by their legislation, but subject to the reservation that no distinction shall be made in this respect between the private and commercial aircraft of the two States. The areas thus prohibited will be notified to the State interested.

Article 3.

Any aircraft which finds itself above a prohibited area shall immediately give the signal of distress provided in the regulations as to air navigation of the State flown over, and shall land as soon as possible on one of the aerodromes of that State and outside the prohibited area.

Article 4.

Every aircraft shall be provided with a certificate of registration and a certificate of airworthiness, issued by the competent authorities of either of the two States or under their sanction, and also with a log-book. It shall carry distinctive and visible marks allowing it to be identified while flying.

Article 5.

The pilots shall be provided with a certificate of competency issued by the competent authorities of either of the two States, or by an association recognised by them. Each pilot shall further carry documents establishing his nationality, his identity, his military rank (if any) and shall, if necessary, be provided with passports. The passengers shall be provided with all the documents of identity and passports required by the laws and regulations in force.

Article 6.

No wireless apparatus shall be carried by an aircraft without a special licence issued by

af den Stat, hvortil det hører. Saadan Installation maa alene benyttes af de Medlemmer af Besætningen, som er forsynet med en saerlig Tilladelse i dette Öjemed.

Artikel 7.

Et Luftfartøj, som deltager i international Luftfart mellem de to Stater, kan medføre Passagerer og Gods, men skal vaere forsynet :
for Passagerernes Vedkommende, med en Fortegnelse over deres Navne ;
for Gods' Vedkommende, med en Fortegnelse over Godset og Beholdningerne, som medføres, og med nøjagtige af Afsenderne afgivne Erklæringer.

Befordring af Passagerer og Gods skal ske i Overensstemmelse med de til enhver Tid gældende Love og Bestemmelser. Post kan besörges, hvis der mellem de to Landes Postforvaltninger er bleven truffet en Overenskomst i saa Henseende og denne paa det paagældende Tidspunkt er i Kraft.

Artikel 8.

Ved Afrejse og Landing af Luftfartøjer skal Myndighederne i de to Lande i alle Tilfælde have Ret til at undersøge dem for at overbevise sig om Rigtigheden af de Dokumenter, med hvilke de skal vaere forsynet.

Artikel 9.

Luftfartøjer fra de to Stater skal have Landingsret og skal i Nödtilfælde have Krav paa den samme Bistand, som Luftfartøjer fra den Stat, i hvilken Landingen finder Sted.

Artikel 10.

Enhver Flyveplads i hver af de to Stater, som staaar aaben for offentlig Benyttelse af Luftfartøjer fra vedkommende Stat mod Betaling af visse Afgifter, skal paa samme Maade og under samme Betingelser staa aaben for Luftfartøjer fra den anden Stat.

Artikel 11.

Indtil andet maatte blive bestent, skal alle Luftfartøjer, som kommer til Danmark, og

the State to which it belongs. Such apparatus shall only be used by such members of the crew as are provided with a special licence for the purpose.

Article 7.

An aircraft engaged in international navigation between the two States may carry passengers and goods, but shall be provided :
for passengers, with a list of their names ;
for goods, with a manifest of the goods and supplies carried and with detailed declarations made out by the consignors.

The carriage of passengers and goods shall be in accordance with the laws and regulations in force for the time being. Mails may be carried, if an agreement to this effect has been concluded, and is for the time being in force, between the postal administrations of the two countries.

Article 8.

Upon the departure and upon the landing of aircraft the authorities of the two countries shall in all cases have the right to search them with a view to examining and verifying the documents with which they must be provided.

Article 9.

Aircraft of the two States shall have the right of landing, and in case of distress may claim the same assistance as aircraft of the country in which a landing is effected.

Article 10.

Every aerodrome in either of the two States which is open to public use by its national aircraft on payment of certain dues shall likewise be open under the same conditions to aircraft of the other State.

Article 11.

Until otherwise provided, all aircraft entering Denmark must land at, and any aircraft leaving

ethvert Luftfartøj, som afrejser fra Danmark til England, henholdsvis lande paa eller afrejse fra en af følgende Flyvepladser ved København, nemlig :

Christianshavns Faelled (for Landluftfartøjer),
Flyvebaadsstationen (for Söluftfartøjer).

Alle Luftfartøjer, som kommer til England, og ethvert Luftfartøj, som afrejser fra England til Danmark, skal henholdsvis lande paa eller afrejse fra en af de følgende Flyvepladser :

Lympne i Kent,
Croydon i Surrey, eller
Crickle wood i Middlesex.

Dog skal Hydroplaner eller Flyvebaade, som kommer til eller forlader England, lande ved eller afrejse fra Felixstowe.

Artikel 12.

Den danske Graense kan, indtil andet maatte blive bestemt, passeres paa ethvert Punkt.

Dog skal Luftfartøjets Rute over dansk Land-og Söterritorium saavidt muligt lægges saaledes, at det kan observeres fra et eller flere af de i Tillaegget til denne Overenskomst naevnte Observationspunkter.

Den britiske Graense skal alene kunne overflyves mellem følgende Punkter, nemlig :

- forsaavidt angaar Aeroplaner mellem, Folkestone og Dungeness ; -
- forsaavidt angaar Hydroaeroplaner eller Flyvebaade, mellem Orfordness og the Naze.

Artikel 13.

Det er forbudt Luftfartøjer at gaa ned, forinden de er landet paa en Toldflyveplads. I Tilfaelde af Nödlanding, forinden Anmeldelse ved en Toldflyveplads har fundet Sted, skal Föreren öjeblikkelig underrette den naermeste Politi eller Toldmyndighed, og skal indtil vedkommende Myndigheds Ankomst og paa dens Vegne forhindre, at Passagerer forlader Luftfartøjet, eller at Ladning udlosses.

Artikel 14.

Luftfartøjet og dets Besaetning skal vaere underkastet alle lovlige Forpligtelser, som følger

Denmark for England must depart from, one of the following aerodromes near Copenhagen, namely :

Christianshavns Faelled (for Land machines)
Flyvebaadsstationen (for Flying-boats or Seaplanes).

All aircraft entering England must land at, and any aircraft leaving England for Denmark must depart from, one of the following aerodromes, namely :

Lympne in Kent,
Croydon in Surrey, or
Cricklewood in Middlesex.

Provided that seaplanes or flying-boats entering or leaving England shall land at or depart from Felixstowe.

Article 12.

The Danish frontier can, until otherwise provided, be crossed at any point.

The aircraft on its way over Danish territory and territorial waters shall, however, as far as possible navigate in such a way that it can be observed from one or more of the points of observation, named in the Annex to this Agreement.

The British frontier shall only be crossed between the following points, namely :

- In the case of aeroplanes between Folkestone and Dungeness ;
- In the case of seaplanes or flying-boats, between Orfordness and the Naze.

Article 13.

Landing by aircraft before having landed at a Customs aerodrome is prohibited. In case of a forced landing, before having reported at a customs aerodrome, the pilot shall immediately notify the nearest police or Customs authority, and on behalf of and until the arrival of the competent authority, shall prevent the departure of the passengers or the unloading of the cargo.

Article 14.

The aircraft and its crew shall be subject to all the legal obligations which arise from

af den almindelige Lovgivning, af Told- og Afgiftslovgivningen, og alle Regler, som er fastsat af Hensyn til den offentlige Sikkerhed, saavel som de Regler angaaende Luftfart, som er i Kraft i den Stat, hvor de maatte opholde sig, idet det dog skal vaere underforstaaet, at Beviser og Certifikater, som i Storbritannien er udfaerdiget for Luftfartøjet eller for Föörerne, skal have samme Gyldighed som tilsvarende Dokumenter, der er udstedt i Danmark, og omvendt.

Artikel 15.

Det skal vaere forbudt at udkaste fra et Luftfartøj under Flyvning anden Ballast end fint Sand eller Vand.

Artikel 16.

Al Losning eller Bortfjernelse, medens Flyvningen staar paa, af nogen anden Ting eller Stof end Ballast skal vaere forbudt. Fra denne Regel vil der alene blive gjort Undtagelser med Hensyn til Postluftfartøjer og i Tilfaelde, hvor der saerlig er givet Tilladelse dertil.

Artikel 17.

Den danske Regering og den britiske Regering vil gensidig meddele hinanden de Bestemmelser, som gaelder med Hensyn til Luftfart henholdsvis i Danmark og Storbritannien.

Artikel 18.

Naervaerende Overenskomst finder ikke Anvendelse paa militaere Luftfartøjer. Ingen Flyvning af militaere Luftfartøjer fra Danmark til Storbritannien eller omvendt vil finde Sted uden saerlig Tilladelse.

Artikel 19.

Naervaerende Overenskomst, der er afsluttet som midlertidig, kan opsiges af enhver af de kontraherende Parter til et hvilket som helst Tidspunkt med et forudgaaende Varsel af 3 Maaneder.

Endvidere forbeholder enhver af de kontraherende Parter sig Ret til at opsigte naervae-

general legislation, from Customs and Excise legislation, and any regulations which are laid down for public safety, as well as to the regulations as to air navigation in force in the State in which they may be, it being understood, however, that the licences and certificates issued to the aircraft and to the pilots of Great Britain shall have the same validity as the corresponding documents issued in Denmark and vice versa.

Article 15.

The dropping of ballast, other than fine sand or water from an aircraft in flight, is prohibited.

Article 16.

All unloading or discharge in the course of flight of any article or substance, other than ballast, is prohibited. The only exceptions which will be made to this rule will be in the case of postal aircraft and in cases for which permission may be specifically granted.

Article 17.

The Danish Government will communicate reciprocally with the British Government the regulations relative to air navigation in Denmark.

Article 18.

The present agreement is not applicable to military aircraft. No flight of military aircraft from Denmark to Great Britain or vice versa will be made without special authorisation.

Article 19.

The present agreement, which is of a provisional character, may be denounced by either of the contracting parties at any time by giving notice 3 months in advance.

Furthermore, each of the contracting parties reserves to itself the right to denounce the

rende Overenskomst med Øjeblikkelig Virkning fra Opsigelsen, efter at de to kontraherende Parter har ratificeret den i Paris den 13. Oktober 1919 undertegnede internationale Konvention om Luftfart.

TIL BEKRAEFTELSE HERAF har de Undertegnede underskrevet naervaerende Overenskomst og forsynet samme med deres Segl.

SKET i København i dobbelt Udfaerdigelse i det danske og engelske Sprog, den 23. December 1920.

(L. S.) Harald SCAVENIUS.

TILLAEG.

I.

Med Hensyn til Artikel 12 skal Luftfartøjets Rute over dansk Land- og Söterritorium saavidt muligt laegges saaledes, at det kan observeres fra et eller flere af følgende punkter :

Anholt Fyr	56° 44' 16" N. 11° 39' 15" E.
Fornaes Fyr	56° 26' 36" N. 10° 57' 40" E.
Gedser Fyr	54° 33' 50" N. 11° 58' 03" E.
Hammeren Fyr	55° 17' 12" N. 14° 45' 50" E.
Hanstholm Fyr	57° 06' 47" N. 8° 36' 08" E.
Hirshals Fyr	57° 35' 06" N. 9° 56' 45" E.
Hirsholm Fyr	57° 29' 09" N. 10° 37' 43" E.
Kjels-Nor Fyr	54° 43' 52" N. 10° 43' 31" E.
Knudshoved Fyr	55° 17' 25" N. 10° 51' 21" E.
Kronborg Fyr	56° 02' 22" N. 12° 37' 36" E.

present agreement, such denunciation to take immediate effect after the two contracting parties have ratified the international Air Convention signed at Paris the 13th of October 1919.

IN WITNESS WHEREOF the Undersigned have signed the present agreement, and have affixed thereto their seals.

DONE at Copenhagen in duplicate, in the English and Danish languages, the twenty-third day of December 1920.

(L. S.) Charles M. MARLING.

ANNEX.

I.

With reference to Article 12 the aircraft on its way over Danish territory and territorial waters shall, as far as possible, navigate in such a way that it can be observed from one or more of the following points :

Anholt light	56° 44' 16" N. 11° 39' 15" E.
Fornaes light	56° 26' 36" N. 10° 57' 40" E.
Gedser light	54° 33' 50" N. 11° 58' 03" E.
Hammeren light	55° 17' 12" N. 14° 45' 50" E.
Hanstholm light	57° 06' 47" N. 8° 36' 08" E.
Hirshals light	57° 35' 06" N. 9° 56' 45" E.
Hirsholm light	57° 29' 09" N. 10° 37' 43" E.
Kjels-Nor light	54° 43' 52" N. 10° 43' 31" E.
Knudshoved light	55° 17' 25" N. 10° 51' 21" E.
Kronborg light	56° 02' 22" N. 12° 37' 36" E.

Revsnaes Fyr	55° 44' 36" N. 10° 52' 23" E.	Revsnaes light	55° 44' 36" N. 10° 52' 23" E.
Sejrø Fyr	55° 55' 09" N. 11° 05' 07" E.	Sejro light	55° 55' 09" N. 11° 05' 07" E.
Skagen Fyr	57° 44' 09" N. 10° 38' 03" E.	Skagen light	57° 44' 09" N. 10° 38' 03" E.
Sprogø Fyr	55° 19' 51" N. 10° 58' 25" E.	Sprogo light	55° 19' 51" N. 10° 58' 25" E.
Stevns Fyr	55° 17' 26" N. 12° 27' 28" E.	Stevns light	55° 17' 26" N. 12° 27' 28" E.
Vestborg Fyr	55° 46' 11" N. 10° 33' 17" E.	Vestborg light	55° 46' 11" N. 10° 33' 17" E.
Laesø-Rende Fyrskib	57° 12' (48") N. 10° 41' (38") E.	Laeso-Rende light vessel	57° 12' (48") N. 10° 41' (38") E.
Laesø-Trindel Fyrskib	57° 26' (30") N. 11° 16' (45") E.	Laeso-Trindel light vessel	57° 26' (30") N. 11° 16' (45") E.
Schultz's Grund Fyrskib	56° 08' (54") N. 11° 11' (10") E.	Schultz's Grund light vessel ..	56° 08' (54") N. 11° 11' (10") E.
Drogden Fyrskib	55° 33' (03") N. 12° 42' (57") E.	Drogden light vessel	55° 33' (03") N. 12° 42' (57") E.
Horns-Rev Fyrskib	55° 34' (06") N. 7° 19' (30") E.	Horns-Rev light vessel	55° 34' (06") N. 7° 19' (30") E.
Vyl Fyrskib	55° 23' (38") N. 7° 44' (13") E.	Vul light vessel	55° 23' (38") N. 7° 44' (13") E.
Graadyb Fyrskib	55° 20' (02") N. 8° 04' (41") E.	Graadyb light vessel	55° 20' (02") N. 8° 04' (41") E.

2.

Forsaavidt angaar Flyvninger indenfor dens Graenser og over dens eget Omraade, har enhver af de kontraherende Parter Ret til at naegte at anerkende Førerbeviser og Tilladelser, som er udstedt til en af dens egne Undersaatter af den anden kontraherende Stat.

3.

Man er enig om, at Oprettelsen af regelmaessig Flyveforbindelse mellem de to kontraherende Stater kan gøres afhaengig af en saerlig Tilla-

2.

For the purpose of flights within the limits of and above its own territory, each of the contracting parties has the right to refuse to recognise certificates of competency and licences granted to one of its nationals by the other contracting State.

3.

It is agreed that the establishment of a regular service between the two contracting States may be made conditional to a special

delse eller Koncession, som indrømmes af Myndighederne i de nævnte kontraherende Stater.

licence or concession being obtained from the authorities of the said contracting States.

4.

Med Hensyn til Artikel 14 er man enig om, at Myndighederne i hver af de kontraherende Stater skal udstede Forskrifter om, at Ejere af Luftfartøjer, som anvendes over den anden kontraherende Stats Omraade, skal tegne Forsikring mod de Tab, som udenforstaaende maatte lide, overensstemmende med Reglerne og Forskrifterne i det Land, over hvilket Flyvningen finder Sted.

4.

With regard to Article 14 it is agreed that the authorities of each contracting State shall issue instructions to the effect that owners of aircraft flying over the territory of the other contracting State shall insure against third party risks according to the rules and regulations of the country flown over.

5.

Naervaerende Tillaeg skal anses som en integrerende Bestanddel af ovenstaaende Overenskomst.

The present annex shall be considered as an integral part of the above agreement.

KÖBENHAVN, den 23. December 1920.

COPENHAGEN, the twenty-third day of December, 1920.

Harald SCAVENIUS

Charles M. MARLING.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 71. — ARRANGEMENT PROVISOIRE CONCERNANT LA NAVIGATION AÉRIENNE ENTRE LA GRANDE-BRETAGNE, ET LE DANEMARK SIGNÉ A COPENHAGUE, LE 23 DÉCEMBRE 1920.

ACCORD.

LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ BRITANNIQUE ET LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ LE ROI DE DANEMARK, désirant conclure un arrangement provisoire au sujet de la navigation aérienne entre la Grande-Bretagne et le Danemark ;

Les soussignés, dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, ont convenu de ce qui suit :

Article 1.

Le présent accord s'applique exclusivement aux aéronefs privés et commerciaux dûment enregistrés comme tels par le Gouvernement Britannique et le Gouvernement Danois. Chacune des parties contractantes s'engage à accorder en temps de paix aux aéronefs privés et

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

commerciaux de l'autre Etat la liberté de passage inoffensif au-dessus de son territoire et de ses eaux territoriales, pourvu que soient observées les conditions énoncées dans le présent accord.

Chacun des deux Etats contractants aura le droit de réserver à ses aéronefs nationaux le droit de transporter des passagers et des marchandises contre rémunération entre deux points de son territoire.

Article 2.

Le Gouvernement de la Grande-Bretagne et le Gouvernement Danois auront la faculté d'interdire, pour des raisons d'ordre militaire ou de sécurité publique, le survol de certaines zones de leur territoire, sous les peines prévues par leur législation et sous réserve qu'il ne sera fait aucune distinction à cet égard entre les aéronefs privés et commerciaux des deux Etats. Les zones interdites devront être notifiées à l'Etat intéressé.

Article 3.

Tout aéronef s'engageant au-dessus d'une zone interdite devra immédiatement donner le signal de détresse prévu au Règlement de navigation aérienne de l'Etat survolé et atterrir au plus tôt sur l'un des aérodomes de cet Etat et en dehors de la zone interdite.

Article 4.

Tout aéronef devra être pourvu d'un certificat d'immatriculation et d'un certificat de navigabilité délivré par les autorités compétentes de l'un des deux Etats ou avec leur approbation, ainsi que d'un livre de bord. Il devra porter des marques distinctives apparentes permettant de l'identifier en plein vol.

Article 5.

Les pilotes devront être munis d'un brevet d'aptitude fourni, par les autorités compétentes de l'un des deux Etats, ou par une association reconnue par ces derniers. Chaque pilote devra en outre être muni de documents établissant sa nationalité, son identité, son grade militaire s'il en a un, et être pourvu, s'il y a lieu, de passeports. Les passagers seront munis de tous les papiers d'identité et passeports requis par les lois et règlements en vigueur.

Article 6.

Aucun appareil de T. S. F. ne pourra être porté par un aéronef sans une licence spéciale délivrée par l'Etat dont il possède la nationalité. Ces appareils ne pourront être employés que par des membres de l'équipage munis, à cet effet, d'une licence spéciale.

Article 7.

Les aéronefs employés dans la navigation internationale entre les deux Etats pourront transporter des passagers et des marchandises, mais devront être munis :

Dans le cas de passagers, d'une liste nominative (rôle de ceux-ci) ; dans le cas de marchandises, d'un manifeste des marchandises et des provisions de bord, ainsi que des déclarations détaillées établies par les expéditeurs.

Le transport des passagers et des marchandises devra être effectué conformément aux lois et règlements en vigueur, au moment du voyage. Le courrier postal pourra être transporté si une entente à ce sujet a été conclue et est à ce moment en vigueur entre les administrations postales des deux pays.

Article 8.

Au départ et à l'atterrissage d'un aéronef, les autorités des deux pays auront en toutes circonstances le droit de visiter l'aéronef et de vérifier les documents dont il doit être muni.

Article 9.

Les aéronefs des deux Etats auront droit d'atterrissage et, en cas de détresse, droit aux mêmes mesures que les aéronefs du pays où ils atterrissent.

Article 10.

Tout aérodrome ouvert dans l'un des deux Etats, à l'usage public des aéronefs nationaux, contre paiement de certains droits, sera dans les mêmes conditions, ouvert aux aéronefs de l'autre Etat.

Article 11.

Jusqu'à décision contraire, tout aéronef entrant en Danemark doit effectuer son atterrissage, et tout aéronef quittant le Danemark pour l'Angleterre doit effectuer son départ à l'un des aérodromes suivants, dans le voisinage de Copenhague, à savoir :

Christianshavns Faelled (pour les aéroplanes) ;

Flyvebaadsstationen (pour les hydroplanes et aéronefs marins).

Tout aéronef arrivant en Angleterre doit effectuer son atterrissage, et tout aéronef quittant l'Angleterre pour le Danemark doit effectuer son départ à l'un des aérodromes suivants :

Lympne (Kent),

Croydon (Surrey),

Cricklewood (Middlesex),

sauf le cas des hydroplanes ou aéronefs marins, dont le point de départ ou d'arrivée en Angleterre doit être Felixstowe.

Article 12.

La frontière danoise, jusqu'à nouvelle décision, pourra être franchie sur n'importe quel point. Néanmoins, l'aéronef qui survole le territoire danois ou les eaux territoriales danoises devra suivre une route telle qu'il puisse être observé facilement de l'un ou plusieurs des points d'observation qui figurent à l'annexe du présent document.

La frontière britannique ne devra être franchie qu'entre les deux points suivants, à savoir :

par les aéroplanes, entre Folkestone et Dungeness ;

par les hydroplanes et les aéronefs marins, entre Orfordness et The Naze.

Article 13.

Est interdit tout atterrissage d'un aéronef à des aérodromes autres que ceux pourvus d'une douane. En cas d'atterrissage forcé avant ce passage, le pilote devra aviser immédiatement l'autorité locale ou l'autorité douanière la plus proche, et devra, au nom de l'autorité compétente, et jusqu'à son arrivée, s'opposer au départ des passagers et à l'enlèvement de la cargaison.

Article 14.

L'aéronef et son équipage seront soumis à toutes les obligations juridiques résultant de la législation générale, des législations douanière et fiscale, des règlements de sécurité publique, ainsi

qu'aux règlements de navigation aérienne en vigueur dans l'Etat où ils se trouvent. Il reste bien entendu, cependant, que les licences et certificats délivrés à un aéronef et à des pilotes de Grande-Bretagne, auront la même valeur que les pièces correspondantes délivrées au Danemark et vice versa.

Article 15.

Il est interdit de lancer, d'un aéronef en vol, d'autre lest que du sable fin ou de l'eau.

Article 16.

Tous déchargements et jets en cours de route autres que ceux de lest, sont interdits. Il ne sera fait exception à cette règle que pour les aéronefs du service postal, et dans les cas où une autorisation sera spécialement accordée à cet effet.

Article 17.

Le Gouvernement Danois communiquera, à titre de réciprocité, au Gouvernement britannique, les règlements relatifs à la navigation aérienne au Danemark.

Article 18.

Le présent accord n'est pas applicable aux aéronefs militaires. Aucun aéronef militaire ne pourra se rendre du Danemark en Grande-Bretagne, ou vice versa, sans une autorisation spéciale.

Article 19.

Le présent accord, conclu à titre provisoire, pourra être dénoncé par l'une ou l'autre des parties contractantes, en tout temps, moyennant un préavis de trois mois.

En outre, chacune des parties contractantes se réserve le droit de dénoncer le présent accord avec effet immédiat de cette dénonciation, dès que les deux parties contractantes auront ratifié la Convention relative à la navigation aérienne internationale, signée à Paris le 13 octobre 1919.

EN FOI DE QUOI les soussignés ont signé le présent accord et l'ont revêtu de leurs cachets.

FAIT à Copenhague, en double expédition, en langues anglaise et danoise, le 23 décembre 1920.

(L. S.) Charles M. MARLING.

(L. S.) Harald SCAVENIUS.

ANNEXE.

En ce qui concerne l'article 12, tout aéronef survolant le territoire et les eaux territoriales danois devra, autant que possible, naviguer de telle manière qu'il puisse être observé de l'un ou au moins des points suivants :

Phare d'Anholt	56° 44' 16"	N.
	11° 39' 15"	E.
Phare de Fornæs	56° 26' 36"	N.
	10° 57' 40"	E.
Phare de Gedser.....	54° 33' 50"	N.
	11° 58' 03"	E.
Phare de Hammeren	55° 17' 12"	N.
	14° 45' 50"	E.
Phare de Hanstolm.....	57° 06' 47"	N.
	8° 36' 08"	E.
Phare de Hirshals	57° 35' 06"	N.
	9° 56' 45"	E.
Phare de Hirsholm	57° 29' 09"	N.
	10° 37' 43"	E.
Phare de Kjels-Nor	54° 43' 52"	N.
	10° 43' 31"	E.
Phare de Knudshoved	55° 17' 25"	N.
	10° 51' 21"	E.
Phare de Kronborg	56° 02' 22"	N.
	12° 37' 36"	E.
Phare de Revsnaes	55° 44' 36"	N.
	10° 52' 23"	E.
Phare de Sejro.....	55° 55' 09"	N.
	11° 05' 07"	E.
Phare de Skagen	57° 44' 09"	N.
	10° 38' 03"	E.
Phare de Sprogo	55° 19' 51"	N.
	10° 58' 25"	E.
Phare de Stevns.....	55° 17' 26"	N.
	12° 27' 28"	E.
Phare de Vestborg.....	55° 46' 11"	N.
	10° 33' 17"	E.
Bateau-feux de Laeso-Rende .	57° 12' (48")	N.
	10° 41' (38")	E.
Bateau-feux de Laeso-Trindel	57° 26' (30")	N.
	11° 16' (45")	E.

Bateau-feux de Schultz's	
Grund	56° 08' (54") N. 11° 11' (10") E.
Bateau-feux de Drogden	55° 33' (03") N. 12° 42' (57") E.
Bateau-feux de Horns-Rev ..	55° 34' (06") N. 7° 19' (30") E.
Bateau-feux de Vyl	55° 23' (38") N. 7° 44' (13") E.
Bateau-feux de Graadyb	55° 20' (02") N. 8° 04' (41") E.

2

Chacune des parties contractantes a le droit de ne pas reconnaître valables, pour la circulation dans les limites et au-dessus de son propre territoire, les brevets d'aptitude et les licences conférés à l'un de ses nationaux par l'autre partie contractante.

3

Il est convenu que l'on pourra subordonner l'établissement d'un service régulier entre les deux parties contractantes, à l'octroi, par les autorités desdits Etats, d'une licence ou d'une concession spéciale.

4

En ce qui concerne l'article 14, il est convenu que les autorités de chacun des deux Etats contractants publieront des instructions enjoignant aux propriétaires d'aéronefs survolant le territoire de l'autre Etat contractant, de s'assurer contre les risques courus par des tiers, conformément aux lois et règlements du pays qu'ils survolent.

5

La présente annexe sera considérée comme partie intégrale de l'accord ci-dessus.

COPENHAGUE, le 23 décembre 1920.

Charles M. MARLING.

Harald SCAVENIUS.

No. 72.

ALLEMAGNE ET SUÈDE

Echange de notes entre les Gouvernements allemand et suédois concernant la dénonciation du traité de commerce et de navigation du 2 mai 1911. Berlin, les 15 et 16 décembre 1920.

GERMANY AND SWEDEN

Exchange of Notes between the German and Swedish Governments concerning the denunciation of the treaty of Commerce and Navigation of May 2nd, 1911. Berlin, December 15 and 16, 1920.

No. 72. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS ALLEMAND ET SUÉDOIS CONCERNANT LA DÉNONCIATION DU TRAITÉ DE COMMERCE ET DE NAVIGATION DU 2 MAI 1911. BERLIN LES 15 ET 16 DÉCEMBRE 1920¹.

No. 72. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE GERMAN AND SWEDISH GOVERNMENTS CONCERNING THE DENUNCIATION OF THE TREATY OF COMMERCE AND NAVIGATION OF MAY 2ND, 1911. BERLIN, DECEMBER 15 AND 16, 1920¹.

Texte officiel allemand communiqué par le Ministre de Suède à Berne. L'enregistrement de cet échange de Notes a eu lieu le 12 janvier 1921.

German official text forwarded by the Swedish Minister at Berne. The registration of this Exchange of Notes took place on January 12, 1921.

KÖNIGL. SCHWEDISCHE GESANDTSCHAFT.
BERLIN.

BERLIN, den 15. Dezember 1920.

Der Unterzeichnete beehrt sich hierdurch dem Herrn Reichsminister des Äussern Dr. Simons ergebenst mitzuteilen, dass er von seiner Regierung beauftragt worden ist, den schwedisch-deutschen Handelsvertrag vom 2. Mai 1911 zu kündigen und zwar mit Ausserkraftsetzung dieses Vertrages nach einer Frist von 3 Monaten vom heutigen Tage ab, das heisst am 16. März 1921.

Der Unterzeichnete ist gleichzeitig beauftragt worden mitzuteilen, dass die Königlich Schwedische Regierung geneigt ist, in Verhandlungen einzutreten über das Zustandebringen eines Modus-Vivendi-Abkommens auf Grundlage der im Verträge enthaltenen Bestimmungen allgemeiner Natur.

Der Unterzeichnete benützt auch diesen Anlass, um dem Herrn Reichsminister des Äussern Dr. Simons, seine ausgezeichnetste Hochachtung zu erneuern.

(Gez.) H. v. ESSEN.

Seiner Excellenz
dem Deutschen Reichsminister des Äussern
Herrn Dr. SIMONS.

Pour copie conforme :

Stockholm au Ministère des Affaires Etrangères,
le 23 décembre 1920.

Le Secrétaire Général,

(Signé) W. BOSTRÖM.

¹ Voir Traité N° 47, volume 2, N° 1, page 59.

¹ See Treaty N° 47, volume 2, N° 1, page 59.

AUSWÄRTIGES AMT.

Nr. IV Nd 7293.

143.969.

BERLIN, den 16. Dezember 1920.

HERR GESANDTER,

Den Empfang Ihres Schreibens vom 15. d. M., betreffend die Kündigung des deutsch-schwedischen Handelsvertrages vom 2. Mai 1911, derart, dass er am 16. März 1921 ausser Kraft tritt, beehre ich mich zu bestätigen.

Die Deutsche Regierung nimmt gern davon Kenntnis, dass die Königlich Schwedische Regierung geneigt ist, in Verhandlungen einzutreten über das Zustandbringen eines Modus-Vivendi-Abkommens auf Grundlage der im Vertrage enthaltenen Bestimmungen allgemeiner Natur, und erklärt sich ihrerseits grundsätzlich zu solchen Verhandlungen bereit.

Zugleich benutze ich auch diesen Anlass, um Ihnen, Herr Gesandter, die Versicherung meiner ausgezeichnetsten Hochachtung zu erneuern.

(Gez.) Dr. SIMONS.

An den
Königlich Schwedischen Gesandten

Herrn Freiherrn VON ESSEN,
Hochwohlgeboren.

BERLIN.
Königlich Schwedische Gesandtschaft.

¹TRADUCTION. — TRANSLATION.

LÉGATION ROYALE DE SUÈDE.
BERLIN.

15 décembre 1920.

Le soussigné a l'honneur, par la présente, de porter à la connaissance de Monsieur le Ministre des Affaires Etrangères du Reich, Dr Simons, qu'il a été chargé par son Gouvernement de dénoncer le traité de commerce du 2 mai 1911², entre la Suède et l'Allemagne, dénonciation comportant la caducité dudit traité dans un délai de trois mois à dater d'aujourd'hui, soit au 16 mars 1921.

Le soussigné a été chargé, en même temps, de déclarer que le Gouvernement Royal Suédois est disposé à entrer en négociations pour la conclusion d'un modus vivendi, reposant sur les

ROYAL SWEDISH LEGATION.
BERLIN.

December 15, 1920.

The undersigned has the honour herewith to inform Dr Simons, Minister of the Reich for Foreign Affairs, that he has been instructed by his Government to denounce the Swedish-German Commercial Treaty of May 2, 1911²; the Treaty in question will cease to be valid after a period of three months dating from to day, *i. e.*, on March 16, 1921.

The undersigned has also been instructed to inform the Minister of the Reich for Foreign Affairs that the Royal Swedish Government is prepared to enter into negotiations with regard to the establishment of a modus vivendi

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

² De Martens, Nouveau Recueil général des Traités, 3^{me} série, Tome VIII, page 435.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

² British and Foreign State papers, 1912, Volume 105, Page 659.

stipulations de nature générale contenues dans le traité susmentionné.

Le soussigné saisit cette occasion de renouveler à Monsieur le Ministre des Affaires Etrangères du Reich, D^r SIMONS, l'assurance de sa très haute considération.

(Signé) H. v. ESSEN.

Son Excellence
Monsieur le D^r SIMONS,
Ministre des Affaires Etrangères du Reich,

Pour copie conforme :
Stockholm,
au Ministère des Affaires Etrangères,
le 23 décembre 1920.

Le Secrétaire Général,
(Signé) W. BOSTRÖM.

MINISTÈRE
DES
AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

N^o IV Nd. 7293.
143 969.

BERLIN, le 16 décembre 1920.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre note du 15 courant, relative à la dénonciation du Traité de Commerce germano-suédois du 2 mai 1911 qui, d'après cette note, expirera le 16 mars 1921.

Le Gouvernement allemand prend volontiers acte du fait que le Gouvernement Royal Suédois est disposé à entrer en négociations pour la conclusion d'un modus vivendi reposant sur les stipulations de nature générale contenues dans le traité. Il se déclare, de son côté, prêt, en principe, à entamer des pourparlers à cet égard.

Je saisis cette occasion pour vous renouveler, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

(Signé) D^r SIMONS.

Monsieur le Baron VON ESSEN,
Ministre Plénipotentiaire de Suède,
BERLIN.
Légation royale de Suède.

Agreement based on the provisions of a general nature which are contained in this Treaty.

I have the honour to be, etc...

(Signed) H. v. ESSEN.

To :
His Excellency D^r SIMONS,
Minister of the Reich for Foreign Affairs.

Certified true copy :
Stockholm,
at the Ministry for Foreign Affairs,
December 23, 1920.

Secretary-General.
(Signed) W. BOSTRÖM.

FOREIGN OFFICE.

No. IV., Nd. 7293.
143 969.

BERLIN, December 16, 1920.

SIR,

I have the honour to acknowledge receipt of your communication of 15th inst., notifying the fact that the German-Swedish Commercial Treaty of May 2, 1911, is being denounced and will cease to be valid on March 16, 1921.

The German Government notes with pleasure that the Royal Swedish Government is willing to enter into negotiations with a view to bringing about a modus vivendi based on the general terms of this Treaty, and declares that it is prepared, in principle, to enter into such negotiations.

I have the honour to be, etc...

(Signed) D^r SIMONS.

To : Monsieur le Baron VON ESSEN,
Royal Swedish Minister.
BERLIN,
Royal Swedish Legation.

No. 73.

ESPAGNE ET SUÈDE

Echange de notes entre les Gouvernements espagnol et suédois concernant la dénonciation de la convention du 27 juin 1892, réglant les relations commerciales, en date à Stockholm des 17 et 18 décembre 1920.

SPAIN AND SWEDEN

Exchange of Notes between the Spanish and Swedish Governments concerning the denunciation of the Convention of June 27, 1892, regulating the Commercial Relations. Stockholm, December 17 and 18, 1920.

¹TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 73. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS ESPAGNOL ET SUÉDOIS CONCERNANT LA DÉNONCIATION DE LA CONVENTION DU 27 JUIN 1892, RÉGLANT LES RELATIONS COMMERCIALES, EN DATE, A STOCKHOLM, DES 17 ET 18 DÉCEMBRE 1920.

Texte officiel français communiqué par le Ministre de Suède à Berne. L'enregistrement de cet échange de Notes a eu lieu le 12 janvier 1921.

LEGACION DE ESPAÑA,
STOCKHOLMO.

Nº 47.

STOCKHOLM, le 17 décembre 1920.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Le Gouvernement de Sa Majesté le Roi, mon Auguste Souverain, me charge de porter à la connaissance de Votre Excellence, qu'il a l'intention de déclarer périmée la Convention Commerciale entre l'Espagne et la Suède du 27 juin 1892,² après trois mois écoulés à partir du 20 courant (d'après ce qui a été stipulé entre les deux Pays). Ladite Convention ne sera donc plus en vigueur à partir du 20 mars 1921.

Tout en portant ce qui précède à la connaissance de Votre Excellence, je suis aussi chargé de Lui faire savoir qu'il s'agit d'une mesure d'un caractère général dictée par le besoin d'ajuster les Tarifs des droits des marchandises aux changements de valeur qu'elles ont soufferts, changements, qui serviront de base

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

² De Martens, Nouveau Recueil Général des Traités, deuxième série, tome XX, page 549.

No. 73. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE SPANISH AND SWEDISH GOVERNMENTS CONCERNING THE DENUNCIATION OF THE CONVENTION OF JUNE 27, 1892, REGULATING THE COMMERCIAL RELATIONS. STOCKHOLM, DECEMBER 17 AND 18, 1920.

French official text forwarded by the Minister for Sweden at Berne. The registration of this Exchange of Notes took place on January 12, 1921.

SPANISH LEGATION,
STOCKHOLM.

No. 47.

STOCKHOLM, December 17, 1920.

YOUR EXCELLENCY,

The Government of His Majesty the King, my august master, has directed me to inform Your Excellency that it intends to declare the Commercial Agreement between Spain and Sweden, dated June 27, 1892,² as having expired at the end of three months dating from the 20th instant (in conformity with the terms agreed on by both countries). The above-mentioned Agreement will, therefore, cease to be in force as from the March 20, 1921.

While informing Your Excellency of the above, I am further directed to state that the step taken is one of a general character prompted by the need of adjusting the scales of dues on merchandise to the alterations in value which they have undergone; these alterations will serve as a basis to future negotiations which

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

² British and Foreign State papers. 1891-92, vol. 84, page 113.

aux futures négociations qui doivent s'établir, pour la conclusion de nouveaux traités de commerce.

Je saisis avec empressement cette occasion, pour renouveler à Votre Excellence les assurances de ma plus haute considération.

(Signé) EL CONDE DE BAILÉN.

A Son Excellence
le Comte WRANGEL,
Ministre d'Etat,
etc., etc., etc...

Pour copie conforme :
Stockholm,
au Ministère des Affaires Etrangères,
le 23 décembre 1920.

Le Secrétaire Général,
(Signé) W. BOSTRÖM.

MINISTÈRE
DES
AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

STOCKHOLM, le 18 décembre 1920.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

J'ai l'honneur d'accuser réception de Votre lettre, en date du 17 de ce mois, par laquelle Vous avez bien voulu me faire savoir que le Gouvernement d'Espagne a l'intention de déclarer périmée la Convention Commerciale entre l'Espagne et la Suède du 27 juin 1892, après trois mois écoulés à partir du 20 courant. Veuillez agréer, Monsieur le Chargé d'Affaires, les assurances de ma considération la plus distinguée.

(Signé) WRANGEL.

Monsieur le Comte DE BAILÉN,
Chargé d'Affaires d'Espagne,
etc., etc., etc...

Pour copie conforme :
Stockholm,
au Ministère des Affaires Etrangères,
le 23 décembre 1920.

Le Secrétaire Général,
(Signé) W. BOSTRÖM.

will have to be undertaken in order to draw up new commercial treaties.

I have, etc...

(Signed) EL CONDE DE BAILÉN.

To His Excellency
Count WRANGEL,
Minister of State,
etc., etc., etc...

Certified true copy :
Stockholm,
at the Ministry for Foreign Affairs,
December 23, 1920.

The Secretary-General,
(Signed) W. BOSTRÖM.

MINISTRY
OF
FOREIGN AFFAIRS.

STOCKHOLM, December 18, 1920.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

I have the honour to acknowledge receipt of your letter of the 17th inst., in which you kindly inform me that the Spanish Government intend to declare the Commercial Agreement of June 27, 1892 between Spain and Sweden as having expired at the end of three months dating from the 20th inst.

I have, etc.

(Signed) WRANGEL.

To the Count DE BAILÉN,
Spanish Chargé d'Affaires,
etc., etc., etc...

Certified true copy :
Stockholm,
at the Ministry for Foreign Affairs,
December 23, 1920.

The Secretary-General,
(Signed) W. BOSTRÖM.

Reproduction des Établissements Henri Dupuy et C^e, Paris.

SOCIÉTÉ DES NATIONS

*Recueil des Traités et des Engagements
Internationaux enregistrés par le Secrétariat
de la Société des Nations.*

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

*Publication of Treaties and International Engagements
Registered with the Secretariat of the
League of Nations.*

SOCIÉTÉ DES NATIONS

Recueil des Traités

*et des Engagements Internationaux enregistrés par le
Secrétariat de la Société des Nations.*

VOLUME 2

1921

NUMÉRO 4

TABLE DES MATIÈRES

	Page
No. 81. — Allemagne et Pologne.	
Arrangement relatif à la restitution des bateaux allemands retenus jusqu'ici par le Gouvernement polonais, signé à Bromberg le 2 novembre 1920	277
No. 82. — Allemagne et Pologne.	
Protocole sur l'entrée en vigueur de l'accord germano-polonais sur l'échange de prisonniers de guerre, signé à Berlin le 23 novembre 1920	295
No. 83. — Belgique et Suède.	
Echange de notes entre les Gouvernements belge et suédois portant renouvellement de la convention internationale sur le transport de marchandises par chemin de fer, signée à Berne le 14 octobre 1890, ainsi que des actes qui la complètent. Stockholm, les 3 et 5 janvier 1921	301
No. 84. — Liechtenstein et Suisse.	
Convention relative à l'exploitation du service postal télégraphique et téléphonique de la Principauté de Liechtenstein par les soins de l'administration des postes et par l'administration des télégraphes et des téléphones suisses, signée à Berne le 10 novembre 1920	305
No. 85. — Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande et France.	
Accord provisoire concernant la navigation aérienne entre la Grande-Bretagne et la France. 20 octobre 1920	323
No. 86. — Retrait d'une notification d'enregistrement.	329

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

*Publication of Treaties and International Engagements
Registered with the Secretariat of the League of Nations.*

VOLUME 2

1921

NUMBER 4

TABLE OF CONTENTS

	Page
No. 81. — Germany and Poland.	
Agreement concerning the restitution of German ships which have, up to the present, been detained by the Polish Government, signed at Bromberg on November 2, 1920	277
No. 82. — Germany and Poland.	
Protocol giving effect to the German-Polish agreement concerning the exchange of prisoners, signed at Berlin on November 23, 1920	295
No. 83. — Belgium and Sweden.	
Exchange of Notes between the Belgian and the Swedish Governments concerning the Prolongation of the International Convention for the Transport of goods by rail, signed at Berne, October 14th, 1890, together with all the relevant Acts. Stockholm, January 3, and 5, 1921	301
No. 84. — Liechtenstein and Switzerland.	
Agreement concerning the administration of the postal telegraphic and telephone services in the Principality of Liechtenstein by the Swiss postal Administration and the Swiss telegraphic and telephonic Administration, signed at Berne on November 10, 1920	305
No. 85. — United Kingdom and France.	
Provisional agreement with respect to Air Navigation between Great Britain and France, October 20, 1920	313
No. 86. — Withdrawal of a notification of registration.	329

	Page
No. 87. — Allemagne et Suisse.	
Convention provisoire réglant la circulation aérienne entre l'Allemagne et la Suisse, signée à Berne le 14 septembre 1920	331
No. 88. — Allemagne et Suisse.	
Convention entre l'Allemagne et la Suisse concernant les hypothèques suisses avec clause d'or en Allemagne et certaines catégories de créances en francs contre des débiteurs allemands, signée à Berne le 6 décembre 1920	343
No. 89. — Espagne et Norvège.	
Echange de notes entre les Gouvernements espagnol et norvégien concernant la dénonciation de la prorogation des conventions de commerce des 27 juin 1892 et 25 août 1902, entre l'Espagne et la Norvège. Madrid, les 3 et 9 novembre, et Paris, le 22 novembre 1920	359
No. 90. — Grande-Bretagne et Grèce.	
Arrangement entre la Grande-Bretagne et la Grèce au sujet de la suppression du régime des capitulations en Egypte, signé à Athènes le 22 août - 4 septembre 1920	367

	Page
No. 87. — Germany and Switzerland.	
Provisional convention regulating the aerial circulation between Germany and Switzerland, signed at Berne on September 14, 1920	331
No. 88. — Germany and Switzerland.	
Convention between Germany and Switzerland dealing with mortgages in Germany containing the gold clause, and with certain classes of francs credits from German debtors, signed at Berne on December 6, 1920	343
No. 89. — Spain and Norway.	
Exchange of notes between the Spanish and Norwegian Governments concerning the denunciation of the prolongation of the commercial conventions of June 27, 1892, and August 25, 1902, between Spain and Norway. Madrid, November 3 and 9, and Paris, November 22, 1920	359
No. 90. — Great Britain and Greece.	
Agreement between Great Britain and Greece regarding the abolition of the capitulations in Egypt, signed at Athens on August 22/September 4, 1920	367

No. 81.

ALLEMAGNE ET POLOGNE

Arrangement relatif à la restitution
des bateaux allemands retenus
jusqu'ici par le Gouvernement po-
lonais, signé à Bromberg le 2 no-
vembre 1920.

GERMANY AND POLAND

Agreement concerning the restitution
of German ships which have, up
to the present, been detained by
the Polish Government, signed at
Bromberg on November 2, 1920.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

No. 81. — ABKOMMEN BETREFFEND DIE RÜCKGABE DEUTSCHER SCHIFFE, DIE BISHER VON DER POLNISCHEN REGIERUNG ZURÜCKBEHALTEN WAREN. GEZEICHNET IN BROMBERG AM 2. NOVEMBER 1920.

Texte officiel allemand communiqué par le Ministre des Affaires Etrangères d'Allemagne et par la Délégation Polonaise près de la Société des Nations. L'enregistrement de cet arrangement a eu lieu le 31 janvier 1921.

German official text, forwarded by the German Minister for Foreign Affairs, and by the Polish Delegation at the Seat of the League of Nations. The registration of this agreement took place on January 31, 1921.

Bei den Verhandlungen in Bromberg vom 30. Oktober bis 2. November 1920 zwischen Vertretern der deutschen und der polnischen Regierung wurde nachstehendes vereinbart :

I.

1. Die in Polen befindlichen westdeutsch beheimateten Kähne, die in der diesem Abkommen beigefügten Liste auf Seite 1 - 3 unter Nr. 1 - 114 aufgeführt sind, können sofort nach ihren westdeutschen Heimatgewässern zurückkehren. Ausgenommen sind nur die Fahrzeuge unter den laufenden Nummern 83, 101-105, die bereits nach Deutschland zurückgekehrt sind und das Fahrzeug Nr. 109, dessen Eigentümer polnischer Staatsangehöriger ist und das sich in freier Fahrt auf polnischen Wasserstrassen befindet.

2. Die auf Seite 3 der Liste unter Nr. 1-7 angeführten deutschen Dampfer sowie die Dampfer *Walter*, *Johann* und *Kaiser Wilhelm II.* können gleichfalls sofort nach Deutschland zurückkehren.

3. Von den vorstehend in Ziffer 1 und 2 angeführten Kähnen und Dampfern verbleiben diejenigen, die bis zum 31. Oktober 1920 freiwillig an polnische Staatsangehörige verkauft wurden, ihren jetzigen Eigentümern.

4. Diejenigen Besitzer der vorstehend in Ziffer 1 und 2 aufgeführten Kähne und Dampfer die in der Gesamtzahl von etwa 10 infolge der Trennung von der Heimat mit der polnischen Schifffahrtsabteilung Verträge abgeschlossen haben, sollen zum Abschluss eines neuen Vertrages in keiner Weise wieder genötigt werden, sondern nach Ablauf des diesjährigen Vertrages sofort mit ihren Fahrzeugen nach Deutschland zurückkehren können.

5. Sollten sich im Einzelfalle noch westdeutsch beheimatete Schiffe finden, die in der anliegenden Liste nicht aufgeführt sind, die aber nach dem 6. Oktober 1919 die Schleuse Brahemünde durchfahren haben und gleichfalls Anspruch auf Rückkehr nach Deutschland erheben, so soll ihnen die Rückkehr gestattet werden, wenn sie nachweisen, dass ihr Fahrzeug vor dem Kriege in einem Orte registriert war, der innerhalb der jetzigen Grenzen Deutschlands liegt.

6. Die auf Seite 4-6 des anliegenden Verzeichnisses aufgeführten westdeutschen Fahrzeuge, die sich in Ostpreussen und in Danzig befinden, sollen nach Westdeutschland nach Massgabe des Abkommens zurückkehren dürfen, das zwischen beiden Regierungen über den Verkehr zwischen Ostpreussen und dem übrigen Deutschland gemäss Artikel 89 des Friedensvertrages von Versailles getroffen wird.

II.

7. Die Rückgabe der polnischerseits requirierten Fahrzeuge an die deutschen Eigentümer soll grundsätzlich in Bromberg, bezw. im Aussenhafen Brahemünde oder in Danzig erfolgen. Soweit deutsche Schiffseigner bereit sind ihre Fahrzeuge in Modlin zu übernehmen, wird die Uebergabe dort erfolgen. Die polnische Regierung wird unverzüglich Anordnungen treffen, dass die in Frage kommenden Fahrzeuge sofort entladen werden, keine neue Ladung nehmen und alsbald nach Bromberg oder Danzig geschickt werden.

8. Die Rückführung und Uebergabe der Fahrzeuge im einzelnen wird durch besondere Kommissare erfolgen, die von beiden Regierungen mit dem Hauptsitz in Bromberg hierzu ernannt werden sollen. Diese Kommissare werden nötigenfalls Bevollmächtigte nach Danzig und Modlin entsenden. Die polnische Regierung wird ihren Vertretern besonders weitgehende Vollmachten gegenüber allen in Betracht kommenden Behörden erteilen, sowie den deutschen Vertretern in gleicher Weise wie den deutschen Mitgliedern der Grenzfestsetzungskommission Schutz und Hilfe gewähren. Die Kommissare beider Regierungen sollen insbesondere auch in beiderseitigem Einvernehmen in den in Ziffer 5 erwähnten Fällen Feststellungen und Entscheidungen treffen.

9. Die Uebergabe der Fahrzeuge wird seitens des polnischen Kommissars oder seiner Bevollmächtigten an den deutschen Kommissar oder seinen Bevollmächtigten erfolgen. Hierbei soll ein Protokoll in zwei Ausfertigungen über die Uebergabe sowie über den Zustand des Fahrzeuges und des Inventars aufgenommen werden. Etwa bei der Uebergabe festgestellte Beschädigungen des Fahrzeuges oder Mängel an Inventar sollen von den Kommissaren oder ihren Bevollmächtigten im Einvernehmen abgeschätzt und im Protokoll vermerkt werden. Die polnische Regierung wird für diese Schäden und Mängel unverzüglich nach der Uebergabe Ersatz leisten.

10. Die polnische Regierung übernimmt das Abschleppen der Fahrzeuge bezw. die Kosten hierfür von den jetzigen Liegeplätzen nach den Orten, an denen die Beschlagnahme erfolgt ist. Sie wird die weitere Fortschaffung der Fahrzeuge von diesen Orten nach Deutschland in jeder Weise fördern und den Schiffsbesatzungen vom Zeitpunkt ihres Eintreffens in Polen an jeden Schutz und Hilfe gewähren. Die deutschen Schiffer und ihre Fahrzeuge sind an der Grenze den üblichen Zollformalitäten unterworfen.

11. Die polnische Regierung wird die deutsche Regierung unverzüglich davon in Kenntnis setzen, an welchen Orten die Uebergabe der einzelnen Fahrzeuge erfolgen kann. Sie wird das polnische Generalkonsulat in Berlin ermächtigen, den ihm von der deutschen Regierung namhaft zu machenden Schiffseignern und Bootsleuten, ohne Rückfrage in Warschau, das polnische Visum für die Einreise nach Polen und für die Rückfahrt nach Deutschland gebührenfrei zu erteilen.

12. Die polnische Regierung wird für die Benutzung der requirierten Fahrzeuge, sowie für die den deutschen Schiffseignern infolge des Verlassens ihrer Fahrzeuge, der Uebersiedlung nach Deutschland und der Rückkehr zum Uebergabeorte der Fahrzeuge entstandenen Kosten alsbald Ersatz an den deutschen Kommissar leisten. Die Höhe der hiernach zu zahlenden Beträge wird von den beiderseitigen Kommissaren im gegenseitigen Einvernehmen festgesetzt werden. Die Beträge für die Benutzung der Fahrzeuge sollen sich zusammensetzen :

1. aus den reinen Mietpreisen und Kilometergeldern, die für die betreffenden Schiffsgattungen in der Zeit der Requisition gezahlt worden sind; hierbei soll der Durchschnitt der Sätze auf den Wasserstrassen der Oder und der Weichsel zu Grunde gelegt werden ;

2. aus den in gleicher Weise festzustellenden Durchschnittslöhnen für je einen Steuer- mann und einen Bootsmann für jedes Fahrzeug. Für beide Beträge ist die Zeit von der Requisition bis zur Rückgabe des betreffenden Fahrzeuges massgebend.

Die ferner zu zahlende Entschädigung für die oben erwähnten baren Auslagen soll von den Kommissaren unter Zugrundelegung der diesbezüglichen Angaben der Schiffseigner festgesetzt werden. Die Auszahlung der hiernach festgestellten Beträge soll unabhängig von anderen Verrechnungen, die zwischen den beiden Regierungen schweben, tunlichst bald erfolgen.

13. Es bestand Einverständnis darüber, dass den Kommissaren von beiden Regierungen freie Hand gelassen wird, sich darüber zu einigen, dass in etwaigen besonderen Einzelfällen ein Fahrzeug nach Deutschland zurückkehren darf, auch wenn für das Fahrzeug die Vorschriften der Ziffer 5 nicht in allen Punkten zutreffen.

III.

14. Die deutsche Regierung wird den auf der Warthe liegenden Schiffen, die Superphosphat und Schwefelkies für Polen geladen haben, sowie den erforderlichen Schleppern die Ausfahrt nach Polen gestatten, sobald die Rückkehr der deutschen Fahrzeuge aus Polen erfolgt. Es bestand Einverständnis darüber, dass diese Regelung sich auch auf künftige Transporte von Superphosphat und Schwefelkies auf dem Wasserwege von Stettin und von Hamburg nach Polen beziehen soll.

15. Es bestand Einverständnis darüber, dass zur Unterhaltung der wasserbaulichen Anlagen in denjenigen Wasserbauämtern, die ganz oder teilweise an Polen übergegangen sind, alsbald zwecks einer rechtmässigen Verteilung zu einer Feststellung der Fahrzeuge, Arbeitsgeräte und sonstigen Einrichtungen geschritten werden muss, und zwar auf Grund der Inventarverzeichnisse.

IV.

Im Anschluss an diese Vereinbarungen wurden nachstehende Erklärungen abgegeben :

16. Die polnische Regierung wünscht, dass deutscherseits dem Abschluss von Miet- und Kaufverträgen zwischen polnischen Staatsangehörigen und deutschen Schiffseignern in Zukunft keine Hindernisse in den Weg gelegt werden.

17. Die polnische Regierung wünscht, dass die in Ziffer 14 erwähnten Transporte auch auf dem Bahnwege erfolgen können und dass den zurzeit auf der Warthe an der polnischen Grenze liegenden Fahrzeuge die Ausfahrt nach Polen baldmöglichst gestattet wird.

18. Die deutsche Regierung vermag das von der polnischen Regierung in Anspruch genommene Recht auf Grund des Artikel 297 des Friedensvertrages von Versailles Binnenwasserfahrzeuge zu liquidieren, grundsätzlich nicht anzuerkennen ; sie behält sich die Geltendmachung der durch die vorstehenden Vereinbarungen nicht geregelten Ersatzansprüche wegen der Zurückhaltung der Westdeutschen Binnenwasserfahrzeuge vor.

Bromberg, am 2. November 1920.

Für die deutsche Regierung.

(Gezeichnet) WINDEL.

Für die polnische Regierung.

(Gezeichnet) ST. MIERZEJEWSKI.

¹ TRADUCTION — TRANSLATION.

No. 81. — ARRANGEMENT RELATIF A LA RESTITUTION DES BATEAUX ALLEMANDS RETENUS JUSQU'ICI PAR LE GOUVERNEMENT POLONAIS, SIGNÉ A BROMBERG LE 2 NOVEMBRE 1920.

Au cours des négociations tenues à Bromberg, du 30 octobre au 2 novembre 1920, entre les représentants des Gouvernements allemand et polonais, il a été convenu ce qui suit :

I

1^o Les embarcations originaires des territoires de l'Allemagne occidentale, qui se trouvent dans les eaux polonaises, mentionnées dans la liste annexée au présent arrangement, pages 1 à 3, sous les numéros 1 à 114, peuvent revenir immédiatement dans leurs eaux d'origine. Exception est faite pour les bâtiments inscrits sous les n^{os} 83, 101, jusqu'à 105, qui ont déjà regagné les eaux allemandes et le bâtiment inscrit sous le n^o 109, dont le propriétaire est de nationalité polonaise, et qui navigue librement dans les eaux polonaises.

2^o Les vapeurs allemands inscrits sur la page 3 de la liste sous les n^{os} 1 à 7, ainsi que les vapeurs *Walter, Johann* et *Kaiser Wilhelm II*, peuvent également retourner immédiatement en Allemagne.

3^o Parmi les embarcations et vapeurs mentionnés aux paragraphes 1 et 2, ceux qui, au 31 octobre 1920, avaient été librement cédés à des ressortissants polonais, restent acquis à leurs propriétaires actuels.

4^o Les propriétaires des embarcations et vapeurs mentionnés dans les paragraphes 1 et 2 (le nombre total de ces bâtiments est de

No. 81. — AGREEMENT CONCERNING THE RESTITUTION OF GERMAN SHIPS WHICH HAVE, UP TO THE PRESENT, BEEN DETAINED BY THE POLISH GOVERNMENT. SIGNED AT BROMBERG ON NOVEMBER 2, 1920.

In the course of the negotiations at Bromberg from October 30 to November 2, 1920, between representatives of the German and the Polish Governments, the following points were agreed upon :

I.

1. The vessels registered in western Germany, enumerated on Pages 1-3 under Numbers 1-114 of the list annexed to this Agreement, may immediately return to their homewaters in western Germany. The following vessels only are excepted :

Those which are enumerated under the current numbers 83, 101 to 105, which have already returned to Germany, and Vessel No. 109, whose owner is a Polish national, and which is navigating freely on Polish waterways.

2. The German steamships enumerated on Page 3 of the List under Nos. 1 to 7 and the steamers *Walter, Johann* and *Kaiser Wilhelm II* may also return to Germany immediately

3. Those among the vessels and steamers mentioned above under Numbers 1 and 2, which were voluntarily sold to Polish nationals before October 31, 1920, shall remain in the possession of their present owners.

4. The owners of the vessels and steamers enumerated under Numbers 1 and 2 referred to above, about ten of whom, owing to the

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

10 environ) qui ont conclu des accords avec le Département polonais de la Navigation à la suite de leur séparation d'avec la mère-patrie, ne peuvent, en aucun cas, être contraints de conclure un nouvel accord, mais ils pourront, dès l'expiration de la Convention de cette année, revenir immédiatement en Allemagne avec leurs bâtiments.

5° S'il se trouvait encore par exception des navires, originaires de l'Allemagne occidentale, qui n'auraient pas été mentionnés dans la liste ci-jointe, mais qui auraient traversé l'écluse de Brahemünde postérieurement au 6 octobre 1919, et réclameraient également leur retour en Allemagne, ce retour leur sera accordé, pourvu que la preuve puisse être faite que ces bâtiments étaient inscrits avant la guerre dans un port actuellement en territoire allemand.

6° Les bâtiments originaires de l'Allemagne occidentale mentionnés dans les pages 4 à 6 de l'annexe ci-jointe, qui se trouvent dans les eaux de la Prusse orientale et à Dantzig, sont autorisés à retourner en Allemagne occidentale, en vertu de la Convention conclue entre les deux Gouvernements, suivant les termes de l'article 89 du Traité de Paix de Versailles, au sujet du trafic entre la Prusse orientale et le reste de l'Allemagne.

II

7° La remise des bâtiments réquisitionnés du côté polonais à leurs propriétaires allemands, doit avoir lieu en principe à Bromberg, à l'avant-port de Brahemünde ou à Dantzig ; si les propriétaires allemands sont prêts à recevoir leurs bâtiments à Modlin, c'est là que la remise aura lieu. Le Gouvernement polonais donnera sans délai des instructions pour que les bâtiments en question soient immédiatement déchargés, ne reprennent pas de nouveaux chargements, et soient envoyés aussitôt à Bromberg et à Dantzig.

8° Le retour et la remise par unité des bâtiments seront confiés à des commissaires spéciaux désignés par les deux Gouvernements et qui résideront à Bromberg. Ces Commissaires enverront en cas de besoin des délégués munis de pleins pouvoirs à Dantzig et à Modlin. Le Gouvernement polonais accordera à ses représentants des pouvoirs particulièrement étendus à l'égard de toutes les autorités auxquelles ils pourront avoir affaire, et assurera sa protec-

separation from their mother country, have concluded agreements with the Polish Marine Department, shall not be compelled in any way to conclude a new Agreement and shall be free to return to Germany with their vessels as soon as their agreement for the current year has expired.

5. If there are any vessels not mentioned in the attached list, whose home-port is situated in western Germany and which have passed through the lock at Brahemünde after October 6, 1919, and which also claim the right to return to Germany, they shall be permitted to return, provided it is proved that, before the war, they were registered in a place situated within the present frontiers of Germany.

6. The vessels registered in western Germany, mentioned in pages 4 to 6 of the attached list, which are in East Prussia and at Danzig, shall be permitted to return to western Germany, subject to the provisions of the Agreement between the two Governments to be concluded in accordance with Article 89 of the Treaty of Versailles, with regard to transit between East Prussia and the rest of Germany.

II.

7. The restitution to their German owners of the vessels requisitioned by Poland shall, on principle, take place at Bromberg, either in the outer harbour of Brahemünde or at Danzig. German ship-owners who are prepared to take over their vessels at Modlin shall receive them at that port. The Polish Government shall immediately take steps to see that the vessels in question are unloaded without delay, that they take no more cargo on board, and that they are sent to Bromberg or Danzig immediately.

8. The transport and transfer of individual vessels shall be carried out by special commissioners appointed for this purpose by both Governments with headquarters at Bromberg. If necessary, these Commissioners shall send representatives to Danzig and Modlin. The Polish Government shall give particularly wide powers to its Representatives, with regard to all the authorities concerned and shall afford the same protection and assistance to

tion et son concours aux représentants allemands ainsi qu'aux membres allemands de la Commission de délimitation de frontières. Il appartiendra en particulier aux Commissaires des deux Gouvernements de prendre des décisions après entente réciproque dans les cas mentionnés dans le paragraphe 5.

9° La remise des bâtiments sera effectuée par le Commissaire polonais ou son délégué autorisé entre les mains du Commissaire allemand ou de son représentant. L'opération donnera lieu à un procès-verbal en deux expéditions, sur la remise et sur l'état inventorié du bâtiment. Tout dommage constaté au moment de la remise du bâtiment et tout manquant à l'inventaire devront être estimés d'accord par les Commissaires ou leurs délégués et mentionnés dans le procès-verbal. Le Gouvernement polonais devra donner une compensation aussitôt après la remise des bâtiments pour les dommages et les manquants constatés.

10° Le Gouvernement polonais prend à sa charge le remorquage des bâtiments, soit les frais de conduite de l'endroit où il est mouillé actuellement jusqu'au lieu de remise. Il s'occupera de même de l'expédition des bâtiments des lieux de remise jusqu'en Allemagne, et garantira aide et protection aux équipages depuis leur entrée dans les eaux polonaises. Les marins allemands et leurs bâtiments sont soumis à la frontière aux formalités de douane ordinaires.

11° Le Gouvernement polonais devra, sans délai, porter à la connaissance du Gouvernement allemand, à quel endroit il entend faire la remise par unité des bâtiments. Il donnera pleins pouvoirs au Consulat Général de Pologne à Berlin pour donner, sans en référer à Varsovie, le visa polonais gratuit, en vue de leur voyage en Pologne et de leur retour en Allemagne, aux propriétaires de bateaux et aux matelots qui leur seront désignés nominativement par le Gouvernement allemand.

12° Le Gouvernement polonais fournira un dédommagement aux Commissaires allemands pour l'utilisation des bâtiments réquisitionnés, ainsi que pour les frais occasionnés aux propriétaires allemands à la suite de l'abandon de leurs bâtiments, de leur transfert en Allemagne et de leur retour au lieu de livraison. Les deux Commissaires fixeront d'un commun accord le montant des sommes à payer. Les

the German Representatives as to the German members of the Frontier Delimitation Commission. The Commissioners of both Governments shall also by mutual agreement examine, and effect a settlement of the cases mentioned in paragraph 5.

9. The vessels shall be handed over by the Polish Commissioner or his Representative to the German Commissioner or his Representative. There shall at the same time be drawn up in duplicate a Protocol with regard to the transfer of these vessels, their condition, and that of the fixtures. The Commissioners or their Representatives shall, by mutual agreement, estimate and note in Protocol I any damage to such vessels, or deficiencies in their fittings, which may be proved to exist at the time of transfer. The Polish Government shall make good these damages or deficiencies immediately after the transfer of the vessels.

10. The Polish Government shall undertake the removal of the vessels, i. e. it shall bear the cost for their transport from their present place of anchorage to the places where they were seized. It shall assist in every way the transport of the vessels from these places to Germany and shall help and protect the crews from the time of their arrival in Poland. The German skippers and their vessels must submit to the usual Customs formalities at the frontier.

11. The Polish Government shall immediately inform the German Government at which place the handing over of the respective vessels can be carried out. It shall, without reference to Warsaw, empower the Polish Consul-General in Berlin to issue, free of charge, to shipowners and crews named by the German Government, Polish visas for the journey to Poland and the return to Germany.

12. The Polish Government shall immediately pay to the German Commissioner the sums due for the use of the vessels requisitioned and the indemnity due to the German shipowners as compensation for being deprived of their vessels, and also the expenses of the transfer to Germany and of the return of the vessels to the places at which they are to be handed over. The amount which is to be paid in this

contributions à payer pour l'utilisation des bâtiments comprendront :

1. Le prix net de l'affrètement et du tarif kilométrique payés à l'époque de la réquisition pour les catégories de bâtiments en question. Il faut ici prendre comme point de départ la moyenne des tarifs en usage sur les voies d'eau de l'Oder et de la Vistule.

2. Le prix moyen à établir de la même manière du salaire d'un pilote et d'un second maître pour chaque bâtiment. Pour ces deux évaluations on prendra la moyenne du temps écoulé entre la réquisition et la remise du bâtiment en question.

Le montant de l'indemnité supplémentaire à payer pour les dépenses nettes énoncées plus haut, devra être établi par les Commissaires sur production de déclarations faites à ce sujet par les propriétaires de bateaux. Le paiement des sommes ainsi établies devra être effectué dans le plus bref délai, indépendamment des autres comptes pendants entre les deux Gouvernements.

13° Il est entendu que les deux Gouvernements laisseront toute liberté à leurs Commissaires de se mettre d'accord afin de reconnaître, dans certains cas particuliers, à un bâtiment le droit de retourner en Allemagne, même si les conditions du paragraphe 5 ne sont pas, en ce qui les concerne, remplies sur tous les points.

III

14° Le Gouvernement allemand autorisera la sortie vers la Pologne des bâtiments mouillés dans la Wartha, chargés de super-phosphate et de pyrites de fer, ainsi que des remorqueurs nécessaires, dès que le retour de Pologne des bâtiments allemands aura eu lieu. Il est également entendu que cette clause s'applique aux transports futurs de super-phosphate et de pyrites de fer par voie d'eau, de Stettin et Hambourg en Pologne.

15° Il est également entendu, en vue de l'entretien des installations techniques relevant des administrations des voies d'eau et des ports qui ont été remises en tout ou partie à la Pologne, et en vue d'assurer leur répartition régulière, qu'il faudra procéder à un relevé

way shall be decided by mutual agreement between the respective Commissioners. The payment for the use of the vessels shall include :

(1) The net rate of hire and mileage which is payable for the type of vessel at the time of payment ; the average figure for the waterways of the Oder and Weichsel shall be taken as a basis.

(2) Wages for one steersman and one deck hand per vessel to be calculated at an average rate, arrived at in the same way. Both amounts shall be calculated according to the time from the requisitioning of the vessel until its return.

Any compensation which may subsequently have to be paid for the above-mentioned net expenditure shall be fixed by the Commissioners on the basis of the statements furnished by the ship owners. The payment of the sums fixed in this manner shall be effected with the least possible delay independently of any other accounts pending between the two Governments.

13. It was agreed that the Commissioners of both Governments should by mutual consent and in special cases be given a free hand to allow a vessel to return to Germany, even if the provisions laid down in para. 5 did not apply in every particular.

III.

14. The German Government shall permit any vessels on the Warthe, carrying cargoes of superphosphate of lime and pyrites for Poland, and also the requisite tugs, to leave for Poland as soon as the German vessels have returned from Poland. It was agreed that this stipulation should also apply to the subsequent transport of superphosphates and pyrites by water from Stettin and Hamburg to Poland.

15. It was agreed that, in order to ensure the upkeep of the ports and wharves under the control of those waterways authorities which have, either entirely or in part, been transferred to Poland, verification should be made forthwith of all vessels, tools and other

des bâtiments, des appareils de travail et des diverses installations, et cela conformément aux spécifications de l'inventaire.

IV

Les éclaircissements suivants sont donnés, à titre de compléments aux clauses précédentes.

16° Le Gouvernement polonais désire qu'il ne soit apporté à l'avenir aucune entrave, du côté allemand, à la conclusion de contrats d'affrètement et de vente, entre des ressortissants polonais et des armateurs allemands.

17° Le Gouvernement polonais désire que les transports mentionnés sous le n° 14 puissent également avoir lieu par voie de terre, et que les bâtiments mouillés actuellement dans la Wartha, à la frontière polonaise, soient autorisés à revenir en Pologne aussitôt que possible.

18° Le Gouvernement allemand ne peut reconnaître, en principe, le droit revendiqué par le Gouvernement polonais, aux termes de l'Article 297 du Traité de Paix de Versailles, de procéder à la liquidation des bâtiments mouillés dans les eaux territoriales ; il se réserve le droit de faire valoir les demandes d'indemnisation concernant la rétention des bâtiments de l'Allemagne occidentale se trouvant dans les eaux territoriales polonaises, et qui ne sont pas réglées par les clauses du présent arrangement.

Bromberg, le 2 novembre 1920.

Pour le Gouvernement allemand :

(Signé) WINDEL.

Pour le Gouvernement polonais :

(Signé) ST. MIERZEJEWSKI.

fittings, with a view to their equitable distribution, on the basis of the existing inventories

IV.

The following comments were added regarding these agreements :

16. The Polish Government is desirous that Germany should not in future raise any difficulties with regard to leases and contracts which Polish nationals might wish to enter into with German shipowners.

17. The Polish Government desires that the transport of vessels mentioned in para 14 should be effected also by rail and that the vessels which are at present on the Warthe near the Polish frontier should be allowed to leave for Poland as soon as possible.

18. The German Government cannot, on principle, admit the right, claimed by the Polish Government in virtue of Article 297 of the Treaty of Peace of Versailles, to liquidate river-craft ; it reserves to itself the right to press its claims to compensation for the detention of rivercraft belonging to western Germany — claims which are not regulated by the present Agreement.

Bromberg, November 2nd, 1920.

For the Polish Government :

(Signed) ST. MIERZEJEWSKI.

For the German Government :

(Signed) WINDEL.

ANLAGE. ANNEXE. ANNEX.

In Polen befindliche westdeutsch beheimatete Kähne.

BATIMENTS ENREGISTRÉS EN ALLEMAGNE OCCIDENTALE SE TROUVANT ACTUELLEMENT EN POLOGNE.

VESSELS REGISTERED IN WESTERN GERMANY WHICH ARE AT PRESENT IN POLAND

<i>Lfd.</i>	<i>Kr. No.:</i>	<i>Name.</i>	<i>Heimatshafen.</i>	<i>E. T. Vermessung.</i>		<i>Bemerkungen.</i>
<i>N^o de Série.</i>	<i>Numéro.</i>	<i>Nom.</i>	<i>Port d'attache.</i>	<i>Tonnage.</i>		<i>Observations.</i>
<i>Serial No.</i>	<i>Local No.</i>	<i>Name.</i>	<i>Home-port.</i>	<i>Tonnage.</i>		<i>Observations.</i>
1	6	Paul Schleu	Berlin	218	Hamburg	1239 A.
2	8	Otto Jankowski	Stettin	232	"	7828 A.
3	9	Aug. Mathesius	Kienitz	243	Aussig	1274 A.
4	10	Robert Jansch	Zellin a/O.	237	Magdeburg	2116 A.
5	13	Otto Marx	Stettin	240	Magdeburg	1538 A.
6	14	Paul Heldmann	Schmachtenhagen	245	Hamburg	8002 A.
7	16	Hermann Loose	Hamburg	247	Hamburg	6035 A.
8	22	Wilhelm Marx	Stettin	248	Küstrin	739 A.
9	24	Rudolf Bold	Trebitsch N. M.	208	Hamburg	7883 A.
10	101	Franz Andersch	Hamburg	248	Harburg	455 A.
11	125	Rudolf Krüger	Lindenwerder	239	Aussig	1138 A.
12	128	Wilhelm Krüger	Landsberg a/W.	235	Cüstrin	729 A.
13	129	Ernst Kühn	Hohenwutzen	224	Stettin	2765 A.
14	135	Carl Moll	Landsberg a/W.	248	Fürstenw.	1077 A.
15	147	Paul Richter	Marienwerder	243	Berlin	4934 A.
16	161	Franz Teichmann	"	217	Posen	223 A.
17	163	Otto Toebs	Cüstrin	236	Tilsit	659 A.
18	505	Friedrich Eschke	Wettin a/S.	463	Magdeburg	1650 A.
19	507	Aug. Zappe	Gr. Rosenberg	439	Magdeburg	1318 A.
20	568	Herm. Göhre	Beesenlaubingen	430	"	1297 A.
21	593	Karl Köppen	Alsleben	455	Halls	306 A.
22	598	Aug. Welle	Barby	403	Magdeburg	1403 A.
23	619	Aug. Talheim	Friedeburg a/S.	249	Hbg	7857 A.
24	630	Alb. Fredrich	Pritzerbe	643	Hbg	7009 A.
25	663	Karl Peschel	Berlin	240	Posen	137 A.
26	666	Erich Peschel	Berlin	227	Bromberg	615 A.
27	668	Karl Bühmert	Colonie Berg	214	Hbg.	7901 A.
28	671	Rudolf Grube	Hbg.	237	Hbg.	7283 A.
29	680	Wilh. Schulz	Zellin a/O.	235	Harburg	473 A.
30	685	Friedrich Jakob	Hamburg	232	Hbg.	6219 A.
31	708	Herm. Ehrich	Himmelpfort	655	Tetschen	956 A.
32	722	Alb. Nickel	Zehdenick	598	Magdeburg	1775 A.
33	745	Ludw. Hartmann	Köpenick	584	"	1813 A.
34	749	Karl Steingraber	Fürstenberg a/O.	367	Hbg.	4715 A.
35	767	Rudolf Torgau	Gr. Neuendorf	583	Breslau	2466 A.
36	787	Fritz Willing	Zehdenick	596	Magdeburg	1336 A.
37	794	Alb. Krenz	Charlottenburg	330	Breslau	1810 A.

<i>Lfd.</i>	<i>Kr. N° :</i>	<i>Name.</i>	<i>Heimatshafen.</i>	<i>E. T. Vermessung</i>		<i>Bemerkungen.</i>
<i>N° de Série.</i>	<i>Numéro.</i>	<i>Nom.</i>	<i>Port d'attache.</i>	<i>Tonnage.</i>		<i>Observations.</i>
<i>Serial N°.</i>	<i>Local N°.</i>	<i>Name.</i>	<i>Home-port.</i>	<i>Tonnage.</i>		<i>Observations.</i>
38	796	Rud. Leist	Zehdenick	534	Hbg.	8004 A.
39	812	Gust. Pfandke	Beuthen O/S.	575	Hbg.	6504 A.
40	817	Rich. Göhre	Trepnitz /O.	365	Hbg.	7303 A.
41	839	Paul Nippke	Heidau Kr. Ohlau	548	Breslau	1851 A.
42	846	Gust. Ettmeier	Birkendorf	423	Magdebg.	1782 A.
43	904	Paul Weimann	Schwerin a. W.	555	Fürstenwalde	1231 A.
44	1329	Herbert Gorges	Nienburg	406	Magdebg.	1487 A.
45	1339	Alb. Sonnenschmidt	Alsleben	449	Halle	306 A.
46	1340	Herm. Wartenburg	Elster Kr. W /bg.	449	Hbg	169 A
47	1367	Alb. Stock	Nienburg	569	Tetschen	1183 A
48	1370	Charl. Schlieter	Nienburg	373	Magdebg.	2085 A
49	1406	Carl Ahlgrimm	Hamburg	522	Hbg.	7328 A
50	1411	Gottfr. Graff	Hamburg	574	Meissen	398 A.
51	1422	Otto Heldmann	Hamburg	554	Magdebg.	2086 A.
52	1469	Wilh. Todte	Aken	498	Hbg.	7728 A.
53	1472	Rosalie Wuddel	Hamburg	517	Hbg.	321 A.
54	1515	Gust. Willenberg	Hamburg	652	Hbg.	5733 A.
55	1604	Otto Bensch	Birnbaum	347	Hbg.	5806 A.
56	557	Ernst Dietrich-Hansa	Rathenow	619	Rathenow	781 A.
57	26	Franz Schulz	Marienwerder	234	Eberw.	1123 B.
58	548	Wilh. Klaus	Brettin	541	Magdebg.	5069 C.
59	807	Rud. Schneider	Berlin	527	Küstrin	594 C.
60	1420	Wilh. Schlode	Hamburg	544	Hbg.	5058 C.
61	1694	Karl Noack	Güntersburg	518	Breslau	1736 D.
62	130	Lud. Kuligowski	Grünberg a. W.	255	Aussig	1000 D.
63	553	Karl Hellwig	Wittkau	516	Fürstenw.	1286 D.
64	728	Heinr. Börnick	Hammer	561	Magdebg.	1006 D.
65	1320	Helene Kuhberg	Wittkau	500	Cosel	1917 D.
66	1687	Friedr. Becker	Breitenhagen	544		2496 D.
67	106	Max Fitzke	Landsberg /W.	227	Posen	202 E.
68	148	Herm. Rissmann	Landsberg /W.	220	Landsbg.	245 E.
69	153	Friedr. Schlinke	Landsberg /W.	245	Posen	229 E.
70	31	Paul Hannemann	Charlottenburg	234	Thorn	321 E.
71	509	Friedr. Reinecke	Nienburg	457	Dessau	465 E.
72	542	Karl Krüger	Milow /H.	566	Hbg.	7811 E.
73	554	Gebr. Schulze	Nienburg a. /S.	399	Lübeck	653 E.
74	576	Herm. Hempel	Genthin	515	Hamburg	7313 E.
75	718	Emil Pietsch	Wesendorf	360	Magdeburg	1797 E.
76	720	Gustav Stutius	Fürstenberg /O.	533	Breslau	1055 E.
77	757	Aug. Wittchen	Fürstenberg /O.	510	Berlin	4315 E.
78	815	Otto Bohlmann	Alt Barp	491	Cosel	2091 E.
79	907	Paul Buchholz	Stettin	282	Posen	177 E.
80	1378	Friedr. Jahn	Nienburg	373	Dessau	23 E.
81	1531	Walthar Pinnow	Hamburg	318	Cosel	2055 E.
82	1637	Rob. Peters	Nienburg	450	Dessau	420 E.
83	761	Karl Kuhnert	Gr. Neuendorf	304	Cosel	1405 F.
84	770	Paul Ziegast	Fürstenberg /O.	518	Breslau	672 G.
85		Herm. Brochloh	Kappe	230	Hbg	7809 E.
86		Otto Witzke	Brenkenhofsbruch		Ebersw.	1490 E.
87		Alb. Schnack	Bredereiche	236	Zehdenick	2078 E.
88		Karl Speer	Wettin	380	Magdebg.	1526 E.
89		Wilh. Mohntke	Zootzen	229	Bromberg	890 E.
90		Otto Schön	Güstebiesen	232	Magdebg.	2128 E.
91		Julius Riemann	Bellinchen /O.	220	Magdebg.	2035 E.

<i>Lfd.</i>	<i>Kr. No</i>	<i>Name.</i>	<i>Heimatshafen.</i>	<i>E. T. Vermessung.</i>		<i>Bemerkungen.</i>
<i>N° de Série.</i>	<i>Numéro.</i>	<i>Nom.</i>	<i>Port d'attache.</i>	<i>Tonnage.</i>		<i>Observations.</i>
<i>Serial No.</i>	<i>Local No.</i>	<i>Name.</i>	<i>Home-port.</i>	<i>Tonnage</i>		<i>Observations.</i>
92		Franz Brüning	Gottschimmerbruch	212	Stettin	2714 E.
93		Paul Schröder	Stettin	250	Bromberg	773 E.
94		Friedrich Koch	Fürstenberg d. M.	222	Thorn	268 E.
95		Gust. Winkel	Gronewald	227	Bromberg	796 E.
96		Paul Kottenbeutel	Neu Beelitz	224	Bromberg	764 E.
97		Herm. Grimmig	Berlin	227	Fürstenwalde	1548 E.
98		Jul. Blawert	Klementenschleuse	221	Berlin	5624 E.
99		Karl Zimmermann	Hamburg	250	Küstrin	618 E.
100		Reinh. Meyerhoff	Schützensorge	226	Berlin	4515 E.
101		Otto Baage	Zehdenick	235	Breslau	2607 H.
102		Otto Bothe	Zellin	218	Ebersw.	1709 H.
103		Emil Templiner	Hammer	240	Ebersw.	1499 H.
104		Aug. Tiede	Zerpenschleuse	237	Berlin	4524 H.
105		Gust. Runge	Müllrose	235	Berlin	4700 H.
106	612	Thomas Noch	Nienburg	208	Bromberg	820 I
107	1426	Wlad Engelhardt	Hamburg	522	Hamburg	7444 I
108	809	Rud. Nikoleiski	Pol. Steina	407	Breslau	2365 I
109	11	Jon. Kuligowski	Grünberg /W.	215	Posen	243 D.
110	732	Paul Püpke	Zäckerick	586	Magdeburg	1429 D.
111	703	Emil Zeidler	Stettin	586	Aussig	1197 D.
112	558	Alb Dietrich	Gr. Dölln	531	Stettin	1980 D.
113	1505	Friedr. Hoppe	Hamburg	632	Hamburg	5170 G.
114		Gust. Neubauer	Neu Beelitz	218	Cosel	2577 E.

A. Lebensmittel gef. in Bromberg. — Denrées alimentaires à Bromberg. — Foodstuffs at Bromberg.

B. Lebensmittel gef. in Czarnikau. — Denrées alimentaires à Czarnikau. — Foodstuffs at Czarnikau.

C. Lebensmittel gef. in Graudenz. — Denrées alimentaires à Graudenz. — Foodstuffs at Graudenz.

D. Von Polen beschlagnahmt und in Fahrt gesetzt. — Réquisitionnés et mis en route par la Pologne. — Seized and navigated by Poland.

E. In Bromberg. — A Bromberg. — At Bromberg.

F. In Usch. — A Usch. — At Usch.

G. In Graudenz. — A Graudenz. — At Graudenz.

H. In Czarnikau. — A Czarnikau. — At Czarnikau.

I. Fahren für Polen. — Naviguant sous pavillon polonais. — Used by Poland.

Folgende Dampfer haben für Polen Lebensmittel Transporte ausgeführt.

LES VAPEURS SUIVANTS ONT PORTÉ DES CARGAISONS DE DENRÉES ALIMENTAIRES POUR LA POLOGNE.

THE FOLLOWING VESSELS HAVE CARRIED FOODSTUFFS FOR POLAND.

	(1.)	Borussia	Hermann & Co	Stettin
	(2.)	Ella	Klempin	Hohensaaten
	(3.)	Friedrich	H. Bestmann	Hamburg
	(4.)	Lottchen	Blawert	Fürstenberg a /O.
in	(5.)	Elsa-Erna	Zolchow	Sachsenhausen /Mark
Bromberg.	(6.)	Viktor	Karl Winterling	Breslau
	(7.)	Viktoria	Gebr. Genrich & Gabelen	Havelberg
	(8.)	Walter	Jäger & Sohn	Stettin
	(9.)	Johann	Hermann & Cie	Stettin
	(10.)	Kaiser Wilhelm II	Vereinigte Warthe Schifffahrt	Posen

In Ostpreussen befindliche westdeutsch beheimatete Kähne.

BATIMENTS ORIGINAIRES DE L'ALLEMAGNE OCCIDENTALE ET SE TROUVANT EN PRUSSE ORIENTALE.

VESSELS REGISTERED IN WESTERN GERMANY WHICH ARE AT PRESENT IN EAST PRUSSIA.

Lfd. No de Série.	Kr. No	Name.	Heimatshafen.	E. T. Vermessung.	Bemerkungen.
Serial No.	Local No.	Name.	Home-port.	Tonnage.	Observations.
1	664	Joh. Riemer	Stettin	229 Hamburg	1 A.
2	512	Franz Speer	Wettin /S	351 Hamburg	391 B.
3	570	Aug. Hoffmann	Wettin /S	382 Harburg	158 B.
4	920	Rich. Schulz	Landsberg /W	593 Magdeburg	2074 B.
5	1332	Aug. Neuber	Nienburg	351 Köpenick	1695 B.
6	1	Otto Tarun	Hälse	224 Hamburg	1074 C.
7	134	Friedr. Manthey	Lunow	248 Stettin	2452 C.
8	157	Aug. Schulz	Eichhorst	219 Posen	250 C.
9	713	Friedr. Jensch	Küstrin	546 Stettin	2511 C.
10	1391	Jul. Schaaf	Neuruppin	402 Magdebg.	1891 C.
11	1464	Karl Schade	Hamburg	554	6747 C.
12	840	Herm. Schlensog	Ratwitz	488 Cosel	1768 C.
13	733	Karl Feske	Colonie Berg	469 Magdebg.	1831 D.
14	778	Herm. Ganskow	Zehdenick	586 Stettin	1754 D.
15	1301	Friedr. Brödel	Barby	458 Halle	313 D.
16	1445	Gust. Kabelitz	Schnackenburg	571 Furstenw.	1228 D.
17	1425	Aug. Langerwisch	Hamburg	569 Magdebg.	2113 D.
18	1669	Paul Höppner	Nienburg	380 Berlin	5226 A.
19	710	Karl Schiergott	Malz /O	458 Magdebg.	1488 E.
20	1707	Martin Jersch	Mucrena	389 Lübeck	646 B.
21	740	Jul. Schmidt	Liebental	519 Fürstenw.	1319 D.
22	783	Ernst Rabold	Klosterfelde	608 Rathenow	539 D.
23	1462	Emil Sixdorf	Hamburg	530 Hamburg	5008 D.
24	1558	Julian Rumm	Stralau	458 Hamburg	4577 D.
25	1712	Herm. Ihrke	Gr. Dölln	428	1714 D.
26	1713	Jul. Michaelis	Charlottenburg	613 Köpenick	1541 D.

A. Lebensmittel in Königsberg. — Denrées alimentaires à Königsberg. — Foodstuffs at Königsberg.

B. Lebensmittel in Marienburg. — Denrées alimentaires à Marienburg. — Foodstuffs at Marienburg.

C. Lebensmittel bei Montauer, Spitze-Weissenberg-Pieckel. — Denrées alimentaires près de Montauer, Spitze-Weissenberg-Pieckel. — Foodstuffs near Montauer, Spitze-Weissenberg-Pieckel.

D. Lebensmittel in Elbing. — Denrées alimentaires à Elbing. — Foodstuffs at Elbing.

E. Lebensmittel in Tilsit. — Denrées alimentaires à Tilsit. — Foodstuffs at Tilsit.

In Danzig befindliche westdeutsch beheimatete Kähne.

BATIMENTS ORIGINAIRES DE L'ALLEMAGNE OCCIDENTALE ET SE TROUVANT A DANZIG.

VESSELS REGISTERED IN WESTERN GERMANY WHICH ARE AT PRESENT AT DANZIG.

<i>Lfd.</i>	<i>Kr. N°</i>	<i>Name.</i>	<i>Heimatshafen.</i>	<i>E. T. Vermessung.</i>	<i>Bemerkungen.</i>
N° de Série.	Numéro.	Nom.	Port d'attache.	Tonnage.	Observations.
<i>Serial No.</i>	<i>Local No.</i>	<i>Name.</i>	<i>Home-port.</i>	<i>Tonnage.</i>	<i>Observations.</i>
1	12	Wilhelm Riemann	Landsberg a /W.	256 Magdebg.	1653 A.
2	19	Waldemar Krüger	Stettin	225 Gömitz	143 A.
3	32	Wilh. Grothe	Hamburg	233 Berlin	5224 A.
4	104	Alb. Erxleben	Zerpenschleuse	245 Lübeck	612 A.
5	109	Adolf Gericke	Hammer	240 Aussig	1070 A.
6	522	Wilh. Lappe	Nienburg	420 Dessau	489 A.
7	527	Heinrich Stelzer	Wettin	421 Magdebg.	1245 A.
8	532	Wilh. Haase	Alsleben	438 Halle	488 A.
9	571	Crist. Schulze	Schönebeck	342 Magdebg.	438 A.
10	590	Wilh. Döbler	Mönkebude	447 Dessau	396 A.
11	602	Rob. Berndt	Hamburg	223 Hbg.	444 A.
12	607	Franz Frohloff	Landsberg /W.	236 Hbg.	7956 A.
13	623	Paul Topper	Brenkenhofsbruch	215 Ebersw.	1719 A.
14	667	Karl Langmeyer	Ribbeck	229 Danzig	1157 A.
15	670	Wilh. Fiedler	Berlin	278 Hbg.	601 A.
16	779	Walt. Fichtmann	Zellin	433 Breslau	2042 A.
17	804	Ernst Henneres	Fürstenberg /O.	329 Cosel	2132 A.
18	826	Paul Geiger	Maltsch /O.	519 Brombg.	800 A.
19	849	Franz Riemer	Stallnau	329 Breslau	2039 A.
20	1101	Emil Dalchau	Nienburg /S.	385 Halle	421 A.
21	1306	Herm. Sauer	Nienburg	443 Halle	334 A.
22	1336	Wilh. Ackermann	Alsleben	361 Dessau	439 A.
23	1377	Friedr. Näbert	Alsleben	414 Halle	406 A.
24	1386	Franz Linder	Nienburg	379 Hbg.	5787 A.
25	1502	Herm. Benecke	Hamburg	664 Magdebg.	2117 A.
26	1535	Otto Grosse	Hamburg	543 Magdebg.	1192 A.
27	1618	Wilhelm Euen	Pritzerbe	341 Breslau	4059 A.
28	1629	Adolf Weber	Halle a /S.	374 Dessau	454 A.
29	1624	Hermann Krüger	Gr. Neuendorf	586 Fürstenw.	979 A.
30	1681	Gustav Sinner	Wilkau	396 Hbg.	396 A.
31	1691	Alb. Klaus	Nienburg	399 Dessau	11 A.
32	30	Otto Schulze	Zerpenschleuse	224 Berlin	3762
33	145	Wilh. Peters	Zootzen	245 Zehdenick	2113
34	151	Gust. Sixdorf	Zerpenschleuse	269 Ebersw.	65
35	155	Otto Schmidt	Küstrin	239 Cosel	140
36	734	Rud. Haase	Kienitz	520 Magdebg.	1994
37	744	Rud. Götzke	Berlin	585 Cosel	2523
38	759	Paul Halle	Kalkberge	578 Danzig	1133
39	766	Karl Menke	Neusalz	533 Breslau	1691
40	774	Adolf Dietrich	Gr. Dölln	589 Stettin	2361
41	837	Ernst Schulz	Zeltendorf	446	3930
42	842	Ernst Riester	Beuthen O. S.	362 Glogau	2112

A. Lebensmittel gef. — Denrées alimentaires. — Foodstuffs.

<i>Lfd.</i>	<i>Kr. No</i>	<i>Name.</i>	<i>Heimatshafen.</i>	<i>E. T. Vermessung.</i>		<i>Bemerkungen.</i>
N ^o de Série.	Numéro.	Nom.	Port d'attache.	Tonnage.		Observations.
<i>Serial No.</i>	<i>Local No.</i>	<i>Name.</i>	<i>Home-port.</i>	<i>Tonnage.</i>		<i>Observations.</i>
43	1002	Paul Janetzki	Neubehlitz	557	Danzig	881
44	1313	Christl. Würfel	Gr. Rosenberg	579	Hbg.	7719
45	1322	Heinr. Wolter	Nienburg	465	Dessau	402
46	1349	I. C. Ritter	Königstein	515	Lübeck	650
47	1373	Karl Schmidt	Nienburg	357	Dessau	410
48	1407	Paul Kalwitz	Hamburg	523		440
49	1413	Gust. Otto	Hamburg	570	Fürstenw.	1215
50	1419	Alb. Bertz Erben	Hamburg	553	Hbg.	7627
51	1416	Alb. Zech	Hamburg	530	Hbg.	571
52	1438	Wilh. Kunkel	Hamburg	494	Hbg.	4058
53	1442	Artur Seiler	Hamburg	520	Hbg.	157
54	1499	Arnold Pastorino	Hamburg	663	Hbg.	6840
55	1504	Friedr. Nagel	Hamburg	388	Hbg.	6315
56	1516	Oswald Merke	Hamburg	474	Hbg.	381
57	1532	Alb. Hoffmann	Hamburg	482	Hbg.	1586
58	1562	Rud. Bodin	Hamburg	535	Hbg.	453
59	1574	Alb. Rückert	Hamburg	424		6291
60	1616	Friedr. Held	Nienburg	381	Tilsit	591
61	1645	Ferd. Weiss	Hamburg	693	Havelberg	1343
62	1651	Reinh. Vehlow	Hamburg	412	Berlin	4528
63	1676	Emil Liske	Neusalz	274	Breslau	2556
64	1695	Paul Bretag	Günthersburg	579	Fürstenw.	1461
65		Herm. Sommerfeld		218	Stettin	2631
66		Emil Haak			Ebersw.	1493
67		Karl Richter	Tschiefer		Fürstenw.	812

ZESTAWIENIE BERLINEK ZAREKWIROWANYCH PRZEZ DOWÓDZTWO PORTU I
ZNAJDUJĄCYCH SIĘ OBECNIE W KANALE BYDGOSKIM.
TABLEAU DES CHALANDS RÉQUISITIONNÉS PAR LE COMMANDEMENT DU PORT ET
QUI SE TROUVENT ACTUELLEMENT DANS LE CANAL DE BYDGOSZCZ.

Nr. N ^o .	Nazwisko.	Ilość. Quantité. Ton.	Uwagi. Remarques.
Berlinki. Berlinki.	Nom. Berlinki.	Właściciela.	
6219 Hamburg Friedrichs- thal	Hedwig Nr. 30. wykazu umowy du tableau	Friedrich Jacob, Kwit rekwizycji Nr. 964 Certificat de réquisition N ^o 964	213,07 Właściciel berlinki jest w Niemczech. Berlinka stoi próżna. Sternik wyznaczony przez P. Z. P. — <i>Le propriétaire du chalant est en Allemagne. Le chalant est vide et sans pilote. Le pilote est désigné par le P. Z. P.</i>
773 Bromberg	Nr. 93 wykazu umowy du tableau	Paul Schröder Kw. R. Nr. 964 Certificat de réquisition N ^o 964	230 Właściciel w Niemczech. — Berlinka stoi próżna i bez sternika. — <i>Le propriétaire du champ est en Allemagne. Le chalant est vide et sans pilote.</i>
1231 Fürstenwal- de	Elisabeth Nr. 43 wykazu umowy du tableau	Paul Weimann Kw. R. Nr. 782 Certificat de réquisition N ^o 964	533 Właściciel w Niemczech. Berlinka została uszkodzona przez Bolszewików, jest obecnie w reperaturacji u Canotha. Sternik jest na berlinie. — <i>Le propriétaire est en Allemagne. Le chalant a été endommagé par les Bolchévistes et est actuellement en réparation chez Canotha. Le pilote est sur le chalant.</i>
7728 Hamburg	Martha Nr. 32 wykazu umowy du tableau	Wilhelm Todte Kw. R. Nr. 751 Certificat de réquisition N ^o 751	498 Właściciel w Niemczech. Berlinka uszkodzona przez Bolszewików i w reperaturacji u Canotha. Sternik jest na berlinie. — <i>Le propriétaire est en Allemagne. Le chalant a été endommagé par les Bolchévistes et est actuellement en réparation chez Canotha. Le pilote est sur le chalant.</i>
1490 Eberswalde	Mariechen Nr. 86 wykazu umowy du tableau	Otto Witzke Kw. R. Nr. 861 Certificat de réquisition N ^o 861	230 Właściciel w Niemczech. Berlinka przybyła z Gdańska. Ładunek materjały żelazne. Sternik na berlinie. — <i>Le propriétaire est en Allemagne. Le chalant est venu de Dantzig. La cargaison consiste en fer. Le pilote est sur le chalant.</i>
2035	Nr. 91 wykazu umowy du tableau	Julius Riemann Kw. R. Nr. 847 Certificat de réquisition N ^o 847	220 Właściciel w Niemczech. Sternik na berlinie. Ładunek torfu do Włocławka. — <i>Le propriétaire est en Allemagne. Le pilote est sur le chalant. La cargaison est de la tourbe pour la ville de Włocławek.</i>
4315	Nr. 77 wykazu umowy du tableau	August Wittchen Kw. R. Nr. 873 Certificat de réquisition N ^o 873	510 Właściciel w Niemczech. Sternik na berlinie. Ładunek torfu do Gdańska. — <i>Le propriétaire est en Allemagne. Le pilote est sur le chalant. La cargaison est de la tourbe pour Dantzig.</i>
Parowiec : Bateau à vapeur	Johann	Nr. 9 spisu umowy d'après le contrat	Stoją na Noteci po niemieckiej stronie pod Czarnkowem. — <i>Stationnés sur la Notec à la côte allemande près Czarnkow.</i>
Parowiec : Bateau à vapeur	Kaiser Wilhelm II.	Nr. 10 spisu umowy d'après le contrat	

ZESTAWIENIE Z DNIA 2 LISTOPADA 1920.

TABLEAU DU 2 NOVEMBRE 1920.

Zestawił : RZCINIEWSKI,
Inspektor dróg wodnych w Bydgoszczy.

Fait par RZCINIEWSKI,
Inspecteur des voies luviales à Bydgoszcz.

LIST
OF BARGES REQUISITIONED BY THE HARBOUR COMMAND AND AT PRESENT IN THE
BYDGOSZCZ CANAL.

No.	Name of barge.	Name of Owner.	Tonnage.	Remarks.
6219 Hamburg Friedrichsthal	Hedwig No. 30 on table of agreement	Friedrich Jacob requisition certificate No. 964	213.07	The owner of the barge is in Germany. The barge is empty and without pilot. The pilot is selected by the P. Z. P.
773 Bromberg	No. 93 on table of agreement	Paul Schröder requisition certificate No. 964	230	The owner of the barge is in Germany. The barge is empty and without pilot.
1231 Fürstenwalde	Elizabeth No. 43 on table of agreement	Paul Weimann requisition certificate No. 782	533	The owner is in Germany. The barge was damaged by the Bolsheviks and is at present undergoing repairs at Canotha's. The pilot is on board.
7728 Hamburg	Martha No. 32 on table of agreement	Wilhelm Todte requisition certificate No. 751	498	The owner is in Germany. The barge was damaged by the Bolsheviks and is at present undergoing repairs at Canotha's. The pilot is on board.
1490 Eberswalde	Mariechen No. 86 on table of agreement	Otto Witzke requisition certificate No. 861	230	The owner is in Germany. The barge came from Danzig, and has a cargo of iron. The pilot is on board.
2035	No. 91 on table of agreement	Julius Riemann requisition certificate No. 847	220	The owner is in Germany. The pilot is on board. The cargo is peat for the town of Wlocluwka.
4315	No. 77 on table of agreement	August Wittchen requisition certificate No. 873.	510	The owner is in Germany. The pilot is on board. The cargo is peat for Danzig.
Steamboat	Johann	No. 9		Moored on the German side of the Notec near Czamkow.
Steamboat	Kaiser Wilhelm II	No. 10 on the agreement.		

LIST IN DATE OF NOVEMBER 2nd, 1920.

Done by RZCINIEWSKI,
Inspector of Waterways at Bydgonzcy.

No. 82.

ALLEMAGNE ET POLOGNE

Protocole sur l'entrée en vigueur de
l'accord Germano - polonais sur
l'échange des prisonniers de guerre,
signé à Berlin le 23 novembre 1920.

GERMANY AND POLAND

Protocol giving effect to the German-
Polish agreement concerning the
exchange of prisoners signed at
Berlin on November 23, 1920.

TEXTE ALLEMAND — GERMAN TEXT TEXTE POLONAIS — POLISH TEXT.

No. 82. — RECHTSKRÄFTIGES
PROTOKOLL VOM DEUTSCH-
POLNISCHEM ABKOMMEN
ÜBER DEN GEFANGENENAUS-
TAUSCH, GEZEICHNET IN
BERLIN DEN 23. NOVEMBER
1920.

No. 82. — PROTOKUŁ OBOWIĄ-
ZUJĄCY Z UGODY POLSKO —
NIEMIECKIEJ DOTYCZĄCEJ
WYMIANY UWIEZIONYCH. —
PODPISANY W BERLINIE DNIA
23 — GO LISTOPADA 1920 ROKU.

Textes officiels allemand et polonais, communiqués par le Ministre des Affaires Etrangères d'Allemagne et par la Délégation polonaise auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de ce protocole a eu lieu le 31 janvier 1921.

German and Polish official texts forwarded by the German Minister for Foreign Affairs and by the Polish Delegation at the League of Nations. The registration of this protocol took place on January 31, 1921.

Die ordnungsmässig bevollmächtigten Unterzeichneten nämlich :

Für die Deutsche Regierung der Vortragende Rat im Auswärtigen Amt, Wirklicher Legationsrat VON KESSLER,

für die Polnische Regierung der Bevollmächtigte Minister and ausserordentliche Gesandte, Geschäftsträger der Polnischen Republik, Ignacy SZEBEKO,

haben im Auftrage ihrer Regierungen, die von dem Wunsche einer möglichst baldigen Erledigung der schwebenden Gefangenenfragen und einer Durchführung des Gefangenen austausches auf breitester Basis geleitet sind, nachstehendes vereinbart :

I.

Die in dem Gebiete eines der beiden Vertrags- teile verhafteten Staatsangehörigen des anderen Vertragsteiles sind gemäss den dafür gültigen allgemeinen gesetzlichen Bestimmungen unverzüglich nach der Verhaftung dem gesetzlichen Richter vorzuführen. Soweit sie ihren Wohnsitz im Heimatsstaate haben, sind sie dorthin entweder nach der Entlassung durch die untersuchungsführende Behörde oder nach Verbüssung der rechtskräftig erkannten Strafe

Niżej podpisani upelnomocnieni, a mianowicie: w imieniu Rządu Polskiego :

Ignacy SZEBEKO,
Minister Pełnomocny i Poseł Nadzwyczajny,
Chargé d'Affaires Rzeczypospolitej Polskiej
w Berlinie.

W imieniu Rządu Niemieckiego,
VON KESSLER.

Radca referujący w Ministerjum dla Spraw Zewnętrznych, Rzeczywisty Radca legacyjny, zawarli z polecenia swych Rządów, które kierowane są życzeniem jaknajrychlejszego załatwienia spraw dotyczących uwiezionych i przeprowadzenia wymiany tychże na jaknajszerszej podstawie, następującą ugode :

I.

Obywatele jednego z Państw zainteresowanych, którzy zostali zaarrestowani na terytorjum drugiego państwa zainteresowanego, winni być według obowiązujących w tym wypadku ogólnych przepisów prawnych, niebawem po zaarrestowaniu, przesłuchani przez sędziego kompetentnego. O ile zamieszkują w Państwie, do którego są przynależni, winni być po uwolnieniu przez władzę przeprowadzającą śledztwo, lub też po odbyciu prawnie wymierzonej kary,

unverzüglich auf dem unter Ziffer 3 bezeichneten Wege zu entlassen.

2.

Die Bearbeitung der Gefangenenangelegenheiten wird bei beiden Regierungen vereinheitlicht. Alle hierauf bezüglichen Verhandlungen sollen in Berlin zwischen einem Bevollmächtigten des Auswärtigen Amts und einem Bevollmächtigten der Polnischen Gesandtschaft, in Posen zwischen einem Bevollmächtigten des Deutschen Konsulats und einem Spezialbevollmächtigten der Polnischen Regierung geführt werden. Die Regelung der Einzelheiten bleibt diesen Bevollmächtigten überlassen.

3.

Alle für den Austausch in Frage kommenden Gefangenen werden deutscherseits in Frankfurt a./O. und, soweit Teile des Deutschen Reichs östlich des Korridors in Frage kommen, in Marienwerder, polnischerseits in Posen gesammelt. In Polen verhaftete deutsche Reichsangehörige, die in den Teilen östlich des Korridors ihren Wohnsitz haben, sollen polnischerseits nicht über Bentschen, sondern über Garnsee abgeschoben werden.

4.

Ueber den Austausch und den Abschub von Gefangenen sollen Listen geführt werden; diese Listen sollen den zuständigen Behörden der Sammelstellen in Frankfurt a./O. bzw. Posen übermittelt werden.

Falls es ausnahmsweise aus Zweckmäßigkeitsgründen wünschenswert scheint, die abzuschubenden Gefangenen nicht über die Sammelstellen auszutauschen, sondern auf dem kürzesten Wege zur Grenze zu bringen, so sollen die in Ziffer 2 benannten Bevollmächtigten des andern Vertragsteils hiervon rechtzeitig vorher benachrichtigt werden, damit die zuständige Grenzstelle dieses Vertragsteils von dem Eintreffen der Gefangenen benachrichtigt werden kann und in der Lage ist, die Gefangenen abzunehmen. Die Abnahme soll gegen Quittung erfolgen, die im Falle des Abschubs gefangener Polen der Sammelstelle Frankfurt a./O., gefangener Deutscher der Sammelstelle in Posen zu übersenden ist.

Die zurzeit nach den vorstehenden Abmachungen abzuschubenden Gefangenen sollen unver-

züglich odstawieni na drodze przewidzianej pod liczbą 3. tego protokołu.

2.

Obydwa rządy ujednostajniają załatwienie spraw dotyczących uwięzionych. Wszelkie pertraktacje dotyczące uwięzionych mają być prowadzone w Berlinie pomiędzy pełnomocnikiem Poselstwa Polskiego i pełnomocnikiem Ministerjum dla Spraw Zewnętrznych, w Poznaniu zaś pomiędzy specjalnym pełnomocnikiem Rządu Polskiego, a pełnomocnikiem Konsulatu Niemieckiego. Załatwienie szczegółów pozostawia się wyżej wymienionym pełnomocnikom.

3.

Wszyscy uwięzieni podlegający wymianie, zostają skierowani ze strony Polskiej do Poznania, ze strony Niemieckiej zaś do Frankfurtu n.O. i do Kwidzyna, o ile wchodzi na rachubę części Rzeszy Niemieckiej, położone na wschód od Korytarza Polskiego. Obywatele niemieccy, których zaaresztowano w Polsce, a którzy mieszkają na ziemiach na wschód od Korytarza położonych, mają być odstawieni ze strony polskiej do granicy nie w Zbąszyniu, lecz w Gardeji.

4.

Winne być prowadzone spisy uwięzionych podlegających wymianie, zarówno jak i tych, którzy zostają odstawieni do granicy. Spisy te mają być przesyłane odnośnym władzom punktów zbornych w Poznaniu i w Frankfurcie n.O.

O ile wyjątkowo ze względów praktycznych nie zalecałoby się odstawić uwięzionych z jednej strony przez punkty zborne, lecz odeśłać ich drogą najkrótszą do granicy, natenczas upelnomocnieni drugiej strony, wymienieni pod liczbą 2., winni być o tem zawczasu zawiadomieni, aby odnośna władza graniczna teje strony mogła być zawiadomiona o przybyciu uwięzionych i aby była w możności ich przyjąć. Przejęcie następuje za pokwitowaniem, które należy przesać punktowi zbornemu we Frankfurcie n.O., o ile chodzi o odstawienie uwięzionych Polaków, a punktowi zbornemu w Poznaniu, o ile chodzi o uwięzionych Niemców.

Uwięzieni mający być odstawieni na podstawie tego protokołu obowiązującego, winni

züglich ausgetauscht werden. Es besteht Einverständnis darüber, dass hierbei auf einen Austausch Kopf für Kopf von beiden Vertragsteilen verzichtet wird.

być natychmiast wymienieni. Obie strony są zgodne, że przy tej wymianie rezygnule się z zasady wymiany głowę za głowę.

5.

Das in diesem rechtskräftigen Protokoll festgelegte Abkommen ist gültig auf die Dauer von 6 Monaten, vom Tage der Unterzeichnung des Protokolls gerechnet; es kann einen Monat vor Ablauf dieser Frist gekündigt werden. Im Falle der Nichtkündigung des Abkommens seitens eines der Kontrahenten läuft es automatisch von Monat zu Monat weiter.

Ausgefertigt in deutscher und polnischer Urschrift.

Berlin, den 23. November 1920.

(gezeichnet) v. KESSLER,

Wirkl. Legationsrat.

(gezeichnet) IGNAZ SZEBEKO,

Ministre de Pologne.

5.

Ugoda, spisana w tym protokole obowiązującym jest ważną na przeciąg 6 miesięcy, počawszy od daty podpisania protokołu; może być wypowiedziana na miesiąc przed upływem terminu wyżej wymienionego. W razie niewypowiedzenia jej przez jedną ze stron kontraktujących, przedłuża się automatycznie z miesiąca na miesiąc.

Sporządzone w dwóch prawomocnych pierwowpisach w języku polskim i niemieckim;

Berlin, dnia 23 listopada 1920 roku.

(podpisano) Ignacy SZEBEKO.

(podpisano) von KESSLER.

Za zgodność z oryginałem.

Berlin d. 30 listopada 1920 r.

(podpisano) R. WEBER.

nacz. Kanc

TRADUCTION ¹ — TRANSLATION.

No. 82. — PROTOCOLE SUR L'ENTRÉE EN VIGUEUR DE L'ACCORD GERMANO-POLONAIS SUR L'ÉCHANGE DES PRISONNIERS DE GUERRE, SIGNÉ A BERLIN, LE 23 NOVEMBRE 1920.

Les soussignés,

Pour le Gouvernement allemand, M. von KESSLER, Conseiller de Légation en fonctions (Wirklicher Legationsrat und Vortragender Rat), et

No. 82. — PROTOCOL GIVING EFFECT TO THE GERMAN-POLISH AGREEMENT CONCERNING THE EXCHANGE OF PRISONERS, SIGNED AT BERLIN ON NOVEMBER 23, 1920.

The Undersigned,

For the German Government, Councillor von KESSLER (Wirklicher Legationsrat und Vortragender Rat), of the Ministry for Foreign Affairs,

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

pour le Gouvernement polonais, M. Ignacy SZEBEKO, Ministre Plénipotentiaire, Envoyé Extraordinaire, Chargé d'Affaires de la République Polonaise.

dûment autorisés et conformément aux instructions de leurs Gouvernements inspirés par le désir d'arriver à un règlement aussi prompt que possible des questions en suspens relatives aux prisonniers de guerre, et à l'application dans l'esprit le plus large, de l'échange de ces prisonniers, ont convenu de ce qui suit :

I.

Les ressortissants de chacune des parties contractantes arrêtés sur le territoire de l'une ou l'autre partie, seront remis suivant les règlements et lois généralement en vigueur, aussitôt après leur arrestation, au juge compétent. S'ils ont un domicile dans leur patrie respective, ils y seront dirigés immédiatement, par les voies désignées au § 3, aussitôt après qu'ils auront été relâchés par les autorités chargées de l'enquête ou qu'ils auront purgé la peine à laquelle ils auront été régulièrement condamnés.

2.

Les deux Gouvernements prendront des mesures pour unifier les dispositions relatives aux prisonniers de guerre. Toutes les négociations qui s'y rapportent seront conduites d'une part à *Berlin*, entre un fonctionnaire autorisé du Ministère des Affaires Etrangères allemand et un représentant de l'Ambassade polonaise, d'autre part, à *Posen*, entre un représentant du Consulat allemand et un représentant spécialement muni de pleins pouvoirs du Gouvernement polonais. Le soin de régler les détails leur sera confié.

3.

Tous les prisonniers destinés à être échangés seront rassemblés du côté allemand à Francfort sur l'Oder, et pour la partie à l'est du corridor, à Marienwerder ; du côté polonais, à Posen. Les ressortissants allemands détenus en Pologne, qui sont domiciliés à l'est du corridor, ne devront pas être dirigés de Pologne sur leur patrie par Bentschen, mais par Garnsee.

for the Polish Government, M. Ignacy SZEBEKO, Minister Plenipotentiary and Envoy Extraordinary, Chargé d'Affaires of the Polish Republic,

being duly authorised, under instructions from their Governments, which are actuated by a desire to arrive as soon as possible at a settlement of the questions pending with regard to prisoners and to carry out the exchange of prisoners on the broadest possible basis, have agreed as follows :

I.

Any nationals arrested on the territory of one of the Contracting Parties and belonging to the other Contracting Party shall, in accordance with the general legal regulations in force, be brought before the competent magistrate immediately after arrest. If they reside in their native country, they shall be returned to that country by the routes indicated in paragraph 3, immediately after having been released by the authorities examining the case, or after having served their legal sentence.

2.

The arrangements regarding prisoners taken by the two Governments shall be unified. All negotiations with reference to this matter shall be carried on in Berlin between a Representative of the Foreign Office and a Representative of the Polish Embassy, and in Posen between a Representative of the German Consulate and a special Representative of the German Consulate and a special Representative of the Polish Government. The arrangement of details shall be left in the hands of these Representatives.

3.

All prisoners to be exchanged shall be collected on the German side at Frankfurt-on-the-Oder, and, as regards the parts of the German Reich east of the corridor, at Marienwerder, and on the Polish side at Posen. German nationals who are imprisoned in Poland and whose place of abode is situated in the districts east of the corridor, shall be sent from Poland, not via Bentschen but via Garnsee.

4.

On établira des listes d'échange et de mise en route des prisonniers. Ces listes devront être remises aux autorités compétentes, placées à la tête des camps de concentration à Francfort sur l'Oder ou à Posen.

Si, exceptionnellement, et pour des raisons de convenance, il semble opportun de ne pas se servir des camps de concentration pour l'échange des prisonniers, et si on préfère les acheminer sur la frontière par la voie la plus courte, les représentants autorisés de l'autre partie contractante désignés au paragraphe 2, devront en être informés suffisamment à l'avance pour pouvoir avertir la station frontrière de leur pays de l'arrivée des prisonniers, et de la mettre en mesure de les expédier. Reçu devra être donné de l'expédition, et adressé, pour les prisonniers polonais, au camp de concentration de Francfort sur l'Oder, pour les prisonniers allemands, au camp de concentration de Posen. Les prisonniers à mettre en route, aux termes de la présente convention, doivent être échangés immédiatement. Les deux parties s'accordent à reconnaître qu'elles renoncent au principe de l'échange d'homme contre homme.

5.

La convention mise à exécution par le présent protocole, est valable pour une période de 6 mois, à dater du jour de la signature du protocole. Elle peut être dénoncée un mois avant l'expiration de ce délai. Au cas où ni l'une ni l'autre des parties contractantes ne dénoncerait la convention, son renouvellement se ferait automatiquement de mois en mois.

Original rédigé en allemand et en polonais.

Berlin, le 23 novembre 1920.

(signé) v. KESSLER,
*Conseiller de Légation
en fonctions.*

(signé) Ignaz SZEBEKO,
Ministre de Pologne.

4.

Lists shall be kept with regard to the exchange and despatch of prisoners; these lists shall be forwarded to the competent authorities of the concentration depots at Frankfurt-on-the-Oder or Posen.

Should it be deemed desirable, for reasons of expediency, and in exceptional cases not to exchange the prisoners to be despatched through the concentration depots, but to bring them to the frontier by the shortest route, the Representative of the other Contracting Party, named in Paragraph 2, shall be given due notice of such action, in order that the competent frontier-post of this Contracting Party may be informed of the despatch of the prisoners and may be in a position to take charge of them. This act shall take place on receipt of an acknowledgment which shall be forwarded in the case of the despatch of Polish prisoners to the concentration depot at Frankfurt-on-the-Oder and in the case of German prisoners to the concentration depot at Posen.

Prisoners still awaiting despatch in accordance with the foregoing arrangements shall be forthwith exchanged. It is hereby agreed that both parties renounce the principle of a man for man exchange.

5.

The Agreement put into force by this Protocol shall be valid for a period of six months, dating from the day on which the Protocol is signed; notice of its denunciation may be given one month before the expiration of this period. If neither of the Contracting Parties gives notice of the denunciation of this Agreement, it shall automatically continue in force from month to month.

Done in German and Polish.

Berlin, 23 November, 1920.

(Signed) v. KESSLER.
Wirklicher Legationsrat.

(Signed) IGNACY SZEBEKO.
Minister for Poland.

No. 83.

BELGIQUE ET SUÈDE

Echange de notes entre les Gouvernements belge et suédois portant renouvellement de la Convention internationale sur le transport de marchandises par chemin de fer, signée à Berne le 14 octobre 1890, ainsi que des Actes qui la complètent. Stockholm, les 3 et 5 janvier 1921.

BELGIUM AND SWEDEN

Exchange of Notes between the Belgian and the Swedish Governments concerning the Prolongation of the International Convention for the Transport of goods by rail, signed at Berne, Oct. 14 1890, together with all the relevant Acts. Stockholm, January 3 and 5, 1921.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 83. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS BELGE ET SUÉDOIS PORTANT RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION INTERNATIONALE SUR LE TRANSPORT DE MARCHANDISES PAR CHEMIN DE FER, SIGNÉE A BERNE, LE 14 OCTOBRE 1890, AINSI QUE DES ACTES QUI LA COMPLÈTENT. STOCKHOLM, LES 3 ET 5 JANVIER 1921.

Texte officiel français communiqué par le Ministre de Suède à Berne. L'enregistrement de l'échange de notes sus-mentionné a eu lieu le 1 février 1921.

MINISTÈRE
DES
AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

STOCKHOLM, le 3 janvier 1921.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Les pourparlers qui viennent d'avoir lieu entre le Gouvernement du Roi et le Gouvernement de Sa Majesté le Roi des Belges m'ont permis de constater que le Gouvernement de Sa Majesté le Roi des Belges serait disposé à renouveler la convention internationale sur le transport des marchandises par chemin de fer signée à Berne le 14 octobre 1890 et qui a été dénoncée par la Belgique, en date du 31 décembre 1918.

Pour constater l'accord entre nos deux Gouvernements, j'ai l'honneur, par la présente,

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

No. 83. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE BELGIAN AND THE SWEDISH GOVERNMENTS CONCERNING THE PROLONGATION OF THE INTERNATIONAL CONVENTION FOR THE TRANSPORT OF GOODS BY RAIL, SIGNED AT BERNE, OCTOBER 14, 1890, TOGETHER WITH ALL THE RELEVANT ACTS. STOCKHOLM, JANUARY 3 AND 5, 1921.

French official text forwarded by the Minister for Sweden at Berne. The registration of the above-mentioned exchange of notes took place on February 1, 1921.

MINISTRY
OF
FOREIGN AFFAIRS.

STOCKHOLM, January 3rd. 1921.

SIR,

As a result of the negotiations which have just taken place between the Government of the King and the Government of His Majesty the King of the Belgians, I understand that the Government of His Majesty the King of the Belgians is prepared to renew the International Convention for the Transport of Goods by Rail, signed at Berne on October 14th, 1890, which was denounced by Belgium on December 31st, 1918.

In order to place on record the agreement arrived at between our Governments I have

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

de déclarer officiellement que le Gouvernement du Roi est d'accord avec le Gouvernement de Sa Majesté le Roi des Belges pour renouveler purement et simplement la Convention de Berne du 14 octobre 1890 et les actes qui la complètent. Cet accord pourra être dénoncé d'année en année moyennant un préavis de trois mois. Cette dénonciation devra être faite au plus tard le 30 septembre pour avoir son effet le 1^{er} janvier suivant.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

(Signé) WRANGEL.

Monsieur MAY,
Envoyé Extraordinaire
et Ministre Plénipotentiaire
de Sa Majesté le Roi des Belges,
etc., etc., etc.

Pour copie conforme :
Stockholm
au Ministère des Affaires Etrangères,
le 11 janvier 1921.

The Secretary-General :
(Signé) W. BOSTRÖM.

LÉGATION DE BELGIQUE.
N^o 25.

STOCKHOLM, le 5 janvier 1921.

MONSIEUR LE COMTE,

En réponse à la lettre de Votre Excellence en date du 3 janvier 1921, j'ai l'honneur, pour constater l'accord entre nos deux Gouvernements, ainsi qu'il avait été prévu dans les pourparlers qui viennent d'avoir lieu entre le Gouvernement de Sa Majesté le Roi de Suède et le Gouvernement du Roi, de déclarer officiellement par la présente que le Gouvernement du Roi est d'accord avec celui de Sa Majesté le Roi de Suède pour renouveler purement et simplement la Convention de Berne du 14 octobre 1890 et les Actes qui la complètent.

Cet accord pourra être dénoncé d'année en année moyennant un préavis de trois mois.

the honour to announce officially that the Government of the King and the Government of His Majesty the King of the Belgians have agreed purely and simply to renew the Convention of Berne of October 14th, 1890, together with all the relevant Acts. This Agreement may be denounced from year to year on three months' notice being given. This denunciation must be announced at the latest by September 30th in order to come into effect on 1st January, following.

I have the honour to be, etc.

(Signed) WRANGEL.

To M. MAY,
Envoy Extraordinary
and Minister Plenipotentiary
of H. M. The King of the Belgians.

Stockholm,
at the Ministry for Foreign Affairs,
January 11th, 1921.
Certified Copy,

The Secretary-General,
(Signed) W. BOSTRÖM.

BELGIAN LEGATION.
N^o 25.

STOCKHOLM, January 5th, 1921.

SIR,

In reply to Your Excellency's letter, dated January 3rd, 1921, I now have the honour—in order to place on record the agreement arrived at between our two Governments as a result of the negotiations which have just been taking place between the Government of His Majesty the King of Sweden and the Government of the King—to announce officially that the Government of the King and that of His Majesty the King of Sweden have agreed purely and simply to renew the Convention of Berne of October 14th, 1890, together with all the relevant Acts.

This Agreement may be denounced from year to year on three months notice being given.

Cette dénonciation devra être faite au plus tard le 30 septembre pour avoir son effet le 1^{er} janvier suivant.

Je saisis cette occasion, Monsieur le Comte, pour renouveler à Votre Excellence les assurances de ma très haute considération.

(*Signé*) PAUL MAY.

Son Excellence

Monsieur le Comte WRANGEL,
Ministre des Affaires Etrangères,
etc., etc., etc.
STOCKHOLM.

Pour copie conforme :
Stockholm
au Ministère des Affaires Etrangères,
le 11 janvier 1921.

Le Secrétaire Général :
(*Signé*) W. BOSTRÖM.

This denunciation must be announced at the latest by September 30th, in order to come into effect on the 1st January following.

I have the honour to be, etc.

(*Signed*) PAUL MAY.

To His Excellency Count WRANGEL,

Minister for Foreign Affairs,
etc., etc.
STOCKHOLM.

Certified true Copy,
Stockholm,
at the Ministry for Foreign Affairs.
January 11th, 1921.

The Secretary-General,
(*Signé*) W. BOSTRÖM.

No. 84.

LIECHTENSTEIN ET SUISSE

Convention concernant l'exploitation du service postal, télégraphique et téléphonique de la Principauté de Liechtenstein par les soins de l'Administration des postes Suisses et de l'Administration des télégraphes et téléphones suisses, signée à Berne le 10 novembre 1920.

LIECHTENSTEIN AND SWITZERLAND

Agreement concerning the administration of the postal, telegraphic and telephone services in the Principality of Liechtenstein by the Swiss postal Administration and the Swiss telegraphic and telephonic Administration, signed at Berne, November 10, 1920.

TEXTE ALLEMAND — GERMAN TEXT.

No. 84. — UEBEREINKOMMEN BETREFFEND DIE BESOR- GUNG DES POST-, TELEGRA- PHEN - UND TELEPHON - DIENSTES IM FÜRSTENTUM LIECHTENSTEIN DURCH DIE SCHWEIZERISCHE POSTVER- WALTUNG UND DIE SCHWEI- ZERISCHE TELEGRAPHEN - UND TELEPHONVERWAL- TUNG¹, GEZEICHNET IN BERN DEN 10. NOVEMBER 1920.

No. 84. — CONVENTION CONCER- NANT L'EXPLOITATION DU SERVICE POSTAL, TÉLÉGRA- PHIQUE ET TÉLÉPHONIQUE DE LA PRINCIPAUTÉ DE LIECHTENSTEIN PAR LES SOINS DE L'ADMINISTRA- TION DES POSTES SUISSES ET DE L'ADMINISTRATION DES TÉLÉGRAPHES ET TÉLÉPHO- NES SUISSES¹, SIGNÉE A BER- NE, LE 10 NOVEMBRE 1920.

Textes officiels allemand et français commu- niqués par la Chancellerie Fédérale Suisse. L'enregistrement de cette Convention a eu lieu le 1^{er} février 1921.

German and French official texts forwarded by the Swiss Federal Chancery. The registra- tion of this Convention took place on Fe- bruary 1, 1921.

DER SCHWEIZERISCHE BUNDESRAT UND SEINE DURCHLAUCHT DER REGIERENDE FÜRST VON LIECHTENSTEIN im Geiste altnachbarlicher Freundschaft,

haben beschlossen, zum Zwecke der Besor- gung des Post-, Telegraphen- und Telephon- dienstes im Fürstentum Liechtenstein durch die schweizerische Post-, Telegraphen- und Telephonverwaltung, einen Vertrag abzuschlies- sen und haben zu ihren Bevollmächtigten ernannt :

LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE ET SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE PRINCE RÉGNANT DE LA PRIN- CIPAUTÉ DE LIECHTENSTEIN dans un esprit tra- ditionnel de bon voisinage,

ont résolu de conclure une Convention en vue d'assurer l'exploitation du service postal, télé- graphique et téléphonique de la Principauté de Liechtenstein par les soins de l'administration des postes, des télégraphes et téléphones suisses et ont désigné à cet effet leurs plénipotentia- res, savoir :

¹ L'échange des instruments de ratification a eu lieu à Berne, le 31 janvier 1921, et la conven- tion, conformément à l'article 19 ci-dessus, est entrée en vigueur le 1^{er} février 1921.

¹ The exchange of ratifications took place at Berne on January 31, 1921 and the Convention, in accordance with article 19, came into force on February 1, 1921.

DER SCHWEIZERISCHE BUNDESRAT,

Herrn Bundespräsident Dr. Jur. Giuseppe MOTTA, Vorsteher des Eidgenössischen Politischen Departementes,

SEINE DURCHLAUCHT DER REGIERENDE FÜRST VON LIECHTENSTEIN,

Herrn Dr. Jur. Emil BECK, Fürstlich Liechtensteinischer Geschäftsträger in der Schweiz,

die, nachdem sie ihre Vollmachten in guter und gehöriger Form befunden haben, über folgende Bestimmungen übereingekommen sind :

LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE :

M. Giuseppe MOTTA, docteur en droit, Président de la Confédération suisse, Chef du Département politique fédéral ;

SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE PRINCE RÉGNANT DE LA PRINCIPAUTÉ DE LIECHTENSTEIN :

M. Emile BECK, docteur en droit, Chargé d'Affaires de la Principauté de Liechtenstein en Suisse ;

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions ci-après :

ERSTER ABSCHNITT.

ALLGEMEINES.

Artikel 1.

Vertragsgegenstand.

Der Postdienst, einschliesslich Postchek und Postsparkassendienst, sowie der Telegraphen- und Telephondienst im Fürstentum Liechtenstein werden auf Rechnung des Fürstentums durch die schweiz. Postverwaltung und die schweiz. Telegraphen- und Telephonverwaltung besorgt.

Artikel 2.

Gültige Erlässe.

Die schweiz. Gesetze und Vorschriften über das Postwesen und das Telegraphen- und Telephonwesen, sowie die einschlägigen Verträge und Uebereinkommen der Schweiz mit fremden Ländern gelten im Fürstentum Liechtenstein in gleicher Weise wie in der Schweiz.

Artikel 3.

Strafgerichtliche Zuständigkeit.

Die Uebertretungen der fiskalischen Bundesgesetze werden, soweit ihre gerichtliche Abwandlung erforderlich ist, in erster Instanz vom Fürstlichen Landgericht in Vaduz beurteilt.

CHAPITRE PREMIER

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article premier.

Objet de la Convention.

Le service postal, y compris le service des chèques postaux et celui de la caisse d'épargne postale, ainsi que le service télégraphique et téléphonique de la Principauté de Liechtenstein sont exploités, pour le compte de la Principauté, par les soins de l'administration des postes suisses et de l'administration des télégraphes et téléphones suisses.

Article 2.

Prescriptions applicables.

Les lois et règlements suisses ayant trait au service postal, télégraphique et téléphonique ainsi que les traités et arrangements y relatifs conclus entre la Suisse et des pays étrangers sont applicables dans la Principauté de Liechtenstein au même titre qu'en Suisse.

Article 3.

Compétence en matière pénale.

En tant que leur répression est prévue par la loi, les contraventions aux lois fiscales fédérales sont déferées, en première instance, au tribunal de Vaduz.

Als Berufungsinstanz wird das St. Gallische Kantonsgericht und als Kassationshof das schweiz. Bundesgericht in Lausanne bezeichnet.

Le tribunal cantonal de St. Gall est désigné comme instance d'appel et le tribunal fédéral à Lausanne comme cour de cassation.

Artikel 4.

Staatsrechtliche Zeichen und Bezeichnungen.

1. Die Post-, Telegraphen- und Telephonämter im Fürstentum Liechtenstein sind als Fürstlich Liechtensteinische zu bezeichnen, obwohl sie ausschliesslich der schweiz. Postverwaltung und der schweiz. Telegraphen- und Telephonverwaltung unterstehen.

2. Soweit in Aufschriften, Stempeln und Amtssiegeln der Fürstlich Liechtensteinischen Post-, Telegraphen- und Telephonämter Wappen und Landesfarben vorkommen, sind die Fürstlich Liechtensteinischen anzuwenden.

3. Die im Fürstentum Liechtenstein beschäftigten Angestellten Liechtensteinischer Staatsangehörigkeit haben, soweit sie zum Tragen einer Dienstmütze verpflichtet sind, darauf die Liechtensteinische Kokarde anzubringen.

Article 4.

Insignes et désignations officiels.

1^o Les bureaux de poste, télégraphe et téléphone de la Principauté de Liechtenstein, doivent être désignés comme tels, bien qu'ils relèvent exclusivement de l'administration des postes suisses et de l'administration des télégraphes et téléphones suisses.

2^o Seules les armoiries et les couleurs nationales de la Principauté de Liechtenstein figureront sur les affiches, timbres et sceaux officiels des bureaux de poste, télégraphe et téléphone de la Principauté.

3^o Les employés de nationalité liechtensteinoise occupés dans la principauté sont tenus de munir leur casquette de service, en tant que le port de cette casquette est obligatoire, de la cocarde de Liechtenstein.

ZWEITER ABSCHNITT.

CHAPITRE II

POSTWERTZEICHEN, TAXEN UND GEBÜHREN.

TIMBRES-POSTE, TAXES ET DROITS.

Artikel 5.

Postwertzeichen.

1. Die Fürstlich Liechtensteinische Regierung wird auf ihre Kosten eigene Postwertzeichen herstellen lassen, die in den dortigen Postämtern von der schweiz. Postverwaltung nach den für die Schweiz geltenden Vorschriften ausgegeben und verwendet werden. Durch andere Stellen darf die Fürstlich Liechtensteinische Regierung ihre Postwertzeichen ausschliesslich nur für Sammelzwecke zum Verkaufe bringen.

2. Schweizerische Postwertzeichen dürfen nur dann im Fürstentum Liechtenstein verwendet und von den liechtensteinischen Postämtern ausgegeben werden, wenn augenblicklich keine liechtensteinischen Postwertzeichen zur Verfügung stehen. Der Wert der so verkauften Postwertzeichen ist dem Fürstentum Liechtenstein gutzuschreiben abzüglich der Selbstkosten.

Article 5.

Timbres-poste.

1^o Le Gouvernement de la Principauté de Liechtenstein fera établir, à ses frais, des timbres-poste particuliers qui seront délivrés et utilisés par l'administration des postes suisses, dans les bureaux de poste de la Principauté, conformément aux prescriptions en vigueur en Suisse. Il ne pourra mettre en vente, par l'entremise d'autres bureaux, ses propres timbres-poste que si ces derniers sont destinés exclusivement aux collectionneurs.

2^o Les timbres-poste suisses ne pourront être utilisés dans la Principauté de Liechtenstein et mis en vente par les bureaux de poste liechtensteinois que dans le cas où la provision de timbres de la Principauté serait momentanément épuisée. La valeur des timbres-poste suisses ainsi vendus sera portée au crédit du compte de la Principauté de Liechtenstein, déduction faite des frais de fabrication.

3. Die Postwertzeichen des einen Landes finden im andern Land den gleichen strafrechtlichen Schutz gegen Nachahmungen usw. wie die Postwertzeichen des eigenen Landes.

3° Les deux Parties contractantes s'accordent réciproquement les mêmes droits pour la répression, sur leur propre territoire, de la contrefaçon des timbres-poste de l'un des deux Pays ou de tout autre délit analogue.

Artikel 6.

Article 6.

Steuern und Gebühren.

Taxes et droits.

1. Für den Post-, Telegraphen- und Telephonverkehr zwischen der Schweiz und Liechtenstein finden die Steuern und Gebühren wie für den schweiz. Inlandsverkehr Anwendung. Für den Post-, Telegraphen- und Telephonverkehr des Fürstentums Liechtenstein mit dem Ausland gelten die nämlichen Tarife wie für den schweiz. Verkehr mit dem Ausland.

1° Il sera perçu, dans le trafic postal, télégraphique et téléphonique entre la Suisse et Liechtenstein les mêmes taxes et les mêmes droits que dans le trafic interne suisse. En ce qui concerne le trafic postal, télégraphique et téléphonique entre la Principauté de Liechtenstein et l'étranger, les tarifs sont les mêmes que ceux appliqués par la Suisse dans son trafic avec l'étranger.

2. Das Recht auf Gebührenfreiheit im Fürstentum Liechtenstein richtet sich nach den gleichen Vorschriften, wie sie in der Schweiz gelten.

2° Le droit à la franchise de taxe dans la Principauté de Liechtenstein est régi par les mêmes dispositions qu'en Suisse.

DRITTER ABSCHNITT.

CHAPITRE III

VERHÄLTNIS DER BEAMTEN UND ANGESTELLTEN.

CONDITION DES FONCTIONNAIRES ET DES EMPLOYÉS.

Artikel 7.

Article 7.

Anstellung des Personals.

Engagement du personnel.

1. Die Beamten und Angestellten des Post-, Telegraphen- und Telephondienstes in Liechtenstein werden von der schweiz. Post- und der schweiz. Telegraphen- und Telephonverwaltung angestellt. Die Fürstlich Liechtensteinische Regierung hat für die Besetzung ständiger Stellen das Vorschlagsrecht. Ohne besondere dienstliche Gründe soll von ihren Vorschlägen nicht abgewichen werden.

1° Les fonctionnaires et employés du service postal, télégraphique et téléphonique de la Principauté de Liechtenstein sont engagés par l'administration des postes suisses et l'administration des télégraphes et téléphones suisses. Le Gouvernement de la Principauté de Liechtenstein a toutefois le droit de faire des propositions pour la nomination, à titre définitif, de fonctionnaires. A moins de raisons particulières touchant à des questions de service, ses propositions seront adoptées.

2. Vorübergehend können im Fürstentum Liechtenstein, soweit es der Dienst erfordert, auch schweizerische Beamte und Angestellte verwendet werden.

2° Provisoirement et en tant que les nécessités du service l'exigent, des fonctionnaires et employés de nationalité suisse peuvent être également occupés dans la Principauté.

Artikel 8.

*Rechte und Pflichten
des Personals.*

1. Rechte und Pflichten der Beamten und Angestellten für den Post-, Telegraphen- und Telephondienst sind im Fürstentum Liechtenstein die gleichen wie in der Schweiz.

2. Die Behörden, Gerichte und Ortsvorsteher des Fürstentums Liechtenstein haben diesem Personal bei seinen Dienstverrichtungen den nämlichen Beistand zu leisten wie die gleichartigen schweiz. Behörden in der Schweiz.

3. Von jeder Untersuchung oder Aburteilung gegen Liechtensteinisches Post-, Telegraphen- und Telephonpersonal ist von den dortigen Gerichten an die vorgesetzte Behörde des Beschuldigten in gleicher Weise Mitteilung zu machen, wie dies den schweiz. Gerichten obliegt.

VIERTER ABSCHNITT.

VERKEHRSEINRICHTUNGEN.

Artikel 9.

*Änderungen im
Bestand.*

Die Errichtung und Aufhebung von Post-, Telegraphen- und Telephonämtern, die Einrichtung, Änderung und Aufhebung von Postkursen, sowie von Telegraphen- und Telephonanlagen im Fürstentum Liechtenstein können nur im Einvernehmen mit der dortigen Regierung erfolgen. Die schweiz. Verwaltungen werden daherige Wünsche der Liechtensteinischen Regierung nach Möglichkeit berücksichtigen, soweit es sich um Einrichtungen handelt, deren Kosten diese Regierung selbst zu tragen hat.

Article 8.

*Droits et
obligations
du personnel.*

1° Les fonctionnaires et employés des postes, télégraphes et téléphones de la Principauté de Liechtenstein ont les mêmes droits et les mêmes obligations que le personnel similaire occupé en Suisse.

2° Les autorités, les tribunaux et les présidents de commune de la Principauté de Liechtenstein sont tenus d'assister ce personnel dans l'exercice de ses fonctions, dans la même mesure que les autorités similaires suisses en Suisse.

3° Si une enquête est ouverte ou si un jugement est prononcé contre un fonctionnaire ou employé du service postal, télégraphique ou téléphonique de la Principauté, les tribunaux locaux ont l'obligation d'en informer l'autorité dont relève l'inculpé de la même façon que les tribunaux suisses sont tenus de le faire en Suisse en pareil cas.

CHAPITRE IV.

COURSES POSTALES ET INSTALLATIONS
TECHNIQUES.

Article 9.

*Changements
apportés aux
courses pos-
tales et aux
installations
techniques.*

La création et la suppression de bureaux de poste de télégraphe et de téléphone, la création, la modification et la suppression de courses postales ainsi que d'installations télégraphiques et téléphoniques dans la Principauté de Liechtenstein ne peuvent être ordonnées qu'après entente avec le Gouvernement de cet État. Les demandes formulées à ce sujet par le Gouvernement de Liechtenstein seront prises en considération, dans la mesure du possible, par les administrations suisses en tant qu'il s'agit d'installations dont les frais sont supportés par le même Gouvernement.

FÜNFTER ABSCHNITT.

POSTCHECK- UND POSTSPARKASSENDIENST.

*Artikel 10.**Besondere Postsparkasse.*

1. Bis zur Errichtung einer Postsparkasse in der Schweiz wird die schweiz. Postverwaltung einen besonderen Postsparkassendienst im Fürstentum Liechtenstein einrichten und hierfür bis zur Einführung einer schweizerischen Postsparkasse tunlichst die bisher im Fürstentum Liechtenstein geltenden Vorschriften, jedoch unter Zugrundelegung der Schweizerwährung, weiterbestehen lassen.

2. Dagegen befasst sich die schweiz. Postverwaltung nicht mit der Uebernahme von Rechnungen und Guthaben Liechtensteinischer Einwohner, die diese beim Postsparkassenamt in Wien besitzen.

*Artikel 11.**Anlagegelder.*

Die aus dem Postcheck- und Postsparkassendienst im Fürstentum Liechtenstein fliessenden, zu Anlagen verwendbaren Gelder sind nach den gleichen Grundsätzen anzulegen wie die aus dem schweiz. Postverkehr stammenden Gelder. Art. 12, Absatz 2, hiernach bleibt vorbehalten.

SECHSTER ABSCHNITT.

EIGENTUMSVERHÄLTNISSE.

*Artikel 12.**Betriebsgelder.*

1. Die in den Kassen der Post-, Telegraphen- und Telephonämter des Fürstentums Liechtenstein liegenden Barmittel sind Eigentum der schweiz. Verwaltungen.

CHAPITRE V.

SERVICE DES CHÈQUES POSTAUX ET DES CAISSES D'ÉPARGNE POSTALES.

*Article 10.**Caisse d'épargne postale spéciale.*

1^o Jusqu'à la création d'une caisse d'épargne postale en Suisse, l'administration des postes suisses instituera dans la Principauté de Liechtenstein un service postal d'épargne particulier. Dans l'intervalle, elle laissera subsister à cet effet, dans la mesure du possible, les dispositions y relatives actuellement en vigueur dans la Principauté de Liechtenstein, tout en adoptant cependant le franc suisse comme unité monétaire.

2^o Par contre, l'administration des postes suisses ne se charge pas de la gestion des comptes et des fonds que possèdent des habitants de Liechtenstein auprès de la caisse d'épargne postale à Vienne.

*Article 11.**Placement des capitaux.*

Les sommes provenant du service postal des chèques postaux et d'épargne de la Principauté de Liechtenstein et susceptibles de faire l'objet d'un placement sont traitées suivant les mêmes principes que les fonds provenant du service des chèques postaux suisses. Demeurent réservées les dispositions du chiffre 2 de l'article 12 ci-après.

CHAPITRE VI.

PROPRIÉTÉ DES FONDS.

*Article 12.**Fonds d'exploitation.*

1^o Les sommes contenues dans les caisses des bureaux de poste, de télégraphe et de téléphone de la Principauté de Liechtenstein sont la propriété des administrations suisses.

2. Die zur Kassagebahrung bei den Post-Telegraphen- und Telephonämtern im Fürstentum Liechtenstein erforderliche Barschaft wird, soweit nötig, von der schweiz. Post- und von der schweiz. Telegraphen- und Telephonverwaltung vorgeschossen. Die schweiz. Postverwaltung ist indessen berechtigt, für den Postbetrieb zunächst bis zu 20 % der Guthaben Liechtensteinischer Inhaber von Postcheckrechnungen und Sparkassenbüchern zu verwenden.

Artikel 13.

Betriebsgegenstände.

1. Das für den Post-, Telegraphen- und Telephonbetrieb auf Liechtensteinischem Gebiet nötige Bureauinventar und Fuhrwesenmaterial, ferner die dortigen Telegraphen- und Telephonanlagen sind Eigentum des Fürstentums Liechtenstein.

2. Die daherigen Neuanschaffungen und Neuerstellungen während der Dauer des Ueberkommens erfolgen auf Rechnung und zu Eigentum des Fürstentums Liechtenstein.

SIEBENTER ABSCHNITT.

RECHNUNGS-AUFSTELLUNG.

Artikel 14.

Rechnungsstellung.

1. Die Rechnungen über Einnahmen und Ausgaben für den Postdienst einerseits und für den Telegraphen- und Telephondienst andererseits werden getrennt geführt.

2. Sie werden monatlich von den beteiligten schweiz. Verwaltungen aufgestellt und im Auszug an die Fürstlich Liechtensteinische Regierung übermittelt, die innert Monatsfrist ihre Erklärung hierzu abgeben wird. Nachträge zu diesen Monatsrechnungen sind zulässig.

2° Les fonds nécessaires pour les opérations de caisse dans les bureaux de poste, télégraphe et téléphone de la Principauté de Liechtenstein sont avancés, en cas de besoin, par l'administration des postes suisses et l'administration des télégraphes et téléphones suisses. Cependant l'administration des postes suisses est autorisée à utiliser en première ligne, pour l'exploitation du service postal, jusqu'au 20 % du montant des créances appartenant à des ressortissants liechtensteinois titulaires de comptes de chèques et de livrets de caisse d'épargne.

Article 13.

*Matériel
d'exploitation.*

1° Le matériel de bureau, le matériel du train, ainsi que les installations télégraphiques et téléphoniques nécessaires pour assurer l'exploitation des services de la poste, du télégraphe et du téléphone sur le territoire de Liechtenstein sont la propriété de la Principauté de Liechtenstein.

2° Les acquisitions et installations nouvelles effectuées sous le régime de la présente Convention sont faites aux frais de la Principauté de Liechtenstein et deviennent sa propriété.

CHAPITRE VII.

ETABLISSEMENT DES COMPTES.

Article 14.

*Remise des
comptes.*

1° Les comptes des recettes et des dépenses pour le service postal, d'une part et ceux pour le service télégraphique et téléphonique, d'autre part sont établis séparément.

2° Ils sont dressés chaque mois par les administrations suisses intéressées et un extrait en est transmis au Gouvernement de la Principauté de Liechtenstein qui devra donner son avis dans un délai d'un mois. Il est permis de faire suivre ces comptes mensuels de relevés de compte supplémentaires.

Artikel 15.

Ausgaben.

1. Alle Ausgaben für den Post-, Telegraphen- und Telephondienst im Fürstentum Liechtenstein werden mit den tatsächlich verausgabten Beträgen in die Rechnungen eingestellt.

2. Die Ausgaben für die allgemeine Verwaltung (Oberleitung, Beaufsichtigung des Dienstes, Prüfung der Rechnungen, usw.), sowie für die unmittelbar zum Verbrauch bestimmten Bureaubedürfnisse (Formulare usw.) werden der Betriebsrechnung mit einem jährlichen Bauschbetrag belastet, der annähernd dem Aufwand für Liechtensteinische Zwecke zu entsprechen hat.

Artikel 16.

Einnahmen.

1. Die bei den Liechtensteinischen Postämtern im Postverkehr eingehenden Taxen und Gebühren verbleiben ausschliesslich dem Fürstentum Liechtenstein und sind daher der Betriebsrechnung mit ihrem ganzen Betrag gutzubringen. Die Tax- und Gebühreneinnahmen der schweiz. Dienststellen dagegen verbleiben ausschliesslich der Schweiz und betreffen demnach diese Rechnungen in keiner Weise.

2. Die Einnahmen aus dem von der Fürstlich Liechtensteinischen Regierung besondern Stellen übertragenen Verkauf Liechtensteinischer Postwertzeichen zu Sammelzwecken werden ebenfalls nicht in diese Rechnung einbezogen.

3. Auch im Telegraphen- und Telephonverkehr zwischen der Schweiz und Liechtenstein verbleiben die vereinnahmten Taxen und Gebühren dem Land, in dem sie eingehoben wurden.

Artikel 17.

Abrechnungen über den Verkehr mit Drittländern.

1. Ueber den Postverkehr zwischen der Schweiz und dritten Ländern wird mit Liechtenstein nicht abgerechnet. Ueber den Postverkehr zwischen Liechtenstein und dritten Ländern wird mit Liechtenstein so lange nicht

Article 15.

Dépenses.

1° Toutes les dépenses occasionnées par le service des postes, des télégraphes et des téléphones de la Principauté doivent être portées dans les comptes de façon telle que seuls y figurent les montants qui ont été effectivement déboursés.

2° Les dépenses annuelles résultant de l'administration générale (direction, surveillance de service, vérification des comptes, etc.), ainsi que de l'achat de matériel de bureau destiné aux besoins courants (formulaires, etc.), sont portées au débit du compte d'exploitation pour une somme globale correspondant à peu près aux besoins de Liechtenstein.

Article 16.

Recettes.

1° Les taxes et les droits perçus, dans le service postal par les bureaux de poste de Liechtenstein reviennent exclusivement à la Principauté de Liechtenstein et le produit total de ces émoluments doit, en conséquence, être porté au crédit du compte d'exploitation. En revanche, les recettes réalisées par les bureaux suisses et provenant de la perception des mêmes taxes et des mêmes droits reviennent exclusivement à la Suisse et n'affectent en rien les comptes en question.

2° De même, les recettes provenant des timbres-poste liechtensteinois, qui sont vendus aux collectionneurs par les soins des offices spéciaux désignés à cet effet par le Gouvernement de la Principauté, ne doivent pas figurer non plus dans le compte susdésigné.

3° Dans le trafic télégraphique et téléphonique entre la Suisse et Liechtenstein, les taxes et droits sont de même prélevés exclusivement au profit du pays où ils ont été perçus.

Article 17.

Décomptes relatifs au trafic avec d'autres pays.

1° Il n'est pas établi de décompte avec Liechtenstein au sujet du trafic postal entre la Suisse et de tiers pays. En ce qui concerne le trafic postal entre Liechtenstein et les autres Etats, l'établissement d'un décompte ne sera

abgerechnet, als der daherige Verkehr in beiden Richtungen ungefähr gleich ist.

2. Im Telegraphen- und Telephonverkehr Liechtensteins mit andern Ländern erhält Liechtenstein den schweiz. Gebührenanteil im Ausgangsverkehr. Im Eingangsverkehr nach Liechtenstein aus dritten Ländern behält die Schweiz die Endgebühr.

3. Im Post-, Telegraphen- und Telephonverkehr wird beidseitig auf die Anrechnung von Durchgangsgebühren verzichtet.

Artikel 18.

Gewinn und Verlust.

1. Die Einnahmen aus dem Post-, Telegraphen- und Telephonbetrieb im Fürstentum Liechtenstein dienen zunächst zur Deckung der Betriebsausgaben. Ein Betriebsgewinn fällt der Fürstlich Liechtensteinischen Regierung zu. Ein Betriebsverlust ist von ihr zu decken. Sie wird ferner für die Kosten aller Bauten und Anschaffungen aufkommen, die nach dem Ermessen der Schweiz. Verwaltungen für den Post-, Telegraphen- und Telephondienst im Fürstentum Liechtenstein nötig werden. Für Bauten und grössere Anschaffungen ist jedoch die Zustimmung der Fürstlichen Regierung erforderlich.

2. Die schliessliche Forderung, die sich für die Schweiz oder für das Fürstentum Liechtenstein ergibt, ist spätestens innert 14 Tagen nach Anerkennung der Abrechnung in Schweizerwährung zu begleichen.

ACHTER ABSCHNITT.

SCHLUSSBESTIMMUNGEN.

Artikel 19.

Ausführung des Uebereinkommens.

1. Das gegenwärtige Abkommen wird ratifiziert und tritt am Tage nach Austausch der

pas nécessaire tant et aussi longtemps que le trafic restera à peu près aussi intense dans un sens que dans l'autre.

2° Dans le trafic télégraphique et téléphonique entre Liechtenstein et d'autres pays, Liechtenstein touche la part des droits revenant à la Suisse pour le trafic de sortie. En ce qui concerne le trafic d'entrée entre Liechtenstein et les pays tiers, la taxe terminale est perçue au profit de la Suisse.

3° Chacune des Parties Contractantes renonce à porter en compte des droits de transit dans le trafic postal, télégraphique et téléphonique entre la Suisse et la Principauté de Liechtenstein.

Article 18.

Profits et pertes.

1° Les recettes provenant de l'exploitation du service des postes, télégraphes et téléphones dans la Principauté de Liechtenstein sont affectées en première ligne à couvrir les frais d'exploitation. Si le compte d'exploitation accuse un solde actif, celui-ci revient au Gouvernement de la Principauté de Liechtenstein. Un solde passif est à la charge de ce dernier. Il aura, en outre, à supporter les frais occasionnés par toutes les constructions et acquisitions qui, suivant l'avis des administrations suisses, sont nécessaires à l'exploitation du service postal, télégraphique et téléphonique de la Principauté de Liechtenstein. Le consentement du Gouvernement princier est cependant indispensable pour les constructions et pour les acquisitions d'une certaine importance.

2° Une fois le bilan établi, la créance qu'acquiert la Suisse ou la Principauté de Liechtenstein doit être acquittée en monnaie suisse dans un délai de quatorze jours au plus tard après l'acceptation des comptes.

CHAPITRE VIII.

DISPOSITIONS FINALES.

Article 19.

Exécution de la convention.

1° La présente Convention sera ratifiée et entrera en vigueur le jour après l'échange des

Ratifikationsurkunden in Kraft. Es kann unter Einhaltung einer halbjährlichen Kündigungsfrist je auf den 1. Januar oder 1. Juli eines Kalenderjahres gekündigt werden.

2. Aenderungen dieses Uebereinkommens können im gegenseitigen Einvernehmen auch ohne förmliche Kündigung vereinbart werden.

3. Die schweiz. Postverwaltung und die schweiz. Telegraphen- und Telephonverwaltung werden die nötigen Ausführungsbestimmungen zu diesem Uebereinkommen erlassen.

Artikel 20.

Streitfragen.

Streitfragen, die sich auf die Auslegung des gegenwärtigen Uebereinkommens beziehen, sollen sofern sie nicht auf diplomatischem Wege erledigt werden können, einem Schiedsgericht zur Beurteilung unterbreitet werden. Tritt dieser Fall ein, so wählt jede der vertragschließenden Parteien einen Schiedsrichter. Wenn sich die beiden Schiedsrichter über die Streitfrage nicht einigen können, so bestellen sie selbst einen Obmann.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten das gegenwärtige Uebereinkommen mit ihren Unterschriften und ihren Siegeln versehen.

Geschehen in Bern, in doppelter Ausfertigung, am zehnten November neunzehnhundertundzwanzig.

(L. S.) (*Gezeichnet*) MOTTA.

(L. S.) (*Gezeichnet*) BECK.

instruments de ratification. Elle peut être dénoncée au premier janvier ou au premier juillet de l'année civile, moyennant avis donné six mois à l'avance.

2° Des modifications peuvent être apportées d'un commun accord à la présente Convention sans qu'il soit besoin d'une dénonciation formelle.

3° L'administration des postes suisses et l'administration des télégraphes et téléphones suisses édicteront les dispositions d'exécution nécessaires de la présente Convention.

Article 20.

Questions litigieuses.

En cas de dissentiment au sujet de l'interprétation de la présente convention, la question en litige doit être soumise à un tribunal arbitral en tant qu'il n'est pas possible de la régler par la voie diplomatique. Dans ce cas, chacune des Parties Contractantes choisit un arbitre. Si les deux arbitres ne se mettent pas d'accord, ils désigneront eux-mêmes un surarbitre.

En foi de quoi, les plénipotentiaires ont signé la présente Convention et l'ont revêtue de leur sceau.

Fait, en double expédition, à Berne, le 10 novembre 1920.

(L. S.) (*Signé*) MOTTA.

(L. S.) (*Signé*) BECK.

Pour copie conforme :

Berne, le 25 février 1921.

Le Chancelier de la Confédération :

(L. S.) STEIGER.

¹ TRADUCTION — TRANSLATION.

No. 84. — AGREEMENT CONCERNING THE ADMINISTRATION OF THE POSTAL, TELEGRAPHIC AND TELEPHONE SERVICES IN THE PRINCIPALITY OF LIECHTENSTEIN BY THE SWISS POSTAL ADMINISTRATION AND THE SWISS TELEGRAPHIC AND TELEPHONE ADMINISTRATION, SIGNED AT BERNE, NOVEMBER 10, 1920.

THE SWISS FEDERAL COUNCIL
and
HIS SERENE HIGHNESS THE REIGNING PRINCE OF THE PRINCIPALITY OF
LIECHTENSTEIN,

have, in a spirit of age-long friendship, decided to conclude a Treaty to secure the administration of the Postal, Telegraphic and Telephone services in the Principality of Liechtenstein by the Swiss Postal, Telegraphic and Telephone Administration, and have appointed as their Representatives :

The Swiss Federal Council :

M. GIUSEPPE MOTTA, Dr. jur., President of the Swiss Confederation, Chief of the Political Department of the Confederation,

His Serene Highness the Reigning Prince of Liechtenstein :

M. EMIL BECK, Dr. jur., Chargé d'Affaires in Switzerland for the Principality of Liechtenstein,

Who, after exchanging their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

SECTION I.

GENERAL.

*Article 1.**Subject of the Agreement.*

The postal service, including the postal cheques and Post Office Savings Bank services, and the telegraph and telephone services of the Principality of Liechtenstein shall be administered by the Swiss Postal Administration and the Swiss Telegraph and Telephone administration for the account of the Principality.

*Article 2.**Regulations applicable.*

The Swiss law and regulations regarding the postal, telegraph and telephone services and the existing treaties and conventions between Switzerland and foreign countries in respect of these

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

services, shall be applicable in the Principality of Liechtenstein in the same manner as in Switzerland.

Article 3.

Competence in penal matters.

Cases of infringement of the fiscal laws of the Confederation which require to be brought before a court shall be tried in the first instance in the Court of the Principality at Vaduz.

The Cantonal Court at St. Gall is appointed as Court of Appeal, and the Swiss Federal Court at Lausanne as Court of Cassation.

Article 4.

Official Marks and Designations.

1. The postal, telegraph and telephone offices in the Principality of Liechtenstein shall be styled offices of the Principality of Liechtenstein, although they shall be exclusively under the control of the Swiss Postal, Telegraph and Telephone Administrations.

2. In so far as arms and national colours appear in inscriptions, stamps and official seals of the post, telegraph and telephone offices of the Principality of Liechtenstein, the arms and colours used shall be those of Liechtenstein.

3. Officials of Liechtenstein nationality employed in the Principality shall, if required to wear a service-cap, affix to it the Liechtenstein badge.

SECTION II.

POSTAGE STAMPS, CHARGES AND DUES.

Article 5.

Postage Stamps.

1. The Government of the Principality of Liechtenstein shall, at its own expense, manufacture its own postage stamps, which shall be issued and employed by the Swiss Postal Administration in the post offices of the Principality, in accordance with the regulations in force for Switzerland. The Government of Liechtenstein may sell its postage stamps on other premises for stamp-collecting purposes only.

2. Swiss postage stamps may not be used in the Principality of Liechtenstein or issued in Liechtenstein post offices unless for the moment no Liechtenstein postage stamps should be available. The value of stamps thus sold shall, after deduction of the prime cost of the stamps, be credited to the Principality of Liechtenstein.

3. The postage stamps of each country shall be accorded in the other country the same legal protection against forgery etc. as is applicable to the stamps of such other country.

Article 6.

Charges and Dues.

1. For the postal, telegraph and telephone services between Switzerland and Liechtenstein the same charges and dues shall be levied as for the Swiss inland services. For the postal, telegraph and telephone services between Liechtenstein and foreign countries the same charges shall be made as for the Swiss services with foreign countries.

2. The right to immunity from payment of dues in the Principality of Liechtenstein shall be subject to the same regulations as in Switzerland.

SECTION III.

CONDITIONS OF SERVICE FOR OFFICIALS AND EMPLOYEES.

*Article 7.**Appointment of Staff.*

1. The officials and employees of the postal, telegraph and telephone services in Liechtenstein shall be appointed by the Swiss Postal and Telegraph Administrations. The Government of the Principality has the right to propose candidates for permanent posts. Such proposals shall be acceded to except for special reasons connected with the services.

2. Swiss officials and employees may be employed temporarily in the Principality of Liechtenstein in so far as is required by these services.

*Article 8.**Rights and Duties of the Staff.*

1. The rights and duties of the officials and employees of the postal, telegraph and telephone services shall be the same in the Principality of Liechtenstein as in Switzerland.

2. The authorities, courts and local authorities of the Principality of Liechtenstein shall render the same assistance to the staff of these services in the performance of their duties as is rendered by the corresponding Swiss authorities to such services in Switzerland.

3. Should any member of the Liechtenstein postal, telegraph and telephone staff be tried or sentenced to punishment by the local courts, notice of such action shall be given to the official superior of the accused, in the same manner as is incumbent on the corresponding Swiss Authorities.

SECTION IV.

ADMINISTRATION.

*Article 9.**Changes in Installation.*

Establishment or abolition of postal, telegraph or telephone offices, and installation, alteration and abolition of postal routes and of telegraphic and telephone appliances in the Principality of Liechtenstein, may be carried out only by agreement with the Government of the Principality. The Swiss Administration will so far as possible take into account the desires of the Government of Liechtenstein in respect of installations the cost of which is to be borne by the latter Government.

SECTION V.

POSTAL CHEQUE AND POST OFFICE SAVINGS BANK SERVICES.

*Article 10.**Special Post Office Savings Bank.*

1. Until the establishment of a Post Office Savings Bank in Switzerland, the Swiss Postal Administration shall establish a special Post Office Savings Bank in the Principality of Liechtenstein, and, until the establishment of a Swiss Post Office Savings Bank, shall as far as possible

allow for this purpose the continuation of the regulations hitherto in force in the Principality of Liechtenstein, but on a Swiss currency basis.

2. The Swiss Postal Administration shall not, however, take charge of such accounts and balances of the inhabitants of Liechtenstein as are in the Post Office Savings Bank of Vienna.

Article 11.

Investment.

Funds accruing from the Postal Cheque Service and the Post Office Savings Bank in the Principality of Liechtenstein which are available for investment shall be invested on the same principles as funds accruing from the Swiss Postal Service without prejudice always to the provisions of Article 12, Para 2. below.

SECTION VI.

CONDITIONS REGARDING PROPERTY.

Article 12.

Working Expenses.

1. Funds contained in the cash-boxes of the postal, telegraph and telephone offices of the Principality of Liechtenstein shall be the property of the Swiss Administration.

2. Such cash as is necessary for the working expenses of the postal, telegraph and telephone offices in the Principality of Liechtenstein shall be advanced by the Swiss Postal, Telegraph and Telephone Administrations. The Swiss Postal Administration may, however, employ in the first instance for postal working expenses not more than 20 % of the balances of Liechtenstein holders of postal check accounts and Savings Bank books.

Article 13.

Installation and Fittings.

1. Such office fittings and vehicles as are necessary for the postal, telegraph and telephone services on the territory of Liechtenstein, and all telegraphic and telephone installations in such territory shall be the property of the Principality of Liechtenstein.

2. New stock and installations acquired during the period in which this agreement remains in force shall be purchased at the expense, and shall become the property of, the Principality of Liechtenstein.

SECTION VII.

ACCOUNTS.

Article 14.

Accounts.

1. The Accounts of expenditure and receipts shall be kept separately for the postal service and for the telegraph and telephone service.

2. The accounts shall be prepared monthly by the Swiss Department concerned and a statement shall be sent to the Government of the Principality of Liechtenstein, which shall give its comments thereupon within one month. Supplementary accounts may be submitted in addition to these monthly accounts.

*Article 15.**Expenditure.*

1. All expenditure in connection with the postal, telephone and telegraph services of the Principality of Liechtenstein shall be stated in the accounts at the amounts actually disbursed.

2. A lump sum, to be calculated according to the approximate expenditure upon the Principality, shall be annually included in the accounts and charged under the appropriation for working expenses, to cover the cost of general administration (management, inspection, audit, etc.), also current expenditure connected with certain office requirements (official stationery, etc.).

*Article 16.**Receipts.*

1. Receipts derived from charges and dues collected in the post offices of the Principality shall remain the property of the Principality and shall therefore be included in full upon the credit side of the working expenditure account. Charges and dues collected by the Swiss offices shall, on the other hand, belong exclusively to Switzerland, and will therefore in no way affect the accounts.

2. Receipts derived from the sale of postage stamps of the Principality to stamp collectors in the special offices established for this purpose, shall not be included in the accounts.

3. Charges and dues derived from the telephone and telegraph services between Switzerland and Liechtenstein shall similarly remain the property of the State in which they are collected.

*Article 17.**Settlement of Accounts relating to
Traffic with other Countries.*

1. Liechtenstein shall have no concern in the settlement of postal accounts between Switzerland and other countries. As regards the postal service between Liechtenstein and other states, so long as the service in each direction is approximately equal, no settlement of accounts with Liechtenstein will be made.

2. As regards the telegraph and telephone services between the Principality and other countries, Liechtenstein shall receive the portion of the receipts obtained by Switzerland from outgoing communications. Switzerland shall retain receipts derived from incoming communications.

3. Both parties renounce the right to levy any charges upon postal, telegraph or telephone communications in transit.

*Article 18.**Profit and Loss.*

1. The receipts from the postal, telegraph and telephone services of the Principality shall, in the first instance, be devoted to payment of the working expenses. Any surplus shall belong to the Government of Liechtenstein. Similarly any deficit must be met by it. It must also pay the cost of all constructions and purchases which are considered necessary by the Swiss Administration, in connection with the postal, telegraph and telephone services in Liechtenstein. The consent of the Government of Liechtenstein is, however, required in cases involving buildings or extensive purchases.

2. Switzerland and the Principality of Liechtenstein undertake to settle all accounts in Swiss currency not later than 14 days after they have been approved.

SECTION VIII.

FINAL PROVISIONS.

*Article 19.**Execution of the Convention.*

1. This Convention shall be ratified and shall take effect from the day following the exchange of ratifications. It may be denounced as from the 1st. January or the 1st July in any calendar year, subject to the giving of six months notice of such denunciation.

2. The Convention may be amended by mutual agreement without formal denunciation.

3. The Swiss Postal Administration and the Swiss Telegraph and Telephone Administration shall make the regulations necessary for the execution of this Convention.

*Article 20.**Settlement of Disputes.*

Disputes as to the interpretation of this Convention shall, in so far as they cannot be settled by diplomatic methods, be submitted to arbitration. In such a case, each party to the Convention shall choose an Arbitrator. If the two Arbitrators cannot agree, they shall themselves select a third as president.

IN WITNESS WHEREOF the plenipotentiaries have set their hand and seal to the present Convention.

Done at Berne in duplicate
this tenth day of November, 1920.

(L. S.) (*Signed*) MOTTA.

(L. S.) (*Signed*) BECK.

No. 85.

ROYAUME-UNI DE GRANDE-
BRETAGNE ET D'IRLANDE
ET FRANCE

Accord provisoire concernant la navigation aérienne entre la Grande-Bretagne et la France, du 20 octobre 1920.

UNITED KINGDOM
AND FRANCE

Provisional agreement with respect to Air Navigation between Great Britain and France, October 20, 1920.

No. 85. — ACCORD PROVISOIRE
CONCERNANT LA NAVIGATION
AÉRIENNE ENTRE LA FRANCE
ET LA GRANDE-BRETAGNE ¹,
DU 20 OCTOBRE 1920.

Textes officiels anglais et français communiqués par le Gouvernement de Sa Majesté Britannique. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 10 février 1921.

1° Cet accord s'applique seulement aux aéronefs privés et commerciaux dûment enregistrés à ce titre par les Gouvernements Français et Britannique respectivement.

Le Gouvernement Français s'engage à accorder en temps de paix aux aéronefs privés et commerciaux du Gouvernement Britannique, et à charge de réciprocité, la liberté de passage inoffensif au-dessus de son territoire et de ses eaux territoriales, pourvu que soient observées les conditions énoncées dans le présent accord.

2° Le Gouvernement Français et le Gouvernement Britannique auront la faculté d'interdire, pour des raisons d'ordre militaire ou de sécurité publique, le survol de certaines zones de leur territoire, sous les peines prévues par leur législation et sous réserve qu'il ne sera fait aucune distinction à cet égard entre les aéronefs privés des deux Etats. Les zones ainsi interdites devront être notifiées à l'Etat intéressé.

3° Tout aéronef s'engageant au-dessus d'une zone interdite devra immédiatement donner le signal de détresse prévu au règlement de

No. 85. — PROVISIONAL AGREEMENT WITH RESPECT TO AIR NAVIGATION BETWEEN GREAT BRITAIN AND FRANCE, OCTOBER 20, 1920.

English and French official texts forwarded by His Britannic Majesty's Government. The registration of the above-mentioned Agreement took place on February 10, 1921.

(1) This agreement applies only to private and commercial aircraft duly registered as such by the French and British Governments respectively.

The French Government pledges itself to grant, in peace time, and on a basis of reciprocity, freedom of innocent passage above French territory and territorial waters, to private and commercial aircraft of the British Government, provided that the conditions set forth in the present agreement are observed.

(2) The French Government and the British Government shall have the right, for military reasons or in the interests of public safety, to prohibit flight above certain areas of their territory, under the penalties provided by their legislation and on condition that no distinction shall be made in this respect, between the private aircraft of the two States. The said prohibited areas shall be notified to the State interested.

(3) Every aircraft which finds itself above a prohibited area shall immediately give the signal of distress stated in the Air Navigation

¹ a) D'après une communication, émanant du Conseil de Sa Majesté Britannique pour les questions aériennes, et transmise par les « Offices of the Cabinet » le 7 avril 1921, un accord non-officiel tendant dans ses grandes lignes au même but a été en vigueur à partir du 25 août 1919, et cet accord a régi les communications aériennes entre la Grande-Bretagne et la France depuis cette date jusqu'à la conclusion de l'accord définitif.

b) Cet accord ne comporte pas d'échange des ratifications.

¹ a) According to a communication from « His Majesty's Air Council », forwarded by the Offices of the Cabinet on April 7, 1921, an informal agreement to the same general effect had been in operation since August 25, 1919, and actually governed the conditions of interstate flying between Great-Britain and France, from that date till the conclusion of the final agreement.

b) This agreement does not entail an exchange of ratifications.

Navigation aérienne de l'Etat survolé, et atterrir au plus tôt sur l'un des aérodromes de cet Etat et en dehors de la zone interdite.

4° Tout aéronef devra être pourvu d'un livre de bord et d'un permis de navigation délivré par les autorités compétentes de l'un des deux Etats ou par une association habilitée par elles, ainsi que de sa pièce d'immatriculation. Il devra porter des marques distinctives apparentes permettant de l'identifier en plein vol.

5° Le pilote devra être muni d'un brevet d'aptitude délivré par les autorités compétentes de l'un des deux Etats ou par une association habilitée par elles. Il devra, en outre, être porteur de pièces établissant sa nationalité, son identité, sa situation militaire, et être pourvu, s'il y a lieu, de passeports.

Les passagers devront être munis de toutes les pièces d'identité et passeports exigés par les lois et règlements en vigueur.

6° Aucun appareil de T. S. F. ne pourra être porté par un aéronef sans une licence spéciale délivrée par l'Etat dont il possède la nationalité. Ces appareils ne pourront être employés que par des membres de l'équipage munis à cet effet d'une licence spéciale.

7° Les aéronefs engagés dans la Navigation Internationale entre les deux Etats pourront transporter du personnel et des marchandises, mais devront être munis :

Pour les passagers : de la liste nominale de ceux-ci.

Pour les marchandises : d'un manifeste des marchandises et des provisions de bord transportées et des déclarations de détail établies par les expéditeurs.

Tous ces transports devront être effectués conformément aux lois et règlements en vigueur.

Le courrier postal (lettres et colis) pourra être transporté si une entente existe à ce sujet entre les administrations postales des deux pays.

8° Au départ et à l'atterrissage de l'aéronef, des autorités des deux pays auront dans tous les cas le droit de le visiter dans le but d'examiner et de vérifier les documents dont il doit être muni.

9° Les aéronefs des deux pays auront le droit d'atterrissage et, en cas de détresse, pourront réclamer la même assistance que les aéronefs du pays où l'atterrissage est effectué.

Regulations of the State flown over, and shall land as soon as possible at one of the aerodromes of the said State and outside the prohibited area.

(4) Every aircraft must be provided with a log book and a certificate of airworthiness issued by the competent authorities of one of the two States or by an association legalised by them, and must in addition be provided with the certificate of registration. It must carry clear distinguishing marks which permit of its identification during flight.

(5) The pilot must be provided with a certificate of competency issued by the competent authority of one of the two States, or by an association legalised by them. He must, moreover, carry documents proving his nationality, identity and military rank, and must if necessary be provided with a passport.

Passengers must be provided with all the identification papers and passports required by the laws and regulations in force.

(6) No wireless apparatus shall be carried by an aircraft, without a special licence issued by the State whose nationality the aircraft possesses. Such apparatus shall not be used except by members of the crew provided with a special licence for the purpose.

(7) Aircraft used in International Navigation between the two States may transport personnel and merchandise, but must be provided with the following documents :

For passengers : the list of their names.

For the merchandise : the manifest for the merchandise, and supplies carried and detailed declarations drawn up by the consignors.

All such transport must be carried out in accordance with the laws and regulations in force.

Mails (letters and parcels) may be transported if an agreement to this end exists between the postal administrations of the two countries.

(8) Upon the departure or landing of an aircraft, the authorities of the two countries shall have the right to examine the aircraft and to verify all the documents with which it must be provided.

(9) The aircraft of the two countries shall be entitled to the same measures of assistance for landing, particularly in case of distress, as the aircraft of the country in which the landing is carried out.

10° Tout aéroport ouvert dans l'un des deux États, contre paiement de certains droits, à l'usage public des aéronefs nationaux, sera dans les mêmes conditions ouvert aux aéronefs de l'autre État.

11° Tous les aéronefs entrant en France devront atterrir à l'un des aéroports suivants, d'où devront également partir tous les aéronefs quittant la France, à destination de l'Angleterre, savoir :

Le Bourget ou St. Ingle-Vert.

Tous les aéronefs entrant en Angleterre devront atterrir à l'un des aéroports suivants, d'où devront également partir tous les aéronefs quittant l'Angleterre à destination de la France, savoir :

Lympe (Kent), Croydon (Surrey) ou Cricklewood (Middlesex).

A condition que les hydroplanes ou les bateaux volants (flying boats) entrant en France fassent escale dans l'un des ports suivants pour y subir la visite douanière :

Dunkerque — Calais — Boulogne — Le Tréport — Dieppe — Le Havre — Caen — Cherbourg — Saint-Malo.

12° La frontière française ne devra être traversée qu'entre Boulogne et Calais. Les frontières britanniques ne devront être passées qu'entre Folkestone et Dungeness, ou, s'agissant d'aéroplanes de mer et de bateaux volants, entre Orfordness et Le Naze.

13° Tout atterrissage d'aéronefs avant d'avoir touché un aéroport douanier est interdit. En cas d'atterrissage forcé dans ces conditions, le pilote devra immédiatement aviser l'autorité française la plus voisine et s'opposer, sous sa responsabilité, et jusqu'à son arrivée, au départ des passagers ou à l'enlèvement des marchandises.

14° L'aéronef et son équipage sont soumis à toutes les obligations de droit commun résultant de la législation générale, des législations douanières, fiscales et de sûreté générale, ainsi qu'aux règlements de Navigation aérienne en vigueur dans l'État où ils se trouvent, étant admis cependant que les permis et brevets délivrés à l'aéronef et aux pilotes britanniques auront la même valeur que les pièces correspondantes délivrées en France et réciproquement.

15° Il est interdit de lancer d'un aéronef en vol d'autre lest que du sable fin ou de l'eau.

16° Tous les déchargements et jets en cours de route autres que ceux du lest sont interdits,

(10) Every aerodrome in one of the two States, which upon payment of certain dues is open to public use by national aircraft, shall likewise be open to the aircraft of the other State.

(11) All aircraft entering France must land at one of the following aerodromes, from which all aircraft leaving France for England must likewise start, namely :

Le Bourget or Saint Inglevert.

All aircraft entering England must land at one of the following aerodromes, from which all aircraft leaving England for France must likewise start, namely :

Lympe (Kent), Croydon (Surrey) or Cricklewood (Middlesex). On condition that seaplanes or flying boats arriving in France alight at one of the following ports, in order to undergo customs formalities :

Dunkirk, Calais, Boulogne, Le Tréport, Dieppe, Le Havre, Caen, Cherbourg, Saint-Malo.

(12) The French frontier shall only be crossed between Boulogne and Calais.

The British frontiers shall only be crossed between Folkestone and Dungeness, or in the case of seaplanes and flying boats, between Orfordness and the Naze.

(13) No aircraft may land unless it has previously touched at a Customs aerodrome. In case of a forced landing under these conditions, the pilot must immediately notify the nearest French authority, and under his responsibility shall prevent the departure of the passengers and the removal of the merchandise until the arrival of the French authority.

(14) Every aircraft and its crew shall be subject to all the obligations of common law arising from general legislation, customs legislation, fiscal legislation and public safety legislation, as well as to the Air Navigation Regulations in force in the State in which they chance to be. It shall, however, be agreed that the licences and certificates issued to the British aircraft and British pilots shall have the same value as the corresponding documents issued in France, on a basis of reciprocity.

(15) No ballast other than fine sand or water may be dropped from any aircraft.

(16) All unloading or throwing out during flight, except of ballast, is prohibited. Excep-

il ne sera fait exception à cette règle que pour les aéronefs postaux et dans les cas nettement spécifiés.

17° Le Gouvernement français communiquera au Gouvernement britannique, à charge de réciprocité, les règlements relatifs à la navigation aérienne en France.

18° Les présentes conventions ne sont applicables qu'aux aéronefs privés à l'exclusion des aéronefs militaires. Tout voyage d'un aéronef militaire de France en Grande-Bretagne ou inversement fera l'objet d'une autorisation spéciale.

19° Les présentes conventions sont établies sous conditions de réciprocité et à titre provisoire ; elles cesseront d'être appliquées dès que la Convention Internationale de Navigation Aérienne élaborée par la Conférence de la Paix, entrera en vigueur.

tions to this rule will only be made for mail aircraft and in clearly specified cases.

(17) The French Government will communicate to the British Government, on a basis of reciprocity, the regulations relative to Air Navigation in France.

(18) The present agreements shall only be applicable to private aircraft, and not to military aircraft. Every flight of a military aircraft from France to Great Britain or inversely shall be the object of a special authorisation.

(19) The present agreements are established on condition of reciprocity and as a temporary measure. They will cease to apply as soon as the International Air Navigation Convention drawn up by the Peace Conference, shall enter into force.

No. 86.

Sous ce numéro avait été enregistrée une Convention conclue avant l'entrée en vigueur du Pacte, communiquée par erreur au Secrétariat de la Société des Nations.

Les deux Parties Contractantes ayant demandé le retrait de cet enregistrement, la Convention ne figure pas dans ce Recueil.

A Convention, concluded before the coming into force of the Covenant, which had been inadvertently communicated to the Secretariat of the League of Nations, had been registered under the above number.

As the two Contracting Parties have requested that the registration of this document should be cancelled, the Convention has not been included in the present Series.

No. 87.

ALLEMAGNE ET SUISSE

Convention provisoire réglant la circulation aérienne entre l'Allemagne et la Suisse, signée à Berne le 14 septembre 1920.

**GERMANY
AND SWITZERLAND**

Provisional convention regulating the aerial circulation between Germany and Switzerland, signed at Berne on September 14, 1920.

TEXTE ALLEMAND — GERMAN TEXT

No. 87. — PROVISORISCHES ÜBEREINKOMMEN BETREFFEND DIE REGELUNG DES LUFTVERKEHRS ZWISCHEN DER SCHWEIZ UND DEUTSCHLAND¹, ABGESCHLOSSEN IN BERN AM 14. SEPTEMBER 1920.

No. 87. — CONVENTION PROVISOIRE RÉGLANT LA CIRCULATION AÉRIENNE ENTRE LA SUISSE ET L'ALLEMAGNE, SIGNÉE A BERNE LE 14 SEPTEMBRE 1920¹.

Textes officiels allemand et français communiqués par la Chancellerie fédérale Suisse. L'enregistrement de cette Convention a eu lieu le 10 février 1921.

German and French official texts forwarded by the Swiss Federal Chancery. The registration of this Convention took place on February 10, 1921.

DER SCHWEIZERISCHE BUNDESRAT UND DER PRÄSIDENT DES DEUTSCHEN REICHES, IM NAMEN DES DEUTSCHEN REICHES,

in dem Bestreben, den Luftverkehr zwischen ihren Völkern zu fördern, haben sich entschlossen zu diesem Zwecke ein provisorisches Uebereinkommen abzuschliessen und ihre Bevollmächtigten wie folgt bezeichnet :

Der schweizerische Bundesrat :

Herrn Bundespräsident MOTTA, Chef des eidgenössischen Politischen Departments.

Der Präsident des Deutschen Reiches :

S. E. Herrn Dr. Adolf MÜLLER, ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister des Deutschen Reiches in der Schweiz.

Diese Bevollmächtigten haben, nach Prüfung und Richtigbefund ihrer Vollmachten, folgende Bestimmungen unter Ratifikationsvorbehalt vereinbart :

Art. I.

Dieses Uebereinkommen findet nur auf die privaten Luftfahrzeuge Anwendung, welche als

¹ Les instruments de ratification ont été échangés à Berne, le 28 décembre 1920. La convention est entrée définitivement en vigueur à cette date.

LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE ET LE PRÉSIDENT DE L'EMPIRE ALLEMAND, AU NOM DE L'EMPIRE ALLEMAND,

animés d'un même désir de favoriser entre leurs peuples les communications par la voie des airs, ont résolu de conclure à cet effet une convention provisoire et ont délégué dans ce but leurs plénipotentiaires, savoir :

Le Conseil fédéral suisse,

Monsieur le Président de la Confédération MOTTA, Chef du Département Politique Fédéral ;

Le Président de l'Empire allemand,

Son Excellence Monsieur le Dr. Adolphe MÜLLER, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de l'Empire allemand en Suisse ;

lesquels, après s'être fait connaître leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants, sous réserve de ratification :

Article 1^{er}.

Le présent accord s'applique exclusivement aux aéronefs privés dûment enregistrés comme

¹ The exchange of ratifications took place at Berne on December 28, 1920. The Convention came into force on that date.

solche durch die zuständigen Behörden eines der beiden Vertragsstaaten in die amtlichen Register eingetragen sind.

Art. 2.

Jeder der beiden Vertragsstaaten räumt den in Art. 1 genannten Luftfahrzeugen des andern Staates das Recht ein, in Friedenszeiten sein Gebiet und seine Territorialgewässer in unschädlicher Weise frei zu überfliegen, sofern dabei die Bedingungen dieses Uebereinkommens beachtet werden.

Art. 3.

Die schweizerische und die deutsche Regierung können aus militärischen oder aus Gründen der öffentlichen Sicherheit das Ueberfliegen gewisser Teile ihres Gebietes verbieten und nach Massgabe ihrer Gesetzgebung bestrafen, vorausgesetzt, dass in dieser Beziehung kein Unterschied zwischen den privaten Luftfahrzeugen der beiden Vertragsstaaten gemacht werde. Die verbotenen Gebietsteile müssen dem Vertragsgegner mitgeteilt werden.

Art. 4.

Jedes Luftfahrzeug, das über ein verbotenes Gebiet gerät, ist verpflichtet, unverzüglich das durch die Luftfahrordnung des überflogenen Staates vorgeschriebene Notsignal zu geben und ungesäumt auf einem ausserhalb des verbotenen Gebietes gelegenen Flugplatze dieses Staates zu landen.

Art. 5.

Jedes Luftfahrzeug muss ein Bordbuch und eine von den zuständigen Behörden eines der beiden Vertragsstaaten oder von einer von ihnen ermächtigten Gesellschaft ausgestellte Verkehrsbewilligung sowie seinen Immatrikulationsausweis mitführen. Es muss deutliche Unterscheidungsmerkmale besitzen, durch welche es in vollem Fluge identifiziert werden kann.

Art. 6.

Die Mitglieder der Besatzung müssen alle Ausweise mitführen, welche im Heimatsstaate des Luftfahrzeuges für den Luftverkehr verlangt

tels par l'autorité compétente de l'une des Parties Contractantes.

Article 2.

Chacune des Parties Contractantes s'engage à accorder en temps de paix aux aéronefs de l'autre Etat, désignés à l'article 1^{er}, la liberté de passage inoffensif au-dessus de son territoire et de ses eaux territoriales, pourvu que soient observées les conditions énoncées dans le présent accord.

Article 3.

Le Gouvernement suisse et le Gouvernement allemand auront la faculté d'interdire, pour des raisons d'ordre militaire ou de sécurité publique, le survol de certaines zones de leur territoire, sous les peines prévues par leur législation et sous réserve qu'il ne sera fait aucune distinction à cet égard entre les aéronefs privés des deux Etats. Les zones interdites devront être notifiées à l'Etat intéressé.

Article 4.

Tout aéronef s'engageant au-dessus d'une zone interdite devra immédiatement donner le signal de détresse prévu au règlement de navigation aérienne de l'Etat survolé et atterrir au plus tôt sur l'un des aérodromes de cet Etat et en dehors de la zone interdite.

Article 5.

Tout aéronef devra être pourvu d'un livre de bord et d'un permis de navigation délivré par les autorités compétentes de l'un des deux Etats ou par une association habilitée par elles, ainsi que de sa pièce d'immatriculation. Il devra porter des marques distinctives apparentes permettant de l'identifier en plein vol.

Article 6.

Les personnes composant l'équipage devront être munies de tous les documents exigés pour la circulation aérienne dans le pays dont l'aé-

werden. Die Vertragsstaaten teilen sich gegenseitig die in ihrem Gebiete geltenden Ausweise mit.

Die Mitglieder der Besatzung müssen ausserdem Ausweise über ihre Heimatzugehörigkeit, ihre Person, ihre militärische Stellung und, wenn nötig, Pässe mitführen.

Die Passagiere müssen mit allen vom geltenden Recht verlangten Ausweisen und Pässen versehen sein.

Art. 7.

Die Mitführung von funkentelegraphischen Geräten in Luftfahrzeugen bleibt besonderer Vereinbarung vorbehalten.

Art. 8.

Die zwischen den beiden Vertragsstaaten verkehrenden Luftfahrzeuge dürfen Personen und Waren von einem Land ins andere befördern, unter Ausschluss des internen Verkehrs im Hoheitsgebiete des anderen Kontrahenten.

Sie müssen folgende Ausweise mitführen :

- Ein Namensverzeichnis der Passagiere,
- Ein Inventar (Manifest) über die mitgeführten Waren und Vorräte, sowie die vom Versender auszustellenden detaillierten Warendeklarationen.

Alle diese Transporte unterstehen den geltenden Vorschriften.

Die Beförderung von Postsendungen unterliegt besondern Abmachungen zwischen den beidseitigen Postverwaltungen.

Art. 9.

Die Landesbehörden haben das Recht, jedes Luftfahrzeug bei Abfahrt und Landung zu untersuchen und die verlangten Ausweise zu kontrollieren.

Art. 10.

Die Luftfahrzeuge beider Staaten haben sowohl bei ordentlichen Landungen als bei Notlandungen Anspruch auf gleiche Hilfeleistung wie die einheimischen Flugzeuge.

ronerf possède la nationalité. Les Parties Contractantes se communiqueront réciproquement les documents en vigueur sur le territoire de chacune d'elles.

Les personnes composant l'équipage devront, en outre être porteurs de pièces établissant leur nationalité, leur identité, leur situation militaire, et être pourvues, s'il y a lieu, de passeports.

Les passagers devront être munis de toutes les pièces d'identité et passeports exigés par les lois et règlements en vigueur.

Article 7.

Aucun appareil de T. S. F. ne pourra être porté par un aéronef avant qu'une convention spéciale à ce sujet ait été conclue entre les deux pays.

Article 8.

Les aéronefs engagés dans la navigation internationale entre les deux Etats pourront transporter des personnes et des marchandises d'un pays dans l'autre, à l'exclusion du trafic intérieur dans chacun de ces pays.

Ils devront être munis des documents suivants :

- D'une liste nominale des passagers.
- D'un inventaire (manifeste) des marchandises et des provisions de bord transportées, ainsi que des déclarations détaillées établies par les expéditeurs.

Tous ces transports sont soumis aux prescriptions en vigueur.

Le courrier postal (lettres et colis) pourra être transporté, si une entente existe à ce sujet entre les administrations postales des deux pays.

Article 9.

Les autorités des deux pays auront le droit au départ et à l'atterrissage, de visiter chaque aéronef et de vérifier les documents dont il doit être muni.

Article 10.

Les aéronefs des deux Etats auront droit, pour l'atterrissage voulu ou forcé, aux mêmes mesures d'assistance que les aéronefs nationaux.

Art. 11.

Alle Landungsplätze, welche den einheimischen privaten Luftfahrzeugen, ohne oder gegen Bezahlung zur freien Benützung offen stehen, sollen unter den gleichen Bedingungen den Luftfahrzeugen des anderen Staates offen stehen.

Art. 12.

Die Grenze zwischen den Vertragsstaaten darf nur zwischen den im gemeinsamen Einverständnis zu bestimmenden Punkten überschritten werden.

Jeder Vertragsstaat bezeichnet auf seinem Gebiete einen oder mehrere Landungsplätze, welche bei Ankunft und Abfahrt im internationalen Verkehr zwischen beiden Staaten zu benützen sind.

Jeder Vertragsstaat teilt dem andern das Verzeichnis der von ihm hierfür bestimmten Landungsplätze mit. Er kann jederzeit dieses Verzeichnis abändern oder ergänzen, unter 14tägiger Voranzeige an den andern Vertragsstaat.

Art. 13.

Jede Landung vor Anlaufen eines der in Artikel 12 erwähnten Landungsplätze ist verboten.

Bei Notlandung ausserhalb dieser Landungsplätze muss der Führer sofort die nächste Ortsbehörde benachrichtigen und unter seiner persönlichen Verantwortlichkeit bis zur Ankunft der Behörde jede Entfernung der Besatzung, der Passagiere oder des Luftfahrzeuges, seiner Bestandteile, Zubehörenden oder seines Inhaltes verhindern.

Art. 14.

Die Luftfahrzeuge, die Besatzungen, die Passagiere, sowie die Luftfahrtunternehmungen unterstehen allen rechtlichen Verpflichtungen gemäss der Gesetzgebung des Staates, in dem sie sich befinden, namentlich den Vorschriften über Zölle, Steuern und Abgaben und über die öffentliche Sicherheit. Sie unterstehen ebenfalls den in diesem Staate geltenden Vorschriften über die Luftschiffahrt.

Die Fahrbewilligungen, Flugtüchtigkeits- und Fähigkeitsausweise, welche den Luftfahrzeugen

Article 11.

Tout aéroport ouvert dans l'un des deux Etats, gratuitement ou contre paiement de certains droits, à l'usage public des aéronefs nationaux, sera ouvert, dans les mêmes conditions, aux aéronefs de l'autre Etat.

Article 12.

La frontière entre les deux pays ne pourra être franchie qu'entre les points fixés par eux d'un commun accord.

Chacune des Parties Contractantes désignera sur son territoire un ou plusieurs aéroports qui seront obligatoirement utilisés par les aéronefs en partance pour l'autre pays ou en provenance de ce dernier.

Chaque Partie communiquera à l'autre la liste des aéroports ainsi désignés par elle. Elle pourra en tout temps modifier ou compléter cette liste, à charge de communiquer sa décision à l'autre Partie quinze jours d'avance.

Article 13.

Est interdit tout atterrissage d'un aéronef avant d'avoir touché l'un des aéroports désignés en vertu de l'art. 12.

En cas d'atterrissage forcé hors de ces aéroports, le pilote devra aviser immédiatement l'autorité locale la plus voisine et s'opposer, sous sa responsabilité, jusqu'à l'arrivée de l'autorité, au départ de l'équipage et des passagers, ainsi qu'à l'enlèvement de tout ou partie de l'aéronef, de ses accessoires et, en général, de tout ce qu'il transporte.

Article 14.

L'aéronef, l'équipage, les passagers, ainsi que les entreprises de navigation aérienne, sont soumis à toutes les obligations juridiques résultant de la législation en vigueur dans l'Etat où ils se trouvent, notamment des prescriptions douanières, fiscales et de sûreté générale. Ils sont également soumis aux règlements de navigation aérienne en vigueur dans cet Etat.

Les permis, brevets et licences délivrés à l'aéronef et aux personnes de son équipage pour

und den Mitgliedern der Besatzung in einem Staate ausgestellt werden, haben im andern Staate dieselbe Gültigkeit wie die zu gleichem Zwecke durch letztern ausgestellten Ausweise.

Jeder Vertragsstaat kann für den Luftverkehr innerhalb seiner Grenzen, den an seine Staatsangehörigen vom andern Vertragsstaat ausgestellten Lufttüchtigkeits- und Fähigkeitsausweisen die Anerkennung versagen.

Art. 15.

Der Abwurf von anderm Ballast als feinem Sand oder Wasser aus der Luft ist verboten.

Art. 16.

Es ist verboten, unterwegs etwas anderes als Ballast auszuladen oder abzuwerfen. Für Ausnahmen bedarf es besonderer Bewilligungen.

Bezüglich der Post bleiben die in Art. 8 erwähnten besondern Abmachungen vorbehalten.

Art. 17.

Die Vertragsstaaten teilen sich gegenseitig die für den Luftverkehr in ihrem Gebiete geltenden Vorschriften mit.

Art. 18.

Kein militärisches Luftfahrzeug eines Staates darf in das Gebiet des andern eindringen, ohne vorher die Bewilligung des letzteren einzuholen; soweit eine derartige Bewilligung nichts anderes vorsieht, gelten die Bestimmungen dieses Uebereinkommens.

Art. 19.

Dieses Abkommen soll ratifiziert und die Ratifikationsurkunden sollen baldmöglichst in Bern ausgetauscht werden. Es tritt mit dem Tage des Austausches der Ratifikationsurkunden in Kraft. Das Abkommen soll so lange in Geltung bleiben als es nicht von einem der beiden Teile mit dreimonatiger Frist gekündigt wird.

la circulation aérienne dans l'un des pays contractants auront, dans l'autre pays, la même valeur que les pièces correspondantes délivrées dans le même but, par ce dernier.

Chacune des Parties Contractantes a le droit de ne pas reconnaître valables, pour la circulation, dans les limites et au-dessus de son propre territoire, les brevets d'aptitudes et les licences conférés à l'un de ses ressortissants par l'autre Partie Contractante.

Article 15.

Il est interdit de lancer d'un aéronef en vol d'autre lest que du sable fin ou de l'eau.

Article 16.

Tous déchargements et jets en cours de route autres que ceux du lest sont interdits. Il ne sera fait exception à cette règle que dans les cas où une autorisation sera spécialement accordée à cet effet.

Quant au courrier postal, demeurent réservés les arrangements spéciaux prévus à l'article 8.

Article 17.

Les Parties Contractantes se communiqueront mutuellement les lois et règlements régissant la navigation aérienne sur leur territoire.

Article 18.

Aucun aéronef militaire de l'un des deux Etats ne pourra pénétrer sur le territoire de l'autre sans une autorisation spéciale de ce dernier. Pour autant que cette autorisation n'y dérogera pas, les stipulations du présent accord seront applicables.

Article 19.

La présente convention sera ratifiée et l'échange des instruments de ratification devra avoir lieu à Berne le plus tôt qu'il sera possible. Elle entrera en vigueur le jour où les ratifications auront été échangées. Elle demeure applicable aussi longtemps qu'elle n'aura pas été dénoncée, moyennant avis donné trois mois à l'avance.

Zu Urkund vorstehenden Abkommens haben die Bevollmächtigten diesen Vertrag unterzeichnet und mit ihren Siegeln versehen.

Ausgefertigt in doppelter Urschrift in Bern am vierzehnten September tausend neunhundert und zwanzig (14. September 1920).

(Gezeichnet) MOTTA.

(Gezeichnet) Rr. ADOLF MÜLLER.

En foi de quoi les plénipotentiaires susnommés ont signé et revêtu de leur sceau le présent accord.

Fait en double expédition, à Berne, le quatorze septembre mil neuf cent vingt (14 septembre 1920).

(Signé) MOTTA.

(Signé) Dr. ADOLPHE MÜLLER.

ZUSATZPROTOKOLL

Gemäss den Bestimmungen des Uebereinkommens vom gleichen Tage und in Ergänzung derselben, haben die Unterzeichneten, versehen mit den Vollmachten ihrer Regierung, unter Ratifikationsvorbehalt, noch folgendes vereinbart:

Die Kontrahenten sehen bis auf weiteres von einer Festsetzung von Grenzabschnitten im Sinne des Art. 12, Absatz 1, auf welchen die Grenze zu überschreiten ist, ab, behalten sich aber vor, aus Gründen des öffentlichen Interesses, wie namentlich des Zollschutzes, solche Grenzabschnitte im gemeinsamen Einverständnis festzusetzen. In besondern und dringenden Fällen bleibt es jedem Kontrahenten vorbehalten, unter achttägiger Voranzeige an den Gegenkontrahenten durch einseitige Erklärung vorläufige Grenzübergangsstellen zu bezeichnen. In diesem Falle werden sich die Vertragsparteien nachträglich über die weitere Regelung verständigen.

BERN, den 14. September 1920.

(Gezeichnet) MOTTA.

(Gezeichnet) Dr. ADOLF MÜLLER.

Für getreue Abschrift,

Bern, den 8. Februar 1921.

Der Bundeskanzler:

(L. S.) STEIGER.

PROTOCOLE ADDITIONNEL.

En conformité et complément des dispositions contenues dans la Convention du même jour, les soussignés, dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, sont encore, sous réserve de ratification, convenus des stipulations suivantes:

Les Parties contractantes s'abstiennent, jusqu'à nouvel avis, de déterminer, conformément à l'article 12, 1^{er} alinéa, les points entre lesquels la frontière doit être franchie, mais elles se réservent, pour des motifs d'intérêts public, notamment pour assurer la protection douanière, de fixer ces points d'un commun accord. Dans des cas spéciaux et urgents, chaque Partie a la faculté, après avis donné huit jours à l'avance à l'autre Partie, de désigner, par une déclaration unilatérale, des points provisoires entre lesquels la frontière devra être franchie. En pareil cas, les Parties Contractantes s'entendront ultérieurement sur toute plus ample réglementation.

BERNE, le 14 septembre 1920.

(Signé) MOTTA.

(Signé) Dr. ADOLPHE MÜLLER.

Pour copie conforme,

Berne, le 8 février 1921.

Le Chancelier de la Confédération:

(L. S.) STEIGER.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 87. — PROVISIONAL CONVENTION REGULATING THE AERIAL CIRCULATION BETWEEN SWITZERLAND AND GERMANY, SIGNED AT BERNE, SEPTEMBER 14, 1920.

THE SWISS FEDERAL COUNCIL and THE PRESIDENT OF THE GERMAN EMPIRE ON BEHALF OF THE GERMAN EMPIRE,

being both actuated by the desire to encourage air navigation between their respective nations, have decided to conclude a convention for this purpose, and have deputed as their plenipotentiaries :

For the Swiss Federal Council :

Monsieur MOTTA, President of the Confederation, Head of the Federal Political Department.

For the President of the German Empire :

His Excellency Dr. Adolphe MÜLLER, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the German Empire in Switzerland.

who after having communicated their full powers and found them to be in good and due form, have, subject to ratification, agreed upon the following articles :

Article 1.

The present convention refers exclusively to private aircraft duly registered as such by the competent authorities of one of the Contracting Parties.

Article 2.

Each of the Contracting Parties undertakes, in time of peace, to allow the aircraft of the other State, referred to in the first Article, free passage for peaceful purposes over its territory and territorial waters, provided that the conditions contained in the present convention are complied with.

Article 3.

The Swiss Government and the German Government shall have the right to forbid flight over certain zones in their territory, for reasons of a military nature or connected with public safety, and to enforce the penalties laid down in their legislation, provided that no distinction is made in this respect between the private aircraft of the two States. The forbidden zones shall be duly notified to the State concerned.

Article 4.

Every aircraft which finds itself above a prohibited area must immediately give the signal of distress provided by the Aerial Navigation Law of the State flown over and land as soon as possible at one of the aerodromes of this State, and outside the prohibited area.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

Article 5.

Every aircraft must be provided with a log book and a navigating licence granted to it by the competent authorities of one of the States, or by an association authorised by them as well as its registration certificate. It must carry clear distinctive marks which can be identified when it is in flight.

Article 6.

The crew must be provided with all the documents which are required for air navigation in the country whose nationality the aircraft possesses. The contracting parties will communicate to one another the documents in force in their respective territories. The crew further must carry certificates showing the nationality, their identity, their military rank, and must be provided, if necessary, with passports. The passengers must be provided with identity certificates and passports required by the laws and regulations in force.

Article 7.

No wireless telegraphic apparatus shall be carried by an aircraft until after the conclusion of a special convention upon the subject between the two countries.

Article 8.

Aircraft engaged in international navigation between the two States may carry persons and goods from one country to the other, internal traffic in each of the countries being forbidden.

They must be furnished with the following documents :

A nominal roll of the passengers.

An Inventory (manifest) of the goods and supplies carried; and also with detailed declarations made out by the Consigners.

All such traffic shall be subject to the regulations in force.

Mails (letters and parcels) may be carried if an agreement on this subject is in force between the postal administration of the two countries.

Article 9.

The authorities of the two countries shall before departure and landing have the right to visit each aircraft and to examine the documents with which it must be provided.

Article 10.

Aircraft of both States shall have the right in respect to forced or intentional landing to the same assistance as national aircraft.

Article 11.

All aerodromes, in either of the two States, which are available for national aircraft, either free of charge, or upon payment of specified dues, shall also be available to aircraft of the other State under the same conditions.

Article 12.

The frontier between the two countries may only be crossed between certain specified points, to be fixed by mutual agreement.

Each contracting Party shall select one or more aerodromes within its territory which must be used by aircraft proceeding to or coming from the other country.

Each Party shall send to the other a list of the aerodromes selected in accordance with the above. It may at any time amend or increase this list, provided that notification is given to the other Party fifteen days beforehand.

Article 13.

Aircraft may not effect a landing before having touched at one of the aerodromes selected in accordance with Article 12.

In cases of forced landing outside these aerodromes, the pilot must forthwith notify the nearest local authorities and will be responsible that the crew and passengers do not leave, and that no parts of the aircraft or its fittings or anything which it may be carrying are removed, until after the arrival of such authorities.

Article 14.

All aircraft, crews and passengers and all air-traffic undertakings shall be subject to the legal obligations entailed by the laws of the State in which they may be situated, in particular to customs, revenue and public safety regulations. They shall also comply with all air navigation regulations in force in the State in question.

Permits, certificates and licences, issued to aircraft and to the members of crews in respect of air-navigation in one of the contracting States, shall have the same validity in the other State as the equivalent documents issued for the same purposes by the latter.

Each of the contracting Parties shall be entitled to refuse to recognise as valid, for flight within and over its own territory, flying certificates and licences issued to its nationals by the other contracting Party.

Article 15.

Dropping of ballast other than fine sand or water from an aircraft in flight is prohibited.

Article 16.

Nothing whatever may be thrown or dropped from an aircraft in flight except ballast. There shall be no exception to this rule except in cases where a special permit has been granted to this effect.

As regards mails, the special provisions provided for in Article 8 remain reserved.

Article 17.

The contracting Parties will communicate reciprocally the rules and regulations governing aerial navigation over their territory.

Article 18.

No military aircraft of either of the States may pass over the territory of the other without special permission from the latter. Except as otherwise provided by such special permission, the provisions of the present agreement shall be applicable.

Article 19.

The present agreement shall be ratified and the exchange of ratifications shall take place at Berne as soon as possible. It shall come in force from the day on which the exchange of ratifi-

cations takes place. It shall continue in force until denounced. Three months notice of such denunciation shall be given.

IN TESTIMONY whereof the undermentioned plenipotentiaries have hereto set their hand and seal.

Done in duplicate at Berne this fourteenth day of September, one thousand nine hundred and twenty.

(Signed) MOTTA.

(Signed) Dr. ADOLPHE MÜLLER.

ADDITIONAL PROTOCOL.

In conformity with and in completion of the regulation contained in the Convention of the same date, the undersigned, duly authorised by their respective Governments, have agreed subject to ratification to the following stipulations :

The Contracting Parties shall, until further notice, refrain from fixing the points between which the frontier may be crossed in accordance with Article 12, paragraph 1. They shall, however, reserve the right to establish these points by mutual agreement, for reasons of public interest and in particular, to safeguard their customs regulations. Each Party shall be entitled in special and urgent cases and after giving eight days notice to the other Party, to fix by a unilateral declaration provisional points between which the frontier is to be crossed. In such cases, any amplification of these regulations shall form the subject of a subsequent agreement between the two Contracting Parties.

BERNE, *September 14, 1920.*

(Signed) MOTTA.

(Signed) Dr. ADOLPHE MÜLLER.

No. 88.

ALLEMAGNE ET SUISSE

Convention entre l'Allemagne et la Suisse concernant les hypothèques suisses avec clause d'or en Allemagne et certaines catégories de créances en francs contre des débiteurs allemands, signée à Berne le 6 décembre 1920.

GERMANY AND SWITZERLAND

Convention between Germany and Switzerland dealing with mortgages in Germany containing the gold clause, and with certain classes of francs credits from German debtors, signed at Berne, December 6, 1920.

TEXTE ALLEMAND — GERMAN TEXT

No. 88. — ABKOMMEN ZWISCHEN DER SCHWEIZERISCHEN EIDGENOSSENSCHAFT UND DEM DEUTSCHEN REICHE BETREFFEND SCHWEIZERISCHE GOLDHYPOTHEKEN IN DEUTSCHLAND UND GEWISSE ARTEN VON FRANKENFORDERUNGEN AN DEUTSCHE SCHULDNER ¹, ABGESCHLOSSEN IN BERN AM 6. DEZEMBER 1920.

Textes officiels allemand et français communiqués par la Chancellerie Fédérale suisse. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 10 février 1921.

DIE SCHWEIZERISCHE EIDGENOSSENSCHAFT UND DAS DEUTSCHE REICH

vom Wunsche geleitet, die Rechtsverhältnisse der schweizerischen Goldhypotheken in Deutschland und gewisser Arten von Frankenforderungen schweizerischer Gläubiger an deutsche Schuldner in billiger Weise zu regeln, sind übereingekommen, das nachstehende Abkommen zu treffen und haben zu diesem Zwecke zu ihren Bevollmächtigten ernannt :

DER SCHWEIZERISCHE BUNDES RAT : Herrn Edmund SCHULTHESS, Vizepräsident des Schweizerischen Bundesrates, Stellvertreter des Chefs des eidgenössischen Politischen Departements.

DIE DEUTSCHE REGIERUNG : Herrn Dr. Adolf MÜLLER, ausserordentlicher Gesandter und bevollmächtigter Minister des Deutschen Reiches in der Schweiz.

Die Bevollmächtigten haben, nachdem sie einander ihre Vollmachten mitgeteilt und diese in guter und gehöriger Form befunden haben, über folgende Bestimmungen sich geeinigt :

¹ L'échange des ratifications a eu lieu le 10 décembre 1920, à Berne.

No. 88. — CONVENTION ENTRE LA CONFÉDÉRATION SUISSE ET L'EMPIRE ALLEMAND, CONCERNANT LES HYPOTHÈQUES SUISSES AVEC CLAUSE D'OR EN ALLEMAGNE ET CERTAINES CATÉGORIES DE CRÉANCES EN FRANCS CONTRE DES DÉBITEURS ALLEMANDS ¹, SIGNÉE A BERNE LE 6 DÉCEMBRE 1920.

German and French Official texts forwarded by the Swiss Federal Chancery. The Registration of this Convention took place on February 10, 1921.

LA CONFÉDÉRATION SUISSE ET L'EMPIRE ALLEMAND

animés du désir de régler d'une manière équitable les rapports juridiques résultant d'hypothèques suisses avec clause d'or en Allemagne ainsi que de certaines catégories de créances en francs possédées par des Suisses contre des débiteurs allemands, ont résolu de conclure la Convention suivante et ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires :

LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE : M. Edmond SCHULTHESS, Vice-Président du Conseil Fédéral suisse, remplaçant du Chef du Département politique fédéral.

LE GOUVERNEMENT ALLEMAND : M. Dr Adolf MÜLLER, Envoyé Extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de l'Empire d'Allemagne en Suisse.

Après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, les plénipotentiaires sont convenus des dispositions suivantes :

¹ The exchange of ratifications took place at Berne on December 10, 1920.

I.

Artikel eins.

Goldhypothen im Sinne dieses Abkommens sind die vor dem 31. Juli 1914 entstandenen, auf Mark lautenden und durch Hypothek an einem deutschen Grundstück gesicherten Geldforderungen, die nach dem Beleihungsvertrage durch Rückzahlung der Leihsumme oder dieser und der Zinsen « in Gold », « in deutschem Golde », « in deutschem Reichsgoldgelde », « in deutscher Reichsgoldmünze », « in deutschen Goldmünzen », « in deutscher Goldwährung », « in Reichsgoldwährung », « in klingender Münze », « in klingendem Gelde », zu erfüllen sind oder für die eine ähnliche, zum Schutze des ausländischen Gläubigers gegen die Entwertung der deutschen Mark dienende, die Erfüllung der Verpflichtungen in Gold vorsehende Klausel (Goldklausel) vereinbart ist.

Artikel 2.

Die Regierung der Schweizerischen Eidgenossenschaft, wird den in Betracht kommenden schweizerischen Gläubigern solcher Goldhypothen empfehlen :

- a) für die Dauer von 10 Jahren seit dem Inkrafttreten dieses Abkommens auf die Einziehung von Goldhypothen zu verzichten und sich bereit zu erklären, die Goldhypothen auf Wunsch des Schuldners auf anschließende weitere fünf Jahre zu verlängern, falls nach Ablauf der zehn Jahre die Mark in der Schweiz auf 65 Cts oder darunter stehen sollte ;
- b) für die Berechnung und Zahlung der Zinsen angemessene Erleichterungen zu gewähren (gemäss Anlage 1) ;
- c) hierüber dem Schuldner eine schriftliche Erklärung zu übermitteln und in dieser die Eintragung eines Widerspruchs gegen die Richtigkeit der Fälligkeitsbedingungen auf Grund der §§ 892 und 899 des deutschen bürgerlichen Gesetzbuches in das Grundbuch des belasteten Grundstückes mit der Massgabe zu bewilligen, dass der Gläubiger die Kosten

I

Article premier.

Sont considérées comme hypothèques avec clause d'or, au sens de cette Convention, les créances d'argent antérieures au 31 juillet 1914, formulées en marcs et garanties par une hypothèque sur un immeuble allemand, lorsque, aux termes du contrat de prêt, le remboursement de la somme prêtée ou de cette somme ainsi que des intérêts, doit être effectué « en or », « en or allemand », « en espèces d'or impérial allemand », « en monnaies allemandes d'or impérial », « en monnaies d'or allemandes », « en étalon d'or allemand », « en étalon d'or impérial », « en espèces sonnantes », « en argent sonnant », ou lorsque les parties sont convenues d'une clause analogue prévoyant l'exécution des obligations en or (clauses d'or) afin de garantir le créancier étranger contre la dépréciation du marc allemand.

Article 2.

Le Gouvernement de la Confédération suisse recommandera aux créanciers suisses de semblables hypothèques avec clause d'or :

- a) de renoncer pour une durée de dix années à partir de l'entrée en vigueur de cette Convention au remboursement des hypothèques avec clause d'or et de se déclarer prêts, à la demande du débiteur, de proroger pour une nouvelle durée de 5 années les hypothèques avec clause d'or, si à l'expiration du délai de 10 ans, la valeur du marc en Suisse n'était pas supérieure à 65 centimes ;
- b) d'accorder à leurs débiteurs pour le calcul et le paiement des intérêts les facilités prévues à l'annexe I ;
- c) de délivrer à ce sujet une déclaration écrite au débiteur afin de documenter leur consentement à ce qu'il soit procédé à l'inscription d'un « contredit » contestant l'exactitude des conditions, d'échéance figurant au livre foncier de l'immeuble engagé, conformément aux paragraphes 892 et 899 du Code Civil allemand ; les créanciers supporteront les frais d'établissement de

dieser Urkunde, der Schuldner dagegen die Kosten der Eintragung in das Grundbuch trägt. Die Unterschrift unter der Erklärung ist nach Massgabe des deutsch-schweizerischen Staatsvertrages vom 14. Februar 1907 über die Beglaubigung öffentlicher Urkunden durch eine schweizerische Behörde zu beglaubigen.

- d) zum Zwecke der Eintragung des Widerspruchs auf Antrag des Schuldners den Hypothekenbrief beim Grundbuchamt einzureichen.

Artikel 3.

Goldhypotheken, deren Gläubiger nach den Vorschlägen des Artikels 2 verfahren, sind gemäss litt. b zu verzinsen und nach Ablauf der in litt. a vorgesehenen Frist unter Einhaltung der vereinbarten Kündigungsfrist entweder in Gold zum Satze der deutschen Goldwährung nach Massgabe des deutschen Münzgesetzes vom 1. Juni 1909 oder dergestalt in Papiergeld zu bezahlen, dass der Gläubiger für hundert geschuldete Mark 123,45 Schweizerfranken erhält.

Der Schuldner kann jederzeit unter Beobachtung der vereinbarten Kündigungsfrist die Goldhypothek kündigen, wobei die Zahlung gemäss Absatz 1 zu leisten ist.

Artikel 4.

Dieses Abkommen findet auf Goldhypotheken auch insoweit Anwendung, als sie vom Schuldner bereits gekündigt worden oder aus Anlass der Goldklausel Gegenstand von gerichtlichen Urteilen gewesen sind, sofern der Gläubiger die Bedingungen von Artikel 2 erfüllt.

Zahlungen (Kapital und Zinsen) aus Goldhypotheken, die zur Zeit des Inkrafttretens dieses Abkommens bereits erfolgt sind, gelten als Erfüllung, wenn sie vorbehaltlos angenommen worden sind. Das gesetzliche Recht des Hypothekengläubigers auf Eintrag von Zwangshypotheken wegen nicht gezahlter Zinsen (§§ 866 und 867 der Deutschen Zivilprozessordnung) bleibt unberührt.

ce document et le débiteur ceux de l'inscription au livre foncier. La signature apposée sur la déclaration du créancier devra être légalisée par une Autorité suisse conformément aux dispositions du Traité conclu entre la Suisse et l'Empire Allemand concernant la légalisation d'actes publics du 14 février 1907.

- d) de transmettre à la demande du débiteur la lettre hypothécaire à l'Office du Livre foncier afin que le « contre-dit » y soit inscrit.

Article 3.

Si le créancier procède conformément aux prescriptions de l'article 2, les hypothèques avec clause d'or doivent être remboursées, après l'expiration du délai prévu à litt. (a) et après observation des délais de dénonciation du contrat ou bien en or, au taux de l'étalon d'or allemand en conformité de la loi allemande sur les monnaies du 1^{er} juin 1909, ou bien en papier-monnaie, de manière à ce que le créancier reçoive 123,45 francs suisses pour 100 marcs qui lui sont dus; le règlement des intérêts s'opèrent d'après litt. (b).

Le débiteur peut dénoncer en tout temps l'hypothèque avec clause d'or moyennant observation des délais de dénonciation prévus au contrat, le paiement devant alors s'effectuer conformément à l'alinéa 1.

Article 4.

Cette Convention est aussi applicable aux hypothèques avec clause d'or qui ont déjà été dénoncées par le débiteur, ou qui, en raison de la clause d'or, ont fait l'objet de sentences judiciaires, pourvu que le créancier remplisse les conditions de l'article 2.

Les paiements (en capital et intérêts) qui sont déjà intervenus au moment de l'entrée en vigueur de cette Convention, à propos d'hypothèques avec clause d'or, valent comme exécution lorsqu'ils ont été acceptés sans réserves. Aucune atteinte n'est portée par la présente Convention au droit légal du créancier hypothécaire de faire procéder à l'inscription d'hypothèques forcées pour garantir les intérêts arriérés (paragraphe 866 et 867 de l'Ordonnance allemande sur la procédure civile).

Artikel 5.

Besondere Vereinbarungen zwischen Gläubiger und Schuldner bleiben unberührt und vorbehalten; dieses gilt insbesondere für die Eintragung von Maximalhypotheken im Sinne des Paragraphes 1190 des Deutschen Bürgerlichen Gesetzbuches.

II.

Artikel 6.

Die Regierung der Schweizerischen Eidgenossenschaft erklärt sich bereit, der Schweizerischen Bankiervereinigung von dem im Nachstehenden und in der Anlage II zum gegenwärtigen Abkommen vorgesehenen Verfahren Kenntnis zu geben und sich dafür zu verwenden, dass in bezug auf folgende vier Arten von Frankenforderungen schweizerischer Banken gegenüber in Deutschland wohnenden Schuldnern, nämlich:

- α) gegenüber deutschen Beamten,
- β) „ „ Internierten,
- γ) „ „ Wehrmännerfamilien,
- δ) „ „ Staatsangehörigen, die zur Ermöglichung des Besuches schweizerischer Heilanstalten solche Frankendarlehen aufgenommen haben,

in einem alsbald zu erlassenden Rundschreiben der Banken Empfehlungen im Sinne der Anlage II zum gegenwärtigen Abkommen gemacht werden.

Artikel 7.

Die Regierung der Schweizerischen Eidgenossenschaft erklärt sich bereit, die von der Deutschen Regierung unterstützten Bemühungen der deutschen Länder, Gemeinden und anderer Verbände (Landwirtschaftskammern, Tierzuchtverbände usw.), die durch Bezug von Vieh, Milch und andern Nahrungsmitteln entstandenen Frankenschulden in der Schweiz durch Lieferung von Waren nach der Schweiz abzubürden, auch ihrerseits in geeigneter Weise zu unterstützen und zu fördern und sich dafür zu verwenden, dass eine überstürzte Beitreibung dieser Schulden unterbleibt.

Article 5.

Les accords particuliers entre créancier et débiteur ne tombent pas sous les dispositions de cette convention, et sont réservés; il en est notamment ainsi des inscriptions d'hypothèques indéterminées avec maximum, au sens du paragraphe 1190 du Code Civil allemand.

II

Article 6.

Le Gouvernement de la Confédération suisse se déclare disposé à porter à la connaissance de l'Association Suisse des Banquiers la procédure prévue ci-dessous, ainsi qu'à l'Annexe II de la présente Convention, et de s'employer pour qu'une circulaire soit adressée aux banques, aussitôt que possible, afin de leur recommander de s'en tenir au contenu de la dite Annexe II pour les quatre catégories suivantes de créances en francs possédées par des banques suisses contre des débiteurs domiciliés en Allemagne, à savoir:

- α) contre des fonctionnaires allemands,
- β) contre des internés allemands,
- γ) contre des familles allemandes de mobilisés,
- δ) contre des ressortissants allemands qui ont contracté de semblables emprunts en francs pour pouvoir fréquenter en Suisse des hôpitaux, cliniques, etc.

Article 7.

Le Gouvernement de la Confédération Suisse se déclare disposé à accorder de son côté, de la manière qui lui paraîtra appropriée, son appui aux efforts faits en Allemagne par des Etats particuliers, des Communes et d'autres associations (chambres d'agriculture, associations d'élevage, etc.) et soutenus par le Gouvernement Impérial, afin d'amortir au moyen de livraison de marchandises à la Suisse les dettes en francs résultant d'achats de bétail, de lait et d'autres approvisionnements. Il se déclare prêt à s'employer pour éviter un recouvrement précipité de ces créances.

Artikel 8.

Dieses Abkommen soll ratifiziert werden und die Ratifikationsurkunden sollen so bald als möglich in Bern ausgetauscht werden.

Das Abkommen tritt am Tage des Austausches der Ratifikationsurkunden in Kraft.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten dieses Abkommen unterzeichnet und mit ihrem Siegel versehen.

Ausgefertigt in doppelter Unterschrift in Bern am sechsten Dezember tausend neunhundert und zwanzig (6. Dezember 1920).

(Gezeichnet) ADOLF MÜLLER.

(Gezeichnet) SCHULTHESS.

Article 8.

Cette Convention sera ratifiée et les instruments de ratification seront échangés à Berne aussitôt que possible.

La Convention entrera en vigueur dès le jour de l'échange des instruments de ratification.

En foi de quoi, les plénipotentiaires ont signé la présente Convention et y ont apposé leurs sceaux.

Dressé en double original à Berne le six décembre mil neuf cent vingt (6 décembre 1920).

(Signé) SCHULTHESS.

(Signé) Dr ADOLF MÜLLER.

ANLAGE I

zum Abkommen vom 6. Dezember 1920 betreffend schweizerische Goldhypotheken in Deutschland und gewisse Arten von Frankenforderungen an deutsche Schuldner.

Ziffer eins.

Während der Dauer der in Artikel 3 dieses Abkommens vorgesehenen Stundungsfrist ist der Schuldner verpflichtet, die seit dem Inkrafttreten dieses Abkommens fällig werdenden Zinsen in Papiermark mit einem Aufschlag zu entrichten. Dieser Aufschlag berechnet sich nach dem Kursverhältnis der deutschen Mark zum schweizerischen Franken. Hierbei wird der Geldkurs der Mark in der Schweiz nach der Notierung der schweizerischen Nationalbank im Durchschnitt der fünf Tage, die dem Fälligkeitstage des Zinses vorangehen, zugrunde gelegt. Der Aufschlag beträgt:

bei einem Kurse bis einschliesslich 10 den Unterschied zwischen diesem Kurse und dem Kurse von	20.—
bei einem Kurse über 10 bis einschliesslich 40 100 %, Gesamtleistung höchstens zum Kurse von	70.—

ANNEXE I

à la Convention du 6 décembre 1920, concernant les hypothèques suisses avec clause d'or en Allemagne, et certaines catégories de créances en francs contre des débiteurs allemands.

Chiffre premier.

Pendant les délais de paiement prévus à l'article 3 de cette Convention, le débiteur a l'obligation d'acquitter les intérêts échus, depuis l'entrée en vigueur de la présente Convention, en marcs-papier, avec un supplément. Ce supplément se calcule en tenant compte du cours du marc par rapport au franc suisse. Ce calcul s'opérera sur la base du cours moyen du marc en Suisse noté par la Banque Nationale pendant les cinq jours qui précèdent l'échéance des intérêts. Le supplément s'élève:

Pour un cours jusqu'à 10 y compris, à la différence entre ce cours et le cours de	20.—
Pour un cours supérieur à 10 jusqu'à 40 y compris, à 100 %, le paiement total ne pouvant dépasser le cours de	70.—

bei einem Kurse von über 40 bis einschliesslich 60 75 %, Gesamtleistung höchstens zum Kurse von	90.—
bei einem Kurse von über 60 bis einschliesslich 80 50 %, Gesamtleistung höchstens zum Kurse von	100.—
bei einem Kurse von über 80 25 %, Gesamtleistung höchstens zum Kurse von . . .	123.45

Pour un cours supérieur à 40 jusqu'à 60 y compris, à 75 %, le paiement total ne pouvant dépasser le cours de	90.—
Pour un cours supérieur à 60 jusqu'à 80 y compris, à 50 %, le paiement total ne pouvant dépasser le cours de .	100.—
Pour un cours supérieur à 80 à 25 %, le paiement total ne pouvant dépasser le cours de 123.45	

Durch Zahlung der mit dem vorerwähnten Aufschlage vermehrten Zinsen gilt die Zinsenschuld als endgültig getilgt, sofern nicht auf Grund der Prüfung der Verhältnisse des Einzelalles Vertrauensstellen der in Anlage II dieses Abkommens vorgesehenen Art der Auffassung sind, dass die tatsächlichen Erträgnisse der mit der Goldhypothek belasteten Liegenschaften oder die persönlichen Verhältnisse des Schuldners eine Zinszahlung mit einem höhern Aufschlag rechtfertigen.

Les intérêts courants sont sensés complètement versés par le paiement des intérêts augmentés du supplément qui précède, pourvu que le paiement d'intérêts avec un supplément supérieur ne paraisse pas justifié, en égard aux revenus effectifs des biens fonciers grevés d'une hypothèque avec clause d'or ou de la situation personnelle du débiteur. Il appartiendra à des offices fiduciaires du genre de ceux visés à l'Annexe II de la présente Convention, de procéder à cet égard à l'examen de chaque cas particulier.

Ziffer 2.

Die in Ziffer eins aufgestellte Regel findet auch Anwendung auf bereits fällig gewordene und noch nicht bezahlte oder gestundete oder nur unter Vorbehalt angenommene Zinsen. In diesen Fällen ist für die Kursberechnung auf den Fälligkeitstag der noch ausstehenden Zinsen abzustellen.

Chiffre 2.

Les règles posées au chiffre 1 sont aussi applicables aux intérêts déjà échus lorsqu'ils n'ont pas encore été payés, ou lorsque le créancier a consenti un délai à son débiteur pour leur paiement, ou lorsqu'ils n'ont été acceptés que sous réserve. Dans ces cas le cours à considérer est celui du jour de l'échéance des intérêts qui sont encore dus.

ANLAGE II

zum Abkommen von 6. Dezember 1920 betreffend schweizerische Goldhypotheken in Deutschland und gewisse Arten von Frankenforderungen an deutsche Schuldner.

In Anwendung des vorerwähnten Abkommens wird die Regierung der Schweizerischen Eidgenossenschaft der Schweizerischen Bankiervereinigung empfehlen, an die schweizerischen Banken ein Rundschreiben folgenden Inhaltes zu erlassen :

Ziffer eins, a).

Von einer überstürzten Beitreibung von Frankenforderungen schweizerischer Banken ge-

ANNEXE II

à la Convention du 6 décembre 1920, concernant les hypothèques suisses avec clause d'or en Allemagne et certaines catégories de créances en francs contre des débiteurs allemands.

En application de la Convention mentionnée ci-dessus, le Gouvernement de la Confédération Suisse recommandera à l'Association suisse des Banquiers, d'adresser aux Banques Suisses une circulaire dont le contenu sera le suivant :

Chiffre premier, a)

En considération du cours actuel du franc suisse par rapport au marc allemand, il y a

genüber in Deutschland wohnenden Schuldnern, nämlich :

- α) gegenüber deutschen Beamten,
- β) » » Internierten,
- γ) » » Wehrmännerfamilien,
- δ) » » Staatsangehörigen, die zur Ermöglichung des Besuches schweizerischer Heilanstalten solche Frankendarlehen aufgenommen haben, ist, mit Rücksicht auf die gegenwärtigen Valutaverhältnisse des schweizerischen Frankens zur deutschen Mark, Abstand zu nehmen ;

b) den Schuldnern solcher Frankenforderungen ist, soweit bereits eine Kündigung erfolgt ist, auf Wunsch wenigstens für so lange Stundung zu gewähren, bis die von den beidseitigen Regierungen einzusetzenden Vertrauensstellen Gelegenheit zur Äusserung erhalten haben ;

c) für die Berechnung und Zahlung der Zinsen sind angemessene Erleichterungen zu gewähren (gemäss Anlage III).

Ziffer 2.

Sofern die Schuldner solcher Frankenforderungen ihre Verpflichtung zur Zahlung der Schuldsumme in einer vollstreckbaren Urkunde im Sinne des Paragraphes 794, Nr. 5, der Deutschen Zivilprozessordnung anerkennen, werden die Banken gegen diese Schuldner mit dem Ziele der Einziehung der Schulden nicht vorgehen, bevor sie den von den beidseitigen Regierungen einzusetzenden Vertrauensstellen Gelegenheit gegeben haben, sich über die wirtschaftlichen Verhältnisse des Schuldners zu äussern. Würde nach der übereinstimmenden Äusserung der beidseitigen Vertrauensstellen durch die sofortige Beitreibung der Forderung die wirtschaftliche Existenz des Schuldners bedroht, so wird die Bank unter billiger Berücksichtigung der Vorschläge der Vertrauensstellen dem Schuldner weiteren Aufschub gewähren und ihm die allmähliche Abtragung seiner Schuld ermöglichen und in solchen Fällen auch für die Berechnung und Zahlung der Zinsen solche Erleichterungen gewähren, die den Schuldner in den Stand setzen, die

lieu de s'abstenir de procéder à un recouvrement précipité des créances en francs, possédées par des Banques suisses contre des débiteurs domiciliés en Allemagne, à savoir :

- α) Contre des fonctionnaires allemands.
- β) Contre des internés allemands.
- γ) Contre des familles allemandes de mobilisés.
- δ) Contre des ressortissants allemands qui ont contracté de semblables emprunts en francs suisses pour pouvoir fréquenter en Suisse des hôpitaux, cliniques, etc.

b) Il y a lieu d'accorder, à leur demande, aux débiteurs de semblables créances en francs, pour autant que celles-ci sont déjà dénoncées, un délai de paiement qui s'étendra au moins jusqu'au moment où les offices fiduciaires qui doivent être institués par les deux Gouvernements, auront eu l'occasion de se prononcer ;

c) d'accorder les facilités prévues à l'Annexe III pour le calcul et le paiement des intérêts.

Chiffre 2.

Pour autant que les débiteurs de semblables créances en francs reconnaissent leur obligation de payer la somme due dans un document ayant force exécutoire, au sens du paragraphe 794 N° 5 de l'ordonnance allemande sur la procédure civile, les Banques n'agiront pas contre eux à l'effet de recouvrer leurs créances, avant d'avoir fourni aux offices fiduciaires à instituer par les deux Gouvernements l'occasion de se prononcer sur la situation économique du débiteur. Si les deux offices fiduciaires tombent d'accord pour reconnaître que le recouvrement immédiat de la créance compromettrait l'existence économique du débiteur, la Banque accordera de nouveaux délais au débiteur, en prenant équitablement en considération les propositions des offices fiduciaires ; elle lui rendra possible un amortissement de sa dette par paiements successifs, et lui accordera aussi dans ces cas, pour le calcul et le paiement des intérêts, des facilités de nature à lui permettre de payer couramment les intérêts afin d'éviter, dans la mesure du possible,

Zinsen laufend zu zahlen, um ein Anwachsen der Schuld durch Zinszuschläge tunlichst zu verhindern.

Diese Erleichterungen für Kapital und Zinsen sollen denjenigen Schuldnern nicht zugestanden werden, für deren Schuld nicht bereits eine Bankgarantie besteht und die eine Ergänzung der Sicherheit verweigern, obwohl sie nach der Feststellung der beidseitigen Vertrauenstellen in der Lage sind, eine solche Ergänzung zu beschaffen.

Ziffer 3.

Zur Prüfung der Verhältnisse der Schuldner solcher Frankenforderungen werden eine deutsche und eine schweizerische Vertrauensstelle eingesetzt, die sich in den einzelnen Fällen miteinander ins Benehmen setzen und sich gegenseitig alle Mitteilungen unterbreiten, die geeignet sind, über die wahren Verhältnisse des Schuldners Aufschluss zu erteilen.

Ziffer 4.

Das vorgesehene Verfahren soll längstens während 5 Jahren, vom Inkrafttreten dieses Abkommens an gerechnet, zur Anwendung gelangen. Mit dieser Fristbestimmung wird der Dauer der in den einzelnen Fällen zu gewährenden Stundung nicht vorgegriffen.

Paragraph 794, Nr. 5, der deutschen Zivilprozessordnung lautet :

Die Zwangsvollstreckung findet ferner statt : Aus Urkunden, welche von einem deutschen Gericht oder von einem deutschen Notar innerhalb der Grenzen seiner Amtsbefugnisse in der vorgeschriebenen Form aufgenommen sind, sofern die Urkunde über einen Anspruch errichtet ist, welcher die Zahlung einer bestimmten Geldsumme oder die Leistung einer bestimmten Quantität anderer vertretbarer Sachen oder Wertpapiere zum Gegenstande hat und der Schuldner sich in der Urkunde der sofortigen Zwangsvollstreckung unterworfen hat. Als ein Anspruch, welcher die Zahlung einer Geldsumme zum Gegenstand hat, gilt auch der Anspruch aus einer Hypothek, einer Grundschuld oder einer Rentenschuld.

une augmentation de la dette par accumulation des intérêts.

Ces facilités pour le paiement du capital et des intérêts ne seront pas accordées aux débiteurs dont la dette n'est pas déjà garantie par une Banque, s'ils se refusent à fournir un supplément de sûreté, malgré que, d'après les constatations des deux offices fiduciaires, ils soient en mesure de le faire.

Chiffre 3.

Un office fiduciaire suisse et un office fiduciaire allemand seront institués pour examiner la situation des débiteurs de semblables créances en francs : ils devront entrer en relations l'un avec l'autre et se faire réciproquement toutes communications de nature à établir la situation véritable du débiteur.

Chiffre 4.

La procédure ainsi prévue sera appliquée pendant cinq années au plus dès l'entrée en vigueur de la présente Convention. Ce délai ne préjuge pas la durée des termes de paiement à fixer dans chaque cas particulier.

Le paragraphe 794, N° 5, de l'ordonnance allemande sur la procédure civile a la teneur suivante :

L'exécution forcée a encore lieu : sur la base de documents érigés par un tribunal allemand ou par un notaire allemand, dans les limites de leurs compétences et dans les formes prescrites pourvu que le document concerne une créance ayant pour objet le paiement d'une somme d'argent déterminée ou la prestation d'une certaine quantité d'autres choses fongibles ou de papiers-valeur, et pourvu que le débiteur se soumette dans le document à une exécution forcée immédiate. Les créances résultant d'une hypothèque, d'une dette foncière, ou d'une lettre de rente sont considérées comme des créances ayant pour objet le paiement d'une somme d'argent.

ANLAGE III

zum Abkommen vom 6. Dezember 1920 betreffend schweizerische Goldhypothecken in Deutschland und gewisse Arten von Frankenforderungen an deutsche Schuldner.

Der Schweizerischen Bankiervereinigung wird vorgeschlagen, in die Instruktion an die Vertrauensstelle hinsichtlich der Behandlung der Zinsfragen bei Frankenschulden folgendes als Wegleitung aufzunehmen :

- a) Die Zinsen dieser Frankenschulden sind grundsätzlich in Franken zu zahlen.
- b) Die Zinsen für solche Frankenschulden, welche gegenwärtig in der Regel (inklusive Kommission) 2 % über dem Lombardsatz der Schweizerischen Nationalbank stehen, können im Bedarfsfall auf den Lombardsatz (inklusive Kommission) herabgesetzt werden.
- c) In Fällen, wo die Verhältnisse ein noch weitergehendes Entgegenkommen rechtfertigen, kann die Zinsleistung noch weiter herabgesetzt oder sogar gänzlich erlassen werden.

Für getreue Abschrift :

Bern, den 8. Februar 1921.

Der Bundeskanzler :
(Gezeichnet) STEIGER.

ANNEXE III

à la Convention du 6 décembre 1920, concernant les hypothèques suisses avec clause d'or en Allemagne, et certaines catégories de créances en francs contre des débiteurs allemands.

Dans les instructions à adresser aux offices fiduciaire au sujet du règlement des intérêts des créances en francs, il sera proposé à l'Association suisse des Banquiers d'observer la ligne de conduite suivante :

- a) Les intérêts de ces créances en francs doivent être en principe payées en francs ;
- b) le taux actuel de l'intérêt de ces créances en francs étant d'ordinaire (y compris la commission), de 2 % au-dessus du taux pour les prêts lombards de la Banque nationale suisse, il pourra en cas de besoin être abaissé au taux pour les prêts lombards (y compris la commission) ;
- c) dans les cas où les circonstances justifient l'octroi de concessions encore plus larges, l'intérêt pourra être fixé à un taux encore plus bas et il pourra même en être fait remise totale.

Pour copie conforme :

Berne, le 8 février 1921.

Le Chancelier de la Confédération,
(Signé) STEIGER.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 88. — CONVENTION BETWEEN THE SWISS CONFEDERATION AND THE GERMAN EMPIRE DEALING WITH MORTGAGES IN GERMANY CONTAINING THE GOLD CLAUSE AND WITH CERTAIN CLASSES OF FRANC CREDITS DUE FROM GERMAN DEBTORS, SIGNED AT BERNE DECEMBER 6, 1920.

THE SWISS CONFEDERATION AND THE GERMAN EMPIRE,

being desirous of adjusting in an equitable manner the legal relations arising from Swiss mortgages in Germany containing the gold clause and also certain classes of franc credits due from German debtors to Swiss creditors,

have decided to conclude the following Convention and have appointed the following as their plenipotentiaries for this purpose : —

THE SWISS FEDERAL COUNCIL : M. Edmond SCHULTHESS, Vice-President of the Swiss Federal Council, Deputy Head of the Federal Political Department ;

THE GERMAN GOVERNMENT : Dr. Adolf MÜLLER, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the German Empire to Switzerland.

After having communicated their full powers, which were found in good and due form, the plenipotentiaries have agreed upon the following regulations : —

I

Article 1.

Within the terms of this Convention the following shall be considered as mortgages containing the gold clause ; money credits previous to July 31st, 1914, which were expressed in marks and guaranteed by a mortgage on German real estate, when by the terms of the contract of the loan, the repayment of the sum lent or of this sum and of the interest thereon, was to be made " in gold, " " in German gold ", " in Imperial German gold specie ", " in German coin of Imperial gold, " " in German gold coin ", " in the standard of German gold ", " in the standard of Imperial gold, " " in ready specie ", " in ready money ", or when the parties have agreed upon a similar clause providing for the payment of the bonds in gold (the gold clause) in order to guarantee the foreign creditor against the depreciation of the German mark.

Article 2.

The Government of the Swiss Confederation shall advise Swiss creditors owning such mortgages containing the gold clause :

- (a) to waive, for a period of ten years dating from the coming into force of this Convention, their right to repayment of mortgages containing the gold clause and to declare their readiness to extend such mortgages containing a gold clause for a further period

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

- of five years at the request of the debtor, if, at the end of this period of ten years, the value of the mark in Switzerland should not be more than 65 centimes ;
- (b) to grant their debtors facilities for the calculation and payment of the interest, as laid down in Annex I ;
 - (c) to give a written statement on this subject to the debtor in order to place on record their consent to the registration of a " claim ", disputing the correctness of the conditions of expiration appearing in the title deeds of the real estate pledged, in accordance with paragraphs 892 and 899 of the German Civil Code ; the creditors shall bear the expense of drawing up this document and the debtor that of the registration of the title-deeds. The signature affixed to the creditor's declaration must be certified by a Swiss Authority in accordance with the provisions of the Treaty concluded between Switzerland and the German Empire on February 14th, 1907, with regard to authentication of public deeds ;
 - (d) to transmit the mortgage-deed, should the debtor so request, to the Land Registration Department, in order that the " claim " be registered there.

Article 3.

Should the creditor carry out the provisions of Article 2, the mortgages containing the " gold clause " shall be redeemed, after the expiration of the period laid down in section (a), and after due observance of the period of time necessary for cancellation of the contract, either in gold, at the rate of the German gold standard, in accordance with the German Law regarding currency, of June 1st, 1909, or else in paper currency, in such a manner that the creditor shall receive 123.45 Swiss francs for every 100 marks due to him. Interest shall be paid as under section (b).

The debtor may at any time give notice of the termination of a mortgage containing the gold clause, on condition that the periods for cancellation provided for in the contract are observed ; payment shall then be made under the terms laid down in paragraph 1.

Article 4.

This Convention shall also apply to mortgages containing the gold clause, notice of the termination of which has already been given by the debtor, or which, by reason of the gold clause, have been the subject of judicial decisions, always provided that the creditor fulfils the conditions of Article 2.

Payments (both capital and interest) already made in respect of mortgages containing the gold clause before the coming into force of this Convention, shall be held to constitute fulfilment of obligations, when they have been accepted without reservations. The mortgagee's legal rights to enforce the registration of compulsory mortgages to guarantee arrears of interest (paragraphs 866 and 867 of the German Decree on Civil Procedure) shall be in no way affected by this present Convention.

Article 5.

Private arrangements between creditor and debtor are included in the provisions of this Convention, and are reserved ; this especially applies to registration of indefinite mortgages with a maximum, within the meaning of paragraph 1190 of the German Civil Code.

II

Article 6.

The Government of the Swiss Confederation declares itself prepared to bring to the knowledge of the Association of Swiss Bankers the procedure provided for below and also in Annex II of this

Convention, and to provide for the despatch to the banks as soon as possible of a circular recommending them to abide by the text of the said Annex II in the case of the four following categories of debts in francs, due to Swiss banks, by debtors domiciled in Germany, viz :

- (a) Debts owing by German officials.
- (b) Debts owing by interned Germans.
- (c) Debts owing by German families of mobilised soldiers.
- (d) Debts owing by German nationals who have borrowed corresponding sums in francs in order to be able to attend hospitals, clinics, etc., in Switzerland.

Article 7.

The Government of the Swiss Confederation declares itself prepared, for its part, to give its assistance in the manner which may appear to it appropriate in cases where individual States, communes and other associations (chambers of agriculture, live stock, breeding associations, etc.) make efforts in Germany with the support of the Imperial Government, to repay in kind debts in francs owing to Switzerland in respect of purchases of live stock, milk, and other supplies. It declares itself ready to endeavour to avoid calling in its debts with undue haste.

Article 8.

This Convention shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at Berne as soon as possible.

The Convention shall come into force on the day upon which the exchange of ratifications takes place.

In testimony whereof the Plenipotentiaries have signed this Convention and have affixed their seals thereto.

Done in duplicate in Berne this 6th day of December, 1920.

(Signed) SCHULTHESS.

(Signed) Dr. ADOLF MÜLLER.

ANNEX I

to the Convention between the Swiss Confederation and the German Empire dealing with Mortgages in Germany containing the gold clause and with certain classes of franc credits due from German debtors, signed at Berne, December 6th, 1920.

Article 1.

During the periods of payment laid down in Article 3 of this Convention, the debtor shall be obliged to pay the interest due in paper marks as from the entry into force of this Convention, together with a supplementary sum. This supplementary sum shall be calculated by estimating the difference in exchange between the mark and the Swiss Franc. This calculation shall be made on the basis of the average value of the mark in Switzerland as quoted by the National Bank during a period of five days before the date on which the interest falls due.

The supplementary sum shall amount :

For a rate up to and including 10, to the difference between such rate and the
rate of.

For a rate higher than 10 up to and including 40, to 100%, the total payment not to exceed the rate of	70
For a rate higher than 40 up to and including 60, to 75%, the total payment not to exceed the rate of	90
For a rate higher than 60 up to and including 80, to 50%, the total payment not to exceed the rate of	100
For a rate higher than 80 to 25% the total payment not to exceed the rate of	123.45

The current interest shall be deemed to be paid in full by the payment of the interest plus the above supplement, provided that the payment of interest with a higher supplement does not appear justified, due regard being paid to the net revenues of the landed property encumbered with a mortgage containing the gold clause or to these arising from the personal position of the debtor : it will be the duty of fiduciary offices of the kind mentioned in Annex II of this Convention to take steps to examine each case individually in this respect.

Article 2.

The regulations laid down in Article 1 are also applicable to interest already due when is has not already been paid, or when the creditor has granted his debtor a further period for payment, or when such interest has only been accepted under reservation. In these cases the rate to be taken into consideration is the rate of the day on which the outstanding interest was due.

ANNEX II

of the Convention between the Swiss Confederation and the German Empire, dealing with Mortgages in Germany containing the gold clause and with certain classes of franc credits due from German debtors, signed at Berne, December 6th, 1920.

In applying the above-mentioned Convention, the Government of the Swiss Confederation will recommend the Swiss Association of Bankers to circulate the following memoranda to Swiss Banks :

Article 1.

(a) In view of the present rate of exchange between the Swiss franc and the German mark, it is desirable to refrain from premature recovery of credits in francs held by Swiss Banks against debtors domiciled in Germany, namely :

- (α) German officials.
- (β) Interned Germans.
- (γ) German families of mobilised persons.
- (δ) German nationals who have contracted such loans in Swiss francs in order to be able to frequent hospitals, clinical institutions, etc., in Switzerland.

(b) To debtors by such francs credits, in so far as notice to repay has already been given, a further period for payment should be granted on their request, which should be extended at least until such time as the fiduciary offices to be established by the two Governments have had opportunity of giving their opinion.

The facilities laid down in Annex III for the calculation and payment of interest should be granted.

Article 2.

Provided that the debtors by similar franc credits recognise their obligation to pay the sum due by a written statement on which execution may be had under the terms of paragraph 794 No. 5 of the German Code on Civil Procedure, the Bank will not proceed against them for the purpose of recovering their debts before giving the fiduciary offices to be established by the two Governments the opportunity of giving their opinion on the economic position of the debtor. If the two offices agree in the view that the immediate recovery of the debt would prejudice the financial existence of the debtor, the Bank will grant further periods for payment to the debtor, paying all due regard to the proposals of the offices ; it will permit him to redeem his debt by successive payments, and will also grant him in such cases facilities for the calculation and payment of the interest of such a nature as will enable him to pay the current interest, so that he may, as far as possible, avoid the increase of his debt by the accumulation of interest.

These facilities for the payment of the capital and of the interest shall not be granted to debtors whose debt has not already been guaranteed by a Bank, if such debtors refuse to furnish additional security although according to the facts ascertained by the two fiduciary offices they are in a position to do so.

Article 3.

A Swiss and a German fiduciary office shall be established to investigate the position of debtors by such franc credits ; they shall enter into relations with each other and shall furnish each other with all information calculated to establish the real position of the debtor.

Article 4.

The procedure thus laid down shall be applied for not more than 5 years dating from the entry into force of this Convention. This period shall not determine the period to be fixed for the terms of payment in each particular case.

Paragraph 794, No. 5, of the German Code regarding Civil Procedure reads as follows :

Compulsory execution may also be had : in virtue of a document drawn up by a German court or notary public, within the limits of their competence and in the prescribed forms, provided that such document deals with a credit having as its object the payment of a certain sum of money or the delivery of a certain amount of fungible articles or securities and provided that the debtor submits by the terms of the document to immediate compulsory execution. Credits arising from a mortgage or from a capital sum or from annuities secured on land are considered as credits having as their object the payment of a sum of money.

ANNEX III

to the Convention, between the Swiss Confederation and the German Empire dealing with mortgages in Germany containing the gold clause and with certain classes of franc credits due from German debtors, signed at Berne, December 6th, 1920.

In the instructions to be sent to the fiduciary offices in respect of the settlement of the interest on franc credits, the Association of Swiss Bankers will be asked to act on the following lines :

- (a) Interest on such franc credits must in principle be paid in francs ;

- (b) The actual rate of interest on such franc credits being usually (including commission) 2% above the rate for security loans of the National Swiss Bank, such rate of interest may in case of need be lowered to the rate for security loans (including commission).
- (c) In cases where circumstances justify the grant of even larger concessions, the interest may be fixed at a still lower rate or even be totally remitted.

Certified true copy :

Berne, February 8th, 1921.

The Chancellor of the Confederation,

(Signed) STEIGER.

No. 89.

ESPAGNE ET NORVÈGE

Échange de notes entre les Gouvernements espagnol et norvégien concernant la dénonciation de la prorogation des Conventions de commerce des 27 juin 1892 et 25 août 1902, entre l'Espagne et la Norvège. Madrid les 3 et 9 novembre et Paris le 22 novembre 1920.

SPAIN AND NORWAY

Exchange of notes between the Spanish and Norwegian Government concerning the denunciation of the prolongation of the commercial Conventions of June 27, 1892 and August 25, 1902 between Spain and Norway. Madrid November 3 and 9, and Paris November 22, 1920.

¹ TRADUCTION — TRANSLATION.

No. 89. — ECHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS ESPAGNOL ET NORVÉGIEN CONCERNANT LA DÉNONCIATION DE LA PROROGATION DES CONVENTIONS DE COMMERCE DES 27 JUIN 1892 ET 25 AOUT 1902 ENTRE L'ESPAGNE ET LA NORVÈGE. MADRID LES 3 ET 9 NOVEMBRE ET PARIS LE 22 NOVEMBRE 1920.

No. 89. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE SPANISH AND NORWEGIAN GOVERNMENTS CONCERNING THE DENUNCIATION OF THE PROLONGATION OF THE COMMERCIAL CONVENTION OF JUNE 27, 1892 AND AUGUST 25, 1902, BETWEEN SPAIN AND NORWAY. MADRID NOVEMBER 3 AND 9, AND PARIS, NOVEMBER 22, 1920.

Textes officiels espagnol et norvégien communiqués par le Ministre des Affaires Etrangères de Norvège. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 12 février 1921.

Spanish and Norwegian official texts, forwarded by the Norwegian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Exchange of notes took place on February 12, 1921.

MADRID, le 3 novembre 1920.

MADRID, November 3, 1920.

MONSIEUR LE MARQUIS,

MONSIEUR LE MARQUIS,

Par échange des notes des 15 et 25 août 1919, les conventions de commerce des 27 juin 1892 et 25 août 1903 conclues entre la Norvège et l'Espagne et dénoncées par le Gouvernement de Sa Majesté Catholique furent prorogées pour des périodes de trois mois.

By exchange of notes of August 15 and 25, 1919, the Commercial Conventions of June 27, 1892, and August 25, 1903, concluded between Norway and Spain and denounced by His Catholic Majesty's Government, were prolonged for periods of three months.

Le Gouvernement norvégien, désirant reprendre sa liberté d'action dans le domaine du commerce extérieur, se voit obligé de mettre fin à la prorogation de ces conventions, et j'ai l'honneur par son ordre de les dénoncer par la présente dans le délai de trois mois prévu par l'échange de notes précité.

The Norwegian Government being desirous of regaining its liberty of action in the sphere of foreign commerce, finds itself obliged to put an end to the prolongation of these Conventions and I have the honour herewith to denounce on its behalf these Conventions within the three months laid down as in the above exchange of Notes.

Cette dénonciation produisant ses effets à partir d'aujourd'hui, les dites conventions cesseront par conséquent d'être en vigueur le 3 février 1921.

As this denunciation takes effect as from to-day these Conventions will consequently cease to be operative on February 3, 1921.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

Le Gouvernement du Roi appréciant la haute importance du maintien des vieilles et excellentes relations entre nos deux pays et espérant de les voir de plus en plus raffermies et développées à l'avenir, m'a enjoint d'exprimer à cette occasion son vif désir de pouvoir entrer, au moment opportun au Gouvernement espagnol, en négociations pour la conclusion d'un nouveau Traité de commerce.

Veillez agréer, Monsieur le Marquis, les assurances de ma haute considération.

(Signé) F. WEDEL JARSLBERG.

Pour copie conforme :

(L. S.) G. VON TANGEN.
Secrétaire Général.

Son Excellence

Le MARQUIS DE LEMA,
Duc de Ripalda,
Ministre d'Etat de Sa Majesté
Catholique, etc... etc... etc...

The Government of the King fully appreciates the great importance of maintaining the excellent relations which have long existed between our two countries, and hopes to see them strengthened and developed in the future. The Government of the King therefore requests me to express, on this occasion, its keen desire to enter, at the convenience of the Spanish Government, into negotiations for concluding a new Commercial Treaty.

I have the honour to be, etc...

(Signed) WEDEL JARLSBERG.

Certified true Copy :

(L. S.) (Signed) G. VON TANGEN.
Secretary-General.

To His Excellency,

The Marquis DE LEMA,
Duke of Ripalda,
Minister of State of His
Catholic Majesty, etc. etc.

TEXTE ESPAGNOL — SPANISH TEXT.

MINISTERIO DE ESTADO.

Num. 38.

EXCMO. SEÑOR,

Muy Señor mio : He recibido la atenta Nota de V. E. de 3 del corriente por la que se sirve participarme que deseando el Gobierno de Noruega recabar su libertad de acción en lo referente al comercio exterior, ha resuelto poner término á la prórroga de los Convenios comerciales concertados entre España y dicha Nación el 27 de Junio de 1892 y el 25 de Agosto de 1903, los cuales fueron ya denunciados por el Gobierno de S. M., y que la notificación que V. E. me transmite, del deseo del Gobierno noruego de darlos por caducados producirá sus efectos á contar del día 3 del corriente, por lo cual dichos Convenios dejarán de regir el 3 de Febrero de 1921.

A mismo tiempo, tiene V. E. á bien manifestarme que apreciando su Gobierno la gran importancia del mantenimiento de las antiguas y excelentes relaciones que existen entre los dos países y esperando verlas cada día más afirmadas y desarrolladas en lo futuro, le ha encargado que haga presente, en esta ocasión, al Gobierno de S. M. su vivo deseo de poder entrar, cuando él mismo creyere llegado el momento oportuno, en negociaciones para la celebración de un nuevo Tratado de Comercio.

Al acusar a V. E. recibo de su citada Nota, tengo la honra de participarle que me doy por notificado del deseo del Gobierno de Noruega de dar por caducados dichos Convenios, en la fecha anteriormente expresada, notificación que pongo en conocimiento del de S. M. a los efectos procedentes.

MADRID, 9 de Noviembre de 1920.

Debo, sin embargo, hacer presente á V. E. que habiendo sido prorrogados los Convenios de que se trata por periodos de tres meses á contar del 20 de Septiembre de 1919, estimo que el plazo para el término de los mismos, una vez que una de las Partes contratantes hubiere notificado á la otra su intención de declararlos caducados, debe empezar á contarse desde el dia en que termina la última de las prórrogas trimestrales y, por lo tanto que no finalizada hasta el 20 de Diciembre próximo la que comenzó el 20 de Septiembre del año actual, no deben, en rigor, empezar á contarse los tres meses que han de preceder al cese de los convenios sinó desde el citado 20 de Diciembre, para que estos déjen de regir el 20 de Marzo de 1921.

Me sugiere ésta observación la consideración de que si el Gobierno de S. M. denunció á un mismo tiempo todos los Tratados y Convenios comerciales concertados entre España y otras Naciones, fué con el fin de que siendo simultáneo el cese de todos ellos, fuera también uniforme el régimen arancelario que al finalizar aquellos hubiera de aplicarse en España, á partir de una misma fecha, a las mercancías de todos los países.

Cúmpleme, finalmente, manifestar á V. E. que el Gobierno de S. M. concede, igualmente, importancia al mantenimiento de las antiguas y cordiales relaciones comerciales existentes entre los dos países y desea, también, su desarrollo en el porvenir, hallándose dispuesto a contribuir a su acrecentamiento, dentro de los términos de equidad y de mútua conveniencia que debe servir de base a todo acuerdo eventual entre los mismos, y al complacerme en ser interprete cerca de V. E. de éstos sinceros deseos del Gobierno de que formo parte, aprovecho la ocasión para reiterar á V. E. las seguridades de mi más distinguida consideración.

(Firmado) MARQUÉS DE LEMA.

Excmo. Señor

Baron WEDEL JARLSBERG,
Enviado Extraordinario
y Ministro Plenipotenciario
de S. M. el Rey de Noruega.

Pour copie conforme :

(L. S.) (Signé) G. VON TANGEN,
Secrétaire général.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

MINISTÈRE D'ÉTAT.
Nº 38.

MADRID, 9 novembre 1920.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception à Votre Excellence de Sa Note en date du 3 courant, par laquelle Elle a bien voulu m'informer que le Gouvernement norvégien, désireux de reprendre sa liberté d'action en matière de commerce extérieur, a décidé de ne pas prolonger davan-

MINISTRY OF STATE.
No. 38.

MADRID, November 9, 1920.

YOUR EXCELLENCY,

I have received Your Excellency's Note of the 3rd instant in which you were good enough to inform me that the Norwegian Government, desirous of regaining its liberty of action with regard to foreign trade, has decided to put an end to the prolongation of the commercial

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

tage les conventions commerciales, conclues entre l'Espagne et la Norvège le 27 juin 1892 et le 25 août 1902, conventions qui ont déjà été dénoncées par le Gouvernement de Sa Majesté ; Votre Excellence m'informe également que cette notification, par laquelle Elle me transmet le désir du Gouvernement norvégien de considérer ces conventions comme abrogées, prendra effet à dater du 3 courant, et que, par conséquent, lesdites conventions cesseront d'être en vigueur à partir du 3 février 1921.

En même temps, Votre Excellence tient à me faire connaître particulièrement que Son Gouvernement, se rendant compte de la grande importance du maintien des excellentes relations qui ont existé de très longue date entre les deux pays, et espérant les voir chaque jour se fortifier et se développer, a chargé Votre Excellence de transmettre à cette occasion, au Gouvernement de Sa Majesté, son vif désir d'engager des négociations pour conclure un nouveau traité de commerce, quand le Gouvernement de Sa Majesté le jugera opportun.

En accusant réception de la Note de Votre Excellence, j'ai l'honneur de l'informer que j'enregistre le désir du Gouvernement norvégien de considérer lesdites conventions comme abrogées à la date mentionnée ci-dessus, et que je le porte à la connaissance du Gouvernement de Sa Majesté à toutes fins utiles.

Je dois, cependant, signaler à Votre Excellence que les conventions en question ayant été prolongées de trois mois en trois mois à partir du 20 septembre 1919, j'estime qu'après qu'une des parties a notifié à l'autre son intention de les déclarer abrogées, le délai de préavis ne doit courir que du jour où se termine la dernière de ces périodes de prolongation trimestrielle ; or, comme la période qui a commencé le 20 septembre de l'année présente n'expirera que le 20 décembre prochain, les trois mois de préavis qui doivent précéder l'abrogation effective des conventions ne devraient rigoureusement dater que du 20 décembre, afin que ces conventions cessent d'être en vigueur le 20 mars 1921.

Je suis amené à ces considérations par le fait que si le Gouvernement de Sa Majesté a dénoncé au même moment tous les traités et conventions commerciaux conclus entre l'Espagne et d'autres Nations, ce fut avec l'idée que cette simultanéité dans l'expiration de ces accords aurait

agreements concluded between Spain and Norway on June 27, 1892 and August 25, 1902, which agreements had already been denounced by the Government of His Majesty. You also informed me that the notification of the desire of the Norwegian Government to consider these agreements annulled will take effect on the 3rd of the present month, and that, therefore, the said agreements will cease to be operative on February 3, 1921.

At the same time you are good enough to inform me that as your Government is fully alive to the great importance of maintaining the excellent relations which have long existed between the two Governments and which it hopes will daily be strengthened and continue to develop in the future, it has instructed you to acquaint the Government of His Majesty on this occasion of its keen desire to enter into negotiations with a view to concluding a new Commercial Treaty when the Government of His Majesty may consider a favourable moment has arrived.

In acknowledging the receipt of Your Excellency's Note I have the honour to inform you that I have noted the desire of the Norwegian Government to consider the said agreements annulled on the above-mentioned date, and I will duly bring this notification to the knowledge of His Majesty's Government.

I have, nevertheless, to point out to Your Excellency that in view of the fact that the agreements in question have been prolonged for periods of three months dating from September 20, 1919, in my opinion the necessary notice of any intention to terminate the agreements, as soon as one of the contracting parties has notified the other of its intention to declare the agreements annulled, should date from the day on which the last of the quarterly prolongations expired, and since the prolongations which commenced on September 20 of the present year had only expired on December 20 last, the three months notice which must precede the termination of the agreement should, strictly, date from December 20 last, in order that they may cease to be operative on March 20, 1921.

These considerations induce me to point out that the Government of His Majesty simultaneously denounced all commercial treaties and agreements concluded between Spain and other governments in order that, as they would all cease at the same time, this would also secure

pour conséquence de rendre également uniforme le régime douanier, qui, une fois ces traités cessant d'être en vigueur, se trouverait applicable en Espagne, à partir d'une même date, aux marchandises de tous les pays.

J'ai l'honneur, en dernier lieu, d'informer Votre Excellence que le Gouvernement de Sa Majesté attache également le plus grand prix au maintien des cordiales relations en matière de commerce, qui ont existé de très longue date entre les deux pays, et qu'il désire aussi les voir se fortifier dans l'avenir ; il est disposé à contribuer à leur développement dans les limites de l'équité et de la convenance mutuelle, qui doivent servir de base à tout accord éventuel entre les deux pays ; permettez-moi également d'être auprès de Votre Excellence, l'interprète des vœux sincères du Gouvernement auquel j'appartiens, et de saisir l'occasion de renouveler à Votre Excellence les assurances de ma considération la plus distinguée.

(Signé) Marquis DE LEMA.

Son Excellence Baron Wedel Jarlsberg,
Envoyé Extraordinaire
et Ministre Plénipotentiaire
de Sa Majesté le Roi de Norvège.

Pour copie conforme :

(L. S.) (Signé) G. VON TANGEN.
Secrétaire Général.

LÉGATION DE NORVÈGE.

PARIS, le 22 novembre 1920.

MONSIEUR LE MARQUIS,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la lettre du 9 de ce mois par laquelle Votre Excellence a bien voulu me faire savoir qu'Elle a pris acte de la dénonciation des conventions commerciales entre l'Espagne et la Norvège des 27 juin

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

uniformity to the customs regime which, after the lapse of these treaties, would be applicable in Spain to goods of all countries, beginning on the same date.

Finally I would inform Your Excellency that the Government of His Majesty also attached importance to the maintenance of the cordial commercial relations which have long existed between the two countries, and is anxious that they should be developed in the future. His Majesty's Government is willing to assist in the furtherance of these relations within the limits of equity and mutual advantage which should serve as the basis for any future agreements between these two countries, and I am happy to convey to Your Excellency this sincere desire on the part of my Government.

I have the honour, etc.

(Signed) Marquis DE LEMA.

To His Excellency Baron Wedel Jarlsberg,
Envoy Extraordinary and
Minister Plenipotentiary
of His Majesty the King of Norway.

Certified Copy :

(L. S.) (Signed) G. VON TANGEN,
Secretary-General.

NORWEGIAN LEGATION.

PARIS, November 22nd, 1920.

MONSIEUR LE MARQUIS,

I have the honour to acknowledge receipt of your letter of the 9th instant, in which Your Excellency informed me that you have duly noted that the commercial conventions between Spain and Norway of July 27th, 1892 and

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

1892 et 25 août 1903 pour la date du 3 février 1921.

Quant aux observations que Votre Excellence a bien voulu formuler concernant le délai de préavis à donner, je me permets de rappeler à l'attention de Votre Excellence les notes qui ont été échangées à ce sujet entre la Légation du Roi et le Ministère d'Etat en date des 22 janvier et 24 juin derniers. Par la dernière de ces notes, le Ministère d'Etat a bien voulu notifier textuellement « que el Gobierno Español está conforme con la interpretación dada por el de Noruega à la citada clausula y por lo tanto estima, igualmente que la terminacion de dichos Convenios deberá tener lugar despues de transcurridos tres meses à contar de la fecha en que cualquiera de los dos Gobiernos notifique al otro su intencion de darlos por terminados ».

En remerciant Votre Excellence des sentiments de bienveillance qu'Elle a bien voulu exprimer au nom de Sa Majesté Catholique pour le maintien et le développement des bonnes relations commerciales entre nos deux pays, je profite de cette occasion pour Vous offrir, Monsieur le Marquis, les assurances de ma haute considération.

(Signé) F. WEDEL JARLSBERG.

Son Excellence

Monsieur le Marquis de Lema,
Duc de Ripalda,
Ministre d'Etat de
Sa Majesté Catholique,
etc... etc... etc...

Pour copie conforme :

(L. S.) (Signé) G. VON TANGEN.
Secrétaire Général.

August 25th, 1902, have been denounced as from February 3rd, 1921.

With regard to Your Excellency's observations as to the period of notice to be given, I would beg to draw Your Excellency's attention to the Notes on this subject that passed between the Royal Legation and the Minister of State on January 22nd and June 24th last. In the latter of these notes the Minister of State declared in the following words : " That the Spanish Government agrees with the Norwegian Government's interpretation of the clause quoted, and is also of opinion that the termination of these Conventions should take place after the lapse of three months from the date on which either of the two Governments notifies to the other its intention of regarding such Conventions as terminated."

Thanking Your Excellency for the friendly sentiments expressed by you on behalf of His Catholic Majesty's Government regarding the maintenance and development of the present good commercial relations between our two countries,

I have the honour to be, etc...

(Signed) F. WEDEL JARLSBERG.

His Excellency

The Marquis de Lema,
Duke of Ripalda,
Minister of State
of His Catholic Majesty,
etc... etc... etc...

Certified Copy :

(L. S.) (Signed) G. VON TANGEN.
Secretary-General.

No. 90.

**GRANDE-BRETAGNE
ET GRÈCE**

Arrangement entre la Grande-Bretagne et la Grèce au sujet de la suppression du régime des capitulations en Egypte, signé à Athènes le 22 août, 4 septembre 1920.

**GREAT BRITAIN
AND GREECE**

Agreement between Great Britain and Greece Relating to the suppression of the capitulations in Egypt, signed at Athens, August 22/September 4, 1920.

No. 90. — ARRANGEMENT ENTRE LA GRÈCE ET LA GRANDE-BRETAGNE AU SUJET DE LA SUPPRESSION DU RÉGIME DES CAPITULATIONS ² EN EGYPTE, SIGNÉ A ATHÈNES LE 22 AOUT / 4 SEPTEMBRE 1920.

Texte officiel français communiqué par le Ministre des Affaires Étrangères de Grèce et par le Gouvernement de Sa Majesté Britannique. L'enregistrement de cet arrangement a eu lieu le 26 février 1921.

Le Gouvernement de Sa Majesté Britannique ayant fait savoir au Gouvernement Royal Hellénique, en même temps qu'aux autres Puissances intéressées au système judiciaire en Egypte, son intention de ne pas conseiller à Sa Hautesse le Sultan d'Egypte de renouveler le pouvoir des Tribunaux mixtes venant à expiration le 1^{er} novembre prochain et ayant en même temps exprimé le désir de voir les Puissances intéressées renoncer, à compter de cette date, au régime des capitulations dont Elles jouissent en Egypte, en faveur de la Grande-Bretagne, afin de la mettre mieux à même de répondre à la satisfaction de tous les intéressés, aux responsabilités qu'elle y a assumées, et le Gouvernement Royal Hellénique ayant en principe adhéré à ce point de vue, sous réserve des garanties nécessaires pour la sauvegarde de ses intérêts en Egypte, la Grèce et la Grande-Bretagne ont envisagé, dans un esprit purement amical, la situation nouvelle devant résulter du non-renouvellement des pouvoirs des Tribunaux mixtes actuels et de la suppression du régime capitulaire, et ont résolu de conclure

¹ Traduction communiquée par le Ministère des Affaires Étrangères de S. M. Britannique.

² Les ratifications ont été échangées à Athènes le 22 décembre 1920/4 janvier 1921.

¹ TRADUCTION — TRANSLATION

No. 90. — AGREEMENT BETWEEN GREAT BRITAIN AND GREECE RELATING TO THE SUPPRESSION OF THE CAPITULATIONS IN EGYPT, SIGNED AT ATHENS², AUGUST 22/SEPTEMBER 4, 1920.

French official text, communicated by the Greek Minister for Foreign Affairs and his Britannic Majesty's Government. The registration of this Agreement took place on February 26, 1921.

The Government of His Britannic Majesty having made known to the Royal Hellenic Government, at the same time as to the other Powers concerned in the judicial system in Egypt, their intention not to advise His Highness the Sultan of Egypt to renew the powers of the mixed tribunals due to expire on the 1st November next, and at the same time having expressed the wish to see the Powers concerned renounce in favour of Great Britain, as from that date, the Capitulations which they enjoy in Egypt, in order better to enable her to meet, to the satisfaction of all concerned, the responsibilities which she has thereby assumed, and the Royal Hellenic Government having in principle adopted this point of view, subject to the guarantees necessary to safeguard her interests in Egypt, Great Britain and Greece have considered, in a purely amicable spirit, the new situation about to arise from the non-renewal of the powers of the existing mixed tribunals and from the suppression of the Capitulations, and have decided to conclude an agreement with a view to regulating the

¹ Translation forwarded by his Britannic Majesty's Foreign Office.

² Ratifications were exchanged at Athens on December 22, 1920/January 4, 1921.

un arrangement destiné à régler les diverses questions résultant du nouvel état de choses en Egypte.

A cet effet, les Hautes Parties Contractantes ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté le Roi des Hellènes, Monsieur NICOLAS E. POLITIS, Son Ministre des Affaires Etrangères ;

Sa Majesté le Roi du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande et des Territoires Britanniques au-delà des mers, Empereur des Indes, EARL GRANVILLE, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire,

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article 1.

La Grèce ayant reconnu le protectorat en Egypte, déclaré par la Grande-Bretagne le 18 décembre 1914, renonce en sa faveur à tous les droits et privilèges qu'elle tient en Egypte du régime des capitulations.

Article 2.

Dès la mise en vigueur de l'organisation judiciaire nouvelle en Egypte, sous l'autorité de la Grande-Bretagne, les Tribunaux consulaires grecs cesseront de siéger, si ce n'est pour terminer les affaires en cours.

Article 3.

Les ressortissants grecs en Egypte, en ce qui concerne les libertés publiques, l'administration de la justice, les droits privés, y compris la propriété foncière et les droits miniers, les professions libérales, industrielles et commerciales, les impôts et taxes jouiront du même traitement que les ressortissants britanniques.

Les enfants nés en Egypte d'un père ressortissant grec jouissant des privilèges de l'étranger, auront droit à la nationalité grecque ; ils ne deviendront pas sujets égyptiens.

Article 4.

Les Consuls généraux, Consuls, Vice-Consuls et Agents Consulaires de la Grèce en Egypte, jouiront, dès la fermeture des tribunaux consulaires, des mêmes immunités qu'en Grande-Bretagne.

various questions resulting from the new state of affairs in Egypt.

With this object the High Contracting Parties have named as their Plenipotentiaries, that is to say —

His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, EARL GRANVILLE, his Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary ;

His Majesty the King of the Hellenes, M. NICOLAS E. POLITIS, his Minister for Foreign Affairs ;

Who, after having communicated their full powers found in good and due form, have agreed upon the following Articles : —

Article 1.

Greece having recognised the protectorate in Egypt, promulgated by Great Britain on the 18th December, 1914, renounces in her favour all the rights and privileges which she holds in Egypt under the Capitulations.

Article 2.

From the coming into force of the new judicial system in Egypt under the authority of Great Britain, the Greek Consular Courts will cease to sit, except to dispose of current proceedings.

Article 3.

Greek nationals shall enjoy in Egypt, in regard to public liberties, the administration of justice, private rights, including landed property and mining rights, the liberal, industrial and commercial professions, and taxes and duties, the same treatment as British nationals.

Children born in Egypt of a father who is a Greek national enjoying there the privileges accorded to foreigners shall be entitled to Greek nationality ; they shall not become Egyptian subjects.

Article 4.

The Consuls-General, Consuls, Vice-Consuls, and Consular Agents of Greece in Egypt shall enjoy, from the closing of the Consular Courts, the same immunities as in Great Britain.

Ils continueront d'exercer dans l'intérêt des particuliers, pour autant que les lois de l'Égypte ne s'y opposeront pas, toutes leurs fonctions non judiciaires dans les mêmes conditions que par le passé.

Article 5.

En attendant la conclusion d'accords spéciaux relatifs à l'Égypte ou entre la Grèce et l'Égypte, s'étendent en Égypte les traités suivants, en vigueur entre la Grèce et la Grande-Bretagne, savoir : 1^o l'arrangement relatif à l'extradition des marins déserteurs¹ du 7/19 août 1875 ; 2^o l'arrangement concernant la reconnaissance réciproque des Sociétés Anonymes et autres associations² du 23 juillet/4 août 1888 ; 3^o le Traité d'extradition³ du 11/24 septembre 1910, et 4^o tous les Traités, Conventions et accords plurilatéraux intéressant la Grèce et la Grande-Bretagne et auxquels l'Égypte n'est pas partie.

Pour l'application du Traité du 24 septembre 1910, relatif à l'extradition des criminels, il est convenu que la condition stipulée par l'article 3 du dit Traité à l'extradition des nationaux des Hautes Parties Contractantes s'étendra, lorsqu'il s'agira des personnes réfugiées en Égypte, tant aux sujets de Sa Hautesse le Sultan qu'à tous les ressortissants britanniques.

Sous condition de réciprocité, le régime actuellement appliqué en Grèce et en Égypte, respectivement aux importations provenant de l'autre pays, ou aux exportations vers ce pays, ne sera pas modifié à moins de préavis donné 12 mois à l'avance. Il est entendu toutefois que le présent engagement ne fait obstacle à la faculté pour le Gouvernement Hellénique et le Gouvernement Égyptien d'apporter au régime existant entre les deux pays les modifications qui seraient rendues applicables à tous les autres pays indistinctement.

Article 6.

Les Communautés, Fondations et Associations soumises à la protection hellénique qui

They shall continue to exercise in the interests of private persons, so far as is consistent with the laws of Egypt, all their non-judicial functions under the same conditions as formerly.

Article 5.

Pending the conclusion of special agreements relating to Egypt or between Greece and Egypt, the following treaties in force between Great Britain and Greece will apply in Egypt, that is to say : (1) the agreement relating to the surrender of seamen deserters¹ of the 7th/19th August, 1875, (2) the agreement concerning the reciprocal recognition of joint-stock companies and other associations² of the 23rd July/4th August, 1888, (3) the Extradition Treaty³ of the 11th/24th September, 1910 and all the multilateral treaties, conventions and agreements affecting Great Britain and Greece to which Egypt is not a party.

In the execution of the treaty of the 24th September, 1910, relating to the extradition of criminals, it is agreed that the condition attached by Article 3 of the above-mentioned treaty to the extradition of the nationals of the High Contracting Parties shall apply, in the case of refugees in Egypt, to the subjects of His Highness the Sultan as well as to all British nationals.

On condition of reciprocity, the regulations now applied in Greece and in Egypt respectively to imports coming from the other country or to exports to the other country shall not be altered unless notice to that effect has been previously given twelve months in advance. It is understood, however, that the present agreement shall not limit the right of the Hellenic Government and of the Egyptian Government to introduce into the régime in force between the two countries modifications which may be applicable to all other countries without distinction.

Article 6.

Corporations, foundations and associations under Hellenic protection which at present

¹ De Martens : Nouveau Recueil Général des Traités, deuxième série, vol. II, page 475.

² De Martens : Nouveau Recueil Général des Traités, troisième série, tome V, page 690.

¹ British and Foreign State Papers, vol. 66 (1874-1875), page 92.

² British and Foreign State Papers, vol. 79 (1887-1888), page 8.

³ British and Foreign State Papers, vol. 103 (1909-1910), page 297.

jouissent actuellement de la personnalité morale, continueront d'être reconnues comme personnes morales étrangères et de jouir de tous les droits et avantages attachés à cette qualité. Elles pourront notamment conserver leurs établissements de charité, de bienfaisance, d'assistance et d'enseignement, tels qu'églises, hôpitaux, crèches, écoles, etc. Elles auront la capacité de posséder des biens meubles et immeubles affectés à l'entretien de ces établissements, de les administrer et en disposer selon leur destination. Elles auront la faculté d'ester en justice et en général d'accomplir tous actes nécessaires à leur mission de progrès social par leurs gérants et administrateurs légaux, conformément à leurs statuts et règlements.

Néanmoins, les susdites communautés, fondations et associations sont soumises à toute législation de contrôle, de réglementation et de surveillance applicables à tous les établissements similaires européens en Egypte, y compris toute législation relative à la faculté d'acquérir les biens immeubles.

Les ressortissants grecs jouiront en Egypte des mêmes droits que les ressortissants britanniques, en ce qui concerne la création de nouvelles communautés, fondations et associations.

Article 7.

La Grèce accepte que, sans autre réserve que celle du consentement unanime des Puissances intéressées, tous les droits et devoirs de la Commission internationale de quarantaine en Egypte passent aux Autorités Anglo-Egyptiennes.

Article 8.

Le présent arrangement sera ratifié, et les ratifications en seront échangées à Athènes aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi, des Plénipotentiaires respectifs ont signé le présent arrangement et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Athènes, le 22 août/4 septembre 1920.

(Signé) N. POLITIS.
(Signé) GRANVILLE.

possess a juridical personality shall continue to be recognised as foreign juridical personalities and to enjoy all the rights and privileges pertaining to them as such. They may in particular maintain their institutions for charitable purposes, for relief, for assistance and for instruction, such as churches, hospitals, infantshomes; schools, etc. They will be qualified to own movable and immovable property devoted to the maintenance of these institutions, to manage them and to dispose of them according to their objects. They shall have the right to be parties to legal proceedings, and generally to carry out all acts necessary for their mission of social progress, by their duly appointed managers and directors according to their rules and regulations.

Nevertheless, the above-mentioned corporations, foundations and associations are subjected to all legislative control, regulation and supervision applicable to all similar European institutions in Egypt, including all legislation bearing on the right to acquire immovable property.

Greek nationals will enjoy in Egypt the same rights as British nationals in regard to the establishment of new corporations, foundations and associations.

Article 7.

Greece agrees that, subject only to the unanimous consent of the Powers concerned, all the rights and duties of the International Quarantine Commission in Egypt are transferred to the Anglo-Egyptian authorities.

Article 8.

The present agreement shall be ratified and the ratifications thereof shall be exchanged at Athens as soon as practicable.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present agreement and have affixed thereto the seal of their arms

Done at Athens the 22nd August/4th September, 1920.

(Signed) POLITIS.
(Signed) GRANVILLE.

